Robert COMEAU et Bernard DIONNE

Respectivement historien, professeur retraité, département d'histoire, UQÀM
et Docteur en histoire, UQAM

(1989)

Le droit de se taire

Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale
à la Révolution tranquille.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

Robert Comeau et Bernard Dionne

LE DROIT DE SE TAIRE.
Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille.

Montréal : VLB Éditeur, 1989, 545 pp. Collection : Études québécoises.

Photo de la couverture :
Archives privées, François Touchette. Assemblée du P.C. à Montréal, 1944-1945.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 4 novembre 2010 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : comeau.robert@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée : Pour le texte: Comic Sans, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11",

Édition numérique réalisée le 19 mars 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.,

Robert COMEAU et Bernard Dionne

Historien, professeur retraité, département d'histoire, UQÀM
et Docteur en histoire, UQÀM.

Le droit de se taire.

Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale
à la Révolution tranquille

Montréal : VLB Éditeur, 1989, 545 pp. Collection : Études québécoises. Photo de la couverture: Archives privées, François Touchette. Assemblée du P.C. à Montréal, 1944-1945.

[543]

Table des matières

[Liste des illustrations](#)

[Quatrième de couverture](#)

[Remerciements](#) [8]

[Liste des collaborateurs](#) [9]

[Liste des sigles](#) [11]

Robert COMEAU et Bernard DIONNE, [Introduction](#) [15]

[Les conditions d'émergence du Parti](#) [17]

[Les principales phases de l'activité communiste au Canada et au Québec](#)
[22]

[De la difficulté d'être communiste en Amérique du Nord](#) [35]

[SECTION I : LE PARTI COMMUNISTE ET LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE](#)

Texte 1. Robert COMEAU et Bernard DIONNE, [Une greffe difficile](#) [47]

Texte 2. Marcel FOURNIER, [À la défense des intérêts immédiats : les années
trente](#) [52]

Texte 3. Robert COMEAU et Bernard DIONNE, [Le Parti communiste canadien au
Québec pendant la Seconde Guerre mondiale 1939-1945](#) [85]

Texte 4. Lucie LAURIN, [Communisme et liberté d'expression au Québec : la « loi
du Cadenas » 1937-1957](#) [112]

Texte 5. Esther TRÉPANIÉ, [Entre socialisme et modernisme : les peintres pro-
gressistes québécois \(1930-1945\)](#) [134]

Texte 6. Stanley B. RYERSON, [Le camarade Bethune](#) [162]

[SECTION II : UN PARTI ET SES DIRIGEANTS](#)

Texte 7. Robert COMEAU et Bernard DIONNE, [Sur un certain centralisme démocratique](#) [195]

Texte 8. Gregory S. KEALEY, [Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel révolutionnaire
canadien](#) [198]

Texte 9. Gregory S. KEALEY, [Stanley Bréhaut Ryerson : historien marxiste](#)
[242]

- Texte 10. Marcel FOURNIER, [Fred Rose, notes pour une biographie](#) [273]
 Texte 1.1 Robert COMEAU et Bernard DIONNE, [Henri Gagnon, organisateur révolutionnaire : 1936-1956](#) [298]
 Texte 12. Bernard DIONNE, [La fin d'un mythe... Gui Caron et les révélations de Khrouchtchev sur l'U.R.S.S. en 1956](#) [338]

SECTION III : LES COMMUNISTES ET LE MOUVEMENT SYNDICAL

- Texte 1.3 Robert COMEAU et Bernard DIONNE, [Une « avant-garde » rejetée](#) [369]
 Texte 1.4 Louis FOURNIER, [Léa Roback : 30 ans de militantisme communiste](#) [386]
 Texte 1.5 Andrée LÉVESQUE, [Le Québec et le monde communiste : Cowansville 1931](#) [407]
 Texte 1.6 Béatrice RICHARD, [Péril communiste au Témiscamingue : 1933-1934](#) [422]
 Texte 1.7 Richard DESROSIERS, [Bob Haddow, militant syndical](#) [440]
 Texte 1.8 Denyse BAILLARGEON, [L'anticommunisme dans les syndicats : le cas Parent-Rowley](#) [452]
 Texte 1.9 Robert COMEAU, [Les grèves de 1946 et 1949 de l'Union des marins canadiens](#) [474]

ANNEXES

Tableaux

- [Tableau 1.](#) Évolution des effectifs québécois du Parti communiste, de 1930 à 1960 [495]
[Tableau 2.](#) Effectifs du Parti communiste au Canada, de 1921 à 1960 [496]
[Tableau 3.](#) Liste des congrès du Parti communiste du Canada, de 1921 à 1971 [497]

[Chronologie du Parti communiste canadien 1921-1970](#) [499]

[Bibliographie](#) [518]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille

Liste des illustrations

[Retour à la table des matières](#)

- Photo 1. [Camp de travail à Valcartier, en juin 1933](#). Archives publiques du Canada.
- Photo 2. [Le journal La Victoire, édité par le Parti, de 1941 à 1944 à Montréal](#).
- Photo 3. [Assemblée contre Hitler en avril 1939 : la liste des orateurs comprend le Consul général de Tchecoslovaquie et un ex-député du Reichstag allemand](#). Archives nationales du Québec, Fonds Conrad Poirier.
- Photo 4. [Carte de membre et timbres de cotisation du Parti ouvrier-progressiste, en 1946](#). Archives François Touchette.
- Photo 5. [Saisie de littérature communiste à Montréal \(aux Postes, en 1937\)](#). Archives nationales du Québec, Fonds Conrad Poirier.
- Photo 6. [Le siège du PC à Montréal était fréquemment l'objet d'attaques, de saisies et de menaces de toutes sortes](#). Archives François Touchette.
- Photo 7. [Manifestation contre la « loi du Cadenas » à Montréal \(1937 ?\)](#). Archives publiques du Canada.
- Photo 8. [Fritz Brandtner \(1896-1969\), Night Shift/Poste de nuit, 1943](#). Galerie nationale du Canada, Ottawa.
- Photo 9. [Fritz Brandtner \(1896-1969\), Men of 1939 / Hommes de 1939, 1939](#). Galerie nationale du Canada, Ottawa.

- Photo 10. [Louis Muhistock \(1904-\), *Open Door of Third House, Groubert Lane, Montreal, 1939*](#). Galerie nationale du Canada, Ottawa.
- Photo 11. [Paraskeva Clark \(1898-\), *Petroushka, 1937*](#). Galerie nationale du Canada, Ottawa.
- Photo 12. [Marian Scott, *Fire Escape*](#). Photographie Musée du Québec.
- Photo 13. [Paraskeva Clark \(1898-\), *Les monteuses de parachutes, 1946*](#).
- Photo 14. [Frederick Taylor \(1906-\), *Nouvelle menace, 1951*](#).
- Photo 15. [Dirigeants du Parti communiste canadien en 1942](#). En haut : Gus Sundqvist, Bill Kashtan, Évariste Dubé, Jim Litterick, Sam Carr, Willie Fortin, Stewart Smith, Stanley B. Ryerson ; en bas : Henri Gagnon, Fred Rose, Tim Buck, Émery Samuel, Sam Lipschitz. Archives François Touchette.
- Photo 16. [Membres du Bataillon Mackenzie-Papineau sur le front espagnol, entre 1937-1939](#).
- Photo 17. [À droite : Fred Rose \(1907-1983\)](#). Le seul député du Parti communiste canadien à la Législature fédérale (1943-1946).
- Photo 18. [Pamphlet du Parti communiste canadien en 1936 à Montréal](#). Archives François Touchette.
- Photo 19. [Les dirigeants du Parti communiste du Canada français de 1951](#). En haut, de g. à d.: R. Lanarek, H. Waterloo, M. Desroches, Henri Gagnon, A. Bélanger, L. Fortin ; en bas : Roussil, R. Lauzier, G. Piché et A. Binette. Archives François Touchette.
- Photo 20. [Henri Gagnon, s'adressant aux congressistes de la Fraternité des électriciens, au cours des années soixante](#). Archives François Touchette.
- Photo 21. [Tract de la Ligue des Vétérans sans logement \(1946-1947\)](#). Archives François Touchette.
- Photo 22. [Assemblée du PC à Montréal, 1944-1945](#) : A.B. Rosenberg (frère de Fred Rose), Michael Buhay, Robert Haddow, Guy Caron, Fred Rose et Harry Binder.
- Photo 23. [Les chefs du mouvement communiste québécois durant la guerre](#) : Harry Binder, Oscar Roy, Gui Caron, Évariste Dubé, Robert Haddow et Daniel Longpré. Archives François Touchette.
- Photo 24. [Manifestation à Montréal en 1952 contre le danger d'une troisième guerre mondiale](#). Archives publiques du Canada.
- Photo 25. [Activistes du Parti au travail pour la paix, à Montréal, au cours des années cinquante](#). Archives François Touchette.
- Photo 26. [Léa Roback, au cours des années 1980](#). Archives François Touchette.

- Photo 27 [Jeunes communistes à Montréal \(1938-1939\).](#) Archives François Touchette.
- Photo 28 [Scène de la grève à Noranda, en 1934.](#) Archives publiques du Canada.
- Photo 29 [Piquet de grève devant Canadian Vickers, en 1943.](#) Archives François Touchette.
- Photo 30 [Grève à Montréal Cottons Ltd. de Valleyfield, en 1946.](#)
- Photo 31 [Madeleine Parent, entourée de Léo Roback \(à g.\) et de Percy Bengough, président du CMTC.](#) Sous une photo de Kent Rowley, emprisonné suite à la grève de 1947. Archives François Touchette.
- Photo 32 [Arrestation d'un gréviste \(1949\).](#) Archives François Touchette.
- Photo 33 [Sur la camionnette des grévistes, slogans du C.S.U. contre la mainmise des gangsters et des unions américaines.](#)
- Photo 34 [Grévistes de l'Union des marins canadiens, en 1948.](#) Archives publiques du Canada.

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

De la Première Guerre mondiale jusqu'aux débuts de la Révolution tranquille, le Parti communiste du Canada, contrairement à la plupart des partis politiques canadiens et québécois, n'aura connu qu'une quinzaine d'années de liberté d'expression.

De 1921, date de sa création, aux années 60, d'interdiction en interdiction, d'une répression à l'autre, le Parti communiste du Canada n'aura qu'un droit : celui de se taire.

Dans un essai historique aussi documenté que magistral, Robert Comeau et Bernard Dionne, entourés de leurs collaborateurs, analysent avec perspicacité et rigueur les principales phases de l'activité communiste au Canada et au Québec, les luttes ouvrières nationales, l'environnement international et les idées marxistes-léninistes avec lesquels le Parti communiste devra composer tout au long de sa jeune existence.

Un livre de référence qui s'imposera dans l'histoire des partis politiques du Canada.

[7]

Ce livre est dédié à

Alexis,
Geneviève et
Guillaume

[8]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille

REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

Nous désirons remercier les anciens militants du Parti communiste qui ont bien voulu nous accorder des entrevues sans lesquelles ce livre n'aurait pas été possible.

Nous sommes redevables à la revue *Studies in Political Economy* qui nous a aimablement donné l'autorisation de reproduire les deux articles de Gregory S. Kealey qui ont été traduits par Pierre Henrichon et Gérard Hernando avec un soin remarquable. Nous remercions également la *Revue d'Histoire de l'Amérique française* qui nous a permis de reproduire l'article d'Andrée Lévesque. De même, les éditions Albert Saint-Martin nous ont permis de reproduire des extraits du livre de Marcel Fournier. Nous sommes également reconnaissants à M. Stanley B. Ryerson de nous avoir autorisés à publier la traduction de son « Comrad Beth » tiré de l'ouvrage collectif *Bethune, The Montreal Years. An Informal Portrait* (James Lorimer and Co. Publishers, 1978).

Enfin, nous ne saurions passer sous silence le travail minutieux de Brigitte Cloiseau, de Linda Haineault, de Claudine Boivin, de Chantal Sabourin et de Johanne Noël, qui ont dactylographié le manuscrit, de même que celui de Christine Lavail qui

l'a relu et suggéré de nombreuses corrections. Qu'elles trouvent ici l'expression de notre gratitude.

La rédaction de cet ouvrage a été rendue possible en partie grâce à une subvention de l'Université du Québec à Montréal.

ROBERT COMEAU

BERNARD DIONNE

[9]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille

Liste des collaborateurs

[Retour à la table des matières](#)

DENYSE BAILLARGEON est étudiante au doctorat à l'Université de Montréal. Elle a rédigé une thèse de maîtrise portant sur *l'Histoire des Ouvriers unis des textiles d'Amérique, 1942-1952*, (Histoire), Université de Montréal, 1981, 252 p.

ROBERT COMEAU est professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal. Co-auteur de *Les communistes au Québec, 1936-1956. Sur le Parti communiste du Canada/Parti ouvrier progressiste* (1980).

RICHARD DESROSIER est professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal. Il a publié *Les travailleurs québécois et le syndicalisme* avec Denis Héroux (1973).

BERNARD DIONNE est professeur d'histoire au C.E.G.E.P. Lionel-Groulx. Co-auteur de *Les communistes au Québec, 1936-1956*. Auteur d'une thèse de doctorat sur *Les unions internationales et le Conseil des métiers et du travail de Montréal* (1938-1958).

LOUIS FOURNIER est journaliste, co-auteur d'une *Histoire du mouvement ouvrier au Québec, 1825-1976* (1984). Il est responsable de l'information au Fonds de solidarité de la FTQ.

MARCEL FOURNIER est professeur au département de sociologie de l'Université de Montréal. Auteur de *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950* (1979) et de nombreuses autres publications.

GREGORY S. KEALY est professeur d'histoire à l'université Mémorial de Terre-Neuve. Il est le directeur de la revue *Labour/ le Travail* et auteur de nombreuses publications en histoire sociale.

[10]

LUCIE LAURIN a publié *Des luttes et des droits. Antécédents et histoire de la Ligue des Droits de l'Homme de 1936 à 1975*, en 1985.

ANDRÉE LÉVESQUE est professeure à l'université McGill. Elle a publié un ouvrage sur la gauche au Québec pendant la grande Dépression, *Virage à gauche interdit*, en 1985.

BÉATRICE RICHARD est journaliste. Elle a rédigé un mémoire sur la grève des bûcherons au Témiscamingue au cours des années trente.

STANLEY BRÉHAUT RYERSON est professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal depuis 1970. Cet historien a été membre du comité central du Parti communiste du Canada de 1935 à 1969. Il a été directeur du mensuel *National Affairs Monthly*, ainsi que de la revue *Marxist Quarterly* (1961 à 1969). Très impliqué dans le mouvement communiste international, il a assumé la direction de l'édition torontoise de la *World Marxist Review*. Il a publié d'importantes études historiques, en particulier une « Histoire du peuple » : *The Founding of Canada : Beginnings to 1815*, en 1960 et *Le Capitalisme et la Confédération : aux sources du conflit Canada-Québec 1760-1873*, en 1968 (traduit en 1972).

ESTHER TRÉPANIER est professeure au département d'histoire de l'art de l'Université du Québec à Montréal. Elle est spécialiste de l'art canadien du début du XXe siècle.

[11]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille

Liste des sigles

[Retour à la table des matières](#)

A.A.N.B.	Acte de l'Amérique du Nord britannique
A.F.L.	American Federation of Labor
A.I.M.	Association internationale des machinistes
A.P.C.	Archives publiques du Canada
A.P.O.	Archives publiques d'Ontario
C. C.	Comité central
C.C.F.	Cooperative Commonwealth Federation
C.C.T.	Congrès canadien du travail
C.E.C.	Central Executive Committee (du P.O.P.)
C.E.Q.	Centrale de l'enseignement du Québec
C.E.N.	Comité exécutif national (du P.O.P.)
C.I.O.	Congress of Industrial Organizations
C.L.D.L.	Canadian Labor Defence League
C.L.S.U.	Canadian Lake Seamen's Union
C.M.T.C.	Congrès des métiers et du travail du Canada
C.M.T.M.	Conseil des métiers et du travail de Montréal
C.N.	Comité national (du P. O. P.)
C.O.1.	Congrès pour l'organisation industrielle
C.P.A.	Communist Party of America
C.P.U.S.A.	Communist Party of United States of America
C.R.O.	Commission des relations ouvrières
C. S. N.	Confédération des syndicats nationaux
C.S.U.	Canadian Seamen's Union

C.T.	Canadian Tribune
C.T.C.	Congrès du travail du Canada
C.T.C.C.	Confédération des travailleurs catholiques du Canada
E.C.C.I.	Executive Committee of the Communist International
F.A.T.	Fédération américaine du travail
[12]	
F.B.A.T.	Fédération des bûcherons de l'Abitibi-Témiscamingue
F.L.Q.	Front de libération du Québec
F.P.T.Q.	Fédération provinciale des travailleurs du Québec
I.B.E.W.	International Brotherhood of Electrical Workers
I.C.	Internationale communiste (Komintern)
I.S.R.	Internationale syndicale rouge (Profintern)
I.S.U.	International Seamen's Union
I.U.E.	International United Electrical Workers
J.O.C.	Jeunesse ouvrière catholique
L.J.C.	Ligue des jeunesses communistes
L.D.O.	Ligue de défense ouvrière
L.U.O.	Ligue d'unité ouvrière
L.W.I.U.	Lumber Workers' International Union
M.A.W.L.U.	Montreal Aircraft Workers' Local Union
M. W. U. C.	Mine Workers' Union of Canada
N. C.	National Committee (du P.O.P.)
N.E.C.	National Executive Committee (du P.O.P.)
N.M.U.	National Maritime Union
O.B.U.	One Big Union
O.T.A.N.	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
O.U.T.A.	Ouvriers unis du textile d'Amérique
P.C.	Parti communiste
P.C.C.	Parti communiste du Canada
P.C.C.F.	Parti communiste du Canada français
P.C.F.	Parti communiste français
P.C.G.B.	Parti communiste de Grande-Bretagne
P.C.I.	Parti communiste italien
P.C.Q.	Parti communiste du Québec
P.C.U.S.	Parti communiste d'Union soviétique
P.O.C.	Parti ouvrier du Canada
P.O.P.	Parti ouvrier progressiste
R.C.M.P.	Royal Canadian Mounted Police
R.D.A.	République démocratique allemande
R.H.A.F.	Revue d'histoire de l'Amérique française
R.I.L.U.	Red International Labor Union
S.D.P.C.	Social Democratic Party of Canada
S.I.U.	Seafarer's International Union
[13]	
S.P.C.	Socialist Party of Canada

S.W.O.C.	Steel Workers Organizing Committee
T.U.A.	Travailleurs unis de l'automobile
T.U.E.L.	Trade Union Educational League
U.C.P.A.	United Communist Party of America
U.E.	United Electrical Workers
U.I.O.V.D.	Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames
U.M.C.	Union des marins canadiens
U.Q.A.M.	Université du Québec à Montréal
U.R.S.S.	Union des républiques socialistes soviétiques
W.P.C.	Workers' Party of Canada
W.U.L.	Workers' Unity League

[15]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille

INTRODUCTION

Bernard DIONNE et Robert COMEAU

[Retour à la table des matières](#)

Le droit... de se taire ! Tel était en effet le seul droit reconnu aux communistes dans la société canadienne et québécoise des années vingt aux années soixante. Interdit en vertu de la Loi sur les mesures de guerre, le Parti communiste du Canada (P.C.C.) devra effectivement vivre dans l'illégalité formelle dès sa création en 1921 jusqu'en 1924, puis de 1931 à 1936 (sous le coup de la section 98 du Code criminel) et de 1940 à 1943, cette fois en raison du *Defence of Canada Regulation*. Il sera à toutes fins utiles interdit au Québec de 1937 à 1957, sous l'empire de la « loi du Cadenas » de Maurice Duplessis. Enfin, il sera considéré comme la Cinquième Colonne de l'U.R.S.S. et donc comme un nid d'espions à la solde d'un pouvoir étranger, au cours de la période dite de « guerre froide », soit de 1946 à 1956.

On peut donc affirmer que le Parti communiste ne connut qu'une quinzaine d'années de liberté d'expression au Canada. Au Québec, le Parti fut illégal de 1931 à 1957, même si le pouvoir dut tolérer son existence sous des noms d'emprunt, tels que « Parti ouvrier canadien » ou « Parti ouvrier progressiste ».

La propagande anticomuniste, elle, s'exprima ouvertement, bruyamment même, à tel point qu'un observateur non averti débarquant à Québec, en 1937, aurait pu penser que la révolution bolchevique était imminente au pays de Baptiste. Brochures innombrables de l'École sociale populaire, séries d'articles de *La Patrie*, pamphlets des chambres de commerce et des frères des Écoles chrétiennes ne cessaient de mettre en garde leurs lecteurs contre « la menace communiste au Canada ¹ ».

[16]

Mais jusqu'à quel point le P.C.C. a-t-il réellement constitué une menace pour le pouvoir au Canada ? A-t-il réussi à canaliser les aspirations au changement social de milliers de travailleurs et de travailleuses qui se sont impliqués dans les luttes pour l'amélioration de la condition ouvrière et l'extension des libertés au pays ? Quelle a été son influence sur la scène politique québécoise, dans le mouvement syndical, dans les domaines des idées et des arts ? Enfin, quelle est la nature d'un pareil parti et quelles sont les causes de son échec - non pas à prendre le pouvoir, ce qui était impensable - à s'enraciner durablement dans le mouvement ouvrier québécois et à y assumer une direction effective ? Telles sont les principales questions qui seront abordées dans cet ouvrage.

Pour tenter de répondre à ces interrogations, nous avons délaissé le mode d'une histoire chronologique linéaire du Parti communiste canadien. Désireux d'éviter les pièges de l'apologie ou de la critique négative, nous avons plutôt choisi de présenter les travaux d'une dizaine de journalistes, d'historiens, de sociologues et d'une historienne de l'art sur le Parti communiste au Québec. Quant à ce texte de présentation, il est bien entendu que nous en assumons l'entière responsabilité. Nous avons donc retenu trois dimensions essentielles de l'activité communiste, encore qu'il faille indiquer que plusieurs articles ne se confinent pas à une seule des dimensions :

- 1) Les rapports du P.C. avec la société, y compris avec l'art ;
- 2) l'activité, les crises à l'intérieur même du Parti, et entre ses dirigeants ;
- 3) les rapports du P.C. avec les syndicats.

¹ Joseph-Papin Archambault, *La menace communiste au Canada*, Montréal, Éd. de l'École sociale populaire, 1935, nos 254-255.

Les seize articles de ce recueil sont donc regroupés en trois sections qui font l'objet d'une présentation particulière. Une chronologie comparative Canada / Québec / mouvement communiste international permet au lecteur de se situer dans l'enchevêtrement des événements. Des tableaux sur les effectifs du Parti et une substantielle bibliographie viennent compléter cet ouvrage.

Mais avant d'aller plus loin, nous voudrions jeter les bases d'une réflexion plus globale sur la nature de ce Parti et sur les causes de son échec. Pour ce faire, il importe de rappeler les conditions d'émergence du mouvement communiste au Canada [17] après la Première Guerre mondiale, de même que les principales phases de son activité au pays. Nous serons alors en mesure d'évaluer le rôle du P.C.C. en regard du contexte national, des directives du mouvement communiste international et en comparaison avec les situations américaine et française. Nous pourrions alors nous interroger plus lucidement sur les causes de son échec et en proposer une analyse que nous ne voulons certes pas définitive et figée mais qui appellera - nous en sommes convaincus - de nouvelles études sur le sujet.

Les conditions d'émergence du Parti

[Retour à la table des matières](#)

Le Parti communiste canadien est né en 1921 d'une longue lutte au sein du mouvement ouvrier canadien pour y faire émerger les idées marxistes. Les origines politiques des fondateurs du P.C.C. étaient multiples. Certains venaient des divers partis socialistes qui étaient apparus au début du siècle et qui témoignaient de l'influence de la social-démocratie européenne au Canada dont : le *Socialist Party of Canada* (1904), les cercles du *Socialist Labor Party* américain, puis le *Socialist Party of North America* et le *Social-Democratic Party of Canada* (1910)². D'autres étaient issus des syndicats de mineurs et de bûcherons affiliés aux *Industrial Workers of the World* (I.W.W.) américains et à la *One Big Union* canadienne née d'une scission

² Voir Tim Buck, *Thirty Years, 1922-1952*, Toronto, Progress Books, 1952, pp. 9-20, et William Rodney, *Soldiers of the International*, Toronto, University of Toronto Press, 1968, dont les quatre premiers chapitres traitent de la naissance du P.C.C.

au sein du Congrès des métiers et du travail du Canada (C.M.T.C.) en 1919³ ; ces militants préconisaient l'anarcho-syndicalisme, théorie selon laquelle la classe ouvrière, classe des « producteurs », peut s'emparer du pouvoir sans parti politique, au moyen [18] de la grève générale insurrectionnelle des syndicats révolutionnaires. Plusieurs, enfin, s'étaient familiarisés avec les thèses de Lénine et de l'Internationale communiste en créant des branches canadiennes des deux partis communistes américains de l'époque, le *United Communist Party of America* et le *Communist Party of America*.

Déjà, en février 1919, une première tentative de création d'un parti communiste canadien avait échoué lorsque la police avait procédé à l'arrestation de plusieurs militants, dont John Boychuck, Tom Bell et Florence Custance, en vertu de la Loi sur les mesures de guerre. Ces militants voulaient créer une Association internationale ouvrière « afin d'unir les ouvriers pour soutenir la révolution russe et intensifier la lutte pour le socialisme au Canada⁴ ».

En réalité, ce sera l'action directe et concertée de l'Internationale communiste au Canada et aux États-Unis qui permettra l'unification des groupes marxistes et la mise sur pied du *Communist Party of the United States of America* (C.P.U.S.A.) et du Parti communiste du Canada.

L'Internationale communiste, fondée en 1919 à Moscou par Lénine, délégua Caleb Harrison au Canada pour présider le congrès de fondation du P.C.C., le 23 mai 1921. Nous savons que 22 délégués prirent part à ce congrès : 15 étaient membres de la section pro C.P.A., 5 de la section pro U.C.P.A. et 2 du *Socialist Party of Canada*. Par ailleurs, il faut mentionner le rôle très important qu'ont joué les organisations ethniques, telles que la *Ukrainian Labor Temple Association* et la *Finnish Organization*, qui fourniront au mouvement communiste des dirigeants expérimentés tels que Maurice Spector, John Boychuck, Matthew Popowitch et plusieurs autres.

Il était probablement normal ou inévitable que l'Internationale communiste joue un rôle majeur dans l'orientation du jeune Parti communiste canadien. Ce dernier se

³ Le One Big Union regroupait 41000 membres dans l'Ouest du pays en 1919 mais il perdit son influence après la grève générale de Winnipeg ; voir Charles Lipton, *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec 1927-1959*, Montréal, Éd. Parti Pris, 1976, pp. 283-339.

⁴ Tim Buck, op. cit., pp. 27-28 (notre traduction).

hâta de ratifier les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste. Cette dernière avait été créée par Lénine pour faire contrepoids à la IIe Internationale des partis ouvriers, créée en 1889 par Friedrich Engels et encore active aujourd'hui, jugée trop réformiste [19] et modérée par le révolutionnaire russe. Et c'est justement pour répandre sa doctrine du « Parti de type nouveau » que Lénine prépara une conférence à Moscou, en 1919, où 52 représentants de 35 organisations de 21 pays européens furent invités à jeter les bases d'une nouvelle organisation révolutionnaire internationale. Le congrès adopta un *Manifeste aux prolétaires du monde entier* dans lequel on précisait les tâches de ce qui allait devenir la IIIe Internationale ou l'Internationale communiste (*Komintern, I.C.*) :

Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement des mélanges impurs de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial et par là même de faciliter et de hâter la victoire de la Révolution communiste dans le monde entier ⁵.

Puisque le *Komintern* (abréviation de *Kommunistische Internationale* en allemand et de *Koumounistitcheskoi International* en russe) se voulait « l'Internationale de la réalisation révolutionnaire », contrairement à la IIe Internationale qui avait échoué, il convenait d'imposer de sévères conditions d'admission à la nouvelle organisation. Connue sous le nom des « 21 conditions », cette nouvelle charte du mouvement communiste fixait un cadre rigide pour les partis communistes qui allaient voir le jour au cours des années 1919-1921.

Retenons les principales conditions auxquelles le P.C.C. devrait lui aussi adhérer :

- 1- la propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère communiste, c'est-à-dire être dirigées contre la bourgeoisie et contre les réformistes ;
- 2- l'épuration du mouvement des « réformistes » et des « centristes » ;
- 3- la création d'un parti légal et d'une organisation clandestine, en combinant l'action légale et l'action illégale ;
- 9- la nécessité de faire de la propagande au sein des syndicats, coopérati-

⁵ « Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier », in *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923*, Montréal, réédition en facsimilé par *En lutte !*, 1975, p. 77.

ves et [20] autres organisations des masses ouvrières, et d'y créer des noyaux communistes totalement subordonnés au Parti ; 11- la subordination de l'aile parlementaire au Comité central du Parti ; 12- l'édification des partis sur le principe du centralisme démocratique, c'est-à-dire : centralisation, discipline militaire, larges pouvoirs à l'organisme central, acceptation quasi inconditionnelle de la « ligne du Parti » par les membres, etc. ; 13- l'épuration périodique des partis « afin d'en écarter les éléments intéressés et petits-bourgeois » ; 14- le soutien sans réserve aux républiques soviétiques ; 16- l'application obligatoire de toutes les décisions du Congrès et de la direction de l'I.C. par tous les partis affiliés (...) ⁶.

Les fondements du Parti sont donc clairs : adhésion au modèle de parti léniniste et à l'Internationale chargée d'en appliquer les préceptes. Mais également adhésion à la théorie léniniste de l'impérialisme « stade suprême du capitalisme » avec la conviction de l'inéluctabilité et de la proximité du renversement du capitalisme. Cette théorie est à la base de l'attitude sectaire de l'I.C. et des P.C. de 1919 à 1934 ; elle est à l'origine de leur condamnation sans appel de la social-démocratie, des « réformistes » et de tous les courants divergents au sein du mouvement ouvrier. Pour Lénine, la révolution est imminente car les bases objectives de celle-ci sont prêtes : « putréfaction » du capitalisme, exacerbation des contradictions entre pays impérialistes et pays opprimés, entre capitalistes et prolétaires, etc. Il ne manque que les conditions subjectives : un parti d'avant-garde, centralisé et quasi militaire qui saura conduire le prolétariat à la victoire. Le P.C. C. se présente comme tel : il est l'avant-garde du prolétariat canadien tout en étant une section combattante de l'Internationale communiste, elle-même avant-garde du prolétariat mondial.

Si le modèle léniniste a pu ainsi rallier un groupe important de socialistes canadiens à sa doctrine et à son mode organisationnel, c'est, ici comme ailleurs, grâce au succès de la révolution d'Octobre. En effet, la victoire du Parti bolchevik, en octobre 1917, a propulsé Lénine et ses thèses au devant de la scène [21] politique ; elle lui a assuré l'écoute attentive de millions de prolétaires et d'intellectuels à la recherche d'un monde meilleur et d'une stratégie pour y parvenir. Le modèle bolchevique court-circuitait toutes les expériences antérieures : il donnait au prolétariat la conviction de sa victoire imminente tout en permettant théoriquement aux peuples

⁶ Pour le texte intégral, voir Annie Kriegel, *Les internationales ouvrières*, Paris, Presses universitaires de France, 4e édition, 1975, p. 77.

opprimés par l'impérialisme de se passer de l'étape - naguère jugée indispensable par Marx et Engels - de la révolution bourgeoise. Désormais, et l'exemple russe en témoignait éloquemment ⁷, on pouvait passer du stade féodal au stade socialiste de développement sans étape capitaliste intermédiaire. Malgré les avertissements prophétiques de la communiste allemande Rosa Luxembourg, pour qui la voie bolchevique ouvrait toute grande la porte à la dictature d'une poignée d'intellectuels sur les masses ouvrières incultes de Russie, la tactique bolchevique du moment fut érigée au rang de dogme infaillible par l'Internationale communiste :

La condition qu'implique tacitement la théorie de la dictature selon Lénine et Trotsky est la suivante : un bouleversement socialiste est une chose pour laquelle le parti de la révolution a sous la main une recette toute prête et il n'est besoin que d'énergie pour la réaliser. Malheureusement, ou si l'on veut heureusement, il n'en est pas ainsi. (...)

Le danger commence là où, faisant de nécessité vertu, ils (Lénine et ses amis) cherchent à fixer, dans tous les points de la théorie, une tactique qui leur a été imposée par des conditions fatales et à la proposer au prolétariat international comme modèle de la tactique socialiste ⁸.

C'est ainsi que de 1921 à 1935, le Parti communiste canadien orienta son action davantage en fonction des prescriptions de l'I.C. que des besoins de la conjoncture proprement canadienne.

⁷ Voir Tim Buck, *Lenin and Canada*.

⁸ Rosa Luxembourg, *Oeuvres II (écrits politiques 1917-1918)*, Paris, Maspero, 1969, p. 83 et 89.

[22]

Les principales phases de l'activité communiste au Canada et au Québec

[Retour à la table des matières](#)

On peut répartir en quatre grandes étapes l'activité du P.C.C. au Canada et au Québec de 1921 à nos jours :

- 1 - La phase gauchiste, dominée par l'I.C., de 1921 à 1934.
- 2 - La phase unitaire et la tentative de création d'un front populaire contre le fascisme, de 1934 à 1945 (avec l'intermède de 1939 à 1941).
- 3 - La crise de confiance et la « guerre froide », de 1946 à 1956.
- 4 - La « déstalinisation », le discours antimonopoliste et l'effacement progressif du P.C.C. de la scène politique canadienne, de 1957 à nos jours.

1. La phase gauchiste, dominée par l'I.C., de 1921 à 1934

Le triomphe définitif de la révolution russe, la fin de la Première Guerre mondiale, la montée puis l'écrasement des révolutions en Hongrie, en Bavière, à Berlin, puis l'arrêt de l'Armée rouge aux portes de Varsovie en août 1920 furent les événements marquants de l'apogée puis du déclin de la révolution d'Octobre 1917. Après avoir entretenu l'espoir d'une révolution mondiale victorieuse, Lénine dut se rabattre sur les vicissitudes du « socialisme en un seul pays ». Il fallut changer de stratégie, « en finir avec les assauts et passer au siège » comme le constatait Lénine. Le II^e Congrès de l'I.C. adopta le mot d'ordre « Allez aux masses » et les P.C. furent invités à se rapprocher des sociaux-démocrates, quelques mois seulement après avoir créé de nouveaux partis justement pour se débarrasser des « réformistes ».

C'est dans cette perspective que le Parti communiste canadien prit le nom de *Worker's Party of Canada* en février 1922 et tenta par tous les moyens d'étendre son influence dans le mouvement ouvrier canadien tout en conservant une infrastruc-

ture clandestine appelée le Parti « Z ». À l'intérieur de cette structure, le Québec constituait le « District 2 » et Michael Buhay et Alex Gauld représentaient les communistes québécois, alors exclusivement [23] de langue anglaise, aux congrès du W.P.C. puis du P.C.C.

Pendant un certain temps, cette politique dite du « front unique prolétarien » sembla donner de beaux fruits. Dès 1922, la section québécoise du Parti ouvrier canadien, version canadienne du Parti travailliste britannique soutenu par les syndicats internationaux durant quelques années, s'affilia au W.P.C. La section ontarienne du P.O.C. l'imita en 1923. L'exécutif du *Komintern*, Otto Kuusinen et Nicolas Boukharine en tête, félicitèrent les communistes canadiens de ces succès inespérés :

Nous croyons que vous appréciez à sa juste valeur de telles affiliations et que vous maintiendrez cette politique à l'avenir. L'authentique parti politique de la classe ouvrière ne doit pas seulement être l'avant-garde de l'armée de libération, dirigeant sa progression par de justes directives, mais il doit également, par l'activité concrète de ses membres, diriger tous les autres organes d'expression de la classe ouvrière en action. Ceci ne peut être accompli que par des communistes travaillant dans des cellules disciplinées, dans un Parti communiste fortement organisé ⁹.

Mais le jeune Parti éprouvait d'énormes difficultés sur le terrain. Malgré une résolution réclamant la traduction en français de la propagande du Parti, le congrès de 1923 se préoccupa davantage de faire du journal *The Worker* un hebdomadaire. Cela marquait un progrès puisqu'il se vendait déjà 4 500 exemplaires du journal au pays, alors que la section francophone ou québécoise du Parti n'arrivait pas à se développer. Les organisations ukrainienne (2 058 des 4 808 membres du W.P.C.) et finnoise (dont le journal *Vapaus* se vendait à 2 700 exemplaires trois fois par semaine) allaient fort bien et dominaient le Parti ¹⁰.

Entre-temps, le Ve Congrès de l'I.C. lança, en 1924, le mot d'ordre de « bolchevisation » des P.C., c'est-à-dire de l'épuration [24] des réformistes, des trotskys-

⁹ Lettre de l'E.C.C.I. au P.C.C. en date du 29 janvier 1923, reproduite dans *The*, 15 mars 1923 ; voir *W. Rodney, op. cit.*, p. 67.

¹⁰ *W. Rodney, op. cit.*, p. 67.

te ¹¹ et même des zinoviétistes ¹² (après 1926). En clair, l'Internationale et les P.C. locaux devaient ajuster leurs violons en fonction du chef d'orchestre et celui-ci était à Moscou. Lénine décédé en janvier 1924, commençait alors la rapide ascension du futur « petit père des peuples » Joseph Djougatchvili, dit Staline.

Au pays, le Parti reprit son nom de Parti communiste du Canada en 1923. Bien entendu, il maintenait toujours une section clandestine. Au congrès de 1924, suivant les directives de l'I.C., le Parti se réorganisa sur le modèle léniniste des cellules d'entreprise. Mais cela entraîna de sérieuses difficultés car les sections ethniques refusaient carrément de se dissoudre dans des structures de classe. De fait, à peine dix pour cent des membres seront effectivement regroupés dans de véritables cellules d'entreprise et ce, tout au long de l'existence du P.C.C.

De plus, le P.C.C. qui avait connu quelques succès en militant au sein des quatre sections provinciales du *Canadian Labour Party*, dont celle du Québec, de 1922 à 1925, fut progressivement écarté de cette tentative d'enraciner un courant travailliste au Canada. À son congrès de 1925, la section québécoise du Parti ouvrier expulsa les communistes, puis de graves conflits entre communistes et « réformistes » éclatèrent dans toutes les autres sections : déçus, bien des militants se réfugièrent dans le *Independent Labour Party* implanté en Ontario et au Manitoba. À la fin des années vingt, le C.L.P. n'existait pratiquement plus et le P.C. avait peut-être manqué là une chance unique de jouer un rôle majeur dans un front uni ouvrier au Canada. Pour William Rodney, il ne fait aucun doute que

... l'éclatement du P.O.C., causé par les tentatives du Parti communiste d'en prendre le contrôle et de le transformer [25] en instrument révolutionnaire (conformément aux vœux du *Komintern*), a mis un terme à l'essor d'un parti de gauche national embryonnaire au Canada.
(...)

¹¹ Partisans de Léon Trotsky (1879-1940), révolutionnaire russe fondateur de l'Armée rouge, opposé à Staline et à sa politique d'édification du socialisme dans un seul pays, partisan de la « révolution permanente », expulsé d'U.R.S.S. en 1929 et assassiné au Mexique en 1940 par un agent stalinien.

¹² Partisans de Zinoviev (1883-1936), révolutionnaire russe, président du *Komintern*, qui se rapprocha de Trotsky en 1926 et fut condamné à mort lors des grandes purges de 1934-1936.

Le retard et la crainte causés par les politiques et l'action du P.C.C. au sein du C.L.P., de même que le leadership de J.S. Woodsworth, provoqueront ultimement la création de la Coopérative Commonwealth Federation (C.C.F.), un parti socialiste moulé selon l'exemple du Parti travailliste britannique ¹³.

En somme, le Parti aurait manqué l'occasion qui lui était offerte dès les années vingt de jouer un rôle significatif et durable dans le mouvement ouvrier canadien. Par la suite, le Parti se perdra en d'incessantes querelles internes : expulsion d'une faction trotskyste dirigée par Maurice Spector ¹⁴ en 1928, démission puis expulsion du chef John MacDonald qui, à l'instar de l'Américain Jay Lovestone, croyait qu'un « exceptionnalisme américain » mettait les États-Unis et le Canada à l'abri des crises économiques. Même Michael Buhay, Britannique d'origine et Montréalais d'adoption, fondateur du *Montreal Labor College* et du P.C.C., organisateur de l'*Amalgamated Clothing Workers' Union* et délégué du Parti au IVe Congrès du *Profintern* en 1929, quitta le Parti en 1929. À l'encontre de MacDonald, toutefois, Buhay reviendra au Parti quelques mois plus tard et poursuivra son inlassable travail communiste au sein de la communauté juive, chez les travailleurs syndiqués et dans la population canadienne-française ¹⁵.

[26]

La crise économique des années trente infirma la prétention de Lovestone et de MacDonald : non, le capitalisme nord-américain n'était pas à l'abri des crises. On ne décrira jamais assez la misère et le désarroi des millions de chômeurs (20% de la main-d'œuvre active au Canada) et d'indigents que la crise jeta sur le pavé, à une époque où le « bien-être social » et l'assurance-chômage n'étaient que slogans communistes ! C'est au cours de cette période que le P.C.C. élaborait les premières bases

¹³ W. Rodney, op. cit., pp. 105-106.

¹⁴ Sur Maurice Spector, voir Ian Angus, *Canadian Bolsheviks The Early Years of the Communist Party of Canada*, Montréal, Vanguard Publications, 1981.

¹⁵ Sur Michael Buhay, voir W. Rodney, op. cit., « Appendix A », pp. 163-164 ; Buhay deviendra échevin à Montréal en 1942 sous l'étiquette communiste. Sur le P.C.C. au Québec au cours des années vingt, voir également Louis Fournier et al., *Histoire du mouvement ouvrier au Québec, 150 ans de luttes*, Montréal, coédition C.S.N.-C.E.Q., nouvelle édition revue et augmentée, 1984, pp. 112-117.

d'une organisation communiste au Canada français. En 1930, le Parti ne comptait que 300 membres au Québec, dont une cinquantaine de francophones.

Marcel Fournier, Andrée Lévesque et Béatrice Richard ont bien décrit la croissance du P.C.C. et ses difficultés à s'implanter en sol québécois. Les priorités du Parti étaient alors : le travail auprès des chômeurs, jusque dans les camps de travail que le gouvernement conservateur de R.B. Bennett leur « consacrait » ; le travail parmi les jeunes, grâce à la Ligue de la jeunesse communiste du Canada et à des militants comme Jeanne Corbin, Fred Rose, Gui Caron et Henri Gagnon ; le travail parmi les femmes, avec « Solidarité féminine » et l'inlassable militantisme de Berthe Caron et de madame Jean Bourget ; et, bien entendu, le travail de syndicalisation avec la *Trade Union Educational League* (de 1922 à 1929) et la Ligue d'unité ouvrière (de 1929 à 1935), avec les Alex Gauld, Sydney Sarkin, Lucien Dufour, Léa Roback et combien d'autres.

Ces diverses expériences entraînèrent fatalement des prises de contact avec les militants de la nouvelle C.C.F., créée en 1932 à Regina, de même qu'avec les syndicalistes, les ouvriers, les chômeurs, les femmes, les jeunes. Les communistes cherchaient à élargir leur influence en créant toutes sortes d'organisations parallèles à celles qui existaient déjà : ce faisant, et surtout dans le mouvement syndical, ils s'exposaient à se voir traités de scissionnistes ou de personnes qui voulaient tout dominer.

D'autre part, la montée du fascisme en Europe et plus particulièrement l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne, en 1933, mirent à l'ordre du jour la nécessité de substituer au mot d'ordre ultra-gauchiste « classe contre classe » la tactique des « fronts populaires ». En effet, depuis son VI^e Congrès en 1928, l'I.C. avait accéléré son cours gauchiste et elle était allée jusqu'à [27] qualifier la social-démocratie de pire ennemie de la classe ouvrière ; les sociaux-démocrates étaient devenus des « sociaux-fascistes » depuis que Staline avait décrété que la social-démocratie était jumelle du fascisme. Comme le rappelait le communiste français Georges Cogniot, « la social-démocratie était tenue pour l'appui fondamental de la bourgeoisie, l'appui de la fascisation, et Staline invitait à porter contre elle le coup principal ¹⁶ ».

¹⁶ Georges Cogniot, *L'Internationale communiste*, Paris, Éditions sociales, 1969, p. 108.

De plus en plus isolés dans le mouvement ouvrier, les communistes faisaient également face à une impitoyable répression alors qu'en 1931 huit de leurs dirigeants, dont Tim Buck, étaient jetés en prison et que le Parti était mis hors-la-loi. Pour l'historien Bryan Palmer,

tous ces facteurs réunis propulsèrent le Parti dans la direction d'un aventurisme sectaire et irrationnel qui rendait dérisoires les appels communistes en faveur d'un « front uni ». Antérieurement, le communisme avait été partie intégrante du mouvement ouvrier ; il était maintenant rejeté à sa périphérie, s'abstenant de tout contact avec les partis ouvriers de masse et les intellectuels réformistes ¹⁷.

2. La phase unitaire, 1934-1945

Dès 1934, le Parti communiste français et, ici, le P.C.C. comprirent le caractère sectaire et profondément erroné de la tactique « classe contre classe » : n'avait-elle pas contribué à l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne en divisant les frères ennemis communistes et socialistes ? Bref, lorsque le leader de l'Internationale communiste, Georges Dimitrov, proposa la tactique des fronts populaires au VII^e Congrès de l'I.C. en 1935, personne ne s'en scandalisa au P.C.C. : on appliquait cette tactique dans les faits depuis la fin de 1933.

[28]

Mais le changement de ligne n'entraîna pas automatiquement des relations plus harmonieuses entre communistes et socialistes canadiens. La demande d'adhésion que le P.C.C. formula à l'endroit de la C.C.F. fut rejetée par la direction de cette dernière, mettant un terme à ce qui aurait pu devenir un intéressant processus de regroupement des forces de gauche au Canada. En réalité, le passé sectaire du P.C.C.

¹⁷ Bryan Palmer, *Working-Class Experience. The Rise and Reconstitution of Canadian Labour, 1800-1980*, Toronto, Butterworth and co., 1983, p. 213 (notre traduction).

et l'anticommunisme viscéral des chefs de la social-démocratie canadienne, Charles Millard et David Lewis en particulier, empêchaient tout mariage, même de raison ¹⁸.

Au Québec, la présence de militants tels que Fred Rose, Sydney Sarkin, Michael Buhay, Jeanne Corbin, Léa Roback, Henri Gagnon, Emery Samuel et Stanley Ryerson commençait à porter ses fruits. Le Parti demeurait illégal, surtout à cause de la « loi du Cadenas » qui s'appliqua dès 1937, mais son inlassable travail auprès des chômeurs et des travailleurs lui permettait maintenant de diffuser sa propagande dans la plupart des grands centres ouvriers du Québec : Montréal, certes, mais aussi Trois-Rivières, Valleyfield, Rouyn, Québec et Sorel. La mise sur pied de syndicats industriels et la scission au sein de l'*American Federation of Labor* (A.F.L.) au cours des années trente entraînèrent la création de branches canadiennes et québécoises du *Congress of Industrial Organizations* (C.I.O.) plus militant et plus accueillant pour les communistes que sa grande rivale gompérienne ¹⁹ adepte du « bread and butter syndicalism » et complètement opposée à la syndicalisation de millions de travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés de la grande industrie.

Au Canada comme au Québec, les communistes travaillèrent à la syndicalisation de ces laissés-pour-compte avec un zèle communicatif. Ils établirent des bases solides dans les secteurs de l'électricité, du textile et du vêtement, de l'automobile et du caoutchouc, parmi les marins, les métallos, les mineurs et les bûcherons. Cela se refléta dans la composition même du Parti [29] qui, au Québec, était formé à 80% d'ouvriers. Le Parti dirigea alors plusieurs grèves soit par l'intermédiaire de la Ligue d'unité ouvrière soit par le biais de caucus communistes dans les syndicats affiliés au C.M.T.C., ou au C.C.T. après 1940.

Sur le plan international, le Parti mettait beaucoup d'énergie à dénoncer les fascismes italien, allemand, portugais et japonais et leurs plans de guerre. Au Québec, cette propagande se heurtait à une contre-propagande systématiquement pro-corporatiste et, dans bien des cas, profasciste, orchestrée par l'École sociale populaire du père Joseph-Papin Archambault, l'Association catholique de la jeunesse ca-

¹⁸ W.D. Young, *The Anatomy of a Party : the National CCF*, Toronto, University of Toronto Press, 1969.

¹⁹ Du nom de Samuel Gompers (1850-1924) qui fut le premier président de l'A.F.L. en 1886, poste qu'il occupa jusqu'à sa mort. Il fut le principal artisan du syndicalisme de métier aux États-Unis. Voir Louis Fournier *et al.*, *op. cit.*, pp. 89-91.

nadienne-française (A.C.J.C.) du chanoine Lionel Groulx, les séparatistes fascistes du journal *La Nation* de Paul Bouchard, et bien sûr par les groupes ouvertement fascistes tels que le Parti national-socialiste chrétien d'Adrien Arcand. Mais la signature du pacte germano-soviétique, en août 1939, par Joseph Staline, prit le monde communiste par surprise. Hier, ennemi numéro un des peuples du monde, le nazisme devenait soudainement « un facteur de paix » dans le monde, en opposition aux « bellicistes » anglais et français ! Beaucoup de communistes ne furent pas dupes de ce camouflage et refusèrent de demeurer membres d'un Parti qui acceptait sans mot dire les virages opportunistes de la politique extérieure soviétique. Le Parti se lança dans une campagne de dénonciation de la participation du Canada à la Seconde Guerre mondiale, jugée « impérialiste ». Remarquons qu'il fallut tout de même quelques semaines aux communistes canadiens pour se rallier entièrement à la nouvelle ligne politique : le journal du Parti condamnait toujours, en septembre 1939, les atrocités commises par l'armée hitlérienne en Pologne et en Tchécoslovaquie. Mais le P.C.C. fut obligé d'adopter une ligne politique de dénonciation de l'effort de guerre canadien, ce qui contribua à le rendre hors-la-loi et à l'isoler du reste de la société. De septembre 1939 à juin 1941, les dirigeants du Parti entrèrent dans la clandestinité. Des centaines de communistes furent arrêtés puis internés dans des camps ou tout simplement mis sous surveillance policière, comme ce militant québécois qui passa cinq ans à Terre-Neuve loin de sa femme et de ses sept enfants pour échapper à la prison ²⁰.

[30]

Au cours de cette période, les communistes québécois entrèrent en contact avec les nationalistes, également opposés à la participation du pays à cette guerre, quoique pour d'autres motifs. L'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne nazie, en juin 1941, modifia rapidement la conjoncture politique. Désormais, les communistes canadiens allaient défendre la politique de Mackenzie King et prôner la mobilisation de toutes les ressources du pays pour vaincre le fascisme (et éviter la défaite de l'U.R.S.S.). Il est vraiment malheureux que les communistes aient ainsi attendu que l'U.R.S.S. soit envahie pour réagir de la sorte et proclamer que, soudainement, la guerre, jugée « impérialiste » la veille, était devenue une « juste guerre de libération des peuples du joug fasciste »... Après tout, les peuples polonais, tchèque, belge et

²⁰ Selon un témoignage recueilli auprès de Henri Gagnon.

français avaient bien goûté à la médecine nazie depuis deux ans : fallait-il d'autres exemples pour conclure à la nécessité du combat contre Hitler ? En adoptant une attitude aussi suiviste à l'égard de la politique extérieure soviétique, le P.C.C. prouvait aux yeux de ses détracteurs qu'il n'était pas vraiment indépendant.

De 1941 à 1945 toutefois, le P.C.C. ne se contenta pas d'appuyer le gouvernement King du bout des lèvres : il mit en pratique une tactique qui allait lui coûter très cher dans la classe ouvrière, le *No Strike Pledge*, qui consistait à recommander aux travailleurs de ne pas faire grève pour ne pas nuire à l'effort de guerre, en échange de certaines concessions patronales qui, bien entendu, ne venaient que rarement. Le Parti réclama une politique de guerre démocratique en revendiquant une pleine participation des ouvriers à la gestion de l'effort de guerre, une légalisation des organisations communistes et ethniques qui s'étaient opposées à la guerre dans un premier temps et, au plan politique, en prônant la formation d'un gouvernement d'unité nationale, une coalition libérale-ouvrière dont il aurait pu être membre. Puisque nous sommes les alliés de l'U.R.S.S., déclarait le Parti, pourquoi ne serait-il pas concevable que le Parti libéral s'unisse au Parti communiste jusqu'à la victoire contre les forces de l'Axe ? Bien entendu, il n'entrait aucunement dans les intentions de Mackenzie King de partager un pouvoir qu'il exerçait de façon incontestée à la tête du pays depuis 1935.

Pourtant, au lendemain de la guerre, les communistes pouvaient s'enorgueillir d'un bilan assez exceptionnel : augmentation [31] de leurs effectifs à environ 20 000 membres, prestige grandissant du Parti grâce à la victoire de l'U.R.S.S. contre l'Allemagne, élection du député Fred Rose dans Montréal-Cartier en 1943 et 1945, élection de la communiste Dorice Nielsen dans le comté de North Battleford, élection de centaines de communistes à des postes clés dans les syndicats canadiens, dans des groupes populaires ou à des postes d'échevins dans les villes de l'ouest du pays et de l'Ontario. La période dite de « guerre froide » allait démontrer que ces résultats n'étaient qu'éphémères.

3. *La crise de confiance et la « guerre froide » de 1946 à 1956*

Depuis 1943, le Parti avait pris le nom de Parti ouvrier-progressiste et il s'était réorganisé sur la base du club de quartier plutôt que de la cellule d'entreprise chère au modèle léniniste. En fait, le Parti n'avait fait qu'adapter sa structure à sa pratique réelle. De plus, il avait sensiblement modifié son approche politique au cours de la guerre, allant même jusqu'à adopter l'idée d'une « coalition libérale-ouvrière » parfaitement utopique et qui ne peut se comprendre qu'à la lumière de la féroce compétition que lui livrait la C.C.F. alors en pleine expansion.

Mais, encore une fois, la conjoncture internationale allait bouleverser les plans des communistes canadiens. La création d'un bloc des pays socialistes d'Europe centrale et de l'Est en 1947-1948, la victoire de la révolution chinoise en 1949, puis la guerre de Corée en 1950 polarisèrent le monde en deux blocs antagonistes : capitaliste contre socialiste. À l'intérieur de chacun des blocs, le ton va monter, l'attitude face à toute forme d'opposition va se durcir et les pouvoirs ne toléreront plus la libre expression de ceux qui paraissent soutenir, de près ou de loin, les thèses de « l'autre côté ». Aucune place ne sera laissée à ces « dissidents de l'Ouest » et au P.C.C. qui seront l'objet d'une impitoyable répression accompagnée d'une « chasse aux sorcières » dans les syndicats et partout où des militants avaient été précédemment élus.

La journaliste Merrily Weisbord a même vu dans la condamnation pour espionnage du député Fred Rose, en 1946, rien de moins que la première étape d'un complot international [32] dirigé contre les communistes ²¹. Quoi qu'il en soit, dans toute la province de Québec, les communistes sont pourchassés, expulsés des syndicats grâce à la collaboration du gouvernement Duplessis, et la police les empêche de se réunir ou de tenir des assemblées publiques. Les journaux du Parti sont fréquemment saisis et tout est mis en œuvre pour que la propagande communiste ne parvienne pas aux oreilles des travailleurs exploités du Québec.

²¹ Merrily Weisbord, *The Strangest Dream. Canadian Communists, the Spy Trials, and the Cold War*, Toronto, Lester and Orpen Dennys, 1983, pp. 146-187.

Le Parti, sous la direction de Gui Caron, vécut alors trois grandes crises qui l'affaiblirent considérablement. D'abord en 1946, la condamnation de Fred Rose entraîna naturellement une crise de confiance chez les militants : Rose avait-il espionné pour le compte de l'Union soviétique ? Le P.C.C. n'était-il que la « Cinquième Colonne » de l'U.R.S.S. au Canada, comme le prétendait le transfuge soviétique Igor Gouzenko dont les révélations allaient entraîner la condamnation de Fred Rose, Raymond Boyer, Sam Carr et de quelques autres ?

En 1947, le Parti connut une seconde crise lorsque la direction nationale voulut condamner le groupe d'Henri Gagnon et d'Émery Samuel pour leur « nationalisme étroit ». Ces derniers quittèrent le Parti à la suite d'un congrès manipulé par la direction torontoise et ils entraînèrent avec eux pas moins de trois cents des sept cents francophones du Parti. De 1947 à 1956, les communistes perdirent de précieuses énergies à négocier les modalités d'une réintégration du groupe de Gagnon au Parti. Finalement, après avoir constitué un éphémère Parti communiste canadien-français, une quarantaine de militants furent réintégrés au Parti en 1956, en pleine période de déstalinisation.

Enfin, 1956 fut une année fatidique pour le mouvement communiste international, lorsque les révélations de Khrouchtchev sur les crimes de Staline plongèrent tous les P.C. dans une profonde crise. Partout, des militants quittèrent les P.C., outrés d'apprendre le récit détaillé des horreurs staliniennes. Au Québec, Gui Caron démissionna, suivi de cinq autres membres de la direction provinciale et de centaines de militants. Le Parti n'était [33] plus qu'une secte marginale dans la vie politique québécoise. Il avait bien tenté de constituer une opposition solide au gouvernement Duplessis en appelant toutes les forces progressistes à s'unir. Mais un certain Pierre Elliot Trudeau avait mieux à proposer et le rassemblement qu'il mit sur pied préfigura la grande alliance du temps de la « Révolution tranquille » qui regroupa syndicalistes, libéraux et jeunes contre le duplessisme agonisant. De ce fait, le Parti vit s'effondrer ses espoirs de pouvoir un jour influencer une quelconque coalition populaire : même les sociaux-démocrates rataient le bateau en 1955-1956 et échouaient dans leur tentative de créer un Parti ouvrier à partir des syndicats, comme l'a montré le politologue Roch Denis ²². La crise de 1956 mettait un point final à toute par-

²² Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979, 601 p. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

ticipation communiste dans ce débat : dorénavant, il était clair que le Parti n'était qu'une secte pro-moscovite incapable de se démarquer d'un modèle autoritaire de socialisme.

4. La déstalinisation, le discours antimonopoliste et l'effacement progressif du P.C.C. de la scène politique

Au Canada, la déstalinisation ne fut qu'une belle expression. Le chef du Parti, Tim Buck, demeura en place jusqu'en 1962 : il fut remplacé, à l'âge de 73 ans, par Leslie Morris, autre vétéran stalinien. Les Stanley Ryerson, William Kashtan, Jeannette Walsh, Sam Walsh et Alfred Dewhurst vinrent à bout des Stewart Smith, Joe Salsberg, Norman Penner, Henri Gagnon, et de combien d'autres qui ne pouvaient continuer à militer dans un tel parti. Au Québec, le Parti perdit Harry Binder, Léa Roback, Pierre Gélinas, Mike Patterson et Gérard Fortin, tous militants de longue date. Malgré le retrait de la « loi du Cadenas » en 1957, le Parti ne pouvait plus espérer remonter la pente. Toute une génération de cadres quittait la scène, laissant le Parti dans un état de désorganisation sans précédent.

[34]

Le retour à la prospérité après les dures années de récession, la victoire des libéraux de Jean Lesage et les campagnes pour la nationalisation de l'électricité, la mise en place d'un ministère de l'Éducation et la constitution d'une fonction publique efficace et moderne allaient mobiliser les esprits et contribuer à l'émergence d'une nouvelle conscience nationaliste québécoise. Le réformisme et le nationalisme allaient occuper entièrement le terrain social et politique québécois au cours des années soixante, jusqu'à ce que ce phénomène, encore peu analysé, de la « nouvelle gauche » vienne reprendre le flambeau de la contestation sociale. Le Parti tenta de s'inscrire dans ce nouveau contexte. Il prit le nom de Parti communiste du Québec en 1965 et reconnut officiellement le droit du Québec à l'autodétermination. Il mena campagne contre la « sale guerre du Viêt-nam », mais il fut vite dépassé sur ce terrain par les radicaux de la « nouvelle gauche » qui ne voulaient rien entendre d'un parti inféodé à Moscou. Fidel Castro, Che Guevara, Frantz Fanon, Eldridge Cleaver et ses Black Panthers, Daniel Cohn-Bendit et Mai 68 nourrissaient bien davantage les espoirs et les illusions de la nouvelle génération que Brejnev, Souslov et tous les dirigeants des

« démocraties populaires ». Au Québec, la plupart des cadres du Parti avaient alors atteint l'âge respectable des bilans et le P.C.Q. n'avait pratiquement plus de racines dans le mouvement ouvrier, encore moins chez les étudiants. Il ne gardait de ses cinquante années de militantisme que quelques cellules dans certains syndicats, quelques groupes isolés d'agriculteurs et quelques intellectuels. Les principales activités du Parti consistaient tout au plus à publier le journal *Combat*, à militer pour la paix et l'amitié avec l'Union soviétique.

Il ne fait aucun doute que l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie en 1968 et la fin du rêve tchèque d'un « socialisme à visage humain » ont puissamment contribué à discréditer les P.C. d'obédience soviétique dans le monde entier. Ici, au Québec et au Canada, des militants de longue date, dont le moindre n'est certes pas Stanley Ryerson lui-même, quittèrent le P.C.C. moribond.

Au cours des années soixante-dix, le Parti proposera bien la création d'un « Parti fédéré de masse », réédition de la tactique des fronts uniques ouvriers des années vingt, mais l'émergence d'un mouvement marxiste-léniniste d'obédience chinoise, fortement [35] inspiré de la « pensée Mao Tsé-toung » et du radicalisme de la « nouvelle gauche » des années soixante, allait lui couper l'herbe sous le pied. Des groupes tels que *En Lutte !* et le Parti communiste ouvrier, qui mobilisèrent des centaines de jeunes militants au cours des années 1973 à 1981, étaient la preuve vivante de l'échec du P.C.C. à renouveler ses effectifs ²³.

Comment expliquer cet échec du Parti ? Peut-on comparer ce qui s'est passé ici avec les exemples américain et français ? Ce sont des questions auxquelles nous allons maintenant tenter de répondre.

²³ À ce propos, lire Maurice Lagueux, *Le marxisme des années soixante*, Montréal, Hurtubise HMH, 1982, en particulier « Une saison où la gauche avait du vent dans les voiles », pp. 19-58. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

De la difficulté d'être communiste en Amérique du Nord

Lorsqu'elle a analysé le cas français, la sociologue et historienne Annie Kriegel s'est bien rendu compte que la « greffe idéologique » du bolchevisme a eu beaucoup de difficultés à résister au phénomène de rejet, « tant les exigences bolcheviques étaient extérieures au socialisme français ²⁴ ». Cela ne l'empêcha pas de penser que le communisme, dans l'après Première Guerre mondiale, s'était importé d'autant mieux qu'il avait eu pour précurseur un socialisme d'implantation plus fragile, comme en France ou en Italie, où les partis de subversion sociale étaient demeurés des organismes limités. Par contre, là où les mouvements ouvrier et socialiste comptaient des effectifs considérables, comme en Grande-Bretagne, en Belgique ou dans les pays scandinaves, le communisme échoua ou connut de bien plus grandes difficultés encore.

Si, avec madame Kriegel, on définit le communisme comme une conception stratégique de la prise du pouvoir mise au point [36] par les bolcheviques pour conduire à son temps une révolution ouvrière, on comprend que des groupuscules isolés aient pu être fascinés par ce modèle qui, dans la tradition française, devait évidemment beaucoup aux courants jacobin ²⁵ et blanquiste ²⁶. Mais quand vient le temps d'analyser les réalités propres au contexte nord-américain, on se rend bien compte que l'analyse de madame Kriegel ne s'applique que partiellement ; elle est utile pour le

²⁴ Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français*, Paris, Flammarion, 1969, p. 433.

²⁵ Le jacobinisme était la doctrine politique des membres d'une société révolutionnaire (Le Club des jacobins) établie à Paris dans un ancien couvent de Jacobins (religieux de Saint-Jacques de Compostelle) et ardente propagandiste d'un républicanisme intransigeant lors de la révolution française de 1789. Maximilien Robespierre en fut le plus célèbre porte-parole.

²⁶ Du nom de Louis-Auguste Blanqui (1805-1851), théoricien socialiste et révolutionnaire français, « dont les conceptions révolutionnaires furent si avancées qu'elles sont encore présentes dans les écrits de Lénine sur la tactique révolutionnaire » selon Gian Mario Bravo, *Les socialistes avant Marx*, t.1, Paris, Maspéro, 1970, p. 167.

Canada alors que l'existence de la C.C.F. relégua le P.C.C. au second plan. Ici, la greffe du bolchevisme fut rejetée par un mouvement ouvrier imbu de tradition gompérienne ou social-démocrate. Cette analyse n'est pas valable pour les États-Unis où l'inexistence d'un fort courant socialiste n'a pas pour autant ouvert les portes au C.P.U.S.A.

En fait, si on compare les cas canadien et américain, on doit retenir cette différence énorme que constitue la présence de la C.C.F., qui a réussi à canaliser les voix des agriculteurs de l'Ouest, des ouvriers syndiqués de l'Ontario et des intellectuels progressistes canadiens-anglais. Par ailleurs, il va de soi qu'une certaine similitude des conditions de vie et du contexte socio-économique a pu provoquer les mêmes effets dans les deux pays. De nombreux sociologues et historiens américains ont, en effet, remarqué que le Parti communiste était constamment écartelé entre les nécessités du combat quotidien pour des réformes et ses objectifs révolutionnaires à long terme. T. Draper ²⁷ a vu là une contradiction insoluble ; G. Almond ²⁸ a montré qu'il y avait en fait deux partis, un parti ésotérique, constitué du [37] noyau des militants purs et durs, et un parti exotérique, formé de la masse de ceux qui répondaient sporadiquement à ses appels pour la justice sociale, la lutte antifasciste, etc. Pour Daniel Bell ²⁹, le P.C. était « *in the world, but not of it* » : il militait dans un monde donné tout en refusant d'assumer quelque responsabilité que ce soit concernant l'état de ce monde. Bell remarquait que les syndicats, au contraire, avaient jusqu'à un certain point contribué à changer le capitalisme américain tout en le combattant et en acceptant les règles du jeu, ce qui les rendait plus crédibles auprès des travailleurs. Joseph Starobin ³⁰, quant à lui, a suggéré que le C.P.U.S.A. a été victime de l'histoire, qu'il est devenu inutile et désuet à cause même de ses succès partiels, à cause même de la mise en place des réformes qu'il a réclamées tout au long de son histoire. C'est là évidemment le paradoxe de tout mouvement social et le P.C. américain n'a pu y échapper. Qu'arrive-t-il, demande encore Starobin, lorsque la

²⁷ T. Draper, *The Roots of American Communism*, N.Y., Viking, 1957.

²⁸ Gabriel Almond *et al.*, *The Appeals of Communism*, Princeton, Princeton University Press, 1954.

²⁹ Daniel Bell, *Marxism Socialism in the United States*, éd. révisée, Princeton, Princeton University Press, 1968.

³⁰ Joseph R. Starobin, *American Communism in Crisis, 1943-1957*, Berkeley, University of California Press, 1972.

société ne sent pas le besoin d'un changement total, radical ? Si les réformes, que les communistes ont aidé à implanter, ont transformé suffisamment la société pour que celle-ci puisse faire l'économie d'une révolution violente⁷ Et si les limites du capitalisme étaient plus élastiques que ce que la théorie marxiste était prête à reconnaître ? Les communistes n'étaient pas préparés à cette possibilité et c'est ce qui est à l'origine de leur autodestruction. S'il est correct d'affirmer avec Roger Kerran ³¹ que le C.P.U.S.A. a exprimé « le radicalisme de la classe ouvrière américaine durant les trente années après 1919 », il faut toutefois convenir que, contrairement aux exemples français et italien, le C.P.U.S.A. tout comme le P.C.C. ont été incapables d'enraciner durablement leur organisation au cœur même de la classe ouvrière et de s'imposer comme un porte-parole privilégié de ses intérêts.

Le sociologue Marcel Rioux avait retenu les cinq facteurs suivants pour expliquer l'échec du communisme aux États-Unis : 1) le libéralisme ; 2) la mobilité sociale ; 3) le système politique américain bipartiste ; 4) l'idéologie américaine et 5) la morale américaine ³². Jacques Dofny avait toutefois raison de préciser que ces arguments ne jouaient pratiquement pas au Québec ³³. Mais c'est à Marcel Fournier que revient le mérite d'avoir recherché le premier dans la spécifié du Canada et du Québec les causes de l'échec du communisme.

Fournier a identifié trois grandes catégories de causes : a) spécifiques à la *structure politique* du fédéralisme canadien ; b) spécifiques à la *structure sociale* québécoise ; c) spécifiques à la position et aux fonctions des *intellectuels* dans la société québécoise ³⁴. Examinons la démarche de Fournier tout en discutant ses propos.

³¹ Roger Keeran, *The Communist Party and the Auto Workers Unions*, Bloomington, Indiana University Press, 1980.

³² Marcel Rioux, « Le socialisme aux USA », *Socialisme*, 1,1 (Printemps 1964) : 104-105. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

³³ Jacques Dofny, « Vers un mouvement socialiste québécois », *Politique d'aujourd'hui*, 7-8 (1978). [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

³⁴ Marcel Fournier, *Communisme et anti-communisme au Québec (1920-1950)*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, « Postface », pp. 113-128. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

La structure politique canadienne impose aux tiers partis la nécessité d'établir de fortes bases provinciales, à défaut de quoi ils ne peuvent tirer leur épingle du jeu face aux deux grands partis libéral et conservateur. L'exemple de la C.C.F., puis du N.P.D., aux assises stables dans les provinces de l'Ouest, confirme cette thèse. Le P.C.C., lui, a carrément nié la politique provinciale, concentrant ses efforts sur l'attaque frontale contre l'État fédéral en tant que lieu du pouvoir de la bourgeoisie canadienne. L'objectif ultime étant la prise du pouvoir politique, et le niveau fédéral incarnant ce pouvoir plus que les provinces, la stratégie était tracée à l'avance. D'ailleurs, le P.C.C. a réussi à élargir son audience lorsque la scène politique fédérale fut devenue significative pour l'ensemble des Canadiens, soit lors de la crise des années trente et durant la Seconde Guerre mondiale. Fournier a insisté, à juste titre, sur la difficulté pour le P.C. C. de véhiculer un discours trop globalisant qui ne colle pas suffisamment aux réalités quotidiennes, qui ne fait pas appel au sens commun des gens, plus identifiés aux structures de la parenté, de [39] la paroisse, du quartier ou du village. D'ailleurs, l'action du P.C.C. a été plus efficace auprès des immigrants et des groupes ethniques fortement solidaires tels que les Juifs, les Ukrainiens et les Finlandais, dans la mesure où ces groupes comptaient sur le fédéral pour les protéger des autoritarismes provinciaux.

En second lieu, Fournier relève les difficultés spécifiques à la structure sociale. Si on examine la structure de la classe ouvrière québécoise par exemple, il est évident que son fractionnement en couches ethniques a eu un effet sur le degré de cohésion de ses revendications et de ses organisations. Les groupes italien, grec, slave, juif, britannique (anglais, écossais, irlandais) et canadien-français vont demeurer séparés les uns des autres par leur culture et leurs motivations propres. Non pas que prise dans son ensemble la classe ouvrière québécoise puisse être considérée comme « retardée » par rapport aux classes ouvrières des pays européens ou des États-Unis. Au contraire, dans une récente étude, Terry Copp a montré qu'en 1945, à Montréal, 15 des 20 secteurs manufacturiers du temps de guerre étaient effectivement syndiqués et que cela représentait une réalisation impressionnante, comparable à celle des autres grandes villes nord-américaines. Selon Copp, les différences de langue et de culture n'auraient joué qu'un rôle secondaire dans la méthode de formation des syndicats à Montréal ³⁵. D'ailleurs, les syndicats américains, affiliés à

³⁵ Terry Copp, « The Rise of Industrial Unions in Montréal (1935-1945) », *Relations industrielles*, 37, 4 (1982) : 843-875.

l'A.F.L. ou au C.I.O., l'ont toujours emporté sur les syndicats nationaux, confessionnels ou pas, à Montréal. Il en ressort que si la classe ouvrière montréalaise, numériquement la plus importante au Québec, réagissait sensiblement de la même façon que les classes ouvrières des autres grandes villes nord-américaines au plan syndical, il est permis de penser qu'elle ne réagissait pas différemment face au phénomène communiste.

Quant à Marcel Fournier, il insiste sur la stratification ethnique au sein de la classe ouvrière et sur le rôle de la petite-bourgeoisie québécoise nationaliste pour expliquer le peu d'engouement pour le communisme au Québec. L'argument ne nous semble pas convaincant. Il faut sûrement voir dans l'absence [40] d'une culture ouvrière enracinée une des causes des difficultés de la propagande communiste à trouver une audience élargie chez les Canadiens français. Par contre, cette propagande connut de remarquables succès dans les groupes d'immigrants juifs et slaves.

Le groupe juif, par exemple, fournira au P.C.Q. le tiers de ses effectifs et de nombreux cadres expérimentés et volontaristes. Une ancienne culture socialiste, une forte cohésion de groupe et une sensibilité exacerbée face à la xénophobie et à l'antisémitisme véhiculés par divers groupes ultra-nationalistes québécois contribuèrent à maintenir les Juifs dans le giron du communisme. Et ce d'autant plus que le Parti se fit un point d'honneur de défendre les minorités ethniques opprimées partout au Canada. De fait, jusqu'en 1956, le Parti apparut comme le défenseur le plus acharné des droits nationaux des communautés slave et juive du pays.

Les révélations du rapport Khrouchtchev en 1956 sur l'antisémitisme pratiqué en U.R.S.S. éloignèrent une bonne fraction du groupe juif du Parti : les Norman Nerenberg, Harry Gulkin, Léa Roback et Joe Salsberg ne pouvaient plus militer au sein d'un parti qui traitait de « nationalistes bourgeois » et de « sionistes » les communistes juifs qui demandaient une critique rigoureuse de la position soviétique sur ce sujet. De foyer d'accueil presque naturel pour les Juifs, le Parti s'était transformé en repoussoir...

Fournier note avec justesse que peu d'intellectuels se sont joints au Parti. En effet le P.C.Q. ne put développer une activité littéraire et artistique consistante : seuls Stanley Ryerson, Jean-Jules Richard ³⁶ et Pierre Gélinas (au journal *Combat*)

³⁶ De Jean-Jules Richard, retenons le roman *Ville Rouge*, Montréal, Éditions Tranquille, 1949.

s'attardèrent aux débats intellectuels, à l'histoire, à l'art et à la littérature. Bien entendu, le fait que la majorité des intellectuels québécois étaient alors des clercs, évidemment hostiles au marxisme athée, a joué un rôle majeur dans cet éloignement. Notons simplement au passage qu'au cours des années cinquante, pas moins de 55 000 personnes étaient membres d'une [41] des 150 communautés religieuses au Québec, soit un clerc pour cent Québécois ³⁷.

De plus, l'attrait du nationalisme auprès des jeunes intellectuels révoltés des années trente et quarante contribua pour beaucoup à cette marginalisation du P.C.Q. Enfin, la popularité du modèle corporatiste propagé par l'École sociale populaire et la plupart des cercles intellectuels laïcs et cléricaux de l'époque retira au P.C. bon nombre d'intellectuels réformistes qui croyaient trouver dans les expériences musolinienne et salazarienne une « troisième voie » entre le capitalisme libéral en crise et le communisme stalinien ³⁸.

Ainsi à la fois leur orientation idéologique, leur position sociale dans la société québécoise et leur proximité du pouvoir (politique) ont toujours gardé les intellectuels québécois francophones à distance du mouvement communiste ³⁹.

Fournier en conclut qu'à toutes les étapes de son développement, le Parti n'a jamais trouvé réunies les conditions favorables à son expansion. De 1930 à 1940, la crise économique aurait dû favoriser l'enracinement du Parti au Québec, mais la domination du clergé et le conservatisme généralisé rendaient difficile toute mobilisation significative. À l'inverse, si les années quarante à soixante sont marquées par une sécularisation croissante de la société québécoise, l'élévation du niveau de vie et l'accès élargi à la consommation éloignent les ouvriers de la propagande « catastrophiste » du P.C. C'est la conclusion à laquelle une cellule du Parti en arrive lorsque la crise de 1956 éclate : ce groupe de communistes montréalais constate que « le jar-

³⁷ Jean Hamelin, dir., *Histoire du Québec*, Saint-Hyacinthe, Édisem, 1977, p. 479.

³⁸ Raymond Laliberté, *L'Ordre de Jacques Cartier ou l'utopie d'un césarisme laurentien*, Thèse de Ph.D, Université Laval, 1981.

³⁹ Marcel Fournier, *op. cit.*, p. 126.

gon de 1848 et de 1917 » et « l'approche froide et trop exclusivement politique » des problèmes humains éloignent les gens du P.C.Q.

[42]

Marcel Fournier, Jacques Dofny et Marcel Rioux s'entendent quand même pour mettre l'accent sur les facteurs objectifs, liés à la société environnante, dans l'explication de l'échec du Parti. Curieusement, les analystes anglophones insistent davantage sur les facteurs subjectifs, internes au Parti et à sa doctrine, pour montrer que, en dernière analyse, c'est la théorie marxiste-léniniste elle même qui est inadéquate et dépassée.

Ivan Avakumovic ⁴⁰, par exemple, s'est attardé à l'étude des effectifs du Parti, à sa composition ethnique, aux motivations des militants et à la ligne politique même du P.C.C. Il a bien évoqué à quel point les militants du Parti étaient pour la plupart des autodidactes qui avaient trouvé dans le marxisme à la fois une explication du monde et une solution à leurs propres problèmes. Cela était d'autant plus vrai pour les immigrants : à leurs yeux, le Parti n'était pas seulement une formation politique, c'était un mouvement qui enrichissait considérablement leur vie. On pourrait d'ailleurs dire la même chose des militants canadiens-français qui, bien souvent, devaient au Parti une ouverture sur le monde, une approche philosophique et un soutien moral qu'on ne retrouvait pas ailleurs dans la société québécoise des années trente à soixante.

Le Parti peut à juste titre être fier de certaines de ses réalisations : éducation politique d'immigrants et de travailleurs, formation de militants syndicaux, campagne pour l'assurance-chômage et l'assurance-hospitalisation, dénonciation de la mainmise américaine sur le pays, demandes incessantes en vue d'une renégociation de l'A.A.N.B. et de la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple québécois, etc.

Mais, selon Avakumovic, le Parti avait trop de handicaps à surmonter : une composition ethnique inégale (à 80% slave), une incapacité à attirer les intellectuels, une constante répression de la part des forces policières, un statut d'illégalité, etc. De plus, la prétention même du Parti à diriger toutes les luttes du peuple et à s'ériger

⁴⁰ Ivan Avakurnovic, *The Communist Party in Canada, A History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1974, 309 p.

en avant-garde, la constante glorification de l'U.R.S.S. et l'application du modèle léniniste du Parti centralisé, de même que la soumission du P.C.C. aux dictats de l'I.C. [43] ou de Moscou n'ont pas peu contribué à marginaliser le P.C.C. dans la société et dans le mouvement ouvrier.

Pour William Rodney, « la faillite du P.C.C. à mobiliser les masses canadiennes doit être attribuée à l'idéologie marxiste qui, basée sur les rapports de classes, s'est avérée un instrument désuet et inefficace ⁴¹ ». Nous ne sommes pas prêts à accepter ce point de vue. Le marxisme ne saurait se limiter à sa pratique léniniste et stalinienne qui a contribué à ossifier le mouvement communiste et à le réduire, de mouvement social porteur du projet d'une société sans classes et sans exploitation de l'homme par l'homme, à une simple extension du modèle soviétique créé dans des conditions historiques et nationales bien spécifiques.

Ici comme ailleurs, le Parti était aux prises avec cette terrible contradiction entre le projet de société et la nécessité des réformes immédiates. Pour entraîner les travailleurs, le P.C. devait organiser des syndicats, réclamer l'assurance-chômage, se battre sur tous les fronts des revendications immédiates, bref, risquer de diluer son idéologie au cœur même du combat quotidien. Mais quand la société canadienne et québécoise reconnut le syndicalisme officiellement, accorda l'assurance-chômage, le bien-être social, l'assurance-hospitalisation, la nationalisation des services publics et l'extension des droits et libertés à un point tel qu'aucun pays du « socialisme réel » ne pouvait prétendre en offrir autant à ses propres travailleurs, alors il apparut que, dans une certaine mesure, le P.C.C. fut victime de son propre succès : la mise en place des programmes sociaux que le chômeur des années trente aurait souhaités plus que tout au monde enleva à l'ouvrier des années soixante la motivation de se battre pour une lointaine « dictature du prolétariat ».

Si le Parti avait, comme en France et en Italie, réussi à représenter durablement les intérêts des ouvriers industriels, des mineurs et de couches spécifiques de la classe ouvrière, il pourrait encore tenir une place importante sur le plan politique. Mais le syndicalisme, le courant social-démocrate et le Parti libéral l'ont combattu victorieusement sur son propre terrain : c'est un fait que les forces du socialisme démocratique et du libéralisme ont pu reléguer le courant communiste au second plan [44] en mettant en œuvre un ensemble de réformes favorables aux intérêts de la

⁴¹ W. Rodney, op. cit., p. V.

classe ouvrière. Sans dresser un tableau idyllique de la société nord-américaine et de « l'État-Providence », on peut constater que l'idéologie libérale dominante a pu si bien s'imposer et barrer la voie au communisme parce que le système capitaliste a réussi jusqu'à maintenant à « livrer la marchandise » et à satisfaire la majorité. Jusqu'à quand le pourra-t-il et, advenant un échec de sa part, pourra-t-on un jour voir le P.C. québécois jouer un rôle de contestation sociale important ? Ce sont là des questions auxquelles le contexte des années 80 nous interdit de répondre.

[45]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille

Section I

Le Parti communiste
et la société québécoise

[Retour à la table des matières](#)

[47]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section I. Le Parti communiste et la société québécoise

Texte 1

Une greffe difficile

Robert COMEAU et Bernard DIONNE

[Retour à la table des matières](#)

La création du Parti communiste canadien se situe dans le prolongement du mouvement socialiste du début du siècle, dans une conjoncture où la Loi sur les mesures de guerre rendait illégale toute organisation révolutionnaire, d'où l'adoption du nom *Worker's Party of Canada* de 1922 à 1924. Les communistes animent les premières expériences d'éducation populaire à Montréal : le Labour College fondé par Annie Buller et Bella Gauld, puis l'Université ouvrière mise sur pied par le socialiste Albert Saint-Martin à l'été 1925. L'Université ouvrière devient une tribune importante pour les communistes qui y sont très actifs jusqu'à sa disparition en 1937. C'est là qu'ils rallient les premiers militants francophones au moment même où ils sont exclus de la section provinciale du Parti ouvrier du Canada que Gustave Francq tentait de préserver de l'influence communiste. Leur présence active au début des années vingt au sein du Parti ouvrier a fait couler beaucoup d'encre dans la presse syndicale de Mon-

tréal. On connaît encore très peu le premier noyau de militants gravitant autour de Sidney Sarkin et Michael Buhay et leurs interventions dans le mouvement syndical et dans le Parti ouvrier.

Au moment où le P.C.C. prend le nom de *Worker's party of Canada*, sa section du Québec ne regroupe qu'une centaine de militants, principalement d'origine juive et presque tous anglophones. Au début des années trente, le groupe de militants francophones se situe à près de quarante. Le principal défi auquel est confronté le Parti au Québec est bien celui d'étendre son influence hors des milieux anglophones et immigrants.

[48]

L'étude de Marcel Fournier, reproduite de son ouvrage *Communisme et anticommunisme au Québec*, décrit précisément les luttes pour les revendications immédiates et les réformes durant la crise des années trente. Il retrace l'action des communistes chez les sans-travail, dans les clubs ouvriers, les syndicats, au sein de l'organisation « Solidarité féminine » et dans celle des « Jeunesses communistes ». Stanley Bréhaut Ryerson, dans son étude sur le « Comrade Beth », a évoqué brièvement le milieu où évolua Norman Bethune lors de son adhésion au Parti en 1935.

Au milieu des années trente, alors que le Parti libéral met fin à l'illégalité du P.C.C., c'est au nouveau gouvernement de Maurice Duplessis que la droite nationaliste et corporatiste réclame une interdiction des communistes. En 1937, la « loi du Cadenas », vient frapper les forces progressistes. Lucie Laurin a fait l'historique de cette loi, jugée anticonstitutionnelle en 1957. Elle nous présente les réactions de la presse lors de son adoption en 1937, les luttes pour défendre la liberté d'expression, et en particulier le rôle de la section de Montréal de la Société canadienne des droits de l'homme où libéraux, militants de la C.C.F. et communistes luttèrent côte à côte contre les mesures antidémocratiques du gouvernement Duplessis. Les réactions d'opposition à la « loi du Cadenas » semblent avoir été plus nombreuses que ce qu'on a coutume de penser. Avec les libéraux et les sociaux-démocrates, les communistes furent très actifs dans la défense des droits démocratiques : on connaît encore très mal les activités au Québec de la Ligue de défense ouvrière, organisation communiste qui a été active dans la première moitié des années trente avant que le Parti n'adopte une position d'ouverture envers les sociaux-démocrates en 1935. Cet organisme

se portera à la défense de nombreux ouvriers aux prises avec la justice à la suite de leur participation à des grèves jugées séditeuses.

Stanley Ryerson nous présente un article sur le plus illustre des communistes canadiens, le docteur Norman Bethune, témoin exceptionnel de son époque aussi bien à Montréal qu'en Espagne aux côtés des républicains ou qu'en Chine avec l'armée de Mao. L'article de Ryerson nous permet de mieux connaître le genre d'homme qu'était Bethune « communiste engagé », dans le Montréal des années trente. Le lecteur intéressé trouvera également dans notre bibliographie plusieurs ouvrages sur Norman [

Bethune qui se porta à la défense de la République espagnole avec le bataillon Mackenzie-Papineau. Nous en parlerons plus loin non par le biais de ses activités médicales qui furent remarquables, mais par celui de ses activités artistiques. Bethune s'était lié avec plusieurs artistes peintres de Montréal et de Toronto au début des années trente, dont Alexandre Bercovitch, Ernst Newman, Louis Muhlstock et Marian Scott. Avec Fritz Brandtner, un des premiers peintres abstraits au Canada, et quelques autres, il avait fondé un centre d'art où les enfants pouvaient venir développer leur créativité. Esther Trépanier, historienne de l'art, nous entretient de ces peintres progressistes qui, par l'entremise de Bethune, seront amenés à participer à des activités du Parti comme celles de la Ligue canadienne contre la guerre et le fascisme et les comités d'aide à la démocratie espagnole.

Sur la période de la crise, on découvrira d'autres facettes des interventions communistes en parcourant les articles décrivant les activités de Stanley B. Ryerson, d'Henri Gagnon l'organisateur des « Jeunesses communistes » (section II) et celles des militantes et militants syndicaux (section III).

Notre étude sur le Parti durant la Seconde Guerre mondiale décrit cette période où la grande cause unificatrice de la guerre contre les fascismes, à laquelle l'U.R.S.S. et le P. C. C. adhèrent en juin 1941, permit pour un temps aux communistes d'obtenir une audience sans précédent au Québec. Nous nous sommes attardés à la façon dont le Parti considérait les aspirations nationales des Canadiens français, en particulier lors de la crise de la conscription de 1942-1944. Nous avons expliqué pourquoi le P.C.C. devient en 1943 le Parti ouvrier-progressiste et relaté comment sa nouvelle orientation sera remise en question en 1945 lorsque le « browderisme » sera dénoncé

comme une trahison. Le Parti ne reprendra son appellation originale (P.C.C.) qu'en 1959.

Si les positions du Parti communiste canadien sur la politique ou le mouvement syndical ont fait l'objet de nombreuses études, les questions culturelles ont été au contraire fort négligées. D'ailleurs, le Parti lui-même a longtemps laissé au second plan cette question au Québec. Avant la guerre, par exemple, le journal *Clarté* n'avait pas de chronique sur l'Art. Pour retrouver les conceptions progressistes des critiques d'art du Parti, [50] Esther Trépanier a dû utiliser les publications torontoises de langue anglaise.

Il existe quelques ouvrages sur les expériences de théâtre progressiste à Toronto dans les années trente ou sur les peintres qui tentaient de redéfinir le rapport de l'Art à la société, comme le livre de Barry Lord, *The History of Painting in Canada, Toward A People's Art* publié en 1974, et plus spécifiquement le catalogue de l'exposition organisée par Charles Hill en 1976, *La peinture canadienne des années trente*.

Dans le domaine de la littérature, les romanciers québécois liés au Parti comme Pierre Gélinas ou Jean-Jules Richard n'ont pas été étudiés ; il n'existe pas encore de biographies exhaustives des poètes engagés comme Gilbert Hénault, qui ne fut pas approché en 1948 pour signer le Refus global à cause de son adhésion au Parti, et cela même s'il avait pris la défense de Borduas contre Pierre Gélinas. De même le domaine de la sculpture, qui aura aussi ses « figures de gauche » et dont les œuvres ont parfois eu un impact social important durant la « grande noirceur » du régime Duplessis, reste méconnu. Les œuvres de Robert Roussil furent très discutées et contestées : que l'on pense à son « Hommage à Mao » ou à son « Monument pour la Paix » dans les années cinquante, aux productions d'Armand Vaillancourt - l'arbre sculpté de la rue Durocher en 1953 -, et à tous ceux qui participaient au début des années cinquante à l'atelier de Robert Roussil sur la rue Bleury - « La place des arts » - aux diverses manifestations, cours et débats. S'y retrouvaient des sculpteurs tels Vaillancourt, Mérola, Delfoss et Diné, des graphistes comme J.O. Beaudin et le poète-imprimeur André Goulet. Tous ces artistes québécois et leur rapport au Parti n'ont pas encore fait l'objet d'études systématiques.

Le texte de l'historienne de l'art Esther Trépanier pose la question du rapport entre l'art et la politique chez les artistes-peintres des années trente et quarante sur la scène montréalaise. Elle ne tente pas de reconstituer les positions du Parti sur

la question culturelle, mais plutôt de rendre compte des préoccupations des artistes et critiques d'art qui s'interrogeaient sur les implications politiques et sociales de l'art.

Quelques-uns seulement furent liés de différentes manières aux activités du Parti, et encore plus rares furent ceux qui ont adhéré à une esthétique « réaliste sociale ». Seul Fred Taylor, [51] membre du P.O.P., illustrera le travail héroïque des ouvriers des industries de guerre selon cet idéal du « réalisme social » que l'on peut imaginer conforme aux points de vue du Parti. Quelques peintres, dans les années trente, par l'entremise de Norman Bethune, seront amenés à participer à des activités du Parti comme celles de la Ligue canadienne contre la guerre et le fascisme. Ces artistes montréalais, en réaction contre le nationalisme pictural tel que défini par le Groupe des Sept, revendiquaient d'abord la liberté de l'artiste de recourir à l'expérimentation formelle et la reconnaissance de la fonction artistique comme fonction socialement utile. Ils pouvaient difficilement endosser les positions du Parti qui dénonçait « l'art pour l'art » et dénigrait l'art moderne. La plupart des peintres progressistes refuseront de soumettre leur pratique artistique à une ligne politique. Même ceux qui militaient dans divers organismes politiques ne développeront pas une pratique picturale de type réaliste social. On peut penser que l'incompréhension dont firent preuve la plupart des dirigeants politiques à l'égard des développements de l'art moderne a pu constituer un frein à l'adhésion de ces artistes au Parti. Esther Trépanier considère ces peintres progressistes anglophones de Montréal comme des pionniers, en ce sens qu'en opérant une première rupture et en défendant une conception de l'art comme expérimentation subjective, ils ont ouvert la voie aux recherches formelles plus poussées des jeunes tenants francophones de l'abstraction comme Borduas ou Pellan.

[52]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section I. Le Parti communiste et la société québécoise

Texte 2

À la défense des intérêts immédiats : les années trente ⁴²

Marcel FOURNIER

[Retour à la table des matières](#)

Au plan strictement politique, l'action du P.C. demeure, tout au long des années vingt et trente, relativement limitée. Même s'il présente à plusieurs reprises des candidats lors des campagnes électorales et qu'il diffuse régulièrement son journal et ses tracts, le Parti ne parvient pas à recueillir une part importante des voix de la classe ouvrière ni à modifier le système politique bipartite (libéral /conservateur) qui caractérise le Québec et le Canada. En comparaison, la lutte que ses militants mènent dans les quartiers populaires et les entreprises semble beaucoup plus articu-

⁴² Ce texte est extrait du livre de Marcel Fournier, *Communisme et anticomunisme au Québec (1920-1950)*, Montréal, Les Éditions Albert Saint-Martin, 1979, pp. 59-83. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

lée et plus continue. « Aider, organiser les gens » devient le leitmotiv de tous ceux qui adhèrent alors au Parti. Certes, on envisage toujours le renversement du pouvoir et l'établissement d'une société socialiste :

On savait que le capitalisme inévitablement tomberait...

On croyait que la violence serait inévitable.

On pensait que la répression entraînerait une réaction des ouvriers. Il ne s'agirait que de la canaliser.

[53]

On pensait à une révolution à la suite de la Crise.

On pensait que c'était la mort du capitalisme, on ne pensait pas que le capitalisme pouvait se rapiécer *.

Mais en raison de la conjoncture économique et politique, les militants sont amenés à consacrer toutes leurs énergies à des tâches qui visent à assurer la défense des « besoins immédiats » et la sauvegarde de la démocratie.

Les « sans-travail »

La crise économique, étroitement associée l'effondrement boursier de l'automne 1929, se manifeste au Canada et au Québec de diverses façons : baisse des exportations (automobiles équipements de ferme, animaux de boucherie) ; diminution des investissements (dans l'agriculture, dans les pâtes à papier) ; ralentissement de la croissance de la consommation réelle ; sous-utilisation de la capacité de production de certaines industries ; chute des mises en chantier dans le domaine de la construction, etc. ⁴³ L'une des manifestations les plus éclatantes et les plus dramatiques

* À moins de précisions contraires, les citations de cet article proviennent de témoignages d'anciens communistes interviewés par Marcel Fournier. [N.D.L.R.]

⁴³ Au sujet de l'impact de la crise économique au Québec, voir : Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social : le cas de Montréal, 1929-1937*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1977 ; M. Pelletier et Y. Vaillancourt, *Les politiques sociales et les travailleurs, Cahier II : Les années 30*, Montréal, 1975.

d'une telle situation de crise est la baisse de l'emploi, avec comme corollaire l'aggravation de la situation économique de la classe ouvrière. Entre 1929 et 1933, c'est-à-dire pendant la phase cruciale de la crise, il y a une diminution très importante (près de 24%) du nombre de travailleurs dans le seul secteur manufacturier. Quant au chômage, il s'accroît alors rapidement : de juin à décembre 1929, son pourcentage passe de 2,9 à [54] 11,4% pour atteindre, au cours de l'hiver 1932-1933, un pourcentage de 25,5% de la population des travailleurs canadiens syndiqués.

Dans l'ouest du Canada (Saskatchewan, Alberta, Manitoba), où le chômage est particulièrement élevé, la situation devient rapidement explosive et entraîne, au moment de conflits ouvriers, la répression policière, l'arrestation de militants syndicaux et des déportations massives ⁴⁴.

Devant la menace que créent les jeunes chômeurs célibataires qui se déplacent souvent d'une ville à l'autre à la recherche d'un emploi, le gouvernement fédéral organise même, sous la surveillance directe de l'armée, des « camps de travail ». En retour du travail qu'ils doivent fournir, ces jeunes chômeurs reçoivent vingt sous par jour et sont nourris, logés et vêtus ⁴⁵.

Au Québec, le système des camps est moins utilisé. En mars 1933, le ministère provincial de la Colonisation en organise un, en vue de regrouper la main-d'oeuvre nécessaire à la construction de la route contournant le mont Tremblant. De son côté, le ministère de la Défense nationale ouvre un immense camp à Valcartier ; au début de 1935, ce camp regroupe plus de 1 900 chômeurs dont la plupart proviennent de Montréal.

Mais pour corriger les effets néfastes d'une situation qu'ils ne parviennent pas à contrôler, les gouvernements ont alors habituellement recours aux « secours directs » et à quelques programmes de travaux publics. Plus d'un an après le début de la crise, le gouvernement fédéral adopte une loi remédiant au chômage (1930) et débloque, ainsi, une somme annuelle de 20 millions de dollars pour des travaux publics et des secours directs. Pour sa part, le gouvernement du Québec reconnaît, par une loi spéciale, l'entente fédérale-provinciale (Loi sur l'aide aux chômeurs, 1930) et met immédiatement sur pied une commission chargée d'examiner les demandes d'ai-

⁴⁴ L.M. Grayson et M. Bliss, *The Wretched of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1973.

⁴⁵ M. Pelletier et Y. Vaillancourt, *Les politiques sociales et les travailleurs*, p. 88.

de des diverses municipalités. Entre 1929 et 1940, les dépenses effectuées au Québec par les divers paliers de gouvernement pour secourir les chômeurs [55] dépassent les 200 millions ⁴⁶ ; elles sont distribuées sous la forme de travaux publics surtout et de secours directs. Dans la seule ville de Montréal, l'une des villes canadiennes les plus touchées par le chômage, plus de 25 millions de dollars sont distribués sous la forme de secours directs. En 1934, le nombre de personnes secourues y est supérieur à 240 000 et correspond à environ un tiers de la population ⁴⁷. Les montants alloués, qui doivent permettre de couvrir les dépenses de nourriture, d'habillement, de combustible et de logement, sont pour la plupart distribués par l'intermédiaire de la Société Saint-Vincent-de-Paul et par le Montréal Council of Social Agencies. Il s'agit d'une mesure d'assistance publique qui vient appuyer et aussi se confondre avec diverses formes de charité privée (refuges, soupes populaires, etc. ⁴⁸). Pour l'ensemble de la classe ouvrière, ce sont des « années dures », des « années tristes », dira-t-on plus tard... Quelques-uns se laissent d'ailleurs tenter par les programmes de colonisation mis sur pied par le gouvernement fédéral (plan Gordon, plan Rogers), ou par le gouvernement provincial (plan Vautrin) et entreprennent le difficile retour à la terre. Au cours des années trente, ces divers programmes permettent à plus de 50 000 colons de s'établir sur une terre pour s'adonner à l'activité agricole ⁴⁹.

Mais alors que les gouvernements élaborent à la hâte des programmes qui ne sont, le plus souvent, que des palliatifs temporaires à la crise et que les intellectuels recherchent de nouvelles solutions ⁵⁰, les chômeurs, dont plusieurs ont déjà une

⁴⁶ Ibid., p. 197.

⁴⁷ G. Thibault, *Évolution de la pensée face aux secours directs pour la période de crise de 1929 à 1938*, Mémoire de maîtrise en Service social, Université de Montréal, Montréal, 1968.

⁴⁸ Au sujet du réseau d'œuvres privées, voir Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social*.

⁴⁹ J.P. Lupien, *La Colonisation, un remède à la dépression économique de 1929 à 1939*, Mémoire de maîtrise en Service social, Université de Montréal, Montréal, 1968.

⁵⁰ C'est au creux même de la crise, en 1933, que des intellectuels québécois esquissèrent, sur la base de l'encyclique *Quadragesimo Anno*, un *Programme de restauration sociale* : nécessité des réformes pour remédier aux abus du régime capitaliste ; nécessité d'un esprit chrétien de charité et de modération ;

expérience de l'organisation syndicale, tentent de se donner des [56] organisations de défense et de faire connaître publiquement leurs revendications. La manifestation la plus importante et aussi la plus offensive de ce mouvement est la longue marche des chômeurs vers Ottawa en 1935. Animée principalement par des militants du Relief Camp Worker's Union (R.C.W.U.), organisation affiliée à la Ligue d'unité ouvrière (L.U.O.), cette marche, amorcée à la suite d'une grève des chômeurs dans les camps de la Colombie britannique (avril-mai 1935), se donne pour objectif de défendre les sept revendications suivantes :

1. Que l'on crée des emplois rémunérés à un taux minimum de 50 cents l'heure pour les travailleurs non qualifiés, et au taux des syndicats pour les travailleurs qualifiés, sur la base d'une journée de six heures, d'une semaine de cinq jours et avec un minimum de vingt jours de travail par mois.
2. Que tous les travailleurs dans les camps de secours soient couverts par la Loi sur les accidents du travail et que des services adéquats de premiers soins soient donnés sur les lieux de travail en tout temps.
3. Que soit aboli le contrôle de la Défense nationale et tout contrôle militaire fondé sur une « liste noire ».
4. Que des comités élus démocratiquement soient reconnus dans chaque camp.
5. Que soit institué un système non contributoire d'assurance-chômage, basé sur le projet de loi « ouvrier » concernant les assurances sociales et l'assurance-chômage.
6. Que tous les travailleurs aient le droit de voter démocratiquement.
7. Que la section 98 du Code criminel, les sections 41 et 42 de la Loi sur l'immigration, les lois concernant la mobilité et toutes les lois anti-ouvrières soient révoquées ⁵¹.

[57]

Assurée de l'appui des diverses organisations ouvrières et progressistes (P.C., C.C.F., syndicats, groupes progressistes), la marche des chômeurs réunit, à son départ de Vancouver, plus de 1 000 participants déterminés à parcourir, sous la direc-

nécessité d'une intervention de l'État (législations sociales nationalisations), aide à la colonisation, etc.

⁵¹ Victor Hoar, *The On To Ottawa Trek*, Toronto, The Copp Clark Publishing Co., 1970, p. 11. Au sujet de cette marche, voir : M. Pelletier et Y. Vaillancourt, *Les politiques sociales*, pp. 85-100.

tion de Arthur Evans, le long trajet vers la capitale du pays : déplacement d'une ville à l'autre au moyen des trains de marchandise ; organisation dans chaque ville d'assemblées publiques ; sous-cription, recrutement de nouveaux marcheurs « *Treckers* », etc. La manifestation, en raison de son ampleur et des appuis qu'elle reçoit, prend rapidement la forme d'une véritable offensive dirigée à la fois contre le gouvernement Bennett et contre le capitalisme. Le gouvernement fédéral réagit d'abord en immobilisant à Régina les marcheurs-grévistes, alors au nombre de deux mille ; il leur interdit, en raison de l'article 43 de la Loi sur les chemins de fer, d'« envahir la propriété des compagnies de chemin de fer ».

Puis l'intervention de la Gendarmerie royale du Canada, lors d'une assemblée publique, le 1er juillet 1935, provoque l'affrontement entre les forces policières et les grévistes et entraîne la répression du mouvement : Arthur Evans et vingt-six autres leaders sont arrêtés, en vertu de l'article 98 du Code criminel ; un policier en civil est tué, une cinquantaine de personnes sont blessées et hospitalisées, les grévistes sont dispersés. Pour légitimer son attitude, le gouvernement fédéral agite alors l'épouvantail du communisme en insinuant, lors des débats de la Chambre des communes, que les « deux mille marcheurs sont charriés à l'encontre de leur volonté par soixante-dix chefs de groupes révolutionnaires et communistes ».

[58]

TABLEAU 1
Pourcentage du chômage chez les ouvriers syndiqués
au Canada de 1929 à 1937

		Ontario	Québec	Canada
1929	juin	2,5	2,9	2,9
	décembre	9,7	14,5	11,4
1930	juin	7,4	17,5	10,6
	décembre	17,3	22,8	17,0
1931	juin	16,2	20,0	16,3
	décembre	20,3	29,0	21,1
1932	juin	23,4	27,1	21,1
	décembre	28,5	30,9	25,5
1933	juin	23,3	26,2	21,8
	décembre	24,9	23,2	21,0
1934	juin	15,9	22,9	18,0
	décembre	18,7	24,5	18,0
1935	juin	12,0	21,7	15,4
	décembre	13,4	20,6	14,6
1936	juin	13,3	14,0	13,9
	décembre	13,8	20,9	14,3
1937	juin	7,6	15,3	10,4
	décembre	12,9	16,5	13,0

SOURCE : *Annuaire statistique du Canada, 1934-1935, 1947-1948.*

Au Québec, il semble bien que des chômeurs, dont ceux du camp de Valcartier, sont prêts, eux aussi, à participer à la marche. D'ailleurs, alors que les grévistes sont immobilisés à Régina, une délégation de chômeurs de l'Ontario et du Québec se rend à Ottawa pour faire valoir, devant le Premier ministre lui-même, les sept revendications du R.C.W.U. Quelques mois auparavant, en février 1935, des délégués québécois étaient présents au congrès national des sans-travail qui se tenait à Ottawa et qui réunissait plus de cent soixante délégués. Les militants [59] communistes, souvent en chômage eux-mêmes ⁵², sont particulièrement actifs auprès des chômeurs. Ainsi, au

⁵² « Jusqu'en 1939, 60% de membres canadiens-français étaient des chômeurs », selon le témoignage de C.A. Perry.

congrès de février, on retrouve parmi les délégués québécois J. Bédard, A.A. Perry et Mme. L. Lebrun, tous membres du P.C. ⁵³.

Depuis le début des années 1930, les militants communistes, au Québec, sont très actifs auprès des chômeurs. Ils sont souvent parmi les instigateurs des nombreuses manifestations qui se déroulent dans les rues de Montréal. En 1930, les chômeurs manifestent le 6 février (500 manifestants) et le 6 mars (500 manifestants), le 7 mars, le 28 avril, le 1er mai (500 manifestants). La lutte se poursuit en 1931 (21 janvier et 1er mars), mais elle est quelque peu ralentie par l'interdiction dont le P.C. est alors l'objet. Mais dès 1932, les manifestations reprennent et réunissent un nombre de chômeurs de plus en plus élevé : 1er mai, 6 juin, 19 octobre (3 000 chômeurs) etc. ⁵⁴. L'année 1935, qui est celle de la grande marche vers Ottawa, est particulièrement agitée. Dès le début de l'année, en février, se tient à Montréal une importante manifestation qui regroupe devant l'hôtel de ville plusieurs milliers de chômeurs et qui est interrompue d'une façon brutale par des policiers armés de matraques et à cheval ⁵⁵.

[60]

De multiples organisations

Mais les militants du P.C. ne sont pas seuls à œuvrer auprès de la classe ouvrière durant cette période de chômage. Il existe déjà de nombreux clubs ouvriers, dont plusieurs tirent leur origine du Parti ouvrier, et qui sont implantés dans la plupart

⁵³ Des militants communistes étaient aussi délégués québécois à la Conférence économique des travailleurs qui s'était tenue quelques années auparavant (1932) à Ottawa.

⁵⁴ Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social*, p. 192. Dans les journaux, on identifie alors souvent ces manifestations au mouvement communiste : « La journée communiste », *Le Devoir*, 6 mars 1930 ; « Les communistes à Montréal », p. 3 ; « La manifestation communiste », *Le Devoir*, 7 novembre 1930 : 3 ; « Manifestation communiste », *Le Devoir*, 21 janvier 1931 : 3.

⁵⁵ S. Gordon et T. Allan décrivent cette manifestation dont le docteur Bethune est témoin et qui l'amène à offrir ses services à l'Association des chômeurs de Montréal (S. Gordon et T. Allan, *Docteur Bethune*, Montréal, Éd. L'Étincelle, 1973, pp. 75-77).

des quartiers de Montréal ⁵⁶. Ces organisations parfois paroissiales s'occupent de problèmes très divers (organisation de fêtes au profit de l'église paroissiale, critique de l'exploitation de la classe ouvrière par les monopoles comme la *Montreal Tramway*, etc.). Elles sont habituellement contrôlées par des hommes politiques conservateurs et leur servent de tremplin politique (exemple : Camillien Houde). Au tout début de la crise, l'un d'eux, Aniclet Chalifoux, président de l'Association ouvrière d'Ahuñtsic, réussit à mettre sur pied une Fédération des clubs ouvriers de la province de Québec. Cette fédération, qui prétend regrouper 73 des 76 clubs montréalais, élabore alors quelques revendications comme l'organisation d'une exposition universelle pour créer des emplois, la promotion d'un plan de travaux publics, etc. Elle tente de les faire connaître publiquement par des délégations auprès du gouvernement et par des assemblées publiques. Mais rapidement, en raison de l'orientation fasciste de ses responsables (utilisation du salut fasciste, invitation faite à Benito Mussolini), la Fédération est secouée par une crise qui conduira, en 1933, à des expulsions, comme celles du club ouvrier Saint-Denis et du club ouvrier Villeray, et aussi à des scissions. Les éléments expulsés par Chalifoux mettront sur pied, sous la direction de J.-C. Rancourt, une nouvelle organisation : la Fédération des clubs ouvriers du Canada. Ce mouvement, même s'il se rapproche de l'influence des jésuites et des syndicats catholiques, demeure étroitement lié au Parti conservateur ; il parvient à regrouper quarante-trois des soixante-seize anciens clubs. Camillien Houde, ancien maire de Montréal, adhère lui-même à cette nouvelle fédération, espérant utiliser à son profit les clubs ouvriers lors de la campagne électorale du printemps 1934.

[61]

Jusqu'au milieu des années trente, les militants communistes travaillent au sein d'un certain nombre de clubs et d'associations locales. Ils assument des responsabilités, par exemple, à l'Assemblée des ouvriers unis de Delorimier, à l'Assemblée des chômeurs de Crémazie, à la Section Saint-Jean-Baptiste de la Fédération des sans-travail, aux Ouvriers unis de Montcalm, au Club des sans-travail de Saint-Jacques, aux Ouvriers unis de l'État, à la Ligue des chômeurs de Saint-Henri. L'activité de ces militants consiste surtout à organiser des manifestations, des assemblées publi-

⁵⁶ Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social*, pp. 196-198.

ques et des délégations auprès des pouvoirs publics ⁵⁷, ce qui les amène à entretenir des relations avec les responsables des organisations de chômeurs.

Il y avait des clubs de sans-travail organisés par des membres du Parti. Il y avait Bourget qui était organisateur... En plus, il y avait le mouvement des sans-travail organisé par Chalifoux, Desrosiers... On a réussi pendant une période à faire une sorte de Front populaire avec eux. On a appuyé Camillien Houde. On luttait pour la lumière gratuite, des chaussures pour les enfants, les loyers, etc. Houde était favorable...

Ce n'est en fait qu'en 1937 que des membres du P.C. peuvent réunir des délégués de ces diverses associations et mettre sur pied la Fédération des sans-travail du Québec. Lors d'un congrès qui se tient le 22 juillet, les délégués élisent un premier exécutif dont le président, F. Bougie, et le vice-président, Émile Côté, sont membres du P.C. Ils adoptent un programme qui s'inspire des diverses revendications déjà élaborées par le Parti. La plate-forme politique est la suivante :

1. Pour un niveau de vie canadien décent pour tous les chômeurs ;
[62]
2. Pour un travail et des salaires aux taux d'union ;
3. Pour une assurance-chômage pour tous les sans-travail ;
4. Pour un mouvement uni des sans-travail du Québec ⁵⁸.

Quant aux revendications plus immédiates, elles concernent différents aspects de la condition de vie des chômeurs : augmentation de 25% des allocations ; secours à toutes les femmes qui n'ont pas d'autres moyens de subsistance ; secours à tous

⁵⁷ Pour l'année 1937, le journal *Clarté* fournit les diverses informations suivantes : assemblée publique du 1er mars de la Protection ouvrière de Delorimier en faveur du Dr Bethune (y prennent la parole J. Bédard, de retour de l'U.R.S.S., É. Dubé et J. Péron) ; manifestation de 500 chômeurs le 26 mai au Champ-de-Mars ; assemblée des chômeurs de Crémazie au Temple du travail le 25 juin ; manifestation de 600 chômeurs à Québec, le 25 juin et arrestation de deux militants, Jos Dolani et C. Descroisselles, etc.

⁵⁸ E. Côté, *Clarté* (4 septembre 1937) : 7.

les célibataires ou hommes seuls qui n'ont pas de revenus ; lait gratuit dans les écoles et vêtements aux enfants des chômeurs ; élaboration d'un programme de travaux de grande envergure (démolition des taudis, construction d'un métro et de bains publics). Même si, dès sa formation, cette nouvelle fédération affronte les mêmes obstacles que le P.C. lui-même - interdiction et intervention de la police -, elle n'en poursuit pas moins jusqu'à la guerre ses nombreuses activités. Elle revendique « du pain, du travail et des salaires » et invite les chômeurs à se donner les moyens de créer leur propre organisation. Un de ses slogans, qu'elle emprunte au syndicalisme international américain, est « Aide-toi et le ciel t'aidera ⁵⁹ ».

L'action du P.C. auprès des chômeurs apparaît ainsi très près de leurs besoins immédiats. Mais elle vise toujours à transformer leur mécontentement, lié d'abord à la misère, en une revendication organisée qui leur permettrait d'effectuer des pressions sur les gouvernements. Cette action vise d'abord, au nom de l'intérêt général, la défense du niveau de vie des travailleurs ; elle n'en demeure pas moins limitée et insuffisante :

On voulait copier le Front populaire en France. Mais ici,
c'était basé sur des chômeurs.

[63]

La Solidarité féminine

La défense du niveau de vie des chômeurs exige aussi des actions concrètes dont l'efficacité est immédiate comme la collecte et la distribution de nourriture et de vêtements, et la lutte contre l'éviction des logements. Afin de répondre rapidement à ces besoins, des militantes francophones de l'importante section Sainte-Marie mettent sur pied en 1932, en conformité avec une directive du comité provincial du P.C., une organisation, la Solidarité féminine. La présidence en est confiée à madame Jean Bourget.

⁵⁹ Clarté (30 juin 1938) : 3.

Depuis le début de la crise, les divers organismes privés d'assistance redoublent d'efforts pour fournir aux personnes touchées par le chômage logis et nourriture : création de nouveaux refuges (Asile de nuit Saint-Jean-Baptiste, Maison Ignace-Bourget, Aide à la femme, Le Dufferin Refuge, etc.) et organisation de « soupes populaires ⁶⁰ ». Toutefois, cette assistance s'avère insuffisante. Lorsqu'il y a trop d'indigents, on les loge dans les postes de police, en particulier au quartier général de la rue Gosford. De plus, ces divers modes d'assistance qui prennent habituellement la forme de charité, demeurent le plus souvent contrôlés par des institutions religieuses et par le clergé. La plus importante organisation, la Société Saint-Vincent-de-Paul, se voit confier la responsabilité de distribuer les secours aux indigents.

Très rapidement, cette « charité » et les institutions qui en sont responsables sont l'objet de critiques sévères. Les chômeurs, fatigués de manger des sandwiches « à la shouashe », contestent à tel point que chaque centre de distribution doit être placé sous la surveillance d'un policier. L'Université ouvrière publie un virulent pamphlet contre une dizaine d'institutions [64] accusées de distribuer de la nourriture avariée aux chômeurs ⁶¹. Par ailleurs, les institutions chargées de distribuer les secours sont débordées de travail et parviennent difficilement à le faire d'une façon efficace et honnête. Elles se voient accusées de mauvaise comptabilité, de sélection arbitraire des indigents, de détournement de fonds, etc.

Afin de mieux défendre les intérêts des chômeurs tout en leur fournissant l'assistance nécessaire, une première organisation populaire est mise sur pied en 1932. Il s'agit de l'Association humanitaire dont les locaux sont situés dans le même édifice que l'Université ouvrière et dont les responsables, Émile et Abel Godin, sont des

⁶⁰ Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social*, pp. 207-213. Des militants communistes de langue anglaise et d'origine étrangère organisent aussi, à la même époque, des « soupes populaires » (C. Vance, *Not by Gods But by People*, Toronto, Progress Books, 1968).

⁶¹ Albert Saint-Martin, *Sandwiches «à la shouashe»*, Montréal, Coopérative d'imprimerie Spartakus, 1932, 25 p. À la suite de la publication de ce texte, Saint-Martin est accusé de libelle séditieux, puis de libelle blasphématoire (Claude Larivière, « Albert Saint-Martin, un pionnier du socialisme », *Possibles*, 1, 3-4 (printemps 1977) : 209-210).

« disciples » de Saint-Martin ⁶². L'une de ses premières luttes est d'exiger que les secours ne soient plus distribués par l'intermédiaire de la Société Saint-Vincent-de-Paul mais qu'ils soient directement remis à « ceux qui en ont de besoin ». Des militants communistes, qui ont été amenés à collaborer avec l'Association humanitaire, décrivent ses activités de la façon suivante :

Le clergé recevait l'argent et la gaspillait. Des prêtres ont empoché 25 000\$, 40 000\$... L'Association faisait avec nous, la lutte pour que les secours soient donnés directement. On a fait des manifestations. Ils ont aussi réglé des cas : par exemple, on voulait pas donner de l'argent à une famille non légalisée. L'Association a conseillé aux gens d'aller s'asseoir à l'hôtel de ville : ils sont restés pendant trois jours... En plus, il y avait des restrictions : si on était Canadien français, on devait acheter chez des Canadiens [65] français. Mais y manquait souvent beaucoup de choses, ce dont on avait le plus besoin (thé, café, beurre). C'est contre tout ça qu'il fallait protester.

L'Association a fait un travail gigantesque. Ils (les frères Godin) étaient dans la même bâtisse que Saint-Martin sur la rue Wolfe. Leur but, c'était d'aider les gens qui n'avaient pas de secours, qui n'avaient pas de logement. On conseillait aux gens de se rendre au poste de police et d'attendre là tant qu'ils n'auraient pas de secours. Ils ont organisé de bonnes assemblées, ils ont fait du bon travail. On les a aidés. Puis, aux élections, ils nous ont aussi aidés...

L'association la Solidarité féminine est mise sur pied par des militantes communistes. Cette nouvelle organisation populaire vient appuyer et élargir la lutte menée par l'Association humanitaire et divers groupes ou clubs progressistes de chômeurs. De plus, et c'est là son originalité, elle apparaît comme un « mouvement de femmes ». Organisation constituée uniquement de femmes, la Solidarité féminine entendait en effet, tout en participant aux luttes des chômeurs, se préoccuper plus particulièrement de la situation des femmes qui sont habituellement négligées (situation

⁶² Selon Dorothy Livesay, l'Association humanitaire, qui est une des premières organisations de chômeurs et qui est contrôlée par « un groupe anarchiste dirigé par Saint-Martin », regroupe plus de 6 000 membres. Au début, la principale activité de cette organisation est la protestation par correspondance mais rapidement elle devient plus militante et radicalise son programme (Kathemie Blight, « Fascism in Quebec » (1933) in D. Livesay, *Right Hand, Left Hand*, Erin, Porsepic Press, 1977, p. 93).

des filles-mères et des mères nécessiteuses) et les amener à s'impliquer directement dans les luttes. Certaines des manifestations importantes qui ont lieu à Montréal, en 1937, sont organisées par les responsables de la Solidarité féminine :

- Manifestation de quelques centaines de femmes en mai 1937, devant la *MacDonald Tobacco*, pour revendiquer du travail et leur rétablissement sur les listes de secours ⁶³.

- Grande manifestation au Champ-de-Mars, le 25 juin 1937 : près de quatre cents femmes se rendent d'abord à la Commission du chômage pour ensuite aller protester - en utilisant gratuitement le tramway - devant l'hôtel de ville. La délégation n'est pas reçue par le comité exécutif. De plus, il y aura intervention brutale des forces policières et arrestation de cinq femmes ⁶⁴.

[66]

- Délégation de femmes de la Solidarité féminine en mars 1937, auprès du comité exécutif de la ville pour exposer les revendications des chômeurs : augmentation des secours de 25%, protestation contre l'augmentation du prix des loyers, etc. ⁶⁵

Faiblement représentées au sein du mouvement communiste, les quelques militantes qui mettent sur pied la Solidarité féminine se donnent les moyens d'intervenir concrètement auprès des chômeurs, de « ceux qui sont dans le besoin », et d'élargir la participation des femmes au sein du P.C. :

Dans ma section, raconte une militante qui contribue alors à l'organisation de la Solidarité féminine, il y avait vingt-trois membres dont une seule femme. Les femmes étaient peu nombreuses ; elles sont venues surtout après la formation de la Solidarité féminine. Ça les intéressait de pouvoir aider les gens mal pris. On donnait des chaussures, des vêtements qu'on allait quêter chez les bourgeois.

⁶³ Clarté (5 juin 1937) : 5.

⁶⁴ Clarté (26 juin 1937) : 3.

⁶⁵ Clarté (26 mars 1937) : 1.

La Solidarité féminine s'est certes illustrée par un certain nombre de manifestations publiques, mais le plus souvent ses actions demeurent concrètes et prennent la forme d'une assistance directe. En plus de recueillir des vêtements, de la nourriture et de l'argent chez les gens plus fortunés, ses membres luttent contre les évictions et la vente des meubles de locataires qui, en chômage, sont incapables de payer leur loyer ⁶⁶. La tactique que l'on utilisait est la suivante :

Quand les gens ne pouvaient pas payer, on saisissait les meubles, on prenait le ménage et on l'envoyait aux entrepôts de la ville où on les vendait. Nous, on a décidé que cela avait duré assez longtemps, que ça devait finir. On a organisé des comités pour intervenir. Les hommes ne travaillaient pas et pouvaient nous aider. L'huissier venait d'habitude vendre les meubles vers 9-91/2 heures. À six [67] heures du matin, on remplissait la maison de nos gens. Or, d'après la loi, l'huissier était obligé de faire la vente. Souvent on n'achetait pas ou on achetait très peu cher : par exemple deux cents pour une chaise, cinq cents pour une table... L'huissier se révoltait, voulait faire raisonner les gens. Il repartait souvent avec deux ou trois piastres et remettait ça au propriétaire, ce qui ne payait même pas les frais de son travail. Et puis nous, on remettait les meubles au locataire.

Par ailleurs, les membres de la Solidarité féminine donnent régulièrement des conseils pratiques aux chômeurs et aux pauvres. Par exemple : utiliser l'électricité ou le gaz sans avoir à en payer les frais.

C'était pas drôle pendant la crise. Les gens prenaient des portes, des châssis pour chauffer, ils s'assoient sur des boîtes... Des gens nous ont montré comment poser des *jumpers* : avec des bouts de fil, on faisait des crochets pour arrêter les *meeters*. Nous, on montrait ça aux gens : ils avaient de l'électricité sans payer. C'était la même chose pour le gaz (...). Il y a eu beaucoup de causes devant la cour, plus de 17 000. Des chômeurs ont fait un mois de prison, on voulait leur faire payer des amendes... alors que la compagnie d'électricité faisait des millions et des millions de profits. Par la suite, ils ont mis des cadenas. Or, on avait des ingénieurs dans le Parti : ils nous ont dit de se servir de la petite clé des boîtes à sardine. On montrait ça aux gens. Les gens étaient ingénieux.

⁶⁶ Au sujet de la « crise du loyer » et de tout le débat qu'entraîne la difficulté pour des chômeurs de payer leur loyer, lire : Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social*, pp. 164-175.

En dépit des poursuites nombreuses, les milieux populaires manifestent ainsi leur opposition à la misère et aux trusts. Habituellement pacifique, cette « résistance passive » n'en conduit pas moins quelquefois à des affrontements violents. L'événement le plus dramatique est la mort à Montréal, en mars 1933, d'un militant polonais, Nick Zynchuck, abattu à bout portant dans le dos par le constable Zappa alors qu'il protestait contre une saisie par huissier ⁶⁷.

[68]

Tant que la situation économique ne s'améliore pas et que les conditions de vie des familles de chômeurs demeurent précaires, la Solidarité féminine poursuit ses activités. Elle ne disparaîtra qu'en 1939, avec le début de la Seconde Guerre mondiale. Pendant près de huit ans, elle a constitué pour les femmes une voie d'accès au P.C. Tout en leur fournissant souvent leur première véritable formation intellectuelle (cours de français et d'histoire, etc.), elle leur permet d'exercer des activités d'assistance ou de charité qui ne sont pas totalement désarticulées d'une action politique mais qui, au contraire, appuient et appellent l'explication de revendications plus générales et la participation aux luttes politiques elles-mêmes. D'ailleurs, à l'occasion des campagnes électorales, plusieurs d'entre elles s'impliqueront personnellement en diffusant la propagande du P.C.

Ainsi, la misère apparaît à la fois comme objet et condition première du développement d'un mouvement communiste en milieu québécois francophone. « La crise, précise une militante, a ouvert les yeux, des horizons à la classe ouvrière... Au Québec, le Parti chez les Canadiens français, ça a pris quatre ou cinq ans pour avoir une

⁶⁷ Les funérailles de Zynchuck réunissent plus de 15 000 personnes et provoquent des affrontements violents avec les forces policières. Le gouvernement québécois réagit en s'attaquant aux « étrangers qui n'aiment pas respirer l'air canadien et qui devraient quitter le pays » et en prenant la défense de la police qui « a su maintenir l'ordre » (C. Larivière, *Crise économique et contrôle social*, p. 193). La mort de Zynchuck suscite chez les membres du Parti et chez les intellectuels de gauche une profonde indignation : l'événement devient en effet le thème de pièces, de contes et de poèmes. À Toronto, le *Worker's Experimental Theatre*, qui utilise le théâtre pour dénoncer la société capitaliste et bourgeoise, crée une pièce intitulée « Eviction ». Pour sa part, Dorothy Livesay, militante du P.C. et membre du *Progressive Arts Club*, publie dans la revue *Masses* un poème : « An Immigrant (Nick Zynchuck) » (D. Livesay, *Right Hand, Left Hand*, op. cit., p. 84).

base. Ça a pris le temps que la crise vienne avec toute son ampleur. » Pour convaincre de la justesse du point de vue communiste, l'analyse ou le discours est, dans une certaine mesure, superflu : il suffit d'observer la situation économique et sociale. Aussi la crise est-elle, pour les militants eux-mêmes, l'objet d'une certaine ambivalence. Période difficile au plan économique, elle correspond à leur initiation à l'action politique, à leurs premières luttes, à leurs premières victoires. [69] Le Parti est alors directement impliqué dans un plus grand nombre de luttes. Il acquiert une plus grande audience et, tout en se donnant une structure plus solide, il élargit sa base militante. Il ne s'en trouve pas moins, à la sortie de la crise économique, devant diverses interrogations : les militants et sympathisants chômeurs maintiendront-ils leur affiliation au P.C. lorsqu'ils retourneront sur le marché du travail ? Les femmes continueront-elles à s'impliquer ? Les jeunes qui entrent sur le marché du travail et qui, souvent, n'ont pas connu en tant que travailleurs la situation de crise, seront-ils aussi sensibles aux discours et aux analyses des militants communistes ?

Des jeunes prennent la relève

L'une des conditions pour qu'un mouvement communiste puisse exercer une influence politique durable, ce n'est pas tant qu'il se donne des structures de fonctionnement interne solides. C'est plutôt qu'il élargisse sa base militante et, surtout, qu'il puisse la régénérer en recrutant des jeunes qui « prendront la relève ». Dès son 2e Congrès en 1923, le P.C. aborde le problème de la participation des jeunes au mouvement communiste. À l'instar des partis communistes d'autres pays, il crée une organisation de jeunes, la Ligue des jeunes travailleurs du Canada qui deviendra peu après la Ligue de la jeunesse communiste du Canada. L'objectif premier est de faire pénétrer chez les jeunes issus de la classe ouvrière l'agitation et l'éducation communistes et de les éloigner des organisations (scouts, Y.M.C.A., etc.) qui « véhiculent des idéaux contribuant au civisme, à la docilité et à l'esclavage et qui sont, comme la presse, l'école et la chaire, des canaux d'éducation bourgeoise ⁶⁸ ». Toutefois, au cours des années vingt et au tout début des années trente, le recrutement de jeunes est faible. Tout au long de ces années, la [70] Ligue « végète avec moins de 1500

⁶⁸ L'Organisation ouvrière syndicale au Canada, Ottawa, 1923, p. 174.

membres ⁶⁹ ». Ce n'est que pendant la crise (et lorsque le Parti adopte la tactique du Front populaire) que la Ligue de la jeunesse communiste élargit son audience. En 1938, elle comprendra 1 700 membres. Elle rejoint les étudiants des universités canadiennes et recrute des militants québécois de langue française. L'une de ses sections les plus importantes et les plus actives est alors celle de Montréal qui regroupe près de cinq cents membres et qui est dirigée d'abord par Fred Rose, ensuite par Henri Gagnon.

Tout comme le Parti, la Ligue adopte au milieu des années trente une position souple et tente de rejoindre tous les jeunes socialistes et progressistes. Son secrétaire national, William Kashtan, affirme en 1935 : « Nous voulons faire de la Ligue de la jeunesse communiste une organisation qui aura dans ses rangs non seulement des communistes, mais aussi des jeunes socialistes et des jeunes qui ne sont pas encore communistes, même des jeunes qui sont chrétiens ⁷⁰. »

Afin de réaliser une unité d'action plus grande entre les jeunes progressistes, on met sur pied, en 1934, un Congrès des jeunesses canadiennes - dont Peter Hunter, le secrétaire, est un des responsables de la Ligue - qui tient à Ottawa, en 1935, une première convention à laquelle participent plus de six cents délégués de nombreuses organisations politiques, religieuses et professionnelles. Y prennent la parole les leaders du P.C. et de la C.C.F., Tim Buck et J.S. Woodsworth. D'autres réunions ont lieu par la suite à Montréal (1937), Toronto (1939), Winnipeg (1939), et de nouveau à Montréal (1940). Au sujet des réunions de 1937 et 1938, le journal *Clarté* fournit de nombreuses indications qui permettent de connaître l'orientation relativement modérée et non partisane du congrès et de comprendre le sens de la participation des militants communistes.

[71]

Le congrès des jeunesses canadiennes en 1937, à Montréal, réunit 800 délégués et observateurs de 490 organisations regroupant plus de 500 000 membres. Il compte une forte participation de jeunes Canadiens français. D'ailleurs, dès le début

⁶⁹ Ivan Avakumovic, *The Communist Party in Canada, A History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1974, p. 122. L'auteur précise qu'il y a au sein de la Ligue une sur-représentation de membres d'origine finlandaise, ukrainienne et juive et que, jusqu'en 1929, il n'y a aucun membre canadien-français.

⁷⁰ Cité par I. Avakumovic, *The Communist Party in Canada*, p. 123.

des assises, la délégation canadienne-française présente une résolution dont l'adoption ou le rejet décidera de sa participation au congrès. Cette résolution comprend les quatre points suivants :

1. Que les Canadiens français soient représentés dans la proportion d'au moins un tiers de tous les délégués, au congrès aussi bien que dans le comité de coordination.
2. Que le congrès reconnaisse la liberté des groupes nationaux au Canada.
3. Que le congrès favorise la justice pour tous les groupes ethniques.
4. Que le congrès procède selon les principes de la démocratie et affirme : a) la croyance en Dieu, b) le droit à la propriété privée, c) la nécessité pour la paix intérieure de la coopération de toutes les classes sociales, d) la dignité de la personne humaine et e) que le congrès condamne les doctrines subversives.

La résolution est appuyée sans hésitation par le délégué torontois Roy Davis, de la Ligue de la jeunesse communiste. *Clarté* publie, à la suite du congrès, plusieurs articles afin de justifier une telle résolution. On souligne l'esprit de collaboration entre les jeunes nationalistes et séparatistes québécois et les jeunes communistes, qui « ont manifesté leur respect de la personne humaine, du droit à la propriété privée et de la liberté des croyances ». « Pour la première fois, ajoute-t-on, la jeunesse canadienne-française a pu trouver une base d'entente avec la jeunesse de langue anglaise sur des problèmes communs qui les divisent, dans le but d'obtenir la justice sociale et économique et de sauvegarder la paix ⁷¹. » Pour sa part, Philippe Richer, l'un des organisateurs du congrès, fait remarquer que l'acceptation [72] des trois premières conditions de la résolution ne contredit d'aucune façon les principes socialistes. Quant à la dernière condition, elle soulève diverses ambiguïtés que Philippe Richer tente alors, non sans difficulté, de dissiper. « Si la Ligue de la jeunesse communiste a adopté une telle attitude, dit-il, c'est qu'elle juge que le congrès n'est pas une organisation athée mais qu'il regroupe une vaste majorité de croyants ; il est donc légitime, en fonction des principes démocratiques de présenter et d'accepter une telle résolution. » À propos de la reconnaissance du droit à la propriété privée, son argumentation est la suivante : même si la Ligue « s'oppose à la dictature des trusts et des cinquante multimillionnaires qui doivent être détruits pour permettre

⁷¹ E. Samuel, *Clarté* (29 mai 1937) : 3.

l'instauration d'une société où les divisions de classes n'existeront plus », elle demeure favorable à ce que « notre peuple ait le plus de propriété possible (maison, automobile, radio et autres comforts) ». Enfin, à propos des doctrines subversives, Philippe Richer répond habilement que, dans son esprit, il ne s'agit que de « celles qui divisent notre peuple et veulent développer la haine raciale » ; pour lui, la recherche de l'unité, sur la base d'un programme commun de revendications, préside à l'adoption d'une telle résolution ⁷².

En mai 1938, se tient à Toronto un Congrès des jeunesses canadiennes, dont l'objectif est toujours « l'unité et la coopération de toute la jeunesse du pays dans la formulation de revendications pour obtenir la sécurité économique ⁷³ ». La participation des membres de la Ligue de la jeunesse communiste repose sur les mêmes principes qu'en 1937 : l'existence d'un large mécontentement rend possible la mobilisation de toute la jeunesse canadienne sur la base de revendications communes. Henri Gagnon, leader d'une délégation de cinquante jeunes Canadiens français, réaffirme, à la fin des assises, la position de la Ligue :

Nous sommes convaincus que nous retournerons plus confiants dans notre travail d'unification de la jeunesse [73] ouvrière contre la réaction dans le Québec et pour un Canada démocratique et uni ⁷⁴.

Cependant, la volonté d'ouverture des jeunes communistes est alors quelque peu contrecarrée par la répression dont l'ensemble du mouvement communiste est victime, à partir de la fin de l'année 1937 (« loi du Cadenas »). Pour ne pas être identifiée au mouvement, la Ligue de la jeunesse communiste au Québec change de nom et devient la Fédération des jeunes travailleurs. À un moment où les militants plus âgés, souvent mariés et responsables d'une famille, deviennent plus prudents, les jeunes militants de la Fédération structurent mieux leur organisation. Ils se donnent une meilleure discipline en encadrant, par exemple, ceux qu'on appelait le « groupe des cœurs joyeux » qui flirtaient et prêchaient l'amour libre. Ils assument de façon ingénieuse et souvent audacieuse les tâches de propagande politique :

⁷² Philippe Richer, *Clarté* (5 juin 1937) : 4.

⁷³ *Clarté* (28 mai 1938) : 1.

⁷⁴ H. Gagnon, *Clarté* (22 mai 1938) : 3.

On s'est déguisés : on a créé la Fédération des jeunes travailleurs, raconte un jeune militant actif. En 1937, on était devenu hors-la-loi, il y a eu des arrestations. Les gars avaient peur, se cachaient. La jeunesse, elle, était active. On distribuait le journal, on distribuait des tracts. La plupart étaient chômeurs. Au début de la guerre, on devait être 125 à la Ligue. On était bien organisés, on était préparés pour faire des coups. Une fois, on a décidé d'aller à la parade de la Saint-Jean-Baptiste et de distribuer des circulaires contre la conscription. Une autre fois, en mai 1942, on a installé quarante gros drapeaux rouges à Montréal : on en a mis au Stadium de baseball. Il y a eu aussi l'histoire du vieux bazou. On avait une vieille auto et on a fait un trou dans le plancher : on pouvait écrire des slogans « À bas la guerre » sur la rue sans être vus...

L'activité politique clandestine de la Fédération est particulièrement intense au début de la guerre, entre 1939 et 1941, c'est-à-dire entre le pacte germano-soviétique et l'attaque de l'U.R.S.S. par Hitler. Auparavant, la Fédération est d'abord orientée vers l'organisation des jeunes chômeurs auxquels elle fournit un lieu de rencontre et des divertissements :

[74]

On avait un centre sur la rue Sainte-Catherine. On montrait la lutte, la boxe, le ping-pong. On jouait aux cartes, on était connus dans le quartier. C'était surtout des jeunes en chômage qui venaient. Après on a déménagé au coin de Papineau et Ontario, à un troisième étage : c'était grand. Les jeunes y venaient pour les sports. Plusieurs, c'étaient de vrais bandits. On était obligés de les tenir un peu à l'écart, tous n'étaient pas politisés. Y venaient pour le « thrill », pour les activités sociales, pour les sports. On organisait des danses. On avait un petit orchestre. On a même créé un club de balle-molle et on lui a donné le nom de Clarté, comme le journal. On distribuait le journal pendant les parties et les gens qui supportaient le club de la Fédération criaient : « Allez-y les communistes. »

Mais au moment où la Fédération est en mesure d'exercer une action politique efficace, sa base militante s'effrite. D'une part, ses principaux leaders s'enrôlent volontairement dans l'armée à la suite de l'attaque de l'U.R.S.S. par Hitler et rompent ainsi les liens qu'ils ont tissés avec des progressistes et des nationalistes.

D'autre part, les jeunes chômeurs des années 1937 qui retrouvent un emploi améliorent leurs conditions d'existence et créent un foyer, prennent souvent leur distance par rapport au mouvement communiste. Toutefois, plusieurs d'entre eux continuent alors de « défendre les besoins immédiats de la classe ouvrière » en militant dans le mouvement syndical où ils deviennent « d'excellents organisateurs d'unions ». D'ailleurs, avec la reprise économique à la fin des années trente, le champ d'action du P.C. tend lui-même à se déplacer. Les militants délaissent quelque peu les groupes de chômeurs pour aller travailler dans les usines et y organiser des syndicats.

L'action syndicale : de la Ligue d'unité ouvrière au syndicalisme industriel

Peut-être plus que toute autre lutte, celle que les militants communistes doivent mener au sein même des usines est toujours apparue comme une priorité pour le Parti. Fidèle aux [75] directives de l'Internationale communiste, le P.C. s'engage, dès son premier congrès, à « unir les organisations ouvrières existantes pour en faire des instruments de combat dans la lutte contre le capital, et à entrer dans les syndicats ouvriers pour y remplacer la direction réactionnaire par une direction révolutionnaire ».

Afin de mieux réaliser cet objectif et de diffuser son orientation au sein du mouvement ouvrier organisé, le P.C. crée lui-même, dès 1922, la Ligue d'éducation syndicale (Trade Union Educational League) et en confie la responsabilité à un machiniste de Toronto, Tim Buck. Quelques années plus tard, (1929), cette organisation se transforme en une centrale syndicale et devient la Ligue d'unité ouvrière (Worker's Unity League). Durant sa courte existence de six ans (1929-1935), cette organisation parvient à regrouper jusqu'à 40 000 membres, mais son action demeure principalement concentrée en Ontario où elle dirige quelques luttes importantes et dures (automobile, appareils électriques, textile et bois). Sa contribution la plus significative en ces années où la syndicalisation n'est pas facile en raison de la crise, c'est son appui actif au syndicalisme de type industriel ; ses militants, collaborent d'ailleurs étroitement à la création des premières sections locales de syndicats C.I.O. (métallos, travailleurs unis de l'auto). Cependant, en conformité avec de nouvelles directives de l'Internationale communiste, le P.C. décide en 1935 de dissoudre la

Ligue d'unité ouvrière et, préoccupé de préserver l'unité du mouvement syndical, il invite ses membres à rejoindre les rangs du Congrès des métiers et du travail du Canada (C.M.T.C.).

Compte tenu des modifications de stratégie et du caractère habituellement non officiel de l'intervention des militants communistes au sein du mouvement syndical, il n'est guère facile de mesurer avec précision l'ampleur de leurs activités syndicales. Toutefois, le caractère quelque peu « légendaire » de ces activités n'est pas sans fondement : les militants communistes, même francophones, ont contribué de façon significative à l'implantation et au développement du mouvement syndical non seulement au Canada, mais aussi au Québec. Et cela, dans une conjoncture économique et dans un contexte politique et idéologique qui ne favorisaient guère un tel militantisme.

[76]

La crise économique, particulièrement sévère au tout début des années trente, n'entraîne pas seulement, chez les travailleurs, une hausse du chômage et de la pauvreté, mais elle entrave directement l'action du mouvement syndical. Les effectifs syndicaux, pour l'ensemble du Canada, tombent de 322 000 en 1930 à 281 000 cinq ans plus tard. Au Québec, on note une chute comparable des effectifs syndicaux : à Montréal, les syndicats, qui regroupaient 47 039 membres en 1930, n'en réunissent plus que 29 297 en 1933. Déjà faiblement implantée dans la région métropolitaine, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) est l'organisation syndicale la plus durement touchée. Alors que les effectifs des autres syndicats, entre 1930 et 1933, passent de 39 978 à 25 225, les siens passent de 7 703 à 1973.

Affaiblis par de telles pertes d'effectifs, inquiétés par la hausse du chômage et éprouvés par la crise (baisse de salaires, disparition du temps supplémentaire, etc.), les syndicats apparaissent, au cours de ces années, beaucoup moins militants. Ils s'engagent moins souvent dans des conflits sociaux : au Québec, le nombre de conflits de travail passe de 135 entre 1922 et 1925 à 106 pour la période 1928-1933. Cependant, Montréal demeure toujours le terrain de conflits nombreux et importants ; pendant les années les plus difficiles de la crise, la majorité des conflits (96 sur 102) se situent, en effet, dans la métropole.

Mais il faudra attendre la reprise économique pour que le syndicalisme connaisse un nouvel essor et qu'il soit plus combatif. D'ailleurs, dès 1934, c'est-à-dire au mo-

ment où la situation économique s'améliore quelque peu, près de 4 000 ouvrières et ouvriers de l'industrie du vêtement, affiliés au Syndicat industriel des ouvriers de l'aiguille, se mettent en grève à Montréal et obligent ainsi la fermeture de cent vingt-cinq ateliers. Les grévistes réclament la reconnaissance de leur syndicat, la semaine de travail de 44 heures, l'abolition des contrats à forfait et des hausses de salaires. Première grève générale des midinettes de Montréal, cette lutte conduit à certaines ententes mais n'assure pas la reconnaissance du syndicat : il s'agit d'une répétition pour la grève de 1937. La même année, des mineurs de Noranda déclenchent aussi une grève surnommée, en raison du grand nombre de travailleurs immigrés impliqués, la grève des « fros » (« foreigners »). Cette grève se termine par une répression policière [77] et judiciaire et par la déportation de plusieurs ouvriers d'origine étrangère.

Dans les deux cas, la lutte est dirigée par la Ligue d'unité ouvrière et, de ce fait, animée par des militants du P.C. Ce sont là les signes d'une agitation en milieu ouvrier qui ira croissant au cours des années suivantes (1935-1945). Même si le nombre de conflits dans la région métropolitaine diminue durant cette période, le nombre de travailleurs impliqués est beaucoup plus élevé ⁷⁵.

Pendant la crise économique, la participation de militants communistes à des conflits de travail demeure faible ; la plupart de ces militants sont alors en chômage. De plus, encore peu familiers avec les mécanismes de l'action syndicale, ils ne peuvent guère compter prendre la direction de syndicats locaux et animer les luttes.

Il y avait, précise un militant francophone, des communistes canadiens-français qui travaillaient en usine. Mais c'étaient des gars qui ne pouvaient pas diriger les unions. Il faut avoir de l'instruction. Ce qu'ils faisaient, c'était de faire signer des cartes de membres des unions internationales. Ils étaient convaincus.

Au cours des années trente, l'action des militants de langue anglaise apparaît beaucoup plus influente : contrôle, Par l'intermédiaire d'Alex Gauld, de la section locale 144 de l'Union internationale des plombiers ; mise sur pied, en collaboration

⁷⁵ La C.T.C.C. devient elle aussi plus combative en engageant deux grèves importantes, celle du textile et celle de Sorel, en 1937.

avec « Pat » Sullivan, de la *Canadian Seamen's Union*⁷⁶ ; direction (Sidney Sarkin) des luttes dans l'industrie de la confection, etc. Pour leur part, les militants francophones, qui ne cachent pas leur admiration pour leurs camarades de langue anglaise, se [78] mettent alors à l'école du syndicalisme (recrutement, négociations de contrats de travail, discussions de griefs, etc.) et entreprennent quelques luttes. Loin d'être d'abord politique, leur adhésion au Parti est souvent fonction des luttes que mène celui-ci au sein des entreprises.

La politique, ça me disait pas grand-chose, raconte un militant employé à la Ville de Montréal. Moi, ce fut au point de vue syndical. On trouvait plus de sympathie pour le syndicalisme au P.C. que dans les autres associations. Quant aux syndicats catholiques, ils étaient réactionnaires. Pour revendiquer, faire la bataille, le P.C. était meilleur, même plus que les unions.

TABLEAU II
Évolution des conflits de travail à Montréal 1928-1945 (1)

	1928-1933		1934-1939		1940-1945	
Secteur	nb de conflits	nb d'ouvriers	nb de conflits	nb d'ouvriers	nb de conflits	nb d'ouvriers
Manufactures	74	20 280	60	30 103	118	62 926
Construction	8	2 652	2	130	2	80
Services	3	47	6	347	18	11 230
Transports	1	300	5	4 220	7	7 583
TOTAL	86	23 279	73	34 800	145	81 819

Source : La Gazette du Travail, 1928-1945.

⁷⁶ Pour connaître l'histoire de la *Canadian Seamen's Union* (Union des marins canadiens) créée en 1936, lire : « Le *Searchlight*, Journal exemplaire de l'Union des marins canadiens », de Robert Comeau, in *Stratégie* 13-14 (printemps-été 1976) : 7-49.

Le travail en usine et la mise sur pied de syndicats sont parmi les principales préoccupations de ces « nouveaux » militants :

Au Parti, on m'a donné une ligne de conduite : le Parti, c'est le Parti des travailleurs. On m'a dit : « Toi, ton travail, c'est à l'usine. Tu dois convaincre tes confrères d'ouvrage. Pour commencer, tu dois faire entrer l'union. » Je suis parti avec cette idée-là. Mais le syndicat, c'était pas facile à faire [79] entrer. Je me disais : « C'est pas le nombre qui décide, c'est la qualité. » Dans un bulletin paroissial, un jésuite disait : « Un seul communiste, c'est suffisant pour contaminer un endroit. » Ça me confirmait : « Moi, j'allais contaminer l'usine avec le syndicalisme. »

Et dès que la situation du marché du travail le permet, des militants acceptent même, pour accroître l'efficacité de l'action syndicale du Parti, de changer d'emploi ou d'entreprise :

Moi, j'avais commencé à travailler dans le cuir, dans la chaussure ; là, on m'a dit : « Tu vas travailler dans la sacoche. » Je suis entrée comme apprentie. J'avais toujours cousu : ce fut facile d'apprendre à poser des zippers, de coudre des doublures et de me mettre amie avec les filles. J'ai commencé à parler des heures de travail et des conditions : quarante-cinq heures par semaine, travail le samedi, etc. Deux soirs par semaine, je faisais du recrutement. Selon la loi, il fallait que les gens aient signé et aient donné 1,50 \$ par personne pour que le syndicat soit accepté. D'autres soirs, je travaillais pour faire du recrutement dans la chaussure. On allait visiter les gens : on faisait signer et payer. C'était secret.

Souvent hésitantes et teintées d'amateurisme, les premières activités syndicales des militants francophones ne sont pas toujours fructueuses. Ces échecs leur font prendre conscience non seulement de la difficulté « de faire entrer des unions » (apathie des ouvriers, opposition des patrons), mais aussi de l'existence de rivalités entre organisations syndicales. Ainsi, malgré la présence d'une dizaine de membres et de sympathisants du Parti, l'impact de leur acte est minime au sein du Syndicat international des débardeurs du Port de Montréal.

En mai 1935, raconte un militant qui était alors débardeur, on a fait une grève spontanée pour les conditions de travail. Les officiers étaient organisés pour truquer les votes. Ouimet a alors demandé le vote public et on a séparé les gens en deux groupes, à gauche et à droite. Nous, on s'était organisés pour que quelques gars se déplacent du côté des « pour » dès le début du vote public ; ça a eu un effet d'entraînement : aucun n'est resté de l'autre côté, par peur... On [80] a gagné la grève pour les conditions de travail : on pouvait travailler moins vite et ça augmentait le salaire...

Mais durant l'été, les armateurs ont organisé une union avec Labelle contre les syndiqués. On n'a pas réussi à empêcher que l'union de Labelle entre au Port. C'était au printemps 1936, 1500 étaient restés en dehors de l'Union. En assemblée, on a proposé de descendre sur le port. À peu près 1000 sont descendus, on a pris d'assaut la *shed* du *Pacifique*. J'ai dit aux gars : « Pas de violence. Laissez pas pénétrer la police. Restez ensemble ». Mais pas habitués à la lutte, les gars se sont laissés diviser et la police a commencé à entrer et à sympathiser avec les débardeurs. Puis, ils nous ont poussés dehors avec des chevaux. C'était difficile de rentrer. On a fait des assemblées... On n'a pas réussi à renverser la gang à Labelle.

Pour une militante qui, à la demande du Parti, s'engage dans une entreprise comme couturière afin de faire « entrer » une union affiliée au C.I.O., le résultat de la première expérience de recrutement et de mobilisation syndicale n'est guère différent et provoque une certaine déception, voire de l'amertume :

J'ai travaillé pendant deux ans. Deux soirs par semaine, je faisais du recrutement. Dans la *shop*, on a eu une réunion. Les gens étaient d'accord : apportez les cartes, on va signer et payer à la prochaine paie. C'était l'union du C.I.O., il n'y avait pas de syndicat à la *shop*. Au mois de mai, j'ai dit que j'allais me reposer à la campagne. Le 25, j'étais partie. Mais le 30, on est revenu me chercher : on lançait une grosse campagne dans le cuir (la sacoche, les teinturiers, la chaussure). Tous les soirs, on partait, un homme et une femme, et on allait visiter les gens : on faisait signer et payer. Ça a marché jusqu'en septembre. En septembre, on a déclaré une grève de 7 500 personnes à Montréal : on a résisté jusqu'en décembre. On était là de six heures du matin à une heure de la nuit. C'était une grève sale. Puis y a eu le coup de traître de Roger Provost. On avait signé un contrat en blanc avec *Leather Craft* : on ne demandait pas d'augmentation de salaires mais un contrat de travail et des conditions (fêtes payées le Vendredi saint et le lendemain de Noël, semaine de quarante heures au lieu de quarante-deux). Ce qu'on refusait, on l'a signé avec Roger Provost de l'A.F.L. [81] Les ouvriers se sont fait fourrer : ils pen-

saient que la signature précédente qu'ils nous avaient donnée était aussi pour Provost.

À la même époque, des militants francophones qui travaillent aux « Shops Angus » et qui y animent une cellule d'entreprise tentent aussi d'implanter un syndicat affilié au C.I.O.

Je suis allé aux Shops Angus, au C.P.R. C'était une directive du Parti. Après un an de travail, j'ai été mis à la porte. On était plusieurs militants : on travaillait pour remplacer le vieux système A.F.L., on travaillait pour le C.I.O. Ça n'a pas réussi. On voulait : « Une usine, un syndicat ». Là-bas, c'était sur la base des métiers. La compagnie aimait mieux avoir un syndicat où il y a dix-sept unités divisées.

Si difficiles soient-elles, les premières expériences d'actions syndicales menées par des membres francophones du P.C. ne se concluent cependant pas toutes, au milieu des années trente, par de tels échecs : certaines permettent la syndicalisation de nouveaux groupes d'ouvriers et préparent des luttes futures. Par exemple, à la compagnie de plomberie Cuthbert, un militant du P.C. et organisateur syndical du C.I.O., Lucien Dufour, permet l'implantation de l'Amalgamated Association of Iron, Steel and Tin Workers, l'ancêtre des Métallos. En juin 1936, 110 ouvriers se mettent en grève et revendiquent la reconnaissance syndicale et une augmentation de salaire (de 20%). Par ailleurs, à la MacDonald Tobacco, où les 5 300 ouvriers ne sont pas syndiqués, des membres et des sympathisants du P.C. forment une cellule (Marcel Gélinas, L. Roberge, M. Thivierge, Céline Lachapelle, etc.). Ils publient régulièrement des articles dans le journal *Clarté* afin de dévoiler les conditions pénibles de travail et d'organiser un syndicat. La grève ne sera cependant déclenchée qu'en 1942 avec l'implantation de l'Union internationale des ouvriers du tabac.

On a fait de la propagande pour le syndicat, précise l'un des militants activement engagés dans cette lutte. Mais je n'ai pas organisé le syndicat : il s'est organisé tout seul. Il y a eu une grève spontanée. Les idées qu'on avait proposées, les gens les ont finalement adoptées. Quand les syndicats [82] catholiques sont arrivés, les gens n'en voulaient pas : il y avait trop de curés là-dedans. Ils voulaient l'Union internationale. Moi je n'étais plus là, ils ont signé pour l'Union internationale.

De la même façon, l'action discrète et persévérante de militants auprès des employés municipaux (cols bleus) de la Ville de Montréal permet, au début des années quarante, le remplacement d'un syndicat catholique par un syndicat militant (C.I.O.) et prépare le terrain de futures luttes importantes et spectaculaires. Un des membres du Parti, Léo Lebrun, devient président du syndicat des cols bleus et dirige, en 1943, une grève d'importance.

Pour les militants francophones et aussi pour l'ensemble de la section québécoise du P.C., la principale période d'organisation syndicale commence avec la guerre de 1939 et coïncide avec une période de rapide expansion économique. Cette période est marquée par une grande agitation syndicale (de 1941 à 1944, le nombre annuel des débrayages est presque quatre fois plus élevé que pendant les années trente) et par de nombreux conflits inter-syndicaux. Le mouvement de syndicalisation lancé dans les industries de guerre s'étend aux autres industries et aux autres secteurs d'activités. Mieux organisé, le P.C. est alors en mesure d'exercer une influence plus profonde. Ses militants deviennent rapidement de bons organisateurs syndicaux et assument des responsabilités : membre de l'exécutif, membre du comité des griefs, etc. Ils sont effectivement présents dans les principaux conflits qui touchent les secteurs de l'aéronautique (Canadair), du tabac et des services.

L'orientation de l'action syndicale des militants du P.C. semble relativement progressiste, notamment à cause de leur appui au syndicalisme industriel (C.I.O.) et de leur critique du syndicalisme catholique (« L'union fait la force, le syndicat (catholique) fait la poche », aime-t-on dire). Mais l'action syndicale reste habituellement dissociée de l'action politique et apparaît ainsi comme « économiste ». Les militants du P.C. œuvrent à la mise sur pied de syndicats et consacrent leurs énergies à la défense du niveau de vie (salaires) et à l'amélioration des conditions de travail. Il s'agit donc d'une action purement revendicative, dont les modes d'expression sont l'explication des [83] revendications, l'organisation syndicale, la négociation et parfois, au besoin, la grève.

La révolution par la violence, on en a parlé. Mais il y a eu des changements d'orientation. On a pris la tactique de la revendication, basée sur les événements. C'était la meilleure tactique. Il faut revendiquer et ces revendications il faut les concrétiser par des faits. Il faut d'abord obtenir des choses, défendre les gars. Après ça, on peut parler de politique. Ils ne suivront peut-être pas tout de suite, mais ils diront : « C'est un bon gars, il nous a ob-

tenu des choses. » C'est peut-être malheureux, mais c'est comme ça qu'ils raisonnent.

Les militants sont conscients de certaines faiblesses de l'orientation « économete » de leur action syndicale : « Des plus jeunes critiquent cette orientation, affirment-ils. Quand on est jeune, on est plus violent ! » Mais la justification d'une telle orientation s'appuie à la fois sur la référence aux directives de l'Internationale communiste et sur la lecture de la conjoncture économique, politique et idéologique des années 30 et 40. Encore faiblement formés au plan théorique, ces militants ne sont pas en mesure de prendre leurs distances à l'égard de ces directives et aussi à l'égard de celles qui viennent du Comité central de Toronto. Mais, pour la plupart issus de milieux populaires, ils peuvent facilement comprendre l'attitude des ouvriers qu'ils tentent de mobiliser et respecter leurs convictions politiques et religieuses, leurs craintes et leur niveau de conscience. Ils évitent ainsi d'associer les intérêts des travailleurs qu'ils organisent en syndicat à leurs propres intérêts de militants (et de membres du Parti). Le syndicalisme apparaît comme un moyen non pas tant de consolider l'organisation du P.C. (recrutement, contrôle d'appareils syndicaux, etc.) que de fournir aux travailleurs un instrument pour se défendre eux-mêmes.

[84]

Photo 1
Camp de travail à Valcartier, en juin 1933.
Archives publiques du Canada.

[Retour à la table des matières](#)

[85]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section I. Le Parti communiste et la société québécoise

Texte 3

Le Parti communiste canadien au Québec pendant la Seconde Guerre mondiale 1939-1945 ⁷⁷

Bernard DIONNE et Robert COMEAU

[Retour à la table des matières](#)

C'est au cours de cette période que le Parti communiste (P.C.) connut sa plus forte expansion au Québec et que, par conséquent, les idées communistes rallièrent ou influencèrent le plus de Canadiens français. Comme depuis ses débuts en 1921, la diffusion des idées marxistes rencontrait toujours l'hostilité marquée du clergé et des élites canadiennes-françaises et elle se heurtait depuis le milieu des années

⁷⁷ Ce texte est un extrait revu et corrigé de l'article que nous avons publié dans Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, Québec, Tome III, Les Presses de l'Université Laval, 1981, pp. 5-43. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

trente aux thèses des sociaux-démocrates de la Coopérative Commonwealth Federation actifs à Montréal. Mais la grande cause unificatrice de la guerre contre les fascismes allemand, japonais et italien, à laquelle l'U.R.S.S. et le P.C.C. adhèrent en juin 1941, permit pour un temps aux communistes d'obtenir une audience sans précédent au Canada français, toutes proportions gardées bien entendu. Toutefois, les communistes s'obstinèrent à ne pas reconnaître la qualité de nation aux Canadiens français du Québec et par conséquent le droit à la sécession ou à l'autodétermination. Malgré les efforts contraires dans bien des cas des militants francophones du Parti au Québec, le P.C.C. puis le Parti ouvrier-progressiste seront [86] toujours perçus comme des forces étrangères aux aspirations nationales des Canadiens français, en particulier lors de la crise de la conscription de 1942-1944.

1. Le P.C. contre la guerre « impérialiste » : 1939-1941

La guerre éclata quelques jours à peine après la signature du pacte germano-soviétique de non-agression, soit le 1er septembre 1939. Staline avait joué la carte allemande, convaincu que les démocraties anglaise et française faisaient durer les négociations pour un traité de sécurité collective avec l'U.R.S.S. dans l'espoir d'en arriver à une entente avec Hitler. La perspective d'une alliance franco-allemande contre le bolchevisme, ajoutée à la menace d'une agression japonaise à l'Est, acheva de convaincre le dirigeant soviétique de la nécessité de garantir la paix à l'Ouest avec celui-là même qui était l'ennemi numéro un des peuples du monde entier. Au passage, toutefois, Molotov signa comme on le sait un protocole secret qui avait pour effet de partager cyniquement la Pologne entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., prévoyant une « modification territoriale et politique dans les régions appartenant à l'État polonais ⁷⁸ » et traçant à l'avance les limites de leurs « zones d'influence » sur les restes de la Pologne et de l'Europe orientale.

La conclusion d'un pareil pacte entre le seul État socialiste au monde et le régime fasciste hitlérien eut l'effet d'une bombe dans les Partis communistes du monde entier. En France, des centaines de militants intellectuels, juifs, ouvriers quittèrent

⁷⁸ *L'époque contemporaine 1917-1945*, recueil de textes publié sous la direction de Louis Gothier, Liège-Paris, H. Dessain et Tolra, 1960, pp. 405-406.

le P.C.F. complètement désorientés par un tel revirement. Au Canada et au Québec, la Parti fut également fortement secoué par une profonde crise interne car, quelques jours plus tôt, toute la propagande du Parti était centrée sur le mot d'ordre (87] « Stop Hitler ⁷⁹ ! » conformément à la ligne générale de l'Internationale communiste (I.C.) pour qui la contradiction principale dans le monde opposait alors les forces du fascisme à celles du mouvement antifasciste ⁸⁰. Pas plus tard que le 26 août 1939, l'hebdomadaire *The Clarion* dénonçait les atrocités commises par les armées hitlériennes en Tchécoslovaquie et ailleurs et préconisait la guerre contre Hitler, guerre « juste » car ce serait une guerre de « défense de la démocratie » ! Or, quelques jours plus tard, sans aucune préparation idéologique au sein des partis communistes, Staline signait un pacte avec celui qui, hier, était l'ennemi à abattre : c'en était trop et, selon Tim Buck lui-même, la confusion et le découragement s'emparèrent des membres du Parti, un fort groupe de ces derniers allant même jusqu'à quitter le Parti ⁸¹. Après quelques hésitations, le Parti tout entier se lança dans une violente campagne de dénonciation de la guerre qu'il qualifiait maintenant d'« impérialiste » ; les communistes allaient même jusqu'à souhaiter la signature d'un traité de paix avec Hitler, subitement devenu grâce à Molotov un ami de la paix, contrairement aux « fauteurs de guerre » franco-anglais ⁸² !

⁷⁹ *Daily Clarion* (15 avril 1939).

⁸⁰ Déclaration de G. Dimitrov, dirigeant de l'I.C., pour le 1er mai 1939 citée par le *Daily Clarion* du 2 mai 1939.

⁸¹ *Yours in the Struggle. Reminiscences of Tim Buck*, W. Beeching et P. Clarke, éd., NC Press Ltd., Toronto, 1977, p. 285. Voir également Marcel Fournier, *Histoire et idéologie du groupe canadien-français du Parti communiste canadien, 1925-1945*, thèse de M.A. (Socio.), Université de Montréal, 1969, pp. 269 et ss. Pour une analyse plus globale, voir Bernard Dionne, *La politique du Parti communiste canadien au cours de la Seconde Guerre mondiale*, thèse de M.A. (Histoire), U.Q.A.M., 1979, 298 p. En 1939, le P.C.C. comptait environ 1 400 membres au Québec, dont 300 Canadiens français.

⁸² Trente-cinq ans plus tard, Tim Buck écrivit ce qui suit à propos de cette période : « We took positions and repeated arguments which we received from the C.I., rather than analyzing them strictly on the basis of Canadian conditions. We made some mistakes as a result.,) *Yours in the struggle*, p. 292. Sur l'attitude de Molotov, voir la reproduction de son discours « The Meaning of the Soviet-German Non-Agression Pact », in *Communist International* (sept. 1939) : 951-957 ; et son discours prononcé lors de la 5e session du Soviet su-

[88]

Des dizaines de militants communistes et de syndicalistes furent internés ou emprisonnés au cours de cette période. L'éditeur du journal *The Clarion*, Douglas Stewart, fut trouvé coupable d'avoir publié un journal à l'esprit contraire à l'article 39a du Defence of Canada Regulations, et puni de deux ans d'emprisonnement le 18 janvier 1940. Les chefs communistes Pat Sullivan, leader du Canadian Seamen's Union (C.S.U.)⁸³, Bruce Magnuson, secrétaire du Syndicat des bûcherons et des ouvriers des scieries dans l'ouest de l'Ontario, Kent Rowley, Roméo Duval, Norman Freed, J.S. Wallace, J. Boychuk, Fergus McKean furent internés sans procès. Au début de 1941, certains avançaient le chiffre de 1 500 personnes internées, dont cinquante leaders syndicaux, en vertu du Defence of Canada Regulations⁸⁴.

Le *Clarion* suspendit ses activités en octobre 1939, remplacé en janvier 1940 par *Canadian Tribune* (C. T.) qui se présentait comme un journal indépendant. Au Québec, *Clarté* était interdit. En février 1941, le gouvernement obligea C.T. à surseoir à ses activités pendant un mois ; le journal avait alors 10 000 lecteurs. Le P.C. C. organisa une campagne contre la suspension de C.T., ralliant bon nombre de syndicalistes à sa cause. En juin 1941, le P.C.C. poursuit la campagne pour la libération des Sullivan, Magnuson, Penner, Murray, Levine et autres, au moment même où le gouvernement libère James Francheschini, millionnaire et agent du fascisme italien, et ce, sans aucune condition. Le jour même de la libération de ce dernier, la police arrêta C.S. Jackson, vice-président international des ouvriers de l'électricité, et le gouvernement interdit la parution du journal *La Voix du peuple*, publié à Saint-Jérôme par le communiste Gui Caron et des nationalistes québécois.

prême, le 31 décembre 1939, cité par H.A. Jacobsen, *La Seconde Guerre mondiale*, t.1, Paris, Casterman, 1968, pp. 56 et ss.

⁸³ Voir Robert Corneau, *Le Canadian Seamen's Union (1936-1949) : un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier canadien*, communication présentée au congrès d'octobre 1975 de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, pp. 9-10 (texte ronéotypé) : l'auteur y rappelle la formation des comités de défense « Pat and Jack » mis sur pied pour faire libérer Pat Sullivan et Jack Chapman du C.S.U. et 70 autres syndicalistes internés pour avoir entretenu des rapports avec le P.C.C.

⁸⁴ Norman Mackenzie, « Union leaders review Labor Events of 1940 » in *Canadian Tribune* (11 janvier 1941) : 3. Mackenzie était le président de la section 1064 du Steel Workers Organizing Committee en Nouvelle-Écosse.

[89]

Mais, jusqu'en 1941, cette opposition du Parti à la guerre « impérialiste » lui permit d'effectuer une certaine percée au Québec, malgré de dures conditions de répression : interdiction de publier *Clarté*, arrestation de Jean Bourget et d'une douzaine de cadres du Parti au Québec, isolement d'une direction devenue clandestine à la tête d'un Parti formellement illégal à compter d'octobre 1939, perquisitions et arrestations des militants des Jeunesses communistes, etc. Collaborant à des journaux comme *La Voix du peuple*, les Gui Caron, Jean Bourget et autres leaders du Parti au Québec exaltaient les sentiments « anti-conscriptionnistes » et anti-impérialistes des Canadiens français. Ils proposèrent même aux nationalistes André Laurendeau et François-Albert Angers d'organiser un référendum au Québec contre la conscription. L'entrée en guerre de l'U.R.S.S., en juin 1941, vint cependant briser l'accord conclu. Par ailleurs, le comité provincial de la Ligue des jeunes communistes, animé par Henri Gagnon, poursuivait une active propagande en faveur des objectifs socialistes du Parti, prônant le renversement de la classe capitaliste canadienne par la classe ouvrière alliée aux cultivateurs et à la classe moyenne et l'établissement d'un État socialiste qui « devra immédiatement donner à la nation canadienne-française le droit de déterminer sa position elle-même, jusques et y compris la séparation ⁸⁵ ... ». La position du Parti au Québec pouvait être schématisée alors sous le mot d'ordre de « formation d'un vaste front populaire de lutte contre la guerre, la conscription et le régime impérialiste ⁸⁶ ».

2. Le front national pour la victoire : 1941-1943

Dès que R.S.S. fut envahie par l'Allemagne, la position des communistes changea partout dans le monde : la guerre devint subitement une juste guerre antifasciste, les communistes [90] appelèrent à collaborer avec les bourgeoisies des pays alliés pour un effort de guerre total afin d'écraser l'Axe. En fait, la contradiction principale des années trente redevenait valide après une éclipse de deux ans au cours desquels le fascisme allemand, loin de faiblir, avait pu au contraire se renforcer consi-

⁸⁵ Tract cité par Marcel Fournier, op. cit., p. 273.

⁸⁶ P.C.C., *Canadiens Debout !* Tract cité par Marcel Fournier, op. cit., p. 274.

dérablement au point de menacer mortellement le seul État socialiste au monde. L'historiographie communiste ne cesse depuis quarante ans de présenter le pacte germano-soviétique comme une tactique de Staline pour « gagner du temps » et consolider l'U.R.S.S. aux plans économique et militaire ; la réalité démontra rapidement qu'au contraire, le pacte avait permis à l'impérialisme allemand de se consolider et les rapides défaites de l'Armée rouge, au cours de l'été 1941, le prouvèrent amplement.

Par ailleurs, cette même historiographie, à quelques variantes près ⁸⁷, ne cesse de présenter cette nouvelle phase de la guerre comme un changement subit et total dans la « nature » même de la guerre qui, d'impérialiste, avant le 22 juin 1941, serait devenue antifasciste et juste parce que l'U.R.S.S. était attaquée par son ancien allié. Malheureusement pour les dogmatiques, les choses ne se sont pas passées exactement comme les propagandistes de Staline l'auraient voulu. En fait, la nature sauvagement antipopulaire, antidémocratique et brutale du régime fasciste allemand et de ses alliés n'a pas attendu le 22 juin pour se montrer sous son vrai visage aux yeux des peuples conquis, occupés ou exterminés. Et les peuples n'ont pas attendu que les idéologues se mettent à l'heure du changement de définition dans la nature de la guerre pour prendre les armes, bâtir l'unité nationale et résister à l'envahisseur ; signalons qu'en France et ailleurs, les communistes eux-mêmes défendirent avec courage l'intégrité nationale, la liberté des peuples et les conquêtes démocratiques que le fascisme tentait de balayer au moyen [91] d'un plan de conquête de l'Europe. En fait, dès que le régime hitlérien a commencé à appliquer son plan au milieu des années trente, il était devenu l'ennemi principal des peuples et la tactique antifasciste de front uni était la seule capable de lui résister et de l'abattre ; or, cette tactique supposait des compromis avec les bourgeoisies au pouvoir dans les pays capitalistes et avec les sociaux-démocrates au sein du mouvement ouvrier, de la part de la classe ouvrière et des partis communistes. Après le 22 juin, les P.C. reviendront à cette tactique, non sans problèmes comme nous le verrons.

⁸⁷ Voir en particulier Mao Tsé-toung, « Le tournant de la Seconde Guerre mondiale », *Oeuvres Choisies*, t. III, Éditions de Pékin, pp. 105-111 ; P.N. Pospelov *et al.*, *Great Patriotic War of the Soviet Union 1941-1945, A General Outline*, Moscou, Éditions du Progrès, 1974 ; le communiste français Jean Ellenstein conteste la position soviétique sur la nature de la guerre de 1939 à 1941 dans son *Histoire de l'U.R.S.S.*, t. 3, *L'U.R.S.S. en guerre (1939-1946)*, Paris, Éditions sociales, 1974.

La politique du Front national pour la victoire adoptée par les communistes canadiens, dès juillet 1941, était devenue nécessaire depuis que le changement dans la nature de la guerre avait « créé les conditions pour une alliance de classes impliquant toutes les classes dans les démocraties capitalistes qui sont unies par le seul but commun de défendre leur existence nationale ⁸⁸ ». Dès juillet 1941, donc, le Parti collabora à la tenue de grandes assemblées à travers le pays, dont une à Montréal réunissant 6 000 personnes venues entendre Jean-Charles Harvey, directeur du journal *Le Jour*, A.A. MacLeod, du P.C. ontarien, et Gui Caron, du P.C. québécois, pour soutenir l'effort de guerre et demander l'ouverture d'un second front pour soulager l'U.R.S.S. aux prises avec le gros des forces allemandes. Outre l'ouverture du second front, le Parti réclamait la signature d'un traité canado-soviétique d'amitié, le rappel des mesures d'urgence prises par le gouvernement canadien pour limiter l'exercice des libertés civiles pendant la durée de la guerre, la taxation des profits et la mise sur pied d'une commission composée d'ouvriers et de représentants du peuple pour enquêter sur les profits de guerre, etc. En novembre 1941, le Parti réclama, en outre, la tenue de conférences dans les usines qui produisaient du matériel de guerre afin que les ouvriers puissent débattre des enjeux de la guerre, dresser la liste de leurs revendications et aussi faire des suggestions pour augmenter la [92] production ⁸⁹. Sous le thème « Démocratie au pays pour gagner la guerre à l'étranger », le Parti formula donc toute une série de propositions, y compris celle de sa propre légalisation, susceptibles de démocratiser l'effort de guerre et de faire participer davantage la classe ouvrière à la direction de cet effort ; malheureusement, le Parti demeura formellement illégal d'octobre 1939 à août 1943, de sorte qu'il dut accomplir son travail de propagande dans une semi-clandestinité peu propice à une large diffusion de ses thèses et surtout à une prise en main de ces revendications

⁸⁸ Résolution du Parti adoptée en février 1942, citée par Tim Buck dans *Thirty Years*, (1922-1952), Toronto, Progress Books, 1952, p. 170 (notre traduction).

⁸⁹ Voir l'article de A.A. MacLeod dans *Canadian Tribune* (hebdomadaire du Parti à compter de janvier 1940), « Production Front for Victory » (1-11-41) : 11, où ce dernier citait en exemple les ouvriers de l'avionnerie à Montréal qui avaient décidé de faire du mois de novembre 1941 un mois record de production pour soutenir l'effort de guerre du pays. Voir également Bernard Dionne, *Les « Unions internationales » et le Conseil des métiers et du travail de Montréal de 1938 à 1958*, le chapitre 3 sur l'activité des syndicats montréalais au cours de la guerre.

par de larges couches de la population ; signalons également que son attitude de 1939 à juin 1941, autant que son subit

Photo 2
Le journal La Victoire,
édité par le Parti, de 1941 à 1944 à Montréal.

[Retour à la table des matières](#)

[93]

changement de ligne, hypothéquèrent lourdement son travail par la suite ⁹⁰.

Au Québec, le Parti dénonça « la clique (Paul) Bouchard-Lacombe-*Le Devoir* » qui cherchait, selon lui, à diviser le Canada au profit de Hitler en jouant sur les sentiments nationalistes des Canadiens français, et il appela ces derniers à voter « oui »

⁹⁰ Sur la période de clandestinité du Parti au début de la guerre, il faut consulter les entrevues que Tim Buck accorda à Radio-Canada, quelques années avant sa mort, et qui sont regroupées dans *Yours in the Struggle*, en particulier les pages 290 à 299 et 305 à 319.

au plébiscite d'avril 1942 ⁹¹. Il demanda aux catholiques du Québec de se débarrasser de leaders tels que Philippe Girard de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.), Gérard Filion de l'Union des cultivateurs catholiques (U.C.C.), Fréchette de la Société Saint-Jean-Baptiste (S.S.J.B.) et Bégin, éditeur du journal *Le Travail*, qui propageaient l'anticommunisme et les idées corporatistes. À travers le journal *La Victoire* ⁹², les propagandistes du Parti dénonçaient les « colonnards » (partisans conscients ou inconscients d'une Cinquième Colonne hitlérienne au pays) et les « blocards » (partisans du Bloc populaire fondé à partir du travail de la Ligue pour la défense du Canada à l'automne 1942) qui s'opposaient à l'effort [94] de guerre et à la conscription. Mais la campagne acharnée qu'il mena en faveur de la conscription pour le service outre-mer contribua certainement à isoler le Parti et le journal *La Victoire* au Québec. En effet, *La Victoire* se prononça sans nuances pour la conscription immédiate alors que, pour les Canadiens français, elle représentait un nouveau symbole, terriblement concret celui-là, de l'oppression nationale ⁹³.

Par ailleurs le Parti était en faveur d'un No *Strike Pledge*, ou d'un pacte de non-grève, semblable à celui que les syndicats américains avaient convenu avec le patro-

⁹¹ Pour se défaire d'une promesse qu'il avait faite aux Canadiens français de ne pas recourir à la conscription, King eut l'idée de tenir un plébiscite, le 27 avril 1942, à travers tout le pays, afin d'avoir les mains libres le cas échéant. Au Québec, Maxime Raymond dirigea la campagne d'opposition avec la Ligue pour la défense du Canada, regroupant Jean Drapeau, André Laurendeau et autres nationalistes. Les résultats du plébiscite montrèrent le degré élevé de division au pays sur la question de l'engagement du Canada dans la guerre : 80% des Canadiens répondirent oui, tandis qu'au Québec, 85% des francophones refusèrent de libérer le gouvernement de sa promesse.

⁹² Le journal *La Victoire* parut, de août 1941 à décembre 1944, sous forme de bimensuel puis d'hebdomadaire. Emery Samuel, E. Roger (S.B. Ryerson), Évariste Dubé, Jean Bourget, Roméo Duval, O.H. Richard et Fred Rose du P.C.C. en étaient des collaborateurs réguliers. De 1941 à août 1943, l'orientation communiste du journal ne ressortait pas nettement car des collaborateurs du mouvement syndical, des partis bourgeois et même du clergé y signaient des articles. Mais dès la légalisation du P.C. sous la forme du Parti ouvrier-progressiste, en août 1943, le journal s'afficha beaucoup plus ouvertement comme le porte-parole québécois des idées communistes.

⁹³ Voir en particulier J.L. Granatstein, « Le Québec et le plébiscite de 1942 sur la conscription », *R.H.A.F.* (juin 1973) : 43-62 et J.Y. Gravel, « Le Québec militaire 1939-1945 » in J.Y. Gravel, *Le Québec et la guerre*, Trois-Rivières, Éd. du Boréal Express, 1974, pp. 77-108.

nat et l'État pour ne pas nuire à l'effort de guerre. En retour, il exigeait la levée du gel des salaires imposé par le gouvernement King, le redressement des salaires des Québécois au niveau ontarien et le respect des droits syndicaux fondamentaux, le droit à la libre négociation en particulier ⁹⁴. Dans la pratique, et ceci est bien souvent ignoré par les analystes « critiques » de la pratique du P.C.C., les militants communistes dans les syndicats eurent diverses attitudes face aux grèves, dépendant de la conjoncture économique, du contexte dans l'entreprise, du militantisme des ouvriers ou de l'agressivité des patrons. Parfois, ils soutenaient et organisaient eux-mêmes les grèves contre les patrons qui cherchaient à profiter du gel des salaires ⁹⁵ ; parfois ils étaient contre telle ou telle [95] grève, en particulier la grande grève des mineurs dirigée par John Lewis aux États-Unis, et ils firent adopter des pactes de non-grève dans plusieurs syndicats au nom de l'intérêt supérieur de la lutte contre le fascisme. En fait, plus la guerre avançait, plus les communistes adoptaient une attitude de collaboration avec le gouvernement. Le P.C.C. se fit même dépasser sur sa gauche par la C.C.F. qui, elle, refusait toute collaboration avec le gouvernement King qu'elle espérait remplacer prochainement, appelait des grèves et centrait sa propagande sur la nécessité du socialisme au pays « pour une plus grande justice en temps de paix mais aussi pour gagner au plan militaire une guerre menée au nom de la démocratie ⁹⁶ ». Pour le P.C.C., au contraire, « toute contestation fon-

⁹⁴ Pour une analyse de la législation ouvrière des gouvernements du Canada et du Québec en temps de guerre, voir notamment Bernard Dionne, *Les « Unions internationales » et le Conseil des métiers et du travail de Montréal, de 1938 à 1958*, thèse de PhD (Histoire), U.Q.A.M., 1988 : 128-133.

⁹⁵ Soutien à la grève des mineurs de Kirkland Lake contre l'I.N.C.O. : grève à l'Imperial Tobacco à Montréal en 1942, grève du cuir avec Léo Lebrun, celle des 13 000 ouvriers de l'acier en Ontario et en Nouvelle-Écosse en 1943, celle des ouvriers de Canadair la même année avec Bob Haddow, L. Burman et P. Gélinas du P.C. ; grève des employés municipaux à Montréal en 1943 avec Léo Lebrun, actions militantes de Danielle Cuisinier dans les Defence Industries Ltd, de Jean Paré à R. C.A. Victor, de Madeleine Parent et de Kent Rowley dans le textile à Montréal et Valleyfield, etc. Voir B. Dionne, *La politique du Parti...*, pp. 182 et ss, et voir le compte rendu des grèves de la période 1934-1944 que l'on retrouve dans l'ouvrage de Evelyn Dumas, *Dans le sommeil de nos os*, Ottawa, Leméac, 1971.

⁹⁶ C.C.F., *Report of the Sixth National Convention* (1940), cité par W.D. Young, *The Anatomy of a Party - the National C. C. F.*, Toronto, University of Toronto Press, 1969, p. 104, (notre traduction).

damentale des bases de la société canadienne d'aujourd'hui jouait en faveur d'Hitler ⁹⁷ » en divisant les forces démocratiques.

Mais malgré sa politique de soutien au gouvernement King, ce dernier maintint le P.C.C. dans l'illégalité ⁹⁸ jusqu'à ce qu'en 1943, suite à la dissolution de l'Internationale communiste ⁹⁹ par Staline, le P.C.C. se transforme en Parti ouvrier-progressiste (P.O.P.).

3. La Création du P.O.P. : 1943

Les dirigeants du Parti entrevoyaient, depuis juin 1941, la nécessité de créer un parti légal : déjà, ils avaient mis en place [96] des cadres légaux, tels les Tim Buck Plebiscite Committees et le Communist-Labor Total War Committee qui étaient plus ou moins tolérés par les autorités. Mais la dissolution de l'Internationale communiste, en mai 1943, accéléra sans aucun doute le travail en vue de la création d'un Parti non clandestin. En effet, la résolution du comité exécutif de l'I.C. qui annonça la dissolution de l'Internationale précisait les tâches des P.C. dans les pays comme le Canada :

... dans les pays de la coalition anti-hitlérienne le devoir sacré des larges masses populaires, et avant tout des ouvriers avancés, est de soutenir par tous les moyens les efforts militaires des gouvernements de ces pays, en vue de l'écrasement le plus rapide du bloc hitlérien et pour garantir l'amitié réciproque des nations sur la base de leur égalité de droit ¹⁰⁰.

⁹⁷ *Canadian Tribune* (14-3-42), (notre traduction).

⁹⁸ Le P.C.C. put agir ouvertement sous les noms de National Council for Democratic Rights et Communist-Labor Total War Committee (fondé en 1942 sur la base des Tim Buck Plebiscite Committees) jusqu'en août 1943.

⁹⁹ Sur la dissolution de l'I.C., voir Staline, *Oeuvres*, Paris, N.B.E., tome XVI (1941-1949), pp. 91-92 ; F. Claudin, *La crise du mouvement communiste - Du Komintern au Kominform*, Paris, Maspero, 1972, 2 vol. ; D. Desanti, *L'Internationale communiste*, Paris, Payot, 1970.

¹⁰⁰ Texte de la résolution du présidium du Comité exécutif de l'I.C., 15 mai 1943, point 4, cité par Fernando Claudin, op. cit., t. 1, pp. 45-46-47. Signalons que pour Claudin, la cause immédiate de la dissolution de l'I.C. c'est « la raison d'État stalinienne » : pour Staline, l'I.C. était un obstacle aux négociations

La question de la révolution n'est pas abordée dans ce texte ; on y prescrit plutôt une tactique d'union large, « sans distinction de parti et de religion » pour vaincre le fascisme. Tout ceci pour faciliter l'ouverture du deuxième front en Europe (et alléger le fardeau de l'U.R.S.S. envahie par les troupes allemandes). Le P.C. canadien pouvait donc voir dans cette déclaration un encouragement à se transformer en un parti légal entièrement dévoué à l'effort de guerre total, donc entièrement prêt à soutenir la politique du gouvernement de Mackenzie King. En effet, Louis Saint-Laurent, alors ministre de la Justice du cabinet de M. King, avait déclaré le 24 mai 1943 que « si un autre Parti [97] ou groupement se formait de gens appartenant auparavant à cette organisation (le P.C.C.), toute action ultérieure à leur sujet dépendrait de l'attitude qu'ils adopteraient ¹⁰¹ ». La voie devenant libre, les communistes se lancèrent dans une campagne d'organisation et de propagande, au cours de l'été 1943, qui déboucha sur un congrès de fondation du Parti ouvrier-progressiste au cours duquel les délégués adoptèrent un nouveau programme et des statuts.

Au départ, le P.O.P. se présentait comme le Parti de la classe ouvrière canadienne en lutte pour la victoire future du socialisme. Mais le gros du programme énumérait les tâches des communistes pour la période de guerre et d'immédiate après-guerre ; la perspective du socialisme était fort lointaine, c'est le moins que l'on puisse dire, selon les termes mêmes de ce programme. Fervent propagandiste de l'unité nationale

avec Churchill et Roosevelt en vue du partage du monde. Selon Claudin, il n'y a eu qu'une consultation formelle des P.C. sur la dissolution de leur organisme dirigeant au plan international. Enfin, toujours selon F. Claudin, cette concession de Staline aux démocraties bourgeoises ouvrait la voie à l'ère de la « coexistence pacifique » qui commença ainsi 13 ans avant l'arrivée de Khrouchtchev au pouvoir en U.R.S.S. Pour de plus amples détails sur la réaction du P.C. canadien suite à la dissolution de l'I.C., voir B. Dionne, *La politique du Parti*, pp. 192-202.

¹⁰¹ L. Saint-Laurent à la Chambre des communes, le 24 mai 1943, cité par Tim Buck, *Le Canada a besoin d'un Parti de communistes*, pp. 28-29. Quelque 500 délégués assistèrent au congrès de fondation du P.O.P. Le nouveau nom fut adopté après un violent débat qui opposa un groupe de militants de Colombie britannique, qui voulait conserver le nom de Parti communiste, à la direction du Parti plus favorable à un nom susceptible de rassurer la population. Tim Buck fut élu leader national et Évariste Dubé président national. Voir *Reminiscences...*, chap. 33, pp. 320-324.

pancanadienne comme condition préalable pour un effort de guerre total, le P.O.P. croyait que cette unité ne serait réelle que lorsque les revendications des Canadiens français seraient finalement acceptées. En fait, selon le programme, l'égalité nationale des Canadiens français sur le plan politique aurait été gagnée à la faveur des luttes démocratiques menées au XIX^e siècle contre le colonialisme britannique. Le P.O.P. était ainsi amené à camoufler le fait que l'État fédéral canadien, issu précisément de ces luttes, reposait sur l'oppression nationale des autochtones et des Canadiens français, et que toute cette question ne pouvait être réduite à ses seuls aspects économiques et sociaux, comme si l'aspect politique était réglé.

En somme, le P.O.P. se refusait à réclamer l'autodétermination pour les Canadiens français de peur de favoriser les nationalistes québécois et les pro-fascistes, alors qu'au nom de la réalité de l'oppression nationale, justement, le P.O.P. aurait [98] pu réclamer publiquement que ce droit soit reconnu aux Canadiens français pour que ces derniers se sentent parfaitement à l'aise et libres d'adhérer à l'effort de guerre et aux sacrifices que cela demandait.

C'est au congrès de 1943 que le P.O.P. introduisit pour la première fois dans son programme, de façon détaillée et ouverte, la question du passage pacifique au socialisme. Pour le P.O.P., le socialisme signifiait « la libération des ouvriers industriels de l'exploitation capitaliste, la libération des petits fermiers de la domination des trusts et des compagnies de prêts et la libération des petits hommes d'affaires de la domination des monopoles ¹⁰² ». Le P.O.P. voyait, conséquemment, l'avenir en trois étapes bien distinctes : une étape de « démocratie populaire » (avant que ce concept ne soit popularisé par Staline en 1945 et par le *Kominform* en 1947 à propos des régimes intermédiaires des pays d'Europe de l'Est) alors que la classe ouvrière partagerait le pouvoir avec les fermiers et travaillerait à la réalisation de grandes réformes en alliance avec une fraction de la bourgeoisie, les « petits hommes d'affaires », contre les capitalistes monopolistes ; puis, une étape carrément socialiste, alors que les Canadiens voteraient en faveur de ce type de régime suite aux succès remportés au cours de la première étape, et, finalement, l'étape dite communiste telle que Marx et Engels la définissaient. Se proclamant toujours le « Parti du socia-

¹⁰² Le texte anglais se lisait comme suit : « Socialism... means to free the industrial workers from exploitation by the capitalist, the small farmers from the domination of the trust and mortgage companies, the small business man from the mastery of monopolies », in Program of *the L.P. P.*, p. 36.

lisme scientifique » et de « l'internationalisme prolétarien », le P.O.P. considérait que c'est en luttant pour des réformes que progressivement la classe ouvrière s'élève à un stade plus avancé d'organisation et de conscience de classe et que c'est à travers sa propre expérience qu'elle apprend la nécessité de la transformation socialiste de la société. C'est pourquoi le P.O.P. rejetait la conspiration et la violence comme méthodes de prise de pouvoir, allant jusqu'à défendre les « institutions démocratiques populaires du Canada » contre les groupes fascisants et les visées réactionnaires des tories. Toute cette conception reposait, en

[99]

Photo 3

Assemblée contre Hitler en avril 1939 : la liste des orateurs comprend le Consul général de Tchécoslovaquie et un ex-député du Reichstag allemand. Archives nationales du Québec, Fonds Conrad Poirier.

[Retour à la table des matières](#)

[100]

fait, sur l'illusion que l'après-guerre verrait se développer la coopération pacifique entre l'U.R.S.S. et les démocraties capitalistes, coopération garante de la souveraineté de chaque pays et permettant l'accession pacifique au socialisme sans intervention étrangère.

Sur le plan organisationnel, le Parti adopta une structure en apparence plus conforme au système électoral canadien, les « clubs » régionaux (de quartier, de comté électoral, de région) laissant une certaine place aux « cellules d'entreprise » qui étaient censées former la structure de base du P.C., mais qui, en pratique, n'avaient jamais regroupé plus de 10% des effectifs du Parti ¹⁰³. Toutefois, dans une perspective d'union des forces de gauche, le P.O.P. demanda à la C.C.F. « d'élargir sa perspective et de coopérer à une grande fédération de démocrates canadiens renfermant les unions et les groupes de fermiers comme sections affiliées et incluant le P.O.P. comme détachement affilié ¹⁰⁴ », ce que la C.C.F. rejeta du revers de la main.

4. Le 1er Congrès du P.O.P. du Québec

Les 27 et 28 novembre 1943, le P.O.P. tint son premier Congrès provincial du Québec à Montréal. La presse du P.O.P. consacra une série d'articles à la question nationale et à la situation québécoise au cours des mois d'octobre et de novembre, pendant que les principaux dirigeants provinciaux donnaient plusieurs causeries radiophoniques, à C.K.A.C. notamment ¹⁰⁵.

[101]

¹⁰³ Selon S.B. Ryerson.

¹⁰⁴ Manifeste du Parti ouvrier-progressiste, p. 2.

¹⁰⁵ Voir en particulier : S. Carr, « The road to a United Canada », *Canadian Tribune* (16-10-43) ; J. Bourget, « Québec Masses Seek Progress », C. T. (20-11-43) ; É. Dubé, « The L.P.P. in French Canada », C. T. (27-11-43) ; Fred Rose, « In Every City and Village », C. T. (27-11-43). Voir également le journal *La Victoire* qui publia en octobre et en novembre 1943 le texte des causeries prononcées par les dirigeants du Parti à C.K.A.C., dont celle de Évariste Dubé intitulée « Pourquoi le Nouveau Parti chez nous ».

Cent soixante-douze (172) délégués, représentant 40 clubs du Parti répartis à travers la province, assistèrent au congrès ¹⁰⁶. Les délégués adoptèrent un programme axé sur les thèmes de l'égalité nationale pour les Canadiens français, du redressement des salaires, de la réforme agraire, de la nationalisation des monopoles dans les services publics ¹⁰⁷, de l'amélioration des conditions sociales (santé, logement, garderies), de la réforme de l'éducation (gratuité, extension de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, création d'un ministère de l'Éducation, etc., trois réformes qui seront mises en place 20 ans plus tard !), de la restauration de la démocratie municipale à Montréal, en particulier, et du droit à la syndicalisation ¹⁰⁸.

Le P.O.P. se présente comme le « Parti de l'unité populaire », le « Parti de la classe ouvrière », le « Parti de la démocratie canadienne », et le « Parti du socialisme scientifique » tout à la fois. En conclusion du préambule au programme, on retrouve cette expression condensée de toute la ligne du P.O.P. :

La survivance et le progrès du Canada français ne seront assurés que par l'action résolue d'un peuple dédié au relèvement national, prêt à mâter la résistance des monopoles et à faire triompher la volonté démocratique et populaire.

Les années 44-45 verront l'application intégrale de cette ligne antimonopoliste et démocratique, dont la consécration ultime sera l'alliance avec le Parti libéral (la *Lib-Lab Coalition*) de Mackenzie King.

¹⁰⁶ Fred Rose, « In Every City and Village », *Canadian Tribune* (27-11-43) et « Québec L.P.P. Meets in First Convention », *Canadian Tribune* (11-12-43).

¹⁰⁷ Le 20 novembre 1943, Bourget salua l'annonce de la nationalisation de Montréal Light Heat and Power par le gouvernement Godbout et réclama celle de Montréal Tramway (*Canadian Tribune*).

¹⁰⁸ *Pour le bien-être de notre peuple*, programme du P.O.P. du Québec, pp. 6-10.

[102]

5. « *Liberal-Labor Coalition* »

Un événement vint confirmer les dirigeants du P.O.P. dans la justesse de leur nouvelle ligne antimonopoliste de collaboration avec les libéraux et d'unité nationale pour un effort de guerre total : nous voulons parler de la célèbre conférence de Téhéran qui, pour la première fois, réunit les chefs des trois plus grandes puissances de la coalition antinazie, soit Roosevelt, Churchill et Staline, du 28 novembre au 1er décembre 1943, dans le but de fixer l'ouverture du second front en Europe et de régler le sort de l'Allemagne. À cette occasion, les trois dirigeants exaltèrent l'unité de vue, la « fraternité » qui semblaient s'être dégagées de leurs discussions, gages d'un avenir meilleur sans guerres ni agressions. Immédiatement, les partis communistes du monde entier préconisèrent une politique d'union nationale avec leur propre bourgeoisie. Les exemples les plus frappants restent la France et l'Italie où, pourtant, les communistes dirigeaient des mouvements massifs de résistance antinazie qui auraient fort bien pu provoquer une issue révolutionnaire à la crise de 1944-1945 n'eût été des directives contraires émanant en droite ligne de Moscou. En Chine et en Yougoslavie, Mao Tsé-toung et Josip Broz Tito refusèrent de subordonner la révolution sociale à l'unité nationale à tout prix, pendant qu'aux États-Unis, les dirigeants du Communist Party of United States of America (C.P.U.S.A.), Earl Browder en tête, en vinrent à la conclusion que l'existence même du Parti était nuisible à l'unité nationale et décidèrent par conséquent de le saborder ¹⁰⁹ !

Au Canada, dès février 1944, le Comité national du P.O.P. adopta une politique conséquente à son programme de 1943 : selon Tim Buck, Téhéran avait ouvert une nouvelle étape dans l'histoire de l'humanité alors que la paix était maintenant garan-

¹⁰⁹ D'ailleurs, le 20 mai 1944, ce n'est plus le *Communist Party of the U.S.A.*, qui se réunit en congrès mais bien le Communist Political Association. Le 13e Congrès du C.P.U.S.A., qui se reformera en tant que Parti en 1945, se tiendra le 26 juillet 1945. Voir *Highlights of a fighting History, 60 Years of the Communist Party U.S.A.*, New York, International Publishers, 1979, 516 p. ; un appendice donne les dates des congrès du C. P.U.S.A., pp. 491-492.

tie [103] pour plusieurs générations à venir par la coopération des trois Grands ¹¹⁰. En fait, le P.O.P. prévoyait « une longue période de progrès social ordonné et de réformes progressives dans un monde de paix », œuvre d'un « large camp démocratique » comprenant « les masses populaires de toutes les classes et partis, libéraux, conservateurs-progressistes, C.C.F. et nationalistes au Canada anglais tout comme au Canada français ¹¹¹ ». En juin 1944, Tim Buck annonça la conclusion pratique d'une telle analyse : il fallait mettre sur pied une coalition libérale-ouvrière pour battre les conservateurs et forcer Mackenzie King à concéder des réformes populaires urgentes. Jusqu'à la fin de la guerre, le P.O.P. va ainsi soutenir les libéraux, tant sur la scène fédérale que provinciale, et critiquer violemment la politique « sectaire » et « gauchiste » de la C.C.F. qui continuait à préconiser le socialisme comme solution immédiate aux problèmes des Canadiens. Aux élections provinciales d'Alberta, d'Ontario et du Québec qui eurent lieu en 1944, à l'élection fédérale de 1945, dans les syndicats du Congrès des métiers et du travail du Canada (C.M.T.C.) et du Congrès canadien du travail (C.C.T.) en particulier, communistes et libéraux s'unirent contre les socialistes, encore que les libéraux hésiteront fréquemment à s'associer ouvertement aux communistes.

Au Québec, voyant le danger réel d'une victoire de l'Union nationale, du Bloc populaire ou des deux au sein d'une coalition réactionnaire, le P.O.P. ne présenta que cinq candidats aux élections déclenchées par Adélard Godbout, en août 1944, et il appela la population à élire les candidats libéraux dans les autres comtés, au nom de la « coalition libérale-ouvrière démocratique » pour barrer la route à Maurice Duplessis. Michael Buhay obtint 6 512 votes dans Montréal-Saint-Louis, mais ce fut la seule performance digne de mention des candidats du Parti. Comme on le sait, Maurice Duplessis reprit le pouvoir de justesse et cette « victoire partielle des forces de la réaction » fut [104] causée, selon le P.O.P., par la désunion des forces démocratiques, elle-même causée par la C.C.F., qui refusa d'appuyer les libéraux ¹¹².

¹¹⁰ Tim Buck, *Canada's Choice : Unity or Chaos, 1944*. Pour une critique de la tactique de coalition libérale-ouvrière, voir John Stanton, *Life and Death of the Canadian Seamen's Union*, Toronto, Educational Publishing, 1978, 182 p., en particulier le chapitre intitulé « Collaboration, 1944-1945 », pp. 36-51.

¹¹¹ *La Victoire* (26-2-44) : 3.

¹¹² P.O.P., *La leçon des élections provinciales*, s.d., p. 1.

6. La crise de 1945

En mai 1945, la revue théorique du Parti communiste français publia un article de Jacques Duclos, membre du bureau politique du P.C.F. et remplaçant de Maurice Thorez parti à Moscou, dénonçant le « browderisme » comme une trahison, une révision du marxisme-léninisme ¹¹³. Duclos dénonçait également la liquidation du P.C. américain et condamnait en ces termes l'erreur de Browder : « Une révision exprimée dans le concept d'une paix à long terme entre les classes aux États-Unis, d'une possibilité de suppression de la lutte des classes durant la période d'après-guerre et d'une harmonie entre le capital et le travail ¹¹⁴ ». Enfin, Duclos signalait que les P.C. de Cuba et de Colombie avaient entériné la ligne de Browder ; il ne parlait pas du P.C. canadien, mais son article ne pouvait manquer de provoquer une vive discussion au sein du P.O.P. sur sa propre ligne politique. Le P.O.P. n'avait-il pas reproduit et distribué les principaux ouvrages de E. Browder ? N'avait-il pas proclamé son attachement à ce « grand marxiste » selon sa propre expression ? Inévitablement, la critique de Duclos entraîna une remise en question de la ligne suivie par le Parti depuis le début de la guerre. Selon Tim Buck lui-même, un grand nombre de communistes [105] canadiens se sont interrogés sur la portée de l'article de Duclos concernant le travail même du P.O.P. C'est pourquoi l'exécutif du Parti mit les points sur les « i » pour les récalcitrants.

Buck commença par se montrer d'accord avec la critique de Duclos, ce qui n'a rien d'étonnant : pouvait-il faire autrement devant une critique provenant d'une autorité communiste reconnue, critique émanant probablement de Moscou pour qui Browder était allé trop loin dans la collaboration de classe, et alors que les communistes américains eux-mêmes reconnaissaient maintenant leurs erreurs ? Puis, il prit soin d'indiquer que rien dans le texte de Duclos ne remettait en question la signification donnée par les communistes à la déclaration de Téhéran, « plate-forme de

¹¹³ Jacques Duclos, « À propos de la dissolution du Parti communiste américain », *Les Cahiers du Communisme*, Paris nouvelle série, n° 6 (avril 1945) : 21-38.

¹¹⁴ Jacques Duclos, « On the Dissolution of the Communist Party of the United States », *Daily Worker* (24-05-45), reproduit en bonne partie dans Sydney Hook, *World Communism*, Princeton, Van Nostrand, 1962, pp. 165-169 (notre traduction).

luttres démocratiques » autour de laquelle pouvait être unie une coalition de forces démocratiques « incluant une section de la classe capitaliste » derrière des politiques de plein emploi, de sécurité sociale et de progrès.

Cela dit, l'exécutif national du P.O.P. dut reconnaître que le travail théorique du Parti avait souffert de graves lacunes depuis 1943 : retenons surtout le fait que le P.O.P. n'a jamais combattu les conceptions de Browder, que, bien au contraire, il a salué chaleureusement la parution de son livre *Teheran*. Mais la direction mit l'accent sur les divergences qui se seraient manifestées entre le P.O.P. et le C.P.U.S.A. au cours de la guerre. Après tout, Browder n'avait-il pas liquidé formellement le Parti de la classe ouvrière américaine tandis que les communistes canadiens, eux, avaient créé le P.O.P. basé sur un programme marxiste ? Mais cette mise au point de Buck n'a pas satisfait certains militants, dont ceux qui travaillaient à la rédaction du *Pacific Advocate* autour de Fergus McKean, dirigeant du P.O.P. en Colombie britannique. Nous allons rendre compte de sa critique et de la réplique de la direction du Parti qui a amené son exclusion du Parti, car le fond de sa critique fut repris, quelques années plus tard, au Québec par le groupe d'Henri Gagnon qui quitta le Parti à la suite du congrès provincial de 1947.

Pour faire échec aux attaques grandissantes contre la ligne du Parti, la direction convoqua une rencontre du Comité national du P.O.P. du 10 au 16 août 1945. Entre-temps, soit le 30 juillet, Fergus McKean avait été suspendu de son poste de leader provincial qu'il occupait depuis 1942, parce qu'il aurait utilisé la discussion sur le révisionnisme comme prétexte pour calomnier [106] la direction du Parti ¹¹⁵. Lorsqu'il comparut devant une commission spéciale du Comité national, McKean dénonça toute la ligne politique du Parti, de 1935 à 1945, comme révisionniste et qualifia le P.O.P. de « machine parlementaire et électorale petite-bourgeoise social-démocrate ¹¹⁶ ». Pour lui, le programme du P.O.P. n'était qu'une « glorification de la démocratie bourgeoise », « une falsification de la théorie de la révolution socialis-

¹¹⁵ McKean fut accusé d'avoir dit à Kardash, leader du P.O.P. au Manitoba, que Buck, Carr, McEwen et T. Hill étaient devenus des agents provocateurs en échange de leur libération de la prison de Kingston en 1935. Mais cette « révélation » de Kardash n'eut lieu que le 12 août 1945 : on ne sait pas pourquoi McKean fut suspendu avant cette date. Voir *Canadian Tribune* (18-6-45).

¹¹⁶ F. McKean, *Communism versus Opportunism*, Vancouver, The Organizing Committee, 1946 ; rééd. en fac-similé par *En Lutte !*, Montréal, les Presses de l'Unité, 1977, p. 139.

te », bref, un abandon complet du marxisme-léninisme. La tactique de coalition libérale-ouvrière ne fut, à ses yeux, qu'une vulgaire tactique de collaboration de classe, une tentative de gagner des sièges au Parlement canadien. Selon McKean, le P.O.P. a accepté le maintien du capitalisme, il a proposé des méthodes pour consolider l'État capitaliste et pour accroître l'activité des monopoles canadiens à travers le monde. Il a prôné le passage pacifique au socialisme, sans révolution et sans destruction de l'État bourgeois, etc. ¹¹⁷

Bien entendu, la direction du P.O.P. se servit de la critique globale et unilatérale de McKean pour couper court à tout débat en profondeur dans le Parti, en « assommant » McKean de discours extrêmement virulents de la part des principaux dirigeants de l'heure. Coup sur coup, Tim Buck, Sam Carr, Leslie Morris, [107] Stanley Ryerson, Fred Rose et Gui Caron s'en prirent à tel ou tel argument de McKean, expliquant aux autres militants que critiquer les mots d'ordre du P.O.P. équivalait à rejeter la position de tous les partis communistes dans le monde durant la période de la guerre ¹¹⁸, ce qui éliminait à l'avance toute critique ultérieure venant des militants de la base. En fait, seul le discours de Stanley Ryerson contenait quelques éléments d'autocritique, à propos notamment des illusions que le Parti avait répandues sur la possibilité de prévenir les crises et le chômage après la guerre et à propos de la publication des ouvrages de Browder par le P.O.P. ; il alla jusqu'à dénoncer le « chauvinisme de grande nation » au sein de la section canadienne-anglaise du Parti ¹¹⁹.

¹¹⁷ L'attitude elle-même de McKean est fortement critiquable à plusieurs égards : sur la question des clubs, il ne fournit jamais une évaluation du travail pratique de ces derniers en comparaison, par exemple, avec ce que des cellules ont ou auraient fait à leur place. De plus, McKean ne s'autocritique jamais dans son livre pour sa prise de position sans équivoque en faveur de ces clubs en 1943 dans les pages mêmes de l'organe central du Parti... En fait, il ne revient nulle part sur son propre travail, alors qu'il reproduisait exactement le même discours que celui des autres dirigeants. Voir notamment F. McKean, « New Party Should Provide for Mass Political Activity », *Canadian Tribune* (24-7-43).

¹¹⁸ *The L.P.P. and Post-War Canada*, 1945, discours de L. Morris, p. 71.

¹¹⁹ Voir l'important discours de S. Ryerson, pp. 81-87 dans *L.P.P. and Postwar Canada* ; aux pages 85-87, Ryerson se démarque carrément des positions chauvines traditionnelles de la direction du Parti.

Photo 4

Carte de membre et timbres de cotisation du Parti ouvrier-progressiste, en 1946. Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

[108]

À la fin de la rencontre, après avoir condamné McKean comme anarcho-syndicaliste, trotskyste et autres qualificatifs du même genre, le Comité national adopta des résolutions confirmant la justesse de la ligne suivie par le P.O.P., reprenant du bout des lèvres quelques autocritiques superficielles et expulsant McKean et ses fidèles du Parti. Ce dernier créa un éphémère Parti communiste du Canada avec sa femme et quelques amis, mais cela ne déboucha sur rien de solide, car ces militants s'étaient isolés des autres membres du Parti par leur critique à l'emporte-pièce. C'est donc dans l'unanimité que les délégués du Comité national se quittèrent

le 16 août 1945, non sans avoir résolu d'intensifier le travail théorique auprès des quelque 20 000 membres que le P.O.P. comptait alors ¹²⁰.

7. Conclusion

Mais le P.O.P. n'avait pas examiné en profondeur les conditions qui laissaient entrevoir son déclin futur. Bien sûr, l'heure était plutôt à l'euphorie pour les communistes canadiens à la veille de la capitulation du Japon devant l'armée américaine. En effet, les communistes pouvaient être fiers de leurs succès organisationnels et politiques au cours de la Seconde Guerre mondiale. Non seulement avaient-ils réussi à maintenir leur organisation contre les attaques de l'État qui fit tout en son pouvoir pour la faire disparaître, surtout de 1939 à 1942, mais en plus le rayonnement des thèses communistes, aidé par le prestige grandissant de l'U.R.S.S. qui battit presque à elle seule les hordes nazies, se traduisit par un accroissement sans précédent du « membership » du Parti. De plus, le Parti fit élire des députés aux élections provinciales d'Ontario et la section québécoise put s'enorgueillir d'avoir porté deux fois Fred Rose au Parlement fédéral en 1943 et 1945, sans compter le nombre grandissant, à [109] Toronto et Winnipeg en particulier, de conseillers municipaux élus, et sans compter aussi l'influence énorme des communistes dans le mouvement syndical à Toronto, Vancouver et Montréal. De plus, la contribution des communistes à l'effort de guerre fut remarquable ; plusieurs donnèrent leur vie sur le front, pendant que leurs camarades organisaient la production tout en défendant les intérêts immédiats des travailleurs contre la bourgeoisie canadienne qui, elle, profita des sacrifices imposés au peuple pour enfanter des dizaines de nouveaux millionnaires ou *on-dollar-a-year-men*, du nom des profiteurs qui reçurent des postes dans l'administration et purent ainsi s'enrichir tout en ne recevant qu'un salaire d'un dollar par année...

Ce travail a porté ses fruits dans une certaine mesure, puisque le nombre d'adhérents au Parti augmenta sensiblement, passant de 16 000 en 1939 à 23 000 en 1945, selon certaines estimations, et que son influence dans le mouvement syndical

¹²⁰ Ce chiffre de 20 000 est une estimation ; dix mois plus tard, Buck affirma que le Parti comptait 23 000 membres dans son rapport au 2e Congrès du P.O.P. à l'été 1946 ; voir *For Peace, Progress, Socialism*, p. 36.

connut son apogée au cours de la guerre, malgré son adhésion au *No Strike Pledge*. Mais la tactique de la coalition libérale-ouvrière hypothéqua lourdement cet effort et illusionna les propres militants du Parti sur les soi-disant « immenses possibilités de l'après-guerre » ouvertes par la collaboration des trois grandes puissances réunies à Téhéran. On crut pouvoir prendre une place politique importante, dans l'après-guerre, parce que l'on avait soutenu l'effort de guerre et parce que l'U.R.S.S. et le Canada étaient devenus des alliés contre le fascisme ; on crut pouvoir contraindre le Parti libéral à mettre en œuvre des réformes allant dans le sens des intérêts de la classe ouvrière et on crut que Mackenzie King adopterait une position progressiste à l'échelle internationale, aux Nations unies et dans les relations du Canada avec les colonies et les pays sous-développés. Mais la réalité montra que la bourgeoisie monopoliste canadienne n'avait pas l'intention de jouer le rôle que lui prêtait le P.O.P., ni au pays ni à l'extérieur.

Par ailleurs, nous avons vu que jamais au cours de la guerre, ni avant bien entendu, le Parti n'a constitué une alternative réelle au pouvoir bourgeois. Il est bon de le noter, ne serait-ce que pour bien marquer la différence entre la conjoncture canadienne et la conjoncture française et italienne par exemple. Le Parti sut, par contre, représenter une tendance radicale du mouvement ouvrier canadien en formulant d'abord un programme [110] révolutionnaire au cours des années trente et en critiquant le gouvernement King, avant et pendant la guerre, sur sa politique étrangère et sa politique intérieure.

Mais, petit à petit, les exigences de la tactique prescrite par Staline et l'Internationale communiste aidant, le P.C. en vint à reléguer aux oubliettes les aspects révolutionnaires de son programme et à soutenir carrément le gouvernement King. Sa nouvelle ligne réformiste, codifiée au congrès de fondation du P.O.P. en 1943, était conforme à la ligne générale du mouvement communiste international à ce moment-là. De sorte que, lorsque la guerre « froide » lui tombera dessus, entraînant un revirement de ligne à 180 degrés de la part du mouvement communiste avec la création du *Kominform* en 1947, ses propres troupes ne seront pas préparées à un assaut généralisé contre les forces communistes tel qu'il se produisit en Amérique du Nord entre 1947 et 1955. Le Parti perdit ses dernières positions dans le mouvement ouvrier à cause de la répression et de la « chasse aux sorcières », mais aussi parce qu'il n'avait pas su profiter de la guerre pour rompre définitivement avec le sectarisme sans tomber dans le réformisme.

Pourtant, la contribution des communistes canadiens au cours de la Seconde Guerre mondiale et en général auprès des ouvriers canadiens n'est pas à négliger : les communistes ont, sinon dirigé, du moins donné une forte impulsion aux luttes de la classe ouvrière canadienne pour l'obtention de l'assurance-chômage, pour l'organisation des travailleurs en syndicats industriels, et on peut affirmer que leur inlassable travail de propagande en faveur de politiques sociales progressistes au Canada, dans les années 30-40, a connu en bonne partie son aboutissement avec les réformes mises en place par les partis bourgeois à la fin des années cinquante et au début des années soixante. Les communistes se sont impliqués corps et âme dans la lutte pour le respect des droits syndicaux et des libertés démocratiques en général, au Québec, contre le régime Duplessis, et ils ont fait l'éducation politique de milliers de jeunes et d'ouvriers tant sur les questions nationales qu'internationales, éducation à laquelle bon nombre de ceux-ci n'auraient jamais eu accès dans la société de l'époque. Sans vouloir exagérer l'importance du Parti communiste/Parti ouvrier-progressiste dans le mouvement ouvrier canadien, il convient tout de même de restituer [111] son rôle à la lumière des récentes recherches en ce domaine. Trop souvent, par calcul politique ou par ignorance, l'historiographie a relégué aux oubliettes l'existence même d'un Parti dont le militantisme et l'idéologie ont pourtant constitué une menace certaine au pouvoir de la classe dominante canadienne.

À l'aube de la « guerre froide » que Churchill avait souhaitée à Fulton, au Missouri, en attaquant l'U.R.S.S., le Parti communiste avait déjà vécu son « époque glorieuse ». Malgré sa force apparente, des faiblesses internes le rendent très vulnérable au mouvement de répression qui prend de l'ampleur. Parmi ces causes internes qui seront déterminantes dans l'explication de son déclin, signalons la précarité de la position des chefs syndicaux communistes, dont la base était loin d'être acquise aux idées communistes elles-mêmes ; la persistance du doute quant à l'orientation nettement réformiste du Parti qui hantait bon nombre de militants peu convaincus par les discours des chefs au Comité national d'août 1945 ; la faiblesse chronique du P.O.P. au Québec, malgré une percée qui dota le Parti d'une section canadienne-française, forte d'environ 500 membres et sympathisants, au lendemain de la guerre ; le chauvinisme persistant dans la section canadienne-anglaise du Parti les lacunes sur le front théorique et dans la préparation idéologique des militants recrutés pour une bonne part sur une base réformiste ou purement syndicale ; l'échec, tout de même, de la coalition libérale-ouvrière du point de vue du P.O.P. qui ne reçut jamais le

crédit attendu pour les compromis qu'il accepta de faire au cours de la dernière phase de la guerre ; l'échec également de toutes les tentatives de réaliser l'unité avec la C.C.F. ou, du moins, avec sa base militante plus nombreuse que la sienne. La guerre froide et l'anticommunisme viendront à bout d'un Parti qui avait surestimé sa propre force au lendemain de la guerre.

[112]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section I. Le Parti communiste et la société québécoise

Texte 4

Communisme et liberté d'expression au Québec : la «loi du Cadenas», 1937-1957.

Lucie LAURIN

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec des années trente ne se montra pas tendre envers les dissidents politiques, et plus particulièrement avec les communistes, qui n'existèrent légalement que pendant deux ans. C'est en 1931, en effet, que le gouvernement conservateur de Bennett décida d'appliquer l'article 98 du Code criminel mettant les communistes hors-la-loi ; cet article fut abrogé par le gouvernement libéral de King en juin 1936. Mais dès le mois de mars 1937, le Premier ministre québécois Maurice Duplessis faisait adopter la « loi du Cadenas », que la Police provinciale s'empressa d'appliquer avec zèle. Lorsque Duplessis fut défait, en octobre 1939, les communistes crurent le cauchemar terminé. Mais l'automne 1939 avait amené la guerre, et à la faveur de la Loi sur les mesures de guerre, la G.R.C. se remit à la chasse aux dissidents. C'est

dire que, au cours des années trente, le Québec offrit aux communistes tout le loisir de s'accoutumer à la clandestinité.

Bien qu'il s'appliquât à tout le territoire canadien, c'est en Ontario que l'article 98 fut utilisé avec le plus de férocité. La loi du Cadenas, par contre, était une « création » québécoise.

Contre cette loi, les protestations s'élevèrent nombreuses depuis les provinces anglophones, tandis qu'il est coutume de croire que le Québec ne fit entendre que quelques rares voix isolées. Certes, la plupart des grands quotidiens québécois, pratiquant l'autocensure, passèrent sous silence les initiatives et protestations [113] des opposants à la loi du Cadenas ainsi que les descentes et saisies policières, tandis qu'ils faisaient grand écho au discours dominant favorable à la répression.

S'il est incontestable que la chasse aux communistes ait pu séduire une bonne partie de la population, on ne saurait être certain qu'elle se rallia inconditionnellement aux mesures abusives autorisées par la loi du Cadenas. Le discours officiel n'aurait-il pas masqué des voix dissidentes plus nombreuses et diversifiées que celles de l'extrême-gauche et des organisations de défense des droits et libertés ? Quelle fut la réaction, par exemple, des milieux libéraux francophones et anglophones, des milieux d'affaires, du monde étudiant et du monde ouvrier ?

Il ne saurait être question, dans le court texte qui suit, d'inventorier toutes les réactions d'opposition à la loi du Cadenas ; tout au plus sera-t-il possible de faire connaître quelques initiatives des opposants, ainsi que quelques opinions dissidentes exprimées dans des journaux à faible tirage, initiatives et opinions dont l'histoire officielle a peu parlé.

Mais auparavant, quelques mots sur ce qui amena la loi du Cadenas, et sur sa portée.

Origines de la loi du Cadenas

Durant les années trente, le mécontentement croissant de la classe ouvrière, durement éprouvée par la crise, inquiétait grandement la bourgeoisie québécoise qui craignait de voir le communisme gagner du terrain. Avec la prise de conscience de l'infériorité économique du Québec, un nationalisme aux couleurs fascisantes avait

pris naissance chez nous et se répandait rapidement, jetant l'anathème sur tout ce qui pouvait être étiqueté « étranger ».

Les membres du haut clergé étaient parmi ceux que l'expansion du communisme angossait le plus. En 1935, le cardinal Villeneuve mit sur pied un comité secret chargé d'étudier les activités communistes au Québec. En juin 1936, l'abrogation par le gouvernement King de l'article 98 du Code criminel jeta le désarroi parmi les autorités. Puis, survint l'« affaire Sarosola », le 23 octobre 1936 : ce fut la goutte qui fit déborder le vase.

[114]

Photo 5

Saisie de littérature communiste à Montréal (aux Postes, en 1937).
Archives nationales du Québec, Fonds Conrad Poirier.

[Retour à la table des matières](#)

[115]

La Ligue canadienne contre la guerre et le fascisme avait organisé une tournée pancanadienne d'une délégation espagnole en vue d'informer la population sur le nouveau gouvernement républicain d'Espagne. Au nombre des délégués figurait le père Sarosola, franciscain espagnol. À Montréal, l'assemblée organisée par le professeur Frank Scott devait se tenir à l'aréna Mont-Royal.

La venue de cette délégation ne faisait pas que des heureux ; monseigneur Georges Gauthier, coadjuteur de Montréal, et Léo McKenna, maire suppléant de Montréal, l'avaient dénoncée vigoureusement.

Le jour de l'assemblée, des étudiants de l'Université de Montréal se rendirent auprès du président du comité exécutif de la Ville de Montréal pour l'inciter à empêcher la tenue de la réunion, invoquant « la possibilité d'une émeute ». M. Savignac prêta une oreille bienveillante à leurs arguments : ordre fut donné au chef de police d'interdire la tenue de l'assemblée. Prévenu du contretemps, le professeur Scott tenta en vain de réserver une salle au Victoria Hall de Westmount. Finalement, les délégués et quelques amis voulurent tenir une réunion privée à l'hôtel Mont-Royal ; mais ils n'y étaient pas depuis une heure que la police informa la direction de l'hôtel de l'arrivée imminente de trois cents étudiants de l'Université de Montréal décidés à empêcher la tenue de l'assemblée. Les participants durent quitter les lieux, pendant que les étudiants manifestaient dans les rues et fracassaient les vitrines de commerces juifs.

La délégation espagnole dut donc plier bagage sans avoir pu une seule fois s'adresser à la population montréalaise, à l'exception d'un petit meeting à l'université McGill que les étudiants de l'U. de M. n'avaient pu empêcher.

Peu après cet événement, le cardinal Villeneuve tint un discours alarmiste dans lequel il demandait au gouvernement fédéral d'empêcher l'immigration de communistes et de remettre en vigueur l'article 98 du Code criminel, et au gouvernement provincial d'intervenir pour mettre fin à la propagande communiste. Des pétitions dans ce sens, en provenance du Québec, furent également adressées aux deux gouvernements durant les mois qui suivirent.

L'appel du cardinal Villeneuve, faisant écho aux mouvements de droite, fut entendu par Maurice Duplessis. Le 17 mars [116] 1937, la loi du Cadenas était adoptée à l'unanimité, au terme d'une demi-heure de débats.

La portée de la loi du Cadenas

Intitulée « Loi protégeant la province contre la propagande communiste », la loi du Cadenas donnait pleins pouvoirs au procureur général de la province de Québec - en l'occurrence Maurice Duplessis - d'ordonner la fermeture d'une maison utilisée à des fins de propagande communiste.

L'article 3 se lisait comme suit :

Il est illégal pour toute personne qui possède ou occupe une maison dans la province de l'utiliser ou de permettre à une personne d'en faire usage pour propager le communisme ou le bolchevisme par quelque moyen que ce soit ¹²¹.

La loi définissait à l'article 2 les vocables « maison », « personne » et « propriétaire ». Sous le mot « maison », le législateur avait prévu tous les lieux de réunion imaginables, et il avait donné au terme « personne » la signification la plus large possible. Par contre, à aucun moment « communisme » ou « bolchevisme » n'étaient définis. Cette absence de critères précis permettant de définir le communisme ouvrait la porte aux pires abus en donnant au gouvernement la possibilité de s'en prendre à tout opposant politique.

La décision de « cadenasser » revenait au procureur général qui, sur « preuve satisfaisante », pouvait ordonner la fermeture de la maison ; entière discrétion était laissée au procureur général quant à la suffisance de la preuve.

La loi du Cadenas niait à l'accusé le droit à la présomption d'innocence. C'est sans avoir jamais été traduit devant un tribunal ni avoir eu la possibilité de présenter une défense qu'un « individu, corporation, société, raison sociale, fidéicommissaire, [117] locataire, agent ou cessionnaire ¹²² » était reconnu coupable par le procureur général d'avoir propagé le communisme, et la sentence, le cadenas, s'appliquait automatiquement.

¹²¹ 1 Geo VI, c. 11, a. 3.

¹²² 1 Geo VI, c. 11, a. 2 (2^o) : définition de « personne ».

Les pouvoirs considérables données au procureur général par la loi du Cadenas ne s'arrêtaient pas là :

Article 12. Il est illégal d'imprimer, de publier de quelque façon que ce soit ou de distribuer dans la province un journal, une revue, un pamphlet, une circulaire, un document ou un écrit quelconque propageant ou tendant à propager le communisme ou le bolchevisme.

Article 13. Quiconque commet une infraction à l'article 12 ou y participe est passible d'un emprisonnement d'au moins trois mois et d'au plus douze mois, en outre des dépens de la poursuite ¹²³ (...).

Tout comme dans l'article 2, le législateur avait prévu pour le mot « publications » toutes les interprétations possibles, mais le communisme n'était pas davantage défini. La loi du Cadenas « créait » donc un nouveau crime pour lequel l'auteur était passible d'une sentence d'emprisonnement. Et ici encore, l'accusé se voyait nier le droit à la présomption d'innocence, le droit à un procès juste et équitable et le droit à une défense pleine et entière. Enfin, l'article 14 autorisait le procureur général à déléguer ses pouvoirs discrétionnaires :

Tout constable ou agent de la paix peut, sur instructions du procureur général, de son substitut ou d'une personne spécialement autorisée par lui à cette fin, saisir et confisquer ¹²⁴...

Ce qui multipliait encore les possibilités d'abus.

La loi du Cadenas bafouait donc plusieurs droits judiciaires. Mais elle faisait injure également à maintes libertés fondamentales, telles les libertés d'opinion, d'expression, d'assemblée, qui sont la base même de toute société démocratique.

¹²³ 1 Geo VI, c. 11, a. 12 et 13.

¹²⁴ 1 Geo VI, c. 11, a. 14.

[118]

Quelques luttes

Dès le 11 mars 1937, Stanley B. Ryerson, secrétaire du comité provincial du Parti communiste du Canada, envoya à Maurice Duplessis un télégramme de protestation contre la loi du Cadenas alors en voie d'adoption. Le jour même de son adoption, 17 mars, Eugène Forsey, président du conseil provincial de la C.C.F., envoya, lui aussi, un télégramme au Premier Ministre, l'enjoignant d'au moins définir « communisme » et « bolchevisme » dans le texte de loi ; il craignait beaucoup, en effet, que le cadenas ne soit également utilisé contre son organisation politique. Le 30 mars suivant, le député J.S. Woodsworth, leader de la C.C.F., demanda en Chambre au ministre de la Justice, Ernest Lapointe, de désavouer la loi du Cadenas ; mais celui-ci se montra réticent.

Pour les opposants à la loi, deux moyens s'offraient de la contrer : obtenir du gouvernement fédéral qu'il la désavoue, ou la faire déclarer inconstitutionnelle par les tribunaux. Le ministre fédéral de la justice avait le pouvoir de référer directement la loi à la Cour suprême pour en faire tester la validité. Le pouvoir de désaveu ne pouvant s'exercer que dans un délai d'un an après réception par le secrétaire d'État du texte officiel de la loi, les opposants devaient donc concentrer leurs efforts sur les pressions auprès du ministre Lapointe durant l'année consécutive à l'adoption de la loi. Pour sa part, le leader de la C.C.F., J.S. Woodsworth, revint souvent à la charge en Chambre au cours de cette année.

Le 1er mai 1937 fut l'occasion d'un ralliement des forces progressistes à Montréal, événement sans précédent. Les leaders de la C.C.F., du Parti communiste et du Parti ouvrier s'adressèrent à l'assemblée et dénoncèrent la loi du Cadenas. L'expérience fut répétée le 1er mai 1938.

Entre-temps, un nouvel organisme avait vu le jour : la Société canadienne des droits de l'homme - section de Montréal. Au sein de l'exécutif de la S.D.H., des militants de la C.C.F. et des communistes, ennemis politiques jurés, luttaient côte à côte contre la loi du Cadenas ; l'urgence qu'il y avait à constituer un front uni contre la

répression - politique que le P.C. avait fait sien en 1935 - faisait en sorte que les divergences idéologiques entre les membres de l'exécutif passaient au second plan.

[119]

Photo 6

Le siège du PC à Montréal était fréquemment l'objet d'attaques,
de saisies et de menaces de toutes sortes.

Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

[120]

La S.D.H. attirait aussi des libéraux - au sens non partisan du terme - profondément choqués par les mesures antidémocratiques de la loi du Cadenas. Ces militants avaient en commun une conception libertaire des droits qu'eux-mêmes qualifiaient de britannique : partisans inconditionnels des libertés individuelles, aucune raison n'était à leurs yeux valable de restreindre ou réprimer la liberté d'expression.

Lutter contre la loi du Cadenas sous le régime Duplessis était impopulaire et dangereux. Mais les membres de la S.D.H. jouissaient de plus de liberté d'action que les membres du P.C. Aussi, grâce à la détermination de ses militants, la S.D.H. ne tarda-t-elle pas à devenir la base de la résistance à la loi du Cadenas.

Dès avril 1937, elle fut appliquée à l'occasion de la visite d'André Malraux ; mais c'est à l'automne suivant que le maire Adhémar Raynault de Montréal commença à y recourir systématiquement, interdisant ainsi une réunion avec le député communiste français Alfred Costes, une assemblée des Amis de l'Union soviétique et une autre de la Fédération des sans-travail.

La S.D.H. réagit en organisant une assemblée de protestation et en envoyant une délégation auprès du maire qui, fort de l'« appui de la majorité », refusa de fléchir. L'organisme au sein duquel oeuvraient plusieurs avocats intenta des poursuites contre la Ville de Montréal, pour l'annulation du meeting des Amis de l'Union soviétique et contre le chef fasciste Gabriel Lambert qui avait harangué avec succès les étudiants de l'Université de Montréal lors de la venue d'Alfred Costes afin de les inciter à rééditer leur exploit de l'« affaire Sarosola ». Ce furent les premiers d'une série de revers judiciaires qu'essuya la S.D.H.

Le 16 novembre 1937, le journal communiste *Clarté* eut le premier les honneurs de la loi du Cadenas et la Police provinciale envahissait le domicile de Jean Péron, éditeur du journal, pour y saisir trois caisses d'écrits. Mais dès le 20 novembre, le journal paraissait de nouveau et titrait à la une : « Avis à Duplessis. Personne... Jamais... n'étouffera *Clarté* - Défenseur du Peuple et des Libertés Civiles et Ouvrières ¹²⁵ ». Une photo du [121] cadenas sur la porte de *Clarté* y était reproduite, ainsi que l'ordonnance signée par Maurice Duplessis ; une caricature du Premier Ministre complétait l'illustration de la page frontispice.

¹²⁵ *Clarté* (20 novembre 1937) : 1.

Pour échapper à la loi du Cadenas, Clarté s'était établi dans un hôtel et était distribué par la poste. Le journal continua ainsi de paraître jusqu'en 1939. La S.D.H. fut déboutée une fois de plus lorsqu'elle tenta de poursuivre la Police provinciale pour la perquisition des locaux de Clarté.

Par le biais de Clarté, les communistes pouvaient être informés de toutes les activités de résistance à la loi du Cadenas ¹²⁶. Le journal communiste faisait fidèlement écho à toutes les initiatives de la S.D.H. et reproduisait les discours de ses militants ; il relevait également les abus commis au nom de la loi du Cadenas qui étaient portés à sa connaissance. En outre, le Parti communiste y publia un pamphlet sur la loi du Cadenas ¹²⁷.

En janvier 1938, la S.D.H. fit circuler trois pétitions : la première, adressée au maire de Montréal, demandait que soient respectées les lois concernant les assemblées publiques ; la seconde demandait à Maurice Duplessis le rappel de la loi du Cadenas, et la troisième exhortait le gouvernement canadien à désavouer la loi ou à la référer à la Cour suprême. Cette dernière pétition circula dans tout le Canada et recueillit plus de 50 000 signatures en provenance de 180 groupes.

Pendant que circulaient les pétitions, la S.D.H. mobilisait les opposants, organisait une délégation auprès du Premier Ministre King, à Ottawa, afin de lui remettre la troisième pétition. Mais King refusa de recevoir la délégation tant qu'une lettre expliquant cette démarche n'aurait pas été examinée par le ministre de la Justice. Finalement, le ministre Lapointe accepta de recevoir, le 30 mars, une délégation composée de cinq membres de la S.D.H. Le Premier Ministre Duplessis avait été convié mais il avait décliné l'invitation..

Tandis que la S.D.H. intensifiait sa campagne de protestation, durant les quelques mois précédant l'échéance du délai de [122] désaveu (8 juillet 1938), les partisans du Cadenas inondaient le ministre Lapointe de lettres l'exhortant à ne pas désavouer la loi. La S.S.J.B., les Chevaliers de Colomb, les Liges du Sacré-Coeur, l'Action catholique, le comité permanent des Congrès de la langue française, les voya-

¹²⁶ Marcel Fournier, « Clarté ou le rêve d'un Front populaire » in *Idéologies au Canada français, 1930-1939*, P.U.L., 1978, pp. 273-289. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

¹²⁷ Évariste Dubé, *Pourquoi la loi du Cadenas ? s.é., s.d., 29 p. What's behind the Padlock Law ?* Toronto, New Era Publishers, janvier 1938, 19 p.

geurs de commerce, tous se disaient convaincus que la civilisation chrétienne était en grand danger.

Le 6 juillet 1938, le ministre fédéral de la Justice rendait publique sa décision de ne pas désavouer la loi du Cadenas ni de la référer à la Cour suprême. Invoquant le fait qu'elle avait été votée à l'unanimité et que les protestations provenaient presque exclusivement des autres provinces, il conseillait aux opposants de saisir les tribunaux sur la question de la constitutionnalité de la loi, par le biais d'une action d'espèce. C'était le triomphe de l'électoratisme sur le libéralisme.

Pendant que se déroulait le débat autour de la loi du Cadenas et de son possible désaveu, la Police provinciale avait multiplié descentes et saisies : entre novembre 1937 et avril 1938, elle avait fermé cinq établissements dont *Clarté*, confisqué 532 volumes, 4 000 exemplaires de *Clarté*, 1500 exemplaires d'autres journaux et 268 pamphlets, brochures et tracts ; elle avait perquisitionné le domicile des communistes Stanley B. Ryerson, Léa Roback, Louis Kon, Fred Rose, Évariste Dubé et Lucien Dufour, ce dernier organisateur d'un syndicat affilié au C.I.O. ; elle avait opéré une perquisition à l'Église unie et au journal libéral *En avant !*. Pour les organisations communistes, la C.C.F., les unions ouvrières, les associations de chômeurs, la S.D.H., il devenait de plus en plus difficile de convoquer des assemblées ; certains dirigeants de ces organisations étaient sans cesse harcelés par la police.

Pour sa part, la S.D.H. continua durant sa courte existence - jusqu'en 1941 - de diffuser sa propagande antifasciste par tous les moyens. Outre ses innombrables assemblées, elle publiait le *Bulletin* dans lequel paraissait le bilan des descentes et saisies effectuées par la Police provinciale.

Lorsque le ministre Lapointe eut signifié son refus de désavouer la loi, la S.D.H. tenta d'amener elle-même les tribunaux à se prononcer sur sa constitutionnalité à travers deux cas pour lesquels elle avait investi toutes ses énergies et tous ses espoirs : le cas François-Xavier Lessard et le cas Muni Taub.

[123]

François-Xavier Lessard, militant communiste, avait brisé le cadenas que la police avait apposé à sa porte, se rendant ainsi coupable d'une infraction. Le juge Roméo Langlais, refusant d'engager le débat sur la validité de la loi, condamna l'accusé à deux ans de prison en octobre 1938. La S.D.H. interjeta appel et lança une campagne de souscription de fonds qui lui permit de payer le cautionnement de Lessard, lequel

fut remis en liberté. Le 3 juin 1939, la Cour d'appel maintenait, dans un jugement unanime, la condamnation et la sentence.

Muni Taub était un organisateur syndical, militant communiste et juif de surcroît. Le 22 janvier 1939, son propriétaire avait reçu l'ordre de l'expulser avec sa femme et leur bébé. Le 31 mai 1939, la Cour supérieure jugea Taub coupable d'avoir violé la loi du Cadenas ; elle ordonna son expulsion et le condamna à payer une amende de 285 \$ à son propriétaire. Le juge en chef Greenshields déclara la loi du Cadenas *intravires*, constitutionnelle et valide. Faute de fonds, la S.D.H. ne put faire appel du jugement. Par ailleurs, le déclenchement de la guerre peu après détourna son attention vers d'autres violations de droits.

Après sa réélection en 1944, Maurice Duplessis remit en vigueur la loi du Cadenas - que le libéral Adélard Godbout avait délaissée - pour bâillonner les syndicats affiliés au C.I.O., les Témoins de Jéhovah et, bien sûr, les communistes et leurs publications : *Combat*, qui avait pris la relève de *Clarté* en 1947 et *The Canadian Tribune* qui paraissait depuis 1940. En 1949, le centre culturel de The Association of United Ukrainian Canadians, le domicile de John Switzman, organisateur du Parti ouvrier-progressiste et le local du United Jewish People's Order furent cadénassés ; en 1950, la Police provinciale ferma les bureaux du Montreal Peace Council. En 1954, le gouvernement Duplessis adopta la loi 19 décrétant la « désaccréditation » des syndicats qui comptaient un ou des communistes parmi leurs dirigeants ; cette loi, de l'avis même du ministre québécois du Travail, Antonio Barrette, était la conséquence logique de la loi du Cadenas.

Ce n'est que le 8 mars 1957 que, dans un jugement avec dissidence - le juge dissident étant Robert Taschereau du Québec -, la Cour suprême déclarait la loi du Cadenas inconstitutionnelle, au terme d'un procès intenté à John Switzman par sa propriétaire. Pour supporter les coûts élevés de cette cause, l'Union [124] des libertés civiles - affiliée à cette époque à la Ligue des droits démocratiques du Parti communiste - avait mené une vaste campagne de souscription. L'U.L.C. était présidée par le révérend G.F. Partridge, et Paul Normandin en était le secrétaire exécutif et aviseur légal.

Notons que la période des années cinquante avait vu se multiplier les oppositions à la loi du Cadenas : la Fédération des unions industrielles du Québec (F.U.I.Q.) en avait demandé le rappel ; le juge Barclay de la Cour d'appel du Québec l'avait dénon-

cée ; le Conseil central de Montréal de la C.T.C.C. (ancêtre de la C.S.N.) avait protesté contre les abus des forces policières et l'abbé Gérard Dion avait dénoncé l'utilisation arbitraire du mot « communisme ».

Malgré les résistances, la loi du Cadenas a vécu vingt ans.

Quelques réactions d'opposition

Voici d'abord, recensés par *Clarté*, quelques journaux paraissant à l'extérieur du Québec et quelques associations ayant exprimé leur opposition à la loi du Cadenas : *The Winnipeg Free Press*, *The Ottawa Journal*, *The Financial Post* (Toronto), *The New York Times*, *The Nation* (É.U.) ; l'Église unie du Canada, les Églises presbytérienne, baptiste, évangéliste ; l'Armée du Salut, le conseil national du Y.M.C.A. et Y.W.C.A., la Société des missions étrangères, le 3e groupe de la Jeunesse canadienne ; les conseils de ville de Niagara Falls et d'Oshawa ; les Conseils des métiers et du travail de Toronto, Calgary, Hamilton.

Il va sans dire que le journal communiste *Clarté*, visé directement par la loi du Cadenas, fut celui qui réagit le plus vigoureusement. À compter du 13 mars 1937, une partie, sinon la totalité, de la première page est consacrée à relever les oppositions provenant de divers groupes ou individus, à décrire les luttes des opposants et à énumérer les nouvelles perquisitions et saisies survenues depuis la parution du dernier numéro. La loi du Cadenas prend souvent place également dans les autres pages.

[125]

Le mensuel du parti C.C.F., *The Canadian Forum*, est lui aussi très actif. Durant les années 1937-1938-1939, il suit de près l'évolution - la régression, devrait-on dire - des libertés civiles au Québec et en particulier les procédures judiciaires relatives à la loi du Cadenas. De plus, Eugène Forsey, collaborateur assidu de cette publication, consacre régulièrement sa longue chronique à la loi anticomuniste et à ses répercussions ; membre de l'exécutif de la S.D.H., il est témoin et acteur privilégié de tous ces événements.

En plus des publications des partis politiques de gauche, un des deux principaux journaux étudiants de Montréal, conscient des dangers d'une telle loi, se montre très inquiet au sujet de la loi du Cadenas. En 1937, le quotidien des étudiants de

l'université McGill, *The McGill Daily*, manifestement progressiste, impressionne par son sérieux et par l'éventail des sujets traités ; il fait, dans ses colonnes, une large place aux conférenciers de toutes tendances politiques invités par le Social Problems Club des étudiants. À l'automne 1937, parmi les invités du *McGill Daily* figurent deux militants de la S.D.H., Robert L. Calder et Hubert Desaulniers, venus sensibiliser les étudiants de McGill au danger que fait peser la loi du Cadenas sur la démocratie.

Même si la S.D.H. est présidée par Hubert Desaulniers, c'est Robert L. Calder qui en est le porte-parole. Orateur fougueux, il attire sur lui les foudres des défenseurs de la loi du Cadenas tel *Le Quartier Latin* qui, sous la plume de Daniel Johnson, dénoncera le « calderisme ». Entre les années 20 et 40, les idées politiques de Calder glisseront lentement de la droite vers la gauche : militant conservateur d'abord, il s'allie ensuite aux dissidents de Maurice Duplessis, puis à ceux de Mackenzie King, pour finalement se présenter aux élections de 1940 sous la bannière de la C.C.F. En 1935, il publie *Comment s'éteint la liberté*, pamphlet dénonçant la montée de la répression et les atteintes aux libertés civiles dans la province de Québec ¹²⁸.

Le 4 février 1938, le Social Problems Club organise un symposium politique visant à familiariser les étudiants avec les six

¹²⁸ Robert L. Calder, *Comment s'éteint la liberté*, Lachute, publication de l'auteur, 1935, 131 p.

[126]

Photo 7.

Manifestation contre la « loi du Cadenas » à Montréal (1937 ?).

Archives publiques du Canada.

[Retour à la table des matières](#)

[127]

partis politiques suivants : libéral, conservateur, C.C.F., fasciste, Crédit social, communiste ; il annonce qu'un représentant de chaque parti sera invité au cours des semaines qui suivront. Mais le 17 février, le conseil étudiant annule la rencontre avec Tim Buck, représentant du Parti communiste, afin de se conformer à la loi du Cadenas. *The McGill Daily* dénonce vivement la décision du conseil étudiant.

... Yesterday's action of the Students' Council is a definite proof that McGill students can act as law (...) which is quite conceivably unconstitutional and which is in direct contradiction to all they hold sacred. (...) Mr Arcand has advanced his ideas. Mr Buck should be allowed to answer the Fascist

platform and we hope he will be able to do so through our columns. We have no brief for Communism, nor any other ism but we do believe in giving every man a chance to make himself heard ¹²⁹.

Le 18 février, vingt-cinq étudiants demandent la tenue d'une assemblée spéciale des étudiants. Cinq cents étudiants se présentent à cette assemblée du 21 février - le quorum est de cent - qui adopte à 400 voix contre 100 la proposition de tenir une rencontre avec Tim Buck.

Le *Daily* jubile : « The Students have spoken », conclut-il. Mais il doit bientôt déchanter lorsqu'une pétition portant huit cent cinquante signatures demande la tenue d'une nouvelle assemblée pour reconsidérer la proposition. Le 2 mars suivant, cette assemblée décide qu'elle combattrait la loi du Cadenas... dans la légalité.

En 1937, les « unions internationales » sont continuellement attaquées par la bourgeoisie québécoise qui leur reproche leur caractère étranger et non confessionnel. La loi du Cadenas place ces « unions » en situation inconfortable ; si elles ne s'y opposent pas, elles risquent que la loi survive et que Maurice Duplessis, réputé pour son antisindicalisme, l'applique contre elles.

Durant les mois de mars et avril 1937, *Le Monde ouvrier*, hebdomadaire bilingue de ces syndicats, reflète une opposition ambiguë à la loi du Cadenas à laquelle il reproche en premier lieu son imprécision :

[128]

Il y a un grand danger, écrit l'éditorialiste R. Hachette, si la méthode du cadenas prévaut sans garanties suffisantes, que les organisations ouvrières soient les victimes innocentes des dénonciations d'organisations rivales et d'adversaires peu scrupuleux. (...) Nous croyons que la persécution, d'où qu'elle vienne et exercée par qui que ce soit, n'est pas le bon moyen de déraciner une philosophie, fût-elle la philosophie du communisme (...). Pour faire efficacement la lutte au communisme, au Canada et dans la province de Québec, il faut tout simplement nous débarrasser des causes et des maux qui le favorisent. Donnons du pain à ceux qui n'en ont pas, des logements à ceux qui

¹²⁹ *The McGill Daily*, XXVII, 79 (17 février 1938) : 2.

sont obligés de dormir à la belle étoile (...), et nous n'entendrons plus parler du communisme dans notre bonne province ¹³⁰.

Par ailleurs, le journal manifeste fréquemment son besoin de se démarquer du communisme, qu'il condamne régulièrement. Et lorsqu'il se risque, comme dans la citation ci-haut, à proposer de prévenir l'expansion de cette philosophie plutôt que de la réprimer, ce n'est jamais sans avoir d'abord pris la précaution de déclarer qu'il ne s'objecte pas au « cadenassage » des locaux communistes.

La position de *l'Actualité économique* est particulièrement intéressante. Organe officiel de l'École des hautes études commerciales de Montréal et de l'Association des licenciés, cette revue mensuelle, austère, aux articles longs et fouillés, bien que profondément nationaliste et catholique, s'oppose à la loi du Cadenas.

Qu'on en prenne son parti : ni la police ni l'armée ne l'empêcheront de passer (le communisme). On ne repousse pas une « mystique » à coups de bâton ou de mitrailleuse (...). Pour l'empêcher de se répandre, de pénétrer les esprits, de s'installer dans la société, trois choses sont nécessaires ¹³¹...

[129]

Et d'énumérer des mesures propres à assurer une plus juste répartition des richesses.

L'hebdomadaire *En Avant !* est un journal d'opposition dirigé par T.-D. Bouchard, leader parlementaire libéral. Durant l'année 1937, on y lit des attaques au vitriol contre la loi du Cadenas et contre son auteur, qualifié de « Fuehrer ». En août 1937, le journal reproduit des extraits du rapport de l'Association du barreau canadien, lequel critique sévèrement la loi du Cadenas, et ajoute pour conclure :

¹³⁰ *Le Monde ouvrier*, 23e année, 11 (13 mars 1937) : 1. Bernard Dionne a montré, dans sa thèse de doctorat, que le Conseil des métiers et du travail de Montréal s'opposait à la loi du Cadenas : voir *Les « Unions internationales » et le Conseil des métiers et du travail de Montréal, de 1938 à 1958*, thèse de PhD, U.Q.A.M. (Histoire), 1988, pp. 119-123. [NDLR].

¹³¹ *L'Actualité économique*, XIIe année, II, 5 (mars 1937) : 479-483.

La loi de Duplessis contre le communisme, nous l'avons déjà dit, est une loi qui permet à un gouvernement autocratique, comme nous en avons un, de bâillonner tous les citoyens qui ne pensent pas comme lui ¹³²...

En février 1938, *En Avant !* reçut la visite de la Police provinciale qui en saisit quelques exemplaires.

L'organe de l'Action libérale nationale, *La Province*, dirigé par Paul Gouin, est lui aussi un journal d'opposition. Peu après l'adoption de la loi, il en fait l'analyse pour bien mettre en évidence les articles les plus contestables. négation du droit à la présomption d'innocence, absence de définition du mot « communisme » et des critères déterminant la « preuve satisfaisante », pour conclure :

En somme le procureur général, qui est en même temps le Premier ministre, peut se servir de cette loi pour BAILLONNER DES ADVERSAIRES GÊNANTS et faire chanter des partisans TROP PEU ZÉLÉS. (...) Sous une apparence anodine, (le bill n° 8) comporte tous les éléments d'un abus de pouvoir extraordinaire ¹³³.

L'Autorité est un hebdomadaire antiduplessiste, antifasciste, anticlérical et anticonformiste, qui s'attire les foudres de Maurice Duplessis par ses fréquentes dénonciations de l'antisémitisme de Hitler et du fascisme en général. Sa condamnation [130] de la loi du Cadenas est virulente ; ayant énuméré toutes les clauses antidémocratiques de la loi, il poursuit :

La menace effective des libertés de l'individu est rendue encore plus formidable par l'affirmation du Premier ministre et procureur général de la province de Québec, qu'aucune définition n'a été jugée nécessaire et que toute définition pourrait d'ailleurs empêcher l'application de la loi. Cela signifie simplement que l'on place dans les mains du procureur général le pouvoir de supprimer toute opinion politique, libérale, conservatrice ou autre, selon sa fantaisie ¹³⁴.

¹³² *En Avant !*, (20 août 1937) : 1.

¹³³ *La Province*, II, 52 (27 mars 1937) : 1.

¹³⁴ *L'Autorité*, (27 mars 1937) : 1.

En mars 1937, le quotidien libéral *Le Canada* a pour rédacteur en chef Edmond Turcotte. Membre du comité exécutif de la S.D.H., celui-ci a une réputation de radical. Après l'adoption de la loi du Cadenas, il réagit en ces termes :

Le gouvernement tory de Québec détruit moralement en quelques lignes toutes les conquêtes libérales et démocratiques que nous ont valu la vie courageuse et la mort héroïque de nos immortels Patriotes de 1837.

Plus loin, il dénonce l'absence de définition du communisme : « C'est le règne odieux du despotisme et du bon plaisir ¹³⁵ », écrit-il.

Le 29 avril suivant, *Le Canada* publie la lettre d'adieu d'Edmond Turcotte en précisant que l'ex-rédacteur en chef a démissionné, et qu'il ne faudrait pas croire qu'il a été remercié à cause de ses tendances radicales. Pourtant, lorsque Eustache Letellier de Saint-Just lui succède, le journal opère un important virage à droite et apporte son appui à la loi du Cadenas.

Enfin, deux journaux anglophones : *The Monitor* et *The Canadian Jewish Chronicle* dénoncent la loi du Cadenas.

The Monitor est un hebdomadaire distribué dans les quartiers Hampstead, Notre-Dame-de-Grâce et Montréal-Ouest ; il [131] consacre ses pages à des informations et annonces publicitaires d'intérêt local ; une chronique intitulée « Hi-Lights from Parliament Hill » résume et commente les projets de loi jugés les plus importants.

Dès le lendemain de l'adoption de la loi du Cadenas, il prendra position :

Mr Duplessis should not be permitted to violate the fundamental liberties of free speech and free assembly (...). Arbitrary action against so-called Communist organizations can be very dangerous and lead to all kinds of abuses of the police power ¹³⁶.

Le journal recourt à un argument inusité : l'histoire nous enseigne, plaide-t-il, qu'une telle attitude stimule plutôt qu'elle ne restreint l'expansion du communisme ;

¹³⁵ *Le Canada*, XXXV, 2 (6 avril 1937) : 2.

¹³⁶ *The Monitor*, XIII, 11 (18 mars 1937) : 4.

prenez-le au sérieux, donnez-lui l'occasion de se manifester sur le plan judiciaire et d'attirer l'attention du public, et vous multipliez ses chances de succès.

The Canadian Jewish Chronicle ne s'exprime pas autrement. C'est sous le titre « How to Make Communists » qu'il dénonce la loi du Cadenas comme étant archaïque et inefficace. À l'époque, cet hebdomadaire distribué dans tout le Canada se montre inquiet de la montée du fascisme dans le monde et il y consacre souvent des analyses :

Every action sets up a reaction, and every boost for the Fascists in this province means the conversion of a number of people to Communism ¹³⁷.

Quelque temps après, *The Chronicle* revient à la charge pour dénoncer l'absence de définition du mot « communisme » dans la loi du Cadenas ; à l'appui de ses critiques, le journal cite l'exemple de Peter Bercovitch, député libéral juif accusé par Duplessis d'être « The (Communitic) echo in the Legislature ¹³⁸ ».

[132]

Sans le dire expressément, *The Chronicle* craint peut-être que, à la faveur de la vague d'antisémitisme qui balaie la province, la loi du Cadenas ne soit utilisée contre la minorité juive.

Conclusion

On a peine à croire, de nos jours, qu'une telle loi ait pu exister. L'époque de la chasse aux sorcières est révolue, les curés ont perdu de leur emprise et on ose espérer que semblable législation se heurterait aujourd'hui à un barrage de protestations.

Les quelques réactions d'opposition à la loi du Cadenas relevées ci-haut démontrent qu'elle ne fit pas l'unanimité absolue ; mais en aucun cas les opposants ne se

¹³⁷ *The Canadian Jewish Chronicle*, XXIV, 43 (19 mars 1937) : 3.

¹³⁸ *The Canadian Jewish Chronicle*, XXIV, 45 (2 avril 1937) : 3.

regroupèrent et ne s'organisèrent : peut-être que l'extrême diversité de leurs mobiles les en empêcha.

Les communistes et le journal *Clarté* s'opposèrent farouchement, il va sans dire, à une loi qui les visait directement. *L'Actualité économique*, *The Monitor*, *L'Autorité*, *The McGill Daily*, *Le Canada* sous Edmond Turcotte et *The Canadian Jewish Chronicle*, qui, tous, s'affirmaient non communistes, s'opposèrent inconditionnellement à la loi du Cadenas parce qu'elle violait les droits et libertés ; tous condamnèrent à la fois l'esprit de cette loi et ses modalités d'application.

Les militants de la C.C.F. s'opposèrent à une loi qui les visait indirectement par son imprécision, en même temps que, farouches partisans des libertés individuelles, ils luttèrent contre toute forme de répression de la liberté d'expression. Eugène Forsey, Frank Scott et Hubert Desaulniers répétèrent souvent que les communistes et les fascistes devaient être laissés libres de diffuser leurs idéologies. Les syndicats internationaux étaient, eux aussi, indirectement visés par la loi du Cadenas, et c'est probablement la principale raison de leur opposition.

Les journaux *La Province* et *En Avant !* sont empreints de partisanerie politique et Maurice Duplessis y est féroce pris à partie. T.-D. Bouchard ne s'opposait nullement à la loi du Cadenas, puisqu'il vota en sa faveur et proposa même que lui soit donnée une portée plus étendue incluant aussi les mouvements [133] fascistes. Quant à Paul Gouin, il écrivit dans *La Province* quelques phrases ambiguës sur l'opportunité d'interdire certaines assemblées et de cadenasser certains journaux. Tout porte à croire que ces deux leaders et leur publication avaient comme principale raison pour dénoncer la loi du Cadenas le fait qu'elle émanait d'un parti politique opposé.

Des études ultérieures révéleront, peut-être, d'autres sources d'opposition et d'autres motivations. Il ne faisait pas bon, à cette époque, se déclarer ouvertement en faveur de la liberté d'expression : pour cette raison, plusieurs donateurs ayant accordé leur appui financier à la S.D.H. préférèrent garder l'anonymat. Peut-être y eut-il aussi de nombreuses personnes qui, bien que catholiques et nationalistes, réagirent comme les rédacteurs de *L'Actualité économique*, mais à qui la tribune - ou le courage - fit défaut.

[85]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section I. Le Parti communiste et la société québécoise

Texte 5

Entre socialisme et modernisme : les peintres progressistes québécois (1930-1945)

Esther TRÉPANIER

[Retour à la table des matières](#)

Le lecteur qui espérerait de cet article qu'il lui révèle une face cachée de l'histoire de l'art canadien, celle d'un réalisme socialiste issu comme il se devrait d'une ligne culturelle politiquement claire et idéalement élaborée par le Parti communiste canadien (P.C.C.) risque d'être fort déçu ! Les artistes communistes ne furent pas légion, surtout au Québec. De plus, ceux que l'on peut qualifier de progressistes et qui, conjoncturellement, ont pu épouser certains des combats politiques du Parti, en particulier ceux du front uni antifasciste, ont assez rarement souscrit aux principes d'une esthétique réaliste sociale.

Si l'on sait qu'il y eut dans le sillage du P.C. C. des années trente, des organisations comme le Progressive Art Club et son périodique culturel *Masses*, il semble que ce soit surtout autour du théâtre d'agitation-propagande que se regroupa le plus

grand nombre des travailleurs culturels progressistes ¹³⁹. Par ailleurs, l'histoire de ce qui a pu être la ligne culturelle du Parti reste encore à faire. Sa reconstitution risque de présenter quelques difficultés, car ces questions sont rarement abordées en profondeur [135] dans les publications officielles. De plus, comme le souligne Clive Robertson dans son article sur le théâtre progressiste, aucune des histoires écrites du Parti ne s'est intéressée à l'existence de ses travailleurs culturels.

Il semble cependant que les problèmes que rencontrèrent certains artistes préoccupés à la fois par les développements de l'art moderne et par la situation sociale et politique aient été similaires à ceux rencontrés par des artistes européens ou américains. Sans entrer dans l'histoire des débats multiples qui jalonnèrent les rapports entre partis communistes et artistes progressistes, il faut souligner que du point de vue des artistes visuels, des peintres en particulier, l'incompréhension dont firent preuve la plupart des dirigeants politiques à l'égard du développement de l'art moderne a souvent constitué un frein à l'adhésion de ces artistes au Parti. Trop souvent les partis communistes ne virent dans l'art moderne qu'un art dégénéré issu d'une seule préoccupation, celle de « l'art pour l'art ». Une telle conception se retrouve, on le verra, à l'intérieur des pages du quotidien communiste *Daily Clarion* (1936-1939). Or, à ce souci de la recherche formelle qui caractérise l'art moderne, on oppose le plus souvent une vision de l'art comme outil de conscientisation. De plus, la compréhension que l'on semble avoir du produit culturel est trop souvent réduite à celle d'un « reflet » de la révolution économique et sociale et sa fonction définie comme illustration du combat des « héros positifs » de cette révolution ou comme dénonciation des conditions sordides de vie des masses vivant sous le système capitaliste. À l'intérieur d'une telle conception, le sujet littéraire ou pictural est primordial puisque l'art n'est conçu que comme outil de lutte. Le réalisme se présente alors comme l'expression formelle la plus progressiste.

À l'opposé, dans le monde des avant-gardes artistiques, depuis le début du XXe siècle, c'est l'abstraction, ou tout au moins l'autonomisation du travail formel, qui est considérée par les producteurs et les critiques d'art comme progressiste. Libérer les arts visuels de leur contenu narratif, contenu qui, ne l'oublions pas, avait été

¹³⁹ On pourra se référer à l'article de Clive Robertson, « Canadian agit-prop and Workers' Theatre in the 30's », *Fuse* (may/june 1982) : 25-34. Il y interviewe entre autres Toby Cordon Ryan, membre fondatrice des Workers' Theatre (1932) et Theatre of Action (1935) de Toronto.

réglementé par les Académies royales, puis soumis aux goûts mièvres de la clientèle bourgeoise, représentait pour les artistes un progrès très réel. Pour certains d'entre eux, le rejet des formes traditionnelles de l'art et l'élaboration de nouveaux modes de représentation pouvaient même servir les

[136]

Photo 8.

Fritz Brandtner (1896-1969), *Night Shift/Poste de nuit*, 1943.
Galerie nationale du Canada, Ottawa.

[Retour à la table des matières](#)

[137]

transformations sociales. On pense ici, entre autres, aux constructivistes russes. Cependant, tous les artistes modernes ne furent pas politiquement progressistes. Il est vrai que le combat de l'art moderne contre l'art académique s'est souvent fait au nom de la doctrine de « l'art pour l'art », et c'est ce qui contribua à isoler encore plus les artistes d'une société qui ne comprenait pas très bien ces changements. Il est vrai aussi que le monde de l'avant-garde artistique s'est constitué en un marché fermé, avec ses modes et son vocabulaire spécialisé souvent réservé aux seuls initiés, ce que dénoncent, à juste titre, les organisations politiques de gauche. Malheureusement elles ont souvent rejeté le bébé avec l'eau sale du bain ! Cette attitude suscita des nombreux débats qui jalonnèrent les difficiles rapports entre artistes et partis communistes. Comment être à la fois artiste et progressiste, si l'on persiste à reconnaître une spécificité formelle à son travail et que, par ailleurs, on a devant soi une organisation qui ne s'intéresse qu'au sujet représenté par ce travail ? Faut-il alors se résoudre à n'être que l'illustrateur de la ligne politique ou encore à être artiste dans son atelier et, à d'autres moments, militant dans le Parti ?

Ces questions, certains artistes canadiens, à l'instar d'artistes américains, se les sont posées ! C'est quand même d'une histoire encore peu connue qu'il sera question ici. Non pas celle du P.C.C. vis-à-vis des artistes, mais celle des artistes et critiques d'art qui, dans les années trente et au début des années quarante, s'interrogèrent sur l'implication sociale et politique de l'art. Parmi eux, quelques-uns furent, de manières diverses et conjoncturelles, liés au Parti communiste. Mais, dans tous les cas, leurs réflexions témoignent de leur difficile position. En tant qu'artistes, la plupart d'entre eux seront représentants de ce courant qui, à l'intérieur du champ de l'art canadien, s'opposa au nationalisme dominant du Groupe des Sept et au dogmatisme de son iconographie paysagiste pour prôner une ouverture aux tendances plus internationales. Ils conçoivent l'art comme une expérimentation formelle subjective ; s'ils ne vont pas, sauf quelques exceptions, jusqu'à l'abstraction, le sujet pictural leur apparaît comme un élément secondaire de cette pratique. Il n'est donc pas étonnant d'en retrouver plusieurs au sein de la Société d'art contemporain en 1939. Par ailleurs, ils seront aussi porteurs des interrogations suscitées par la crise économique, la montée du fascisme et la menace de guerre. Ils tenteront [138] donc de redéfinir le rapport de l'art à la société tout en dénonçant, dans plusieurs cas, une pratique artistique qui soumettait la recherche formelle au sujet représenté. En ce sens, ils

admirent leurs confrères mexicains et américains qui, par leur travail au sein de projets gouvernementaux, semblent avoir apporté une réponse à la question de l'implication sociale de l'art, et ce même si la plupart d'entre eux se refusent à être les propagandistes d'un idéal nationaliste ou socialiste. La participation des artistes américains à ces projets gouvernementaux n'était pas sans susciter de nombreux débats. Ils ne furent pas sans influencer les artistes et intellectuels progressistes canadiens qui allaient souvent parfaire leur formation à New York ou qui faisaient, selon les termes même de Libbie Park ¹⁴⁰, leur lecture hebdomadaire du périodique américain de gauche *New Masses*.

L'implication sociale des artistes américains : le modèle du W.P.A.

On sait que le *New Deal* de Roosevelt a représenté pour plusieurs Américains l'espoir de l'avènement d'une nouvelle démocratie. Plus concrètement, cette politique a mis en œuvre toute une série de projets devant soulager la misère et le chômage. Certains d'entre eux vont mettre à contribution les artistes. Le plus connu fut sans doute le W.P.A./F.A.P. (Works Progress Administration's Federal Art Projects) qui vécut, de 1935 à 1943. Cet organisme gouvernemental fut responsable de la construction de nombreux édifices publics (hôpitaux, bibliothèques, aéroports, bureaux de poste, etc.), et comptait parmi ses employés près de 2% de producteurs culturels (musiciens, écrivains, acteurs, artistes visuels, etc.). Parmi eux, les peintres se virent confier la réalisation des murales décorant les édifices [139] publics ¹⁴¹. Ils furent aussi chargés de l'enseignement des arts plastiques à des millions d'étudiants répartis dans les centres culturels communautaires (*Community Art Center*), de la gestion des galeries d'art de ces centres, de l'expérimentation et de la recherche sur les techniques et produits artistiques, ainsi que de la production de films sur ces techniques.

¹⁴⁰ Libbie Park, « Bethune as I knew him » in *Bethune the Montreal Years, An Informal Portrait*, Toronto, James Lorimer and Company Publishers, 1978, p. 97.

¹⁴¹ Pour une description plus complète de ces projets, voir le livre de Marlene Park et Gerald E. Markowitz, *New Deal for Art*, Hamilton/N.Y., Gallery Association of N.Y. State Inc., 1977.

Toutes ces activités contribuèrent à renforcer l'idée que partageaient artistes et administrateurs du W.P.A. selon laquelle on était, grâce au patronage de l'État, à l'aube d'une nouvelle « Renaissance » artistique. Cette renaissance devait marquer à la fois l'avènement d'un art démocratique américain et une nouvelle redéfinition du rôle de l'artiste dans la société. L'art cesserait ainsi d'être le privilège d'une élite éclairée pour devenir un mode d'éducation et un bien de consommation accessible à tous et même praticable par tous.

Cependant, plusieurs positions divergentes s'affrontaient sur la nature et la fonction de cette démocratisation de l'art de même que sur les modes de production artistique ou sur les formes d'art à privilégier. Pour les administrateurs et pour les artistes les plus conservateurs, il ne faisait pas de doute que cet art démocratique serait aussi un art à la gloire de la nation américaine, à la base d'une nouvelle culture nationale. Un sujet pictural s'imposera donc presque d'office aux travaux des artistes engagés par le gouvernement, celui de la « Scène américaine » (*American Scene*) rurale ou urbaine. Cette « Scène américaine », il semblait alors évident à plusieurs qu'elle ne pouvait se réaliser qu'à travers des procédés picturaux réalistes, position qui ne fut pas sans susciter une certaine opposition de la part de peintres plus attachés à l'abstraction. Quant aux artistes plus progressistes, la redéfinition de leur statut passe par une réflexion plus engagée politiquement, allant au-delà du nationalisme. Plusieurs d'entre eux se soucient d'abord d'établir des liens avec les autres travailleurs. Employés de l'État, ils sont amenés à s'organiser en syndicats et ils les conçoivent sur le modèle des grands syndicats ouvriers avec lesquels ils veulent faire alliance.

[140]

Photo 9.

Fritz Brandtner (1896-1969), *Men of 1939 / Hommes de 1939, 1939.*
Galerie nationale du Canada, Ottawa.

[Retour à la table des matières](#)

[141]

Cette identité de vue avec les classes laborieuses se renforce encore avec la création, en 1936, d'un organisme plus large, l'American's Artist Congress, qui adopte la ligne du front uni antifasciste et propose une action collective avec les autres organismes engagés dans la lutte contre la guerre et le fascisme. Pour ce groupe d'artistes, l'action culturelle est conçue comme faisant partie d'une lutte pour la

transformation sociale. Le droit à la culture qu'invoquaient les administrateurs du W.P.A. est, quant à eux, inséparable d'une transformation vraiment démocratique de la société américaine. Ainsi pour les progressistes, c'est plus qu'un idéal national qui est à défendre, c'est celui d'un changement social.

Mais, cette entente autour du front uni n'empêche pas qu'il y ait aussi, au sein de la faction de gauche des artistes du W.P.A., des débats majeurs sur les conceptions de l'art et de la pratique artistique ou sur le réalisme et l'abstraction. La plupart des artistes progressistes, à l'instar de la majorité de leurs confrères, adoptèrent un style réaliste avec un contenu à connotation sociale. Il n'en demeure pas moins que d'autres, et même parmi les plus militants, on pense à Stuart Davis (1894-1964) et à Louis Lozowick (1892-1973), maintiendront une pratique, sinon abstraite, tout au moins plus formalisante, ce qui leur vaudra des critiques de leurs confrères pour lesquels l'abstraction n'est pas apte à véhiculer un contenu social. Ce à quoi ils répondront que l'art n'a pas à être le reflet de la nature, qu'il a ses propriétés spécifiques et qu'il ne peut être réduit à un strict message politique. De plus, ils prétendront que le nouvel univers formel que cette pratique met à jour n'est pas incompatible avec le monde nouveau que l'on veut créer. Or, c'est précisément cette conception de la pratique artistique que nous allons aussi retrouver, à des degrés divers, chez des artistes et critiques d'art canadiens.

La critique d'art « progressiste » et ses diverses conceptions de l'art

Il faut tout d'abord souligner que la critique d'art canadienne, qu'on peut qualifier de progressiste, s'exprime souvent à [142] l'intérieur de publications de Toronto, comme *The Canadian Forum*, *New-Frontier*, *Daily Clarion*, et des Maritimes, comme *Maritime Art* qui deviendra en 1943 *Canadian Art*. Mais cette critique n'en utilise pas moins très souvent comme « modèle » le travail des artistes montréalais. Il faut aussi mentionner que si le questionnement sur le rapport art et politique, ou plus exactement sur le rapport art et société, est lié à la crise économique et à la montée du fascisme, il est aussi très étroitement rattaché à la crise des arts plastiques au

Canada et à la montée d'une compréhension moins étroitement nationaliste de la pratique artistique ¹⁴².

Alors qu'aux États-Unis on voit, dans les années trente, s'imposer le rêve d'un art national, on assiste ici et plus particulièrement à Montréal, à une réaction contre le nationalisme pictural obligatoire tel que défini, du côté anglophone, par le Groupe des Sept ou, du côté francophone, par les illustrateurs du Terroir. Cette rupture, pour des gens comme John Lyman (1886-1967), peintre montréalais, important critique d'art et fondateur de la Société d'art contemporain (1939), se vit principalement en terme d'ouverture aux courants internationaux. D'autres artistes cependant, tout en adhérant aux positions de Lyman, vont articuler cette problématique à l'intérieur d'une recherche plus globale sur l'implication sociale de l'artiste.

C'est dans *The Canadian Forum*, revue liée à la Ligue pour la reconstruction sociale, puis à la Cooperative Commonwealth Federation (C.C.F.), et dans *Saturday Night*, journal populaire nullement progressiste, que l'on retrouve, après 1935, les chroniques de Graham C. McInnes, ce critique d'art qui contribua avec le critique montréalais Robert Ayre à populariser la problématique des artistes de Montréal. Sa pensée critique synthétisant assez bien la forme que va prendre, dans ce milieu, la réflexion sur le rapport art et société, il nous apparaît important d'en présenter les grands développements avant d'étudier les positions plus radicales et aussi plus marginales.

[143]

Sa conception de la pratique artistique est assez complexe pour ne pas dire contradictoire. S'il dénonce toute tentative de faire du sujet pictural, fût-il national, le critère du jugement sur l'œuvre d'art, il ne prône pas pour autant l'abstraction à laquelle il reproche certains « excès ». Pour lui, l'art doit être accessible à tous et compréhensible. Il le conçoit comme une force vitale pour la communauté. On retrouve ici l'idéal d'un art démocratique tel que l'avaient formulé les membres du W.P.A. Il ne faudrait pas conclure pour autant que McInnes défendait une concep-

¹⁴² Le lecteur intéressé à une analyse plus approfondie des positions tenues par le critique pourra consulter l'article que j'ai écrit : « Modernité et conscience sociale : la critique d'art progressiste des années trente », *The Journal of Canadian Art History/Annales d'Histoire de l'art canadien* (volume VIII/I, 1984) : 80-109.

tion de l'art comme propagande ni même de l'art comme véhicule d'un message social. Mélanger l'art à la sociologie a toujours été dangereux, écrira-t-il ¹⁴³. Il reprochera même à deux artistes qu'il admire pourtant beaucoup, Fritz Brandtner (1896-1969) et Paraskeva Clark (1898-1987), d'avoir, dans certaines œuvres, subordonné leurs possibilités d'expression plastique au message politique ¹⁴⁴. Il reconnaît qu'il puisse être intéressant de retrouver une certaine conscience sociale à travers des œuvres, en autant qu'elle n'interfère d'aucune manière avec la « bonne peinture ».

Il défend, par ailleurs, l'iconographie urbaine et les représentations de la « scène contemporaine » comme étant plus actuelles et concrètes que les paysages du Groupe de Sept. Mais il conçoit d'abord et avant tout la peinture comme étant un travail spécifique sur les relations formelles telles que le producteur les perçoit subjectivement. Par contre, on l'a déjà souligné, McInnes n'est pas très favorable aux formes d'art qui tendent trop vers l'abstraction. L'expérience formelle et subjective de l'artiste est pour lui issue de son environnement. Si les artistes expriment leurs sentiments et leurs expériences de cet environnement dans un travail formel bien organisé, ils pourront alors rejoindre le public et devenir, en sortant de leur isolement, une [144] force vitale dans leur communauté ¹⁴⁵. McInnes, tout comme la plupart des peintres et critiques canadiens de cette époque, ne peut encore vraiment accepter l'abstraction comme une des formes d'expression possibles de l'expérimentation subjective de cet environnement, pas plus qu'il n'accepte que cette expression soit soumise à des impératifs de propagande politique.

Des positions plus radicales concernant la politisation des producteurs culturels se sont cependant exprimées sur la scène canadienne, parfois à l'intérieur de *The Canadian Forum* mais surtout dans des publications du P.C.C. comme *New-Frontier* et

¹⁴³ « World of Art », *Saturday Night* (October 27, 1936). On se référera aussi à son article du 11 mai 1939 dans *Saturday Night*, « Light Hearted Seriousness », où il exprime son exaspération face à ceux qui tentent absolument de mettre dans leurs œuvres la « chanson » de la conscience sociale.

¹⁴⁴ « World of Art », *Saturday Night* (March 17, 1936).

¹⁴⁵ Voir entre autres « World of Art », *Saturday Night* (May 14, 1938) : 21, « Upswing in Art has Come ? », *Saturday Night* (November 4, 1939). Et voir « World of Art », *Saturday Night* (June 25, 1938) : 8.

Daily Clarion ¹⁴⁶. Dans *The Canadian Forum*, on les retrouve à propos de la littérature, sous les plumes de John Fairfax et de Frank H. Underhill ¹⁴⁷. Tous deux s'accordent pour reconnaître que dans la conjoncture actuelle, alors que l'humanité ne semble avoir de choix qu'entre le fascisme ou le socialisme, l'artiste doit devenir « rouge ou mourir ¹⁴⁸ ». Le temps de l'individualisme et de la tour d'ivoire est révolu. Underhill se désole conséquemment [145] du fait que les artistes canadiens soient, contrairement à leurs confrères américains, si peu préoccupés par la dissolution de la civilisation, qui s'effectue sous leurs yeux. Il déplore le fait qu'en cette année 1936 ceux-ci s'adonnent encore à leurs « ruminations rustiques » !

Les propos de Fairfax et Underhill rejoignent en grande partie ceux exprimés dans la publication communiste *Daily Clarion*. Les articles sur les questions culturelles ne sont pas légion à l'intérieur de ce quotidien, particulièrement ceux qui concernent les arts visuels. La grande majorité ne sont que de courts entrefilets relatifs au W.P.A., aux murales d'artistes progressistes américains comme Rockwell Kent, à des expositions, à des œuvres ou à des prix obtenus par des artistes torontois proches du P.C.C. comme Nathan Petroff et Henry Oreinstein. On trouve aussi quelques articles sur la culture en U.R.S.S. ou sur des artistes étrangers « modèles », comme

¹⁴⁶ Nous regrettons de devoir, dans cet ouvrage sur les communistes au Québec, avoir encore une fois recours à des publications torontoises pour comprendre les conceptions progressistes de l'art qui circulaient, certes à Toronto, mais aussi à Montréal. L'organe montréalais du P.C. au Québec, *Clarté* (1935-1939) n'avait pas de chronique sur l'art.

¹⁴⁷ John Fairfax, « Art for Man's Sake », *The Canadian Forum*, XVI, 187 (August 1936) : 23-24 ; Frank H. Underhill, « The Season's New Books », *The Canadian Forum*, XVI, 191 (December 1936) : 27-28. Le titre de Fairfax « Art for Man's Sake » est à comprendre d'entrée de jeu comme une prise de position contre le « Art for Art's Sake », contre la doctrine de « l'art pour l'art » qui sous-tendait, depuis la fin du XIX^e siècle, une bonne partie du développement de l'art moderne et qui marque sa tendance à l'autonomisation. Il faut aussi remarquer que si cette question de l'engagement est posée dans ces articles à propos de la littérature, elle ne peut l'être au niveau de la peinture sans soulever encore plus de débats. En effet, le modernisme en art visuel exige que celui-ci se dégage précisément de la littérature, de la « théâtralité », c'est-à-dire du sujet pictural narratif pour travailler plutôt sur les composants formels spécifiques à son médium.

¹⁴⁸ « Red or dead », selon l'expression de Underhill, « servir son époque ou voir sa fonction disparaître comme inutile », selon celle de Fairfax.

le peintre américain et caricaturiste de *New Masses*, William Grooper, la communiste anglaise Felicia Browne, morte sur le front espagnol, etc.

Quelques textes, plus « consistants », nous permettent cependant de concevoir ce que pouvait être la ligne du Parti en matière d'art visuel. Là encore le débat part d'une interrogation sur la fonction sociale de l'artiste. On déplore, un peu comme le faisait Underhill, qu'il y ait si peu de producteurs canadiens qui s'impliquent socialement et peignent pour des raisons plus vitales et plus fortes que celles d'ordre professionnel ¹⁴⁹ !

On leur oppose les modèles du Mexique, des États-Unis ou de la France du Front populaire, qui renouent avec la grande tradition du XVIII^e siècle où les écrivains étaient aussi des hommes d'action, étudiant dans la rue et non dans leur tour d'ivoire ¹⁵⁰. Le *Daily Clarion* entreprend de dénoncer l'individualisme et la doctrine de « l'art pour l'art ». Neil Stuart va même jusqu'à associer cette théorie à la soi-disant « décadence »

¹⁴⁹ Voir B.F. « Goya and Morrice », *Daily Clarion* (January 17, 1938) : 2. « Here artists chiefly paint pictures because they have to get into habit, private or professional, of painting pictures. Not for any stronger or more vital reason (...) And art can't go on like that, only the appearance of art can go on. Not the real thing ».

¹⁵⁰ Neil Stuart, « Where do you stand ? Teachers, Doctors, Artists », *Daily Clarion* (June 16, 1938) : 7.

[146]

Photo 10.

Louis Muhistock (1904-),
Open Door of Third House, Groubert Lane, Montreal, 1939.
Galerie nationale du Canada, Ottawa.

[Retour à la table des matières](#)

[147]

de la France d'avant le Front populaire. L'article sur « Goya and Morrice » reprend aussi cette dénonciation de « l'art pour l'art » en opposant le peintre canadien Morrice, dont on fait un représentant de cette théorie « sans tempérament, sans philosophie, sans position vis-à-vis de l'humanité ou de la nature », au peintre espagnol du XVIII^e siècle, Goya ¹⁵¹. Ainsi le *Daily Clarion* commentera l'exposition de Goya qui ne portait, soulignons-le, que sur les gravures des *Désastres de la guerre*. L'œuvre de Goya y sera tout de même présentée comme celle d'un peintre socialement impliqué à l'encontre de Morrice qui, espère-t-on, n'aura pas d'influence sur les jeunes artistes ! Pour le P.C.C. cette implication sociale de l'artiste passe par sa participation au front uni antifasciste. Cela est assez conséquent avec la ligne du Parti, à cette époque. Par ailleurs, on n'aborde jamais la question de la production artistique en tant que telle ! Quel intérêt reconnaît-on à son travail formel ? Si l'on annonce avec Jacques Duclos ¹⁵² que le socialisme va permettre le développement d'une culture libérée de la commercialisation que la dictature économique du capitalisme lui impose, on ne sait trop dans quels termes est conçue cette liberté. Quelle reconnaissance a-t-on réellement de la pratique artistique ? Doit-elle obligatoirement s'en tenir au réalisme sous peine d'être accusée de tomber dans les pièges de « l'art pour l'art » ? Ces questions, on l'a vu, étaient alors d'actualité et furent soulevées, non sans ambiguïté, par la critique d'art. Il serait intéressant maintenant de voir comment les artistes eux-mêmes les ont vécues !

¹⁵¹ « Goya and Morrice », loc. cit., p. 2. L'Art Gallery de Toronto présentait en même temps une exposition de ces deux peintres.

¹⁵² B.F. « French Leader Shows True Communist Approach to Culture », *Daily Clarion*, (June 16, 1939) : 7.

[148]

*Pratiques artistiques et pratiques progressistes
chez les artistes du Québec*

A) Les années trente

L'abandon, d'une part, d'un certain dogmatisme inhérent à une ligne politique de lutte « classe contre classe » au profit de celle du front uni et le fait que, d'autre part, pour des raisons variées, les communistes ou organes communistes ne s'identifiaient pas toujours comme tels ¹⁵³, expliquent sans doute en partie la participation d'artistes non communistes, ayant même des préoccupations formelles assez éloignées du réalisme socialiste, à des organisations ou des revues politiques proches du P.C.C. ¹⁵⁴

On s'accorde généralement pour reconnaître que c'est principalement par l'entremise de Norman Bethune (1890-1939), médecin montréalais communiste, que les artistes progressistes montréalais et torontois seront amenés à participer à des activités du P.C.C. comme celles de la Ligne canadienne contre la guerre et le fascisme et les Comités d'aide à la démocratie espagnole ¹⁵⁵. En retour, la conception de

¹⁵³ C'est le cas par exemple du journal *Clarté*. Voir sur cette question Marcel Fournier, « Clarté ou le rêve d'un front populaire », *Idéologies au Canada français, 1930-1939*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, pp. 273-294. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

¹⁵⁴ Il faut dire par ailleurs que les artistes que nous avons interviewés dans le cadre de nos recherches reconnaissaient rarement ouvertement avoir été sympathisants du P.C.C. Tout au plus admettra-t-on avoir participé à des groupes d'artistes et de travailleurs culturels « de gauche » dont certains semblent avoir été idéologiquement proches du Parti. Mais dans tous les cas, les peintres se souviennent encore des difficultés qu'ils ou elles avaient à faire valoir la spécificité de leur travail et l'impossibilité de le soumettre au strict message politique. Pour plusieurs cette situation fut la source d'un certain sentiment de culpabilité.

¹⁵⁵ Sur cette question on pourra se référer au texte de L. Park, op. cit, et à la table ronde de C. Hill, L. Muhlstock, M. Scott, L. Kennedy, in *Norman Bethune*

l'art de Norman Bethune, lequel était un peintre amateur ayant suivi quelques cours à [149] l'atelier de William Holgate et de Sheriff Scott, est très redevable de celle de son ami Fritz Brandtner, peintre montréalais d'origine allemande, qu'il rencontre en 1934 après avoir acheté un tableau, *Sun Flower*, que Brandtner avait exposé au Salon du printemps de l'Art Association¹⁵⁶. Comme le souligne Marian Scott (n. 1906), une autre artiste peintre de Montréal et également amie de Norman Bethune, ses discussions avec Brandtner l'ont sans aucun doute stimulé et amené à comprendre l'art comme une énergie créatrice, une audacieuse aventure¹⁵⁷. Il est important de savoir que F. Brandtner fut un des premiers peintres à expérimenter l'abstraction au Canada et ce dès le début des années trente. Sa compréhension de l'art comme expérimentation s'alliait aussi à un humanisme profond. Il conçoit l'art comme un moyen d'améliorer la communication entre les hommes et un outil pour s'appropriier et recréer leur environnement. La libération de l'énergie créatrice va pour lui de pair avec une libération de l'homme. C'est pour cela qu'il souhaite rendre l'art et la pratique artistique accessibles à tous. Ici encore on retrouve cet idéal, très présent sur le continent américain dans les années trente, d'une démocratisation de l'art intégrée à un nouveau projet social. Cette conception fut à la base de la mise sur pied, en 1936, du Children's Art Center, une école d'art pour enfants de milieux défavorisés. Ce centre fut financé la première année par Bethune. Brandtner y enseignait et, après le départ de Bethune pour l'Espagne, il en assumera la direction avec l'aide de Marian Scott¹⁵⁸. Cette école, malgré les difficultés financières qu'elle rencontre lorsqu'elle demande des subventions auprès d'organismes officiels comme la Galerie nationale [150] du Canada, connaîtra un succès croissant. D'une part les travaux des jeunes seront exposés lors de diverses manifestations artistiques dont l'Exposition internationale de Paris en 1937. On avait à cette occasion

his Time and his Legacy, D.A.E. Shephard et A. Lévesque, dir., Ottawa, Canadian Public Health Association, pp. 114-128.

¹⁵⁶ Sur les rapports Brandtner-Bethune ainsi que pour une information plus complète sur la vie et l'œuvre de cet artiste, on se référera au catalogue de H. Duffy et F.K. Smith, *Le meilleur des mondes de Fritz Brandtner*, Kingston, Agnes Etherington Art Center, 1982.

¹⁵⁷ Voir Bethune, *his time, his legacy*, op. cit., p. 118.

¹⁵⁸ Une autre peintre, la torontoise Pegi Nicol MacLeod (1904-1949), s'est aussi intéressée au sort du Centre, puisque lors d'un séjour chez Bethune, elle participa avec lui à l'organisation d'une fête pour financer l'école. Elle y réalisa à cette fin des portraits à cinq dollars pièce.

organisé un concours de dessins d'enfants et des élèves du centre remportèrent trois des six prix distribués. D'autre part l'idée même du centre, qui n'est pas sans nous rappeler la création aux États-Unis des Community Art Center, fait son chemin et on demande à Brandtner d'en mettre d'autres sur pied ¹⁵⁹. Ce qu'il fait au Negro Community Center, au « Y » familial de Verdun, au Centre Iverley, etc. Il organise également des cours pour les enfants du Children's Memorial Hospital ¹⁶⁰. Brandtner était aussi un homme de gauche, membre, si l'on en croit les propos de sa femme Mize, du club C.C.F. St-Lawrence/ St-George de Montréal ¹⁶¹, pacifiste et antimilitariste convaincu. Il tient, sans doute grâce à Bethune, sa première exposition solo à la galerie Morgan en 1936, sous les auspices de la Ligue canadienne contre la guerre et le fascisme. Cette exposition présentait, entre autres, des œuvres dénonçant la guerre chimique. Mais, sauf pour une série de travaux portant sur la guerre et sur l'industrie de guerre qu'il réalisera à la fin des années trente et durant les années quarante, il est assez exceptionnel de trouver dans la production de Brandtner une iconographie à référent explicitement politique. En fait, c'est moins dans le contenu apparent des œuvres que dans sa participation à des activités [151] témoignant de son souci d'implication sociale que Brandtner manifeste son engagement politique.

C'est d'ailleurs le cas de la plupart des artistes de cette période. Comme le disait Marian Scott : « Nous ne pouvions soumettre notre art à la politique, nous ne pouvions que lui donner de notre temps. » Marian Scott était un de ces peintres particulièrement soucieux de l'expérimentation plastique. Son travail au cours des an-

¹⁵⁹ Il fait d'ailleurs, en 1940, une demande de subvention à la Guggenheim Foundation pour un projet de recherche sur les centres d'art pour enfants aux États-Unis. Il y indique que ces centres permettent aux jeunes qui vivent dans un milieu défavorisé de créer, par l'art, le monde dont ils rêvent. Il ajoute quant à son objectif ultime : « Mon ambition est de pouvoir participer à l'élaboration d'une nouvelle entente entre l'homme et ses semblables, dans un monde plein de murs, par l'intermédiaire de ce langage universel qu'est l'art ». Cité par Duffy et Smith, op. cit., p. 38.

¹⁶⁰ Dans les projets communs, mais non réalisés, de Bethune et Brandtner, il y avait aussi la réalisation d'une cité modèle pour permettre la réinsertion des patients tuberculeux. On trouve une description des plans qu'ils avaient tirés de cette cité dans le texte de Libbie Park, « Bethune as I knew him », op. cit., p. 38.

¹⁶¹ Rapporté par Duffy et Smith, op. cit., p. 33.

nées trente se caractérise par une certaine formalisation et géométrisation de la représentation et il débouchera, dans les années quarante, sur l'abstraction. En fait, ce constat d'impossibilité de soumettre la pratique artistique à une ligne politique est partagé par la plupart des artistes dit progressistes. S'ils furent actifs dans divers organismes politiques, s'ils travaillèrent à une diffusion plus démocratique des œuvres d'art et s'ils revendiquèrent une implication plus grande de l'artiste à l'intérieur de la société, cela ne signifie pas pour autant qu'ils développèrent une pratique picturale de type réaliste social, ni que leurs œuvres véhiculèrent clairement un message politique. Ils ne le font qu'occasionnellement. Seules quelques rares exceptions se démarquent de cette tendance.

Il faut souligner cependant que c'est sans doute au sein de la communauté juive que l'on retrouvera le plus de peintres dont l'iconographie picturale témoigne d'un certain humanisme social ¹⁶². On a déjà parlé des Petroff et Oreinstein à Toronto ¹⁶³, mais à Montréal plusieurs peintres de cette communauté, particulièrement sensibilisés aux luttes sociales et plus encore aux luttes antifascistes, vont participer à différentes organisations de gauche. C'est le cas d'Alfred Pinsky (n. 1921) qui fut très impliqué dans le mouvement ouvrier et dont certaines œuvres manifestent un intérêt pour la condition ouvrière, ou d'Harry [152] Mayerovitch (n. 1910) qui joignait à ses activités d'architecte, celles de peintre et de caricaturiste antifasciste dans des journaux comme *Le Jour*, le *Standard* et le *Daily Clarion*. Des femmes artistes, comme Ghitta Caisreman (n. 1923), Sylvia Ary (n. 1923) et Rita Briansky (n. 1925), ont également produit des œuvres qui témoignent d'une réflexion sociale propre aux artistes conscientisés de cette génération (n. 1904), sans être engagées dans quelque organisation politique que ce soit. Elles ont néanmoins contribué, par leurs dessins de chômeurs et de miséreux, à illustrer des revues comme *The Canadian Forum* et *New-Frontier*. Notons cependant que si l'appartenance à la communauté juive favorisait l'ouverture aux questions sociopolitiques, elle ne fut pas le fait de

¹⁶² Sur l'apport des peintres de la communauté juive de Montréal, on pourra consulter le catalogue que j'ai rédigé pour l'exposition *Peintres juifs et modernité : Montréal 1930-1945*, Montréal, Centre Saidye-Bronfman, 1987.

¹⁶³ Si l'on en croit Barry Lord (*The History of Painting in Canada, Toward A People's Art*, Toronto, N.C. Press, 1974, p. 191) plusieurs se retrouvent au sein de l'*Artists' Branch of Communist Party*. Parmi eux, l'artiste torontois Avrom Yanofsky, qui a fait le portrait de certains des membres du bataillon Mackenzie-Papineau. Cet artiste travaillait aussi avec le *Theatre of Action*.

tous les artistes de cette communauté. De même, les positions qu'elle a générées sont à situer sur un large éventail qui va de l'extrême-gauche à l'humanisme libéral. Mais il n'en demeure pas moins, si l'on en croit Alfred Pinsky, que les artistes juifs, sans être regroupés sur une base ethnique, n'en étaient pas moins porteurs de « ce sentiment juif envers la pauvreté et la situation mondiale qui était un des éléments marquants de la pensée juive ¹⁶⁴ ».

Si cet humanisme est à la source du choix des sujets de plusieurs peintres de cette époque, c'est sans doute dans les multiples dessins de chômeurs, malades, miséreux et immigrants de Louis Muhlstock que nous trouvons le plus remarquable témoignage de ce sentiment. Ces « modèles » à bon marché faisaient partie, il ne faut pas l'oublier, du décor urbain, du milieu de vie quotidien du peintre. Par contre, s'ils constituaient le thème de plusieurs de ses dessins, ses œuvres à l'huile, médium plus coûteux, marquent un déplacement iconographique. La figure humaine y est moins fréquente et l'intérêt glisse des pauvres vers leurs taudis, vers des logements abandonnés ou des fonds de cours dont l'organisation picturale témoigne d'une exigence plastique assez moderne.

Ce phénomène n'est pas unique à Muhlstock et si certaines aquarelles, dessins ou esquisses de Brandtner, Clark, Neuman, [153] Nicol, Scott, etc. renvoient par leurs sujets à un phénomène social contemporain, leurs œuvres à l'huile (auxquelles traditionnellement on accorde, à tort ou à raison, plus d'importance) témoignent d'abord des préoccupations formelles et picturales de leur auteur et l'iconographie en est beaucoup plus rarement « politique ». En fait, pour eux, la spécificité de la pratique artistique n'a pas à être soumise à des impératifs politiques. On l'a vu avec Fritz Brandtner : si l'art est politique, c'est parce qu'il est une forme d'expression de l'énergie et de la liberté humaine. Cela dit, ils conçoivent l'art d'abord comme une pratique dont la nature est la recherche formelle et qui possède son histoire propre. Brandtner écrivait d'ailleurs :

¹⁶⁴ Cité par Donald F.P. Andrus, dans *Ghitta Caiserman-Roth, Aperçu rétrospectif, 1947-1980*, Montréal, Sir George William Arts Galleries of Concordia University, 1981, p. 24.

La grandeur d'une création artistique tient à sa nature expérimentale, sans laquelle une forme d'art est totalement dépourvue de valeur. (...) L'artiste qui ne tient pas compte des innovations de Cézanne ou de Picasso est comparable au savant qui méconnaît les découvertes d'un Einstein ou d'un Freud ¹⁶⁵.

Une telle position nous démontre bien que ces artistes, pour conscients qu'ils furent de la situation politique mondiale et pour désireux qu'ils furent de s'impliquer dans des luttes sociales, pouvaient difficilement endosser les positions politiques d'un P.C. qui par sa dénonciation de « l'art pour l'art » et de la « dégénérescence » de l'art moderne faisait preuve d'une certaine incompréhension des développements contemporains de leur pratique.

Mais ces débats n'étaient pas le seul fait du Canada. On les retrouve en Europe aussi bien qu'aux États-Unis. Au sein du W.P.A., ils se manifestent entre les tenants de l'abstraction et les défenseurs d'une iconographie nationale réalisée par des procédés figuratifs réalistes. En fait, peu de peintres incarneront, à Montréal, cet idéal d'un réalisme social qu'on peut imaginer conforme aux espérances du P.C.C. Parmi ces exceptions, il y aura Fred Taylor (n. 1906) dont nous reparlerons plus loin. Mais pour la plupart des peintres mentionnés jusqu'à présent, [154] l'engagement politique a peu d'influence directe sur leur travail formel. Au-delà d'un militantisme individuel et des illustrations qu'ils peuvent fournir à des revues progressistes, c'est par leur désir de redéfinir le travail de l'artiste en tant que fonction sociale utile que ces producteurs nous intéressent. C'est par la qualité de la communication humaine, qu'ils espèrent produire par leurs œuvres et par leurs actions au sein de projets de démocratisation de l'art, que ces artistes témoignent de leurs préoccupations socio-politiques. C'est en ce sens qu'ils se rapprochent des visées de l'art mexicain et de l'idéologie du W.P.A.

Quant aux peintres francophones du Québec, s'ils sont moins nombreux encore que leurs collègues anglophones à participer à des organisations politiques proches du P.C.C., il serait injuste de ne pas souligner qu'un certain nombre d'entre eux se sont aussi intéressés à cette question de l'implication sociale de l'artiste. Nous pen-

¹⁶⁵ Fritz Brandtner, cité par Duffy et Smith, op. cit., p. 44.

sons particulièrement à ces peintres qui sont liés à ce que C. Hill ¹⁶⁶ qualifie de « renouveau du régionalisme » : Jean-Paul Lemieux (n. 1904), Jean Palardy (n. 1905), Jori Smith (n. 1907), Maurice Raymond (n. 1912), André Bieler (n. 1896), etc. Ils travaillèrent surtout, durant les années trente, dans la région de Baie-Saint-Paul, dans la foulée du développement de l'ethnographie qu'avait initié Marius Barbeau ; ils collectionnent et revalorisent des objets artisanaux ou d'art populaire, peignent et vivent en rapports étroits avec les gens de la région. Travaillent aussi avec eux, à cette époque, Phillip Surrey et Fred Taylor. Leurs œuvres, dont le traitement pictural nous renvoie souvent à celui de la fresque ou de la murale, témoignent de la grandeur du travail paysan et de la beauté de sa terre. Quelquefois elles illustrent aussi, non sans un certain humour, la vie quotidienne des gens.

Il faudrait bien se garder, cependant, d'interpréter ce renouveau du régionalisme comme une manifestation plus contemporaine du clérico-nationalisme. Au contraire, le questionnement qui lui est sous-jacent en est un qui prend pour modèle [155] celui des écoles sociales américaine et mexicaine ¹⁶⁷. On pourra, pour s'en convaincre, se référer à certains articles du journal *Le Jour*, publié à partir de 1937. Ce journal, dénonçant le provincialisme borné et l'esprit étroit de la bourgeoisie canadienne française, défendait le libéralisme démocratique ¹⁶⁸ dans un Québec qui, faut-il le rappeler, était sous le régime duplessiste. En art, on y dénonce le « fascisme intellectuel » qui contraindrait peintres et écrivains à porter les œillères d'un milieu mesquin, alors que l'art doit être libre et même révolutionnaire ¹⁶⁹. Si le terme de révolutionnaire n'est pas à interpréter dans le sens de prolétarien mais d'expérimental, les références positives à l'art mexicain et à celui des États-Unis ne man-

¹⁶⁶ Charles C. Hill, *Peinture canadienne des années trente*, Ottawa, Galerie nationale du Canada, 1975.

¹⁶⁷ Ces peintres étaient aussi préoccupés par la crise sociale. Ainsi, Jori Smith participa à la Ligue pour la reconstruction sociale et le frère de André Bieler, Jacques, fut un des animateurs de cette ligue.

¹⁶⁸ Position qui à l'époque devait paraître suspecte puisque, si l'on en croit Jean-Charles Harvey (« Un peu de franchise et de courage », *Le Jour*, 16 septembre 1937, n° 1, p. 1) : « Des semaines avant de naître il (le journal) a eu ses détracteurs (...) les uns le donnaient (...) pour une fondation juive, d'autres pour une feuille de propagande révolutionnaire ou même communiste... » !

¹⁶⁹ Voir entre autres J.-C. Harvey, « En lettre, en art, être libre ou ne pas être », *Le Jour* (23 décembre 1936) : 3 et « Le pire obstacle à l'art canadien », *Le Jour* (26 mars 1938) : 2.

quent pas. Ainsi, dans un article de 1938, Jean-Paul Lemieux souligne l'envergure de la peinture mexicaine et américaine des Rivera et Orozco, Benton et Woods qui, selon lui, savent interpréter et synthétiser l'essence des choses. Lemieux fait ensuite l'apologie des projets gouvernementaux de décoration des édifices publics. Le gouvernement américain, souligne-t-il, en plus de donner du travail aux artistes, permet de faire œuvre d'éducation auprès du public puisque celui-ci, en admirant les murales, apprend l'histoire de la science et de l'art ¹⁷⁰. Mais la conception de l'art de ces artistes et critiques, à l'instar de celle de leurs collègues anglophones, relève d'une double revendication. Celle, d'abord, de la reconnaissance de la liberté de l'artiste à l'expérimentation formelle et à l'expression subjective, qui ira même dans *Le Jour* [156] jusqu'à celle de l'art « moderne », puisque Pellan y est farouchement défendu dès 1937, mais aussi celle de la reconnaissance de la fonction artistique comme fonction socialement utile et éducative.

En ce sens, l'idéal du W.P.A. semble avoir été assez influent au sein de ces courants artistiques, tant anglophone que francophone, des années trente. Mais ce modèle américain, avec ses projets artistiques subventionnés, son questionnement sur le rôle social de l'art et aussi ses organisations d'artistes, jouera un rôle peut-être plus important au Canada, au début des années quarante et plus particulièrement lors de la Deuxième Guerre mondiale.

B) Les années quarante

En fait, c'est avec la convocation de la conférence de Kingston, en 1941, que se concrétisent les liens les plus étroits entre les projets des artistes canadiens et ceux des Américains. Un des principaux organisateurs de cette conférence fut André Bieler ¹⁷¹. Cet artiste, dont nous avons déjà parlé à propos du renouveau du régionalisme, était devenu depuis 1936 artiste-résident à la faculté des arts de l'université Queens de Kingston. Particulièrement intéressé par la question de l'im-

¹⁷⁰ Voir Jean-Paul Lemieux, « La peinture chez les Canadiens français », *Le jour* (16 juillet 1938) : 3.

¹⁷¹ Pour plus d'information sur cet artiste on pourra se référer à l'ouvrage de Frances K. Smith, *André Bieler an Artist's Live and Time*, Toronto/Vancouver, Meritt Publishing Company Limited, 1980.

plication sociale de l'artiste et par les recherches sur la multiplicité des techniques picturales qu'il utilise lui-même dans son art (fresque, pochoir, détrempe à l'œuf, techniques de gravure, etc.), il est également attiré par l'art mexicain et par les expériences américaines du W.P.A. On comprend donc pourquoi Bieler, à la demande expresse de Queens' et de la Carnegie Corporation, accepte de travailler sur le projet d'une conférence nationale des artistes canadiens, conférence qui, précédant celle des affaires canado-américaines, va permettre aux artistes de rencontrer leurs collègues américains et de discuter à la fois de l'état de la recherche sur les techniques ou les matériaux d'artistes et du rôle social de l'art.

[157]

Le modèle du W.P.A. va évidemment dominer cette conférence. Celle-ci suscite chez plusieurs artistes l'espoir de vaincre enfin leur isolement, de créer entre l'artiste et le public des liens qui feront en sorte que ce dernier cessera de considérer le premier comme « un personnage romantique de la vie de bohème ¹⁷² ». C'est dans cet esprit qu'à l'issue de la conférence, les artistes décideront de se regrouper au sein de la Fédération des artistes canadiens. Cette fédération devait travailler à mettre sur pied un mouvement d'aide aux artistes qui, à l'instar de celui des États-Unis, les emploierait à la décoration d'édifices publics, à l'établissement de centres d'art communautaires et à tous autres projets permettant à l'artiste d'être socialement utile. Pour un artiste comme Fritz Brandtner, il s'agit en plus de convaincre chaque artiste qu'il est temps de prendre position :

(...) Le moment est venu de prendre position politiquement afin que nous puissions nous prévaloir des nouvelles ressources sociales et spirituelles qui permettront à notre art de contribuer au développement et au bien-être de la nouvelle humanité ¹⁷³.

¹⁷² Jean-Paul Lemieux dans une lettre à André Bieler citée par F. Smith, op. cit., p. 90.

¹⁷³ Propos rapportés par Duffy et Smith, op. cit., p. 54. Il ne faudrait pas croire que la position exprimée par Brandtner soit celle de tous les artistes canadiens. Au contraire, il semble que la conférence ait suscité quelques débats houleux. Mais elle synthétise probablement assez bien celle des artistes et critiques progressistes dont nous avons parlé ci-haut. Parmi ces derniers, on comptait aussi Walter Abell, un des fondateurs de la Maritime Art Association et de la revue *Maritime Art* qui deviendra en 1943 *Canadian Art*. Abell reven-

La guerre va permettre à ces souhaits de se concrétiser dans des projets précis. En effet, alors que l'entrée des États-Unis dans la bataille signifie à toutes fins utiles la disparition du W.P.A., la participation du Canada au conflit mondial va au [158] contraire amener les artistes canadiens à faire pression auprès du gouvernement pour que celui-ci finance, tout comme il l'avait d'ailleurs fait lors de la Première Guerre mondiale, des projets artistiques chargés d'illustrer ce grand effort national. Il faut mentionner le travail fait en ce sens par Frederick Taylor qui, alors qu'il était président de la région québécoise de la Fédération, prépare une pétition ¹⁷⁴ demandant au gouvernement d'utiliser les artistes, architectes et artisans dans l'effort de guerre et dans la reconstruction d'après-guerre. La pétition ne reçoit pas un accueil très favorable du gouvernement King. Mais en octobre 1942, le Conseil de la défense autorise l'adjonction d'artistes aux historiens et photographes qui travaillent aux archives de la guerre. Ces artistes enrôlés comme officiers sont chargés d'illustrer la vie et les actions des armées au front ¹⁷⁵.

Cependant ce n'était pas nécessairement ce qui intéressait Fred Taylor, peintre et membre du Parti ouvrier-progressiste (P.O.P.), nouveau nom du P.C.C. En effet, dira-t-il, si le front militaire lui-même, avec son horreur, sa romance, son bruit et ses couleurs a été abondamment illustré, on ne sait rien de ceux qui œuvrent sous la pression et le danger du front industrie¹ ¹⁷⁶. C'est l'illustration de ce travail héroï-

dique aussi une redéfinition du rôle social de l'art, une place importante pour celui-ci dans la démocratie nouvelle qui, croit-il, suivra la guerre. L'art fait partie pour lui des droits inaliénables de l'homme et les gouvernements devront en favoriser la collectivisation. Voir entre autres son article « Canadian Aspiration in Painting », *Culture*, III (1942) : 172-182.

¹⁷⁴ La « War Policy Statement and National War Effort Petition ».

¹⁷⁵ Pour un bref historique de la mise sur pied de ces projets d'archives « picturales » de la guerre, voir Walter Abell, « War Records for the Canadian Army », *Canadian Art*, 1, 2 (déc./jan. 1943-1944) : 43 à 46 et 85. On pourra aussi consulter le catalogue de Joan Murray, *Canadian Artists on the Second World War*, Oshawa, The Robert McLawglin Gallery, 1981.

¹⁷⁶ Voir Frederick Taylor, « Painting War Production », *World Affairs*, 8, 5 (janvier 1943) : 2. Parmi les organismes qui, durant la guerre, utilisèrent le talent des artistes, il faut également mentionner le Wartime Information Board qui produisait, entre autres, les affiches de propagande. Harry Mayerovitch en était le directeur artistique (fig. 22).

que des ouvriers de l'industrie de guerre qui intéresse Taylor. On sait l'importance qu'aura pour le P.C.C. la participation à l'effort de guerre et Taylor essaiera à plusieurs reprises d'obtenir du gouvernement et des compagnies l'autorisation d'aller peindre ces travailleurs. Il aura finalement accès, en 1942, à l'arsenal de chars des usines Angus à Montréal, à la United Shipyard de Montréal en 1943 et [159] à la Allis Chalmers en 1944. Son travail, malgré quelques difficultés au départ ¹⁷⁷, se fera dans le plus pur style de ce qui a souvent représenté pour les communistes l'idéal de l'artiste engagé. Travaillant auprès des ouvriers, apprenant d'eux et les éveillant en retour à l'art, il stimule, par la mise en image des « héros » de la production, l'efficacité et le rendement ¹⁷⁸. Ses œuvres sont alors peintes dans un style réaliste social qui met en vedette ce « héros positif » qu'est l'ouvrier de l'industrie. Ce peintre reconnaît, d'ailleurs, que le développement de ce style chez lui s'est fait parallèlement à celui de sa conscience politique. L'ensemble de sa production n'est cependant pas toute dans cette veine du réalisme socialiste.

Industry is terrific! Tel était le titre de l'article dans lequel Taylor, à la fin de la guerre, mettait de l'avant son sujet pictural de prédilection, l'usine et l'ouvrier, affirmait son implication comme artiste militant apprenant des masses et faisant en retour œuvre d'éducation, et définissait sa conception de l'art comme élément de rapprochement entre les peuples et les nations ¹⁷⁹. Mais en fait, la démocratie nou-

¹⁷⁷ Outre ses difficultés pour obtenir les autorisations nécessaires, il lui a fallu, une fois en usine, vaincre la méfiance des ouvriers, qui le considéraient comme un espion à la solde des patrons, celle des patrons qui croyaient qu'il en était un à la solde du gouvernement ou qui, plus prosaïquement, craignaient que sa présence ne ralentisse la production. Quand la compagnie Allis Chalmers réalisa que c'était exactement l'inverse qui se produisait, elle demanda à Taylor d'organiser une exposition de ses œuvres qu'elle fit visiter à tous ses employés. Elle reproduisit également certains de ses tableaux dans son journal et organisa une exposition à Toronto. Ces anecdotes sont racontées par Taylor dans *Rationale of Social Realist Painting*, texte déposé au dossier de l'artiste à la Galerie nationale du Canada.

¹⁷⁸ Nous pensons particulièrement à cette série de portraits de travailleurs modèles, hommes et femmes, qui devaient servir à la réalisation d'affiches pour susciter l'émulation ouvrière. Chaque portrait portait l'inscription suivante : « Au service sur le Front industriel ».

¹⁷⁹ Frederick Taylor, « Industry is terrific! », *Canadian Art* (novembre 1945) : 30-32.

velle qu'il espérait voir succéder à la guerre, et qui aurait donné à tous accès aux biens tant matériels que culturels, n'a pas tenu ses promesses.

Taylor ne fut pas le seul à travailler sur le thème de l'industrie de guerre. Louis Mulhstock et Fritz Brandtner font, comme [160] bien d'autres, leur « stage » en usine. Il ne faudrait pas oublier non plus Paraskeva Clark qui, tout comme sa collègue torontoise Pegi Nicol, va peindre certaines divisions féminines de l'armée et produire quelques intéressants tableaux sur le travail des femmes dans l'effort de guerre.

L'ensemble de cette production, réalisée dans le contexte spécifique de la guerre, forme sans doute le plus important corpus de représentations ouvrières de l'histoire de l'art canadien. Il constitue en quelque sorte l'aboutissement « imagé » du questionnement sur l'implication sociale de l'artiste. Mais on ne saurait en déduire l'existence d'un véritable courant réaliste social car ce temps fort survivra difficilement au second conflit mondial.

Si des projets de la période antérieure subsistent encore quelque temps (réalisations de murales pour des compagnies, centres d'art communautaires, etc.), les questionnements qui leur étaient sous-jacents seront de plus en plus relégués dans l'ombre. Certains avaient pu croire, à l'aube de la Deuxième Guerre mondiale, que l'avenir de l'art tiendrait d'une part à la reconnaissance de sa spécificité formelle et, d'autre part, qu'il s'intégrerait de façon active dans un projet social plus progressiste. Ils durent déchanter assez vite ! Seule la première partie du programme se réalisa ; la constitution de la Société d'art contemporain allait en ce sens. Mais l'après-guerre n'apporta pas la démocratie populaire dont certains avaient rêvé, ni une redéfinition de la fonction sociale de l'artiste. Le monde de l'art resta somme toute assez marginal et les peintres anglophones de Montréal, qui s'étaient aussi battus contre l'académisme, furent vite dépassés par une faction plus radicale, les jeunes tenants francophones de l'abstraction, Borduas, Pellan et leurs émules. Pourtant, ces artistes avaient préparé le terrain de la rupture, en défendant également une conception de l'art comme expérimentation subjective, battant en brèche le nationalisme « obligatoire » dans le champ de l'art et ouvrant la voie aux recherches formelles plus poussées.

Or, parmi les textes les plus réactionnaires écrits au Québec contre l'art moderne, on trouve, sous diverses formes, cette affirmation que l'art moderne est le fait d'étrangers qui sapent les bases de la civilisation occidentale chrétienne et que

cet art [161] s'apparente à l'anarchie, ou pire, au bolchevisme ¹⁸⁰. Faut-il dans ces accusations grossières voir une reconnaissance du fait que plusieurs des premiers artistes « modernes » au Québec étaient, comme Marian Scott, des anglophones, ou, comme Fritz Brandtner ou certains peintres de la communauté juive, des immigrants ? Ceux-ci avaient aussi en commun une pensée sociale qui était antithétique, c'est le moins que l'on puisse dire, de la pensée clérico-nationaliste. N'avaient-ils donc pas aux yeux de ces critiques le tort d'être à la fois « étrangers », « modernes » et « socialistes » ? Cela était sans doute suffisant à ces détracteurs pour justifier la constitution d'une association démagogique entre l'art moderne et le « bolchevisme ».

On mesure donc l'inconfort de ces peintres face à ces divers retournements idéologiques : alors que pour un certain communisme « orthodoxe », l'art moderne était vu comme un symptôme de la décadence des sociétés capitalistes occidentales, pour la critique québécoise la plus à droite, la « menace » de l'art moderne était associée à celle du communisme ! Coincé entre ces pôles extrêmes, on conçoit alors toute la difficulté qu'il y avait à être un producteur artistique soucieux des développements contemporains de sa discipline mais aussi préoccupé par les grands problèmes sociaux et politiques qui déchiraient le monde. Mais cette contradiction a constitué la base de la difficile histoire des artistes progressistes du XXe siècle et les artistes canadiens n'y ont pas échappé.

¹⁸⁰ On pense au livre de René Bergeron, *Art et bolchevisme*, Montréal, Fides, 1946, à celui de Dominique Laberge, *Anarchie dans l'art*, Montréal, Éditions Fernand Pilon, 1945, et à la conférence de Clarence Gagnon, « L'immense blague de l'art moderniste », reproduite dans *Amérique française*, septembre-novembre 1948, vol. 7, n° 1, pp. 60-65 et décembre 1948-février 1949, vol. 7, n° 2, pp. 44-48. À propos de René Bergeron, il est bon de rappeler qu'il était un des conférenciers anticommunistes notoires de l'École sociale populaire.

[85]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section I. Le Parti communiste et la société québécoise

Texte 6

Le camarade Bethune ¹⁸¹

Stanley RYERSON

L'autre Montréal

[Retour à la table des matières](#)

Les « Années montréalaises » : un lieu, une époque. Ville située au confluent de l'Outaouais et du Saint-Laurent, les voies d'eau du commerce de la fourrure et du bois, en aval des Grands Lacs et des « pays d'en haut » du vaste Nord-ouest, Montréal, c'est la côte du Beaver Hall, surplombant le port, où les seigneurs de la fourrure se réunissent (et font la noce). Montréal, c'est également la rue du Fort, un peu plus haut sur le flanc du Mont-Royal, là où les tours du fort de pierre des Messieurs du Saint-Sulpice, seigneurs de l'île de Montréal, s'élèvent encore pour rappeler les craintes de « l'incursion iroquoise ». Ces rues du Beaver Hall et du Fort, dans la cité des commerçants anglais et écossais, le Montréal des ères victorienne et édouardienne avec ses somptueuses résidences le long des rues Dorchester et Sherbrooke,

¹⁸¹ Ce texte est une traduction du chapitre de Stanley Ryerson dans l'ouvrage collectif de W. Macleod, S. Ryerson et L. Park, *Bethune : The Montreal Years, An Informal Portrait*, Toronto, James Lorimer, 1978.

et le grandiose hôtel particulier de Sir Hugh Allan qui domine tout le reste, voilà, en partie, le milieu dans lequel Norman Bethune vécut et travailla : le Montréal des « Anglais »... McGill, le Royal Victoria et la Sun Life (l'un des rares édifices en hauteur de l'époque) ; le siège social du CPR ; Sir Herbert Holt, Sir William Van Horne, Lord Strathcona, Sir Edward Beatty et Lord Atholstan ; autant d'institutions et de personnalités évocatrices du pouvoir.

[163]

Mais, en bas de la côte, vers le sud et loin vers l'est, se trouve « l'autre Montréal », cet autre monde de travailleurs canadiens-français et des « little people », les gagne-petit, qui travaillent dans les manufactures de la Macdonald Tobacco et de la Dominion Textile, dans les usines de la Vickers ou aux ateliers Angus du CPR ; qui conduisent les calèches et utilisent les « p'tits chars », ... et dont les élites, depuis l'Évêché jusqu'aux Dandurand, Beaubien, Béique et Rolland, réfugiés dans leurs grandes résidences d'Outremont et de Côte-des-Neiges, s'avèrent des alliées respectueuses des oligarches anglais. À Verdun et à Pointe Saint-Charles, s'entassent les ouvriers venus de la vieille Angleterre et les terrassiers irlandais. Dans le cœur de la ville, autour de la rue Saint-Laurent - « la Main » - se regroupent les immigrants venus d'Europe de l'Est, les travailleurs juifs de la confection, les Polonais, les Hongrois, les Ukrainiens. Dans les salles du Royal Victoria, du Women's General, du Sacré-Cœur, du Children's Memorial et de l'Hôpital Général, les statistiques québécoises des années 1930 sur la tuberculose, la malnutrition et la mortalité infantile traduisent le taux disproportionné de souffrance et de mort, qui est le lot des classes laborieuses démunies.

Montréal-la-métropole : carrefour de pouvoirs assis sur la richesse. Des rues portant le nom de gouverneurs coloniaux : Dorchester, Craig, Sherbrooke, Aylmer ; des sociétés nommées d'après leur propriétaire : Redpath, Ogilvy, Warden King, Bagg, Morgan.

Et tout près, juxtaposée, la présence de la majorité : l'Église Notre-Dame, la Cathédrale Saint-Jacques (aujourd'hui Marie Reine-du-Monde), l'Oratoire Saint-Joseph, l'Université de Montréal sur Saint-Denis au sud de Sainte-Catherine... et des rues honorant la mémoire de rebelles ! - Delorimier, Sanguinet, Papineau.

Dans les années trente, l'écho des révoltes passées se mêlait à de nouvelles voix dissidentes et à de nouveaux courants profonds de colère radicale. Chômage massif,

coupures de salaire, insécurité généralisée : la crise économique frappait sévèrement les plus démunis. Cela incitait à une remise en question (comprendre : « la sédition ») et à la répression d'une telle remise en question (comprendre : « la protection de la loi et de l'ordre »). Travailleurs et agriculteurs, professionnels de la classe moyenne, [164] jeunes et vieux, - hommes et femmes, tous étaient plongés dans un temps de tumulte, de remise en cause des institutions politiques, de la propriété et du travail. Les « clients » assidus du travail social, les enfants des familles ouvrières, les patients, externes ou résidents des hôpitaux et des cliniques témoignaient tous de la cruauté d'un système débordant de richesse. Les Sir Herbert Holt, les Sir Edward Beatty, les Beaubien, les Bronfman et les Redpath continuaient, eux, à récolter en abondance les profits, scandale confirmé par les travaux de la Commission royale sur les écarts de prix (1935-1936) : les chiffres établis par cette commission relativement aux salaires ainsi qu'aux heures et conditions de travail ne laissent aucun doute quant au lien étroit existant entre profits et rentes en surplus et exploitation du travail. À l'époque, comme de nos jours encore, le fragile équilibre du taux de profit déterminait les fluctuations de l'emploi. En fait, chômage et maladie, salaires de famine (quand salaire ou même travail il y avait), et conditions de vie misérables constituaient les termes de la brutale équation de la loi de l'accumulation du capital. C'est là que se trouvaient, enfouies, les racines des antagonismes sociaux et de classe, et les impératifs de la lutte. Rosemont et Verdun, Saint-Henri et Pointe Saint-Charles, Hochelaga et Park Extension : la géographie même des rapports sociaux dominée par les somptueuses résidences de Westmount et d'Outremont et des grandes sociétés et banques à charte de la rue Saint-Jacques, mettait à nu les connexions d'argent et de classe de la « libre entreprise ».

Des divergences commençaient déjà à poindre entre point de vue réformistes et radicaux, et ce par-delà les différences de langue et d'origine. Il y en avait qui, confrontés au chômage, organisaient les chômeurs pour revendiquer « travail ou salaire » et l'assurance-chômage (sans contribution des travailleurs), demande mise de l'avant pour la première fois en avril 1931. Le Premier ministre conservateur R.B. Bennett répliqua à une telle audace en écrasant la subversion par ce qu'il appelait lui-même le « talon de fer de l'implacabilité ». Les communistes, qui formaient les éléments les plus actifs de la gauche pour avoir organisé le mouvement de protestation des chômeurs, se retrouvèrent rapidement en prison. Ce fut le sort réservé aux orateurs à une réunion tenue au Temple du travail de la rue Saint-Dominique : Leslie

Morris, Philippe Richer, Fred Rose, T. Miller, condamnés pour « sédition » à purger des peines de deux ans à la [165] prison de Bordeaux ; aux dirigeants du Parti communiste du Canada, « les Huit » (y compris Tim Buck, Sam Carr, Tom Ewen et Matthew Popovich), tous condamnés à passer cinq ans derrière les murs du pénitencier de Kingston. Parmi leurs précurseurs, on dénombrera les militants socialistes qui avaient accueilli à Montréal Keir Hardie avant la Grande Guerre et fondé le premier Parti ouvrier au début du siècle. Parmi les pourchassés, se retrouvaient des militants venus de Grande-Bretagne, tels Alex Gault et Michael Buhay, et d'autres d'Europe centrale ou de l'Est (dont plus d'un avaient participé à des luttes nationales et sociales ayant tourné en guerre civile) dont Sidney Sarkin, Fred Rose et plusieurs autres. Il y avait aussi des femmes, cadres, organisatrices et enseignantes telles que Bella Gault, co-fondatrice avec Annie Buller et Beckie Buhay du Montreal Labour College, dont la contre-partie francophone était l'Université ouvrière dirigée par Albert Saint-Martin, Gaston Pilon, Abel et Émile Godin. On y retrouvait également des syndicalistes canadiens-français comme les débardeurs Charles Ouimet et Évariste Dubé, ainsi que les fondateurs-constructeurs du Parti communiste, Léo Lebrun, col bleu municipal, Bernadette Lebrun, Gervais, Paquette ainsi que Berthe Caron et Paul Delisle. Tous furent du nombre des Montréalais qui édifièrent la gauche que Bethune allait connaître. Déclarée illégale de 1931 à 1935, en vertu de l'Article 98 du Code criminel, bientôt proscrite et pourchassée sous la « loi du Cadenas » (1937 à 1957), bannie sous le coup de la Loi sur les mesures de guerre (1939-1940 à 1942), la gauche, communiste ou non, se voyait violemment mise à l'index de la « société respectable ». La gauche était perçue et se voyait presque, elle-même, comme une enclave révolutionnaire européenne au sein de la société canadienne. Représentait-elle une poignée d'« agitateurs étrangers » ou, plutôt, la voix troublante de la conscience sociale ?

Le Québec (tout comme l'Espagne) avait subi la domination séculaire du pouvoir temporel de l'Église catholique romaine, le plus important propriétaire foncier de Nouvelle-France, et, encore à l'époque qui nous concerne, une force économique et socio-politique de taille. Corporatisme, répression et hystérie anticomuniste : cette formule de la droite se mit à l'unisson du chœur dominant clérical-conservateur québécois. Déjà, les voix des forces démocratiques pouvaient à peine se faire entendre lorsque Duplessis conduisit l'Union nationale au [166] pouvoir en 1936, avec la mission explicite « de mener une guerre sans merci » contre « tous les ennemis étrangers et

les extrémistes qui menacent la démocratie, surtout ces communistes à la solde de Moscou qui tentent d'implanter dans notre province une idéologie politique contraire à notre foi, à nos traditions et à nos lois ». Un pamphlet de l'Union nationale devait, plus tard, affirmer : « Toutes les réalisations de Maurice Duplessis depuis 1936 ont visé à rapprocher les différentes classes de la société et à assurer le règne de la justice sociale, l'antidote contre le communisme recommandé par le Saint-Siège. »

Dans ce contexte, il n'était guère étonnant de voir des catholiques rejeter l'autorité des prêtres à mesure que leur questionnement sur les liens entre l'Église et les milieux d'affaires se transformait en opposition ouverte, qui revêtait souvent la forme d'un fervent anti-cléricalisme. Une Association humanitaire de ceux qui avaient renié la foi catholique se forma à Montréal sous l'influence du socialiste anti-clérical Albert Saint-Martin. Associée à l'Université ouvrière sise au coin des rues Montcalm et Sainte-Catherine, cette organisation put se vanter de regrouper jusqu'à quatre mille membres. Les communistes canadiens-français montréalais critiquaient volontiers cette tendance anti-cléricale. Ils opposaient aux diatribes anti-religieuses de Saint-Martin (conférences sur « l'Immaculée Conception » et autres sujets du même ordre), des propositions visant à l'unité d'action pour appuyer les revendications des chômeurs. Ce à quoi Saint-Martin répondait par des appels à une politique de résistance passive à la Gandhi.

Cependant, même parmi les militants radicaux francophones, subsistaient encore les traces d'une aversion ancienne contre les « soutanes noires ». Lors d'une promenade en voiture le long du tortueux boulevard Gouin, Roméo Duval, infatigable organisateur de la lutte des chômeurs et communiste dévoué, braqua violemment son véhicule, à la surprise (entre autres, comme on le verra) de son passager, pour foncer à tombeau ouvert sur un 'révérend père' qui traversait la rue devant nous. Celui-là eut à peine le temps de s'esquiver. Étonné, je lui demandai : « Non, mais pourquoi que t'as fait ça ? » Roméo me répondit, sans même y penser : « Je fais toujours ça. C'est plus fort que moi. » Et chaque fois qu'il en avait l'occasion, il répétait le même manège : c'était « irrésistible ». Je racontai plus tard cette anecdote à un visiteur d'Espagne, pilote dans l'aviation républi-

[167]

Photo 11.
Paraskeva Clark (1898-), *Petroushka*, 1937.
Galerie nationale du Canada, Ottawa.

[Retour à la table des matières](#)

[168]

caine loyaliste, qui venait solliciter des appuis au Canada. Nous passâmes devant l'Université de Montréal, sur le flanc nord du Mont-Royal, qui lui rappelait la cité universitaire de Madrid, alors assiégée et bombardée par les fascistes. Après avoir roulé devant l'Oratoire Saint-Joseph et quelques grands séminaires, notre hôte nous fit remarquer qu'il ne lui était pas difficile d'imaginer que, un jour de furie révolutionnaire, on voit, en ce Québec clérical, pendre des prêtres à chaque lampadaire ! Commentant les situations respectives de l'Espagne clérico-fasciste et du Québec clérico-conservateur, André Malraux avouait ne pas trouver le parallèle si farfelu. Par ailleurs, la droite, appuyée par le maire Adhémar Raynault, qui recula devant les menaces de violence proférées par les étudiants clérico-nationalistes, avait manœuvré pour faire annuler une conférence à l'aréna Mont-Royal où Malraux devait prendre la parole. C'est un temple protestant de la rue Dorchester Ouest qui devait offrir une solution de rechange inespérée,... et trop exigü pour les besoins de la soirée. Plus d'une fois, des torches brandies par des étudiants manifestant aux cris de « À bas les Juifs », « À bas le communisme », illuminèrent les rues de Montréal. (Trente ans plus tard, des manifestations de masse regroupant des étudiants tant francophones qu'anglophones défilaient sous des bannières clamant : « Étudiants et ouvriers, solidarité ! »)

Durant les années 1930, les quelques centaines de communistes québécois étaient très affairés. Leurs activités comprenaient l'organisation des chômeurs, l'appui aux grèves menées contre les coupures de salaire, la syndicalisation des non-syndiqués, la lutte pour les libertés civiles et la « défense ouvrière ». Ils travaillaient aussi à mieux faire comprendre la nature de la menace fasciste et en quoi elle risquait de mener à une nouvelle guerre mondiale. Tout cela se faisait non seulement sous la menace de la répression politique, mais aussi en dépit du conservatisme officiel de l'American Federation of Labour, qui refusait d'approuver les grèves sous prétexte qu'elles ne pouvaient aboutir dans des conditions de dépression économique - argument maintes fois réfuté dans les faits par la militante Ligue d'unité ouvrière, dirigée par des éléments de gauche.

Durant ces années de crise économique que seul un conflit mondial devait finalement « résorber », l'organisation de la lutte des ouvriers contre le chômage, la dépossession et l'humiliation, [169] contre la soupe populaire et la « soupaine » et contre le matraquage policier se confondaient avec les efforts déployés en vue de

construire l'unité contre le fascisme et la guerre. Telle était, du moins, la perception que la gauche avait du sens historique des événements qu'elle traversait.

L'histoire peut progresser à un rythme inconcevablement lent ou, tout à coup, se transformer en ouragan. La deuxième moitié de la décennie 1930 fut une de ces dernières époques. La menace d'une guerre imminente et la folie bestiale du fascisme hitlérien contribuaient à aiguïser la conscience sociale et politique au Canada, et à conférer à la période une atmosphère quasi intenable d'urgence. L'agonie tumultueuse de ce monde balayait tout sur sa lancée, atteignait hommes et femmes de tous les milieux dans le tissu même de leur vie quotidienne, mais donnait aussi parfois, à certains, une orientation et une détermination toutes nouvelles, et souvent même un courage peu commun.

Embourbé dans la plus profonde de ses crises, le capitalisme mondial engendrait la guerre. L'invasion de la Mandchourie (1931) par le Japon impérial et militariste ; l'accession au pouvoir du nazisme en Allemagne (1933) ; la guerre menée par l'Italie fasciste contre l'Abyssinie (1935) ; l'invasion de la Chine entière par les armées japonaises (1937) ; et, enfin, l'assaut nazi-faciste contre l'Espagne républicaine (1936-1939) ; tout cela ne pouvait mener le monde qu'au bord du gouffre. Confronté à l'imminence d'un désastre global, le Congrès du Komintern, tenu en août 1935, mit de l'avant la politique du front uni de la classe ouvrière et du peuple. L'application de cette politique à la situation prévalant alors au Canada fut expliquée dans une brochure du Parti communiste intitulée *Toward a Canadian People's Front*. L'exemplaire de Bethune portait l'inscription suivante : « Ce livre appartient à Norman Bethune et à ses amis. »

Afin de contrer l'assaut du fascisme et conjurer la menace d'une Deuxième Guerre mondiale, des mouvements d'action unifiée prirent forme, pour aboutir, en France et en Espagne, à des gouvernements de Front populaire (1936), et à des regroupements antifascistes, anti-impérialistes et pacifistes dans plusieurs pays, dont le nôtre. À partir de 1936-1937, le déclenchement de guerres nationales populaires, en Espagne et en Chine, posa un défi concret aux sentiments de solidarité de tous les antifascistes. Le système de sécurité collective contre l'agression fasciste proposé par l'U.R.S.S. aux démocraties capitalistes [170] occidentales ne devait jamais voir le jour. L'impérialisme monopoliste occidental, qui cherchait à faire bloc avec les forces de l'Axe contre « le bolchevisme », réussit encore à imposer ses intérêts. Donc, pas de sécurité collective. Au contraire, c'est la guerre qui éclata. En 1939, les

pays impérialistes s'affrontèrent pour régler la question de l'hégémonie au sein du monde capitaliste, et c'est en 1941 seulement que les É.-U. et l'U.R.S.S., attaqués directement par les puissances de l'Axe, furent contraints d'entrer dans la guerre. Aussi, dès lors, un nouvel alignement stratégique émergea-t-il, dont, on s'en rendait maintenant compte, les champs de bataille espagnol et chinois n'avaient été que le prélude.

Après coup, il est facile, à une certaine partie de l'extrême-gauche, de critiquer la politique des années trente de front uni contre le fascisme et d'y voir, comme elle, un abandon de la position de classe révolutionnaire : l'antifascisme serait une liquidation opportuniste de la lutte de classe. Nous voyions alors les choses d'un œil bien différent. La véritable lutte de classe dans les conditions concrètes de l'époque, c'était l'édification de l'unité ouvrière dans l'action, pour en faire le point de ralliement d'une large alliance dont la raison d'être serait la résistance au fascisme et à la guerre. L'Axe fasciste Berlin-Rome-Tokyo constituait le cœur même de la contre-révolution du monde des affaires à l'échelle internationale, le pôle des éléments les plus réactionnaires dans le monde. Son but avoué, détruire le bolchevisme, que partageait l'extrême-droite réactionnaire des pays occidentaux, attestait bien les objectifs et le caractère de classe des puissances de l'Axe.

Lorsque l'Allemagne nazie attaqua l'Union soviétique à l'été 1941, le point de vue du Premier ministre canadien se résuma à cette simple déclaration : « Laissons-les donc se détruire ! » Pourtant, le rapport de forces sous-jacent força l'adoption tardive de l'alliance Occident-U.R.S.S. Les contradictions inter-impérialistes avaient éclaté en 1939 ; le nouvel alignement des forces ne signifiait nullement qu'elles se fussent volatilisées. Elles devaient, en effet, réapparaître durant et après la guerre froide, confirmer à nouveau la nature réactionnaire du pouvoir capitaliste.

[171]

Le choix de Bethune

Bethune adhéra au Parti communiste à Montréal en novembre 1935. Sa visite en Union soviétique, le mois d'août précédent, et les intenses discussions qu'il eut à son retour avec des amis, tant anciens que nouveaux, sur le socialisme et le communisme,

servirent de catalyseur à sa décision. Il est vrai que, depuis quelque temps déjà, se préparait une transformation importante de ses points de vue, issue du conflit, longtemps pressenti et maintenant perçu plus clairement que jamais, entre, d'une part, la signification profonde de son métier de médecin et, d'autre part, la nature même d'une société dominée par l'entreprise privée assoiffée de profit, société dans laquelle santé et vies humaines n'étaient que des biens accessoires et tout progrès, impossible.

La date précise (et même le lieu) de l'adhésion formelle de Bethune au Parti communiste fut longtemps incertaine. Ses biographes l'ont située par erreur soit au printemps 1936 (Roderick Stewart), soit en 1937, lors de son passage à Toronto (Allan et Gordon), entre ses séjours en Espagne et en Chine. Dans son édition du 21 décembre 1939, la *Gazette* de Montréal faisait état d'une assemblée commémorative pendant laquelle :

On lut une lettre d'hommage de Stanley Ryerson, secrétaire de la section québécoise du parti communiste. Le Dr Bethune, selon cette lettre, avait adhéré au parti communiste en 1935.

La date exacte de cette adhésion est novembre 1935. Ce fait m'a été reconfirmé récemment par une communication d'un membre du parti ayant appartenu au même club que Bethune.

Pour un professionnel canadien-anglais de la classe moyenne, adhérer à la gauche à Montréal en 1930 signifiait une rupture radicale avec ses relations récentes et passées et avec les structures d'autorité. Cela signifiait aussi faire un choix politique entre deux principales tendances : d'une part, l'aile social-démocrate, modérée et réformiste -représentée par la Cooperative Commonwealth Federation - et, d'autre part, le Parti communiste. Bethune avait connu certains membres de la [172] C.C.F. actifs au sein de la League for Social Reconstruction, un groupe de recherche et d'éducation socialiste-réformiste d'inspiration fabienne, où se retrouvaient entre autres, les professeurs Leonard Marsh et Frank Scott de l'université McGill.

Marsh, un sociologue, était l'auteur de *Canadians in and out of work*, ainsi que d'une étude sur les conditions sociales et la santé. Quant à Scott, il enseignait le droit constitutionnel et était, avec Marsh, l'un des directeurs de *Social Planning for Canada*, livre qui jouit à juste titre d'une grande influence. Plusieurs militants de la

C.C.F., y compris les syndicalistes Jack Cuppello et Bill Long, jouèrent un rôle actif au sein de mouvements en faveur de la paix et des libertés civiles. Mais la plupart des principaux porte-parole de la C.C.F. démontraient beaucoup de répugnance à être associés à toute action ouvrière militante. En réponse aux propositions d'action unifiée avec le mouvement de chômeurs et les groupes de gauche, ils soutenaient que leur petit groupe parlementaire pourrait faire adopter les réformes nécessaires. Les manifestations, prétendaient-ils, n'entraînaient que violence, ce qu'ils ne pouvaient endosser.

Pour Bethune, à la fois horrifié et furieux lorsqu'il fut témoin par hasard, d'une attaque brutale dirigée par la police de Montréal contre des chômeurs lors d'une manifestation, le choix entre l'étapisme réformiste et la lutte révolutionnaire ne pouvait faire de doute. Les contradictions de classes ne devenaient que trop claires. Il décida, conformément à son tempérament et à son instinct politique, de se rallier aux communistes.

Composé traditionnellement d'éléments surtout ouvriers, le Parti communiste du Canada ne comptait alors que très peu d'intellectuels. Mais dès 1935, son influence graduelle parmi les chômeurs et travailleurs industriels militants, dont la Workers Unity League dirigeait les luttes, commençait à s'étendre à d'autres milieux. Le recrutement touchait maintenant des employés professionnels et de bureau, et surtout les jeunes, de plus en plus sensibles au mouvement. Les Canadiens de souche commençaient à adhérer en plus grand nombre que les ouvriers immigrants qui, depuis le début, constituaient le cœur des effectifs du Parti. Ainsi, à la fin de 1935, de nouvelles sections de l'organisation du Parti virent le jour à Montréal, dont une composée de cellules de travailleurs de bureau et une autre de professionnels. Le regroupement de ces cellules sur une base territoriale et, [173] parfois, d'entreprise, formait les sections, au nombre d'une douzaine environ, dont un comité de district ou de ville coordonnait les activités. Mis à part de petits groupes à Québec et à Trois-Rivières, l'organisation provinciale du Québec était presque entièrement confinée à Montréal.

Anglophones et membres des diverses minorités nationales représentaient peut-être les trois quarts des effectifs. Les quelque deux cents membres canadiens-français constituaient une minorité, jeune certes, mais active et qui détenait des positions de direction dans le mouvement de chômeurs et au sein de l'Université ouvrière. Le décès, l'année précédente, de Paul Delisle, organisateur ouvrier excep-

tionnel et directeur de *La Vie ouvrière*, fut une lourde perte. C'est aussi à cette époque que de jeunes militants, tels Évariste Dubé, Lucien Dufour, Berthe Caron, Jean Bourget, Philippe Richer, Bernadette Lebrun et Henri Gagnon commencèrent à se faire remarquer. Fred Rose, l'organisateur du district, et Sidney Sarkin, leader de l'aile gauche au sein du syndicat des Travailleurs unis du vêtement (Amalgamated Clothing Workers) et directeur de l'intervention du Parti au sein des syndicats, étaient les dirigeants comptant le plus d'expérience. J'étais alors directeur de l'éducation et directeur-adjoint du nouveau journal *Clarté* dont Paul Moisan, puis Jean Péron, furent directeur. Au printemps 1936, je fus élu au poste de secrétaire du comité provincial.

Lors de l'étude de la demande d'adhésion de Norman Bethune, on envisagea de l'assigner à une cellule au sein de la section « fermée » des professionnels. Cette pratique avait pour but d'éviter que certains membres du Parti ne soient inscrits sur une liste noire et perdent leur emploi, ce qui non seulement représentait tout un drame pour l'individu et sa famille, mais constituait aussi une entrave importante à la poursuite d'un travail politique efficace dans le cadre de leur profession et dans leur milieu. Pour les mêmes raisons, de telles cellules existaient aussi dans les grandes entreprises industrielles contrôlées par les monopoles et, dans certains cas, dans les organisations de front uni telles que le mouvement contre la guerre.

Là, comme dans tout travail à la base, le fait de ne pas divulguer l'appartenance au parti pouvait prêter flanc à des accusations de fausse représentation. Mais cela s'avérait souvent, face à une virulente chasse aux communistes et à des

[174]

Photo 12.

Marian Scott, *Fire Escape*. Photographie Musée du Québec.

[Retour à la table des matières](#)

[175]

préjugés profondément ancrés, la seule alternative viable à l'isolement politique, et même souvent la seule façon d'assurer un réel débat sur les problèmes les plus urgents.

Aussi contestable que cette approche ait pu être, elle doit aussi être replacée dans le contexte de la répression politique qui s'abattait sur nous en vertu de l'Article 98 du Code criminel et de la loi du Cadenas. (Le fait que, quarante ans plus tard, des personnes ayant déjà appartenu au Parti refusent encore aujourd'hui d'être citées nommément est des plus significatif à cet égard.)

La question de l'intégration d'un nouveau membre au sein de tel ou tel groupe du Parti était un corollaire de cet aspect de la sécurité. Les responsables considéraient que le tempérament de Bethune, bien connu pour son franc-parler, aurait rendu difficile son intégration dans un groupe fermé. Il fut donc décidé, dans un premier temps, de l'intégrer individuellement, sans attache à un groupe du Parti. Au début, son travail au sein du projet de défense de la santé publique (*The Montreal Group for the Security of the People's Health*) dont il était l'un des principaux instigateurs, combiné à sa participation à un groupe d'étude marxiste, constituèrent ses tâches de membre.

Bethune lia de nouvelles amitiés parmi la gauche. Ces liens furent différents de ceux qu'il avait entretenus jusque-là, car ces personnes partageaient une même conception du monde et une même motivation. En outre, elles étaient liées par cette intimité qui naît souvent d'activités communes menées sous la menace de la répression, à une époque de tensions historiques à l'échelle mondiale. Je n'en nommerai ici que quelques-unes. Il y eut celles qui œuvraient au sein du Groupe pour la santé du peuple dont Libbie Park, et celles qu'elle mentionne dans ses écrits ; la famille Kon et d'autres, actifs au sein des Amis de l'Union soviétique ; Rosalind et Gordon McCutcheon et autres membres de la Ligue contre la guerre et le fascisme, dont Miriam Kennedy, Donna et Norman Lee, qui devaient bientôt devenir les initiateurs et les militants, aussi infatigables qu'efficaces, du Comité d'aide à la démocratie espagnole ; le peintre Allan Harrison, créateur de superbes affiches et autres messages visuels ; les membres de sa cellule et de son groupe d'étude, et combien d'autres encore... Inspirées, mais aussi parfois exaspérées par Bethune, elles lui procurèrent la chaleur humaine et la compréhension qui, à n'en [176] pas douter, jouèrent un rôle

important dans les dernières brèves mais combien cruciales années de sa nouvelle vie politique à Montréal.

Sidney Sarkin, un leader ouvrier du Parti, rappelle en ces termes l'impression que le nouveau membre Bethune fit sur lui :

Quel regard intense lorsque vous le rencontriez pour la première fois. Vous jugeant d'un seul coup d'œil. Je me disais, voici un homme qui marche droit... En le connaissant davantage, je découvris qu'il y avait deux côtés à sa personnalité, - une gentillesse et une douce sollicitude - et, parfois une impatience qui pouvait tourner à la colère la plus vive. Par-dessus tout, il était habile à se concentrer sur les questions majeures. Le diagnostic posé, il jetait toutes ses forces dans la bataille. Quel bagarreur !

L'engagement de ce professionnel de classe moyenne dans le mouvement ouvrier illustre la rencontre entre un intellectuel et des travailleurs sur une base radicalement nouvelle. De part et d'autre, il en naquit un profond respect. C'est ce nouveau rapport qui peut être pressenti au niveau du « changement de mentalité » qu'impliquait l'adhésion au marxisme, tout comme il peut être ressenti à travers la résolution de la tension qui existe entre l'affirmation de l'individu et l'action collective dans le cadre de la lutte.

J'ai eu le privilège, en tant que directeur de l'éducation au sein du Parti et associé à sa section professionnelle, d'être témoin, dans une certaine mesure, de cette rencontre. J'enseignais alors au Sir George Williams College et je découvris que nous partagions un certain nombre de préoccupations.

« Une dialectique naturelle »

Si ma mémoire est fidèle, ce fut à l'automne 1935, chez des amis habitant à Côte-des-Neiges, que je rencontrai Norman Bethune pour la première fois. Si notre principale préoccupation commune était liée aux questions à la fois pratiques et théoriques du marxisme, il existait un facteur personnel qui a contribué [177] à approfondir ma compréhension du genre d'homme qu'il était. Mon père aussi était un chirurgien pour lequel la médecine était avant tout un service social : il détestait le côté « entreprise privée » de la profession médicale, qu'il avait d'ailleurs assez tôt

échangé pour l'enseignement et le travail en hôpital. En outre, il avait également servi outre-mer dans les forces armées pendant la Grande Guerre.

Dans le groupe d'étude que je dirigeais pendant l'hiver 1935-1936, auquel participait Bethune, ce qui m'impressionna tout particulièrement chez lui était sa grande capacité à saisir le rapport entre théorie et pratique. Il s'agissait presque d'une compréhension spontanée, d'une « dialectique naturelle ». Interrelations, interaction, volonté de « voir la vie clairement et dans son intégralité », empressement à franchir les barrières établies, tout cela me rappelait l'impatience de mon père devant le cloisonnement existant dans et entre les différentes disciplines académiques. Dans l'enseignement de la médecine, mon père s'insurgeait contre la manie des spécialistes (en histologie, en endocrinologie, en pathologie, pour ne nommer que celles-là) de surcharger leurs étudiants de travaux comme si aucune autre matière n'avait d'importance, voire même n'existait pas. (Par cette insistance sur les liens d'intégralité unissant l'ensemble de la réalité et l'étude de celle-ci, mon père, un homme par ailleurs conservateur et conventionnel, démontrait qu'il possédait un sens inné de la dialectique. Cela devait d'ailleurs le conduire à adopter une conception de santé positive et de médecine sociale qui le fit s'opposer vivement au statu quo socio-médical de son époque.)

Certaines occupations se trouvent placées en plein cœur des expériences humaines fondamentales que sont la naissance, la vie et la croissance, la mort. Les professions de médecin, de travailleur de la santé et d'enseignant sont du nombre. L'apprentissage et la pratique de ces métiers impliquent un rapport spécial privilégié avec les gens. D'une part, pris individuellement, tant l'élève que le patient sont uniques tout en étant génériques, c'est-à-dire qu'ils sont l'expression d'un certain dénominateur social commun. Bethune, que ce soit à titre d'enseignant ou de médecin, d'organisateur de protection de la santé ou d'iconoclaste, comprit rapidement la nature des points de convergence et d'interaction de toutes ces relations. Il devint très tôt [178] conscient de la pathologie sociétale, laquelle fait naître la maladie physique et mentale. Son expérience concrète avait approfondi sa compréhension de la contradiction intolérable existant entre, d'une part, l'essor continu de la science et de la technologie médicales et, d'autre part, la pauvreté persistante des masses laborieuses ; contradiction qui annulait tous les efforts déployés par les travailleurs de la santé : la société recréant constamment les mêmes maladies et conditions d'insalubrité que la science avait appris à combattre au sein de l'hôpital et de la clinique.

La colère qu'il ressentait devant ce paradoxe aussi futile que frustrant, ainsi que devant l'absurde cruauté d'une telle situation, allait devenir partie prenante de sa personne. Aussi, attaquant les arguments et l'aveuglement complaisants de l'establishment médical, se fit-il l'avocat d'une « médecine socialisée ». C'est ainsi que, lorsque la dialectique lui fut présentée comme la « science des interrelations » (Engels), lutte et unité des contraires, à la fois processus et structure en mouvement, sa joie fut grande de voir ses intuitions longtemps pressenties intégrer maintenant un cadre conceptuel plus large et plus significatif : cadre qui englobait le monde et clarifiait l'immédiateté dynamique de la pensée et de l'action qui convenait si bien à son caractère.

Une autre facette de la pensée et de l'action de Bethune que j'ai fortement appréciée, fut son intérêt poussé tant pour les sciences que pour les arts. Sa créativité tenait des deux. Le caractère et le tempérament de Bethune illustraient bien le souci d'universalité dont traite Friedrich Engels dans la très belle introduction à son livre *Dialectique de la nature*. Face aux platitudes complaisantes et philistines, l'esprit créateur est porté à réagir en rebelle, à vouloir sur-le-champ scandaliser « le bourgeois ». Mais c'est par une juste fureur que l'artiste scientifique éclairé donne la réplique à une société dont la vulgarité de surface cache un intérieur complètement gangrené, voué à l'étouffement de toute créativité, à l'engendrement de la souffrance.

Aux yeux de Béthune, là reposait toute la distinction entre un radicalisme de gesticulation théâtrale et le dévouement authentiquement révolutionnaire, affirmation de la vie réelle.

Il aimait l'essai du philosophe russe Georges Plékhanov sur l'artiste et la société du XIXe siècle, qui explique la révolte du bohémien et la nécessité de son dépassement. Il aimait aussi, du même auteur (premier mentor de Lénine), son étude du rôle de [179] l'individu dans l'histoire. Un Bethune intensément conscient de son individualité apprenait, par ses lectures en philosophie sociale marxiste, à entrevoir de nouveaux rapports avec l'histoire vivante, rapports que le cours des événements allait le défier rapidement d'assumer pour les quelques années à venir.

Le groupe d'étude auquel Bethune participait à l'occasion pendant l'hiver 1936 fonctionnait de manière quelque peu informelle et n'était pas, comme tel, une organisation du Parti bien qu'il regroupât plusieurs des membres de la « section 13 » (la

section fermée). On y retrouvait des travailleurs sociaux de la santé, des médecins et des enseignants, des comptables et des artistes. Les réunions avaient lieu à tour de rôle chez l'un des participants et n'étaient pas annoncées. Rappelons que le Parti fut déclaré illégal de 1931 à 1936 (en vertu de l'article 98 du Code criminel), puis de 1937 à 1956 (Québec, « Loi à propos de la propagande communiste ») et enfin de 1939 à 1942 (Loi sur les mesures de guerre).

Quelle période de découverte pour les membres du groupe d'étude ! Les lignes écrites par le bon vieux Karl Marx dans le Livre premier du Capital, publié en 1867 (la « belle année ! »), contenaient une chronique et un diagnostic pénétrants de notre société malade où l'alternance des refroidissements et des fièvres semblait, dans le contexte de la grande dépression, avoir emprunté une persistance chronique, voire même incurable. Rien, semblait-il, ne pouvait « remédier » à la situation, sinon une saignée digne du Moyen-Âge et opérée sur une terrifiante échelle cosmique ; et les sangsues qui se repaissaient de la guerre faisant rage sur trois continents étaient connues : Vickers, Nobel, Thyssen, Dupont et Schneider-Creusot, et, en Espagne, Juan March, l'appui multimillionnaire des phalanges fascistes.

À certaines occasions, les sessions étaient dirigées par Fred Rose, organisateur provincial du Parti, ou par Emery Samuel, organisateur de la section canadienne-française, autrefois bûcheron et gaspésien de naissance. Tous deux étaient des maîtres à la fois pittoresques et vigoureux, dont la force résidait tout particulièrement dans cette expérience pratique de la lutte, sans laquelle la « théorie demeure stérile ». Dans le cadre de cette initiation au marxisme, nous tentions de combiner les éléments d'une compréhension du matérialisme dialectique - comprendre l'histoire comme processus de transformation des structures, saisir le mouvement et les processus comme se développant [180] et se transformant dans la lutte, ainsi que l'interaction, de la nature et de la société (le « métabolisme » des deux, comme le disait Marx) - avec des illustrations tirées de la situation concrète « ici et maintenant », c'est-à-dire des luttes de la classe ouvrière au Québec, au Canada et de par le monde.

Les discussions au sein du groupe gravitaient invariablement autour du thème de la solidarité internationale contre le fascisme, du spectre menaçant d'une nouvelle guerre mondiale et par conséquent, de la lutte contre l'impérialisme qui engendrait l'un et l'autre. Selon nous, l'internationalisme prolétarien, mis de l'avant comme principe fondamental par le Manifeste du parti communiste en 1848, loin de la re-

mettre en question, présupposait, au contraire, une conscience nationale profondément démocratique. Expression d'une solidarité fraternelle avec les combattants d'autres pays luttant pour une même cause, ce principe n'entraînait pas nécessairement en contradiction avec la défense des véritables intérêts nationaux de son pays. L'internationalisme, compris non pas comme négation de l'identité nationale mais plutôt comme son complément dans le cadre des luttes des peuples du monde partageant des intérêts communs, s'inscrivait pour nous dans une longue tradition : l'appui apporté aux Patriotes canadiens par les Chartistes ; l'action du docteur Alexander Ross de Brockville (Ontario), au sein du « Chemin de fer clandestin » dans la lutte anti-esclavagiste aux É.-U., ou encore l'exemple d'Arthur Buies, le poète-journaliste qui s'engagea dans l'armée de libération de Garibaldi.

Deux questions en particulier nous posaient problème : d'une part, le rapport à établir entre la lutte de classes pour le socialisme et la lutte pour la paix et la démocratie et, d'autre part, dans ce contexte, la question nationale. La révolution d'Octobre de 1917, événement historique qui avait ouvert la voie à la toute première tentative héroïque d'édification, dans des conditions incroyablement difficiles, d'une société socialiste, nous incitait à concentrer toute notre attention sur ces deux problèmes.

Le but avoué d'Hitler (avec la collusion de ses fauteurs réactionnaires occidentaux) de détruire l'Union soviétique rendait impérative la politique de front uni adoptée par la gauche à partir de 1935. La cause du socialisme puisait sa force et sa conviction dans la présence aguerrie d'une réalité socialiste. En [181] effet, face à l'irrationalité dominante du système de profits en crise profonde chez nous, se dressaient la propriété collective et l'économie planifiée de la société soviétique telles que les percevait alors la gauche canadienne. C'est l'impact de ce contraste qui fit que la visite de Bethune à Leningrad en 1935 fut des plus significatives pour lui en tant que progressiste canadien, l'éclairant précisément sur ce contraste.

Vue depuis le monde capitaliste de la « libre entreprise » sombrant dans la plus sévère de ses crises, l'Union soviétique des premiers plans quinquennaux - lutte victorieuse contre le chômage, introduction de la médecine sociale, poursuite d'une « révolution culturelle » qui amena littéralement des dizaines de millions de personnes à participer et à prendre goût aux activités artistiques - laissait sans conteste entrevoir des horizons prometteurs d'un monde futur. (Les procès de Moscou et les

purges ne faisaient alors que commencer et le XXe Congrès du P.C.U.S. ne devait avoir lieu que vingt ans plus tard.)

Le point nodal de l'internationalisme, sur la question des intérêts nationaux, réside dans la conception de la nature même de ces intérêts en termes de classes sociales et de communauté nationale. À cette époque, nous nous préparions à reconnaître, tardivement certes, la réalité nationale du Québec francophone et à appuyer sa lutte pour l'égalité nationale. (Un pamphlet que nous avons publié cette année-là, intitulé *Le Réveil du Canada français*, témoigne de cette reconnaissance de même que de ses limites : la force envahissante de la droite clérico-nationaliste nous empêchait toujours de reconnaître le potentiel progressiste d'une gauche démocrate-nationaliste.)

Norman Bethune, en compagnie du montréalais Hazen Sise, devait fournir, au sein de l'unité mobile de transfusion sanguine en Espagne républicaine, un exemple vivant d'internationalisme, à l'instar de tous les combattants du bataillon MacKenzie-Papineau. Parmi les « Mac-Pap » morts sur le champ de bataille, on retrouvait des douzaines de membres des « groupes ethniques » et anglophones du Parti en provenance de Montréal aux côtés de volontaires francophones tels que François Morin, Joseph Campbell et Émile Gosselin.

Aux yeux de plusieurs ouvriers montréalais, Bethune poursuivait en Espagne la tradition de dévouement et de solidarité que le Groupe pour la santé du peuple avait commencé à établir

[182]

Photo 13.

Paraskeva Clark (1898-), Les monteuses de parachutes, 1946.

[Retour à la table des matières](#)

[183]

dans les quartiers ouvriers. Les milliers de personnes qui devaient venir l'acclamer à la gare Windsor et à une assemblée à l'aréna Mont-Royal à son retour d'Espagne, cristallisaient le profond sentiment de solidarité qu'évoquait la lutte antifasciste.

Une lutte, une victoire

« Mon nom se prononce BETHune, pas BethUNE », lança-t-il d'une voix cassante et quelque peu âpre. Pris au milieu d'une réception organisée en son honneur lors de son retour d'Espagne, l'interlocuteur continua en faisant allusion à une vague descendance normande et écossaise, puis abandonna le sujet. (J'ignore pourquoi ce souvenir persiste alors que tant d'autres événements sont irrémédiablement perdus. Le nom de chacun est particulièrement important, bien sûr. L'entendre falsifié constitue un appel, voire un défi : en fait, notre nom signe notre identité.)

Une forte personnalité se caractérise rarement par un faible ego. La personnalité rebelle de Bethune laissait présager une difficile intégration au sein d'une organisation à la discipline collective. Cette prédiction, quoique exacte, fut mal comprise. L'affirmation de soi, dans notre société mécaniquement homogénéisée, est devenue une question de survie. Poussée à l'extrême cependant, elle devient porteuse de l'« individualisme possessif » caractéristique de l'entreprise privée. Par contre, si cette affirmation fait défaut, l'individu devient le complice apathique de l'oppression.

La plus grande qualité du caractère de Bethune consistait en la faculté qu'il avait de faire don de sa personne. Il avait plus à offrir que la plupart, et tout sacrifice signifiait, pour lui non moins que pour les autres, une dure lutte contre l'individualisme et la complaisance. Pourtant, d'une façon ou d'une autre, vouer toutes ses énergies à une cause transforme la volonté en une puissante affirmation de soi. « Celui qui gagne sa vie la perd » : cette dialectique est une vérité ancienne, aux racines à la fois religieuses et sociales.

[184]

À l'instar de plusieurs autres révolutionnaires issus d'un milieu familial religieux, Bethune y puisa un certain sens de l'altruisme et du dévouement. Il s'agissait là de

ce que l'on pourrait qualifier de la religiosité résiduelle de l'apostat : elle se caractérise par la dévotion, l'intense sentiment de fraternité et de camaraderie qui animent ceux qui s'engagent dans une cause transcendant leurs propres intérêts individuels. L'on a pu, dès son enfance, voir les signes avant-coureurs de cet état d'âme.

Il n'y a pas si longtemps, le docteur William Bailey, réputé traducteur de la Bible, se remémorait son amitié avec la famille Bethune et leur jeune fils Norman, habitant alors un presbytère dans une petite ville ontarienne. Autant ce garçon pouvait-il démontrer une intense ferveur religieuse, autant il pouvait se rebeller avec véhémence, ce qui ne manqua pas d'impressionner le docteur Bailey. De toute évidence, il y avait là un potentiel que la crise capitaliste devait révéler plus tard de manière tout à fait imprévue. Dans les années trente, plusieurs tentèrent de concilier la doctrine sociale du christianisme et le marxisme. Parmi ceux-là, on retrouvait, en Angleterre, le docteur Hewlett Johnston, doyen de la cathédrale de Cantorbéry, et, au Canada, Mary et James Endicott. D'autres, bien que rejetant les dogmes de la religion chrétienne (avec plus de colère que de tristesse, je pense) n'en conservaient pas moins la position et la substance spirituelles d'une sorte d'éthique chrétienne, malgré tout laïque.

Ernest Renan, exégète du XIXe siècle de la bible et auteur d'une célèbre Vie de Jésus, est cité avec approbation par Friedrich Engels lorsqu'il dit : « Pour comprendre la véritable nature des premières communautés chrétiennes, ne les comparez pas à nos congrégations paroissiales contemporaines : elles ressemblaient plus aux sections locales de l'Association internationale ouvrière » ; et Engels de poursuivre : « Le christianisme gagne les masses tout comme le socialisme moderne, sous la forme d'une variété de sectes, et, encore davantage, de points de vue individuels divergents... mais tous en opposition au système dominant, aux « pouvoirs en place. » Plus tard, dans son essai sur l'Histoire du christianisme primitif, Engels écrivit que « cette religion allait devenir l'un des éléments les plus révolutionnaires de la pensée humaine » et que « le christianisme, comme tout autre grand mouvement révolutionnaire, avait été forgé par les masses ».

[185]

Accepter les implications du rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la lutte sociale exige, de la part d'un professionnel de la classe moyenne, une volonté de remise en question radicale de tous les snobismes et doctrines de la société soi-disant

« respectable ». Cela ne pouvait manquer de plaire à l'esprit révolté de Bethune. Or, la discipline constante qu'exigent le comportement et les réactions d'un révolutionnaire devait s'avérer à la fois plus difficile et plus exigeante. Bethune allait devoir relever successivement ce défi à travers deux guerres pour, à la fin, en sortir vainqueur.

Toute révolte contre les orthodoxies et le conformisme s'accompagne généralement du rejet de toute convention sexuelle. « Il est intéressant de remarquer, soulignait Engels, que la question de l'amour libre se pose inmanquablement à l'occasion de tout grand mouvement révolutionnaire. » Pour notre part, dans la gauche des années trente, nos réactions face à cette question différaient quelque peu. Pour nous, à ce moment-là, le chauvinisme mâle et l'inégalité entre hommes et femmes s'expliquaient par l'existence d'une société de classes fondée sur l'exploitation, et nous opposions à l'hypocrisie bourgeoise l'honnêteté et la réciprocité d'une relation libre entre deux égaux. Mais le type d'existence marginale « en exil », qui est celle de petits groupes sectaires se voulant révolutionnaires dans un contexte non révolutionnaire, peut engendrer une attitude toute autre : une indifférence à l'égard de l'individu et ce, au nom de la révolution.

Je me souviens d'un groupe de la Ligue des jeunes communistes à Toronto, en 1932 ou 1933, qui s'était fait rappeler avec sévérité par le secrétaire du parti, qu'un révolutionnaire « n'a pas de vie privée ». Ce dictat pouvait paraître justifié, compte tenu des conditions dans lesquelles la gauche clandestine devait alors œuvrer. Mais, ce qui était moins évident, c'était la manière avec laquelle cette règle servait souvent à justifier l'irresponsabilité dans les rapports interpersonnels. Un vide éthique, menant au cynisme, tendait à s'installer entre la moralité bourgeoise rejetée et la nouvelle moralité communiste d'une société encore à venir. À long terme, cette action corrosive devait s'étendre de la sexualité à la lutte politique. Le résultat : l'opportunisme. Or, Bethune ne fut ni cynique, ni opportuniste. Libbie Park, commentant les rapports de Bethune avec les [186] femmes, a dit l'essentiel : il les considérait comme ses égales et les traitait comme telles.

Si le bonheur consiste à ressentir que sa vie vaut la peine d'être vécue, alors Bethune fut heureux. Toute la souffrance et toute la solitude n'ont pu l'emporter sur le sens profond de l'action et des rapports humains, de même que sur le sentiment d'atteindre la beauté et la vérité. Les écrits de Bethune l'attestent bien.

« Je suis 'le camarade Bethune' ... » écrivit-il à Montréal en 1935. Plus tard, à Hopei, en 1939, il notait : « Je suis traité comme un camarade royal. » Il y avait aussi l'amour de collègues, tous animés d'une même conviction, avec qui l'on partage sa vie consacrée à un travail impliquant des dangers. Cela comportait des risques, non seulement de la part de l'ennemi, mais aussi de l'intérieur. On pouvait en effet évacuer l'esprit critique, tant à son égard propre qu'à celui des autres (ce qui ne peut qu'alimenter la tentation du culte de la personnalité).

Dans la lutte que se livraient sans répit égoïsme et générosité plus grande, individualisme et dévouement, il ne peut y avoir de doute quant aux aspects qui dominèrent chez lui. Malgré la contrariété bien humaine des impulsions et des attitudes que l'on retrouve dans la personne en continuelle évolution qu'était Bethune, celui-là n'a cessé de grandir, de mûrir, de se dépasser et de se rapprocher de l'être intégral qui correspondait à sa conception, et à la nôtre, de ce qu'est un communiste. Pas plus que quiconque Bethune n'était monolithique.

Les images contradictoires que tous ont conservées de lui, qu'ils l'aient ou non aimé, mêlent des appréciations à la fois intensément personnelles et des considérations (plus ou moins) idéologiques. « Cet homme fut un communiste ! » « Il était une personne belle et rare ; une extraordinaire rage de vivre dans tous ses aspects ! » « Il était insupportable, je ne pouvais pas le sentir. » « Il était un véritable camarade. »

L'effet déformant de la mort et de la renommée posthume rend encore plus insaisissable la personne que fut Bethune, déjà difficile à décrire ou à définir de son vivant. Et s'il avait encore vécu ? Question vaine, impossible, et dont le seul mérite est de nous ramener à un aspect plus prosaïque et quotidien de l'existence ordinaire qu'il a « aussi » connue. Un aspect qui interdit toute vérité absolue et toute suffisance : ces choses mêmes qui [187] ont déclenché sa lutte acharnée pour transcender le mal, pour dépasser le réel. Praticien de la science et de l'art de la médecine, mais aussi peintre et poète, et avant tout homme d'action, Bethune était attiré par une vision du monde qui conférait une rafraîchissante cohérence à toutes les manifestations de l'être et à leurs rapports.

Mais devons-nous chercher à le comprendre en tant que personne ? Ne nous suffit-il pas de savoir qu'il a vécu, généreusement, et qu'il a assumé sa contradiction comme une lutte, jusqu'à la fin ?

L'enjeu : l'action

Rétrospectivement, l'affirmation véhémement de l'individualité semble, chez Bethune, s'être transformée en un dévouement désintéressé. Paradoxe ? Une simplification, plutôt. D'une part, toute lutte intérieure est passée sous silence : l'eau se transforme en vin, crions au miracle ! Alors que la fièvre de la fermentation amène une transformation qui relève d'un processus gouverné par une loi fondamentale de la nature : le changement qualitatif par la lutte des contraires. Et nous savons que fièvre et bouillonnement ont agi sur Bethune jusqu'à la fin.

Politiquement, la lutte entre « l'individuel et le collectif » pose à l'intellectuel bourgeois un défi qui s'exprime en termes de démocratie radicale. Tout élitisme, qu'il soit conféré par la lignée (aristocrate-féodal), par la richesse (capitaliste), l'éducation et la culture (intellectuel au service de l'une ou de l'autre de ces classes), implique nécessairement une forme de domination. Pour qu'une personne (ou un petit groupe) se place au-dessus de la majorité, celle-ci doit être dévalorisée. L'élévation de la majorité par le renversement de la minorité régnante constitue la tâche démocratique de la révolution. Révolution permettant de passer d'un système social fondé sur la domination, exercé par le pouvoir et par la propriété privée d'une minorité régnante, à un nouvel ordre communautaire. L'égalité en tant qu'abolition de toutes les classes sociales et de toutes les structures fondées sur l'exploitation, voilà le but ultime du marxisme.

[188]

Photo 14.
Frederick Taylor (1906-), Nouvelle menace, 1951.

[Retour à la table des matières](#)

[189]

« Les faibles hériteront de la Terre », tel fut l'enseignement du communisme chrétien primitif. Les puissants seront détrônés et renversés, et les dépossédés, les faibles seront élevés et glorifiés. Désindividualisés ? Pas nécessairement. Bien au contraire, si l'on veut éviter le « culte de la personnalité » (euphémisme pour le despotisme). D'autre part, ce culte prend pour acquis les conditions objectives dans lesquelles la lutte se développe sans qu'on les ait analysées de manière critique. Le dévouement des autres hommes et femmes engagés dans la lutte libératrice serait-il d'une moindre importance ? Le fait que leurs noms soient demeurés inconnus constitue-t-il une négation de leur valeur ? Bethune aurait rejeté avec colère une telle attitude, la qualifiant de méprisante envers ses camarades.

Mais nous avons ici affaire à la guerre, laquelle procède selon une logique monstrueuse qui lui est propre. Cette « poursuite de la politique par d'autres moyens », c'est l'organisation systématique de la tuerie, c'est la discipline, la hiérarchie, les ordres, le peloton d'exécution. En somme, c'est l'absolutisme d'un pouvoir, coercitif et régimenté, exercé sur les individus. Pas même l'aura d'une juste cause, d'une « guerre du peuple », ne peut transcender l'antithèse de la démocratie qu'est, par la force des choses, le pouvoir militaire. Or, la guerre doit être menée et gagnée ; sinon, tout est perdu.

L'impuissance ne sera jamais l'antidote d'un pouvoir oppressif. L'enjeu est la démocratie : non pas seulement la démocratie formelle, mais sa substance même. De plus, cet enjeu se pose à l'échelle de la planète. Dès lors, un objectif clair et immédiat : agir, et agir tout de suite. (Contrairement à l'attitude qui considère tout objectif fondamental comme étant une question triviale sans pertinence pouvant être reportée sine die.) La secte n'est que la structure du pouvoir reproduit en miniature. L'arrogance inhérente au dogmatisme, et son pendant, la suffisance bureaucratique (la fureur de Bethune devant les manifestations stupides du bureaucratisme dominateur était sans borne), pouvaient tout autant effacer les identités individuelles que fabriquer « des cultes de la personnalité ». Jean-Paul Sartre, dans la préface intitulée « Le socialisme qui venait du froid » qu'il prépara pour la publication des entretiens d'Antonin Liehm avec des gens appartenant à trois générations successives sur le phénomène culturel tchécoslovaque, illustre bien cet état d'esprit :

[190]

Je me rappelle ma conversation avec un écrivain d'Amérique latine, c'était en 1960, il était las, plutôt lucide que déçu, il militait encore : je savais que sa vie était remplie de combats, de victoires, d'échecs, qu'il avait connu l'exil, la prison, qu'il avait été exclu puis réintégré par ses camarades et qu'il avait, au cours de ces luttes incessantes, gardé ses fidélités en perdant ses illusions. « Cette histoire-là, lui dis-je, la vôtre, vous devriez l'écrire. » Il secoua la tête - ce fut la seule fois qu'il laissa paraître de l'amertume : « Nous autres, communistes, nous n'avons pas d'histoire. » Et je compris que l'autobiographie dont je venais de lui parler, la sienne ou celle d'un de ses camarades, ici ou ailleurs, avait peu de chance de voir le jour. Pas d'histoire, non. Pas de mémoire. Le Parti a l'une et l'autre.

Peut-être bien est-ce là qu'il faille chercher les racines des « distorsions » militaro-bureaucratiques du socialisme : dans un monde chargé jusqu'aux plats-bords des instruments d'annihilation globale, la vision d'une société « alternative » démocratique-radical ne peut être que globale, elle aussi. Des tentatives de moindre envergure, « locales », ne peuvent guère être plus, et peut-être moins encore, sous le poids de la menace nucléaire.

Ce paradoxe devait se résoudre dans la lutte, et dans la mort. La rage de vivre de Bethune, sa grande aptitude à l'amour et à la passion, la perspicacité, l'imagination et la franchise avec lesquelles il liait les actes à la pensée, le sens de l'histoire qu'il avait trouvé dans le marxisme, qu'il avait fait sien, tout cela a contribué à réaliser, dans l'enfer des champs de bataille sur deux continents, tout le potentiel de noblesse d'âme qu'il pouvait receler. Une lutte intérieure, dont toutes les tensions et l'intensité ne pouvaient quand même pas transformer l'homme au point d'en faire une sorte de saint désintéressé, le poussa néanmoins, jusqu'à la fin, à travailler au risque de sa vie pour une cause qu'il savait fondamentalement juste. Voilà, peut-être, l'essentiel.

La postérité devait réserver, au moins pendant le premier demi-siècle après sa mort, un sort bien étrange à Henry Norman Bethune et ce, de manière tout à fait contradictoire. Pendant trente ans, le Canada « officiel » n'en fit aucune mention, et, lorsque cela ne put plus durer, sa reconnaissance tardive par Ottawa ne put se faire sans un certain embarras.

La mémoire de Bethune était honorée et chérie par ses camarades de la gauche et un cercle étendu de progressistes et de démocrates canadiens. Toutefois, aucun d'entre nous ne pouvait prévoir, ni même imaginer, l'effet que pourrait avoir la révolution chinoise, victorieuse dix ans à peine après sa mort, en réservant à Norman Bethune une apothéose telle que sa mère-patrie ne put plus, en fin de compte, lui refuser officiellement sa place dans l'histoire. (« Ce que les Grecs appellent Apothéose... constituait l'honneur suprême que l'homme pouvait accorder à son semblable » Francis Bacon.)

Bien que des considérations de politique étatique, commerciale et extérieure du Canada aient joué un rôle important dans la reconnaissance de Bethune, la « politique intérieure » s'accordait mal à une révision des attitudes officielles à l'égard du communisme, du marxisme et du socialisme révolutionnaire. Un éminent Canadien qui fut aussi un éminent communiste : inimaginable ! On prétendit alors que le second terme de l'équation (a) ou bien n'avait tout simplement pas existé ou encore (b) devait être d'une nature toute différente.

Un éditorial du *Montreal Star*, paru en 1972, illustre bien les efforts de rationalisation, et de distorsion peu subtile, de l'establishment. Intitulé « Bethune recognized », l'éditorialiste fait remarquer que « chaque fois qu'un Canadien éminent visite la Chine, les journalistes ne manquent pas de faire parvenir des dépêches faisant état de sa surprise lorsqu'il découvre la place occupée par Norman Bethune dans l'histoire chinoise ». Tout comme le ministre du Commerce, Jean-Luc Pépin, un peu plus tôt, le ministre des Affaires extérieures, Mitchell Sharp, lors d'un séjour à Pékin, déclarait qu'il pouvait maintenant annoncer qu'Ottawa était enfin disposé à reconnaître en Bethune un Canadien d'« importance historique nationale », cette annonce ayant été faite simultanément à Pékin et à Gravenhurst en Ontario, ville natale de Bethune.

« Ce qui est étrange, poursuit notre éditorialiste perplexe, c'est qu'il ait fallu de nombreuses visites par des Chinois qui, invariablement, allaient en pèlerinage à Gravenhurst, pour informer les Canadiens de ce personnage exceptionnel que fut le docteur Bethune. Non moins étrange est la tentative, de la part de certains commentateurs du moins, de lui apposer l'étiquette de communiste. Non seulement cela est-il quelque peu condescendant, mais encore imprécis. »

Ce n'est pas « faux », remarquez bien, seulement « imprécis ». Cette petite nuance, au passage, se transforme bientôt en paragraphe moralisateur : « Il arriva que Bethune œuvra pour sauver des vies du côté loyaliste pendant la guerre civile espagnole et, plus tard, du côté communiste dans la lutte chinoise contre l'invasion japonaise. Mais, fondamentalement, aucune étiquette idéologique ne lui sied. On peut certes le considérer comme un iconoclaste qui s'opposait aux idées reçues, même dans les hôpitaux de Montréal ; on peut aussi le considérer comme un anti-conformiste qui croyait en son indépendance et ne voulait être redevable à personne. Essentiellement, toutefois, il était un humaniste, avec une rare alliance d'audace, d'imagination et de perspicacité ; et c'est pour cela, à juste titre, que sa mémoire mérite d'être conservée. »

La vérité est, bien sûr, que Norman Bethune, communiste engagé, était conscient des problèmes auxquels l'humanité faisait face et qu'il entendait agir sur eux : en tant qu'anti-fasciste et anti-impérialiste conséquent et en tant que démocrate et internationaliste canadien. Il comprenait - et fit correspondre, au prix de sa vie, sa pratique à cette conscience - que la démocratisation radicale de la société, l'égalité et l'autodétermination nationale sont la seule direction que peut emprunter tout progrès socialiste. Il comprit aussi que le courage héroïque que les peuples d'Espagne et de Chine avaient montré dans le cadre de leurs luttes de résistance, traçait le seul chemin possible aux forces luttant pour un changement fondamental à l'échelle du globe.

Il ne s'était pas trompé.

À propos des sources

Les informations relatives à Maurice Duplessis et à l'Union nationale ont été tirées du livre *Les Programmes électoraux du Québec*, Tome 2, 1931-1966, par Jean-Louis Roy (Montréal, 1971). Pour une discussion plus étayée sur les aspects révolutionnaires du christianisme primitif, voir [*Sur la religion*](#) par Marx et Engels (Moscou, 1957). La préface de Jean-Paul Sartre « Le socialisme qui venait du froid », se trouve dans *Trois générations*, publié par Gallimard dans la collection Témoins (Paris, 1970).

[193]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille

Section II

Un Parti
et ses dirigeants

[Retour à la table des matières](#)

[195]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section II. Un Parti et ses dirigeants

Texte 7

Sur un certain centralisme démocratique

Robert COMEAU et Bernard DIONNE

[Retour à la table des matières](#)

Dans cette deuxième section, nous avons tracé un tableau de l'activité de quatre dirigeants qui ont été durant ces longues années étroitement associés à la vie du Parti. Nous avons privilégié les conjonctures de crise en essayant de comprendre le rôle qu'ils ont alors joué à l'intérieur de l'organisation.

Il nous a semblé indispensable de présenter en français l'importante étude de Greg Kealey retraçant l'itinéraire politique exceptionnel du professeur Stanley Bréhaut Ryerson. Car le rôle que joua cet éminent intellectuel dans les instances dirigeantes de l'organisation pendant plus de trente ans est tout à fait unique. Bien que sollicité par les tâches quotidiennes d'organisation, d'éducation et d'édition, Stanley Ryerson réussira à produire une somme considérable de travaux historiques. Ses

analyses sur la crise de l'État canadien et sur l'histoire des sociétés canadienne et québécoise exerceront une influence marquante, en particulier sur la « nouvelle gauche » des années soixante et soixante-dix. Dans la première partie de son étude, Greg Kealey présente le cheminement politique de Ryerson depuis son adhésion au marxisme jusqu'à son départ officieux, puis formel du Parti en 1971, alors qu'il entreprit une nouvelle carrière à l'Université du Québec à Montréal. Le deuxième volet est consacré plus particulièrement à une présentation critique de l'œuvre historique de Ryerson.

Marcel Fournier nous présente quelques « notes pour une biographie de Fred Rose », seul député communiste élu au Parlement fédéral. Fred Rose était la figure la plus connue du mouvement au Québec lorsqu'il fut accusé et condamné, en juin 1946, [196] pour espionnage pour le compte de l'U.R.S.S. : il avait alors 38 ans et il était au Parti depuis plus de vingt ans. Marcel Fournier, au cours d'un voyage d'études en Pologne, a pu le rencontrer et réaliser une entrevue avec lui, quelques mois avant sa mort survenue en 1983.

C'est une partie importante de la vie d'Henri Gagnon que nous avons évoquée trop brièvement dans notre texte, abordant ainsi vingt ans de travail d'un organisateur révolutionnaire, d'abord au sein des « Jeunesses communistes » puis, après la guerre, à la Ligue des vétérans sans-logis. Ce mouvement de squatters animé par Henri Gagnon en 1946-1947 fut très actif et spectaculaire ; Marc Choko dans son ouvrage *Cent ans de crise du logement à Montréal* rapporte que pas moins de 400 articles de journaux ont couvert ce mouvement populaire en moins d'un an. Ce texte sur Henri Gagnon contribue à la compréhension de la crise qui secoua le Parti lors du 5e Congrès provincial d'octobre 1947 et tente d'expliquer les raisons du départ d'une partie importante des effectifs francophones. Par ailleurs, nous avons retracé le cheminement politique d'Henri Gagnon à l'extérieur du Parti, ses rapports avec le P.O.P. et l'échec de l'éphémère Parti communiste canadien-français. Comme Albert Saint-Martin, Henri Gagnon ne sous-estimait pas le problématique rapport du Parti à la question canadienne-française. Réadmis au Parti en 1956, après avoir été réhabilité, il a participé au débat au moment où la direction, ébranlée par les révélations du XXe Congrès du P.C. U. S., semblait prête à ouvrir une large discussion pour renouveler la vie interne du Parti. Les espoirs furent vite déçus : les partisans de Tim Buck sortirent victorieux de cette épreuve de force entre « orthodoxes staliniens » et

partisans du changement, qualifiés de « révisionnistes de droite ». Cette crise sonna le glas du P. O. P. au Québec.

Bernard Dionne a étudié les répercussions du XXe Congrès du P.C. de l'Union soviétique sur les communistes canadiens, en particulier sur le dirigeant québécois Gui Caron. Les révélations de ce XXe Congrès brisèrent l'idéal de « démocratie socialiste » qui avait soutenu Caron au cours de ses 18 ans de militantisme au Parti. Après une année de réflexion, de luttes intenses et stériles, désillusionné et convaincu que rien ne pouvait changer, il donna sa démission. Il ne croyait plus que le Parti pouvait être transformé en un « parti socialiste véritablement démocratique [197] et véritablement canadien ». C'est toute cette remise en question qui est analysée ici, ainsi que les conséquences qui en découlèrent sur la vie de l'organisation : la lutte interne pour le pouvoir et l'éclatement du Parti au Québec.

[198]

Le droit de se taire.
 Histoire des communistes au Québec,
 de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
 Section II. Un Parti et ses dirigeants

Texte 8

Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel révolutionnaire canadien ¹⁸²

¹⁸² Ce texte est la version corrigée d'une conférence écrite et donnée pour la première fois à l'Association canadienne de sciences politiques qui s'est tenue à Halifax en mai 1981. J'aimerais remercier Doug Cruikshank, Dan Moore et Phyllis Clarke de l'aide qu'ils m'ont apportée au niveau de la recherche. Par ailleurs, David Frank, Craig Heron, Bryan Palmer et Bruce Tucker m'ont fourni des commentaires précieux ; je leur en suis reconnaissant. Norman Penner et moi avons déjà reconnu certaines divergences sur des arguments développés dans ce texte. Phyllis Clarke, Alfred Dubuc, Jane Jenson, Leo Panitch et Reg Whitaker m'ont soumis, à titre de lecteurs de *Studies in Political Economy*, de nombreux commentaires fort utiles. Enfin, je veux remercier Stanley Ryerson pour les entrevues qu'il m'a accordées à Halifax, en juin 1981, et à Montréal, au mois de novembre suivant. Nos discussions m'ont beaucoup aidé dans la révision du texte original. Est-il besoin d'ajouter que les points de vue énoncés dans ce texte n'appartiennent qu'à moi ? (G. K.)

Deux thèses ont été défendues depuis la première rédaction de ce texte. La première, de Vivian McCaffery, *Stanley Ryerson : Marxist Intellectual and the French-Canadian National Question*, Thèse de M.A., Université d'Ottawa, 1981, s'intéresse surtout à l'évolution de la position de Ryerson sur la question québécoise. La deuxième, de Brian McDougall, *Stanley Ryerson and the Materialist Conception of History : A Study in the Stalinist Distortion of Marxism*, Thèse de M.A., Université de Carleton, 1981, est, comme son titre l'indique, une critique quelque peu polémique, et très certainement entachée d'un certain parti pris, de Ryerson. Je dois ajouter que cette dernière thèse critique aussi la première version de ce texte.

Note de la rédaction : *Tribune et National Affairs* font référence aux titres abrégés de *Canadian Tribune* et *National Affairs Monthly*. Ce texte a

Gregory S. KEALEY

[Retour à la table des matières](#)

[189]

La tâche de ceux qui écrivent l'histoire des partis communistes est particulièrement délicate. Ils doivent retrouver le tempérament unique, dans des mouvements séculiers du moins, du bolchevisme ; un tempérament aussi distinct du libéralisme de la plupart des historiens que de l'activisme permissif et complaisant des extrémistes contemporains.

E.J. HOBBSBAWM

Écrire un livre sur les communistes, de quelque pays qu'ils soient et, à plus forte raison, de ces petits pays où le communisme n'a que de faibles racines, présente un problème particulier : allier un sentiment généreux de sympathie pour ces hommes et ces femmes qui ont poursuivi des buts fort louables et un esprit rigoureux d'analyse, un refus de laisser la noblesse des intentions obscurcir la dure réalité.

JOSEPH STAROBIN

Quiconque écrit l'histoire du Parti communiste de l'extérieur, à partir de pièces judiciaires, de documents ou de témoignages, court le risque de se laisser influencer par ses préjugés. Il lui manquera, à tout le moins, une expérience irremplaçable. S'il a quitté le Parti, la rancœur souvent l'étouffe et sa plume trempe dans la bile. S'il écrit de l'intérieur, en collaboration avec les dirigeants, il devient un chroniqueur officiel. Dès lors, il ment ou esquivé les questions en fonction de la position du jour.

J.-P. SARTRE

Stanley Ryerson rejoint les rangs du Parti communiste du Canada (P.C.C.) au début des années trente. Il s'agit là d'une décision inhabituelle, mais certainement pas unique, pour cette époque, marquée par le début de la grande dépression. Le Parti connaissait une croissance rapide, surtout après la condamnation par les tribunaux, à l'instigation du gouvernement Bennett, des dirigeants du P.C. C. sous le coup de l'article 98 du Code criminel. Mobilisé dans les activités de la Troisième Période, le Parti attirait sans cesse de nouveaux membres par son travail [200] sur plusieurs fronts : interventions concertées dans le mouvement syndical à travers la Ligue d'unité ouvrière, direction du mouvement de masse des chômeurs, agitation dans le domaine des droits démocratiques par le biais de la Canadian Labour Defence League. Certains des nouveaux membres se recrutaient parmi les jeunes artistes et intellectuels de l'époque par l'entremise de nouvelles organisations telles que le Workers' Theatre et le Progressive Arts Club, et de nouvelles publications comme *The Masses* et *New Frontier* ¹⁸³.

Ryerson n'était pas le seul intellectuel « traditionnel » ¹⁸⁴ à adhérer au P.C.C., mais il était certainement l'un des premiers et devait par la suite devenir, sans contredit, le plus important. La plupart des historiens ont déjà noté l'échec relatif

¹⁸³ La seule histoire complète du P.C.C. qui existe est celle de Ivan Avakumovic, *The Communist Party in Canada*, Toronto, 1975. Un texte de recherche, plus utile, mais qui ne couvre que la première décennie de l'histoire du P.C.C., est *Soldiers of the International* de William Rodney, Toronto, 1968. Aussi très riche en renseignements sur la première période du Parti est le livre, récemment publié, de Ian Angus *Canadian Bolsheviks : The Early Years of the Communist Party of Canada*, Montréal, 1981. Plusieurs thèses portent sur le P.C.C., entre autres celles de Colin D. Grimson, *The Communist Party of Canada, 1922-1946*, Thèse de M.A., Université McGill, 1966 ; de Douglas Charles Rowland, *Canadian Communism : The Post-Stalinist Phase*, Thèse de M.A., Université du Manitoba, 1964 ; de Melvyn L. Pelt, *The Communist Party of Canada, 1929-1942*, Thèse de M.A., Université de Toronto, 1964. Quant aux activités culturelles communistes, on peut consulter : *Eight Men Speak and Other plays from the Canadian Workers Theater*, Robin Andres et Richard Wright, directeurs de publication, Toronto, 1976 ; *Voices of Discord*, Donna Phillips, dir., Toronto, 1979 ; et *Right Hand Left Hand*, Dorothy Livesay, Erin, 1977.

¹⁸⁴ Sur le concept de « l'intellectuel traditionnel », voir *Selections from the Prison Notebooks*, Antonio Gramsci, publié et traduit par Quintin Hoare et Geoffrey Nowell Smith, New York, 1971, pp. 5-23. [Voir l'œuvre de Gramsci dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

du P.C.C. à attirer dans ses rangs les intellectuels canadiens ¹⁸⁵. L'explication de ce phénomène particulier dépasserait de beaucoup le cadre [201] de cet article ; on doit cependant souligner l'importance que cette difficulté a revêtue dans la vie de Ryerson. Quant aux partis communistes anglais et américain, ceux-là ont réussi à recruter, à partir des années trente, un grand nombre d'artistes et d'intellectuels et même, en particulier, d'historiens. Au Canada, Ryerson fait presque cavalier seul. Cela explique en partie son ascension rapide dans la hiérarchie du Parti et sa présence continue au sein du Comité central (C.C.) jusqu'en 1969, année où il décide de ne plus y poser sa candidature (il ne quitte le Parti qu'en 1971). Ainsi, Ryerson joue, dans l'histoire politique du communisme canadien, un rôle d'un tout autre ordre que celui de ses homologues américains et anglais. Par exemple, Herbert Aptheker et Philip Foner ne sont même pas mentionnés dans les principaux ouvrages historiques portant sur le Parti communiste des États-Unis (C.P.U.S.A.). De son côté, Eric Hobsbawm souligne qu'à l'exception de E.P. Thompson, aucun des membres du groupe des historiens du Parti communiste de Grande-Bretagne « n'avait assez de poids politique pour être élu au comité du Parti de son district ¹⁸⁶ » ; ils devaient cependant prendre plus d'importance durant les événements de 1956 ¹⁸⁷. Par contre, Ryerson se trouve toujours au centre de la vie du Parti canadien à partir du milieu des années trente.

Les responsabilités politiques de Ryerson lui laissaient peu de temps à consacrer à l'histoire. Pourtant, comme le démontre l'annexe bibliographique accompagnant l'article Ryerson, historien marxiste (qui n'a pas été reproduite dans ce volume [N.d.l.r.], il a tout de même réussi à produire une somme considérable de travaux historiques. En fait, on peut imaginer quelle aurait été l'étendue de sa production s'il

¹⁸⁵ Entre autres, voir *The Canadian Left : A Critical Analysis*, Norman Penner, Scarborough, 1977 ; *Application of Marxist Thought to Canada*, Phyllis Clarke, Thèse de Ph. D., Université de Toronto, 1977 ; et *The League for Social Reconstruction : Intellectual Origins of the Democratic Left in Canada, 1930-1942*, de Michiel Horn, Toronto, 1980, p. 179.

¹⁸⁶ « The Historians Group of the Communist Party » de Eric Hobsbawm in *Rebels and Their Causes : Essays in honour of A.L. Morton*, publié par Maurice Comforth, Londres, 1978, p. 28.

¹⁸⁷ Voir : Ibid. ; *The Making of E.P. Thompson : Marxism, Humanism and History*, Bryan D. Palmer, Toronto, 1981 ; et « The Twentieth Congress and the British Communist Party » de John Saville in *Socialist Register*, 1976, publié par Ralph Miliband et John Saville, Londres, 1976.

avait privilégié les activités, bien différentes, d'un chercheur universitaire. Les [202] lourdes tâches qu'il assumait à l'intérieur du Parti lui ont coûté cher. Ryerson n'a jamais pu, par exemple, se livrer à un travail approfondi de dépouillement d'archives. Par conséquent, ses textes sont le produit d'une synthèse marxiste : il utilisait les travaux à sa disposition pour les couler dans le moule du matérialisme historique.

Ces articles ne se proposent pas d'évaluer la carrière politique de Ryerson. Cependant, toute étude de sa production intellectuelle doit tenir compte de son rôle dans le cercle dirigeant du P.C.C., ce que ce texte tente de faire. On tracera d'abord un portrait, à la fois biographique et bibliographique, de Ryerson avant d'orienter plus particulièrement la discussion sur ses travaux historiques ¹⁸⁸.

Ces deux articles n'arrivent pas, cependant, à souligner suffisamment deux aspects de l'important apport de Ryerson tant à la « vieille » qu'à la « nouvelle » gauche. Il est d'abord un excellent maître du marxisme, de même qu'un exemple vivant de ce que peut offrir un travail intellectuel marxiste engagé. De tels modèles étaient rares dans les universités canadiennes des années soixante. Tout aussi significatives que ses livres, bien que moins tangibles, étaient la disponibilité constante et la grande ouverture d'esprit que Ryerson a toujours manifestées envers toute une jeune génération d'étudiants s'initiant au marxisme.

L'intellectuel du Parti

Stanley Ryerson est né à Toronto en mars 1911. Issu d'une famille de la petite bourgeoisie libérale en voie d'ascension sociale (son père, le docteur Edward Stanley Ryerson, devait [203] devenir le vice-doyen de la Faculté de médecine de l'Université de Toronto), il jouit d'une éducation bourgeoise d'élite à la torontoise. Il fré-

¹⁸⁸ L'auteur se permet ici de soumettre à ses lecteurs une note personnelle. En tant qu'historien marxiste de la classe ouvrière canadienne, il ne se targue pas d'une connaissance approfondie de l'évolution du P.C.C., de l'histoire intellectuelle en général, ou même de celle du XXe siècle. Le point de départ de son texte est plutôt la profonde admiration qu'il porte à la vie et à l'œuvre de Ryerson, à son œuvre surtout, sans laquelle la recherche marxiste dans ce pays serait considérablement plus pauvre.

quentera l'Upper Canada College où il étudiera de 1919 à 1929 ¹⁸⁹. C'est là qu'il s'initie à Spinoza, qu'il se lie avec « quelques collègues radicaux » et qu'il remet en question les postulats hérités de ses origines anglicanes ¹⁹⁰. Il ne s'intéresse pas seulement aux traits hérités de sa mère québécoise, Tessie Bréhaut Devigne, mais il manifeste aussi une vive curiosité pour les sciences, en particulier la géologie. C'est d'ailleurs dans cette discipline qu'il s'inscrit à l'Université de Toronto. En milieu d'année universitaire, il change d'orientation et s'initie aux langues modernes. Il commence à s'occuper de plus en plus activement de théâtre, surtout au sein du Players' Guild qui, en 1931, monte une pièce qu'il a écrite sur Abélard. Il part ensuite à l'étranger et passe sa troisième année universitaire, 1931-1932, à la Sorbonne. Durant son premier été en France, il rencontre les Canadiens Felix et Dorothy Walker, Barker et Margaret Fairley, Otto Van der Sprenkel et ses anciennes camarades de Toronto Jean « Jim » Watts et Dorothy Livesay. Il profite de son séjour en Europe pour voyager en Italie, en Espagne de même qu'en France et se plonger dans le tourbillon politique qui secoue l'Europe en ce début de la dépression. C'est au cours de cette année qu'il devient communiste.

Les causes premières de cette adhésion furent, d'une part, la constatation que le capitalisme pervertissait le contenu [204] culturel de l'art et de la littérature et les réduisait à ce que j'appellerais de la masturbation intellectuelle, et, d'autre part, la découverte que le communisme, en soulageant les problèmes matériels de la société, offrait la seule voie vers une renaissance de la créativité ¹⁹¹.

¹⁸⁹ Pour des renseignements généraux sur la vie de Ryerson, voir « Dutch and French strains blend in this Labor-Progressive Leader » de Carolyn Cox, *Saturday Night*, 59 (4 mars 1944) : 2 ; « Stanley B. Ryerson » de Sidney Jordan, *Daily Clarion* (2 novembre 1937) ; une esquisse biographique de l'auteur dans *A World to Win : An Introduction to the Science of Socialism*, Stanley B. Ryerson, Toronto, 1946 et « Stanley Ryerson - An Appreciation » de David Frank, communication soumise à la conférence intitulée « Class and Culture : Dimensions of Canada's Labour Past », Université McGill, 1980. Enfin, pour des souvenirs sur son père, voir « Comrade Beth » dans son *Bethune : The Montreal Years*, Toronto, 1978, pp. 151-152. Voir aussi Stanley B. Ryerson : *Marxist Intellectual and the French-canadian National Question*, Vivian McCaffery, Thèse de M.A., Université d'Ottawa, 1981, surtout le chapitre 1.

¹⁹⁰ Cox, « Dutch and French... » Voir note 8, supra.

¹⁹¹ Jordan, « Stanley B. Ryerson ... ». Voir note 8, supra. Sur cet été à Paris, voir Livesay, *Right Hand Left Hand*, pp. 31-36. Voir note 2, supra.

De retour à Toronto afin de terminer son premier cycle universitaire, Ryerson rejoint le Progressive Arts Club fondé au printemps 1932. Formé de trois sections (écrivains, artistes et comédiens), le Club publie *Masses*, qui se veut le porte-parole du réalisme socialiste dans les arts, et met sur pied le *Canadian Workers' Theatre* qui allait connaître un certain succès en 1932 et en 1933. Ryerson y collabore activement par des articles théoriques et par une courte pièce, *War in the East*, sur la résistance du peuple chinois à l'invasion de la Mandchourie par les Japonais. À la même époque, il adhère à la Ligue des jeunes communistes (Y.C.L.) où on lui confie rapidement les postes de responsable de la formation et de rédacteur en chef de la revue *The Young Worker*. Fort actif aussi dans la *Student League of Canada*, alors en voie de formation, il participe à une conférence pacifiste à Chicago en décembre 1932. Donc, dès sa première année de militantisme, Ryerson révèle de nombreux talents. Étudiant petit-bourgeois issu d'une classe sociale privilégiée, il démontre que, lorsqu'il se trouve dans un milieu à prédominance prolétarienne, il possède les capacités indispensables, non sans causer toutefois un énorme malaise. Cette tension diminuera, avec le temps, mais ne disparaîtra jamais complètement. Pour Ryerson, le seul moyen de prouver sa bonne foi est de fournir un travail acharné ; il se jette donc à corps perdu dans les tâches que le Parti lui confie.

Ryerson s'intègre aussi à plusieurs groupes d'étude, alors en voie de formation, sur la base surtout de relations amicales ou personnelles, où il retrouve des universitaires et des intellectuels dissidents tels que les Walter, les Fairley, J.F. White (le rédacteur en chef de *Canadian Forum*, bientôt démissionnaire), Otto Van der Sprenkel et Leo Warshaw. C'est là, tout autant que dans les groupes d'étude de la Ligue des jeunes communistes, [205] sous la direction de Bill Sparks (pseudonyme de George Rudas, communiste yougoslave délégué auprès du parti canadien par le C.P.U.S.A.) que Ryerson fait l'apprentissage du marxisme. Ryerson retourne à Paris durant l'automne de 1933 afin de poursuivre des études de deuxième cycle en langues modernes à la Sorbonne. Tout en se consacrant à la rédaction d'une thèse de diplôme d'études supérieures sur l'œuvre du romancier de la paysannerie, le réaliste sicilien Giovanni Verga, Ryerson prend part à de nombreuses activités militantes communistes : il participe ainsi à l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires et prépare des textes pour *L'Avant-Garde*. L'adoption de la stratégie du

Front populaire par le Parti communiste de France (P.C.F.) aura sur lui une influence déterminante ¹⁹².

À son retour à Montréal en août 1934, il prend part aux activités du Parti tout en enseignant au département d'Études françaises au collège Sir George Williams où il demeurera en poste trois ans. Le Parti ne connaît pas beaucoup de succès au Québec ; le bilinguisme de Ryerson en fait donc un militant idéal pour travailler dans cette province. D'abord responsable de l'éducation, il est élu membre du C.C. en 1935 et secrétaire provincial en 1936. Il continue de collaborer à *The Worker* et à *New Frontier* mais il consacre presque toutes ses énergies à *Clarté* ¹⁹³. Bien qu'il se serve d'un pseudonyme - E. Roger - [206] pour protéger son poste de professeur, ses positions politiques entraînent le non-renouvellement de son contrat à Sir George Williams en 1937. Les articles qu'il rédige durant cette période couvrent tous les domaines, de la critique littéraire et cinématographique jusqu'au commentaire politique en passant par l'histoire populaire. L'adoption de la stratégie du front uni amène le Parti à s'intéresser de plus en plus à l'histoire canadienne, et Ryerson s'affirme rapidement comme l'historien le plus important du Parti. Ses travaux sur Papineau et Mackenzie constituent le noyau de son premier ouvrage 1837 : *The Birth of Canadian Democracy*. Dédié « aux hommes de la brigade Mackenzie-Papineau combattant sur le champ de bataille de l'Espagne démocratique », ce livre célèbre le centenaire des rébellions de 1837-1838 dans le Haut et le Bas-Canada (« victimes d'une conspiration du silence imposée par les autorités canadiennes ») ; on y trouve pour la première

¹⁹² Ryerson, « Henri Barbusse : Comrade, Writer, Soldier of the Revolution », in *Worker* (7 septembre 1935). Sur le Parti français à cette époque, voir David Cauter, *Communism and the French Intellectuals*, Londres, 1964, pp. 39-136. Traduction : *Les compagnons de route 1917-1968*, R. Laffont, Paris, 1979. (N.D.L.R.)

¹⁹³ Sur le Parti au Québec, voir Marcel Fournier, [*Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*](#), Laval, 1979 ; Claude Larivière, *Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde 1865-1947*, Laval, 1979 ; et Robert Comeau et Bernard Dionne, [*Les communistes au Québec 1936-1956*](#), Montréal, 1980. Voir aussi « Comrade Beth » de Ryerson pour avoir une idée de Montréal et du P.C. durant les années 30 ; voir note 8, supra. Pour un aperçu rapide du rôle de Ryerson à Montréal, voir Pat Sullivan, *Red Sails on the Great Lakes*, Toronto, 1955, pp. 15, 39-40, 92. Enfin, plus particulièrement sur *Clarté*, voir « [Clarté ou le rêve d'un front populaire](#) » de Marcel Fournier in *Idéologies au Canada français 1900-1939*, publié par Fernand Dumont et al., Québec, 1978, pp. 273-294.

fois la plupart des thèmes que Ryerson devait par la suite développer dans l'ensemble de son œuvre d'historien.

Dans sa préface, Ryerson prévient ses lecteurs contre les « dangers qui assaillent de toutes parts » la démocratie canadienne, pressentiment qui devait se confirmer quelques mois plus tard lorsque, en vertu de l'infâme loi du Cadenas, la Police provinciale du Québec perquisitionne la maison de Ryerson et saisit plus de 40 livres, une centaine de brochures et ses notes de recherche, y compris, comble de l'ironie, celles de son *Birth of Canadian Democracy*. Sur un ton plus léger, Ryerson évoque, dans la même préface, son illustre arrière-grand-père, Egerton Ryerson, qui était passé de la révolution à l'éducation, alors que lui, Ryerson, faisait le chemin inverse, passant de l'éducation à la révolution ¹⁹⁴. Toujours sous le pseudonyme de E. Roger, il publie en 1937 *Le réveil du Canada français*, « dédié à la mémoire de tous les héros de la liberté, combattants de 1837 » ^{*}. Acte d'accusation sévère contre l'oppression du Québec [« particulièrement intense » ^{*}], ce pamphlet fait néanmoins appel à [207] l'unité de la classe ouvrière canadienne « dans une lutte commune contre l'ennemi commun, qui est l'oppression capitaliste ». Traitant les Groulx et autres nationalistes québécois de fascistes, Ryerson condamne toute politique séparatiste ¹⁹⁵.

Lorsque le Canada entre en guerre à l'automne de 1939, Ryerson et d'autres dirigeants du Parti passent dans la clandestinité. Fortement opposés à la guerre à la suite du pacte de non-agression germano-soviétique, Ryerson et le Parti communiste canadien en viennent à considérer l'opposition nationaliste canadienne-française à cette guerre impérialiste comme le fer de lance de la résistance à l'effort de guerre ¹⁹⁶. Dans cette conjoncture précise, leur vision du nationalisme québécois se

¹⁹⁴ Sur les descentes, voir Daily Clarion (11 et 28 décembre 1937) et Clarté (20 novembre 1937). Pour les citations, voir Ryerson, 1837 : *The Birth of Canadian Democracy*, Toronto, 1937, pp. 9, 11.

^{*} En français dans le texte (n.d.t.).

^{*} En français dans le texte (n.d.t.).

¹⁹⁵ *Le réveil du Canada français*, E. Roger (Ryerson), Montréal, 1937, pp. 9, 13, 15, 29.

¹⁹⁶ « French Canada : Thorn in the Side of Imperialism », Ryerson in *Monthly Review*, 1, 1 (mars 1940) : 25-30. Pour une position ultérieure sur cette question, voir Ryerson, « Canadian Communists and the French Canadian Nation », in *Marxist Quarterly* 15 (1965) : 30. Sur le contexte général sous la Loi sur les mesures de guerre, voir Ramsay Cook, *Canadian Liberalism in Wartime : A Stu-*

nuance quelque peu. Cette nuance, Ryerson, pour sa part, ne devait jamais l'abandonner, même après l'adoption de la politique d'appui inconditionnel à l'effort de guerre, à la suite de l'invasion de l'Union soviétique par les nazis. À la suite de ce bref flirt avec le sentiment nationaliste québécois (voir *La voix du peuple*), le Parti lance un nouveau journal, *La Victoire*, auquel Ryerson collabore. Dans le cadre de la campagne pour obtenir le rétablissement du statut légal du Parti, Ryerson et d'autres dirigeants communistes se livrent à la Gendarmerie royale du Canada à Toronto le 25 septembre 1942 ¹⁹⁷. Après qu'une [208] enquête les ait blanchis, ils fondent le Parti ouvrier-progressiste (P.O.P.). Ryerson y est nommé responsable national de la formation en août 1943. Il déménage à Toronto et prend la direction de la nouvelle revue théorique du P.O.P., *National Affairs Monthly*, lancée en avril 1944.

Ses nouvelles tâches de responsable à la formation et de directeur de *National Affairs* lui imposent un rythme de travail encore plus frénétique. Dans son premier éditorial, Ryerson affirme que la parution de cette nouvelle revue mensuelle témoigne « de l'influence et de l'acceptation croissantes dans la société canadienne de la pensée et de l'activité marxistes étroitement liées à tous les mouvements populaires avides de changement social ». Organe « d'expression et de prise de position de tous les communistes canadiens sur les questions vitales, passées, présentes ou à venir, qui touchent la société canadienne », cette revue se donne pour but d'étudier « la croissance économique et politique du Canada » et « son histoire, dans la mesure où celle-ci conditionne notre compréhension de son présent et de son avenir ¹⁹⁸ ». Au cours des trois années (avril 1944 - mars 1947) où il dirige les destinées de *National Affairs*, Ryerson rédige bon nombre d'articles et d'éditoriaux. Remplacé par Charles

dy of the Defence of Canada Regulations and some Canadian Attitudes to Civil Liberties in Wartime, 1939-1945, Thèse de M.A., Université Queen's, 1955. Sur la première position du Parti quant à la guerre, voir E. Roger (Ryerson), *La conscription, c'est l'esclavage*, Montréal, 1940.

¹⁹⁷ Voir [Fournier, *Communisme et anticommunisme*](#)... chapitre 4 (voir note 12, supra) et Comeau et Dionne, [Les communistes](#)... pp. 8-23. Sur la reddition à la G.R.C., voir Oscar Ryan, Tim Buck : *A Conscience for Canada*, Toronto, 1975, pp. 219-222, et *Yours in the Struggle : Reminiscences of Tim Buck*, publié par William Beeching et Phyllis Clarke, Toronto, 1977, pp. 305-319. Voir aussi Avakumovic, *The Communist Party in Canada*, pp. 151-152, et Sullivan, *Red Sails*... p. 104 (voir notes 2 et 12, supra).

¹⁹⁸ Ryerson, « By Way of a Birth Certificate », *National Affairs*, I (avril 1944).

Sims au poste de directeur, Ryerson assume alors des responsabilités encore plus lourdes à l'intérieur du Parti à titre de secrétaire de l'organisation.

En 1943, il publie *French Canada* qui paraîtra deux ans plus tard en traduction française, dans une version largement remaniée. Écrit dans la clandestinité, cet ouvrage suscite un grand intérêt dans les journaux de l'époque et obtient un certain succès de librairie : environ 10 000 exemplaires vendus en deux ans ¹⁹⁹. Le rédacteur en chef de *Saturday Night*, B.K. Sandwell, s'inquiète même, dans un de ses éditoriaux intitulés *Front Page*, de « l'influence néfaste énorme » que de telles activités communistes [209] « pourraient avoir sur la grande masse du peuple canadien-français ». En même temps, un autre descendant illustre du mouvement réformiste canadien des années 1830, le Premier ministre William Lyon Mackenzie King, écrit à Ryerson pour le féliciter de son ouvrage qui, selon les propres mots de King, « rend un service immense au pays en tentant de promouvoir et d'accroître la compréhension mutuelle entre les Canadiens de langue anglaise et ceux de langue française ²⁰⁰ ». Suite logique du travail entrepris dans 1837, *French Canada* explore « le problème des relations entre le Canada anglais et le Canada français ». Soulignant l'héroïsme des Canadiens français « dans leur lutte acharnée pour leur survie en tant que peuple », Ryerson se livre à un survol historique du développement de la société québécoise organisée autour de dirigeants tels que Papineau, Lafontaine, Dorion, Riel et Laurier. D'un point de vue plus socio-économique, il analyse aussi le retard de l'agriculture québécoise, la montée du capital monopoliste et l'oppression des travailleurs canadiens-français. Même s'il évite les questions plus épineuses posées par le nationalisme québécois, lacune que Ryerson reconnut par la suite, cet ouvrage doit être examiné dans le contexte de la situation prévalant entre anglophones et fran-

¹⁹⁹ Ryerson, *French Canada : A Study in Canadian Democracy*, Toronto, 1943 ; et *Le Canada français : sa tradition, son avenir*, Montréal, 1945. Quant au chiffre des ventes et pour une explication de la nouvelle version, voir « Avant-propos », *ibid.*, pp. VI, VIII.

²⁰⁰ « The Front Page » de B.K. Sandwell in *Saturday Night*, 59 (30 octobre 1943) : 1. Voir aussi sa critique dans *Canadian Historical Review*, 25 (1944) : 200-201 où il énonce ainsi la raison qui a motivé la publication de ce livre : « Le but de ce livre est de saper la foi des Québécois... une étape indispensable pour que le communisme avance à grands pas dans cette province. » La citation de King est tirée de Ryerson, *French Canada : A Study in Canadian Democracy*, Toronto, 1980, p. 7. Cette nouvelle édition contient une réflexion de l'auteur sur son oeuvre antérieure.

cophones au Canada. Si l'on tient compte de tout cela, ce livre est encore d'actualité ²⁰¹.

En tant que responsable de la formation, Ryerson publie *A World to Win : An Introduction to the Science of Socialism* (1946 ; éd. rév. en 1950). Ce livre, un ouvrage d'initiation au marxisme, est remarquable, surtout par ses efforts d'illustration [210] des concepts marxistes à l'aide d'exemples tirés de l'histoire canadienne tels que la Commission royale d'enquête sur les relations entre le travail et le capital de 1886-1889. Tout aussi intéressants sont les encouragements prodigués par Ryerson à ses lecteurs, novices en études marxistes, pour les pousser à retourner aux classiques. Par exemple, Ryerson dit du *Capital* : « L'idée selon laquelle ce grand ouvrage est 'lourd' et 'incompréhensible' pour le lecteur moyen est un enfantillage répandu par les ennemis du marxisme. Au contraire, il s'agit d'un chef-d'œuvre scientifique et historique excitant, plein de vie et magistralement écrit ²⁰². » Paraît aussi, en 1946, *Spirit of Canadian Democracy* de Margaret Fairley. Ce recueil d'extraits des œuvres de poètes, de romanciers, de politiciens et d'universitaires canadiens s'inscrit en plein dans la logique du Front populaire qui vise à développer l'intérêt du Parti pour l'histoire canadienne ²⁰³.

À la fin de décembre 1946, le comité de formation du P.O.P., dirigé par Ryerson, organise sous l'égide de National Affairs, une conférence nationale d'étude marxiste du développement du Canada. Cette conférence, qui s'articule autour de communications présentées par Ryerson, Margaret Fairley et Tim Buck, amène la mise sur pied d'un certain nombre de comités permanents sous la direction générale de Ryerson, comme président, et de Fairley, comme secrétaire. De plus, Fairley prend la direction du comité Histoire du peuple, tandis que Beckie Buhay et M. Freeman se chargent respectivement du comité d'étude sur l'histoire du mouvement ouvrier

²⁰¹ Ryerson, *French Canada...*, pp. 21, 27 (voir note 18 supra). Pour la propre évaluation de Ryerson, voir son *Capitalisme et la Confédération, aux sources du conflit Canada-Québec, 1760-1873*, Montréal, 1972, pp. 506-510 et la nouvelle préface à la dernière édition.

²⁰² Ryerson, *A World to Win*, p. 136. Voir note 8, supra.

²⁰³ Margaret Fairley, *Spirit of Canadian Democracy : A Collection of Canadian Writings from the Beginnings to the Present Day*, Toronto, 1946.

canadien et de celui sur l'impérialisme canadien ²⁰⁴. Cette structure organisationnelle élabore la première analyse systématique de la situation canadienne menée par le Parti.

Les premiers résultats de cette étude furent publiés dans un numéro spécial de *National Affairs* au début de 1949, sous la [211] responsabilité du comité national à l'éducation du P.O.P., et dans quelques numéros subséquents de cette même année ²⁰⁵. Ces publications seront à l'origine d'ouvrages ultérieurs rédigés par Fairley, Frank et Libbie Park et par Charles Lipton.

La publication de *Canada : The Communist Viewpoint* de Tim Buck en 1948 marque sans aucun doute l'apogée des activités intellectuelles du Parti à cette époque. La préface élogieuse, rédigée par Ryerson, qualifie ce livre d'« étape marquante de l'histoire du mouvement ouvrier de ce pays » et, du même souffle, présente son auteur comme un « tribun du peuple qui personnifie et donne une voix aux luttes que le peuple ouvrier mène d'un océan à l'autre ²⁰⁶ ». Malgré de tels excès, cet ouvrage est sans aucun doute la formulation la plus systématique jamais produite de l'analyse et du programme du Parti communiste appelant l'adoption d'une « Politique nationale populaire ». Dans ce livre, Buck critique avec beaucoup d'effet la destruction de l'économie canadienne durant la période de l'après-guerre, à la suite de la spoliation éhontée au profit des Américains, résultat des politiques du Parti libéral.

Pourtant, la période allant de 1948 à 1956 n'est pas heureuse pour le Parti : il perd d'un cinquième à un tiers de ses membres ²⁰⁷. Ces pertes ne sont pas imputables à des conflits théoriques significatifs, mais plutôt à une érosion continue due aux tensions créées par la guerre froide et à la marginalisation croissante du Parti. Loin de nous l'idée de suggérer que le travail du Parti sur un certain nombre de ques-

²⁰⁴ Pour l'annonce de la conférence, voir *National Affairs*, 3 (1946) : 358 ; pour le discours inaugural de Ryerson, voir « Marxism and the Writing of Canadian History », *N.A.M.*, 4 (1947) : 46-51 ; pour le texte des résolutions adoptées, voir *N. A. M.*, 4 (1947) : 51.

²⁰⁵ *National Affairs*, 6, 1 (janvier-février 1949).

²⁰⁶ Préface de Ryerson au livre de Tim Buck, *Canada : The Communist Viewpoint*, Toronto, 1948, pp. 11-12.

²⁰⁷ Karen Levine, *The Labour Progressive Party In Crisis, 1956-1957*, (communication rédigée pour l'Université York) et Clarke, *Application of Marxist Thought*. Voir note 4, supra.

tions n'ait pas été important, qu'il s'agisse de l'inflation galopante qui sévissait durant l'après-guerre, du mouvement pacifiste ou de la dénonciation de la mainmise américaine sur l'économie et la culture canadiennes. Néanmoins, un survol rapide des articles parus dans *National Affairs* révèle l'isolement croissant du Parti, un isolement qui, en dépit d'autocritiques fréquentes de cette tendance, se

[212]

Photo 15.

Dirigeants du Parti communiste canadien en 1942. En haut : Gus Sundqvist, Bill Kashtan, Évariste Dubé, Jim Litterick, Sam Carr, Willie Fortin, Stewart Smith, Stanley B. Ryerson ; en bas : Henri Gagnon, Fred Rose, Tim Buck, Émery Samuel, Sam Lipschitz. Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

[213]

manifestait par un sectarisme croissant. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que Ryerson, à titre de secrétaire à l'organisation du P.O.P., ait été l'auteur de plusieurs essais exhortant les membres du Parti à accroître leur dévouement à la cause, ce qui rendait encore plus évident les problèmes que celui-ci traversait alors ²⁰⁸.

Ryerson, souffrant de sérieuses migraines depuis 1937, passe quelques mois dans un hôpital soviétique en 1951-1952. Il profite de ce déplacement pour visiter un grand nombre de pays d'Europe de l'Est et assister à un congrès du P.C.G.B. De retour au pays, il participe à l'élection générale fédérale de 1953 comme candidat du P.O.P. dans Hamilton. En juillet, il est victime d'un accident de voiture ²⁰⁹. Un an plus tard, il repart pour l'Europe de l'Est comme représentant du Parti canadien au comité de rédaction de la revue *Pour une paix durable*, pour une démocratie populaire. C'est là qu'il découvre les différents courants de pensée communistes qui s'agitent autour de Bucarest, courants qui, après la mort de Staline, s'orienteront vers un mouvement communiste international moins monolithique et moins dominé par les Soviétiques.

Incommodé par les séquelles de son accident de voiture, Ryerson retourne en Union soviétique pour y suivre un traitement médical. C'est ainsi qu'il se joint à Tim Buck pour former la délégation canadienne au XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (P.C.U.S.) ²¹⁰. Comme tous les délégués étrangers, les Canadiens étaient absents lors de la dénonciation de Staline et de la révélation des atrocités stalinienne. Il semble que Buck n'ait pris connaissance de ces révélations étonnantes [214] que pendant son voyage de retour au Canada, lors d'une escale à Londres et

²⁰⁸ Voir, par exemple, les articles de Ryerson écrits pour *National Affairs* : « Man of the Party of Communists », 6, 11 (décembre 1949) : 377-379 ; « Problems of Communist Leadership », 7, 4 (avril 1950) : 13-23 ; « Making the Turn », 7, 6 (juin 1950) : 47-52 ; « Some Problems of Cadre Work », 8, 1 (janvier 1951) : 34-41 ; « A Note about Work with the People », 9, 7 (juillet 1952) : 51-54 ; « What Kind of People are Fighters for our Program », 11, 10 (octobre 1954) : 23-30.

²⁰⁹ Sur l'élection, voir *Tribune* du 13 avril et du 11 mai 1953 ; sur l'accident, voir id. du 27 juillet 1953.

²¹⁰ Voir « Where Working People Rule » de Ryerson dans le *Tribune* du 23 avril 1956.

au cours d'un entretien avec le chef du P.C.G.B., Harry Pollitt ²¹¹. Ryerson, lui, resté à Moscou, n'assistera pas à la confusion incroyable qui accueillera les événements de 1956 au sein du Parti, il ne prendra pas part au large débat qui secoue ses rangs durant l'été et l'automne de cette même année. En effet, Ryerson ne revient au Canada que pour se trouver confronté à la crise qui déchire alors la direction du Parti. Ainsi, le Comité national dut intervenir en faveur de Tim Buck, pour restaurer son autorité après qu'un Comité exécutif national, fortement divisé, l'eût expulsé de la direction du Parti, eût pris parti pour Gomulka dans la crise polonaise et ait sévèrement critiqué le P.C.U.S. pour son intervention dans cette affaire. Dès son retour, Ryerson s'attelle avec Leslie Morris à la rédaction de la proposition cruciale qui sera présentée à la réunion du Comité national de décembre 1956 et qui sera à la base de la victoire de la tendance dirigée par Buck au 6e Congrès national d'avril 1957.

La crise de 1956-1957 au sein du Parti

Les événements complexes de 1956-1957 ne peuvent être analysés de façon détaillée dans le cadre de cet essai. Il importe cependant de définir le rôle que Ryerson y a joué d'une façon un peu plus élaborée que ne le fait le résumé présenté ci-dessus. Les premiers rapports portant sur le XXe Congrès de février 1956 ne donnaient aucun indice aux membres du Parti canadien des [215] révélations qui y étaient faites ²¹². Ce n'est qu'à la fin de mars que des éléments du rapport secret de Khrouchtchev commencèrent à faire surface. À un point tel que le Canadian Tribune, se faisant le porte-parole de la direction du Parti, sentit le besoin de souligner qu'il faudrait attendre le retour de Buck pour que tout devienne clair et que, en at-

²¹¹ Sur cette anecdote et sur les souvenirs ultérieurs de Buck à propos de 1956, voir Beeching et Clarke, *Yours in the Struggle...*, pp. 393-394 (voir note 16 supra). Khrouchtchev livra son fameux discours, alors que les délégués canadiens et étrangers prenaient la parole devant des ouvriers russes. Ryerson expose en détail le discours de Buck dans « Where Working People Rule ». L'ironie de la situation ne deviendra claire que beaucoup plus tard.

²¹² Voir les articles de Sam Russell dans le *Tribune* : « The Majestic Vision of a New World » (20 février 1956) ; « Soviet Leaders call for a new study of capitalist trends » (27 février 1956) ; et « Flowers, Cheers and Tears of Joy » (5 mars 1956).

tendant, « il était extrêmement aventureux de se livrer à toutes sortes de spéculations ou de tirer des conclusions hâtives en l'absence de textes et de renseignements dignes de foi ²¹³ ». Cette mise au point totalement insuffisante est suivie, une semaine plus tard, des réponses équivoques de Leslie Morris à des questions de journalistes sur la position du P.C.C. ²¹⁴ Une assemblée des membres du P.C.C., qui réunit 600 personnes à Toronto le 28 mars, exige de la part de Morris des réponses précises à une série de questions qu'il esquivait, dans l'attente du retour de Buck ²¹⁵. Dans une lettre adressée d'Europe, la réaction immédiate de Buck, position qu'il n'abandonnera jamais, est de fournir l'explication officielle déjà répandue par le P.C.U.S. et qui s'articule autour des conséquences néfastes du culte de la personnalité. Mais, du même coup, Buck se sent obligé de lancer l'avertissement suivant : « Ne laissez croire à personne, cependant, que le résultat (de cette rectification) sera l'oblitération du nom de Staline. On peut affirmer sans aucun doute que sa contribution à la lutte pour le socialisme, en temps de guerre comme en temps de paix, lui assurera une place solide et éternelle dans l'histoire ²¹⁶. » Dans la même [216] veine, les premières lettres publiées dans le *Tribune* tentent de défendre Staline contre les attaques, encore mal connues, de Khrouchtchev.

Le retour de Buck au Canada marque vite la fin de ces velléités. Il entreprend immédiatement d'aligner le P.C.C. sur la nouvelle ligne définie par Khrouchtchev. Ses discours du premier mai, à Hamilton et à Toronto, montrent que sa position initiale n'était plus suffisante. Il se met alors à parler d'« actes criminels et de distorsions scandaleuses de la politique soviétique et de la démocratie socialiste ». De plus, ajoute-t-il, le P.O.P. était coupable d'erreurs semblables ²¹⁷.

De la fin d'avril jusqu'en mai, le Comité exécutif national (C.E.N.) se réunit presque tous les soirs pour écouter le rapport de Buck sur les révélations faites par Khrouchtchev et pour décider de la marche à suivre. Gui Caron, membre du C.E.N. et

²¹³ Sam Russell, « The Soviet Discussion on Collective Leadership », dans le *Tribune* du 26 mars 1956. Voir aussi, dans le même numéro, l'éditorial intitulé « The Discussion on the Cult of the Individual ».

²¹⁴ *Tribune* (30 avril et 7 mai 1956).

²¹⁵ Ibid. (29 octobre 1956).

²¹⁶ « Lessons of the Twentieth C.P.S.U. Congress » dans le *Tribune* du 16 avril 1956.

²¹⁷ Ibid. (30 avril et 7 mai 1956).

dirigeant québécois du Parti, devait évoquer cette période dans son émouvante lettre de démission au Parti de la façon suivante :

J'ai été écoeuré par ce récit épouvantable d'arrestations massives dans le milieu de la nuit, de tortures barbares, de fausses confessions extorquées pour incriminer d'autres innocents, d'exécutions sans procès, de répression contre les familles d'accusés, en un mot, d'une terreur dirigée non pas contre les ennemis du socialisme mais contre sa fine fleur, contre ses dirigeants politiques et culturels les plus en vue et les plus courageux ²¹⁸.

Lors de la réunion du Comité national (C.N.) du 17 mai, Buck ne souffla mot de ce qu'il avait appris du rapport secret de Khrouchtchev, sous prétexte - devait-il confier en privé - que, puisqu'il n'avait été mis au courant qu'à titre personnel par Harry Pollitt, les renseignements en sa possession n'avaient aucun caractère officiel. Une position, il faut le dire, très pratique puisque Buck et d'autres membres du C.E.N. croyaient qu'il fallait éviter que la base soit instruite des « détails sordides » ²¹⁹. [217] Le Comité national continua à exiger, sur la base de ces renseignements encore partiels, « un réexamen complet de la politique du P.O.P. ». Au cours de la même réunion, il convoqua à Toronto pour le mois de janvier suivant le 6e Congrès national du Parti et accusa le P.C.U.S. de cacher aux autres partis communistes des renseignements vitaux. Le C.N. envoie en même temps Tim Buck effectuer une tournée de conférences à travers le pays, en vue de calmer une base de plus en plus nerveuse ²²⁰. À partir de la mi-mai, les pages du Tribune sont ouvertes à un débat large et libre sur les « distorsions scandaleuses de la démocratie soviétique ». La réponse de la base à cette invitation est renversante et le flot de critiques reçues menace de se transformer en déluge ²²¹.

²¹⁸ Voir *Tribune* du 29 octobre 1956.

²¹⁹ Ibid.

²²⁰ Voir Levine, « Labour Progressive Party... », pp. 7-8 (voir note 26, supra) et le *Tribune* du 28 mai 1956. Pour la résolution du C.N. sur le XXe Congrès, voir *National Affairs* (Mai-Juin-juillet 1956) : 83-85.

²²¹ Voir, par exemple, le numéro du *Tribune* du 14 mai 1956 qui publiait une lettre de Toronto se demandant pourquoi le Tribune n'ouvrait pas ses pages à un débat équivalent à celui qui se déroulait au sein du C.P.U.S.A., comme en témoignait le contenu du *Daily Worker*; une lettre de Charles McDonald de Verdun, dénonçant la politique d'autruche du Tribune et le manque de direction du Parti

Deux nouvelles révélations ne servent qu'à alimenter ce torrent : la première est la confirmation de l'existence de pratiques antisémites fort répandues en Union soviétique. D'abord rendues publiques en Pologne et à New York, ces confessions paraissent enfin dans le *Tribune* accompagnées d'une autocritique ²²². Elles ont pour conséquence la réadmission, en mai, [218] de J.B. Salsberg au sein du C.E.N. dont il avait été exclu, en 1953, pour refus « d'accepter et de défendre publiquement toute la position du Parti sur la question des écrivains soviétiques juifs et des institutions culturelles juives en Union soviétique ²²³ ». En fait, le C.E.N. s'autocritique aussi de « ne pas avoir soulevé cette question auprès de notre parti frère, le P.C.U.S. ²²⁴ ». La seconde révélation est la publication, au début du mois de juin de la même année, par le Département d'État des États-Unis, du texte complet du discours secret que Khrouchtchev avait prononcé à huis clos devant le XXe Congrès. Il ne restait plus au P.C.C. qu'à publier ce texte tel que rendu public, à critiquer le P.C.U.S. de ne pas l'avoir fait lui-même plus tôt et à se préparer à une autre vague de critiques ²²⁵.

Le déferlement de critiques ne tarda pas à se produire et la réunion du C.E.N. des 23 et 25 juin 1956 adopte sa critique du P.C.U.S. la plus virulente à ce jour. Qualifiant le discours de Khrouchtchev d'« inadéquat », le C.E.N. rappelait que « les dirigeants du P.C.U.S. devaient au mouvement ouvrier et socialiste international des explications complètes ». Sur la même lancée critique, il souligne que « rendre seules

dans le débat ; une lettre de G. Sidney Arthur de Winnipeg affirmant que « le flot de la vérité n'arrêtait pas de grossir » ; et une lettre de A. Devers de Montréal exigeant le déclenchement d'un débat au sein du Parti, reprochant à l'article de Buck du 16 avril d'empêcher ce débat et dénonçant Buck, Morris et Freed pour leur manque d'autocritique. Et il ne s'agissait là que d'un seul numéro. Le débat se poursuivit dans les pages du *Tribune* jusqu'à l'automne de 1956, bien que de façon de plus en plus étouffée. On doit remarquer que, aux États-Unis, le débat dans le *Daily Worker* non seulement avait débuté plus tôt, mais aussi qu'il s'était poursuivi jusqu'au congrès de février 1957. Sur le débat aux États-Unis, voir Joseph Starobin, *American Communism in Crisis, 1943-1957*, (Cambridge, Mass., 1972), surtout le chapitre 10, et John Gates, *The Story of an American Communist*, New York, 1958.

²²² *Tribune* (23 avril et 21 mai 1956).

²²³ *National Affairs* (Mai-juin-juillet 1956) : 89.

²²⁴ Ibid., p. 84.

²²⁵ *Tribune* (18 et 25 juin 1956).

responsables de la situation les faiblesses personnelles et les insuffisances de Staline, comme le faisait le discours de Khrouchtchev, ne constituait pas une explication marxiste puisque cela revenait à expliquer Joseph Staline par Joseph Staline ». Enfin, et en s'avancant sur un terrain bien glissant, il affirme que « de toute évidence, la responsabilité de la situation incombait collectivement à toute la direction du P.C.U.S. » De plus, il « déplorait l'absence de toute référence... à la suppression de la culture juive au sein du P.C.U.S. ²²⁶ ». Un peu plus tôt, en juin, le comité provincial québécois du P.O.P. avait commencé à retourner contre lui-même ce processus de critique. Il appelait à « une lutte constante contre l'intolérance et le dogmatisme profonds ; contre l'idée que toute divergence par [219] rapport à la ligne officielle du Parti découle d'une idéologie étrangère à la classe ouvrière ; contre les prétentions à l'infailibilité des dirigeants ; contre la répression des critiques et contre une certaine suffisance dans nos relations avec les sans-parti ». En d'autres mots, concluait-il, « nous devons créer une nouvelle atmosphère dans notre Parti qui permettra le libre échange des idées et qui assurera chaque membre du Parti de voir ses opinions prises en considération et estimées à leur juste valeur ²²⁷ ». Voilà des paroles bien généreuses et bien prometteuses !

Pourtant, ce processus si bien entamé commence déjà à donner des signes d'essoufflement. En juillet, le C.C. du P.C.U.S. publie une longue déclaration dans le but de clarifier les révélations du XXe Congrès et de définir clairement la forme que tout commentaire critique devrait prendre dans l'avenir. Déjà, par exemple, Togliatti, le chef du Parti communiste d'Italie (P.C.I.) était fustigé plus que tout autre pour avoir outrepassé les limites d'une critique fraternelle. Au contraire, le Tribune accueille avec enthousiasme la déclaration du P.C.U.S. par ces mots : « Elle aide énormément à notre compréhension et replace toute la triste 'affaire Staline' dans sa juste perspective. » En dépit des silences sur la question juive et de l'absence d'explications sur le secret d'abord maintenu par Khrouchtchev, le Tribune juge cette déclaration « à tout prendre, claire et nette ²²⁸ ». Ainsi, la publication, une semaine plus tard, de la lettre politique du C.E.N., qui réclame la tenue du « débat interne le plus ouvert, le plus large et le plus démocratique de notre histoire », coïncide avec le rétrécissement des limites acceptables permises à un tel débat. Les prétentions du

²²⁶ Ibid. (2 juillet 1956) ; *National Affairs* (mai-juin-juillet 1956) : 23-25.

²²⁷ *National Affairs* (mai-juin-juillet 1956) : 26-28.

²²⁸ *Tribune* (6 juillet 1956).

C.E.N. à l'effet que « aucune question... aucun problème soulevé par notre application du marxisme à la situation canadienne ne doit être écarté », de même que l'articulation du débat autour des questions de la démocratie socialiste, du pluralisme sous le socialisme et de la dictature du prolétariat devaient vite apparaître comme de la rhétorique vide de sens ²²⁹.

[220]

Les premiers indices parus dans le Tribune de l'adhésion du P.C.C. au contenu de la déclaration du P.C.U.S. se confirment à la réunion du C.E.N. tenue à la fin de juillet. Faisant fi de ses exigences précédentes, le C.E.N. capitule tout simplement et entérine cette déclaration qu'il qualifie maintenant d'explication suffisante du stalinisme ²³⁰. Les seuls votes dissidents semblent avoir été ceux de Gui Caron et de J.B. Salsberg ²³¹. Dans le numéro d'août du *National Affairs*, Buck va encore plus loin : il rejette la première position du C.E.N. et se joint au chœur des critiques de Togliatti ²³². Néanmoins, le C.E.N. envoie Buck, Salsberg, Leslie Morris et Bill Kardash en Union soviétique, à la fin août, pour obtenir des dirigeants du P.C.U.S. un complément d'information ²³³. Reçus par Khrouchtchev lui-même, les dirigeants canadiens ont sans doute pu se ressourcer au contact du mouvement communiste international. Toutefois, Salsberg est loin d'être rassuré quant à la solution apportée à la question juive, lorsqu'il entend Khrouchtchev se laisser aller à des remarques antisémites tout en l'avertissant de ne pas se laisser influencer par les sionistes et la bourgeoisie. Ryerson, qui se trouve encore à Moscou, assiste à ces rencontres et peut confirmer les dires de Salsberg à propos de la remarque insultante prononcée par Khrouchtchev : « Là où un Juif installe ses pénates, surgit bientôt une synagogue ²³⁴. » Malgré cela et malgré le refus des dirigeants du P.C.U.S. d'approfondir

²²⁹ Ibid, (16 juillet 1956).

²³⁰ Ibid. (6 août 1956).

²³¹ Ibid. (29 octobre 1956). C'est la prétention de Caron qui n'a jamais été niée par le Tribune.

²³² *National Affairs* (août 1950). Voir aussi Tribune (29 octobre 1956).

²³³ Tribune (27 août 1956).

²³⁴ Voir Levine, *Labour Progressive Party...*, pp 12-13, et Avakumovic, *Communist Party in Canada*, p. 229. Ces deux auteurs citent « What Nikita Krushchev Told Us » de J.B. Salsberg in *Canadian Jewish Weekly*, 6 décembre 1956. Ryerson défendit les mêmes arguments dans une entrevue avec l'auteur.

leur déclaration du 30 juin, le Tribune devait affirmer que « toute la lumière avait enfin été faite sur cette affaire ²³⁵ ». Selon Caron, la direction soviétique insista même sur le fait que la démocratie interne avait [221] toujours existé au sein du Parti tout au long de l'ère stalinienne, sauf aux plus hauts échelons, dans l'entourage de Staline ²³⁶.

Lors de la réunion du 12 octobre du C.E.N. convoquée pour avaliser le rapport officiel de ce voyage en Union soviétique, Caron propose que le C.E.N. déclare publiquement que « certains dirigeants du P.C.U.S. adoptent, face au peuple juif, une attitude négative qui est contraire à la démocratie socialiste ». Cette proposition, qui ne reçoit l'appui que de Caron et de Salsberg, est rejetée. Au contraire, le C.E.N. entérine le rapport favorable de ses délégués, ne faisant mention, et sans les préciser, que de « certaines réserves » émises par Salsberg ²³⁷.

Entre temps, les différends entre Buck et Salsberg surgissent enfin sur la place publique : ces deux dirigeants s'opposent ouvertement lors de réunions tenues avec les membres mécontents de la section montréalaise. À une question portant sur la dictature du prolétariat, Buck devait répondre que soulever ce problème revenait « à proposer une révision de notre statut de parti marxiste-léniniste », ce qui était, bien sûr, hors de question. Plusieurs verront dans cette position de Buck la confirmation de leurs craintes : le « débat ouvert » avait des limites. Ces événements entraîneront la démission de cinq membres du comité provincial québécois du P.O.P., dont Gui Caron, qui était aussi membre du C.E.N. La lettre de démission de Gui Caron est sans doute le document le plus critique et le plus émouvant de toute cette crise au sein du P.O.P. Affirmant qu'il était maintenant clair que le P.O.P. était incapable de se transformer à cause d'« une résistance très profonde à tout changement dans le Parti », il constatait que, même au sein du C.E.N., le débat « s'éternisait sur la question de savoir ce qui pouvait ou ne pouvait pas être remis en cause ». Aussi, devant « l'érosion de l'influence morale et politique de notre parti dans ce pays, conséquence dans une large mesure de nos propres actions », il n'avait d'autre choix que celui de démissionner ²³⁸.

²³⁵ *Tribune* (10 septembre 1956).

²³⁶ Ibid. (29 octobre 1956).

²³⁷ Ibid. (22 octobre 1956).

²³⁸ Ibid. (29 octobre 1956).

[222]

La réunion suivante du C.E.N. voit l'éclatement de la crise et aboutit à une impasse. Le 22 octobre, le C.E.N. vote, par 5 voix contre 3 et une abstention, le limogeage de Buck. Le lendemain, le C.E.N. « salue » Gomulka et envoie un télégramme au P.C.U.S. condamnant à l'avance « toute tentative d'intervention » dans la situation polonaise ²³⁹. Revenant par la suite sur le limogeage de Buck, le C.E.N. refuse de retirer son télégramme en dépit des protestations immédiates du Comité national ukrainien du P.O.P. qui qualifie ce câble d'« usurpation impardonnable de l'autorité du Parti ». Leur colère amène du même coup les dirigeants ukrainiens à se prononcer clairement sur les récents événements survenus au sein du P.O.P. Selon eux, la défense de la liberté d'expression a « ouvert la porte aux attaques contre les principes mêmes du marxisme-léninisme dans le but de diviser et, éventuellement, de liquider le parti du socialisme scientifique de la classe ouvrière canadienne et de détruire l'internationalisme prolétarien ²⁴⁰ ».

Dans ce contexte de crise interne, encore aggravée par les événements du soulèvement hongrois, le C.N. tiendra une session marathon du 28 octobre au 9 novembre. Les divergences exprimées publiquement durant cette réunion sont profondes et le C.N. est « incapable de résoudre définitivement ses problèmes ». Il décide cependant de retirer le télégramme envoyé au P.C.U.S. sur la question polonaise par un vote de 18 contre 11 et une abstention. Le C.N. critique aussi sévèrement Buck et le C.E.N. pour les tergiversations de Buck du mois de mai et pour l'incapacité manifestée par la direction de clarifier les enjeux de la situation devant les membres du Parti. Réaffirmant, mais d'une façon qui semble de plus en plus vide de sens, « le droit et le devoir de chaque membre du Parti d'exprimer complètement et sans contrainte son point de vue sur tous les problèmes dans les débats de préparation des congrès », le C.N. révèle quand même son orientation politique dans l'élection du nouveau [223] C.E.N. Des 13 membres de ce C.E.N., 11 seront élus sans problème et 3 candidats se disputeront les deux derniers sièges. Ces trois candidats, dont J.B. Salsberg et A.A. MacLeod, se retireront de la course, à la suite de quoi Harry Binder

²³⁹ Ibid. ; Levine, *Labour Progressive Party*, pp. 13-14 ; Avakumovic, *Communist Party in Canada*, pp. 229-230.

²⁴⁰ *Tribune* (29 octobre 1956). Voir aussi John Kolasky, *The Shattered Illusion : The History of Ukrainian Pro-Communist Organizations in Canada*, Toronto, 1979, pp. 149-154.

et Norman Penner remettront immédiatement leur démission. Binder et Penner expliquent dans leurs longues lettres de démission que celle-ci avait pour but de protester contre la tentative du C.N. de régler des divergences politiques par l'élimination de la faction minoritaire du sein du C.E.N. Binder surtout souligne que c'est la démocratie interne du Parti qui est en cause, puisque toute la stratégie de Buck s'est résumée à traiter ses adversaires au sein du C.E.N. de « révisionnistes et (de) liquidateurs » et à inviter le nouveau C.E.N. à « combattre les déviationnistes de droite ». Selon Binder, cette attitude revient à clore le débat et à qualifier ceux qui soulèvent des questions d'« éléments pourris » et de « chercheurs de bête noire ». Il cite, en exemple, les discours montréalais de Buck (que Caron avait aussi relevés) et l'exigence du Comité national ukrainien à ce que les « trotskystes » soient éliminés du Parti. Buck ne s'était jamais servi du forum politique que représentait le C.N. ; il avait plutôt choisi de manipuler les élections au C.E.N. En conclusion, Binder constate qu'« un débat ouvert et libre de toute contrainte » est impossible et que sa présence au sein du C.E.N. ne pourrait que servir de caution « à la ligne obstructionniste défendue par le chef national du Parti ». La lettre de Penner, plus courte, présente les mêmes arguments et rend responsable des résultats de l'élection « (cette campagne) incroyable de rumeurs et d'accusations » qu'il compare à une « chasse aux sorcières ²⁴¹ ».

Le nouveau C.E.N. publie, le 17 novembre, un plaidoyer en faveur de la fidélité au Parti. Qualifiant cette période comme étant la plus difficile dans l'histoire du Parti, il incite les membres « à resserrer les rangs et à se rallier à la cause pour laquelle nous travaillons tous ». Déplorant la récente vague de démissions du C.E.N., il appelle à un « débat ouvert » et annonce la préparation d'une déclaration politique à être soumise à la réunion de la mi-décembre du C.N. pour servir de base de discussion au prochain congrès national ²⁴².

[224]

C'est à ce moment-là que Ryerson rentre de Moscou. Mise à part sa présence lors de la rencontre avec Khrouchtchev, sa seule participation au débat qui secoue alors le Parti a consisté en un article rédigé pour le *Tribune* à l'occasion du trente-neuvième anniversaire de la révolution d'Octobre. Cet article, inoffensif, tend à

²⁴¹ *Tribune* (19 novembre 1956).

²⁴² Ibid. (26 novembre 1956).

démontrer que le socialisme « fleurit » en Russie et que « la critique y est partout présente ». Il s'agit, cependant, d'une critique « positive, constructive, et non (d'une critique) négative, destructrice et dont le fer serait tourné contre la société socialiste elle-même ²⁴³ ». Cette position, qu'il allait défendre dans le débat au Canada, ne devait se révéler que par trop exacte.

À son retour, Ryerson travaille avec Leslie Morris au texte de préparation de la résolution qui sera soumise à la réunion du C.N. en décembre. Sa position dans le débat qui s'ouvre est sans équivoque. Il appuie sans réserve la direction de Buck, au point qu'un groupe de dissidents devait appeler la majorité « la faction Buck-Ryerson ²⁴⁴ ». Son apport le plus important au débat de préparation du congrès, un texte intitulé : « Retrouvons le cap et corrigeons notre tournant dangereux à tribord », constitue une attaque en règle contre le groupe Smith-Salsberg et va jusqu'à rejeter implacablement les compromis proposés par Sims et Penner. Dans ce texte, Ryerson affirme sans compromis que « la révélation des graves erreurs qui se sont commises en Union soviétique, sous la direction de Staline, a amené plusieurs militants à des conclusions pour le moins erronées. Ces personnes n'ont pas compris que ces erreurs, en dépit de leur gravité, sont secondaires par rapport aux succès remportés dans la construction et la défense du socialisme ». De plus, elles sont « si obsédées par ces erreurs qu'elles ne voient plus rien d'autre » et sont « si déterminées à se dissocier de ces manquements qu'elles adoptent, [225] consciemment ou non, le ton de l'antisoviétisme le plus virulent ²⁴⁵ ».

En plus de ce traitement, pour le moins hautain, de ceux qui s'inquiètent de la communication faite devant le XXe Congrès, le texte de Ryerson critique aussi sévèrement le Tribune, pour ce qu'il considère comme une recherche exagérée de l'objectivité et de l'impartialité dans sa présentation des discussions préparatoires au congrès sous le titre « Le grand débat au sein du P.O.P. » Ce qu'il attaque à ce pro-

²⁴³ Ryerson, « Thirty-Nine Years After », in *Tribune* (12 novembre 1956).

²⁴⁴ Voir *The Advocate for a Democratic Left* (Toronto), vol. 1 n° 1 (avril 1957). Ce texte, publié par Harry Fistell qui avait été expulsé du P.O.P., critiquait toutes les parties du débat. Il dénonçait les factions « Buck/Ryerson » et « Salsberg /Smith » comme toutes deux complices dans l'histoire malheureuse du P.O.P. et qualifiait les amendements proposés par Sims et Penner de simple plâtrage qui n'allait pas à la source des problèmes du P.O.P.

²⁴⁵ *National Affairs* (février 1957).

pos, c'est l'impression qui y est donnée que l'enjeu du débat porte sur les erreurs du P.O.P. et sur la possibilité de les rectifier, ce qu'il considère être la position de Smith et de Salsberg. Bien plus, affirme-t-il, le véritable enjeu du débat est l'existence même du marxisme-léninisme au Canada, puisque la plate-forme de chaque faction minoritaire implique l'élimination de celui-ci, soit par une rapide autodissolution du parti, dans le premier cas, soit par un empoisonnement graduel, dans le deuxième. Il dénigre la position de Smith et de Salsberg en la traitant de « marécage de l'hostilité antisoviétique, (de) rejet de la direction révolutionnaire de la classe ouvrière et (de) tentative de troquer la solidarité de classe de la classe ouvrière pour le nationalisme de la classe des patrons ²⁴⁶ ».

Évidemment, c'est un Norman Penner courroucé qui lui répond dans le *Tribune*. Selon lui, la lettre de Ryerson est un exemple frappant « de l'intolérance, (du) mépris et (de) la haine manifestés par une partie de la direction du P.O.P. envers ceux qui tentent d'examiner tous les problèmes de façon critique ». Toute critique de la Russie n'est pas forcément antisoviétique ; toute critique du P.O.P. n'est pas forcément liquidatrice et toute mention du XXe Congrès de la Pologne et de la Hongrie n'est pas forcément inspirée par Ottawa. Ce n'est pas l'existence du P.O.P. qui est en question, dira Penner, c'est son rapport avec la situation canadienne.

En résumé, note-t-il, « c'est la position d'intolérance persistante de Ryerson, d'acceptation persistante et sans critique de [226] toutes les positions du parti soviétique, d'affirmation persistante que seul le P.O.P. possède toutes les réponses, d'opposition persistante à la Coopérative Commonwealth Federation, d'obstruction persistante à toute initiative politique ouvrière indépendante - c'est tout cela qui soulève la grande question de l'avenir du Parti ²⁴⁷ ».

Ryerson, dans une note timide publiée dans le même numéro que la réponse de Penner, s'excuse de laisser entendre que la faction de droite était « directement inspirée par Ottawa ». Il affirme regretter « sincèrement et sérieusement » cette insulte à l'honnêteté des partisans de la position de droite, mais il ne peut s'excuser

²⁴⁶ Ryerson, « Critical Report on Great LPP Debate », in *Tribune* (1er avril 1957). Pour le rapport original, voir *Tribune* (18 mars 1957).

²⁴⁷ *Tribune* (8 avril 1957).

de la colère que lui inspirent des propositions qui constituent « une atteinte à la vie même du P.O.P. ²⁴⁸ ».

Le congrès national jette une douche froide sur ce débat. Les forces de Buck remportent un triomphe complet tandis que le groupe Salsberg-Smith ne reçoit qu'un très faible appui, perdant le vote sur la proposition principale par 121 à 9 avec 14 abstentions. Lors de l'élection au C.N., Salsberg n'obtient que 21 votes et Smith 20 sur 167 bulletins. Les compromis proposés en amendements à la proposition principale ne reçoivent respectivement que 15 et 12 votes. Le seul membre du nouveau C.E.N. qui ait exprimé des divergences significatives avec la direction de Buck est Edna Ryerson. Parmi les nouveaux membres du C.E.N., se trouvent Alf Dewhurst, Nelson Clarke et Sam Walsh qui, tous, ont pris parti pour la faction Buck ²⁴⁹.

[227]

Durant le mois suivant, Salsberg, Smith, Binder et Sam Lipshitz rompent publiquement avec le Parti dans une déclaration retentissante publiée dans le *Globe and Mail* de Toronto ²⁵⁰. Évidemment, le C.E.N. publie une dénonciation sévère de ces quatre transfuges, les accusant de « brandir les drapeaux trompeurs de la démocratie » et de l'« anti-stalinisme », qui sont en fait « l'étendard du révisionnisme et de la distorsion du marxisme-léninisme ²⁵¹ ». Au cours de l'année suivante, un certain nombre d'autres adversaires de Buck quittent le Parti, quoique avec moins d'éclats.

²⁴⁸ Ibid.

²⁴⁹ *Tribune* (29 avril et 6 mai 1957). Voir aussi les archives de Robert S. Kenny, collection 170, archives de l'Université de Toronto, boîte 4, et les archives de Frank et Libbie Park, MG 31 K9, Archives nationales du Canada, dossiers nos 203 et 208. Le nouveau C.E.N. était composé de Buck, Morris, Kashtan, Weir, Dewhurst, S. Walch, D. Dionne, E. Ryerson, J. Gershman, N. Clarke et John Boyd. Les élections au C.N. donnèrent, entre autres, les résultats suivants : Morris, 141 voix ; Buck, 136 ; Harris, 125 ; Kashtan, 122 ; S. Ryerson, 120 ; Weir, 114 ; Buller, 106 ; Boyd, 101 ; E. Ryerson, 97 ; N. Penner, 96 ; M. Frank, 95 ; J. Gershman, 95 ; N. Freed, 94 ; Frank Park, 94 ; Szoke, 87 ; et Cohen, 85 ; Boychuk, 84. Parmi les militants défaits, on retrouvait Sims (45), Salsberg (21) et Smith (20).

²⁵⁰ *Globe and Mail* (16 mai 1957). Le *Globe and Mail* était particulièrement bien informé de la crise qui sévissait au sein du P.O.P. Un de ses journalistes, Ralph Hyman, avait, par exemple, rédigé une série d'articles qui révélaient les divergences qui traversaient le Parti. Voir *Globe and Mail* (12-20 décembre 1956).

²⁵¹ *Tribune* (27 mai 1957).

Ainsi Edna Ryerson, Norman Penner, A.A. MacLeod et Steve Endicott rejoignent le nombre croissant de dirigeants en vue qui quittèrent le P.O.P. durant ou très peu de temps après la crise de 1956-1957. Fait plus significatif, le nombre de membres de la base qui quittèrent le Parti est incalculable. Certaines sources évaluent ces défections à plus de 50 pour cent des membres ²⁵². Le Parti en était maintenant à ce que certains tenants de la ligne dure qualifiaient ainsi : « Mieux vaut petit, mais meilleur. » Cette évaluation est, bien entendu, et de l'avis de plusieurs, fort discutable.

De la Hongrie à la Tchécoslovaquie

À la suite du congrès, Ryerson jouera un rôle beaucoup moins actif au sein du Parti. De santé toujours précaire, il entra [228] en convalescence tout en travaillant à l'extérieur, dans la pépinière de Leslie Hancock. Pendant quelques années, ses contributions au débat au sein du Parti consisteront, d'une part, en un appel en faveur d'un retour aux fondements du marxisme et, d'autre part, en un avertissement contre ce qu'il considère être les deux erreurs que le P.O.P. venait de rectifier : un nationalisme libéral de droite et un dogmatisme doctrinaire gauchiste qui mène trop souvent à la complaisance. À ce chapitre, il procède à son autocritique, sa propre complaisance s'étant manifestée dans la « pénible lenteur avec laquelle avance le travail sur l'Histoire du peuple ²⁵³ ». Au niveau politique, le Parti devait reprendre sa désolante position de servilité à l'égard du P.C.U.S. En 1958, Buck se couvre de ridicule en reprenant à son compte la critique dirigée par les Soviétiques contre Tito et le parti yougoslave. Le P.O.P. déclare, en effet, le programme de la Ligue des communistes yougoslaves « anti-marxiste-léniniste » et le qualifie d'« atteinte à l'unité idéologique du mouvement communiste international et à la lutte mondiale pour la paix ». Mais Buck va encore plus loin. Non content d'appuyer simplement la position soviétique, il associe absurdement Tito au débat animant le Parti canadien :

²⁵² Pour des comptes rendus postérieurs au congrès, voir Frank Rasky, « Canada's Communists Wither Away », dans *Saturday Night* (12 octobre 1957) et Ralph Hyman, « Comrades Who Toil for Capitalism », dans *Globe and Mail* (19 décembre 1957).

²⁵³ Ryerson, « Our Program and Our Study of Marxism », dans *Marxist Review*, 15, 6 (août-septembre 1957) : 39-43.

Au Canada, tout comme en Yougoslavie, les contradictions entre la rhétorique des révisionnistes et leur rôle politique réel étaient flagrantes. Par exemple, alors que ces soi-disant tenants d'une canadianisation incitaient les membres du Parti à répudier l'internationalisme prolétarien, eux-mêmes étaient, en fait, les représentants canadiens d'un regroupement international défendant un programme politique révisionniste. Pis encore... ils s'inspiraient, non pas des intérêts de la classe ouvrière canadienne et de ceux de la nation, mais d'une tentative internationale visant à miner le mouvement communiste international ²⁵⁴.

[229]

Photo 16.

Membres du Bataillon Mackenzie-Papineau sur le front espagnol, entre 1937-1939.

[Retour à la table des matières](#)

²⁵⁴ Voir « Tito Exposes Canadian Revisionists », Tim Buck in *Marxist Review*, 17 (août-septembre 1958) et la déclaration du P.O.P. sur le programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie.

[230]

Et si cela n'était pas suffisant, la revue *Marxist Review* publiait dans ce même numéro une longue lettre qui exhortait le Parti à réexaminer son attitude vis-à-vis de Joseph Staline arguant qu'« une injustice a été perpétrée à l'égard de Staline et (que) nous ne devrions pas hésiter à défendre ses positions qui, nous en sommes convaincus, furent justes à l'époque ». Affirmant que Staline n'avait pas eu d'autre alternative, cette horrible apologie concluait : « L'homme n'est pas encore né qui pourrait prétendre aux mêmes victoires réalisées par les ouvriers, les paysans et les petites gens sous la direction de Joseph Staline ²⁵⁵. »

Cette résurgence du stalinisme représente un des pôles de l'activité du Parti durant ces années. L'autre, qui reflète des développements plus positifs au sein du mouvement communiste international à la suite du XXe Congrès, se révélera pendant le 16e Congrès du P.C.C. tenu en octobre 1959. Ce congrès, qui rétablit le nom de Parti communiste, endosse également la création d'un Centre d'études marxistes à Toronto ²⁵⁶. Témoinant de cette ouverture, Leslie Morris, rédacteur en chef de *Marxist Review*, lance un vibrant appel pour que la revue s'engage dans la « bataille des idées ». Rappelant la devise de Marx, « rien qui ne soit humain ne m'est étranger », Morris réclame du Parti qu'il prenne une part plus active aux débats intellectuels du pays. Ryerson s'engage profondément dans ces développements ²⁵⁷. Dans un numéro ultérieur, Phyllis Clarke salue cet appel et remarque que, pour la première fois depuis la crise de 1956-1957, une priorité quelconque est donnée au travail dans les domaines culturel et intellectuel ²⁵⁸.

Ryerson, qui reprend son travail à temps plein au sein du Parti en vue de coordonner l'édition torontoise du *World* [231] *Marxist Review*, participe activement au comité d'histoire du Centre d'études marxistes, dont il est le premier secrétaire. Ce

²⁵⁵ Paul Pawlowski, « Letter to the Editor », dans *Marxist Review*, 17 (août-septembre 1958).

²⁵⁶ Sur le Centre d'études marxistes, voir les archives Park, dossier 223 (voir note 68, supra) et *Marxist Review*, 17 (février-mars 1959). Sur les activités du Centre, voir le *Bulletin du Centre d'études marxistes* (1960-1961).

²⁵⁷ *Marxist Review*, 17 (décembre 1959) et Leslie Morris, « Into the Battle of Ideas », dans *Marxist Review*, 17 (mars-avril 1960).

²⁵⁸ Phyllis Clarke, « Passivity in the Cultural Field », dans *Marxist Review*, 17 (mai-juin 1960).

comité est également chargé du travail sur l'Histoire du peuple et des liens avec le travail de Charles Lipton sur l'histoire du mouvement ouvrier. Dès 1960, Ryerson est nommé directeur du Centre qui, l'année suivante, entreprend la publication d'un bulletin faisant état des travaux et des voyages de son directeur.

On y apprend que Ryerson assiste, à l'automne 1960, au Congrès international de Stockholm sur les sciences historiques et qu'il participe, l'été suivant, à une conférence du P.C.F. qui a pour thème « L'Avenir de l'humanité » où il rencontre Roger Garaudy. Il participe également à des réunions du comité de rédaction du *World Marxist Review* à Prague et visite l'Institut Gramsci à Rome ainsi que la rédaction de *Marxist Review* à Londres ²⁵⁹. À la fin de 1961, le P.C.C., fidèle à sa nouvelle orientation de plus grande ouverture, annonce la disparition de *Marxist Review* et la parution de *Marxist Quarterly*, avec Ryerson comme directeur ²⁶⁰. Ce n'est pas un hasard si ce changement coïncide avec le remplacement de Buck par Leslie Morris à la direction du Parti.

À certains égards, les premières années de cette décennie marquent un retour aux jours plus heureux du Front populaire, période qui a profondément marqué les attitudes de Ryerson et pendant laquelle le Parti a exercé un certain attrait auprès des intellectuels en général. Le premier tome de *l'Histoire du peuple* de Ryerson, *The Founding of Canada*, est publié en 1960, de même que le livre de Margaret Fairley *The Selected Writings of William Lyon Mackenzie*. Les promesses de la *National Affairs Conference* de 1948 voyaient enfin le jour ²⁶¹.

Marxist Quarterly, qui prit le nom de Horizons en 1966, faisait montre d'une ouverture d'esprit rafraîchissante. Sans se [232] limiter aux opinions sanctionnées par le Parti, cette revue tente de rallier un nombre grandissant de dissidents des années 60 qui étaient, au début surtout, des intellectuels. Cette tendance est évidente. Dès le premier numéro, *Marxist Quarterly* publie et expose les réflexions de Ryerson sur l'histoire intellectuelle canadienne. Même s'il y constate la prédominance de l'idéa-

²⁵⁹ *Bulletin du Centre d'étude marxistes* (1960-1961), Archives Park, dossier 223. Sur Stockholm, voir Ryerson, « Historians Debate at Stockholm », in *Marxist Review*, 18 (janvier-février 1961).

²⁶⁰ *Marxist Review*, 18 (novembre-décembre 1961).

²⁶¹ Ryerson, *The Founding of Canada : Beginnings to 1815*, Toronto, 1960 et Margaret Fairley, *The Selected Writings of William Lyon Mackenzie*, Toronto, 1960.

lisme philosophique, Ryerson n'en encourage pas moins les marxistes à se pencher sur cette histoire pour bien la comprendre. Du même coup, c'est en quelque sorte une réprimande publique qu'il leur adresse quand il conclut : « Nous en sommes encore à nos premières armes dans ce domaine ²⁶². » Par ailleurs, dans le même numéro, Ryerson présente de façon favorable « La semaine de la pensée marxiste », une conférence très suivie organisée par le P.O.P. sur le thème de « L'humanisme et la dialectique ». Ce qui rend cette opinion positive particulièrement indépendante, c'est l'écho qu'elle donne à l'affirmation de Garaudy selon laquelle les communistes doivent abandonner l'étroitesse « de cette conception du marxisme-léninisme qui ferait de celui-ci une simple position à défendre, une forteresse à occuper, portes closes, pendant que l'on épie, par-dessus les remparts, tous ceux qui ne sont pas des nôtres dans la plaine lointaine ». À cela, Ryerson condamne « le refus ou la résistance à étudier le contenu des positions de nos adversaires, pour se contenter de les affubler d'étiquettes politiques ». Le résultat d'un tel « débat ouvert (auquel il faut deux parties) », de conclure Ryerson, ne peut être que l'approfondissement et l'enrichissement de l'interprétation marxiste de la réalité ²⁶³ ».

[233]

Durant sept ans, *Marxist Quarterly/Horizons* publiera sur tous les sujets des articles intéressants et vivants, passant de la politique à toutes les disciplines intellectuelles ²⁶⁴. Plus important encore, pour la première fois depuis les années quarante, on se préoccupera de la réalité à l'extérieur du Parti. Cet intérêt prit plusieurs formes : dialogue entre marxistes et chrétiens, critique systématique des

²⁶² Ryerson, « Conflicting Approaches in the Social Sciences », in *Marxist Quarterly*, 1 (1962) : 46-64. Le premier éditorial assurait aussi explicitement que les pages de la revue seraient ouvertes aux non-marxistes. Le texte de Ryerson, mentionné plus haut, fut rédigé pour la revue soviétique *Questions de philosophie* et fut publié, sous forme d'ébauche, dans le *Bulletin du Centre d'études marxistes* de mars 1961 sous le titre « Some Trends in the Social Sciences in Canada ». Sur l'annonce de la publication de la revue, voir Norman Freed, « A New Marxist Journal », dans *World Marxist Review*, 5, 9 (septembre 1962) : 84-85.

²⁶³ « In France : The Work of Marxist Thought », *Marxist Quarterly*, 1 (1962) : 93-94. Sur les débats français, voir *World Marxist Review*, 4, 10 (octobre 1961) : 58-74, et 12 (décembre 1961) : 72-90.

²⁶⁴ Pour un résumé de la contribution de Ryerson à la revue, voir « Seven Years - And a New Start », *Horizons*, 28 (1969) : 1-3.

travaux importants des chercheurs canadiens et reconnaissance de l'existence d'idées progressistes et de forces politiques différentes. Prenons pour seul exemple de cette évolution la différence de ton et d'égards dont a bénéficié l'œuvre de C.B. Macpherson au fil des années : son ouvrage *Democracy in Alberta*, soi-disant l'œuvre d'un intellectuel bourgeois, avait fait l'objet d'une critique virulente dans la revue *National Affairs* au cours des années cinquante ; par contre, deux autres de ses livres, *Theory of Possessive Individualism* et *Real World of Democracy*, seront analysés avec intérêt et avec une certaine compréhension de la véritable position intellectuelle de leur auteur dans un des numéros de *Marxist Quarterly* paru durant les années soixante. Il en fut de même pour les œuvres de John Porter, de Marcel Rioux et de plusieurs autres intellectuels québécois.

Cette évolution, bien sûr, participait d'un climat intellectuel et politique foncièrement différent dans les années soixante, tant au Canada que dans le mouvement communiste international. Ryerson se retrouvait dans son élément, notamment avec la réémergence du Québec comme question principale des débats politiques. En effet, par la question québécoise, il commença à s'exprimer dans des revues non affiliées au Parti. Ainsi, il collabora à *Cité Libre* en 1965 et à *Socialisme* en 1967. La montée d'une gauche socialiste et nationaliste québécoise fournit à Ryerson un auditoire favorable, bien que pas nécessairement intéressé par le P.C.C. Cette relation avec la gauche québécoise importait beaucoup à Ryerson, parce qu'elle lui ouvrait des horizons et des perspectives inexistantes en 1956. Cependant, le P.C.C. semblait, lui aussi, en mesure d'offrir de grandes possibilités d'ouverture, surtout avant la mort de Leslie Morris, en [234] 1964. Celui-ci avait énoncé clairement, durant l'été précédant sa mort, que la voie vers un Canada socialiste passait par l'abandon de plusieurs des dogmes mis en vigueur par la crise de 1956-1957 :

Je crois que, en résistant à cet assaut, [...] nous avons renforcé (tout en y trouvant refuge) certains points de vue et certaines pratiques sectaires [...]. Nous sommes maintenant aux prises avec une attaque de la soi-disant « Gauche » qui est encore plus dangereuse, plus insidieuse et plus rusée. Nous ne pourrions combattre, résister et vaincre en adoptant encore une fois une attitude sectaire.

Il recommande plutôt le réexamen de toute une série de questions délicates : les gouvernements de coalition ou multipartites, les relations avec le Nouveau Parti dé-

mocratique, les liens avec une gauche plus large et, de façon plus générale, il souhaite l'établissement « de tout un ensemble de contacts et non le maintien de tous ces obstacles rigides et presque insurmontables entre nous et les Canadiens à tendance socialiste ²⁶⁵ ». L'autre aspect crucial de la direction nouvelle adoptée par Morris consiste en la redéfinition des positions traditionnelles du Parti sur la question nationale ²⁶⁶. À ce propos, Ryerson joue un rôle primordial dans l'acceptation, à tout le moins nominale, par le Parti, du droit du Québec à l'autodétermination.

De toute évidence, Ryerson a, lui aussi, beaucoup réfléchi aux questions philosophiques que soulève l'émergence d'une gauche indépendante durant les années soixante. En plus d'encourager le dialogue entre marxistes et chrétiens dans les pages de *Marxist Quarterly* et de *Horizons*, il manifeste aussi un grand intérêt pour les ouvrages récents de chercheurs de philosophie [235] marxiste tels que Agnès Heller ^{*}. En 1964, il devait remettre en question la nature de la passation des pouvoirs en Union soviétique et réclamer la tenue « d'un débat plus ouvert sur la politique générale » et l'accélération de la mise en place de la « démocratie socialiste ²⁶⁷ ». Cette préoccupation est la question centrale de son ouvrage *The Open Society : Paradox and Challenge* publié à New York en 1965. Tout en faisant un usage libéral des critiques sociologiques les plus courantes de la société nord-américaine pour démontrer que celle-ci est beaucoup moins libre que l'on ne pourrait le penser, il n'en pose pas moins le délicat problème d'un « socialisme ouvert à la démocratie ». Après un rappel, devenu presque rituel, du « culte de la personnalité », il s'empresse d'ajouter qu'il ne suffit pas de qualifier « le culte de Staline et de Mao » de « malheureuse aberration ». Le mouvement communiste, à son avis, n'a pas attaché assez d'importance à « l'usurpation par les organisations et les dirigeants d'un pouvoir excessif qui met la démocratie en danger ». Bien au contraire,

²⁶⁵ Leslie Morris, « Opening Remarks to National Committee » et ((Closing Remarks », *Viewpoint* (août 1964) : 9-29. Une version résumée de ces remarques se trouvent dans *Look on Canada Now, Selected Writings of Leslie Morris, 1923-1964*, Toronto, 1970, pp. 197-202.

²⁶⁶ Voir Leslie Morris, « National and Democratic Revolution in French Canada », dans *Look on Canada...* pp. 204-212. Voir note 84, supra.

^{*} Agnès Heller, marxiste hongroise aujourd'hui exilée en Australie, a écrit en collaboration avec Ferenc Feher *Marxisme et Démocratie*, Paris, Éd. François Maspero, 1981. (N.D.L.R.)

²⁶⁷ Ryerson, « Parliaments, Personalities and Power », *Marxist Quarterly*, 12 (1964) : 52-58.

excessif qui met la démocratie en danger ». Bien au contraire, « pendant longtemps, bien des adhérents du marxisme, et moi le premier, ont cru qu'il suffisait de changer le système pour que fleurisse la démocratie ». Le problème de la démocratie restait donc entier et était manifeste dans les tensions qui persistaient « entre les exigences de la lutte et les impératifs de la liberté ». La seule réponse que Ryerson peut apporter à ce problème, honnêtement posé, est un appel à « l'application constante de la démocratie par la pression exercée sans relâche par les dirigés sur leurs dirigeants élus ²⁶⁸ ».

[236]

Durant cette période, Ryerson exprime clairement son anti-stalinisme et, dans les faits, laisse entendre que le débat avorté de 1956-1957 n'avait pas suffisamment approfondi la question de Staline et de la démocratie socialiste. Par exemple, dès 1963, il écrit :

Par le passé, les marxistes canadiens, y compris l'auteur de ces lignes, ont trop souvent eu tendance à simplifier à l'extrême et grossièrement les enjeux de la question. Une des sources de cette erreur a été de prendre trop facilement pour acquis qu'un changement fondamental de la base entraînerait automatiquement avec lui la solution des problèmes qui se posaient dans la superstructure. Depuis Staline, il n'est plus aussi facile de commettre cette erreur ; mais il y a des implications de cette sous-estimation de la relative autonomie de certains aspects de la superstructure qui ne sont pas encore clarifiées. De plus, l'approche mécanique de ce problème, et de plusieurs autres, qui avait le haut du pavé durant la période stalinienne ne nous enlève absolument pas la responsabilité de l'avoir défendue.

Ces problèmes devaient, cependant, bientôt refaire surface ²⁶⁹.

²⁶⁸ Ryerson, *The Open Society : Paradox and Challenge*, New York, 1965, pp. 108-109, 114-115 et surtout les chapitres 9 et 10. Voir aussi Ryerson, « Communists and Democracy : Problem of Individual Freedom in the Present Ideological Struggle », *World Marxist Review*, 6, 6 (juin 1963) : 58-61.

²⁶⁹ Ryerson, « Notes on Freedom and Social Structure », *Marxist Quarterly*, (1963) : 22-23, citation en page 32. On doit noter aussi que les Ukrainiens avaient fini par percevoir leur propre question nationale vers cette époque et que les passions alors soulevées étaient aussi, sinon plus, grandes qu'à propos de la question juive. Voir Kolasky, *Shattered Illusion...* pp. 155-176. Voir note 59, supra.

Marxist Quarterly/Horizons cesse de paraître durant l'hiver 1968-1969. Même s'il n'y a pas eu alors de débat public, le dernier éditorial de Ryerson est une bonne indication des divergences profondes qui déchiraient le Parti et qui expliquaient cette décision. La volonté du Parti de publier un organe officiel, *Communist Viewpoint* reflète l'incapacité de *Horizons* de répondre aux besoins du Parti qui veut, écrit-il, « une revue de commentaires politiques à la pointe de l'information », son échec à rejoindre un auditoire ouvrier et la confusion qu'elle entretient quant à ses liens avec le Parti. Il annonce cependant, après avoir [237] rappelé avec fierté l'apport de *Horizons* au mouvement communiste canadien, la poursuite de la publication de *Horizons* sous une forme nouvelle, bisannuelle. Bien entendu, cette revue ne devait jamais voir le jour ²⁷⁰. Il semble donc que la mention d'une telle éventualité, « une métamorphose imprévisible » devait-il dire, fut tout au plus un sarcasme à peine voilé.

Une lecture rapide du numéro 27 de *Horizons* peut laisser facilement supposer que la cessation de sa publication coïncide avec l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes de l'Union soviétique et du pacte de Varsovie. *Horizons*, qui n'avait jusque-là jamais été l'organe officiel des directives du Parti, dut publier dans ses pages non seulement deux déclarations officielles du Comité exécutif central (C.E.C.), mais aussi, et cela dans un espace qui lui était compté, la justification longue et virulente de la République démocratique allemande quant à sa participation à cette invasion. Il lui fallut, aussi, faire place au communiqué favorable du P.C.U.S.A. La décision de publier ces déclarations fut prise durant l'absence de Ryerson qui participait à un Congrès international de philosophie à Vienne. On peut s'imaginer sa fureur à son retour, lui qui avait aidé à la rédaction du communiqué original du C.E.C. à propos de ces événements. Ce communiqué reflète la profonde préoccupation du P.C. C. et critique implicitement le geste du pacte de Varsovie en affirmant que l'on se retrouve en face de « problèmes encore non résolus du développement socialiste et de la démocratie socialiste » et non seulement « d'intrigues imputables à des ennemis du socialisme ». De plus, ce même communiqué souligne que l'explication du pacte de Varsovie diverge « des déclarations et de l'évaluation de la situation faites par les instances dirigeantes tchèques ».

Cette attitude réservée et critique se trouvait, de fait, contredite par les déclarations de la R.D.A. et du P.C.U.S.A.

²⁷⁰ Ryerson, « Seven Years ... », pp. 1-3. Voir note 83, supra.

Lors de la réunion du Comité central du début d'octobre, les positions sont donc clairement définies. Buck, Kashtan et la majorité des membres du Comité dénoncent la déclaration précédente du C.E.C. et préfèrent décrire l'intervention soviétique [238] comme un geste de « défense du socialisme » contre la « contre-révolution rampante ». La résolution de Kashtan est adoptée par un vote de 28 à 14, John Boyd et Stanley Ryerson en étant les plus ardents opposants. Tout en concédant que le plenum du C.C. aurait dû être consulté avant la publication de la déclaration d'août du C.E.C., Ryerson refuse toutefois de revenir sur le contenu de celle-ci. Bien plus, il critique la publication des déclarations de la R.D.A. et du P.C.U.S.A. sans l'accord du rédacteur de la revue. S'inquiétant de ce que la « suppression des faits » puisse devenir « un modèle des discussions préparatoires au congrès », il nie vigoureusement la prétention qui veut que la majorité du praesidium tchèque ait demandé l'intervention des Soviétiques. Cela était aussi, après tout, une question « d'honnêteté communiste ». Finalement, qualifiant cette invasion de geste « d'un paternalisme éhonté qui nuit au socialisme », il se demande si la réponse juste à « 2 000 mots » peut jamais consister en 7 000 chars. Sa conclusion souligne que, pour lui, ce sont le programme et les principes du P.C.C. qui sont en jeu dans ce débat. William Beeching, qui prit la parole après Ryerson, écarta toutes ces « élucubrations bourgeoises » du revers de la main. C'est ce dernier point de vue qui domina tant dans cette réunion que lors du congrès de 1969 ; c'est à partir de ce congrès que Ryerson devait cesser toute participation à la vie du Parti ²⁷¹.

Aux yeux de certains, le débat sur la Tchécoslovaquie et le rôle qu'y tint Ryerson peut sembler bien ironique. Plusieurs des problèmes rencontrés en 1956 revinrent à la surface lors du 20^e Congrès du P.C.C. Le débat s'avéra particulièrement amer, du fait que des éléments du Parti s'étaient montrés très enthousiasmés par le Printemps de Prague, à propos duquel le Tribune avait fait paraître des reportages sympathiques et détaillés de John Boyd, qui se trouvait alors en Tchécoslovaquie ²⁷². Ainsi, à [239] la fin avril, le Comité central du P.C.C. avait-il félicité le parti

²⁷¹ Pour un rappel de ces événements, voir les archives Park, dossier 196 ; pour la déclaration du C.E.C., voir *Horizons*, 27 (automne 1968) : 11-12 ; et pour le point de vue officiel, voir William Kashtan, « Twentieth Convention of the Communist Party of Canada », *World Marxist Review*, 12, 7 (juillet 1969) : surtout pp. 73, 79.

²⁷² Sur les articles de Boyd, voir *Tribune*, 1^{er} et 22 avril, 26 juin et 14 août 1968. Voir aussi Kolasky, *Shattered Illusion...* pp. 173-176.

tchèque pour avoir « approfondi et étendu la démocratie socialiste ²⁷³ ». Pendant la crise du mois d'août, le *Tribune* publia de nombreuses lettres critiquant l'intervention des forces du pacte de Varsovie. Par exemple, Roscoe Fillmore de la Nouvelle-Ecosse, un communiste de la première heure dont le passé militant à l'intérieur du Parti socialiste du Canada remontait à la Première Guerre mondiale, écrivait : « Âgé maintenant de 81 ans et après avoir soutenu pendant plus de 50 ans l'Union soviétique, je suis aujourd'hui incapable de défendre ses actions et ses politiques face à l'occupation de la Tchécoslovaquie ²⁷⁴. »

Dans le cadre des débats préparatoires au congrès, Ryerson lutta énergiquement pour la poursuite des orientations proposées par Leslie Morris avant sa mort et que *Marxist Quarterly* avait défendues. Cela incluait l'appui du droit à l'autodétermination du Québec, l'adoption d'« un point de vue pragmatique et réaliste... selon lequel nous ne représentons tout au plus qu'une force marginale » et la nécessité « de se tourner vers l'extérieur ». Critiquant le « négativisme sectaire persistant » et la « peur dogmatique du spontanéisme », Ryerson prônait plutôt l'ouverture du Parti au mouvement étudiant et aux séparatistes, et non leur rejet en tant que petits-bourgeois.

Quant à la question tchèque, Ryerson défendait « le pluralisme dans une société socialiste », s'appuyant sur les positions de Santiago Carillo ²⁷⁵ et du P.C.I. « Les coalitions multipartites sous le socialisme, la multiplicité des voies et des modèles, etc. » étaient pour lui l'essence du XXe Congrès de la déstalinisation ; ceux qui rejetaient ces positions comme révisionnistes étaient donc incapables d'analyser de front la question essentielle de la démocratie socialiste. Dans sa conclusion, il citait un éditorial sur la Tchécoslovaquie écrit en août que le C.E.C. lui avait défendu de publier :

²⁷³ Pour la lettre du C.C., voir *Tribune*, 29 avril 1968.

²⁷⁴ *Tribune* (4 septembre 1968).

²⁷⁵ Chef du Parti communiste espagnol (N.D.L.R.).

[240]

La déstalinisation amorcée par le XXe Congrès du P.C. U. S. était un élément historique de cette entreprise (la démocratisation du socialisme) ; mais des pressions énormes visant à la « restalinisation » ont périodiquement vu le jour. Chaque fois - et même maintenant - elles n'ont fait que renforcer l'adversaire qu'elles se proposaient d'anéantir... La dernière opération de force sur la Vltava sera, on le verra bien, un cadeau à la réaction et, par conséquent, un recul déplorable de l'influence socialiste dans le monde.

Son exigence que le Parti produise « des positions programmatiques et politiques sur la démocratie, la culture et les voies nationales de développement vers le socialisme » restera sans réponse ²⁷⁶.

Ainsi Ryerson, qui avait rejoint les rangs du Parti communiste à Paris, devait abandonner celui-ci à Prague et, après 35 ans passés à la direction de cette organisation, accepter un poste au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal. À 58 ans, il commençait la carrière académique qu'il avait sacrifiée dans les années 30.

Bien que travaillant activement au Centre d'études marxistes de Montréal et à titre de collaborateur au *Horizons Research Newsletter*, il avait cessé toute participation aux activités du Parti depuis 1969 ²⁷⁷. Il quitta officiellement le Parti en 1971. Son départ donna lieu au communiqué suivant :

Stanley Ryerson a récemment annoncé au C.E.C. du P.C. sa décision de démissionner du Parti. Cette décision s'explique par le fait qu'il persiste à défendre les positions divergentes qui étaient les siennes avant le XXe Congrès et que le XXe Congrès a jugées erronées. Stanley Ryerson a demandé du temps pour réfléchir sur ses divergences, ce qui lui a été accordé. Cependant, ses positions ne semblent pas avoir changé. Le C.E. C. déclare donc que S. B. Ryerson n'est plus membre du P.C. C. ²⁷⁸

²⁷⁶ Ryerson, « For Broader Approaches », dans *Convention '69*, Toronto, 1969, pp. 18-21. Voir aussi les archives Kenny, boîte 5.

²⁷⁷ *Horizons Research Newsletter*, 4 (janvier 1970) et 6 (février 1971).

²⁷⁸ *Tribune* (10 mars 1971).

[241]

Une évaluation de la carrière de Ryerson, comme intellectuel communiste de premier plan, met immédiatement en lumière les problèmes historiques soulevés dans les citations mises en exergue au début de cette étude. Récemment, des critiques ont qualifié Ryerson de bureaucrate du Parti, dont la production intellectuelle a sans cesse reflété la ligne politique officielle de l'heure. De plus, ces critiques ont prétendu que la compréhension du marxisme de Ryerson était limitée par des distorsions « staliniennes ²⁷⁹ ». Il ne fait aucun doute que le rôle important de Ryerson à la direction du Parti a influencé son travail intellectuel. De même, il est tout aussi évident que le marxisme orthodoxe du Komintern stalinien s'appuyait sur une lecture pour le moins incomplète de Marx. Cependant - et ce sera l'argumentation développée dans mon étude intitulée *Stanley Bréhaut Ryerson : Marxist Historian* -, ces critiques sont incomplètes car elles font trop référence à un point de vue historique, qui ne réussit pas à donner la mesure des ambiguïtés de la vie et de l'œuvre de Ryerson. La première conséquence de cet échec est la mise à l'écart de Ryerson et, par un refus de l'étudier dans le contexte intellectuel de son époque, la négation de son rôle de pionnier dans l'étude d'une approche marxiste de l'histoire du Canada.

²⁷⁹ McDougall, « Stanley Ryerson ... », et Penner, *The Canadian Left*... Voir note 5, supra.

[242]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section II. Un Parti et ses dirigeants

Texte 9

Stanley Bréhaut Ryerson : historien marxiste. *

Gregory S. KEALEY

[Retour à la table des matières](#)

L'article « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel révolutionnaire canadien ²⁸⁰ », présentait un profil biographique de Ryerson qui le situait dans la

* Cet article est la seconde partie d'une conférence présentée en mai 1981. Depuis lors, cela va de soi, d'autres apports historiques sont venus s'ajouter dont la plus récente contribution en est l'ouvrage : *Canada's Party of Socialism : History of the Communist Party of Canada 1921-1976*, Toronto, 1982. Ce texte rédigé en comité, commencé par Tim Buck, repris par John Weir, puis par Norman Freed, fut complété par Gerry Van Houten. C'est un ouvrage tout à fait orthodoxe, qui offre peu d'intérêt sur l'œuvre de Ryerson, à part une critique de ses positions sur la Tchécoslovaquie et une reconnaissance de ses contributions à la question du Québec. (G.K.)

²⁸⁰ Ce texte a été traduit de l'anglais par Pierre Henrichon. Il fut initialement publié sous le titre « Stanley Bréhaut Ryerson : Marxist Historian » dans *Studies in Political Economy. A Socialist Review*, n° 9 (1982) : 133-154. L'appendice, (pp. 154-170), qui comprend une bibliographie des œuvres de Stanley B. Ryerson ainsi que des comptes rendus critiques de ses œuvres, n'a pu, faute d'espace, être reproduit à la suite de cet article. Par ailleurs, la bibliographie

conjoncture intellectuelle et politique qui fut la sienne. L'ambiguïté inhérente au double rôle de Ryerson comme intellectuel de premier plan au sein du Parti et comme membre éminent du Comité central y est apparue comme une [243] spécificité de la situation canadienne. Les autres partis communistes recrutaient, en effet, un plus grand nombre d'intellectuels qui, par conséquent, cumulaient rarement des tâches politiques et académiques. Ryerson, bien sûr, n'a guère pu se payer le luxe intellectuel de s'éloigner des couloirs étroits que lui offrait la direction du Parti. Bien au contraire, il a été un protagoniste aussi bien des débats souvent douloureux et pénibles dans le Parti canadien que de ceux, de plus en plus surannés, du mouvement communiste international des époques du Komintern et de l'après-Komintern. Et, pourtant, Ryerson s'est lancé dans le projet d'écrire l'histoire marxiste du Canada. Dans cet article, je me propose donc de présenter une vue d'ensemble de sa carrière d'historien marxiste et d'évaluer sa contribution à l'historiographie canadienne.

C'est en 1968, l'année même où les troupes du pacte de Varsovie pénétrèrent dans Prague, amorçant ainsi le processus qui devait amener Ryerson à quitter le Parti communiste du Canada (P.C.C.), que paraît *Unequal Union : Confederation and the Roots of Conflict in the Canadas, 1815-1873*, second volume de l'« Histoire du peuple ». Beaucoup plus remarqué dans les milieux académiques canadiens que ses livres précédents, cet ouvrage représente l'apogée du travail d'historien de Ryerson. Bien que, comme nous le verrons, son travail d'historien et de militant politique, depuis les années 70 jusqu'à ce jour, demeure intense et productif, la rupture avec le Parti et la publication de *Unequal Union* peuvent servir de point de départ à un examen plus détaillé de la contribution de Stanley Ryerson à l'historiographie canadienne.

La plupart des travaux de Ryerson présenteront un caractère historique bien qu'il ait été un littéraire de formation et qu'il se soit surtout intéressé à la philosophie. Ses premières contributions à la presse du Parti et aux revues de gauche traitent de Papineau et de la rébellion de 1837 ²⁸¹. Dans le cadre de l'intérêt nouveau que le Parti porte à l'histoire canadienne, le journal [244] *The Worker* publie une série d'essais historiques dans ses numéros de l'automne 1935 et de l'hiver 1935-

de cet ouvrage ne présente que les livres et brochures de S.B. Ryerson, écartant les articles, les publications étrangères et ses recensions d'ouvrages.

²⁸¹ Ryerson, « Our Fathers Fought for Our Freedom : Louis Joseph Papineau and 1837 », *Worker* (28 septembre 1935) ; *idem*, « God be Thanked for These Rebels ! » *New Frontier*, 1, 2 (mai 1936) : 6-8.

1936 ²⁸². Véritables panégyriques, ces articles portent des titres aussi évocateurs que « Heroes from Canada's Past » et « Communists, Bearers of Great Traditions ²⁸³ ». De plus, la nouvelle revue culturelle et théorique *New Frontier* publiera, pendant sa brève existence de dix-huit mois, des analyses historiques. Outre l'article de Ryerson sur 1837, ceux de Leo Warshaw et de Betty Ratz, alors étudiants de deuxième cycle à l'université de Toronto, sont particulièrement dignes de mention ²⁸⁴. Malgré leur didactisme, parfois trop évident, et une tendance à l'hagiographie, ces premiers essais définissaient la méthode et les thèmes qui allaient demeurer primordiaux dans le cadre des contributions du Parti à l'historiographie (et plus particulièrement de celles que Ryerson allait développer).

En premier lieu, ce projet se devait d'être marxiste. Ce que cela signifiait exactement n'était pas, bien sûr, très clair. La [245] nature et la méthode du matérialisme historique n'étaient pas bien connues, presque aucun ouvrage historique n'étant alors disponible en anglais et le matériel européen demeurant encore relativement

²⁸² Pour une brève analyse du contexte international, voir Norman Penner, *The Socialist Idea in Canadian Political Thought*, Thèse de doctorat, Université de Toronto, 1975, p. 219 et ss. ; et son livre *Canadian Left : A Critical Analysis*, Scarborough, 1977, pp. 105-106. Pour une brève présentation de l'historiographie communiste canadienne, voir aussi Phyllis E. Clarke, *Application of Marxist Thought to Canada*, Thèse de doctorat, Université de Toronto, 1977, surtout le chapitre 7.

²⁸³ Voir les articles suivants in *Worker* : J.W., « Section 98 in 1917 » (14 septembre 1935) à propos de Robert Gourlay ; *idem*, « Communist Bearers of Great Tradition », 1 (3 octobre 1935) à propos de W.L. Mackenzie ; « Heroes from Canada Past », 1 (22 février), (14 mars 1936) sur Pierre du Calvet, Thomas Walker et Pierre Bédard ; John Weir, « How They Stole Canada », (14 septembre 1935) ; Stephen Brandon, « Fifty years of the C.P.R. », (9 décembre 1935) ; et C.H., « Maintaining Law and Order, 1837 and 1936 », (24 mars 1936). J.W. pourrait très bien être J.F. White, ancien directeur de *Canadian Forum*, qui avait adopté des positions plus à gauche de celles de la *League for Social Reconstruction*. C.H. est identifié à Charles Huot dans les versions publiées dans *Clarté*.

²⁸⁴ Betty Ratz, « United Front in Toronto - 1872 », *New Frontier*, 1, 3 (juin 1936) : 18-20 ; Leo Warshaw, « Social Planning for Canada », *New Frontier*, 1, 2 (mai 1936) : 20-23. Parmi les directeurs de *New Frontier*, l'on retrouve Leo Kennedy, Dorothy Livesay, J.F. White, Betty Ratz, Felix Walter, A.J.M. Smith et S.I. Hayakawa.

inaccessible ²⁸⁵. Cela impliquait, par la force des choses, un retour à Marx, Engels et Lénine, mais là encore, dans les années trente, beaucoup restait à traduire voire même à publier. D'autre part, il existait très peu d'analyses de la situation canadienne sur lesquelles s'appuyer. Les premiers mouvements socialistes avaient produit relativement peu d'études de la situation canadienne ²⁸⁶. Par contre, le radicalisme agrarien avait laissé, dans son sillage, nombre de récits colorés y compris les travaux de Gustavus Myers et de Edward Porritt ²⁸⁷. Le livre de Myers *History of Canadian Wealth* est sans doute l'ouvrage qui a exercé la plus grande influence sur les progressistes canadiens. Ryerson, aussi bien dans sa préface à la réimpression (1972) ²⁸⁸ que dans des commentaires antérieurs, a reconnu sa dette envers cet ouvrage qu'il qualifiait de « premier pas important vers une interprétation marxiste du développement du Canada ». « Qui plus est, ajoutait-il, il (le livre) constitue un véritable point de repère ; je lui dois beaucoup, car il a non seulement contribué à m'orienter dans ce domaine, il y a maintenant plus de vingt-cinq ans, mais aussi parce qu'il a ouvert certaines voies de recherche poursuivies dans le présent ouvrage *Founding of Canada* ²⁸⁹. » Les premiers travaux de Ryerson montrent bien la grande influence de Myers.

L'« École de Toronto » en histoire économique, vigoureusement menée par Harold Innis, se développe également au cours [246] des années trente. Les écrits de Innis sur le commerce des matières premières ont grandement contribué aux travaux de Ryerson, non sans créer une curieuse dialectique dans laquelle l'entreprise marxiste devait constamment se garder des tentations de ce qu'elle appelait le déterminisme économique et géographique dans lequel Innis avait sombré. L'ironie du sort voulait que, si Maurice Dobb avait éclairci le contexte économique permettant

²⁸⁵ Eric Hobsbawm, « The Historians Group of the Communist Party », in *Rebels and their Causes : Essays in Honour of A.L. Morton*, Londres, Maurice Cornford (éd.), 1978, p. 23. Voir aussi Raphael Samuel, « British Marxist Historians, 1880-1980 : Part One », *New Left Review*, 120 (1980) : 21-96. Pour une étude de la tradition en France, voir David Caute, *Communism and the French Intellectuals*, Londres, 1964, pp. 176-199.

²⁸⁶ Penner, *Canadian Left.... op. cit.*, chap. 3. Voir note 3, supra.

²⁸⁷ Carl Berger, *The Writing of Canadian History*, Toronto, 1976, p. 63.

²⁸⁸ Gustavus Myers, *History of Canadian Wealth*, 1914 ; rééd., Toronto, 1972.

²⁸⁹ Ryerson, « Acknowledgments », dans son ouvrage *Founding of Canada : Beginnings to 1815*, Toronto, 1972, p. 330.

au travail du groupe d'historiens marxistes du Parti communiste de Grande-Bretagne de se développer, plus d'un pouvait affirmer que Innis avait fait de même au Canada ²⁹⁰. D'ailleurs, leur rapport aux travaux de Innis fut toujours tendu et chargé d'émotivité, mais il n'en fut pas moins stimulant ²⁹¹.

Mais, outre leur volonté résolue de produire des travaux marxistes, les communistes poursuivaient un autre objectif de premier plan. Ils voulaient également qu'ils soient populaires. Leur « Histoire du peuple » serait écrite non pas pour les intellectuels, mais bien pour le peuple canadien, entité bien vague au temps du Front populaire, mais sûrement plus vaste que le cercle des historiens ²⁹². Ces deux problèmes orientent alors le projet de Ryerson en tant qu'historien. Il apparaît clairement que, dès le début, sa tâche différerait de celle à laquelle se vouaient ses collègues [247] universitaires, sans parler des conditions peu propices dans lesquelles il allait devoir mener son travail à terme.

Une troisième point doit être souligné : l'intérêt que Ryerson portait à l'histoire canadienne. D'autres auteurs canadiens (E.H. Norman, C.B. Macpherson) allaient apporter d'importantes contributions au marxisme dans d'autres domaines, mais Ryerson, abandonnant ses recherches initiales en littérature européenne, s'est résolument engagé dans l'étude de l'histoire du Canada. Comme il l'a écrit lui-même dans la préface à son premier livre, il espérait définir « un point de départ à une entreprise

²⁹⁰ Mike Merrill, « Interview with E.P. Thompson », *Radical History Review*, 3 (automne 1976).

²⁹¹ Pour un point de vue communiste sur Innis, voir Phyllis Cohen (Clarke), « On Dr. Harold A. Innis », *National Affairs Monthly* (N.A.M.), 10, 2 (février 1953) : 29-30. Voir également : Ryerson, « Marxism and the Writing of Canadian History », *N.A.M.*, 4, 2 (1947) : 46-51 ; *idem*, « Postscript », dans son livre *Founding of Canada... op. cit.*, p. 328 (voir note 10, *supra*) ; *idem*, « Postscript » dans son autre ouvrage *Le Capitalisme et la Confédération : Aux sources du conflit, Canada-Québec, 1760-1873*, Montréal, 1972, p. 513 ; et *idem*, « Conflicting Approaches to the Social Sciences », *Marxist Quarterly*, 1 (1962) : 46-64.

²⁹² Sur le thème de l'Histoire du peuple, digne d'une étude plus détaillée que ne permet malheureusement pas le cadre de cet article, voir Raphael Samuel, « People's History », dans son livre *People's History and Socialist Theory*, Londres, 1981, pp. XIV-XXXVIII. Voir également une des sources de Ryerson : A.L. Morton, *A People's History of England*, Londres, 1938. Voir enfin Peter Burke, « People's History or Total History », in Samuel, *People's History*, pp. 4-9.

qui a trop tardé : faire l'analyse, d'un point de vue marxiste, de l'histoire de notre pays ».

Peu de communistes canadiens autres que Ryerson réfléchissaient à la tâche d'écrire l'histoire. John Weir le fit dans son livre *Our History* en 1944 avec de piètres résultats. Profondément influencé par Earl Browder, alors à la tête du Parti communiste des États-Unis (C.P.U.S.A.), Weir exhorte le Parti à « approfondir notre étude de l'histoire du Canada afin de lever le voile non seulement sur les épisodes 'orageux' mais aussi sur ceux plus 'cléments' ». Reprenant à son compte les points de vue de Browder, Weir avançait que « la Confédération, résultat d'un compromis de classe, avait ouvert la voie à la réalisation 'pacifique' des tâches principales que la révolution avortée de 1837 s'était fixées ²⁹³ ». Cet article constitue alors un exemple criant de ce que Penner reprochait au Parti qui, selon lui, « confondait » théorie et tactique et avait trop souvent subordonné la théorie aux « besoins du jour ²⁹⁴ ». Dans ce même article, toutefois, Weir réclamait du Parti qu'il accorde une priorité au travail historique, « tâche politique d'une importance majeure », et proposait la création d'un comité d'histoire au sein du bureau d'éducation du Parti ouvrier-progressiste.

Ryerson, à l'occasion, envisagea le matérialisme historique de façon plus théorique. Son allocution à l'occasion de la conférence de 1946 sur les études marxistes du développement du [248] Canada s'appuyait sur la lettre de 1846 de Marx à Annenkov. Marx y utilise sa critique à l'égard de Proudhon en vue d'exposer les grandes lignes du matérialisme historique d'une manière semblable à celle l'on retrouve dans la célèbre préface de son ouvrage *Contribution à la critique de l'économie politique* de 1859. Dans son discours, Ryerson utilisait aussi la lettre à Annenkov pour critiquer Innis, après avoir facilement rejeté Creighton, Brebner, Lower et bien d'autres dans les rangs des idéalistes. Ryerson affirmait que le problème de Innis, à l'instar de Proudhon, résidait dans son incapacité à voir les rapports sociaux qui accompagnaient les forces productives qu'il décrivait. Ainsi, toute notion de classe était-elle évacuée de ses travaux ²⁹⁵.

²⁹³ John Weir, « Our History », *N.A.M.*, 1 (1944) : 116-119.

²⁹⁴ Penner, *The Canadian Left*, pp. 168, 85 ; voir aussi *idem*, « Socialist Idea », pp. 188-189. Voir note 3, *supra*.

²⁹⁵ Ryerson, « Writing of Canadian History ». Voir note 12, *supra*.

L'accent mis sur les rapports sociaux, accent qu'imposait l'affrontement avec le matérialisme de Innis, s'affirme également dans ses réflexions ultérieures. Ryerson ne ratait jamais une occasion de contrer le point de vue selon lequel le marxisme n'est que déterminisme économique : « Le marxisme considère que c'est le peuple qui fait l'histoire par son travail, ses luttes et ses rêves, et que ceux-là n'ont de sens et ne peuvent être compris qu'à la lumière de leur contexte réel ... » De plus, il ajoutait : « Le travail, la production, les rapports réels de la société vivante, voilà le point de départ du matérialisme historique. La pensée et les émotions, les idées, la passion et l'imagination sont issues du monde matériel, sont conditionnées par lui et agissent sur lui ²⁹⁶. » Cette conception de l'histoire traverse son principal ouvrage dans lequel il précise que « ce sont les luttes et les idées du peuple qui font l'histoire. Elles agissent, non pas en vase clos, mais dans et sur un contexte particulier, un système social donné ». Cette reconnaissance explicite de l'interrelation entre la liberté et la nécessité est le ferment de toute l'œuvre historique de Ryerson, à l'instar de celle de tous les meilleurs historiens marxistes ²⁹⁷.

[249]

« *L'Histoire du peuple* »

La conférence de 1946 mena à la mise sur pied d'une série de comités placés sous la direction générale de Ryerson et de Margaret Fairley ²⁹⁸. Le succès initial de ce travail résidait dans l'enthousiasme d'un groupe de chercheurs torontois, qui commencèrent à définir le cadre de recherche qui allait supporter l'édifice de « l'Histoire du peuple ». Les premiers résultats de ce travail parurent dans un numé-

²⁹⁶ Ryerson, « A Note on Marxism and Canadian Historiography », in *Founding of Canada*, p. 326.

²⁹⁷ Voir Ryerson, « Foreword » dans son ouvrage *Founding of Canada*, p. VII. Voir également David Frank, « Stanley Ryerson - An Appreciation » (communication présentée à l'occasion de la conférence « *Class and Culture : Dimensions of Canada's Labour Past* », Université McGill, 1980).

²⁹⁸ « Decisions of National Affairs Conference on Marxist Studies », *N.A.M.*, 4 (1947) : 51. Il y a aussi, conservées à l'université de Toronto, les archives de Margaret Fairley. Cependant, ces documents traitent surtout de questions culturelles.

ro spécial de la revue *National Affairs Monthly*, en 1949, et furent publiés tout au long de cette année ainsi qu'au début des années 50. Dans sa présentation au numéro spécial de *National Affairs Monthly*, intitulée « *Reconquest* », Ryerson expliquait ainsi les fondements du projet : « Un peuple se doit de reconquérir son pays et les fruits de son travail ainsi que sa culture, son idéologie et son histoire. » Poursuivant la métaphore militaire, il concluait : « Redonner au peuple travailleur l'histoire de la lutte passée - véritable histoire de son pays - constitue une noble cause dans la bataille des idées ²⁹⁹. » Par la même occasion, il rappelait à ses lecteurs la difficulté du projet, tout en promettant de manière tout à fait irréaliste de leur livrer « l'Histoire du peuple » dans l'année à venir. En premier lieu, « il nous faut payer le tribut pour la négligence passée », expliquait-il, puisque « l'indigence de contributions antérieures nous force à partir presque de zéro ». Deuxième difficulté, les compétences étaient rares et, troisièmement, « la force d'attraction des tâches pratiques immédiates » était toujours grande. Dans les années à venir, période pendant laquelle le Parti allait perdre de son potentiel, ces deux derniers problèmes deviendraient, par la force des choses, encore plus importants. Néanmoins, la qualité des publications issues de ce projet s'avéra supérieure aux textes publiés antérieurement par le Parti. L'ouvrage de Jacqueline Cahan portant sur les mouvements politiques de la classe ouvrière, par exemple, approfondissait mieux [250] la question que les réflexions usuelles du Parti sur l'histoire ouvrière. D'autre part, l'étude de I. Wilson sur le développement de Toronto fournissait une intéressante périodisation des stades du développement capitaliste au Canada ³⁰⁰.

« L'Histoire du peuple », telle qu'elle fut définie par le Parti canadien, trouve son aboutissement dans les deux ouvrages de Ryerson *Founding of Canada* et *Unequal Union* publiés respectivement en 1960 et en 1968. Depuis, quatre éditions et 12 000

²⁹⁹ Ryerson, « Re-conquest », *N.A.M.*, 6-1 (janvier-février 1949) : 3-5.

³⁰⁰ Voir *N.A.M.*, 6, 1 (janvier-février 1949), en particulier Jacqueline Cahan, « Labour in World War I » : pp. 35-40 ; et I. Wilson, « Bay Street Spreads Out » : 11-15. Cahan et Wilson étaient tous deux étudiants de deuxième cycle à l'université de Toronto à cette époque. Le lien entre le travail de Clare Pentland et celui de ces groupes d'étude du *N.A.M.* ne m'est pas clair, mais j'ai la quasi-certitude qu'il y avait interaction. Parmi les contributions intéressantes, soulignons : Joseph Levitt, « Aspects of Confederation », *N.A.M.*, 6 (1949) : 215-220 ; Jim Henry, « The Development of the Catholic Syndicates », *N.A.M.*, 6 (1949) : 96-200 ; et, plus tard, la série de quatre articles sur Riel par Ben Swankey dans *N.A.M.*, 9 (1952).

exemplaires ont été vendus, et le succès de librairie dure encore. Ces deux volumes de « l'Histoire du peuple », qui devait en comprendre trois, sont largement tributaires du travail collectif accompli pendant les années quarante, et plus particulièrement des efforts de Margaret Fairley, de J.F. White et de Clare Pentland, et démontrent bien les talents de Ryerson pour la synthèse marxiste. À l'instar de ses écrits antérieurs, ces deux ouvrages reprennent du matériel déjà publié pour le réinterpréter dans une perspective marxiste. Or, comme toute étude, l'insuffisance et l'absence d'enquête dans d'importants domaines leur imposent des limites certaines, mais ces deux ouvrages demeurent inégalés comme synthèses marxistes du développement du Canada jusqu'en 1873. En outre, la critique doit en être faite en fonction des objectifs poursuivis, c'est-à-dire « un premier défrichage proposant une nouvelle approche en vue de la réinterprétation de l'histoire de ce pays ³⁰¹ ».

[251]

Founding of Canada, en particulier, correspond bien à cette description. Se voulant une introduction marxiste populaire à l'histoire du Canada, cet ouvrage, qui fournit peu de matériel nouveau, présente plutôt des changements d'accent significatifs qui font de l'entreprise un travail bien différent de ce dont l'on pourrait attendre d'un récit historique. On doit en partie à l'intérêt éclectique de Ryerson pour la préhistoire et l'anthropologie soviétique les six chapitres traitant du Canada avant la colonisation européenne. Les explorations, les découvertes et les premières colonies ne sont plus expliquées par le sempiternel esprit d'aventure et les actions de grands hommes, mais sont, au contraire, situées dans le contexte du déclin du féodalisme et de la montée du capitalisme. Partout, Ryerson tente d'inclure les classes inférieures de la société, fournissant ainsi du matériel intéressant sur les esclaves, les pêcheurs, les voyageurs, les colons, les artisans et sur les manifestations initiales du mécontentement et de l'organisation de classe. Écrit avant l'éclosion de la renais-

³⁰¹ Ryerson, *Founding of Canada*, pp. VII, VIII. Maggie Bizzell de la maison d'édition Progress Books de Toronto m'a aimablement communiqué les chiffres suivants relatifs au tirage des ouvrages de Ryerson. *French Canada : A Study in Canadian Democracy* (1943 ; 1944 ; 1980) : total de 3 000 exemplaires ; *Founding of Canada* (1960 ; 1963 ; 1972 ; 1975) : total de 12 000 exemplaires ; *Unequal Union : Confederation and the Roots of Conflict in the Canadas, 1815-1873* (1968 ; 1973 ; 1975) : total de 11 500 exemplaires.

sance de l'historiographie québécoise, certaines parties du livre sur la Nouvelle-France sont aujourd'hui, toutefois, quelque peu dépassées.

Unequal Union est le plus audacieux des deux ouvrages. Cela s'explique en partie par le fait qu'il se concentre sur une période de seulement 60 ans plutôt que 300. Ce travail explore, en profondeur, les événements entre la fin de la guerre de 1812 et l'entrée du Manitoba, de la Colombie britannique et de l'Île-du-Prince-Édouard dans la Confédération. Structuré en trois parties, il s'apparente moins à un récit historique que *Founding of Canada*, se concentrant plutôt sur trois thèmes majeurs : la révolte coloniale, la montée du capitalisme industriel et la création du nouvel État-nation. Aussi, cette « série d'études » réussit-elle à rencontrer les objectifs fixés, à savoir « inciter à une recherche nouvelle » et « contribuer à l'élaboration éventuelle d'une histoire 'tridimensionnelle' de grande envergure ³⁰² ».

L'évaluation de la contribution globale de l'œuvre de Ryerson à l'histoire canadienne ne peut se faire que par une analyse plus détaillée de ses écrits sur 1837, le Québec, la révolution industrielle et les classes sociales, thèmes majeurs de son travail.

[252]

1837 : Révolution bourgeoise ratée ?

1837 : The Birth of Canadian Democracy est le premier ouvrage important de Ryerson. Comme nous l'avons déjà indiqué, il fut écrit hâtivement, dans un contexte de grande instabilité, voire même de danger. C'est non sans une certaine gêne que Ryerson écrivait, dans sa préface, que ce travail n'était pas le fruit de recherches originales. « Entreprendre une telle tâche, notait-il, serait d'autant plus attirant que le matériel documentaire n'a presque pas été touché et que la période de la Rébellion n'a virtuellement fait l'objet d'aucune étude - lacune qui ne saurait être imputable qu'au hasard ³⁰³ ». » (Cet aveu relatif à l'absence de recherches originales lui valut l'ire de Donald Creighton ³⁰⁴.) Or, malgré les excuses de Ryerson, l'ouvrage présen-

³⁰² Ryerson, *Unequal Union*, Toronto, 1973, p. VI. Voir note 22, *supra*.

³⁰³ Ryerson, *1837 : The Birth of Canadian Democracy*, Toronto, 1937, p. 10.

³⁰⁴ Donald Creighton, « Review », *Canadian Historical Review*, 19 (1938) : 73-74.

te un grand intérêt et fournit la structure de base pour l'analyse qu'il développera plus à fond avec *Unequal Union*.

Chose étonnante, le livre s'ouvre non pas sur une analyse de l'infrastructure économique, mais bien sur une présentation des idéologies. Intitulé « The Spirit of Democracy », le premier chapitre situe les événements canadiens dans le contexte de la montée irrésistible de la démocratie bourgeoise et considère 1837 comme un hybride des révolutions anglaise, française et américaine. Procédant à une brève analyse des idées, du langage et même du symbolisme utilisés par les rebelles et les Patriotes, Ryerson démontre les liens explicites avec les révolutions antérieures. Bien qu'il y soutienne, comme dans ses ouvrages ultérieurs, que « les objectifs et le contenu de la rébellion de 1837 furent ceux d'une révolution démocratique bourgeoise, antiféodale et anticoloniale », il avertit ses lecteurs qu'une telle révolution ne fut « en aucune façon, un processus simple et schématique » et ce, ajoute-t-il, tout particulièrement dans le Nouveau Monde « où les rapports avec la métropole et la 'transplantation' d'institutions du vieux continent dans un contexte nouveau créent des problèmes inédits et particuliers ».

[253]

Par la suite, en vue de retracer la spécificité de 1837, Ryerson s'oriente vers une analyse de la terre et de la propriété foncière. À partir d'une juste compréhension de l'importance de la terre pour la classe coloniale dominante, il extrapole pour affirmer que le monopole de la terre représentait « une sorte de féodalisme marchand » qui « apparaissait comme le problème dominant dans les deux Canada ». S'appuyant sur une formulation marxiste classique, il poursuit, défendant la thèse selon laquelle « le développement des forces de production potentielles était bloqué par les rapports de propriété dominants : aussi longtemps que ceux-là ne seraient pas détruits, tout progrès serait illusoire ». Ainsi, la Rébellion fut-elle une tentative de mettre fin à la « domination d'une oligarchie foncière-marchande », qui, par ses positions réactionnaires, faisait obstacle au développement industriel capitaliste ³⁰⁵.

Dans les chapitres suivants, il reconnaît que, dans le Bas-Canada, la revendication en faveur de l'indépendance politique était partie prenante de la lutte nationale des

³⁰⁵ Ryerson, 1837, pp, 26, 35, 37. Voir note 24, *supra*.

Canadiens français et qu'elle menait tout droit à la revendication en faveur de l'indépendance nationale. Ce thème toutefois reçoit moins d'attention qu'il en aurait méritée, ce qui montre bien les difficultés que le nationalisme québécois des années trente posait à l'analyse marxiste.

Dans un chapitre intitulé « Class Forces in Conflict », probablement le premier texte du genre dans l'historiographie canadienne, Ryerson décrit plus en détail la classe dominante : « une sorte d'aristocratie de marchands-propriétaires fonciers », « doublement parasitaire » puisqu'elle flagornait les Anglais tout en exploitant le peuple canadien. De l'autre côté des frontières de classes, il identifie « les masses démocratiques composées d'une classe moyenne, oeuvrant dans l'industrie et le commerce, de professionnels, d'agriculteurs et de travailleurs urbains ». Bien qu'il évite de prétendre pouvoir identifier un prolétariat déjà formé, il n'en attire pas moins l'attention sur l'émergence de syndicats dans les villes de York (Toronto) et Montréal et sur le soutien actif que ce mouvement avait reçu des ouvriers chartistes anglais. Par contre, sa tentative de distinguer, en fonction [254] de leurs intérêts de classe, les réformistes modérés, identifiés à la bourgeoisie modérée, et les rebelles, vus comme les masses populaires en révolte, s'avère beaucoup moins convaincante ³⁰⁶.

Le livre se transforme par la suite en un récit des événements de 1837. Dans sa conclusion, Ryerson soutient que la Rébellion, bien qu'elle se fût soldée par un échec militaire, n'en représentait pas moins une victoire historique puisqu'elle pava la voie au gouvernement responsable et au développement industriel capitaliste. Quant à la défaite militaire, il l'attribue aux réformistes modérés, à la stratégie défensive ayant prévalu dans le Bas-Canada et à des faiblesses organisationnelles ³⁰⁷.

Dans une critique datant de 1938, Donald Creighton affirme que « le livre n'est, en somme, qu'une espèce de traduction embrouillée en jargon canadien de ce que Marx pensait de la lutte de classes en Europe. On n'y retrouve rien qui pourrait nous convaincre que monsieur Ryerson ait découvert quoi que ce soit de valeur à propos de la lutte de classes dans les Canada ³⁰⁸ ». Dans une autre critique, B.K. Sandwell, rédacteur en chef de la revue *Saturday Night*, écrit railleusement :

³⁰⁶ *Ibid.*, pp. 63-64, 68, 76.

³⁰⁷ *Ibid.*, p. 127.

³⁰⁸ Creighton, « Review ». Voir note 25, *supra*.

La détermination dont font preuve les communistes pour s'approprier 1837 et pour se déguiser en descendants des « Patriotes » [...] détermination dont monsieur Ryerson est fort probablement responsable [...] est l'une des caractéristiques les plus illogiques d'une campagne monumentalement illogique. Son seul but est de justifier la Rébellion en y trouvant un précédent honorable et en la présentant comme une défense des droits constitutionnels contre une tyrannie absolue ³⁰⁹.

Apparurent ainsi, en l'honneur de la première tentative d'interprétation marxiste de notre histoire, les premières déclarations classiques de l'antimarxisme. Son rejet par Creighton, sous prétexte qu'il s'agit d'une théorie importée plaquée sur la réalité canadienne, et sa mise au ban pour motivations politiques par Sandwell demeurent les réponses par trop familières réservées à l'histoire marxiste en ce pays. Par contre, Frank Underhill réserve à 1837 un accueil beaucoup plus favorable ³¹⁰.

Quels regards furent jetés sur 1837 dans une perspective autre que celle de Creighton ? (Il n'est pas sans intérêt de noter, au passage, que Creighton choisit de marquer le centième anniversaire des rébellions en prononçant un discours « sur la crise économique de 1837 et ses conséquences » devant la Canadian Banker's Association ³¹¹.) Le livre s'inscrit dans l'historiographie marxiste naissante de l'époque. Il était tout à fait prévisible que des intellectuels communistes écrivant l'histoire s'attardent sur la révolution. Ainsi, en Angleterre par exemple, Raphael Samuel faisait remarquer que « les études historiques marxistes se concentrent surtout sur l'Angleterre des seizième et dix-septième siècles... (tout particulièrement) sur la démocratie de gauche pendant la guerre civile anglaise ³¹² ». Il en était de même aux États-Unis à l'égard de la révolution américaine. L'on peut penser que la notion rétrospective de Christopher Hill selon laquelle « la célébration de 1640 - et tout particulièrement de 1649 - rendit service au Parti en lui redonnant confiance en une tradition non gradualiste ³¹³ » eut son écho au Canada avec l'analyse que Ryerson fit de 1837. De même, il ne saurait y avoir de doute sur le fait que Ryerson devait

³⁰⁹ B.K. Sandwell, « Review », *Saturday Night*, 58 (15 janvier 1938) : 3.

³¹⁰ Frank Underhill, *Canadian Forum*, 17 (décembre 1937) : 296-297.

³¹¹ Berger, *Canadian History*, p. 217. Voir note 8, *supra*.

³¹² Samuel, « British Marxist Historians », pp. 26-27. Voir note 6, *supra*.

³¹³ Hobsbawm, « Historians Group », p. 43. Voir note 6, *supra*.

trouver tout naturel de souscrire à des aspects du point de vue radical-démocrate sur les rébellions. Mackenzie occupa, dans la tradition libérale du dix-neuvième siècle, une place d'une importance considérable comme en témoignent les échanges polémiques ayant marqué la publication, dans les années 1880, du livre de J.C. Dent, la suppression de la biographie écrite par William LeSueur dans la période d'avant-guerre ou même les visions persistantes de son [256] petit-fils, William Lyon Mackenzie King ³¹⁴. Cette tradition libérale comportait plusieurs contradictions : à une justification radicale-démocrate de la révolte des masses, elle associait un point de vue on ne peut plus whig ³¹⁵ sur les résultats subséquents des rébellions. À propos du Family Compact, l'analyse cédait le pas à la vitupération. Ryerson, malheureusement, adopta l'essentiel des distorsions whigs et radicales, et eut tendance, lui aussi, à se satisfaire d'une caricature du Compact ³¹⁶. Néanmoins, lorsqu'on compare l'ouvrage de Ryerson au point de vue historique hégémonique des Creighton, Craig et Ouellet, selon lequel les rébellions ne sont que des farces réactionnaires, il conserve une valeur considérable. Sa caractérisation des révoltes comme étant démocratiques-bourgeoises, par exemple, demeure valide encore aujourd'hui. Par ailleurs, son analyse des forces sociales engagées dans les rébellions, bien qu'intéressante, n'en est pas moins partielle et quelque peu schématique. La nature démocratique-bourgeoise des rébellions n'impliquait pas que leur direction eût dû être assumée par la bourgeoisie industrielle ³¹⁷. Malgré tout, l'interprétation, toujours pertinente, de Ryerson est manifeste dans des ouvrages récents de jeunes intellectuels marxistes

³¹⁴ Sur Dent, voir l'introduction de Donald Swainson dans J.C. Dent, *The Last Forty Years*, 1881 ; rééd., Toronto, 1972 ; sur LeSueur, voir A.B. McKillop, éd., *A Critical Spirit : The Thought of William Dawson LeSueur*, Toronto, 1977, ainsi que son introduction à William LeSueur, *William Lyon Mackenzie : A Reinterpretation*, Toronto, 1979, pp. VII-XXX.

³¹⁵ Whigs : membres du parti politique anglais soutenant les droits populaires par opposition aux *tories* conservateurs. Interprétation libérale, républicaine, de l'histoire.

³¹⁶ Cette problématique particulière, commune à toute « Histoire du peuple » et présentée surtout pendant la période du Front populaire, est analysée dans Samuel, « British Marxist Historians », pp. 39-42 ; et dans Samuel, « People's History », pp. XXVII-XXX. Voir note 13, *supra*.

³¹⁷ Pour une analyse d'une révolution démocratique-bourgeoise d'un type très différent, voir, par exemple, Eugène Genovese, *From Rebellion to Revolution : American Slave Revolts in the Making of the Modern World*, Baton Rouge, 1979.

québécois tels que Denis Monière et Roch Denis. Plus intéressante encore est la récente lecture favorable qu'en a faite Fernand Ouellet ³¹⁸.

[257]

Canada français ou Québec ?

Le point de vue de Ryerson sur la rébellion au Bas-Canada, presque autant que son appartenance au Parti communiste, le fait se démarquer, en 1937, de tous les autres historiens canadiens. Son analyse selon laquelle les Patriotes sont engagés dans une lutte de libération nationale, analyse qu'il approfondira plus tard dans *Une-qual Union*, s'avère une contribution majeure. Carl Berger, résumant les points de vue des historiens contemporains de Ryerson, illustre bien le caractère unique de ce dernier : « L'historien canadien-anglais, à l'instar de la communauté dont il est issu, considérait le groupe canadien-français comme rien de plus qu'une minorité jouissant de certains droits dans les limites de la province de Québec. Le concept de deux entités égales lui était complètement étranger ³¹⁹. »

Qui plus est, le point de vue de Ryerson sur les Patriotes s'oppose d'une façon frappante au rejet, quasi simultané, par Donald Creighton, de la thèse de « l'infériorité économique et culturelle des Canadiens français », une opinion beaucoup plus conforme aux attitudes prévalant au Canada anglais ³²⁰. Ryerson, toutefois, n'avait pas suffisamment compris l'importance du nationalisme dans le processus de la rébellion. En fait, dans son effort pour à la fois affirmer les liens entre les expériences du Bas et du Haut-Canada et éviter les pièges du « nationalisme bourgeois » tant redouté par les communistes, il a plutôt minimisé le sentiment nationaliste. Cela est

³¹⁸ Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec*, Montréal, 1977 ; et Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968*, Montréal, 1979. Voir aussi de Fernand Ouellet, « La formation d'une société dans la vallée du Saint-Laurent : d'une société sans classes à une société de classes », *Canadian Historical Review*, 62 (1981) : 407-450, en particulier pp. 440-444.

³¹⁹ Berger, *Canadian History*, p. 184.

³²⁰ Alfred Dubuc, « The influence of the Annales School in Québec », *Review*, 1 (hiver 1978) : 123-145. Pour la version française, légèrement remaniée, voir *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33 (1975) : 357-386.

particulièrement manifeste dans ses écrits plus polémiques que l'on retrouve aussi bien [258] dans *Clarté* que dans son pamphlet antinationaliste de 1937, *Le réveil du Canada français*. Par contre, l'autre versant était toujours présent dans la pensée de Ryerson. Aussi, le journal *Clarté* publia-t-il non seulement des critiques du nationalisme de droite, mais également un numéro spécial à l'occasion du centenaire des rébellions de 1837 et commença même, à l'automne de 1937, à vendre des portraits de Papineau. Ainsi, sa reconnaissance du nationalisme comme force et sa perception de plus en plus claire de son contenu progressiste possible orientent-elles Ryerson vers les positions plus complexes exposées dans son second ouvrage *French Canada : A Study in Canadian Democracy*.

Écrit en grande partie dans la clandestinité, ce livre étudie « le problème des rapports entre le Canada anglais et le Canada français... en fouillant profondément dans le sol de notre histoire passée et actuelle ; en abandonnant les concepts bidimensionnels superficiels et en découvrant, enfoui, le développement véritable des forces sociales et économiques sur lesquelles s'édifie la vie de toute communauté nationale ». Le Québec y est identifié comme une « nation minoritaire ³²¹ ». Dans la première partie du livre, Ryerson décrit la « tradition démocratique » à travers une analyse des contributions de Papineau, Lafontaine, Dorion, Riel et Laurier. De nouveau, à propos de la Rébellion, il défend les rebelles pour avoir été des « démocrates, (des) patriotes et (des) internationalistes », et engage une polémique décisive avec Groulx et Creighton ³²². Passant ensuite à Lafontaine et à Dorion, par contre, Ryerson affirme que l'avènement d'un gouvernement responsable en 1848 et, subséquemment, de la Confédération en 1867 avaient réussi à assurer « l'égalité politique ». Or, dans sa préface autocritique à la nouvelle édition de ce même ouvrage, Ryerson soutient que, sur cette question, il a succombé « à l'interprétation libérale whig de l'histoire ». Plus loin, il dégage les conséquences politiques d'une telle position : si la révolution démocratique-bourgeoise s'est soldée par une victoire en gagnant en 1867 « l'égalité politique » du Québec, il s'ensuit [259] que toute revendication en faveur de l'autodétermination relève du nationalisme bourgeois et s'avère, par conséquent, réactionnaire. Il souligne alors que « cette ligne de pensée était doublement erronée : elle contredisait les faits et reposait sur une approche théori-

³²¹ Ryerson, *French Canada*, Toronto, 1943, pp. 21-23. Voir note 22, *supra*.

³²² *Ibid.*, pp. 36-37.

que viciée ³²³ ». Cette autocritique, laquelle s'apparente au souci qu'il exprimait lors de la traduction et de la publication de *Unequal Union* au Québec ³²⁴, sous-estime quelque peu la propre contribution de Ryerson. Par exemple, il est clair que ses travaux, avec leur accent sur les luttes démocratiques menées par le peuple québécois et sur leur infériorité économique au sein de la Confédération, ont contribué à amener le Parti communiste à reconnaître le droit du Québec à l'autodétermination. Tout aussi digne de mention est le fait que, même sous la pression des tensions anglo-françaises à propos de la guerre en 1943, malgré le crypto-fascisme de l'ère duplessiste, et du fascisme déclaré de certains nationalistes québécois, *French Canada* affirmait que « la lutte démocratique menée par le peuple canadien-français pendant toute la période antérieure (1763-1867) fut une lutte pour le droit à l'autodétermination nationale, pour son droit, en tant que nation, de choisir sa propre forme d'État ». En outre, soutenait-il, « en ce qui concerne le Québec, les relations entre le Dominion et les provinces ne peuvent se limiter à la question des 'droits des provinces' mais relèvent aussi du problème, beaucoup plus profond, des rapports entre les nations du Canada anglais et du Canada français ³²⁵ ».

Néanmoins, ce même problème se retrouve dans la première édition de *Unequal Union*, non plus cette fois à propos de 1867, mais de 1848. Dans la version originale, Ryerson arguait, comme il l'avait fait dans *French Canada*, que l'avènement du gouvernement responsable avait « marqué un tournant dans la [260] révolution démocratique-bourgeoise... à partir duquel les peuples des Canada pouvaient se diriger vers une forme de 'self-government' plus large et une égalité nationale plus entière ³²⁶ ». Dans la version française de 1972, Ryerson, ayant compris son erreur d'interprétation, ajoutait ceci :

Mais cette présence même servait à masquer un aspect important de la réalité : à savoir, le fait que cette nouvelle autonomie au sein de l'Empire (*home rule, responsible government*) comportait le refus de l'autodétermina-

³²³ Ryerson, « Preface », dans son ouvrage *French Canada*, Toronto, 1980, pp. 5-7.

³²⁴ Ryerson, « Postscript », dans son ouvrage *Le Capitalisme et la Confédération*, pp. 508-509. Voir note 12, *supra*. « La racine de l'erreur théorique est à chercher, me semble-t-il, dans une sous-estimation radicale de l'importance du facteur national dans le processus historique. »

³²⁵ Ryerson, *French Canada*, pp. 63-64.

³²⁶ Ryerson, *Unequal Union*, Toronto, 1968, pp. 168-169.

tion, du droit de *self-government*, de la nation canadienne-française... Ce qui s'est affirmé en 1848 est la réalisation d'une mesure fort modeste de démocratie dans le cadre d'une suprématie anglo-capitaliste, étayée par la puissance de l'Empire ³²⁷.

Dans la version anglaise légèrement remaniée parue en 1973, il allait encore plus loin :

La concession du *self-government* à la bourgeoisie coloniale canadienne-anglaise était conditionnelle à l'assurance d'une « subordination adéquate des Français » - à qui, outre leur situation de minorité, l'on impose un mécanisme politique comportant des garanties pour la stabilité de l'Empire. Conçédée « par le haut », la révolution bourgeoise canadienne fut, à sa manière, réussie ; celle du Canada français ne le fut pas ³²⁸.

Là encore donc, le point de vue sur la question nationale ainsi que l'interprétation de l'histoire du Québec subissent des changements.

Bien que de 1937 à 1981 Ryerson ait considérablement modifié son analyse du Québec, ses révisions semblent bien mineures comparées aux événements dans cette province et à la refonte presque complète des points de vue de l'historiographie [261] tant au Canada anglais qu'au Québec même. Comparativement à l'ensemble des historiens du Canada anglais, Ryerson a fait preuve d'une sensibilité et d'une compréhension remarquables à l'égard de l'histoire du Québec. Le développement rapide de l'historiographie québécoise dans les deux dernières décennies et, plus particulièrement, l'avènement d'études marxistes sérieuses ont beaucoup contribué à la fois à corroborer ses premières thèses et à répondre à son appel en faveur d'une « exploration plus fouillée ». Bien que ne disposant toujours pas d'une « histoire tridimensionnelle de grande envergure » en vue de « rendre pleinement compte de la structure sociale et des réalités nationales », de grands pas ont été faits dans ce sens ³²⁹.

³²⁷ En français dans le texte (n.d.t.).

³²⁸ Ryerson, *Unequal Union*, Toronto, 1973, pp. 68-169 et *Le Capitalisme et la Confédération*, pp. 226-227.

³²⁹ Sur l'histoire du Québec, voir : Dubuc, « Annales School in Québec » : voir note 41, *supra* ; ainsi que Gilles Paquet et Jean Pierre Wallot, « Pour une méso-histoire du XIXe siècle canadien », *Revue d'histoire de l'Amérique française*

La révolution industrielle canadienne

Le problème de l'« union inégale » (*Unequal Union*) fut l'un des thèmes majeurs de l'œuvre de Ryerson, l'autre étant celui du développement du capitalisme industriel. La deuxième partie de *Unequal Union*, « Capitalist Industrialism », et en particulier les chapitres étudiant le développement de l'industrie manufacturière (chapitre 9), la construction du chemin de fer (chapitre 12) et la croissance industrielle des années 1850 (chapitre 13) ont très certainement contribué à détourner l'attention des historiens canadiens du (seul) commerce des matières premières. La [262] seconde moitié du dix-neuvième siècle a toujours été la période sur laquelle l'école des « staple » s'est le moins penchée. Le déclin du commerce des fourrures, du bois et du blé du Canada central, et l'avènement du Nouvel Ontario, du blé de l'Ouest et de l'hydro-électricité, matières premières privilégiées par l'École de Toronto, laissèrent un vide historique gênant s'étendant du gouvernement responsable jusqu'à l'ère de Laurier. La transition au sein de l'historiographie canadienne qui suivit la Deuxième Guerre combla partiellement ce vide, soit avec des héros (le Macdonald de Creighton, le Brown de Careless), soit avec des exploits (le chemin de fer du Canadien Pacifique raconté par Berton), mais offrait très peu de renseignements sur le développement économique. De même, les historiens de l'économie, pressés d'en arriver à l'« industrialisation » sous Laurier, comme en témoignent les ouvrages de

(*R.H.A.F.*), 33 (1979) : 387-425. Pour des critiques importantes de Fernand Ouellet, dont les thèses s'opposent à celles de Ryerson, voir : Pierre Tousignant, « *Le Bas-Canada : une étape importante dans l'œuvre de Fernand Ouellet* », *R.H.A.F.*, 34 (1980) : 415-436 ; Philippe Reid, « L'émergence du nationalisme canadien-français : l'idéologie du *Canadien (1806-1842)* », *Recherches Sociographiques (R.S.)*, 21 (1980) : 11-53 ; et Nicole Gagnon, « Revue ». *R.S.*, 19 (1978) : 408-411. Voir aussi Pierre Savard, « Un quart de siècle d'historiographie québécoise, 1947-1972 », *R.S.*, 15 (1974), 77-96. Soulignons cependant les récents travaux intéressants de Ouellet, notamment, « La formation d'une société ... » op. cit. Voir note 39, *supra*.

Easterbrook et Aitken, escamotèrent cette période ³³⁰. L'œuvre de Ryerson contribua à combler cette lacune.

Cette contribution s'avéra d'autant plus importante que, dans les années cinquante, des historiens antimarxistes anglais avaient mené une attaque en règle contre la notion même de révolution industrielle. En Angleterre, l'influence de l'ouvrage de Dobb *Studies in the Development of Capitalism* ainsi que les écrits du groupe des historiens du Parti communiste avaient contribué à faire échouer cet assaut ³³¹. Au Canada, une telle offensive idéologique n'eut pas lieu. Il y régnait simplement un consensus voulant qu'aucun développement significatif ne soit survenu avant le vingtième siècle. À cet égard, les travaux de Clare Pentland (dont la plus grande partie, malheureusement, n'a pas été publiée de son vivant ³³²), suivis par la publication de [263] *Unequal Union* jouèrent un rôle décisif dans la reconnaissance de l'existence de l'industrialisation pendant le dix-neuvième siècle.

Les clarifications apportées sur cette question par Pentland et Ryerson ont fortement contribué à la transformation qui s'opère depuis maintenant quinze ans au sein de l'historiographie tant canadienne que québécoise, de l'analyse réservée à la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Il est à noter cependant que, là encore, Ryerson n'a fait qu'esquisser les grandes lignes d'approche. Aussi, ses travaux peuvent-ils être critiqués pour ne pas avoir été suffisamment documentés sur la nature de l'industrialisation au Canada. Ses réflexions ultérieures sur le thème de la transformation industrielle sont énoncées dans l'éloquente critique qu'il fit de *History of Canadian Business* de Tom Naylor ³³³. L'importance décisive de l'accent mis par Ryerson sur l'industrialisation capitaliste est double : d'une part, elle permet de mieux saisir le processus d'édification nationale dans un cadre colonial, processus qui

³³⁰ Pour une brève analyse de cette question, voir Gregory S. Kealey, « Looking Backward : Reflections on the Study of Class in Canada », *History and Social Science Teacher*, 17 (mai 1981) : 213-222.

³³¹ Hobsbawm, « Historians Group », pp. 38-39.

³³² Voir H.C. Pentland, *Labour and Capital in Canada, 1650-1850*, Toronto, 1981. À propos de Pentland, voir Gregory S. Kealey, « H.C. Pentland and the Writing of Canadian Working-Class History », *Canadian Journal of Political and Social Theory*, 3 (1979) ; et Paul Philips, « Introduction », dans Pentland, *Labour and Capital*, pp. v-xliii.

³³³ Ryerson, « Who's Looking After Business : A Review », *This Magazine*, 10, 5 et 6 (1976) : 41-46.

distingue les colonies de peuplement des autres expériences coloniales ; d'autre part, elle oriente l'attention sur la naissance d'une classe ouvrière ³³⁴. La reconnaissance de ce processus historique constitue la dernière contribution importante de Ryerson.

Ryerson, curieusement, a beaucoup moins écrit sur le développement de la classe ouvrière canadienne au dix-neuvième siècle que ce que l'on était en droit de s'attendre. Cette faiblesse peut s'expliquer, en partie, par le fait que *Unequal Union* ne va pas au-delà de 1873, mais elle peut être également attribuée à l'absence de recherches fondamentales de sa part. Aucun de ses prédécesseurs, dont il avait pu refondre les travaux sur les questions politique, nationale et, dans une certaine mesure, économique, ne lui fournissait de matériaux solides sur la classe [264] ouvrière. Ce qui existait, il l'utilisa : travaux de Ratz sur 1872, de Pentland sur les terrassiers, de Cooper sur les travailleurs des chantiers navals, de Szoke sur Szalatnay, de Catherine Vance sur les années 1830 et de Lipton sur le mouvement syndical. Mais, en fait, cela représentait une somme bien mince ³³⁵. Je soupçonne que le problème de Ryerson, à ce chapitre, relève en partie de la division initiale du travail, décidée en 1946, au sein du *National Affairs Monthly*, au moment où l'étude de l'histoire ouvrière fut amputée du projet de l'« Histoire du peuple ». Il se peut aussi que Ryerson ait implicitement évité cette question, puisque le Parti y accordait, particulièrement par référence au vingtième siècle, un intérêt considérable - intérêt qui, doit-on ajouter, a accouché d'écrits maladroits, orthodoxes et, le plus souvent, acritiques et apologétiques. En somme, les travaux du Parti sur la classe ouvrière canadienne ne menaient

³³⁴ Sur des tentatives visant à situer les colonies de peuplement dans un contexte « historique mondial », voir : Philip McMichael, « Settlers and Primitive Accumulations : Foundations of Capitalism in Australia », *Review*, 4 (1980), 307-334 ; et Glenn Williams, « Canadian Industrialization : We Ain't Growin' Nowhere », *This Magazine*, 9, 1 (1975) : 7-9 ; et *idem*, « Canada : The Case of the Wealthiest Colony », *This Magazine*, 10, 1 (1976) : 28-32.

³³⁵ Ratz, « United Front » (voir note 5, supra) ; H.C. Pentland, « The Lachine Strike of 1843 », *Canadian Historical Review*, 29 (1949) : 255-277 ; Istvan Szöke, *We Are Canadians*, Toronto, 1954 ; Catherine Vance, « 1837 : Labour and the Democratic Tradition », *Marxist Quarterly*, 12 (1964) : 29-42 ; *idem*, « Early Trade Unionism in Québec », *Marxist Quarterly*, 3 (1962) ; Charles Lipton, *The Trade Union Movement of Canada, 1827-1959*, troisième éd., Toronto, 1973.

qu'au P.C.C. tandis que ceux-là portant sur le P.C.C. lui-même n'ont jamais pu s'élever au-dessus de la plus pure hagiographie ³³⁶.

L'œuvre de Ryerson, bien que faisant toujours preuve d'une grande sensibilité à l'égard des masses populaires, ne contient aucune analyse spécifique de ces masses au sein de la société préindustrielle, ni n'examine de près l'émergence d'une classe ouvrière. En fait, à mon avis, ses commentaires à la fin de *Unequal Union* à propos de l'émergence de forces politiques ouvrières, dans le cadre du mouvement des neuf heures de 1872 et avec la publication du journal *The Ontario Workman* tendent [265] plutôt à sous-estimer la puissance du jeune mouvement ouvrier ³³⁷. Néanmoins, ses hypothèses (timides) ont nourri une historiographie de plus en plus florissante tant au Québec qu'au Canada ³³⁸.

Mais cette évaluation ne va pas au-delà de *Unequal Union* et passe sous silence les contributions de Ryerson à l'histoire de la classe ouvrière pendant les années 70. Sans procéder à une évaluation de son travail plus récent, l'on doit noter que Ryerson, avec plusieurs de ses collègues de l'Université du Québec à Montréal, s'est engagé dans un projet collectif portant sur l'histoire des mouvements politiques des travailleurs québécois. Ces travaux ont abouti, au milieu des années 70, à la publication d'une série de documents et d'une chronologie historique et ont inspiré la ré-

³³⁶ Je ne donnerai pas ici la liste exhaustive, par trop longue, de ces écrits. Parmi les « classiques », l'on retrouve Oscar Ryan, *Tim Buck : A Conscience for Canada*, Toronto, 1975 ; et Louise Watson, *She Fought for Us*, Toronto, 1976. Sur le Parti comme tel, voir Tim Buck, *Lenin and Canada*, Toronto, 1970 et *Thirty Years*, Toronto, 1952. Pour une critique fulgurante de Buck historien, voir Ian Angus, *Canadian Bolsheviks : The Early Years of the Communist Party of Canada*, Montréal, 1981, en particulier pp. 80-86, 217-224.

³³⁷ Ryerson, *Unequal Union*, pp. 420-423. Pour un point de vue opposé, voir : Gregory S. Kealey, *Toronto Workers Respond to Industrial Capitalism*, Toronto, 1980 ; Bryan Palmer, *A Culture in Conflict*, Montréal, 1979 ; et Gregory S. Kealey et Bryan Palmer, *Dreaming of What Might Be : The Knights of Labor in Ontario, 1890-1902*, New York, 1982.

³³⁸ Plusieurs analyses de cette littérature sont récemment apparues. Pour des exemples, voir : Bryan Palmer, « Working-Class Canada : Recent Historical Writing », *Queen's Quarterly*, 86 (1979) : 594-616 ; David Bercuson, « Through the Looking Glass of Culture », *Labour/Le Travailleur*, 7 (1981) : 95-112 ; et Gregory S. Kealey, « Labour and Working-Class History in Canada : Prospects in the 1980s », *Labour/Le Travailleur*, 7 (1981) : 67-94.

daction de nombreuses thèses ³³⁹. De plus, il a œuvré à titre de directeur de la collection « Histoire des travailleurs québécois » du Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs québécois (R.C.H.T.Q.). Très certainement, ce travail contribua-t-il à l'émergence d'un autre effort collectif, dans lequel Ryerson s'engagea. Il s'agit de *150 Ans de lutttes : Histoire du mouvement ouvrier au Québec, 1825-1976*, une histoire populaire ayant connu un grand succès, parrainée par la C.S.N. et la C.E.Q. et publiée en 1979 ³⁴⁰.

[266]

Les années 70 furent aussi marquées par une certaine reconnaissance tardive de la contribution de Ryerson à l'historiographie canadienne. En 1974, il fut élu au conseil de la Canadian Historical Association et, à la suite de ce mandat de trois ans, présida le comité responsable de la participation canadienne au Congrès mondial d'histoire de Bucarest en 1980. De surcroît, la conférence tenue à l'université McGill, en mars 1980, autour du thème « Class and Culture : Aspects of Canada's Labour Past », organisée par Bryan Palmer, où David Frank de même qu'Alfred Dubuc lui rendirent hommage, fut dédiée à Ryerson.

L'autre contribution majeure de Ryerson, pendant la dernière décennie, dérive de son engagement soutenu au Québec. Que ce soit comme analyste respecté de la gauche québécoise pour le compte de nombreuses publications canadiennes-anglaises et américaines ³⁴¹, ou encore comme lien vivant avec la « vieille gauche » québécoise qu'il connut dans sa jeunesse, il a joué un rôle important au Québec pendant les années 70. En outre, il n'a cessé d'intervenir activement dans les débats politiques ³⁴². Enfin, il a amorcé, récemment, un processus de réévaluation de sa propre

³³⁹ *L'Action politique des ouvriers québécois (Fin du XIXe siècle à 1919)*, Montréal, P.U.Q., 1976, et *Chronologie des mouvements politiques ouvriers au Québec de la fin du XIXe siècle jusqu'à 1919*, Montréal, 1975.

³⁴⁰ Ryerson et al., *150 Ans de Lutttes : Histoire du mouvement ouvrier au Québec, 1825-1976*, Montréal, Édition C.S.N./C.E.Q., 1979. (Réédité en 1984. N.D.L.R.)

³⁴¹ Voir la bibliographie en annexe de la première édition de cet article pour ses contributions à *Canadian Dimension*, *This Magazine*, *Marxist Perspectives* et *Studies in Political Economy*. Cette bibliographie n'est pas reproduite dans cet ouvrage-ci.

³⁴² Voir Ryerson, « Nos débats difficiles », *Socialisme Québécois*, 24 (1974) : 79 ; « Mémoire à la commission parlementaire chargée d'étudier la 'Charte de la langue française' au Québec », dans *Le Capitalisme et la Confédération*, Mon-

histoire dont les premiers éléments apparaissent dans son texte « Comrade Beth ». En effet, le Montréal de Bethune ne fut-il pas aussi celui de Ryerson ³⁴³ ?

[267]

Conclusion

Stanley Ryerson : révolutionnaire, intellectuel, enseignant. Toute conclusion serait prématurée, puisque sa carrière est certes loin d'être terminée. Et, du reste, comment évaluer les contributions d'intellectuels révolutionnaires dans des périodes non révolutionnaires ? L'on ne peut guère se fonder sur les travaux des historiens classiques bourgeois, car aucun n'espère d'eux qu'ils acclament le marxisme. Bien que, comme nous l'avons indiqué, Ryerson ait réussi récemment à mériter leur admiration et leur reconnaissance réticentes, et même s'il correspondait au profil que Carl Berger avait esquissé de l'historien canadien né avant la Première Guerre, Ryerson ne fit l'objet d'aucune analyse systématique dans l'ouvrage *The Writing of Canadian History*. Pourtant, Berger, dans les brefs commentaires qu'il consacre à Ryerson, fait remarquer sa sensibilité peu commune à l'égard du Canada français et son empressement à voir en la rébellion de 1837 un mouvement social d'importance ³⁴⁴. La seule analyse systématique de l'œuvre de Ryerson qui ait été publiée est celle de Norman Penner, laquelle s'avère, toutefois, plus critique. Influencé sans doute par les luttes intestines de 1956-1957, Penner met, sans merci, le P.C.C. au pilori pour avoir confondu « théorie et tactique » et pour avoir subordonné la théorie « aux besoins du jour ³⁴⁵ ». Pour une large part, ces critiques sont justifiées, cela est certain. Cependant, Penner interprète d'une façon trop étroite le sens des écrits de Ryerson sur le Québec. En outre, il confond l'« utilisation » que le Parti en fit avec les écrits eux-mêmes, poussant l'excès jusqu'à utiliser un compte rendu de Sam Carr

tréal, 1978, pp. 350-364 ; et ses critiques virulentes à l'endroit de la gauche « m-l » dans *Canadian Dimension*, *This Magazine* et *Marxist Perspectives*.

³⁴³ Ryerson, « Comrade Beth », in Ryerson, Wendell MacLeod et Libbie Park, *Bethune : The Montreal Years : An Informal Portrait*, Toronto, 1978, pp. 136-167.

³⁴⁴ Berger, *Canadian History*, pp. 183-217.

³⁴⁵ Penner, *Canadian Left*, p. 168.

pour prouver « la subordination de la théorie à la tactique ³⁴⁶ ». En dernier lieu, la critique de Penner [268] est entachée d'un certain historicisme qui l'empêche de reconnaître le caractère relativement unique de Ryerson parmi les historiens du Canada ³⁴⁷.

Cette défense de Ryerson n'est pas une apologie. Comme j'ai tenté de le démontrer, son travail historique pose de sérieux problèmes, mais, si nous voulons développer une approche marxiste de l'histoire du marxisme au Canada, tant l'historien que son œuvre doivent être évalués dans leur contexte historique propre. Il en va de même en ce qui concerne les décisions d'ordre politique qu'il eut à prendre - surtout celles de 1956-1957 et de 1968-1969 - et qui sont à situer dans un contexte similaire de l'histoire du mouvement communiste. Les études de Fournier et de Comeau/Dionne ont amorcé ce processus au Québec mais des études semblables sont nécessaires au Canada ³⁴⁸.

³⁴⁶ *Ibid.*, pp. 113-120 ; la citation se trouve à la page 120.

³⁴⁷ Pour une critique de Penner en accord avec la mienne, voir Leo Panitch, « Canada's Socialist Legacy », *Canadian Dimension*, 13, 3 (août-septembre 1978) : 38-44. Ces commentaires siéent encore mieux à Brian McDougall, « Stanley Ryerson and the Materialist Conception of History : A Study in the Stalinist Distortion of Marxism », mémoire de M.A., Université Carleton, 1981.

³⁴⁸ Marcel Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*, Laval, 1979 ; Robert Comeau et Bernard Dionne, *Les Communistes au Québec, 1936-1956*, Montréal, 1980. Comparativement à la situation aux États-Unis, les études sur le Parti canadien sont peu développées. Aux États-Unis, en effet, nombre d'ex-communistes ont publié, dans les années 1960 et 1970, des réflexions critiques sur le Parti américain. Parmi elles, voir en particulier : Joseph R. Starobin, *American Communism in Crisis : 1943-1957*, Cambridge, Mass., 1972 ; George Charney, *A Long Journey*, Chicago, 1968 ; Peggy Dennis, *The Autobiography of an American Communist : A Personal View of a Political Life 1925-1975*, Westport, Conn., 1977 ; Jessica Mitford, *A Fine Old Conflict*, New York, 1977 ; Vera Buch Weisbord, *A Radical Life*, Bloomington, 1977 ; Al Richmond, *A Long View from the Left, Memoirs of an American Revolutionary*, Boston, 1973 ; Max Gordon, « The Communist Party of the 1930 and the New Left », *Socialist Revolution*, 27 (1976) : 11-66 ; Jon Wiener, « The Communist Party Today and Yesterday : An Interview with Dorothy Healy », *Radical America*, 11, 3 (mai-juin 1977) : 23-45 ; Peggy Dennis, « On Learning from History », *Socialist Revolution*, 29 (1976) : 125-143 ; et Peggy Dennis, « A Response to Trimberger », *Feminist Studies*, 5, 3 (1979) : 451-461. Sur 1956 et le Parti américain, voir Maurice Isserman, « The 1956 Generation : An Alternative Ap-

[269]

Ryerson semble bien avoir entamé un tel examen. En 1973, commentant la remarquable analyse du Parti communiste des États-Unis de l'après-guerre par Starobin, Ryerson se réfère à son propre « processus incomplet d'examen de conscience ». Laissant quelques indices au passage, toutefois, il fait allusion à « l'influence internationale » du browderisme, au « changement de cap que le XXe Congrès avait semblé initier », à « une dépendance politique et intellectuelle tacitement institutionnalisée vis-à-vis d'un mouvement révolutionnaire mondial dont le centre de gravité historique se situait à l'extérieur du pays », et, enfin, à « un sectarisme complaisant et stérile ». Pourtant, il faisait également remarquer qu'une « certaine rigidité du nerf de l'histoire » accompagnait « la persistance de problèmes, et non des moindres, d'envergure planétaire ³⁴⁹ ».

Cinq ans plus tard, avec « Comrade Beth », il revient de nouveau sur sa propre expérience, laquelle, bien entendu, a les mêmes racines que celles de Bethune. Il y discute du problème de la démocratie, qui, nous l'avons vu, le préoccupe de plus en plus au cours des années 60. « L'enjeu est la démocratie : non pas seulement la démocratie formelle, mais sa substance même », non pas de ces choses qui peuvent être différées parce que sans pertinence, mais « une question urgente exigeant une action immédiate ». Son inquiétude relative au problème de la démocratie socialiste l'amène à faire remarquer que « la 'secte' n'est rien d'autre que la structure du pouvoir excessivement petite » [270] et que « l'arrogance inhérente au dogmatis-

proach to the History of American Communism », *Radical America*, 14, 2 (1980) : 43-51, et l'excellent roman de Clancy Sigal, *Going Away, A Personal Memoir*, Boston, 1962. Pour des approches de l'étude du communisme, voir « Communism in Advanced Capitalist Societies », numéro spécial de *Radical History Review*, 23 (1980), en particulier, les articles de Buhle, Waltzer et Gordon ainsi que l'entrevue avec David Montgomery. Au Canada, très peu d'études ont été faites, et certains écrits sont vraiment grotesques. Voir, par exemple, le comportement du Parti à propos des mémoires de Tim Buck. Comparez Oscar Ryan, *Tim Buck : A Conscience for Canada*, Toronto, 1975, avec William Beaching et Phyllis Clarke, (éds), *Yours in the Struggle : Reminiscences of Tim Buck*, Toronto, 1977. Voir enfin l'excellente étude du P.C.U.S.A. par Maurice Isserman, « Peat Bog Soldiers : The American Communist Party During World War II », Thèse de doctorat, University of Rochester, 1979.

³⁴⁹ Starobin, *American Communism*. Voir note 69, supra. La critique qu'en a faite Ryerson a été publiée dans *Canadian Forum*, (février 1973) : 40-42.

me... pouvait tout autant effacer les identités individuelles que fabriquer des 'cultes de la personnalité' ». Pour Bethune, la solution résidait dans ses courageux engagements en Espagne et en Chine ; pour Ryerson, elle se trouvait dans sa lutte contre l'assujettissement du P.C.C. à l'Union soviétique comme en témoigne l'acceptation servile par ce dernier des événements de 1968. À la suite du 20e Congrès du P.C.C., Ryerson se retire pour réfléchir à ses divergences avec le Parti et, en 1971, il rompt formellement tous ses liens avec le P.C.C. ³⁵⁰

Nous sommes maintenant témoins d'un recul politique, par rapport aux acquis des années 60, et de la résurgence d'un mouvement marxiste-léniniste qui semble enclin à répéter les erreurs passées. En outre, une théorie marxiste s'est développée, laquelle, selon Edward Thompson et d'autres, est le reflet de cette politique ³⁵¹. Ryerson est également intervenu dans cette lutte, dénonçant le « pseudo-marxisme gauchement mécanique... de plus d'un intellectuel gauchiste québécois ». « La [271] variante de 'marxisme structuraliste' qui en résulte, soutient-il, exclut toute notion de sujet, de conscience et de culture - choses dont l'existence n'est qu'imaginaire »

³⁵⁰ Ryerson, « Comrade Beth », pp. 162-163. Voir note 64, *supra*. Dans ce passage, Ryerson s'inspire du remarquable essai de Jean-Paul Sartre, « Le socialisme qui vint du froid », que Sartre écrivit comme introduction à l'édition française du livre de Antonin J. Liehm, *Generace*, Vienne, 1968. La version française, publiée sous le titre *Trois Générations*, Paris, 1970, est celle citée par Ryerson. J'utilise ici l'édition américaine, *The Politics of Culture*, New York, 1973. Ce livre remarquable consiste en une série d'entrevues avec d'éminents intellectuels tchèques menées par Liehm et qu'il compléta en mai 1968 - après le Printemps de Prague mais avant l'intervention des troupes soviétiques et du pacte de Varsovie. L'introduction de Sartre (et la réponse qu'y fit Joseph Skvorecky) constitue d'excellentes condamnations du « socialisme » de l'Union soviétique et du bloc de l'Est. Les réflexions de Ryerson sur ce texte de Sartre et l'utilisation qu'il en fait sont d'un intérêt considérable. Il est à souligner, toutefois, qu'il a retranché de la citation de Sartre la plus virulente de ses accusations. Voir *Canadian Tribune*, 10 mars 1971, pour la déclaration laconique : « Le C.E. annonce que Stanley Ryerson n'est plus membre du Parti communiste du Canada ».

³⁵¹ E.P. Thompson, *The Poverty of Theory*, Londres, 1978. Voir aussi Bryan Palmer, *The Making of E.P. Thompson : Marxism, Humanism and History*, Toronto, 1981. Pour un commentaire intéressant sur le stalinisme qui va au-delà du rejet facile, voir Alexandre Adler, « Stalinism and the History of the Worker's Movement : It Was Not a Simple Deviation », *International Labor and Working-Class History*, 20 (automne 1981) : 1-6.

selon ces penseurs. De plus, le « souverain mépris affiché par ces néo-marxistes à l'égard de la réalité empirique les exempte de toute étude de cas spécifiques ³⁵². » Bien qu'il ne fût pas parmi les modérés de 1956, il joint sa voix aux leurs dans la critique de certaines formes du marxisme. En outre, dans le cadre de sa contribution à la session d'économie politique de 1980 organisée en l'honneur de Brough Macpherson, Ryerson fit observer :

Le fait qu'il prenait la démocratie au sérieux n'est pas la moindre des nombreuses et pénétrantes contributions de C.B. Macpherson à la théorie sociale. Par là j'entends que, plutôt que de succomber à la fantaisie du jour propagée par ceux de la gauche pour qui la démocratie n'est qu'une question formelle et un instrument tactique de la lutte de classes, il défendit fermement la substance de la démocratie en tant que valeur humaine fondamentale ³⁵³.

Ryerson, dans un examen de conscience antérieur, durant les années 60, avait endossé avec enthousiasme l'appel lancé par Garaudy en vue de mettre un terme à « cette conception figée qui voit le marxisme-léninisme comme une position à défendre, une forteresse à protéger... dénigrant les luttes de ceux qui ne font pas partie de 'nos gens' ». Pendant cette même période, il avait également exhorté les marxistes canadiens à étudier « la caractéristique principale de la réalité canadienne », en vue d'« expliquer le Canada, son passé et son présent, ainsi que ses rapports avec le processus de profonde transformation du [272] monde de notre temps ». Cette étude, de toute évidence, prit une place importante dans la vie de Ryerson ³⁵⁴.

Ryerson, comme il l'écrivit lui-même à propos de Norman Bethune, a été « un communiste engagé », « un antifasciste et un anti-impérialiste conséquent, un démo-

³⁵² Ryerson, « The Canada/Quebec Conundrum », *Marxist Perspectives*, 10 (1980) : 149-150. Voir également ses interventions antérieures dans de tels débats qui appellent à une plus grande ouverture « sans ce genre d'"exclusions" dont l'effet d'inhibition pourra nous coûter cher ». Et « Nos débats difficiles », *Socialisme Québécois*, 24 (1974) : 79. En français dans le texte (n.d.t.).

³⁵³ Ryerson, « Property and Some Limitations on Liberty », in *Papers Presented at the Fifty-second Annual Meeting of the Canadian Political Science Association* (1980) : 12.

³⁵⁴ Ryerson, « In France : 'The Week of Marxist Thought' », *Marxist Quarterly*, 1, 93-94 ; et « Conflicting Approaches to the Social Sciences » (voir note 12, *supra*). Voir aussi « Our Work with Ideas », *Viewpoint*, 3, 5 (juin 1966) : 57-62.

crate et un internationaliste canadien ». Tout comme Bethune, il reconnut que « l'égalité et l'autodétermination nationales sont les seules voies possibles au progrès du socialisme ». Et, enfin, tout comme Bethune encore, bien qu'il commît des erreurs, lui non plus « ne s'était pas trompé ³⁵⁵ ».

³⁵⁵ Ryerson, « Comrade Beth ».

[273]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section II. Un Parti et ses dirigeants

Texte 10

Fred Rose. Notes pour une biographie.

Marcel FOURNIER

[Retour à la table des matières](#)

La reconstitution de la vie d'un militant communiste est tout aussi difficile que celle de l'histoire du mouvement lui-même : il s'agit d'une sorte de puzzle, auquel il manque toujours des éléments, souvent les plus importants. Par ailleurs, selon l'angle ou la position que l'on adopte, la « réalité » apparaît elle-même différente et oblige à des interprétations nouvelles... Les difficultés sont grandes et les pièges nombreux : la biographie d'un militant politique remplit toujours une fonction politique, soit qu'elle fournisse le récit épique d'une vie héroïque, soit qu'elle intente un procès (d'intentions, etc.). L'une des façons de contourner ces difficultés et d'éviter ces pièges est de présenter des éléments d'information biographique tout en explicitant simultanément la démarche suivie pour les obtenir. Par touches successives, à la manière de la peinture impressionniste plus qu'à celle de la photographie, se dessine

alors le portrait du militant politique, portrait qui correspond tout autant à la réalité elle-même qu'aux diverses représentations que l'on s'en était faites.

« Un exilé politique en Pologne ... » L'étonnement de mes collègues universitaires polonais est grand lorsque je les informe que la Pologne a reçu au début des années cinquante un « réfugié politique »... venant d'un pays de l'Ouest. Pour des intellectuels sympathiques à l'action du mouvement Solidarité, il apparaît, en effet, inconcevable qu'un militant politique ait dû quitter un pays démocratique et riche, tel que le Canada, pour « s'enfermer » dans un pays de l'Est.

[274]

Le « hasard » d'un programme de coopération universitaire entre le Canada et la Pologne m'a permis de me rendre à Varsovie en novembre 1982, quelques semaines avant la promulgation de la « loi martiale », à un moment où les inquiétudes étaient grandes, et les files d'attente devant les magasins... longues. J'y suis resté une semaine, dans une sorte de retraite sérieuse qui réunissait des sociologues canadiens et polonais confrontés à la tâche (impossible ?) d'établir des éléments de comparaison entre leurs pays respectifs. C'est à la toute fin de ce séjour que j'ai pris l'initiative de téléphoner à Fred Rose pour obtenir un rendez-vous. Dès qu'il sut que je n'étais pas un journaliste en quête d'une interview sur la « situation en Pologne », il a aimablement accepté de me recevoir dans l'appartement qu'il occupait, tout près de la Vieille Place, au cœur même de Varsovie.

Fred Rose avait alors soixante-quatorze ans : celui que l'on appelait « le petit Fred » ne donnait nullement l'impression, même s'il avait été récemment malade, d'être un homme à la retraite, au terme d'une vie très active. Quel regard et quelle parole ! La discussion à laquelle participa activement sa femme s'est déroulée, tantôt en français, tantôt en anglais, dans une atmosphère amicale, quasi familiale.

Il fut évidemment difficile de ne pas évoquer la situation polonaise, de ne pas faire allusion à l'action du mouvement Solidarité. Sur ces questions, Fred Rose fut d'une grande discrétion, mais il ne put dissimuler ni sa grande tristesse, ni sa profonde inquiétude. Dégénération de la situation économique, menace d'une guerre civile, risque d'une intervention militaire soviétique et d'une répression politique, etc., autant d'aspects de la situation polonaise qui ne pouvaient être ignorés. Mais celui qui était rentré en Pologne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pendant la période dite « stalinienne ». ne pouvait percevoir l'U.R.S.S. d'une manière totale-

ment négative : cette « patrie du socialisme » avait été une force de libération, un véritable « grand frère ». Par ailleurs, et en raison même des luttes qu'il avait menées au Québec dans les années trente et quarante contre le cléricalisme et le nationalisme de Duplessis, Fred Rose n'associait pas la défense des valeurs religieuses et patriotiques au développement d'un mouvement social progressif. Peut-être voyait-il réapparaître en Pologne les « démons » [275] contre lesquels il avait lutté quelques décennies auparavant au Canada français ³⁵⁶ ?

Du Québec et du Canada, Fred Rose ne gardait pas que des souvenirs vagues. Les liens avec son pays d'appartenance étaient encore étroits, effectifs : sa fille unique vit à Montréal. De plus, par la correspondance, il demeurait en contact avec d'anciens amis. Enfin, par de nombreuses lectures, il lui était possible de demeurer bien informé de l'évolution politique au Québec et au Canada : l'élection de René Lévesque, par exemple. Sur une table dans son bureau, on pouvait voir des publications canadiennes, toutes récentes, des Presses de l'Université de Toronto ou de Progress Books. La présence dans son salon d'une toile représentant un paysage québécois traduisait aussi son attachement au Québec et au Canada. Jamais Fred Rose n'était revenu au pays, jamais d'ailleurs il n'a voulu redemander lui-même son passeport canadien. À certains moments, ses propos trahissaient une légère amertume : celle d'être demeuré persona non grata dans le pays où il avait consacré le meilleur de sa vie à l'avancement d'idées politiques progressistes et à l'amélioration du sort des classes populaires.

Dans La Presse du jeudi 17 mars 1983, à la page A-5 du premier cahier, l'on apprenait, par le biais d'un communiqué de l'agence U.P.C., le décès de Fred Rose. Accompagné d'une photographie d'archives datant des années cinquante, l'article était titré « Décès de l'ex-député communiste Fred Rose » et se lisait comme suit :

Fred Rose, un ex-député fédéral de Montréal qui avait été reconnu coupable, à la fin des années 1940, d'espionnage pour le compte de l'U.R.S.S., est décédé hier à Varsovie, en Pologne, à l'âge de 76 ans.

Rose, qui vivait dans la capitale polonaise depuis 1953, souffrait d'une insuffisance cardiaque et avait été hospitalisé hier matin.

[276]

³⁵⁶ Voir Marcel Fournier, « La Pologne autogestionnaire, une illusion ? », *Possibles*, 6, 2 (1982) : 185-191.

Il avait été élu au Parlement d'Ottawa sous la bannière du Parti travailliste progressiste, d'obédience communiste, pour la circonscription montréalaise de Cartier, lors d'une élection complémentaire tenue en 1943, et avait été réélu aux élections générales de 1945.

Mais la même année, Igor Gouzenko, un commis au décodage de l'ambassade de l'U.R.S.S. à Ottawa, faisait défection et remettait aux autorités canadiennes une liste d'espions canadiens travaillant pour l'Union soviétique. Gouzenko est décédé l'an dernier.

Dans l'année qui suivit, Rose et 19 autres Canadiens furent traduits en justice sous l'accusation d'avoir espionné pour le compte de l'U.R.S.S. Rose passa six années en prison, et à sa libération, en 1953, il émigra en Tchécoslovaquie. Après avoir séjourné quelque temps dans ce pays, il s'installa en Pologne, où il devait demeurer jusqu'à sa mort.

De Fred Rose, je n'avais personnellement jamais entendu parler ni dans les cours d'histoire ni dans ceux de sciences politiques jusqu'au moment où j'entrepris, en 1968, une étude du mouvement communiste au Québec ³⁵⁷. Après avoir dépouillé la faible documentation que possèdent les bibliothèques universitaires et publiques, je suis allé directement « à la source » pour m'entretenir avec les « anciens militants », les Évariste Dubé, Léo Lebrun, Bernadette Lebrun, Willie Fortin, Ph. Richer, E. Samuel, N. Duchesne, M.A. Maranda, Paul Moisan, F.-X. Lessard, Marcel Gélinas, Blanche Gélinas, Henri Gagnon, Gui Caron, S.B. Ryerson, etc. Ce sont eux qui m'ont parlé de Fred Rose, du « p'tit Fred », comme on disait d'une façon amicale. Les commentaires étaient, dans l'ensemble, fort élogieux. « C'était un ami... C'est un homme », précisera avec admiration l'un de ceux qui l'ont bien connu. Tous souligneront l'importance du rôle de Fred Rose au plan des relations entre militants de langue française et de langue anglaise : en raison de sa maîtrise de la langue [277] française, il était un véritable « trait d'union ». Certains me fourniront aussi quelques informations biographiques.

³⁵⁷ Marcel Fournier, *Histoire et idéologie du groupe canadien-français du Parti communiste, 1925-1945*, Thèse de maîtrise (direction : Marcel Rioux), Département de sociologie, Université de Montréal, 1969. Voir aussi, Marcel Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1979.

Fred Rose est né en Pologne. Il est arrivé au Canada à l'âge de 13 ans. Son métier était électricien, ensuite il est devenu journaliste [...]. Son vrai nom était Rosenberg. Il y avait aussi son frère : lui et Fred étaient très actifs dans les unions.

Il ne faisait aucun doute pour ces militants que Rose avait été, avec Évariste Dubé et Stanley B. Ryerson, l'un des militants les plus actifs, les plus importants au Québec : Dubé représentait la base (« le bon ouvrier qui manquait de formation universitaire » mais à qui l'on confiait des responsabilités), Ryerson, l'intellectuel, « la lumière qui nous a aidés », dira l'un d'eux, et enfin Rose, l'organisateur. La place qu'occupait celui-ci était d'autant plus importante qu'en plus d'être permanent, il avait accédé à une position politique, celle de député ouvrier-progressiste.

D'ailleurs, s'il est un événement dont tous les « anciens militants » se souvenaient très bien avec enthousiasme et fierté, c'était l'élection de Rose dans la circonscription montréalaise de Cartier.

Ç'a été toute une campagne. On organisait des soirées de porte à porte. On faisait trois ou quatre familles par soirée. Je présentais Fred Rose, on faisait signer des cartes. Des soirs on avait 400 personnes qui faisaient du porte à porte. On distribuait aussi des circulaires. Des artistes commerciaux donnaient de leur travail. Le travail à la maison, ça coûtait rien. L'élection a dû coûter de 8 000 \$ à 9 000 \$. Au parc Jeanne-Mance, il y a eu une grande assemblée publique où il devait y avoir vingt mille personnes. Quand Fred Rose a été élu, on a été surpris : 32 voix de majorité. Ça pris quatre jours pour recompter les bulletins. Les gars du Bloc populaire voulaient contester l'élection. Rose est resté avec 14 voix de majorité. Cartier, c'était un comté cosmopolite, mais il y avait des Canadiens français. Si des Canadiens français n'avaient pas voté pour lui, il serait pas passé. En 1945, il a été réélu avec plus de 1000 voix de majorité. On l'avait baptisé « Mosquito ».

Sur le plan politique, cette élection de Fred Rose (et sa réélection en 1945) constitue la seule victoire importante des [278] militants communistes au Québec. À la première élection, qui est une élection complémentaire, la majorité est faible (150 voix), l'ensemble du vote se répartissant d'une manière serrée entre le candidat du Parti ouvrier-progressiste, Fred Rose (5 789), celui du Bloc populaire (5 639), Paul Massé (5 462), celui du Parti libéral, L. Philips (4 129) et celui du C.C.F., David Lewis (3 302).

La campagne électorale de Fred Rose, en 1943, s'inscrit manifestement dans la politique de l'« effort de guerre » du Parti, mais l'accent est d'abord mis sur les questions d'ordre économique : la lutte contre la pauvreté, pour la « satisfaction des besoins immédiats ». Le slogan de Fred Rose est alors : « Avec Fred Rose vous pouvez construire un Cartier heureux. » Un tract, *La Vie dans Cartier*³⁵⁸, diffusé lors de la campagne électorale, présente les enjeux dans les termes suivants :

CARTIER - le voici. Marchez le long des rues... regardez attentivement les figures tirées et fatiguées des habitants. Et rappelez-vous comment, à chaque époque électorale, les candidats libéraux descendent de leurs claires maisons de Westmount, avec des sourires et des belles promesses, demandant à ces habitants de Cartier de mettre leur confiance en eux. Des ruelles sales et malodorantes, et pas de terrains de jeux, des baraquements insalubres, et pas de maisons habitables ; voilà les résultats de 25 ans d'administration libérale dans Cartier. Les hommes et les femmes qui luttent pour la victoire, dont les fils, par milliers, combattent, réclament aujourd'hui de l'action et non des promesses. Le 9 août, vous aurez de nouveau le droit démocratique d'aller voter. Usez-en sagement. Il est temps de choisir un homme dont les actes, aussi bien que les paroles, prouvent qu'il lutte pour raser les taudis et construire des maisons saines à bon marché.

Deux ans plus tard, en 1945, Fred Rose sera réélu, avec une majorité supérieure à 1 500 : il sera le premier et le seul militant [279] communiste du Québec à siéger comme député au parlement d'Ottawa.

Le contexte politique de ces victoires est celui de la Seconde Guerre mondiale. Pour le P.C.C., les premières années de cette guerre sont difficiles : la signature d'un pacte entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. (23 août 1939) suscite des protestations et provoque aussi quelques défections. Dans toute la presse francophone, la réaction en est une de colère et associe le bolchevisme au fascisme. Par ailleurs, en raison de son opposition ouverte à la guerre et à la politique extérieure du gouvernement King, le Parti est l'objet d'une répression sévère - emprisonnement de militants au camp de Petawawa - qui l'oblige à poursuivre ses activités de façon clandestine. Le seul groupe auprès duquel les militants québécois peuvent espérer obtenir une audience est

³⁵⁸ Le tract est illustré de deux grandes photographies : l'une représente un enfant, le pouce dans la bouche et pieds nus, assis sur les marches d'un escalier ; l'autre, un groupe de travailleurs qui discutent debout dans une cour intérieure sombre et délabrée.

celui des « nationalistes » qui, dans leur refus de la conscription, manifestent une opposition irréductible à la guerre : le « rapprochement » s'effectue par le biais de la publication en mars 1941 du journal *La Voix du Peuple*, dont le responsable du secrétariat, Gui L. Caron, est membre du Parti. Mais cette initiative est de courte durée : moins de deux ans plus tard, la modification de la conjoncture internationale - agression hitlérienne contre l'U.R.S.S. en juin 1941 - amène le P.C.C. à changer sa position et à participer à l'« effort de guerre total ». Le Parti retrouve aussi sa « légalité » : peu après la signature du pacte entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., des militants, dont plusieurs Québécois - E. Dubé, E. Samuel, W. Fortin, H. Gagnon, S.B. Ryerson, Fred Rose, etc. -, sortent de la clandestinité, se constituent prisonniers et, après un court procès à Toronto, obtiennent leur liberté. Pendant toutes ces années, le P.C.C. se trouve donc, au Québec, dans une situation paradoxale : alors même que la population francophone apparaît indifférente ou, tout au moins, convaincue que le gouvernement ne décrètera pas la conscription, le Parti est « contre la guerre » ; par contre, au moment même où cette population se mobilise, derrière les nationalistes, pour s'opposer à la conscription (lors du plébiscite de 1942 : 72% de « non » au Québec), les militants communistes prônent « l'effort total de guerre » et invitent les jeunes à joindre volontairement l'armée.

Par ailleurs, afin d'exercer au Canada une influence politique plus large, le P.C.C. s'inspire de la formule du « Front populaire » et met sur pied, en 1943, le Parti ouvrier-progressiste :

[280]

Photo 17.

**À droite : Fred Rose (1907-1983).
Le seul député du Parti communiste canadien
à la Législature fédérale (1943-1946).**

[Retour à la table des matières](#)

[281]

regroupement de clubs hétérogènes, cette organisation politique n'emprunte rien aux structures classiques d'une organisation léniniste et propose une plate-forme politique réformiste (assurance-santé, plein emploi, pensions de vieillesse à soixante ans, réforme du système de taxation, création d'un Code du travail national et démocratique, abolition du Sénat, adoption d'un drapeau et d'un hymne nationaux, modification de la loi électorale et introduction de la représentation proportionnelle, etc.). Les chances d'une telle initiative apparaissent alors d'autant plus faibles qu'un tel espace politique est déjà occupé au niveau, canadien par la C.C.F. et, au niveau provincial, par le Bloc populaire (15% des votes en 1944, élection de quatre candidats, dont André Laurendeau). C'est en fait la division des votes entre ces deux partis et le Parti libéral qui, en 1943, assure, à la surprise même des militants communistes, l'élection de Fred Rose.

Si les « anciens militants » parlent avec enthousiasme de ces victoires de Fred Rose, c'est avec beaucoup plus de discrétion qu'ils font allusion à l'affaire Gouzenko : à la suite des « révélations » en juin 1946 d'une Commission royale d'enquête présidée par les juges R. Taschereau et R.K. Kellock, sont portées huit accusations pour espionnage avec sentences de prison : six ans pour Fred Rose et Sam Carr, deux pour Raymond Boyer. Pour le Parti ouvrier-progressiste et plus largement pour le mouvement communiste, l'impact de ces condamnations est considérable. Pour Fred Rose, c'est la fin d'une vie militante active consacrée à la défense des intérêts de la classe ouvrière canadienne ; même s'il demeure membre du P.C.C., il est hors de question, et lui-même le reconnaît, qu'il puisse faire quelque chose au Parti ou pour le Parti.

Dans le cadre de mon mémoire de maîtrise, je ne consacrais à cette affaire politico-juridique que quelques lignes :

[...] C'est dans ce contexte politique - identifié aux États-Unis au mac-carthysme et symbolisé par le procès des Rosenberg - qu'en 1946 le député fédéral de Cartier et membre du Parti ouvrier-progressiste, Fred Rose, est arrêté par la G.R.C., puis condamné pour espionnage [...]. Connue dans les annales juridiques sous le nom d'« affaire Gouzenko » (du nom du commis de l'ambassade de l'U.R.S.S. [282] qui a transmis au ministre de la Justice les documents inculquant Fred Rose), cet événement a un retentissement considérable : mise sur pied d'une Commission royale d'enquête, recours à la Loi sur les mesures de guerre pour adopter en secret un ordre-en-conseil auto-

risant la G.R.C. à détenir les personnes soupçonnées de communiquer des informations à des puissances étrangères (octobre 1945), arrestation de treize suspects qui sont interrogés sans qu'il n'y ait d'accusation formelle (février 1946), condamnation de Fred Rose à six ans d'emprisonnement (15 juin 1946), etc.

Cette condamnation-répression ne parvient peut-être pas à faire disparaître le mouvement communiste mais, surtout parce qu'il n'est pas encore très fortement enraciné et qu'il est tiraillé par des dissensions internes, elle l'affaiblit considérablement. Elle écarte de la scène politique l'un de ses militants les plus actifs et les plus admirés, Fred Rose, qui était devenu depuis l'âge de dix-huit ans un permanent du Parti. Il était également consacré, au cours des années 1940, comme la figure la plus importante du mouvement au Québec ³⁵⁹.

Capitale dans l'histoire du P.C.C., l'affaire Gouzenko est fort complexe, énigmatique. La justice a tranché, mais ce jugement sera-t-il celui de l'Histoire ?

Dans ses *Réminiscences*, publiées quelques années après sa mort, le leader du P.C.C., Tim. Buck, parle avec affection de Fred Rose.

(Fred Rose) has been an electrician by trade. He had worked with his father, who was a carpenter, but he had quit while he was still in his very early twenties. For all his life, since then, he had been a full-time officer of the Communist Party, or of one or the other of the organizations around the Communist Party, starting as secretary of the Young Communist League ³⁶⁰.

[283]

Face à l'affaire Gouzenko, Tim Buck adopte une attitude prudente, nuancée, mais il ne cherche ni à camoufler certains faits ni à réfuter quelques « révélations » qui,

³⁵⁹ Marcel Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*, pp. 110-111. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

³⁶⁰ Tim Buck, *Yours in the Struggle, Reminiscences of Tim Buck*, Toronto, NC Press Limited, 1977, p. 356. Dans l'ouvrage qu'il consacrait en 1952 à l'histoire du Parti (*Thirty Years, 1922-1952, The Story of the Communist Movement in Canada*, Toronto, Progress Books, 1952), Tim Buck ne faisait allusion ni à l'élection de Fred Rose ni à son inculpation dans l'affaire Gouzenko. La seule référence dont il est l'objet concerne sa participation, avec É. Dubé, à la mise sur pied d'une section canadienne-française du P.C.C.

faites au moment de l'enquête, l'ont étonné : relations de Fred Rose avec des membres de l'ambassade soviétique. Buck refuse cependant d'une manière catégorique de reconnaître la culpabilité des membres de son Parti : « Il n'y avait aucune preuve [...]. Fred a été piégé dans une chaîne d'événements et a été la victime de ce qui est un coup monté dans le but politique de modifier les relations entre le Canada et l'Union soviétique ³⁶¹. » L'opération était donc politique et « les effets sur le Parti ont été très mauvais » parce que « des milliers de membres ont cru les journaux et la radio ».

Publiée en 1982, la première histoire officielle du P.C.C., *Canada's Party of Socialism - History of the Communist Party of Canada, 1921-1976* ³⁶², comprend, si l'on se fie à l'index, cinq références à Fred Rose : sa participation en 1929 à un débat à titre de secrétaire de la *Young Communist League*, sa participation lors du 6e Congrès à une lutte contre l'« opportunisme de droite », sa première élection en 1943 sous la bannière du Parti ouvrier-progressiste, son arrestation et son procès au moment de l'affaire Gouzenko et enfin, dans un chapitre consacré à la « Question nationale au Canada », sa position sur cette question. De Fred Rose, l'on rappelle la « contribution spécifique à la construction du Parti parmi les ouvriers canadiens-français, la participation à la défense du peuple canadien-français contre toute forme de discrimination économique, politique, sociale, culturelle et linguistique, qui lui ont gagné le cœur de plusieurs Canadiens français, en particulier au sein de la circonscription montréalaise ouvrière de Cartier ³⁶³ ». Mais de toute évidence, l'affaire Gouzenko retient l'attention (4 pages) : celle-ci est présentée comme une opération politique qui, dans le contexte de [284] la guerre froide, a eu pour objectif de faire taire Fred Rose et de discréditer le mouvement communiste. Quant au jugement dont celui-ci est l'objet, il apparaît des plus arbitraires puisque la preuve est faible et aussi « d'un usage non légal dans le déroulement normal d'un procès ».

Pour leur part, les historiens Robert Comeau et Bernard Dionne font aussi, dans leur brève étude *Les communistes au Québec, 1936-1956* ³⁶⁴, référence à l'affaire

³⁶¹ *Ibid.*, p. 355.

³⁶² Toronto, Progress Books, 1982.

³⁶³ *Ibid.*, p. 254.

³⁶⁴ Montréal, Les Presses de l'Unité, 1980, 104 p.

Gouzenko. Et de Fred Rose, on résume l'itinéraire social et politique de la façon suivante :

À l'élection fédérale de juin 1945, le P.O.P. avait obtenu 109 778 votes pour ses 68 candidats et il avait réussi à faire réélire Fred Rose comme député de Montréal-Cartier. Rose, né Rosenberg, était citoyen canadien depuis 1925, année où sa famille arrive de Pologne. Successivement secrétaire national de la *Young Communist League* en 1925, membre du comité exécutif international de la Y. C.L. en 1930, membre de l'exécutif du P.C.C., puis du P.O.P., depuis 1929, candidat défait au fédéral en 1935 et au provincial en 1936, Rose fut élu pour la première fois au Parlement fédéral en août 1943 au cours d'une élection partielle où il défit les candidats du Bloc populaire, du Parti libéral et de la C.C.F. (en l'occurrence David Lewis). Il fut réélu le 11 juin 1945 au cours des élections générales avec une majorité de 1510 voix. Inutile de dire que Fred Rose fut le seul député communiste à avoir siège au Parlement canadien. Déjà, il avait axé sa campagne électorale sur le thème de la lutte pour la paix ³⁶⁵.

Même s'ils indiquent que Fred Rose a toujours proclamé son innocence, R. Comeau et B. Dionne n'en laissent pas moins planer un doute, en se demandant si tout communiste convaincu que l'U.R.S.S. est la patrie du socialisme ne devait pas « fournir toutes les informations nécessaires à sa défense contre la menace d'une troisième guerre ³⁶⁶ ». Au moment du procès, [285] Igor Gouzenko aurait lui-même déclaré que « le Parti communiste, dans les pays démocratiques, s'est depuis longtemps transformé, de parti politique qu'il était, en une agence du gouvernement soviétique, en une Cinquième Colonne dans ces pays en vue d'une guerre ». Mais les auteurs tiennent aussi compte du contexte politique, du climat dans lequel s'est déroulé le procès et qui relève de l'hystérie anticomuniste : interruption de réunions, arrestation de Gui Caron et de dizaines de militants, saisie de tracts et application de la « loi du Cadenas » pour empêcher le Parti de s'exprimer, etc.

Dans une étude récente, *The Strangest Dream* ³⁶⁷, la journaliste Merrily Weisbord consacre trois chapitres à l'affaire Gouzenko et fournit une analyse minutieuse

³⁶⁵ *Ibid.*, p. 39.

³⁶⁶ *Ibid.*, p. 40.

³⁶⁷ Merrily Weisbord, *The Strangest Dream. Canadian Communists, the Spy Trials and the Cold War*, Toronto, Lester and Orpen Dennys, 1983. Traduction française : *Le rêve d'une génération*, VLB Éditeur, 1988.

de la Commission d'enquête présidée par les juges R. Taschereau et R.K. Kellock. Pour Weisbord, cette commission, dont le rapport est rendu public en 1946, ne réussit à établir qu'un seul fait, à savoir qu'un scientifique à l'emploi du gouvernement, Raymond Boyer, a transmis en 1943 un « secret » à Fred Rose. Parce qu'il s'agit non pas d'un « secret atomique » mais tout simplement d'informations relatives à la fabrication d'un nouvel explosif, le RDX, l'affaire Gouzenko soulève rétrospectivement plusieurs questions. D'abord, le mode de fonctionnement de la commission est beaucoup plus celui d'un tribunal que celui d'une commission royale : l'on cherche, en effet, à prouver que les suspects sont coupables, mais sans respecter les procédures proprement légales (droit de *l'habeas corpus*, droit à la consultation légale, accès à l'information, droit au contre-interrogatoire, etc.). En deuxième lieu, l'accusation contre Rose et les autres suspects paraît insignifiante : il ne peut, en 1943, être question d'espionnage, c'est-à-dire de transmission d'informations à un pays ennemi, puisque l'U.R.S.S. est alors officiellement un pays allié. Sur ce point, Fred Rose est allé en appel (*Rose vs The King*, 1947, 3 D.L.R., 618, Québec), mais les documents, qui auraient dû bénéficier d'une « immunité diplomatique », sont considérés « admissible as [286] évidence ». Enfin, les éléments de la preuve demeurent très fragiles et reposent largement sur le témoignage de l'employé de l'ambassade soviétique à Ottawa, Igor Gouzenko, qui, devant la commission, se cache le visage dans un sac de papier. Dans le contexte de la guerre froide, la signification véritable de cette enquête-procès ne peut être, pour Weisbord, que politique : démontrer qu'il y a au Canada une Cinquième Colonne composée de membres du Parti communiste du Canada et que les Soviétiques obtiennent de leurs sympathisants des informations militaires pour préparer la troisième guerre mondiale qu'ils mèneront contre le capitalisme.

The damage done by the spy trials is not to be found in the "secrets" given or in the augmented power to the Soviets but in the way the trials were used : to inaugurate the Cold War, to justify the arms race, to strengthen the secret service, to smash the militant unions, to repress dissent, and to leave the world teetering dangerously on the edge of brinkmanship ³⁶⁸.

L'impact de l'affaire Gouzenko se fait aussi sentir dans les milieux scientifiques eux-mêmes, puisque trois chercheurs du Conseil national de recherche du Canada s'y trouvent impliqués : Raymond Boyer, un expert en explosifs, Edward Mazerall, un ingé-

³⁶⁸ *Ibid.*, p. 173.

nieur de la *Radio and Electrical Engineering Division* et Durnford Smith, un diplômé de l'université McGill. Raymond Boyer est alors le plus éminent de ces trois scientifiques : détenteur d'un doctorat en chimie de l'université McGill, celui-ci a séjourné un an à l'université Harvard, deux ans à l'université de Vienne et un an à la Sorbonne. Lorsque, en 1940, il offre ses services au C.N.R., il entreprend, parallèlement à ses recherches, une carrière dans l'enseignement au département de chimie de l'université McGill. En mai 1945, Boyer devient le premier président d'une nouvelle association de scientifiques, la *Canadian Association of Scientific Workers*. Comme le remarque Paul Dufour dans son étude « Les 'Eggheads' et l'espionnage », l'arrestation de ces scientifiques et en particulier du président de la [287] C.A.S.W. est alors très nuisible au milieu scientifique, à son image publique et mine la crédibilité d'associations qui, telle la C.A.S.W., défendent la libre diffusion internationale des connaissances scientifiques : les scientifiques apparaissent, dans ce contexte, comme de grands naïfs, incapables d'évaluer la dimension politique de leurs activités ³⁶⁹. L'université McGill est aussi, au moment du procès, mise sur la sellette ; elle est accusée d'être un « foyer rouge » : « We send our boy to McGill a Canadian democrat and he graduates an international communist ³⁷⁰. » Raymond Boyer est alors ouvertement associé au P.C.C., mais Tim Buck fournira, dans ses *Réminiscences*, la précision suivante : « He was a member of the Party without being in the Party. He didn't belong to any Party Club. » Et au sujet de sa participation à l'affaire Gouzenko, celui-ci conclura : « Even if one justifies his conviction and his imprisonment, it seemed to me to go a long way to say Raymond Boyer was a spy ³⁷¹ » La « vérité » demeure toujours dans le brouillard, non seulement en raison de la discrétion des personnes impliquées, mais aussi de la non-disponibilité des documents originaux (par exemple, les documents qu'a pris Gouzenko à l'ambassade soviétique). Et même si Merrily Weisbord n'a pas réussi à arracher une « confidence » à Fred

³⁶⁹ Paul Dufour, *Les « Eggheads » et l'espionnage. Les réactions des scientifiques américains, canadiens et britanniques à l'affaire Gouzenko en 1946*, Mémoire de maîtrise présenté à l'Institut d'histoire et sociopolitique des sciences, Université de Montréal, 1979, 78 p. ; Paul Dufour, « Eggheads and Espionnage : The Gouzenko Affair in Canada », *Revue d'études canadiennes/journal of Canadian Studies*, 16, 3-4 (Automne-Hiver 1981) : 188-198.

³⁷⁰ *Quebec Chronicle-Telegraph*, 18 mars 1946, cité par P. Dufour, *Les « Eggheads » et l'espionnage*.

³⁷¹ Tim Buck, *Yours in the Struggle*, p. 355.

Rose, son ouvrage fournit de nombreuses et précieuses informations à la fois objectives et subjectives (réactions des militants) relatives à l'affaire Gouzenko. Au sujet de Fred Rose lui-même, il est possible de se faire une meilleure idée de l'itinéraire qu'il a suivi et des actions qu'il a menées : arrivée au Canada à l'âge de treize ans, travail de supervision dans une entreprise montréalaise de fabrication de lampes de radio, adhésion à l'âge de dix-huit ans à la *Young* [288] *Communist League*, mise sur pied d'un syndicat d'électriciens, recrutement et formation des militants francophones, arrestations (en 1929 et 1931) et vie clandestine, participation aux élections de 1935 et 1936, élection en 1943, etc. Enfin Merrily Weisbord apporte quelques précisions au sujet des motivations qui ont guidé l'engagement politique de Rose et de l'orientation que celui-ci a donnée à son action : haine de l'injustice, lutte pour une « société décente », admiration pour l'Union soviétique, préoccupations pour les « practical issues », etc. « We were involved, confiera-t-il, in very practical issues of fighting for the people. Issues of the days. »

Lorsqu'il est condamné en 1946, Fred Rose a trente-huit ans, il est militant communiste depuis plus de vingt ans, il est membre du Parlement fédéral... Après avoir tenté de conserver son siège à la Chambre des communes, celui qui a toujours maintenu un rapport actif à la vie et développé une attitude de combat n'a guère d'autres choix que de se mettre « sur la défensive », de se faire oublier... À sa sortie de prison, Rose, affaibli physiquement, se retrouve devant rien. Le Parti peut difficilement lui confier d'importantes responsabilités, mais des militants se cotisent pour lui fournir un appui financier et l'aident à se trouver un emploi. Pendant quelque temps, Rose tente de « refaire sa vie » comme électricien, son premier métier, et comme vendeur de lampes, mais le harcèlement de la police rend sa situation intenable. Aussi, devant l'absence de toute alternative pratique, prend-t-il la décision, sans consulter le Parti précise Buck ³⁷², d'entreprendre des négociations auprès de l'ambassade de Pologne afin d'obtenir le statut de réfugié politique. Cette démarche apparaîtra, au leader du P.C.C., comme une « grande erreur ». Après un bref séjour en Tchécoslovaquie, Fred Rose s'établira en Pologne, son pays natal, où il travaillera, entre autres, comme traducteur et rédacteur de textes pour la revue officielle *Poland*. À Merrily Weisbord, qui l'a rencontré à Varsovie, il écrira quelques

³⁷² Tim Buck, *Yours in the Struggle*.

semaines avant sa mort : « They're determined to perpetuate a lie about me. They'll never let me back. But I'd match my political past with any one of them ³⁷³. »

[289]

L'histoire personnelle de Fred Rose apparaît, dans les années 1930 et 1940, indissociable de celle du P.C.C. : il aura été, pour reprendre le titre d'un ouvrage sur le Parti communiste français, *Au service du Parti* ³⁷⁴. Mieux que tout autre, Rose incarne la trajectoire de celui qui, d'origine ouvrière et d'occupation manuelle, se transforme, par son adhésion au Parti et par son militantisme, en organisateur, puis en « intellectuel de parti » largement absorbé par des tâches de journalisme politique et de propagande, et enfin, par son élection à la Chambre des communes, en homme politique : connaissance du marxisme, connaissance de la situation politique nationale et internationale, tâches d'organisation et de stratégies politiques, etc. Sa responsabilité d'« organisateur du Parti au Québec » ou de « leader de la section québécoise » et aussi celle de député l'ont amené à prendre publiquement position sur diverses questions et à expliciter la « ligne du Parti ». Les textes que Rose a publiés sont soit des articles pour le journal *The Worker*, soit des brochures éditées par le Parti et par des organisations liées au Parti. Selon les informations bibliographiques fournies par B. Dionne et R. Comeau, ces brochures sont les suivantes :

- *Fascism over Canada*, Toronto, New Era Publishers, 1938.
- *L'Armée rouge en action*, Montréal, Éd. du P.C.C., 1941, 15 p.

³⁷³ Merrily Weisbord, *The Strangest Dream*, p. 168.

³⁷⁴ Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du Parti. Le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1952)*, Paris, Fayard-Minuit, 1983. L'auteure fournit une analyse attentive et apporte une critique sévère de l'attitude des politiques du Parti en matière de culture. Si Verdès-Leroux met bien en évidence les phénomènes de soumission des intellectuels à l'égard du Parti, elle néglige quelque peu l'apport du Parti à la « naissance d'intellectuels » : l'adhésion au Parti signifie pour le militant l'accès à la littérature politique, l'exercice d'activités de propagande et parfois la rédaction de tracts, d'articles et d'ouvrages. Ces activités intellectuelles sont évidemment étroitement liées aux actions d'une organisation politique, mais en est-il autrement pour tout intellectuel au service d'une organisation politique ou même d'un gouvernement ? La faiblesse de l'ouvrage de Verdès-Leroux est d'avoir idéalisé l'autonomie du « grand intellectuel ».

- *La Cinquième Colonne d'Hitler dans le Québec*, Montréal, Progrès de Villeray, 1943, 48 p.

[290]

Photo 18.

Pamphlet du Parti communiste canadien en 1936 à Montréal.
Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

[291]

- *Le masque tombe*, Montréal, Brochure du Comité Provincial du P. O. P., 1944, 13 p.
- *La menace du chaos, Le complot tory contre le Canada*, Montréal, publié par le P. O. P., 1944, 14 p.
- *La lutte pour la paix*, Montréal, Éd. du P.O.P., 1945, 11 p.

Publiées durant la Seconde Guerre mondiale, toutes ces brochures touchent aux grandes questions qui mobilisent alors l'opinion publique : évidemment, au plan international, la guerre et le fascisme, et au plan local, la question nationale.

Dans le contexte politique des années 1930 et 1940, le nationalisme est largement assimilé, par les militants communistes et progressistes, au fascisme : la « Cinquième Colonne », les vrais « ennemis du peuple canadien-français », ce sont tous ceux qui « creusent le gouffre entre les races, les classes et les religions du pays et aiguissent les hostilités au point où une guerre civile éclatera et affaiblira le pays pour qu'il puisse être conquis sans lutte ». Dans *La Cinquième Colonne*, pamphlet préfacé par Emery Samuel, Fred Rose identifie clairement ces ennemis : l'Ordre de Jacques-Cartier qui contrôle des journaux (dont *Le Devoir*) et diverses organisations (Société Saint-Jean-Baptiste, etc.), le journal *La Nation* et son directeur, Paul Bourchard, et aussi plusieurs intellectuels et hommes politiques, dont l'abbé Groulx, André Laurendeau, Fr.-A. Angers, Dostaler O'Leary et Jean Drapeau.

L'action de ces individus et de ces groupes apparaît d'autant plus dangereuse qu'elle mine l'unité du Canada à un moment où Canadiens français et Canadiens anglais doivent marcher ensemble plus rapidement « sur la route de la guerre totale qui mène à la victoire sur les nazis ». Pour maintenir cette unité, Rose presse le Premier ministre King d'adopter des mesures politiques qui puissent « faire disparaître les griefs du peuple canadien-français » - bas salaires, faible éducation, chômage, etc. - et aussi éliminer « les inégalités en rapport avec l'usage du français » (par exemple dans les forces armées).

Dans un discours qu'il prononce, en novembre 1944, à la Chambre des communes, Fred Rose reformule, mais d'une manière succincte, sa critique de la « propagande fasciste au Canada » (le parti d'Arcand, le journal *La Nation*, etc.) et démontre que

« les sentiments isolationnistes de la population [292] du Québec ont été provoqués par les chefs canadiens-français et aussi les dirigeants anglo-canadiens ». Pour Rose, il faut à tout prix éviter de faire une élection sur la question de la conscription : l'effet serait de « provoquer une scission du pays ». Présenté sous forme de tract, ce discours est accompagné d'une invitation adressée aux « travailleurs, cultivateurs, commerçants, intellectuels et employés de bureaux » pour qu'ils adhèrent au Parti ouvrier-progressiste, seul parti à lutter « contre la menace pro-fasciste et pour la construction d'un Canada uni, heureux et fort ». Les objectifs principaux du Parti sont : 1) « travailler à la construction d'une unité nationale inébranlable qui assurera au Canada un avenir de prospérité sociale après la victoire finale sur le fascisme » et 2) « gagner la pleine égalité du Québec et le relèvement de notre niveau de vie en combattant la réaction tory ³⁷⁵ ».

Dans leur étude, *Les communistes au Québec*, B. Dionne et R. Comeau fournissent une analyse des orientations idéologiques et des positions politiques du Parti ouvrier-progressiste : campagne en faveur de la conscription, rapprochement avec la bourgeoisie, etc. Certes, ceux-ci n'ignorent pas les prises de position du P.O.P. en faveur de l'égalité économique, sociale et culturelle des Canadiens français, mais ils soulignent que le Parti ne reconnaissait pas alors au Canada français le « droit à l'autodétermination » et que sa direction manifestait à l'égard des Canadiens français un certain « chauvinisme ».

Dans *The Canadian Left - A Critical Analysis* ³⁷⁶, Norman Penner ne fait référence, lorsqu'il parle de Fred Rose, ni à son élection ni à son implication dans l'affaire Gouzenko : l'analyse qu'il présente du P.C.C. entre 1921 et 1957 est entièrement centrée sur la question nationale. Rose ne retient l'attention de Penner qu'en autant qu'il est l'auteur d'un texte sur la question nationale publié dans *The Worker* en janvier 1935. De cet article, qui au plan théorique s'appuie sur la définition stalinienne de la nation (langage, territoire, vie économique commune, communauté de culture), Penner tire la longue citation suivante :

³⁷⁵ Fred Rose, *La menace du Chaos*, Discours à la Chambre des communes, 29 novembre 1944, 14 p.

³⁷⁶ Toronto, Prentice Hall of Canada, 1977.

[293]

There being no French Canada economy but rather the Canadian Economy, it is obvious that there is no such thing as a French-Canadian nation apart from Canada as nation of which the French Canadians (they are the biggest single racial group in Canada) are the basic group [...]

By no means must there be an underestimation of the nationalist sentiments that are deep-rooted among the French-Canadian workers [...]. Revolutionary internationalism is rapidly replacing reactionary nationalism [...]. Nationalist separation can bring the French toilers only one thing - increased misery.

Pour Penner, cet article est une illustration de l'embarras du P.C.C. face à la question nationale : premièrement, le nationalisme au Québec apparaît réactionnaire, associé qu'il est au corporatisme et au cléricisme ; deuxièmement, les Canadiens français constituent tout au plus un « groupe racial » ; enfin troisièmement, toute concession ou reconnaissance d'une spécificité au Canada français risque de diviser la classe ouvrière et de l'affaiblir dans sa lutte. Le refus d'accorder à la collectivité francophone le statut de « nation » et par là le « droit à l'autodétermination » repose donc, pour le P.C.C., sur des considérations à la fois théoriques et tactiques.

Dans son histoire officielle, *Canada's Party of Socialism*, le Parti communiste du Canada reconnaît lui-même son « erreur » et aussi celle de Fred Rose, qui « se serait trompé » en refusant d'attribuer le statut de « nation » au Canada français du seul fait que cette collectivité n'avait pas d'économie propre. Le P.C.C. a depuis lors fait sienne la thèse des « deux nations »... Mais, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est question, dans la littérature du Parti ou dans celle de ses organisations, du Canada français comme d'une « nation ». Dans *Le Canada français, sa tradition, son avenir* (Montréal, Les Éditions de la Victoire, 1945), Stanley B. Ryerson reconnaît explicitement que le marxisme tient compte du fait que le « facteur national joue, dans notre pays habité par deux nations, un rôle (très) important ». Le caractère « national » du peuple canadien-français ne fait aucun doute ; ce peuple « s'est formé en 'nation' à travers trois siècles de vie commune vécue sur son territoire : il a sa langue et sa culture à lui, son tempérament, sa vie économique [294] et socia-

le ³⁷⁷ ». Le Parti ouvrier-progressiste ne tient pas, au Québec, un discours fort différent : le Canada français est un « groupe national » et, de ce fait, a le « droit démocratique de décider de ses problèmes d'éducation, du maintien et du développement de sa langue et de sa culture aussi bien que de ses problèmes d'organisation civique ³⁷⁸ ». Toutefois, que ce soit dans ce pamphlet politique ou dans l'étude de Ryerson, il n'est nullement question d'indépendance politique : le développement culturel du Québec passe par « le redressement économique et l'égalité sociale du Québec, par le redressement des salaires, du pouvoir d'achat et le développement industriel » et exige une « coopération étroite et bien comprise avec le reste du pays sur la question des réformes sociales et économiques ³⁷⁹ ». Cette « pleine et entière égalité économique et sociale » du Canada français avec les autres parties du Dominion apparaît d'autant plus importante qu'elle est la condition même d'une « véritable unité du pays ».

Pendant les années de guerre, Fred Rose aura saisi toutes les occasions pour dénoncer toute menace de désunion entre francophones et anglophones. « Chaque fois que les citoyens de langue française et de langue anglaise se sont unis, tous en ont bénéficié ; chaque fois qu'ils ont été divisés, tous en ont souffert, sauf ceux qui désiraient les diviser ³⁸⁰ ». À cette préoccupation pour l'unité canadienne s'ajoutent, chez Rose, celle pour la prospérité du Canada et, dès la fin de la guerre, celle pour une paix mondiale véritable et durable : ces questions de prospérité [295] et de

³⁷⁷ Stanley B. Ryerson, *Le Canada français, sa tradition, son avenir*, Montréal, Éditions de la Victoire, 1945, p. 6. En avant-propos, Ryerson indique que cet ouvrage est le « fruit d'un travail collectif auquel ont participé tous (ses) camarades : le Dr Daniel Longpré, Fred Rose, député de Cartier, Danièle Cuisinier, le lieutenant Gui Caron, Henri Gagnon, Évariste Dubé, Berthe Caron, Jean Bourget, Bernadette Lebrun, et tant d'autres ! ».

³⁷⁸ P.O.P., *Le peuple doit gagner la paix*, tract publié par le P.O.P. du Canada français, Montréal, 30 juillet 1945. L'introduction de ce tract est signée par le Dr Daniel Longpré et Danièle Cuisinier, respectivement président et secrétaire du P.O.P. du Canada français.

³⁷⁹ *Ibid.*

³⁸⁰ Fred Rose, *La menace du Chaos*, p. 13.

paix lui apparaissent si « inséparablement liées » qu'il proposera l'idée d'une « coopération économique mondiale dirigée ³⁸¹ ».

Malgré son « ouverture », le Parti ouvrier-progressiste n'est pas, semble-t-il, parvenu à créer, sur la question nationale, l'unanimité au sein de ses rangs, puisque à son 5e Congrès, en octobre 1947, sa direction provinciale y présente une résolution dénonçant « la faction nationaliste, antimarxiste » (Emery Samuel, Gérard Pellerin, Marcel Lapalme, Henri Gagnon), qui aurait « adopté sur la question des relations fédérales-provinciales le point de vue du nationalisme avec refus, dans la pratique, de lutter pour la ligne du Parti sur cette question » et qui aurait tenté « d'organiser une faction en opposition à la direction du Parti ³⁸² ». Parce qu'elle élimine la possibilité d'un débat pour régler une divergence politique entre les membres du Parti, la présentation de cette proposition provoque le départ de plusieurs militants francophones, une centaine, au moment où Évariste Dubé déclare : « Allez au diable. Je pars. », et plus de cent cinquante par la suite ³⁸³. Déjà démoralisé par l'affaire Gouzenko, le P.O.P. est fortement affaibli par cette scission : non seulement celui-ci perd son audience et sa crédibilité auprès de larges couches de la population, mais aussi, dans une période de « chasse aux communistes », il ne parvient pas à mobiliser ses propres militants. Dans une certaine mesure, la « crise de 1947 » n'est pas totalement indépendante de l'affaire Gouzenko : les abandons et les querelles internes sont susceptibles d'être d'autant plus fréquents que les militants sont eux-mêmes « démoralisés », c'est-à-dire ébranlés dans leurs convictions profondes et dans la confiance qu'ils ont à l'égard de la direction du Parti.

En l'absence du principal leader québécois, Fred Rose étant alors en prison, la « question nationale » aura servi de prétexte à [296] plusieurs militants francophones pour prendre leur distance à l'égard du Parti.

Fred Rose aura été comme on le présente lors de sa première élection dans Cartier, « un lutteur antifasciste, un chef, un écrivain, un organisateur ».

³⁸¹ Fred Rose, *La lutte pour la paix*, Discours à la Chambre des communes, 26 mars 1945, p. 8. Ce texte a été diffusé comme tract par le P.O.P. lors de l'élection du 11 juin 1945. Le mot d'ordre du Parti est alors : « Pour maintenir la paix et la prospérité au pays. Pour l'unité canadienne et la pleine égalité du Québec. »

³⁸² Cité par H. Gagnon in *Contribution à l'avancement des forces progressives dans le Québec*, 1, 1 (1948) : 1.

³⁸³ Merrily Weisbord, *The Strangest Dream*, p. 185.

Son passé fut inspiré, précisait-on, de dévouement à la classe ouvrière [...]. Fred Rose est l'homme du peuple dans toute l'acceptation du mot. Son élection constituera un triomphe pour la vraie démocratie ³⁸⁴.

À la fois sa connaissance des milieux populaires et ouvriers, sa maîtrise des langues anglaise et française, sa formation marxiste-léniniste, ses qualités d'orateur et sa personnalité confèrent à Fred Rose une stature qui est non pas seulement celle du militant communiste de premier plan, mais aussi celle de l'« homme politique ». Mais de l'ensemble de ses activités - lutte pour l'amélioration des conditions de vie et la défense de droits des ouvriers, lutte contre le fascisme et le cléricisme-nationalisme, etc. - l'historiographie ne retient que son « implication » dans l'affaire Gouzenko. Pour certains, dont d'anciens militants communistes, la culpabilité de Fred Rose ne fait aucun doute : sa loyauté à l'égard de l'U.R.S.S. l'aurait amené à « aider » la patrie du socialisme. Mais pour d'autres, il apparaît tout à fait aberrant que l'U.R.S.S., ou tout simplement le P.C.C., ait commis l'imprudence de mettre un militant communiste de premier plan, tel Fred Rose, dans une situation aussi délicate. Les uns et les autres ont probablement raison...

Le « destin » de Fred Rose demeure l'un des plus singuliers que l'on puisse trouver : alors que ses parents sont venus en Amérique (probablement) pour « faire fortune », ce fils d'ouvrier polonais devient militant communiste et, élu député à la Chambre des communes, il est contraint, pour avoir voulu « importer » le socialisme au Canada, de « s'exiler » en Pologne ; défenseur acharné des libertés, il passe plusieurs années de sa vie en prison ou en clandestinité ; enfin, l'homme dont l'itinéraire [297] social et l'orientation idéologique sont des plus internationalistes exerce une action politique dans la région de l'Amérique du Nord la plus tiraillée par la « question nationale ». Et après s'être battu pendant plus de vingt ans pour « prendre la parole », Rose accepte, durant les vingt dernières années de sa vie, de se taire.

³⁸⁴ Fred Rose, *La Cinquième Colonne d'Hitler dans le Québec*, Montréal, Progrès de Villeray, 1943.

[298]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section II. Un Parti et ses dirigeants

Texte 11

Henri Gagnon, organisateur révolutionnaire : 1936-1956.

Robert COMEAU et Bernard DIONNE

Électricien en chômage

[Retour à la table des matières](#)

Henri Gagnon est né sur la rue Champlain à Montréal, en 1913, dans ce qu'on a appelé le « faubourg-à-mélasse » ; c'est dans ce quartier ouvrier que ce fils d'un souffleur de verre a vécu sa jeunesse. Au sujet de son père, aristocrate du milieu ouvrier, il a raconté ³⁸⁵ qu'il gagnait alors trois fois le salaire hebdomadaire d'un journalier et, comme tous les souffleurs de verre, ce père de onze enfants était un gros buveur de bière. Henri abandonne l'école à la huitième année, après avoir été premier de classe sans difficulté, par une sorte d'entêtement contre la société.

³⁸⁵ Jean Lefebvre, « Regarder à ses pieds » dans *Éducation-Québec* (octobre 1979) : 21-23.

Il y avait aussi que j'avais envie de travailler et mon père insistait pour que je devienne électricien. Je suis donc devenu apprenti électricien à 10 cents l'heure : gros salaire pour l'époque. Quelque chose m'a cependant marqué. C'est lorsque j'ai vu mon père perdre son métier de souffleur de verre, du jour au lendemain, à cause de l'automatisation. Il deviendra journalier à la *Dominion Rubber*, un métier qui ne payait pas. Mon père mourra à 43 ans.

[299]

En 1935, Henri devient le soutien de famille de huit personnes : « C'est moi qui retirais le secours direct chaque semaine et je travaillais comme électricien pour le propriétaire du logement », raconte-t-il dans un ouvrage en préparation qu'il nous a permis de consulter. Dans ce livre, il évoque ses premiers contacts avec des socialistes. Électricien sans travail, ayant beaucoup de temps libre, il commença par organiser au parc Lafontaine des équipes de balle molle composées de chômeurs.

Dans le groupe, il y avait un conférencier de l'Association humanitaire, de la salle Montcalm, des frères Godin. Il nous invitait à joindre son organisation pour y compléter des discussions commencées, mais jamais finies. Ce militant, Omer Perreault, n'eut pas beaucoup de succès dans notre milieu. Personne ne le prenait au sérieux. (...) Au cours de ces années, je connus Joe Duchêne. Mais ce n'est que plusieurs années après que j'appris que Duchesne était un membre du Parti communiste, des plus militants. Il devint l'un de mes meilleurs camarades.

Au début de la crise, il avait bien rencontré Willie Berger qui se considérait comme un militant socialiste et qu'il décrit ainsi :

En fait, Willie était un hobo, un sauteur de « freight car » assez coloré, qui sans être membre se réclamait du socialisme de la IIIe Internationale. Je trouvais ses idées assez loufoques. Il faut reconnaître qu'il avait sa façon à lui de simplifier les problèmes sociaux. Le socialisme pour Willie Berger était une nouvelle société où tous les citoyens recevaient selon leurs besoins. Ainsi si tu avais faim, il suffisait d'entrer dans une épicerie pour y prendre les boîtes de « beans » ou de sardines... sans payer.

Avant sa rencontre avec le Parti communiste clandestin, il tente de s'établir comme colon en Abitibi : « Avec d'autres membres de ma famille, je me laissai embarquer dans le plan Vautrin du ministère de la Colonisation. C'est comme colon que

j'aboutirai dans le canton de Bearn, non loin de Senneterre. Je passerai six mois à cet endroit. » À son retour à Montréal, lors d'une promenade dans le centre-sud, il y découvre une organisation opérant sous le nom de Front populaire ; à ce sujet, il raconte :

[300]

Ce groupe tenait des réunions d'information hebdomadaires au Temple du Travail de la rue Saint-Dominique. Il m'a semblé que pour la première fois j'entendais des discours de dirigeants socialistes bien articulés et reliés à la vie quotidienne. Je devais rapidement devenir un habitué du Front populaire.

À sa première réunion de cellule, où un ami l'avait introduit, il fait la connaissance d'Évariste Dubé qui vient annoncer le retour de quatre camarades qui poursuivaient des études politiques au collège Lénine de Moscou. « Ces personnes, raconte Henri Gagnon, étaient Émery Samuel, Willie Fortin, Philippe Richer et Berthe Caron. J'apprends que ces derniers, dès leur retour, donneront des cours à l'intention des membres du Parti. » Il suivra les cours d'Émery Samuel, le dernier des étudiants du collège Lénine à être rentré au pays. À une assemblée de section, il se porte volontaire pour distribuer le journal *Clarté* dans les kiosques du centre-ville de Montréal. À ce sujet, il note que les propriétaires n'affichaient pas le journal par crainte d'actes de vandalisme. « Ainsi à cause du climat de répression, *Clarté* était semi-clandestin longtemps avant la 'loi du Cadenas'. »

En 1936-1937, il se voit confier la tâche d'organisateur de la section cinq qui couvrait le territoire compris entre les rues Saint-Laurent et Frontenac au sud de la rue Ontario. Il remplace Évariste Dubé qui devient organisateur provincial. Le Parti fait alors une percée importante chez les francophones, alors que le travail d'organisation est dirigé par Émery Samuel dans Hochelaga-Maisonneuve et l'est de Montréal, par Roméo Duval dans le quartier Rosemont, par Lucien Dufour et Wilbrod Couturier dans Pointe-Saint-Charles et Ville-Émard et par Gérard Pellerin dans la section trois au nord-est de Montréal.

Durant ces années, malgré sa faiblesse numérique, la section québécoise du P.C. était « la seule force structurée à conduire une lutte systématique pour le socialisme ». Quant à la C.C.F., elle était marginale au Québec : « Fondé sur l'électoralisme, le groupe dirigé par Mme Casgrain ne s'est jamais illustré par des luttes révolution-

naires quotidiennes [...]. Ce qui différencie la section québécoise du P.C. des autres formations, c'est sa lutte concrète et constante contre toutes les injustices sociales », affirme catégoriquement Henri Gagnon.

[301]

Ce dernier s'est particulièrement impliqué dans les manifestations répétées en vue d'obtenir l'électricité gratuite pour les familles victimes du chômage. « Ces dernières manifestations sont souvent suivies d'opérations de rebranchement qui consistaient à '*jumper*' les compteurs de la Montreal Light Heat and Power. » Et il conclut que « par leur combat pour les besoins immédiats, les membres québécois du P.C. ont été les véritables précurseurs de la sécurité sociale actuelle ».

À la Ligue des jeunesses communistes : 1938-1941

C'est en 1938 que le Parti décide de créer une section de langue française de la Ligue des jeunesses communistes (ou Ligue des jeunes communistes). Âgé de 25 ans, Henri est chargé d'organiser le travail du Parti chez les jeunes tout en demeurant membre de la direction provinciale et rattaché au comité dirigeant de la *Young Communist League*. Dans son dernier ouvrage, Henri Gagnon décrit le travail des « Jeunesses communistes » qui représentaient alors une « partie importante du mouvement révolutionnaire québécois » ; elle a été la cheville ouvrière du congrès de la jeunesse canadienne. On y apprend que la coopération entre le secteur jeunesse de langue française et celui de langue anglaise fut des plus fructueuses. Gagnon affirme que « les succès obtenus chez les jeunes de langue française auraient été impossibles sans le support de la jeunesse juive ». Il souligne le travail de militants éprouvés dont Rolland Diné, Camille Provost, Jean Robitaille, Marcel Lapalme, Roger Dasylla et Hervé Petit.

Selon Henri Gagnon, la Ligue des jeunesses communistes représente un peu la « deuxième génération » de révolutionnaires québécois. Il note que le degré d'instruction y était plus élevé que chez la plupart des membres du Parti. Il souligne surtout les avantages de l'autonomie organisationnelle laissée au secteur francophone qui « permet aux jeunes de langue française de voler de leurs propres ailes ». Il n'a

que des éloges pour les dirigeants de la *Young Communist League* : « C'est avec une largeur d'esprit surprenante que les dirigeants de langue anglaise Dave [302] Kash-tan, Oscar Kane et Bill Mitchell continueront d'appuyer tous les efforts de la section française. C'est donc par des relations d'égal à égal que se poursuivra la construction d'un mouvement de la jeunesse révolutionnaire au Québec. » En 1939, le secteur jeunesse compte plus de 150 militants de langue française et un nombre à peu près égal de sympathisants.

Avec la promulgation de la Loi sur les mesures de guerre en 1939, les dirigeants du Parti seront confinés dans l'illégalité. À partir de ce moment, le secteur jeunesse travaille plus activement en liaison avec les membres du Parti.

Au Québec, les communistes sous la direction d'Émery Samuel se gagneront de nombreux amis chez les nationalistes, également opposés à la participation à la guerre. Selon Henri Gagnon, « loin de mettre un frein à la propagande et à la distribution de tracts, l'application de la Loi sur les mesures de guerre vit la Ligue des jeunesses communistes accentuer ce travail ». Par exemple, après l'arrestation de Camillien Houde en août 1940, ils placarderont la ville de Montréal de mots d'ordre anti-guerre.

La L.J.C. s'impliquera particulièrement dans l'organisation du congrès des Canadiens français, tenu en novembre 1940 et réunissant une cinquantaine d'associations tant ouvrières que nationalistes. Dans ce « front uni anti-guerre » se retrouvaient autant des « clubs ouvriers » que des organisations radicales comme les Jeunes patriotes, des mouvements nationalistes comme la S.S.J.B. ou la Société du bon parler français. Ce regroupement publie en mars 1941 un journal : *La Voix du Peuple*. Gui Caron est choisi par la direction provinciale du Parti pour en être le rédacteur. Selon Henri Gagnon, Gui Caron étant un nouveau venu au Parti, il fut décidé qu'il travaillerait sous sa conduite (puisque lui était membre du comité provincial). À la veille de l'attaque nazie contre l'U.R.S.S., en juin 1941, des réunions ultra-secrètes eurent lieu entre Henri Gagnon, André Laurendeau et d'autres militants du mouvement nationaliste, afin de coordonner les activités contre la conscription au Québec. On y a discuté notamment de l'organisation d'un plébiscite devant permettre au peuple québécois de se prononcer clairement contre toute forme de conscription. Au moment où Laurendeau devait consulter Mgr Chaumont avant de finaliser le projet, l'attaque contre l'U.R.S.S. mit fin aux discussions avec [303] les dirigeants nationalistes. Et ce plébiscite québécois préparé avec les nationalistes n'eut jamais lieu.

Conformément au mot d'ordre du Parti, il s'enrôle volontairement en 1942. Ayant un métier, il est placé dans un corps d'ingénieurs royaux. Il est mis en poste à l'école de démolition de Petawawa où il enseigne l'utilisation des explosifs et l'art de saboter une ville. Il reçoit la visite de généraux et d'officiers des armées étrangères. Il y fait la rencontre de Raymond Boyer, professeur à l'université McGill qui a participé à la découverte de l'explosif RDX.

Selon le témoignage d'Henri Gagnon, les communistes du Québec n'auraient pas suivi, comme au Canada anglais, les directives du Parti sur l'engagement volontaire :

Au Québec, les militants résistèrent avec succès aux pressions venant du Canada anglais et de la direction centrale du Parti. Personnellement, je me suis opposé à toute forme de mobilisation obligatoire. Pour moi, le recours à une telle mesure, loin de renforcer l'effort de guerre, ne pouvait qu'affaiblir celui-ci. J'ai maintenu cette même position avant comme après mon enrôlement volontaire en 1942.

La direction provinciale du Québec a-t-elle ignoré la décision du congrès national du Parti de février 1942 qui s'était pourtant prononcé clairement en faveur de la conscription obligatoire ? Et contrairement à ce que nous avons affirmé dans *Les Communistes au Québec* (1936-1956), Gagnon maintient fermement que « pour la grande majorité des militants du Québec, le support militaire devait prendre la forme d'une campagne d'enrôlement volontaire ». Il ajoute :

Cette division, chez les membres du P.C. au Québec au sujet de la conscription, n'éclata jamais au grand jour et elle n'empêcha pas le Parti de mettre sur pied un énergique effort de guerre. Je ne vois personne parmi les collaborateurs du journal *La Victoire* dont Évariste Dubé, Jean Bourget, Roméo Duval et Henri Richard qui aurait pu épauler « une campagne acharnée pour la conscription », selon l'expression de Comeau et Dionne. Je vois difficilement Émery Samuel, alors secrétaire général du Parti au Québec, supporter l'idée de la conscription à laquelle il [304] s'était formellement opposé. Je doute aussi que Stanley Ryerson ait défendu, au Québec, les points de vue du Canada anglais sur la mobilisation obligatoire.

Les militants communistes furent sous le coup de la Loi sur les mesures de guerre d'octobre 1939 à août 1943, peu après la dissolution de l'Internationale communiste par Staline. Afin de forcer le gouvernement fédéral à reconnaître sa liberté

d'action, le P.C.C. invita la R.C.M.P. à procéder à l'arrestation de ses dirigeants. Le 10 septembre 1942, parmi les 17 dirigeants qui iront se constituer prisonniers aux quartiers généraux de la police fédérale à Toronto, on retrouve les militants québécois Henri Gagnon, Évariste Dubé, Émery Samuel, Willie Fortin et Stanley Ryerson. Leur objectif était de forcer l'institution d'une commission d'enquête qui aurait reconnu qu'ils ne représentaient plus une menace, maintenant qu'ils appuyaient l'effort de guerre. Selon Gagnon, « tout indique que le procès se déroula, à la suite d'une entente au sommet, entre les parties concernées, car seule une telle procédure peut expliquer la vitesse d'exécution de la libération conditionnelle des 17 dirigeants socialistes ». Ils passeront onze jours en prison. La commission d'enquête siégea sept jours.

Revenant à la vie civile en 1945-1946, il retrouve les anciens camarades. Mais le passage des jeunes dans l'armée en a changé plusieurs : « On devenait beaucoup plus alerte sur la question nationale. De retour, explique-t-il, je suis presque continuellement en bataille théorique avec certaines gens du Parti. » Il s'en explique ainsi :

En 1945-1946, c'était la première fois qu'un comité d'organiseurs francophones prenait un peu d'initiative. Il y a une section de langue française qui commence à pratiquer une certaine autonomie. Les personnes de langue anglaise n'étaient pas habituées. Elles ont pris cela pour un mouvement dangereux.

[305]

Le P.C. et la question nationale : 1941-1947

Quel était le point de vue du Parti sur la question de l'oppression nationale du peuple québécois ? Dans l'armée, les militants francophones avaient pu constater la réalité de l'oppression nationale. Au moment du « front national pour la victoire », le P.C. insiste plus que jamais sur la nécessité de cimenter l'unité du Canada français et du Canada anglais au sein du front uni ³⁸⁶ sans reconnaître, à ce moment-là, le droit à l'autodétermination de la nation québécoise jusques et y compris le droit de sépa-

³⁸⁶ Tim Buck, *A National Front for Victory*, p. 16.

ration. Un seul exemple de chauvinisme anglo-saxon à l'égard des francophones : la brochure *A National Front for Victory* qui fait précisément appel à la solidarité des Canadiens français ne sera pas traduite en français. La lutte contre les privilèges de la nation canadienne-anglaise que devait mener la direction du Parti n'a jamais pris beaucoup d'ampleur. Durant cette période, le P.C. lutte surtout pour l'« égalité des salaires pour les ouvriers canadiens-français, pour la reconnaissance du français dans les forces armées et [pour] une représentation adéquate de ce groupe au sein des organismes qui planifient l'effort de guerre ³⁸⁷ ».

Le Parti juge indispensable le relèvement des conditions de vie des Canadiens français pour obtenir leur adhésion à l'effort de guerre. Par contre, on oublie que la Confédération fut imposée aux Québécois et que ces derniers n'ont jamais obtenu la pleine reconnaissance de leurs droits nationaux et politiques. Les Québécois n'ont jamais eu le droit politique de décider librement, sans aucune forme de contrainte, de leur avenir politique.

La direction actuelle du Parti communiste québécois justifie ainsi son refus de reconnaître, à l'époque, ce droit démocratique :

C'était au Québec que le fascisme avait sa plus forte emprise au Canada. Ses représentants, abusant des sentiments nationaux légitimes des Canadiens français, tentaient de les transformer en sentiments nationalistes extrêmes. Il ne

³⁸⁷ Tim Buck, *A National Front for Victory*, p. 17.

[306]

Photo 19.

Les dirigeants du Parti communiste du Canada français de 1951. En haut, de g. à d.: R. Lanarek, H. Waterloo, M. Desroches, Henri Gagnon, A. Bélanger, L. Fortin ; en bas : Roussil, R. Lauzier, G. Piché et A. Binette. Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

[307]

fallait pas s'attendre à ce que les communistes (y compris ceux du Québec) insistent à ce moment-là sur le droit à l'autodétermination ³⁸⁸.

Parce que Duplessis fut élu sur une vague nationaliste qu'il exploitait « au maximum » avec ses droits provinciaux contre la réalisation de l'égalité nationale, le Parti considérait qu'il fallait mettre l'accent justement sur la lutte pour l'égalité nationale. Mettre de l'avant le mot d'ordre d'autodétermination nationale, dans ces circonstances, aurait plutôt favorisé Duplessis lui-même ³⁸⁹.

Dans la question du plébiscite de 1942, le P.C.C. mena au Canada anglais une énergique campagne pour le « oui » à travers ses *Tim Buck Plebiscite Committees* ; à son congrès national de février 1942, il se prononça en termes non équivoques en faveur de la conscription obligatoire ³⁹⁰. Ce n'est qu'en 1944 que le Parti comprit que la nécessité de lutter contre le fascisme n'exigeait pas d'utiliser cette mesure contraignante : le 10 novembre 1944, le P.O.P. appuya la politique de volontariat de King. La campagne en faveur de la conscription pour le service outre-mer avait sans doute contribué à isoler le P.C. au Québec. Le fait que les communistes du Québec soient divisés sur cette question a sans doute contribué à infléchir la position du Parti en 1944. Le P.C. C. n'a pas su voir dans l'échec du « oui » à la conscription au Québec une manifestation réelle, mais mal canalisée, d'une résistance à l'oppression nationale. Au contraire, il explique l'ampleur du mouvement contre la conscription par les manigances d'une poignée de traîtres : « Êtes-vous satisfaits Messieurs les isolationnistes, arrivistes et cabotins politiques ? Votre triomphe est complet ³⁹¹ », rage *La Victoire*.

[308]

³⁸⁸ Samuel Walsh, « L'évolution de la position nationale du Parti communiste » dans *Le Communiste*, organe théorique et politique du Parti communiste du Québec, 1, 1 (janvier-mars 1979) : 21-22.

³⁸⁹ Samuel Walsh, op. cit., p. 25.

³⁹⁰ *Resolution of the National Party Conference*, 1942, p. 8.

³⁹¹ *La Victoire* (14 mars 1942) : 2.

C'est dans cet état d'esprit que la direction du Parti rend responsables de l'infériorité économique et sociale des Canadiens français ses propres dirigeants nationalistes jugés réactionnaires. Comme on le sait, cette idée sera reprise plus tard par Pierre Elliott Trudeau dans la revue *Cité Libre*. Selon ce point de vue, la bourgeoisie canadienne n'aurait rien à voir dans l'oppression nationale des Québécois puisque cette infériorité serait due à ses dirigeants nationalistes réactionnaires :

En prenant conscience d'elle-même, la nation réalise de plus en plus que les raisons fondamentales de son infériorité économique et sociale sont surtout dues à ces soi-disant sauveurs de la race qui n'ont jamais été autre chose que des agents de l'ennemi fasciste ³⁹².

De même, pour isoler les « Quislings » du Québec, le P.C. n'hésite pas à faire appel au gouvernement central :

L'offensive contre le « Quislingism » doit être rigoureusement poursuivie. Il faut aussi que les autorités fédérales enquêtent immédiatement sur la rumeur que les magnats de l'assurance à Montréal subventionnent le fascisme au Québec ³⁹³.

Le Parti communiste considérait le gouvernement libéral au pouvoir comme un allié contre les forces de la réaction.

Au congrès de 1943, le Parti a mis au centre de son programme « l'unité nationale » et le « progrès démocratique » : « Notre première préoccupation a toujours été, est et sera toujours de défendre les intérêts nationaux de notre pays, le Canada ³⁹⁴. » Durant la guerre déjà, le Parti s'engage à raffermir sa collaboration avec la bourgeoisie. Et dans *L.P.P. and Post War Canada*, on peut lire :

³⁹² *La Victoire* (30 janvier 1943) : 3.

³⁹³ S.B. Ryerson, « Quebec-Touchstone of National Unity » dans *Canadian Tribune* (24 avril 1943) : 7.

³⁹⁴ T. Buck, *Canada Needs a Party of Communists*, p. 20, notre traduction.

[309]

La lutte que nous aurons à mener pour l'unité nationale après la guerre devra prendre pour base des propositions que tous les démocrates pourront accepter, indépendamment de leur classe, de leur religion ou de leur allégeance politique ³⁹⁵.

Ce rapprochement avec la bourgeoisie aura des conséquences directes sur le programme des communistes au chapitre des réformes sociales et des relations fédérales-provinciales. En effet, le P.O.P. voit dans le gouvernement central un instrument privilégié, aux dépens des gouvernements provinciaux jugés très réactionnaires, pour accomplir des réformes sociales dont il critiquera, par ailleurs, les modalités. Comme les autres progressistes du Québec qui seront « fédéralistes » par opposition à Duplessis, le P.O.P. considère qu'il est possible et souhaitable de modifier le *statu quo* constitutionnel si cela peut permettre au fédéral d'assurer une meilleure redistribution des richesses et des services. Déjà au printemps 1938, dans un mémoire soumis à la commission Rowell-Sirois, le P.C.C. préconisait une « centralisation fédérale » pour assurer une plus grande égalité entre les Canadiens français et les Canadiens anglais. On a longtemps maintenu l'illusion que, par des « politiques sociales », un gouvernement central plus centralisateur pouvait apporter une solution définitive à l'oppression nationale. Dans cette perspective, le gouvernement fédéral peut travailler à l'égalité des diverses minorités nationales, sans reconnaître le statut de nation au peuple québécois.

L'unité nationale est nécessaire afin d'établir pour la première fois les droits minoritaires des Canadiens français en garantissant au peuple du Québec des droits économiques, sociaux, culturels égaux à ceux des autres provinces et en imposant au gouvernement central l'obligation d'assurer aux Canadiens français la jouissance de ces droits ³⁹⁶.

³⁹⁵ *L.P.P. and Post War Canada*, p. 16, notre traduction.

³⁹⁶ *Clarté* (11 juin 1938) : 3.

[310]

D'ailleurs, dans ce mémoire présenté à la commission Rowell-Sirois, la question de l'oppression nationale est complètement évacuée. De ce document, Gagnon dira :

Il considère les Québécois francophones comme une minorité et non une nation. Les Québécois sont traités sur un pied d'égalité avec les minorités ukrainienne, finlandaise, juive et autres. Partant de ces prémisses, les dirigeants du P.C.C. ont rapidement fait l'économie du problème national. Ce dernier phénomène est ramené à ses seuls aspects économiques. C'est de cette façon que la solution soviétique a été transposée au Canada.

Nous ne reviendrons pas en arrière sur les efforts menés par Paul Delisle, Émery Samuel et d'autres pour amener la direction centrale du Parti à accorder plus d'importance à la question nationale québécoise. Tim Buck et Stewart Smith, qualifiés de chauvins par Émery Samuel, seraient responsables de la persistance de cette attitude méprisante envers la nation québécoise. Le programme du Parti ouvrier-progressiste de 1943 n'apporte pas de changements significatifs sur la question nationale du Québec : c'est encore la lutte pour l'égalité des droits économiques et sociaux, sans impliquer la reconnaissance explicite du droit à l'autodétermination qui est mise de l'avant.

Le Parti ouvrier-progressiste prend carrément position en faveur de l'égalité nationale complète des Canadiens français. Il exige des gouvernements provincial et fédéral l'adoption de mesures immédiates, destinées à corriger les griefs nombreux du peuple canadien-français. Il a lutté pour faire établir des garanties spécifiques, constitutionnelles, des droits linguistiques des Canadiens français. Il travaille pour gagner l'appui du Canada anglais en faveur de l'égalité nationale complète du Canada français comme une responsabilité commune de tous les Canadiens, et la clef de l'unité nationale réelle et durable ³⁹⁷.

[311]

La même année voit la publication de l'ouvrage *French Canada* de Stanley Ryerson. L'auteur poursuit sa réflexion théorique et historique en reconnaissant le statut

³⁹⁷ *Programme du Parti ouvrier-progressif (sic)*, 1943. Cité par S.B. Ryerson dans la brochure *Drew, Dorion, Duplessis contre le Canada français*, 1944, p. 10.

de nation au Canada français ³⁹⁸, ce que Fred Rose refusait au nom de la définition stalinienne. Selon le propre témoignage de l'auteur, *French Canada* aurait créé certains remous au sein de la direction puisqu'il affirmait :

Il est important de réaliser que la lutte démocratique du peuple canadien-français pendant toute la période précédente (période qui a mené à la Confédération) était en fait *une lutte pour le droit à l'autodétermination nationale*, une lutte pour le droit en tant que nation de choisir leur propre forme d'État. (...) L'attitude des Canadiens français face aux propositions de Confédération était dominée par une inquiétude profonde de voir la majorité canadienne-anglaise leur nier le droit à leur propre État ³⁹⁹.

Cependant Ryerson ne remettait pas alors en question l'absence « d'égalité politique » mais seulement les inégalités « sociales, culturelles et économiques », conformément à la ligne du Parti. Ainsi, écrivait-il dans *Le Canada français, sa tradition, son avenir* (1945) :

La nation canadienne-française a conquis son indépendance politique et ses libertés démocratiques, il y a cent ans ; mais au point de vue économique, social et culturel, elle se trouve encore dans une situation d'infériorité vis-à-vis du Canada anglais. La lutte pour l'égalité nationale complète, intégrale, se poursuit encore aujourd'hui ⁴⁰⁰.

Même Ryerson, qui reconnaissait l'existence de la nation canadienne-française, limitait la lutte du peuple québécois à une lutte pour l'égalité économique puisque la nation, prétendait-il [212] alors, avait acquis son indépendance politique. En 1972, dans une mise au point importante, il réfuta cette position qu'il défendait en 1943 :

On ne saurait prétendre que la question nationale fut résolue en 1848 (et en 1867) qu'en attribuant à l'aspect politique, étatique, de l'autodétermination un rôle tout à fait secondaire. L'inégalité nationale, pour nous à cette époque, était une question centrée sur les conditions sociales et économiques

³⁹⁸ S.B. Ryerson, *French Canada. A Study in Canadian Democracy*, Toronto, Progress Books, 1943.

³⁹⁹ S.B. Ryerson, *French Canada*, p. 63-64.

⁴⁰⁰ S.B. Ryerson, *Le Canada français, sa tradition, son avenir*, p. 10.

« l'essentiel de l'égalité politique étant déjà acquis grâce aux luttes des années 1830 et 1840) ⁴⁰¹.

Donc, de la fin de la guerre jusqu'au 5e Congrès provincial d'octobre 1947, l'accent fut mis sur la lutte pour l'égalité dans le cadre constitutionnel existant. En mai 1947, Oscar Roy explicitait ainsi ce point de vue :

Si la lutte pour l'autonomie du Québec et son égalité avec les autres provinces est légitime, ce n'est qu'en autant qu'elle vise d'abord « l'égalité sociale et économique du peuple québécois » c'est-à-dire dans un premier temps ou à court terme, « l'égalité des salaires avec le reste du pays » et pour la « reconnaissance des droits démocratiques dont le droit d'organisation sans intervention d'une police d'État ⁴⁰² ».

Cependant en 1946, dans « La question nationale et l'impérialisme canadien », S.B. Ryerson reconnaissait comme légitime l'aspiration du Canada français à l'autodétermination ; il soutenait que la « lutte pour obtenir une distribution plus équitable du revenu national pour l'ensemble des provinces allait de pair avec l'égalité nationale du Canada français et son droit en tant que nation à disposer d'elle-même ⁴⁰³.

[313]

Nous défendons le droit du Canada français à l'autodétermination y inclus le droit de sécession, le droit de former un État séparé si le peuple en décide ainsi. Nous considérons que la lutte pour l'égalité nationale véritable est une tâche majeure de la classe ouvrière dans la lutte pour le progrès, la démocratie et le socialisme. Nous prônons le principe fédéral que la constitution canadienne doit reconnaître le caractère national du Canada français. Nous préconisons que les droits nationaux soient garantis en pratique et nous luttons pour la réalisation de conditions qui assureront véritablement l'égalité nationale du peuple canadien-français. Mais nous ne sommes pas des nationalistes. Ce qui nous distingue des nationalistes, c'est avant tout le fait que nous considérons les revendications relatives, conditionnelles, alors que l'objectif prolétarien de renverser le capitalisme et réaliser la victoire de la

⁴⁰¹ S.B. Ryerson, *Le Capitalisme et la Confédération*, Montréal, Parti Pris, 1972, p. 509.

⁴⁰² Oscar Roy, *Combat*, 1947, p. 1.

⁴⁰³ S.B. Ryerson, « La question nationale et l'impérialisme canadien » dans *National Affairs Monthly* (Octobre 1946).

classe ouvrière nous apparaît comme un objectif absolu et inconditionnel ⁴⁰⁴.

Ce point de vue avancé par S.B. Ryerson, et qui ne semble pas avoir été repris dans la presse du Parti avant 1952, ne ralliait pas la direction du Parti. Tim Buck, dans *Thirty Years*, reconnaît, d'ailleurs, que les communistes canadiens-français « combattaient au sein du Parti pour que ce dernier assume plus énergiquement la lutte pour le droit à l'autodétermination complète du peuple du Canada français ⁴⁰⁵ ».

Et ce sera en 1952 que le droit à l'autodétermination du Québec sera explicitement reconnu dans un programme officiel du Parti, soit cinq ans après l'éclatement de la section québécoise du P.O.P. En 1952, Gui Caron explique ainsi le nouveau programme :

(...) il est le seul programme jamais publié par aucun parti politique au Canada qui pose le problème de la reconnaissance du droit du Canada français à disposer de lui-même. Le programme déclare que le Canada français est une nation et que l'union des deux nations au Canada ne peut [314] se réaliser et se préserver que sur la base de la reconnaissance par les Canadiens de langue anglaise des pleins droits et de la souveraineté y compris le droit de sécession du Canada français. Il déclare que le Canada de langue anglaise ne saurait imposer au Canada français aucune institution, changement social ou politique contre la volonté du peuple du Québec. Il proclame : « L'avenir du Canada français sera décidé par le peuple canadien-français lui-même ⁴⁰⁶ . »

Mais, à la veille du 5e Congrès provincial d'octobre 1947, c'est autour de la question de la centralisation par le gouvernement central et des relations fédérales-provinciales que le débat éclate. Le bulletin *Action* de la section québécoise du P.O.P. témoigne des divergences à partir de la livraison de septembre 1947. La direction centrale soutient les tentatives centralisatrices d'Ottawa. Ainsi T. Buck affirme que

⁴⁰⁴ *Idem*, p. 302.

⁴⁰⁵ T. Buck, *Thirty Years*, p. 189, notre traduction.

⁴⁰⁶ Gui Caron, « Les 30 ans du Parti et la Nation », *Action* (mars 1952).

des modifications de l'Acte (*B.N.A. Act de 1867*) dans les sections qui touchent à la responsabilité des services sociaux, de la santé publique, etc., peuvent très bien être introduites sans la moindre atteinte aux droits politiques et culturels des masses canadiennes-françaises ⁴⁰⁷.

Pour sa part, Henri Gagnon, dans « Discussion sur les relations fédérales-provinciales », se dit d'accord avec l'établissement d'un « plan de réformes sociales à l'échelle canadienne. Cela en vue, dit-il, d'opérer une redistribution plus équitable du revenu national ⁴⁰⁸ ». Il y dénonce les attitudes négatives de Duplessis à l'égard des ententes fédérales-provinciales, affirme qu'il est erroné de s'opposer à tout changement constitutionnel et que « la lutte pour une législation sociale unifiée, pour l'égalité nationale du Canada français est une partie intégrante de la bataille [315] pour le droit de détermination nationale ⁴⁰⁹ ». Agacé par l'orientation fédéraliste de la direction, Henri Gagnon essaie de concilier centralisation fédérale et droit à l'autodétermination du Québec. Il sera ramené à l'ordre par Oscar Roy qui l'accuse d'exprimer « certains différends avec la ligne politique du Parti ». Dans un article intitulé « Sur des points soulevés par le camarade Gagnon », Roy reproche à Gagnon de s'appuyer sur des auteurs bourgeois réclamant des changements constitutionnels pour fonder son point de vue. Détectant « l'existence d'une certaine teinte nationaliste » qui devient un peu plus loin une « tendance inquiétante », il dénonce l'expression « faux nationalisme » attribuée par Gagnon pour caractériser Duplessis :

Le camarade Gagnon dit que le nationalisme de Duplessis est un « faux nationalisme » [...]. D'où on ne peut faire autrement que de conclure qu'il y a un vrai nationalisme, qui étant « vrai » doit être supporté [...]. Pour les marxistes, la question ne se pose pas de savoir s'il y a un vrai ou un faux nationalisme ⁴¹⁰.

Et voilà que le camarade Gagnon devenait suspect. Au 5e Congrès d'octobre 1947, le P.O.P. exige pour réaliser l'« égalité nationale » une législation sociale couvrant tout le pays. Cette revendication implique une redistribution des pouvoirs de

⁴⁰⁷ Tim Buck, « Le Canada français contre Duplessis » dans *Action* (sept. 1947).

⁴⁰⁸ Henri Gagnon, *Action* (septembre 1947) : 24.

⁴⁰⁹ Henri Gagnon, *Action* (septembre 1947) : 31.

⁴¹⁰ Oscar Roy, *Action* (septembre 1947) : 32-33.

taxation et une augmentation des responsabilités du fédéral. Dans la nouvelle entente fédérale-provinciale que le P.O.P. proposait à ce congrès, « afin de permettre au Canada d'amender sa propre constitution », on remettait au fédéral l'entière responsabilité des « services sociaux, du contrôle des prix, des salaires minimums, des services de secours aux chômeurs », tout en soutenant la « reconnaissance du droit du Canada français à l'égalité nationale ». Cette entente constitutionnelle proposée par le P.O.P. a été particulièrement mal reçue par les militants soi-disant « nationalistes » regroupés autour d'Henri Gagnon. Mais avant d'analyser le fameux congrès de 1947, rappelons brièvement l'activité d'Henri Gagnon à la Ligue des vétérans sans-logis.

[316]

À la Ligue des vétérans sans-logis : octobre 1946 - août 1947

À son retour du front, Henri Gagnon organise le soutien à la grève de 1946 dans les usines de textile dans Hochelaga-Maisonneuve. Il travaille avec Sarto Larivière et Madeleine Parent ; il participe à l'organisation d'une grande collecte pour aider les familles de grévistes avec Bernard Boulanger et Réal Métivier. Il est alors particulièrement sensibilisé au problème de la rareté des logements, étant donné l'absence de construction domiciliaire pendant la guerre. Gagnon entreprend une lutte pour obtenir des logements par des moyens radicaux : l'occupation sauvage, ce qu'on a désigné sous le terme « mouvement des squatters ».

La Ligue des vétérans sans-logis est fondée par des militants communistes à la fin de septembre 1946. Gagnon, qui avait été très actif au sein des « Jeunesses communistes », au début des années quarante, et qui était déjà impliqué dans l'organisation des « vétérans sans-logis » est mandaté par le comité provincial pour prendre en charge le travail dans cette organisation. Il en devient le principal porte-parole. Selon Marc Choko :

Il semble qu'au début la Ligue ait eu comme objectif de servir de base de harcèlement contre la Légion canadienne, que l'organisateur provincial de langue anglaise, Harry Binder, voulait tenter de noyauter ⁴¹¹.

La fougue avec laquelle Gagnon se lancera dans la bataille, dès octobre 1946, occasionnera certains problèmes d'encadrement aux dirigeants du P.O.P. Ce mouvement sera le plus important mouvement de revendications de travailleurs portant spécifiquement sur la question du logement dans toute l'histoire de Montréal. La grande presse accordera beaucoup d'attention [317] à ces gestes d'éclat. Gagnon, partisan de l'action directe, n'est pas étranger à l'orientation radicale que prendra la Ligue des vétérans :

Mais la Ligue, plutôt que de faire valoir des revendications, va opter pour un mouvement d'occupation, ce qui sera accepté par la direction provinciale du P.O.P., H. Binder suggérant même l'idée d'occuper des maisons de jeu. Il semble toutefois que les dirigeants du P.O.P. n'avaient pas prévu que le premier « squatter » serait H. Gagnon, qui devient ainsi le porte-parole de la Ligue et son président, le 24 octobre 1946. Assez rapidement des dissensions vont apparaître au sein de la direction provinciale du P.O.P., les membres de langue anglaise, entraînés par H. Binder, voulant faire cesser le mouvement d'occupation ⁴¹².

Henri Gagnon s'est expliqué sur ses difficultés avec la direction provinciale, lorsqu'il réintégra le Parti en 1956 :

Le camarade Binder exprimait l'avis qu'il fallait cesser le mouvement des « squatters » et que la « prise des maisons de jeu » par les vétérans jetait de la confusion dans le public et que l'angle anti-vice portait préjudice au mouvement des « squatters ». J'étais d'avis contraire, de plus j'expliquais que cette affaire de maison de jeu loin de nuire, renforcerait notre mouvement. Je fus assez surpris de cette position de Harry, car l'idée originale de

⁴¹¹ Marc Choko, *Cent ans de crises du logement à Montréal, 1861-1939. Vol. 1*, C.R.I.U., U. de M., avril 1979, p. 258. L'Annexe « C » porte sur le mouvement des squatters de 1946-1947, pp. 252-270.

⁴¹² Marc Choko, op. cit., p. 258-259.

prendre une maison de jeu venait de lui-même. Cependant, après une discussion assez vive, il me fut permis de continuer ces opérations ⁴¹³.

Mais le travail de Gagnon continue d'être critiqué. Les militants anglophones vont se retirer un à un de la Ligue et diverses rumeurs accuseront Gagnon de gauchisme, alors que ce dernier était absent de Montréal, participant à un stage de formation à l'école du Parti à Sudbury. Selon Gagnon :

[318]

Photo 20;
Henri Gagnon, s'adressant aux congressistes
de la Fraternité des électriciens, au cours des années soixante.
Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

⁴¹³ Henri Gagnon, *Estimation de la période 1947-1956*, texte miméo, 1956, p. 4.

[319]

Voilà ce qui se disait en certains milieux : l'affaire des vétérans est plus nuisible au Parti qu'elle ne lui aide. L'idée s'étendra parmi les personnes qui ne connaissent rien des activités de la Ligue que ce n'est pas là une lutte révolutionnaire mais de l'humanisme. Le camarade Brunelle pour sa part ira beaucoup plus loin, il déclarera qu'il est impossible d'accomplir ce travail sans l'aide de la police. Au camarade Dubé, il dira plus encore, il déclarera que Gagnon n'est nul autre qu'un agent de la R. C.M.P. ⁴¹⁴

La Ligue des vétérans avait bénéficié de l'aide des militants de l'Union des marins canadiens pour l'occupation de maisons par les squatters. On peut facilement comprendre que les actions spontanées du groupe de Gagnon inquiétaient la nouvelle direction du P.O.P. formée davantage d'intellectuels respectables. Cette direction provinciale, qualifiée par Gagnon et Samuel de « libérale », « petite-bourgeoise » et « embourgeoisée » sera effectivement peu encline à encourager et applaudir ces fougueuses initiatives. En 1948, dans un article qui retrace toute l'histoire de Gagnon du point de vue de la direction, Oscar Roy rappelle que, dès l'été 1947, Gagnon et ses amis formaient une « faction qui avançait une ligne de déviationnisme nationaliste ». On reproche à cette « faction » de « compter sur l'attraction personnelle, sur l'amitié cultivée par Gagnon et Samuel avant le Parti ⁴¹⁵ ». Son manque de discipline, ses initiatives spontanées, ses tendances populistes et anarchistes devaient scandaliser plus d'une fois la jeune direction stalinienne, pour qui les premières qualités d'un militant sont d'abord et avant tout la discipline et l'esprit de Parti.

Pour les dirigeants provinciaux, « communistes respectables » de l'après-guerre, qui avaient remplacé à la direction les vieux bolcheviques de la première heure, les mémoires au Parlement apparaissaient plus efficaces que les actions spectaculaires du groupe de Gagnon. Son enthousiasme débridé était presque devenu embarrassant pour certains dirigeants qui chercheront à s'appuyer sur la direction centrale pour briser ce « gauchiste » [320] francophone impénitent. Gagnon reprochera à l'équipe dirigeante de s'appuyer bureaucratiquement sur Toronto au lieu de véritablement s'expliquer avec la base militante qu'il constituait partiellement au Québec.

⁴¹⁴ Henri Gagnon, *Estimation...* page 5.

⁴¹⁵ Oscar Roy, « Les aboyeurs antiparti » dans *Action* (novembre 1948).

Depuis leur retour des forces armées, Gagnon et Samuel ne reconnaissaient plus leur Parti : ils considéraient les dirigeants Danielle Cuisinier, Gui Caron, le Dr Longpré, Pierre Gélinas trop intellectuels. Ils accuseront ces « personnalités respectables », qui avaient le soutien du prestigieux intellectuel du Parti - le professeur Roger -, de tenir à l'écart les vieux militants moins formés théoriquement. Faut-il se surprendre de ce que la direction provinciale ait trouvé chez le responsable de l'école du Parti un allié indéfectible dans la lutte contre le spontanéisme et le gauchisme de Gagnon ? On comprend mieux dans ce contexte pourquoi, en 1947-1948, Gagnon rappelle qu'une direction communiste a le devoir de maintenir « une forme illégale (clandestine) d'organisation parallèlement aux formes légales d'organisation ⁴¹⁶ ». Entre Gagnon et la direction québécoise un manque de confiance s'était installé, avant le congrès d'octobre, qui sera à l'origine d'un règlement de comptes.

Le 5e Congrès provincial : octobre 1947

À l'été 1947, alors que la situation ne s'était pas encore dégradée au sujet de l'importance à accorder au travail parmi la Ligue des vétérans sans-logis, le P.O.P. semblait prêt à modifier son attitude face au mouvement nationaliste québécois. Ainsi, Oscar Roy, en juillet 1947, dans « Développements importants dans le mouvement nationaliste ⁴¹⁷ », écrit que le mouvement nationaliste qui, jusque-là, « n'avait pas de base dans la vie du peuple » et véhiculait des « idéaux vagues comme la famille, l'Église et nos traditions », a maintenant développé une « politique [321] de réalité » et qu'il existe au sein du mouvement nationaliste un « groupe qui préconise un nationalisme réformateur ». Dans un autre article, « L'apport de la classe ouvrière dans le mouvement nationaliste », le même Oscar Roy qui reprochera, en septembre 1947, à Henri Gagnon d'employer l'expression « faux nationalisme » pour désigner l'idéologie duplessiste, voyait parmi les tâches du mouvement ouvrier celle de

⁴¹⁶ Henri Gagnon, *Contribution pour l'avancement des forces progressives dans Québec*, 1, 1, 1948.

⁴¹⁷ Oscar Roy, *Combat* (18 juillet 1947) : 1.

défendre le nouveau groupement d'éléments nationalistes progressistes contre les tentatives de la réaction [...]. On lui assurera ainsi la liberté de suivre son évolution naturelle et de lutter aux côtés des forces ouvrières progressistes ⁴¹⁸.

Roy voyait également le besoin de « développer une action unie entre le mouvement ouvrier et ce nouveau groupement sur des points précis, comme la question du logement, la sécurité sociale, etc. sans donner, dira-t-il, un appui inconditionnel à la lutte pour la défense de l'autonomie provinciale ⁴¹⁹ ».

Le 5e Congrès est présidé par Oscar Roy, celui-là même qui s'était fait le porte-parole des thèses de Binder et Caron. Ce militant syndical de Rouyn, membre du comité provincial, avait été chargé de mener campagne contre les « nationalistes » qui gravitaient autour de Gagnon et Samuel. Cet homme de l'appareil qui avait travaillé avec les ouvriers des diverses communautés ethniques de Rouyn n'était pas particulièrement sensibilisé à la question nationale québécoise.

Au 5e Congrès, l'équipe dirigeante québécoise dépose une résolution, qui dénonce la « fraction nationaliste, antimarxiste qui s'est opposée à la direction du centre du Parti ». Samuel Walsh, l'actuel dirigeant du Parti communiste du Québec, présente ainsi les circonstances de l'affrontement, sans tenir compte de la rectification de 1956 qui devait blanchir les accusés de 1947 :

Il faut reconnaître toutefois que la critique d'Henri Gagnon et de quelques autres membres fut introduite à la veille du [322] congrès d'octobre 1947, par le comité provincial sortant, dans une « résolution-surprise » sans avertissement préalable. De plus, le président du congrès n'a pas permis la discussion sur l'ordre du jour et a procédé au vote précipitamment même si l'ordre du jour tel que proposé ne pouvait manquer d'avoir une grande influence sur la manière d'élire le nouveau comité provincial. Ces deux atteintes à la démocratie interne (telle que stipulée dans les statuts du Parti) étaient des erreurs graves qui ont précipité une scission prématurée sans

⁴¹⁸ Oscar Roy, *Combat* (26 juillet 1947) : 1.

⁴¹⁹ Oscar Roy, *Combat* (26 juillet 1947) : 1.

que les membres puissent vraiment saisir le fond des différends politiques et la gravité du fractionnisme d'Henri Gagnon ⁴²⁰.

Les représentants principaux de cette « faction » sont identifiés comme étant Émery Samuel, Gérard Pellerin et Marcel Lapalme avec l'appui d'Henri Gagnon.

En fait, à la veille du congrès, raconte Henri Gagnon au cours d'une entrevue récente, MM. Buck, Ryerson et Caron m'ont présenté la résolution qu'ils voulaient présenter au congrès. Ils m'ont tout simplement demandé la tête de trois personnes qui étaient parmi les meilleurs organisateurs. Mais moi, j'ai refusé. On ne lance pas d'accusations de même. Si vous voulez faire un procès, on ne peut pas se servir d'un congrès comme d'un procès. Ryerson me dira : « C'est peut-être un procès, mais ils ont un drôle d'avocat. » C'était moi, l'avocat. Le lendemain mon nom figurait après les trois noms que l'on m'avait présentés.

La résolution leur reprochait 1) de refuser de défendre le point de vue de la direction sur la question des relations fédérales-provinciales, 2) de refuser de privilégier le travail en industrie au profit du travail avec des groupes en dehors du prolétariat industriel, 3) d'exprimer ouvertement une attitude de mépris à l'égard de l'internationalisme, de faire de l'antisémitisme et de propager le séparatisme organisationnel et politique dans le Parti, 4) de négliger le travail théorique et 5) de prendre une [323] attitude d'hostilité envers la direction centrale du Parti et tenter d'organiser une faction en opposition à la direction du Parti.

Quant aux accusés, ils feront porter leurs critiques sur trois points en particulier : la question nationale, le manque de démocratie dans le Parti et la façon de mener le travail dans les masses.

En 1948, Henri Gagnon s'est expliqué clairement sur ses divergences à propos de la question nationale : il accusa la direction de « fermer les yeux sur le problème national lui-même ⁴²¹ ».

⁴²⁰ Samuel Walsh, « L'évolution de la politique nationale du Parti communiste » dans *Le Communiste*, 1, 1 (janv-mars 1979) : 26.

⁴²¹ Henri Gagnon, *Contribution*, 1, 1 (1948) : 3-4.

Le refus d'envisager ce problème comme facteur existant dans la lutte des classes est du « nihilisme national ». (...) La tendance la plus prononcée chez nos nihilistes nationaux, c'est de se prononcer sur les aspirations nationales après qu'ils ont soigneusement mis de côté le droit qui est au cœur même des aspirations nationales : le droit de la libre disposition nationale. Lorsqu'ils parlent de ce droit, c'est pour en renvoyer la lutte dans un lointain futur ou encore, pour le placer comme un problème qui aura sa solution après le socialisme ⁴²².

Marcel Fournier a démontré que la scission ne s'explique pas que par les divergences sur la question nationale :

Il y a certes au sujet des ententes fédérales-provinciales une divergence, les éléments les plus « nationalistes » du Parti refusant tout accroissement des pouvoirs (de taxation) et des responsabilités du gouvernement fédéral. Mais le conflit qui oppose alors les dirigeants québécois du P.O.P. comme Gui Caron, le Dr Longpré, Danielle Cuisinier à des militants francophones du parti dont Henri Gagnon, E. Samuel, É. Dubé touche aussi au mode de fonctionnement, à l'autonomie d'action du groupe francophone au sein du Parti ⁴²³.

[324]

Certains analystes ont fait remonter la cause de la scission à la politique d'appui du P.O.P. lors de la conscription de 1942 à 1944. Émery Samuel, qui avait dirigé le travail des communistes du Québec de 1939 à 1943, et qui sera directement visé par la résolution de l'exécutif de 1947, reprochera à la direction du Parti de n'avoir jamais mené au Canada anglais une lutte conséquente contre le chauvinisme anglo-saxon :

L'entente à l'intérieur du P.O.P. était fondée sur la proposition que (...) les membres de langue anglaise acceptaient l'existence bi-nationale du Canada, comme une vérité fondamentale. La vérité était tout autre, car la reconnaissance du fait national canadien-français était limitée au Québec. Les Canadiens anglais du P.O.P. à l'exception du groupe montréalais n'ont jamais ac-

⁴²² Henri Gagnon, *Contribution*, 3 (8 février 1949) : 5.

⁴²³ Marcel Fournier, *Communisme et anticomunisme au Québec (1920-1950)*, Montréal, Éd. Albert Saint-Martin, 1979, pp. 107-108. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

cepté que le Canada soit un État bi-national, pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais débattu le sujet ⁴²⁴.

Henri Gagnon a porté le même jugement à plusieurs reprises. Ainsi, dans son intervention à la commission d'enquête interne au Parti sur les événements de 1947, il rappelait en 1956 :

Durant plusieurs années, le Parti n'a pu adopter une approche conséquente vis-à-vis le fait national au Canada français. Pour plusieurs années, notre Parti s'est limité à prendre position que sur les aspects économiques du problème national ⁴²⁵.

Par contre, dans un ouvrage en préparation, Henri Gagnon précise que les difficultés éprouvées face à la question nationale ne s'expliquent pas uniquement par le chauvinisme anglo-saxon des membres de langue anglaise :

[325]

Ceci pour la raison bien simple qu'il n'y a jamais eu de majorité anglo-saxonne au sein du Parti. Dans ce milieu les éléments d'ascendance britannique étaient fortement minoritaires. Au cours des années 1930 à 1937 et même en 1947, la majorité des membres était d'ascendance slave ou européenne. C'est pourquoi les positions du Parti ont été déterminées plus par sa composition ethnique et par le modèle en vogue en Union soviétique.

Mais en même temps, on ne peut expliquer, selon Gagnon, l'absence d'une position claire sur le problème national en invoquant la « servilité du Parti à l'U.R.S.S. », car au cours de la crise,

les militants ouvriers et socialistes du Québec ne considèrent pas le problème national comme très important. Ce qui primait en milieu populaire, c'était la lutte pour les besoins immédiats. (...) Ce qui était considéré prioritaire, c'était la syndicalisation des travailleurs salariés du Québec et la lutte

⁴²⁴ E. Samuel, « Lettre d'un exilé » dans la revue *La Voie Canadienne* (mars-avril 1960) : 18. Après la scission de 1947, M. Samuel s'est établi en Colombie britannique.

⁴²⁵ H. Gagnon, « Intervention à la Commission d'enquête sur les événements de 1947 », 1956, p. 22.

contre le danger de guerre et de fascisme. Or, sur ces derniers points, les intérêts du peuple québécois coïncidaient pleinement avec ceux du Parti communiste de l'U.R.S.S. La défense des intérêts des travailleurs québécois allait de pair avec la défense du socialisme dans un seul pays.

La deuxième grande critique porte sur le mauvais fonctionnement du centralisme démocratique. Dans son « Estimation sur les événements de 1947 », Gagnon est très catégorique :

Nous pouvons dire sans crainte de nous tromper : les violations du centralisme démocratique ont conduit à la division dans les rangs du Parti et à la liquidation des forces dans le secteur de langue française ⁴²⁶.

Non seulement accusait-il la direction du P.O.P. d'avoir une ligne politique erronée sur la question nationale, mais il s'en prenait à la manière bureaucratique de la faire passer. Même [326] Gui Caron, dans sa lettre de démission en 1956, dans une sorte d'« autocritique », avouera :

Nos discussions concernant 1947 ont été un facteur additionnel (pour démissionner, n.d.l.r.). À la suite des révélations (de Khrouchtchev), j'ai pensé que nous devrions réexaminer l'histoire récente de notre propre Parti à la lumière de ce qui est survenu là-bas. (...) Je suis venu à la conclusion que nous étions profondément dans l'erreur en 1947, quand nous avons présenté devant le congrès provincial une résolution relevant de tout poste dans le Parti trois membres du comité provincial, alors que les accusations contre eux n'avaient jamais été discutées avec eux dans le comité provincial. Je suis venu à la conclusion que nous avons agi d'une façon non démocratique et que nous portions la principale responsabilité pour la scission qui s'est produite ⁴²⁷.

La troisième divergence concernait la façon d'entrevoir le travail dans les masses. D'un côté, la direction du P.O.P. reprochait au groupe de Gagnon de ne pas vouloir s'investir totalement dans le travail syndical. La résolution de 1947 disait :

⁴²⁶ H. Gagnon, « Intervention ... », 1956, p. 9.

⁴²⁷ Gui Caron, « Lettre de démission de 1956 », p. 5.

Au lieu de concentrer tous les efforts vers le support et la participation active aux luttes du prolétariat industriel, la minorité veut s'en isoler, négliger le travail industriel et porter l'attention surtout sur les rapports avec des groupements en dehors du prolétariat industriel ⁴²⁸.

De l'autre côté, Gagnon soutenait que l'action de la Ligue des vétérans sans-logis était positive et que les communistes devaient établir les liens avec des locataires, les organisations nationalistes et les jeunes travailleurs chrétiens notamment. Gagnon se heurtait au dogmatisme de certains dirigeants du P.O.P. et faisait face aux multiples accusations tendant à discréditer son travail qualifié de « réformiste » et d'« humaniste » [327] auprès des sans-logis. Il s'était, par ailleurs, attiré beaucoup de sympathie par son travail à la Ligue et n'acceptait pas facilement de quitter la scène et de remettre en question son travail à la base. Il répondra à la direction provinciale :

Vouloir concentrer tous les efforts sur les luttes du prolétariat industriel, c'est tout simplement refuser de conduire la bataille contre le capitalisme dans sa plénitude. C'est réduire la politique communiste au niveau de la politique trade-unioniste ⁴²⁹.

Et dans le même numéro de *Contribution* de 1949 :

Notre façon d'aborder les organisations petites-bourgeoises et nationales ne nous rapproche pas des milliers de personnes qui suivent ces organisations mais plutôt nous en éloigne. Combien y a-t-il de membres de notre Parti qui comprennent qu'un de leurs devoirs est justement de se créer des relations avec des personnes appartenant à d'autres groupements telles la J.O.C., la Société Saint-Jean-Baptiste, organisation nationale ?

Concernant le travail dans les syndicats, il y dénonce l'économisme :

⁴²⁸ Résolution du 5e Congrès provincial, 1947. Reproduite dans *Contribution* (8 février 1949).

⁴²⁹ H. Gagnon, *Contribution* (8 février 1949) : 8-9.

Dans certains cas, notre travail se limitera à atteindre certains postes stratégiques pour ensuite régner par décrets dans certaines branches du mouvement ouvrier. Dans d'autres cas, la discussion des problèmes et la prise de décision se limiteront au bureau et à l'exécutif de l'union pour être ensuite transmis comme un décret dans les groupes industriels. En d'autres mots, ne pas combattre la tendance économiste, c'est glisser vers le bureaucratisme syndical ⁴³⁰.

Au congrès d'octobre 1947, la scission n'opposa donc pas deux lignes clairement définies sur la question nationale et les relations fédérales-provinciales. Il ne faudrait pas caricaturer la [328] position du groupe de Gagnon en disant qu'il voulait défendre l'autonomie provinciale et s'opposer à l'introduction, par le gouvernement libéral fédéral, d'importantes réformes sociales, pour ensuite s'opposer à cette position. Les accusés de 1947 n'avaient pas formulé explicitement une position alternative à la ligne critiquée. Au-delà de la question nationale, c'est toute la façon de diriger de l'équipe provinciale, qui, s'appuyant bureaucratiquement sur la direction centrale, a entraîné une attitude d'hostilité de la part des dissidents et le développement de ce qui fut appelé la « faction nationaliste ». L'attitude rigide et dogmatique de la direction du P.O.P. avait rendu difficile la résolution des contradictions au sein du Parti. Plutôt que d'engager un véritable débat avec les militants ouvriers de la base, il était plus facile pour la direction de procéder à un règlement de comptes radical avec les « gauchistes » embarrassants, au moyen d'une résolution en provenance de Toronto. D'une certaine façon, Gagnon remettait en cause le fonctionnement de l'autonomie d'action du groupe de francophones au sein du Parti. C'est pourquoi on le força à démissionner avec Samuel et les autres, entraînant du même coup la défection d'environ 300 des 500 membres francophones du Parti.

⁴³⁰ H. Gagnon, *Contribution* (8 février 1949) : 15.

Les relations conflictuelles avec le P.O.P. : 1947-1956

Après l'éclatement de la section québécoise du P.O.P., les membres exclus et les nombreux démissionnaires qui les suivirent hésitèrent avant de créer un autre Parti. On consacra beaucoup d'énergie à discuter des possibilités de réintégration au Parti. Après la scission, un petit groupe forma la « Ligue d'action ouvrière ». Oscar Roy dans une dénonciation du groupe de Gagnon, en novembre 1948, résume ainsi la situation :

Après enquête menée par le Parti, Henri Gagnon fut expulsé pour ses attaques contre le Parti, les autres, à l'exception de Emery Samuel qui a aussi été expulsé, se retirèrent du Parti. Dans leurs lettres, ils caractérisaient les chefs élus

[329]

Photo 21.

Tract de la Ligue des Vétérans sans logement (1946-1947).
Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

**Vous êtes un vétéran?
Vous êtes un locataire?
Vous êtes sans logement?**

- venez à une
Grande Assemblée

pour réclamer:

- ★ QUE TOUS LES VETERANS SOIENT LOGES CET HIVER!
- ★ LE MAINTIEN DES CONTROLES - PAS D'EVICIONS,
PAS D'AUGMENTATIONS DE LOYER!
- ★ DES LOGEMENTS POUR TOUS!

à la salle de l'ASSISTANCE PUBLIQUE
488 EST, RUE LAGAUCHETIERE

JEUDI, LE 12 DECEMBRE A 8.30 P.M.

Venez appuyer les "Squatters"
Ecoutez HENRI GAGNON

sous les auspices de la Ligue des
Vétérans Sans Logement

[330]

du Parti comme « petits-bourgeois » et déviationnistes de droite. (...) Cela servait à les rapprocher, de plus en plus, des trotskystes et leur ralliait un nombre d'individus de tendances anarchistes qui gravitaient autour du Parti. Ils formèrent alors la Ligue d'action ouvrière ⁴³¹.

En décembre 1947, Tim Buck se rendit lui-même chez Henri Gagnon, de la part du comité provincial, pour discuter de la possibilité de la réadmission de Gagnon. Selon Oscar Roy, Gagnon aurait exigé que tout le groupe de la Ligue d'action ouvrière puisse réintégrer « en bloc » le Parti. Buck aurait exigé la dissolution immédiate du groupe, la demande d'admission individuelle et l'acceptation par chacun de la politique du Parti. Roy raconte :

H. Gagnon indiqua qu'il considérait de telles conditions inacceptables et qu'en tout cas, c'était lui et son groupe qui était le Parti, qu'il avait le contrôle sur les membres du Parti et qu'il serait mieux pour les chefs du Parti de faire la paix avec lui immédiatement ⁴³².

La Ligue fut dissoute mais les dirigeants du P.O.P. y virent une manœuvre pour infiltrer le Parti et y mener la lutte sous d'autres formes, sans en accepter la ligne. À cette époque, on accusait le groupe d'Henri Gagnon d'entretenir des liens avec les trotskystes, qui venaient de créer leur parti à l'automne 1946, le Parti ouvrier révolutionnaire (P.O.R.). Ce parti était essentiellement composé de syndicalistes. Au Québec, deux dirigeants du C.I.O., Jean-Marie Bédard et Julien Major, constituaient avec Murray Dawson les dirigeants les plus connus de ce mouvement qui se désintégra au début des années cinquante.

En 1948, après la dissolution de la Ligue d'action ouvrière, les ex-membres du P.O.P. fondèrent une « Ligue pour la paix et la démocratie ». Les trotskystes du P.O.R. s'intéresseront aux activités de cette Ligue. En mars 1948, les trotskystes feront paraître leur premier bulletin en français au Québec : *La Vérité*. [331] Ils y publient une lettre ouverte à la Ligue pour la paix afin d'ouvrir un débat entre le

⁴³¹ Oscar Roy. « Les aboyeurs antiparti », dans *Action* (nov. 1948). Version officielle de l'histoire de la « faction Gagnon ».

⁴³² *Ibid.*

P.O.R. et les dissidents d'octobre 1947. Ils échouèrent, cependant, dans leur tentative de rallier le groupe de Gagnon et de former un pôle communiste alternatif à celui représenté par le courant stalinien du P.O.P.

Ce n'est qu'en 1949 que le groupe Gagnon fonda le Parti communiste du Canada français dont la publication mensuelle *Contribution* portait en sous titre : « Organe pour l'avancement des forces communistes ». Ce parti rival du P.O.P. ne connaîtra qu'une courte existence. Il sera dissous en 1950. Gérard Filion décrivait ainsi dans *Le Devoir* la division chez les communistes :

Voilà ce qui se passe chez la poignée de communistes canadiens-français qui s'agitent à Montréal. Ils sont à peine quelques centaines et déjà ils sont divisés en deux et même en trois mouvements ennemis. Il y a des communistes de la commune observance dont l'expression politique est le Parti ouvrier-progressiste et qui obéissent strictement à la règle du Parti. Il y a aussi un clan de trotskystes, pour qui le groupe de Gui Caron, Pierre Gélinas sont (sic) des embourgeoisés et des vendus. Il y a enfin un groupe de communistes nationalistes (sic) qui se réclament de Marx, Engels, Lénine et Staline, mais qui prêchent la nécessité d'un Parti séparé pour le Canada français ⁴³³.

Gui Caron refusera toujours au nom du P.O.P. d'accorder la moindre reconnaissance à ce qu'il considérerait être un « soi-disant Parti communiste ».

La publication du comité provincial du P.O.P., *Action*, maintient une vive polémique avec le groupe de Gagnon. Par exemple, dans l'éditorial du mois de mars 1950, Gui Caron accuse le Parti communiste canadien-français d'être « un agent du State Department ». Dans le même numéro d'*Action*, on publie une lettre du P.O.P. reprochant à Gagnon, toujours à l'extérieur du Parti, de ne pas appuyer la position du Parti adoptée au 7^e Congrès provincial qui consistait à « réclamer une constitution canadienne qui reconnaisse explicitement le droit du Canada français de ne pas être entraîné en guerre contre son [332] gré ⁴³⁴ ». « Est-ce un écart de la position marxiste sur la question nationale que de réclamer un des aspects les plus importants du droit de la nation canadienne-française à disposer d'elle-même ? », se demande paradoxalement le chef de la section québécoise du P.O.P. Dès 1950, la question du droit à l'autodétermination pour la nation canadienne-française devient plus présente dans les tex-

⁴³³ Gérard Filion, *Le Devoir* (13 juillet 1949).

⁴³⁴ « Lettre du P. O. P. à Henri Gagnon » dans *Action* (février-mars 1950) : 7.

tes du P.O.P. Commentant la proposition adoptée au 7e Congrès sur le projet de nouvelle constitution, O. Roy y voit « l'expression vivante, dans des termes qui peuvent atteindre et remuer les masses, du droit de la nation canadienne-française à disposer d'elle-même ⁴³⁵ ».

En août 1951, le rapport du 9e Congrès provincial aborde de nouveau le cas de Gagnon, qui vient de dissoudre son « Parti » mais qui a lancé une nouvelle publication signée par le « Groupe de l'unité ouvrière ». Le P.O.P. conclut que Gagnon est résolu à maintenir à tout prix un groupe organisé en opposition au P.O.P. On le considère toujours comme un « scissionniste et diviseur professionnel ⁴³⁶ ». En septembre 1951, dans un article signé par le comité provincial du P.O.P., on lui reproche de maintenir sous des étiquettes différentes son soi-disant Parti communiste et, par conséquent, de porter la responsabilité du fait qu'il se trouve encore en dehors du seul Parti communiste. Les tentatives de Gagnon pour réintégrer le Parti ouvrier-progressiste avaient échoué. Au 6e Congrès provincial, les dirigeants avaient émis une déclaration, publiée dans le numéro d'Action de janvier 1949, qui expliquait le refus de réintégrer au Parti une dizaine d'ex-membres. On demandait aux « factionnistes » de reconnaître et de corriger leurs erreurs. On doutait de leur bonne foi :

Leurs applications pour réadmission au Parti font partie de leurs tentatives pour introduire à nouveau dans le Parti leur activité factionnelle et leur idéologie nationaliste petite-bourgeoise. Toute leur campagne pour réadmission [333] au Parti a été conduite sur la base de leur « droit démocratique » de partager des opinions antimarxistes et de lutter pour les faire reconnaître dans le Parti.

Dans son numéro de mars 1950, *Contribution* publie une « Lettre ouverte à M. Caron », datée du 27 février 1950, l'invitant à convoquer « une conférence où serait discuté le problème de l'unité des forces communistes ». Gagnon dénonce l'attitude du P.O.P. qui lui attribue le monopole de l'erreur. Gagnon y rappelle les tentatives de son groupe pour réintégrer le Parti ouvrier-progressiste ; parlant au nom du Parti communiste canadien-français, Gagnon souligne les gestes d'unité de son groupe :

⁴³⁵ Action (février-mars 1951).

⁴³⁶ Action (août 1951).

Chez les membres de notre groupe ce désir de travailler à l'unité des forces communistes n'est pas un fait nouveau. Déjà en 1948, la Ligue d'action ouvrière qui n'était pas un parti fut dissoute à la demande du P.O.P. sans que cela n'apporte aucun résultat. En 1949, plus de 140 militants ouvriers, sans parti, vous adressaient une pétition demandant de convoquer une conférence où serait discuté le problème de l'unité. (cf. *Contribution* vol. 1, 6, juin 1949). Ce n'est qu'après et à la suite de votre refus de considérer toutes ses demandes que se forma en 1949 le Parti communiste du Canada français. Mais je tiens à vous faire remarquer que dans la même période nous déclarions dans *Contribution* : « Conscients de notre devoir nous avons pris la responsabilité de demander au Parti ouvrier-progressiste d'appeler une conférence. Pour nous, ce qu'il y avait d'important n'était pas de savoir qui avait raison lors du congrès de 1947. Comme communistes nous nous tournons surtout vers les nécessités actuelles et vers l'avenir. Ce qu'il y a d'important pour nous, c'est la lutte pour le socialisme en 1949. C'est pourquoi la porte reste ouverte pour toute conférence où seraient discutées franchement les divergences politiques en vue de l'unification des forces militantes du socialisme ⁴³⁷ ».

C'est dans cette lettre que Gagnon soulignait que l'on a « absolument tort de regarder le Parti communiste du Canada [334] français comme un groupe d'opposition au P.O.P. » et que son groupe ne désirait « d'aucune façon vous amener à reconnaître l'existence du Parti communiste du Canada français ».

À la veille des élections provinciales de 1952, le P.O.P. et les partisans d'Henri Gagnon ne se sont pas réconciliés. Cependant, les textes polémiques publiés par le groupe de Gagnon dans *Contribution* critiquant les vues de Binder et Caron sur la question nationale ont certainement été un facteur déterminant dans la nouvelle orientation que se donne la section québécoise en 1952. Le groupe de dissidents va réduire ses activités. Ce n'est qu'en 1956 qu'une quarantaine d'entre eux réintègreront le P.O.P. avec Gagnon ⁴³⁸ .

Le P.O.P., quant à lui, a tiré les leçons de 1947. Sa campagne électorale de 1952 met l'accent sur les droits nationaux du Québec. Dans son « appel à tous les Canadiens français patriotes », le rédacteur du journal communiste *Combat*, Pierre Gélinas, va jusqu'à donner l'exemple de Papineau pour « créer l'unité des Canadiens

⁴³⁷ *Contribution*, 2, 3 (mars 1950) : 1.

⁴³⁸ Ibid.

français au-dessus des petites partisaneries ». Il reprend même des extraits de René Chaloult, dans sa dénonciation des vieux partis, en insistant sur le « dévouement à la patrie ». En même temps qu'on essaie de se rapprocher des « patriotes sincères », trompés par Duplessis, on tend une main fraternelle aux « catholiques ». Action cite les « paroles chrétiennes » de Mgr Charbonneau en démontrant les liens qui unissent l'humanisme chrétien et le marxisme.

Depuis le 9e Congrès, dont le rapport a été publié dans la livraison d'Action du mois d'août 1951, le Parti semble avoir adopté une ligne politique « nationaliste québécoise ». Le slogan mis de l'avant à ce congrès était : « Construisons le Parti de la classe ouvrière canadienne, le Parti de la nation canadienne-française ⁴³⁹ ». La direction du P.O.P. est de plus en plus consciente de la question québécoise. Ainsi Camille Dionne écrit dans « La bataille pour Combat » qu'il faut hausser la diffusion de ce journal communiste chez les francophones même si la publication avait été temporairement interrompue par Duplessis :

[335]

Certains camarades remarquent souvent que nous n'avons pas suffisamment de littérature de langue française dans le Parti. C'est juste. Une des méthodes de combler cette lacune, c'est en bâtissant la circulation de Combat ⁴⁴⁰.

Le nouveau programme du P.O.P., rendu public avant les élections de 1952, reconnaît enfin explicitement les droits nationaux des Canadiens français, « y compris le droit de sécession du Canada français ». Ce programme affirme

l'identité d'intérêts de la classe ouvrière canadienne et de la nation canadienne-française tout entière, à l'exception d'une poignée de 'chouayens', traîtres à leur patrie ⁴⁴¹.

La surenchère nationaliste pratiquée par Duplessis et sans doute la crise de 1947 ont forcé le P.O.P. à tenir compte davantage du problème national québécois. Dans la

⁴³⁹ Rapport au 5e Congrès, Action (août 1951).

⁴⁴⁰ Camille Dionne, « La bataille pour Combat », *Action* (janvier 1952).

⁴⁴¹ Gui Caron, *Action* (mars 1952) : 4.

déclaration du comité provincial du P.O.P. commentant la réélection de l'Union nationale en 1952, on faisait cette analyse :

La différence entre la campagne de Duplessis de 1952 et celle de 1948 indique qu'il devient quasi impossible de soutenir effectivement sa ligne démagogique de nationalisme. (...) Il est clair que la lutte pour l'indépendance nationale continuera à prendre de plus en plus d'importance au fur et à mesure que le peuple comprendra que les intérêts nationaux sont trahis aussi bien par l'Union nationale que par les libéraux ⁴⁴².

De retour au Parti en 1956-1957

Ce changement sensible dans la ligne du Parti, depuis le 9e Congrès, explique la réintégration de Gagnon au sein du Parti. [336] La direction du P.O.P. accepte alors de mener une vaste enquête sur les événements de 1947. Ses conclusions furent d'exiger le retrait de la résolution de 1947 concernant l'existence de la faction nationaliste, le retrait de toutes les accusations ou mesures disciplinaires portées contre le groupe d'Henri Gagnon et la réhabilitation de tous les camarades injustement accusés. Gui Caron démissionnait en admettant ses torts et ceux de la direction dans les événements de 1947. Gagnon s'est expliqué sur le retrait de cette « résolution-surprise » après neuf années, dans une entrevue en septembre 1977 :

Beaucoup de personnes qui avaient contribué à cette condamnation-là, quand ils se sont vus en face du 20e congrès, ils se sont tout simplement reconnus là-dedans. Et ils ont voulu réparer cela. Mais il est arrivé que dans l'année qui a suivi, ces mêmes personnes vont se retirer du Parti.

Gagnon explique ainsi l'éclatement du Parti en 1956. Face aux positions du XXe Congrès, les deux plus importantes sections du Parti au Canada vont prendre deux directions opposées : les Slaves, en particulier les Ukrainiens, pour qui l'U.R.S.S. sera toujours la mère-patrie, ont gagné par défaut, car la section juive se retirera, ne croyant plus possible de sauver le navire.

⁴⁴² « Déclaration du P.O.P. sur les élections provincial de 1952 » dans *Action*, (août 1952) : 8.

Alors que le Parti était secoué par les révélations du XXe Congrès, le camarade Gagnon se rangera du côté des contestataires jugés « révisionnistes » par les orthodoxes staliniens, partisans du soutien indéfectible à Moscou.

Henri Gagnon, qui faisait alors partie de la direction provinciale, se verra de nouveau aux prises avec les « orthodoxes staliniens » qui n'avaient pas accepté la réadmission de son groupe et qui reprocheront à Gui Caron d'avoir été trop libéral à l'égard de ces « bavards de l'Université ouvrière ». Le comité provincial démissionnera en bloc. Gagnon, avec les autres dissidents, tentera de combattre le dogmatisme et le sectarisme en attendant le 6e Congrès national qui aura lieu à Toronto en avril 1957. Il démissionnera peu après.

Hors du Parti, ce franc-tireur a poursuivi le combat, particulièrement au plan syndical où il a été un bagarreur infatigable. Nous ne pouvons nous étendre ici sur l'histoire de ce leader syndical devenu membre, en 1947, de la Fraternité internationale [337] des ouvriers de l'électricité. Avant de devenir président du local 568 des électriciens de la construction en 1958, il sera délégué au Conseil du travail de Montréal et vice-président de cet organisme à la fin des années soixante. Cette deuxième carrière de l'ex-organisateur révolutionnaire fut menée parallèlement à celle d'éducateur populaire. Il a été responsable du journal des syndiqués du local 568 des électriciens et, après avoir quitté le combat syndical, il a continué d'intervenir par ses écrits où il a fait porter sa réflexion sur les nouvelles conditions de la lutte et fustigé les solutions d'une autre époque. Autodidacte polémiste, il a publié une douzaine de volumes à compte d'auteur. Dans son combat pour une plus grande justice sociale, il a dû opérer bien des remises en question : il n'a surtout jamais considéré le marxisme comme une théorie figée. Il n'a pas manqué d'audace pour sabrer dans les clichés et pourfendre les analyses stéréotypées. Réinterprétant à sa manière l'évolution de notre histoire, ce conteur exceptionnel a toujours voulu faire partager son expérience de militant ouvrier et ses convictions tenaces : il n'a jamais vu d'antagonisme irréversible entre le nationalisme québécois et le progrès social. Avec d'autres, il aura tenté de rendre le Parti communiste plus sensible à l'oppression nationale des Québécois.

[338]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section II. Un Parti et ses dirigeants

Texte 12

La fin d'un mythe... Gui Caron et les révélations de Khrouchtchev sur l'U.R.S.S. en 1956.

Bernard DIONNE

[Retour à la table des matières](#)

Le 14 octobre 1956, les militants s'entassent fébrilement dans une salle de la rue Mont-Royal, près de l'avenue du Parc à Montréal, pour entendre Tim Buck raconter ce qu'il a vu et entendu lors de son voyage de deux semaines en Union soviétique. L'émotion étreint ces gens qui ont dédié leur vie à la cause du communisme et qui ont appris en juin 1956, lors de la parution du rapport de Nikita Khrouchtchev au XXe Congrès du Parti communiste russe, que l'U.R.S.S. sous Staline n'avait pas été précisément le paradis de la justice et du progrès qu'on leur avait vanté depuis leur adhésion au mouvement communiste. Révoltés par le contenu de ces révélations, ces hommes et ces femmes n'ont pas accepté les explications simplistes mettant tout

sur le compte du « culte de la personnalité de Staline » et ils veulent qu'on leur dise comment tout cela - les purges, les « violations de la légalité socialiste », les déportations massives, les exécutions sommaires et le harcèlement des minorités nationales et en particulier des Juifs - a pu se produire en U.R.S.S., « Etat du peuple tout entier » selon les formules officielles.

Aussi, quand Tim Buck se lève pour donner à l'assemblée son propre rapport du voyage, Gui Caron et les autres s'avancent encore un peu sur leur chaise pour mieux entendre ce que le chef des communistes canadiens depuis plus de 25 ans allait leur [339] dire pour leur faire avaler « ça ». Fidèle à lui-même, Buck dit qu'à son point de vue, les explications fournies par les camarades soviétiques sur le « culte de la personnalité » en U.R.S.S. sous Staline sont amplement suffisantes : le seul fait d'en avoir révélé l'existence témoigne de la volonté de changement dans le Parti communiste russe et de la supériorité du système socialiste sur le système capitaliste. Maintenant, ayant obtenu les éclaircissements nécessaires et les garanties que de tels crimes ne pourraient plus se reproduire, dès lors que la légalité socialiste était restaurée en U.R.S.S., Buck appelle de nouveau les militants à se serrer les coudes et à se tourner résolument vers leurs tâches politiques canadiennes. Devant une foule incrédule, en colère et très agitée, Buck prétend même que les communistes canadiens n'ont pas le droit de critiquer les communistes russes et qu'il faut dès maintenant se remettre au travail...

Dans la voiture qu'il conduit, le lendemain matin, en direction de l'aéroport de Montréal, Gui Caron est encore sous le choc de l'assemblée de la veille. « J'ai demandé à Buck de m'expliquer ce qu'il en était. Il ne m'a pas répondu : il agissait comme un loyal soldat. La lutte était dure et elle exigeait que l'on suive la stratégie venant du centre. S'il n'a pas répondu, c'est peut-être qu'il sentait que j'avais déjà cessé de partager cette conviction ⁴⁴³. » Depuis qu'il a pris connaissance des révélations du rapport secret de Khrouchtchev, le monde a basculé dans la tête de Caron. Il a tenté, au cours des six derniers mois, de comprendre comment on avait pu en arriver là en U.R.S.S. et dans le Parti communiste canadien ; comment on avait pu commettre les pires crimes au nom de son idéal, au nom du communisme, et comment on avait systématiquement camouflé ces faits aux yeux des militants. Mais aujourd'hui, il ne voit plus comment il pourrait continuer à militer dans ce Parti, maintenant

⁴⁴³ Entrevue réalisée avec Gui Caron, octobre 1983.

que Buck lui-même mettait fin à tout processus de remise en question. Après avoir reconduit Buck à l'aéroport, Caron s'arrête une heure pour réfléchir, puis il se rend à une réunion de la direction provinciale du Parti pour donner sa démission en tant que chef et en tant que membre des communistes québécois.

Comment en était-on arrivé là ? Comment les Gui Caron, Joe Salsberg, Stanley Ryerson, Henri Gagnon, Pierre Gélinas, [340] Camille Dionne, Danielle Cuisinier et autres vécurent-ils cette crise sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste international, *la crise du mythe de l'U.R.S.S.* ?

Des communistes québécois dans la guerre froide

Les communistes n'eurent jamais la vie facile au Québec. La « loi du Cadenas », en vigueur depuis 1937, permettait aux forces policières de saisir le matériel de propagande du Parti, tels les journaux *Clarté*, *Canadian Tribune* et *Combat* ; de fermer les locaux du Parti ; de perquisitionner et de cadenasser les résidences privées ; d'interdire les réunions. La Loi sur les mesures de guerre força le Parti à changer de nom en 1943 : le Parti ouvrier-progressiste (P.O.P.) allait maintenant diffuser la pensée communiste au pays.

La victoire du député Fred Rose à l'élection fédérale partielle de 1943, puis à l'élection fédérale générale de 1945, dans Montréal-Cartier, créa un certain temps l'illusion que le Parti élargissait son influence au Québec. Mais la violente campagne anticomuniste, qui déferla dans le mouvement syndical au cours des années 1947-1954, ôta au Parti ses racines dans la classe ouvrière. L'inculpation et le procès de Fred Rose, Raymond Boyer, Sam Carr et d'une quinzaine de personnes pour espionnage en 1946 discrédita le Parti au Québec.

D'autre part, le Parti s'affaiblit considérablement lorsque en 1947, plus d'une centaine de militants francophones regroupés autour d'Henri Gagnon et d'Évariste Dubé, ancien président national du Parti communiste canadien, quittèrent la salle où se tenait le 5e Congrès du P.O.P. québécois en raison de son orientation centralisatrice et fédéraliste.

C'est dans ces conditions que Gui Caron assumait la direction du P.O.P. au Québec de 1946 à 1956. Caron avait adhéré au Parti en passant d'abord par les « Jeunesses

communistes ». Issu d'un milieu petit-bourgeois, il n'en était pas moins marqué par les effets de la crise économique autour de lui. « Des milliers de personnes ne recevaient presque rien, dépendant de la charité [341] de Saint-Vincent-de-Paul ou du curé de paroisse. Ça n'avait pas de sens. Les gens ne travaillaient pas et n'avaient rien à manger ! » Il lui est apparu, au fil de ses lectures et de ses conversations avec des étudiants à l'université McGill, qu'il y avait deux endroits au monde où les gens travaillaient : l'Allemagne et l'U.R.S.S. « Entre les idéaux répugnants du nazisme qui prenait les juifs comme bouc émissaire de la crise et les idéaux du communisme qui m'apparaissaient généreux, le choix était logique. »

C'est ainsi que, pour le jeune Caron, le marxisme répondait à une soif de connaissance et mettait de l'ordre dans le chaos de l'Histoire et dans la réalité trouble des années trente. Les « Jeunesses communistes » et le Parti lui procureront un milieu chaleureux qui, en l'accueillant au cours de l'hiver 1938, comblera le vide idéologique familial qu'il avait ressenti jusque-là.

Au cours de la première phase de la guerre, alors que le Parti s'opposait à l'engagement du Canada contre l'Allemagne en raison du pacte germano-soviétique, Caron dirigera le journal *La Voix du peuple* avec des nationalistes québécois également opposés à l'entrée en guerre du Canada. Puis, lorsque le Parti soutint l'effort de guerre après l'invasion nazie de l'U.R.S.S., le 22 juin 1941, Caron sortit de la clandestinité et fonda le journal *La Victoire*, s'enrôla dans l'armée en avril 1942 et devint lieutenant d'artillerie. Il fut d'ailleurs décoré, avec nul autre que Pierre Sévigny, par le gouvernement polonais en exil.

De retour au pays il est élu secrétaire du P.O.P. au Québec en 1946. À ce moment-là, les 1500 membres du Parti se répartissent en trois groupes à peu près égaux : les Canadiens français sont en majorité des chômeurs et des ouvriers ; le groupe juif est composé d'un tiers d'ouvriers et de deux tiers de petits hommes d'affaires et de professionnels ; enfin, le groupe slave est principalement composé d'ouvriers ukrainiens extrêmement attachés à l'U.R.S.S. et au Parti communiste. La structure du Parti est relativement simple : le comité provincial, ou l'exécutif, comprend de quatre à huit dirigeants élus en congrès par les délégués des clubs. Ces clubs forment l'organisation de base du Parti : ils regroupent les membres selon leur quartier, leur lieu de travail, leur origine ethnique ou leur profession. Des structures régionales à Montréal et à Québec coordonnent le travail des militants. Le Parti a

une dizaine de permanents salariés, révolutionnaire à temps plein, et Gui Caron est de ceux-là, essayant

[342]

Photo 22.

**Assemblée du PC à Montréal, 1944-1945 :
A.B. Rosenberg (frère de Fred Rose), Michael Buhay,
Robert Haddow, Guy Caron, Fred Rose et Harry Binder.**

[Retour à la table des matières](#)

[343]

de faire vivre sa famille avec un salaire qui passe entre 1946 et 1956 de 10\$ à 46\$ par semaine !

Géographiquement, le Parti est concentré à Montréal où vivent les militants slaves, juifs, anglophones et plus de la moitié des militants francophones. Les sections Saint-Louis, Saint-Jacques, Sainte-Marie, Maisonneuve et Rosemont semblent avoir été les plus dynamiques avec les sections juive et slave et la section anglophone. Le comité de ville de Québec était aussi très actif et le Parti comptait des clubs en Abitibi et dans les Laurentides. Les jeunes, les intellectuels, les professionnels et les syndicalistes pouvaient être regroupés dans des sections spécifiques ou dans des commissions spéciales, respectivement la Ligue des jeunes communistes, la commission politique ou commission du programme, la Section « I » qui permettait aux professionnels désirant garder l'anonymat de militer dans un cadre semi-clandestin, et la commission syndicale qui regroupait des militants tels que Bob Haddow, Alex Gauld, Jean Paré et plusieurs autres.

De quatre à six dirigeants du Parti au Québec siégeaient au Comité national (C.N.) parmi une cinquantaine de membres : ce comité est l'équivalent du Comité central dans la structure habituelle des partis communistes. Un membre ou deux siégeaient au Comité exécutif national (C.E.N.), équivalent du Bureau politique, composé d'environ treize membres. En général, la direction nationale de Toronto veillait à ce que le travail des communistes québécois se fasse dans le respect de la ligne politique du P.O.P., et il revenait à Fred Rose, puis à Stanley Ryerson, de faire le lien entre les deux paliers de direction. Les militants québécois se plaignaient souvent que les thèmes des campagnes politiques leur étaient imposés de Toronto, selon les objectifs généraux du mouvement communiste international ou de la politique extérieure soviétique ; mais comme le signale Gui Caron, « ils ne fonctionnaient pas par décret, ça c'est une conception vulgaire, ils nous convainquaient... »

Durant ces années, le travail d'un militant communiste consistait pour une bonne part à ramasser des fonds pour le Parti, à assister à d'interminables réunions pour assimiler et mettre en pratique la ligne du P.O.P., à essayer de faire élire quelques candidats communistes aux diverses élections, à militer dans les syndicats ouvriers et à faire signer des pétitions pour [344] la paix et l'indépendance du Canada, contre la prolifération des armes nucléaires, etc. Parfois le Parti obtenait des résultats

fort intéressants, lors des victoires de Fred Rose bien sûr, mais aussi en 1948, lorsque Gui Caron obtint 5 000 votes dans Montréal Saint-Louis.

Aux élections québécoises de 1956 par exemple, le P.O.P. présenta trente-deux candidats pour défendre la ligne du Parti et attaquer l'abandon des ressources naturelles de la province aux mains des Américains par le gouvernement Duplessis. Le caractère majoritairement ouvrier, prolétarien, des communistes québécois ressort clairement dans la biographie de ces candidats que proposait *Canadian Tribune* à ses lecteurs. On y apprend ainsi, outre le fait que Gui Caron est un descendant de Louis-Joseph Papineau, que Wilfrid Terreault, candidat dans Trois-Rivières, est un papetier, socialiste depuis 1912 ; que Robert (Bob) Haddow est un machiniste, Henri Gagnon un électricien ; que Gérard Fortin a été marin et bûcheron, président de l'Union des bûcherons du Québec ; que Lucien Senneville est un charpentier ; que Dave Ship, gérant du *Canadian Jewish Weekly*, a milité à l'exécutif du syndicat des ouvriers du vêtement pour dames ; que Jeannette Brunelle (Jeannette Walsh) est une ancienne couturière ; que Camille Dionne qui se présente dans Maisonneuve est un ancien charpentier ; que Joseph Duchesne, ex-président du syndicat des chaudronniers à la *Vickers*, est actif dans le mouvement communiste depuis 1935 ; que le candidat dans Montréal Sainte-Marie, Eugène Casault, est également un charpentier ; que Jacques Rouleau, candidat en Abitibi-Est, est un électricien, ex-membre actif des U.E. ; que Ken Perry, qui se présente dans Montréal-Verdun, a été successivement ouvrier dans le caoutchouc, l'acier et la construction avant de militer pour les droits des vétérans de l'armée canadienne ; que Jean Lecavalier (Richelieu), Joseph Forget (Kénogami-Jonquières), Frank Brenton (Westmount-Saint-Georges) et Roger Messier (Québec-Est) étaient respectivement marin et ouvrier de la construction, papetier, organisateur pour l'*Office Workers Union* et encore marin ⁴⁴⁴.

[345]

Dans le contexte de la guerre froide, du maccarthysme, de la chasse aux sorcières, de la (loi du Cadenas » et des purges anticomunistes dans les syndicats, il va de soi que les militants communistes se sentaient continuellement en état de mobilisation pour la cause du socialisme, transportés par un idéal qui, au moins à l'étranger, donnait de beaux fruits : en 1956, pas moins de treize États se réclamaient du socialisme, et la Chine et l'U.R.S.S. opposaient une formidable force de frappe au bloc

⁴⁴⁴ *Canadian Tribune* (14 mai 1956).

capitaliste. C'est dans ce contexte que s'ouvrit le XXe Congrès du Parti communiste soviétique en février 1956, un peu moins de trois ans après la mort de Joseph Staline, le « petit père des peuples »...

Le choc du XXe Congrès

C'est dans la nuit du 24 au 25 février 1956 que Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste russe, lut le célèbre « rapport secret » sur le « culte de la personnalité » en U.R.S.S. Véritable réquisitoire contre le stalinisme, le rapport ne se contentait pas de dénoncer abstraitement les violations de la légalité socialiste, les atteintes à la démocratie au sein du Parti et de la société soviétique, les erreurs théoriques, économiques et militaires de Staline et les génocides de minorités nationales, mais il donnait des faits, des chiffres, bien que de façon incomplète, concernant les exécutions sommaires et les procès truqués de centaines de milliers de communistes soviétiques et étrangers pendant la période 1934-1956.

C'est ainsi que les délégués horrifiés apprirent que 850 000 communistes russes furent arrêtés et que plusieurs centaines de milliers d'entre eux furent exécutés après des parodies de procès où les aveux étaient extorqués sous la torture. Que 98 des 139 membres du Comité central du Parti furent fusillés en 1937 et en 1938 ; que 1 108 des 1 966 délégués au XVIIe Congrès de 1934 furent jetés en prison ; que d'éminents communistes, pour la plupart d'anciens compagnons de Lénine, furent sauvagement torturés et exécutés. Qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale [346] un million de personnes furent arbitrairement déportées sur ordre de Staline, car elles appartenaient à des minorités nationales soupçonnées de collaborer avec l'Allemagne nazie. Que les purges frappèrent des millions de citoyens soviétiques, au mépris le plus total des droits humains.

De plus, le rapport mettait à nu le culte effréné de la personne de Staline que le Parti avait édifié en près de trente ans de pouvoir absolu. Les exemples de ce culte sont trop connus pour qu'il convienne de s'y arrêter ici ⁴⁴⁵.

⁴⁴⁵ Voir à ce sujet *Le rapport Khrouchtchev et son histoire* de Branko Lazitch, Paris, Seuil, 1976, coll. Points d'histoire, qui contient le texte du rapport tra-

La plupart des dirigeants du mouvement communiste international prirent connaissance de ces faits au cours de rencontres privées avec des responsables soviétiques. Jamais, même encore à ce jour, les Soviétiques n'ont publié ce rapport secret. Les membres du P.O.P. connaîtront pourtant une partie du rapport lorsque le *State Department* américain le rendra public et que le *New York Times* le publiera en juin 1956. En U.R.S.S. même, le contenu du rapport fut révélé au cours d'assemblées pour les membres du Parti, mais il ne fut pas publié ⁴⁴⁶ et les seuls effets tangibles qu'il eut, en ce pays, se limitèrent à quelque milliers de réhabilitations « à titre posthume » des victimes du stalinisme, de même qu'à un adoucissement de la chasse à la dissidence.

D'autre part, les rapports officiels de Khrouchtchev et de Malenkov, à ce congrès, mirent de l'avant les thèses de la possibilité d'un passage pacifique au socialisme dans certains pays développés et de la coexistence pacifique entre régimes socialiste et capitalistes ⁴⁴⁷. Quant aux relations entre partis communistes, elles devaient être maintenant marquées du sceau de l'égalité et [347] de la fraternité, et les références au « Parti-guide » se firent de plus en plus rares, d'autant plus que le *Kominform*, bureau d'information communiste ou organe de liaison entre partis communistes au pouvoir, sera aboli en avril 1956.

Au Canada, la direction de Parti convoqua une réunion du Comité national en mai 1956, au retour de Tim Buck de l'U.R.S.S. Pour la direction, toujours optimiste, la situation politique offrait « de nouvelles perspectives pour les communistes canadiens avec l'édification d'un système d'États socialistes aux côtés de l'U.R.S.S., l'imminence d'une crise du monde capitaliste » et les possibilités nouvelles d'alliance que l'on croyait déceler dans la conjoncture politique canadienne avec les socialistes de la C.C.F. Cette perspective euphorique tranchait rigoureusement avec la réalité

duit par le journal *Le Monde*, en 1956, et revu par l'auteur. On consultera également le recueil de textes présenté par Roger Martelli, 1956, *Le choc du 20e congrès du P.C.U.S.*, Paris, Éditions Sociales, 1982, qui contient des textes du mouvement communiste international sur le 20e congrès.

⁴⁴⁶ Signalons l'ouvrage critique de l'historien soviétique Roy Medvedev, *Le stalinisme, origines, histoire et conséquences*, Paris, Seuil, coll. Combats, 1972.

⁴⁴⁷ Sur cet aspect, voir notamment François Fejto, *L'héritage de Lénine*, Paris, Librairie générale française, nouvelle édition revue et augmentée, 1977, coll. Pluriel n° 8318, pp. 263-292 et Jacques Lévesque, *Le conflit sino-soviétique*, Paris, Presses universitaires de France, 1973, coll. « Que sais-je ? ».

d'un P.O.P. pratiquement absent de la scène politique et de plus en plus isolé au sein de la population. Quoi qu'il en soit, la direction cherchait manifestement à enjoliver la situation d'ensemble pour éviter les terribles implications des révélations de Khrouchtchev sur le moral des communistes canadiens. C'est pourquoi elle choisit, dans un premier temps, de lancer un appel à la lutte contre le dogmatisme et le sectarisme au sein du P.O.P. et reprit à son compte les thèses du rapport secret contre le culte de la personnalité ⁴⁴⁸.

Il faut dire cependant que cette direction était profondément divisée entre les staliniens et les « révisionnistes », les premiers cherchant à ménager la mémoire de Staline et à étouffer le débat, les seconds s'interrogeant sur les causes d'une telle perversion du socialisme que représentait maintenant pour eux le stalinisme. Très significativement, c'est au cours de la réunion de mai du C.N. que J.B. Salsberg fut élu à l'exécutif du Parti d'où il avait été exclu en 1953 à cause de ses positions « sionistes ». Selon la version officielle du Parti communiste canadien, *Canada's Party of Socialism*, les « révisionnistes » étaient même en majorité au sein de l'exécutif pendant l'été 1956. Les historiens du P.C.C. vont même jusqu'à dire que « leur critique du culte de la personnalité masquait leur antisoviétisme ⁴⁴⁹ ».

⁴⁴⁸ « Discussion of the twentieth congress of the C.P.S.U. », lettre ronéo. du National Executive Committee (NEC), 26 mars 1956.

⁴⁴⁹ En collaboration, *Canadas Party of Socialism. History of the Communist Party of Canada, 1921-1976*, Toronto, Progress Books, 1982, p. 194.

[348]

Photo 23.

Les chefs du mouvement communiste québécois durant la guerre : Harry Binder, Oscar Roy, Gui Caron, Évariste Dubé, Robert Haddow et Daniel Longpré. Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

[349]

Ce débat se reflétait évidemment dans la presse du Parti, dans le journal *Canadian Tribune*. Le directeur de l'éducation, Norman Freed, l'organisateur national, Leslie Morris, et le chef de la propagande, Stanley Ryerson (encore à Moscou où il passera une bonne partie de l'année pour des raisons de santé avant de revenir vers la fin du mois d'octobre), mettent l'accent sur les grandes victoires de l'U.R.S.S. depuis le XIXe Congrès ; Ryerson dira même, en parlant de l'U.R.S.S., qu'il s'agit

d'un « État où le peuple travailleur dirige ⁴⁵⁰ ». Lorsque, pour le premier mai, Tim Buck revient enfin de l'U.R.S.S., il doit révéler aux autres dirigeants que les Soviétiques lui avaient lu une version intégrale du rapport Khrouchtchev dans sa chambre d'hôtel au cours d'une session-marathon qui avait duré dix heures d'affilée ! Mais les membres s'impatientsaient : un lecteur de Toronto signalait le 14 mai que l'organe communiste américain *New York Daily Worker* discutait du XXe Congrès depuis plus d'un mois ; Charles MacDonald, un lecteur de Verdun, s'en prenait à l'incompétence du *Canadian Tribune* et au style « business as usual » des chefs Morris et Freed. « Nous aussi nous devrions avoir plus de démocratie interne dans le Parti ! Nous aussi nous avons souffert du culte de la personnalité ! » écrivait-il dès le mois de mai 1956 ⁴⁵¹. Un autre lecteur demandait. « Que faisaient Khrouchtchev, Molotov, Boulganine, Malenkov et les autres pendant la terreur stalinienne ⁴⁵² ? » André Ryerson, de Montréal également, et D.W., du club Notre-Dame-des-Neiges, se disaient « choqués de la trahison incroyable de la justice socialiste en U.R.S.S. durant les 20 dernières années, et choqués de la façon dont la direction du P.O.P. et de *Canadian Tribune* a abordé cette affaire ⁴⁵³ ». Frank Arnold, un des membres de la direction du P.O.P. québécois qui démissionnera plus tard avec Gui Caron, parle d'un « horrible cauchemar » et exige que des réponses adéquates soient fournies sur la « suppression de la culture juive en [350] U.R.S.S. ⁴⁵⁴ ». Un autre membre de cette direction, Norman Nerenberg, osera poser la question : « Est-ce que les crimes, distortions et répressions révélés par le rapport Khrouchtchev sont une partie inhérente et inévitable du socialisme ⁴⁵⁵ ? » Comme on peut le constater, beaucoup de membres n'étaient pas prêts à accepter n'importe quelle explication de la part de leurs dirigeants, et ce, dès le mois de mai 1956 !

Finalement, ce n'est qu'au mois de juin que les membres purent prendre connaissance du contenu du rapport Khrouchtchev dans le *Montreal Star* puis dans le *Canadian Tribune* qui le reproduisit intégralement le 18 juin 1956. La direction semblait alors prête à ouvrir une large discussion sur le rapport et ses implications quant à la

⁴⁵⁰ *Canadian Tribune* (23-4-56).

⁴⁵¹ *Canadian Tribune* (14-5-56).

⁴⁵² Ibid.

⁴⁵³ *Canadian Tribune* (21-5-56) et (1-6-56).

⁴⁵⁴ *Canadian Tribune* (25-6-56).

⁴⁵⁵ *Canadian Tribune* (2-7-56).

vie interne du P.O.P. lui-même. Mais cette libéralisation sera rapidement étouffée par Buck ⁴⁵⁶. La position de ce dernier était relativement précaire dans un pareil contexte : n'avait-il pas lui-même fait l'objet d'un certain culte de la personnalité dans les rangs du P.O.P. et n'avait-il pas largement encouragé celui de Staline ? Ne voyait-il pas, par ailleurs, que les révélations contenues dans le rapport Khrouchtchev risquaient de décevoir bon nombre de militants et de travailleurs à propos de Staline et du système socialiste ?

Mais il semble que, dans un premier temps, Buck ait laissé s'exprimer la critique des membres, par choix ou vraisemblablement parce que la pression à la base était trop forte. Selon Gui Caron, « il y a eu une période d'environ dix jours où Buck a accepté que le P.O.P. canadien exprime publiquement un certain désaccord avec les vues du P.C. soviétique concernant les fautes de Staline. Ce sont les dix jours pendant lesquels le P.C. français s'était permis cette liberté. Lorsque le P.C. français s'est ressaisi en disant avoir reçu des « explications satisfaisantes » des [351] dirigeants soviétiques, Buck en est revenu à la primauté de la solidarité, excluant tout désaccord public avec le P.C. soviétique ».

Vers la mi-juin, l'exécutif du Parti fit circuler un projet de lettre à envoyer au C.C. du Parti soviétique qui exprimait la vive insatisfaction du P.O.P. sur les explications fournies par Khrouchtchev sur les causes réelles des violations de la démocratie socialiste par Staline de 1934 à 1953. Selon l'exécutif, Khrouchtchev n'avait fourni aucune explication réellement marxiste des circonstances ayant permis à Staline d'exercer un pareil pouvoir en U.R.S.S. On questionnait ouvertement les autres membres du Bureau politique du temps de Staline, leur faiblesse devant Staline, leur responsabilité collective, et on se demandait comment concilier l'idée que le socialisme s'édifiait en U.R.S.S. pendant que des milliers de communistes y étaient tués ou emprisonnés et que la peur avait remplacé la démocratie. De plus, l'exécutif critiquait la « naïveté » de Khrouchtchev qui avait cru pouvoir garder secret son rapport,

⁴⁵⁶ Voir le point de vue de Tim Buck lui-même dans *Yours in the Struggle. Reminiscences of Tim Buck*, W. Beeching et P. Clarke, eds., Toronto, NC Press Ltd., 1977 ; en particulier, les chapitres 41, « Personal impressions of Stalin and Trotsky,,, 42, « The Stalin Period », 43, « The Twentieth congress of the C.P.S.U. » ; mais Buck demeure avare de commentaires sur le rôle personnel qu'il a joué dans le P.O.P. au cours des années 1956 et 1957.

alors que sa publication dans la presse bourgeoise avait placé les communistes du monde entier dans une situation pour le moins inconfortable.

Qualifiant la situation en U.R.S.S. de « calvaire de sang et de souffrances » sous Staline, l'exécutif tirait les conclusions qui s'imposaient, après le XXe Congrès. Il fallait d'abord restaurer le principe de l'égalité entre les « partis frères ». De plus, la voie soviétique n'était plus la seule voie menant au socialisme : chaque parti pouvait contribuer à enrichir la théorie et la pratique du socialisme. Le Parti soviétique devrait fournir davantage d'explications aux autres partis sur les crimes de Staline. La direction du P.O.P. allait même jusqu'à s'autocritiquer pour avoir tardé à tirer les leçons du XXe Congrès, signalant qu'une trop grande dépendance du P.O.P. par rapport au P.C. soviétique en était probablement la cause. La deuxième partie de la lettre insistait sur la question juive en U.R.S.S. et sur l'usage de la peine de mort comme solution aux crises politiques ⁴⁵⁷.

[352]

De plus, dans un document préparatoire au congrès national du P.O.P., l'exécutif exhortait les membres à débattre de toutes les questions théoriques et pratiques concernant le Parti, y compris le concept sacré de la dictature du prolétariat et il concluait sur un appel à faire du P.O.P. un authentique Parti des socialistes canadiens ⁴⁵⁸.

Au même moment, le célèbre dirigeant du Parti communiste italien, Palmiro Togliatti, avançait ses thèses sur l'absence d'une analyse marxiste du phénomène stalinien, la bureaucratisation de l'État soviétique et le « polycentrisme » dans le mouvement communiste international, au cours d'une entrevue qu'il accorda à la revue italienne *Nuovi Argumenti*. La brèche ouverte par Khrouchtchev dans l'édifice du stalinisme risquait maintenant de provoquer l'écroulement de tout l'édifice.

C'est pourquoi la direction soviétique décida-t-elle de mettre au pas les contestataires et d'endiguer le flot des critiques. Dès le 30 juin, le Comité central rendit publique une mise au point condamnant ceux qui critiquaient les Soviétiques et qui laissaient croire que toutes les explications n'avaient pas été fournies par Khrouch-

⁴⁵⁷ « Draft of letter to National Committee Members, Party Clubs and Committees » (22 juin 1956).

⁴⁵⁸ *Open Wide and Free Discussion on the Party Work, Program and Constitution*, ronéo., 26 juin 1956.

tchev. Quelques jours plus tard, l'exécutif du P.O.P. approuvait cette position, à l'exception de Gui Caron et de J.B. Salsberg. Quelques mois plus tard, Buck expliquera que cette déclaration du C.C. du Parti communiste russe « a marqué le point où nous, en tant que Parti, devions revenir aux problèmes canadiens ⁴⁵⁹ ».

Mais il était déjà trop tard : trop de questions avaient été soulevées, trop peu de réponses avaient été données aux membres. Certains, exaspérés, en étaient même venus à remettre en question les concepts de base du Parti et de la théorie communiste : « Si le socialisme doit être édifié sur le sacrifice de milliers de gens innocents, écrit E.R. dans le *Canadian Tribune*, je ne veux pas en faire partie ! » et « Le centralisme démocratique tel que pratiqué par les marxistes est tout sauf démocratique. Il a empêché la liberté d'opinion dans notre Parti et nous a isolés de [353] nos familles, de nos amis et du peuple canadien ⁴⁶⁰. Ce membre décrivait ensuite le P.O.P. comme une petite secte sans aucune racine dans le pays, comme une marionnette contrôlée par l'U.R.S.S.

Comment expliquer une pareille vague de mécontentement dans le Parti ? En France, dès que la position soviétique du 30 juin est connue, toute contestation publique prend fin. Au Canada et au Québec, il faut probablement regarder du côté de la composition ethnique du Parti pour comprendre l'ampleur de la crise. La très influente section juive avait une sensibilité à fleur de peau depuis la montée du fascisme, la Seconde Guerre mondiale et la création de l'État d'Israël en 1948. Ses militants furent horrifiés d'apprendre que des Juifs soviétiques, dont certains étaient venus au Canada recueillir des fonds pour l'U.R.S.S. pendant la guerre, avaient été exécutés et que la culture juive était brimée en U.R.S.S. comme l'avait affirmé Joe Salsberg au début des années cinquante. D'abord, il faut bien comprendre que, contrairement à la France, le P.O.P. ne pouvait, en aucune façon, prétendre exercer le pouvoir au Canada ou au moins l'influencer quelque peu. Réduit pratiquement à l'état de secte, il était normal qu'il devienne le lieu d'une bataille acharnée entre les tenants de l'orthodoxie et les contestataires.

⁴⁵⁹ Tim Buck, « La voie canadienne vers le socialisme », *Clarté* (octobre 1956) : 5

⁴⁶⁰ *Canadian Tribune* (13-8-56).

La démission de Caron

Au début d'octobre, Tim Buck dirigea une autre délégation du P.O.P. à Moscou, comprenant Salsberg, Leslie Morris et William Kardash. Stanley Ryerson et William Kashtan étaient déjà à Moscou et ils assisteront aux entretiens avec Khrouchtchev, Ponomarev et Souslov. À son retour, la délégation dut affronter l'exécutif du Parti qui adopta, le 12 octobre, un texte favorable à la déstalinisation. Cette position s'accompagnait également d'une mise en garde à l'endroit du Parti communiste soviétique, à savoir qu'il devait éliminer complètement toutes les formes de violence à l'endroit des deux à trois millions de

[354]

Photo 24.

Manifestation à Montréal en 1952 contre le danger d'une troisième guerre mondiale. Archives publiques du Canada.

[Retour à la table des matières](#)

[355]

Juifs vivant en U.R.S.S. Encore là, Salsberg émit des réserves sur un texte qui lui apparaissait, sans doute, trop mièvre. Khrouchtchev lui-même n'avait-il pas déclaré que « là où des Juifs s'installent pousse une synagogue ⁴⁶¹ » ? Le comité provincial du P.O.P. réagit très violemment à cette remarque « insultante (...) indigne d'un communiste ⁴⁶² ».

Deux jours plus tard, l'exécutif envoyait Salsberg, Buck et Harry Binder à Montréal pour tenter de conjurer la crise. C'est le soir du 14 octobre que Buck dut affronter un auditoire en colère qui le chahuta à plusieurs reprises et qui n'accepta pas les explications qu'il lui donnait. Pour Buck, ceux qui interrogeaient le Parti communiste soviétique et qui critiquaient la direction du P.O.P. étaient tout simplement des éléments antipartis, antisoviétiques, qui ne cherchaient qu'à s'emparer de la direction du Parti pour mieux le liquider.

Pour Gui Caron, c'en était trop. Même si le rapport Khrouchtchev avait sérieusement ébranlé sa foi en l'U.R.S.S. comme modèle et comme mythe, il faut dire que cette foi avait subi antérieurement quelques défaillances hérétiques, entre autres lors des deux voyages qu'il effectua en Union soviétique au début des années cinquante. Au cours de l'un de ces voyages, arrivant d'Italie, de Pologne et de Tchécoslovaquie en 1950, Caron rédigea un article dans la *Komsomolskaia Pravda* sur la situation politique au Canada. « Lorsque le journal parut, raconte Caron, je me fis traduire l'article par Olga, mon accompagnatrice, et j'appris que les cheminots canadiens étaient en grève pour protester contre la participation canadienne à la guerre de Corée ! » Bien entendu, Caron n'avait rien écrit de tel dans son article, où la grève était décrite comme revendication économique. En colère, celui-ci demanda à rencontrer les dirigeants du journal des jeunes communistes et c'est au Kremlin, devant les quarante membres du comité central de la ligue du Komsomol et son président Shelepin (futur membre du Bureau [356] politique) que Caron eut à s'expliquer. « Je

⁴⁶¹ En anglais : ((When a Jew sinks his anchor, there immediately springs up a synagogue » ; voir Ivan Avakumovik, *The Communist Party in Canada, A History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p. 229. Il citait J.B. Salsberg, « What Nikita Krushchev Told Us », *Canadian Jewish Weekly* (6 December 1956).

⁴⁶² « Réunion du Comité provincial », ronéo., 22 octobre 1956.

leur ai dit que pour que le socialisme triomphe au Canada, nous, communistes canadiens, devons être crédibles. Or, si un journaliste canadien met la main sur cet article et dit que moi, Gui Caron, j'ai écrit que les cheminots étaient en grève contre la participation canadienne à la guerre de Corée, je perds toute crédibilité ! » On expliqua alors à Caron qu'il était dans l'erreur car, « voyez-vous camarade Caron les cheminots canadiens sont en grève contre la participation canadienne à la guerre de Corée ». Il n'y avait rien à redire à cela. Mais ce genre d'événements et quelques autres, dont cette vision fantasmagorique d'un train bourré de prisonniers passant sur une voie ferrée adjacente vers une destination inconnue, avaient jeté un doute qui allait ébranler la foi du chef communiste québécois.

Pour Caron, les révélations du XXe Congrès avaient été un véritable choc et seul l'espoir, encore réel au printemps 1956, que le Parti canadien pourrait évoluer indépendamment du Parti soviétique l'avait retenu de remettre sa démission avant octobre. Mais lorsqu'il fut devenu évident que rien n'allait changer, il ne lui resta plus qu'à quitter ce Parti dans lequel il avait milité 18 ans. « Nous nous sommes dit : Que fait-on ? Peut-on gagner une majorité à un congrès ? Non car les Slaves étaient majoritaires et 'loyaux' à l'U.R.S.S. Et si on gagne, que faire ? Continuer ? Dissoudre le Parti ? » Telles sont les questions qui assaillaient les dissidents. Mais en fait, Caron et ses camarades étaient vidés, leur monde, leur idéal s'étaient écroulés et il ne servirait à rien de chercher à reconstruire le Parti qui avait véhiculé cet idéal, même si cela avait été possible. Et ce ne l'était pas.

Dans une lettre pathétique, Caron expliqua comment l'idéal d'une démocratie socialiste en U.R.S.S. l'avait soutenu au cours de ses 18 ans de militantisme au Parti et que cet idéal s'était effondré lorsque Khrouchtchev avait révélé « une réalité qui, du point de vue cruauté, est plus apparentée à l'absolutisme médiéval, à la Sainte Inquisition ou à la gestapo nazie qu'à autre chose ⁴⁶³ ». Écoeuré par le récit des crimes de Staline, Caron croyait partager une certaine responsabilité pour ces crimes puisqu'il avait, disait-il, contribué à les couvrir d'une certaine [357] manière. Il avait voulu transformer le Parti sur les trois points suivants : « D'abord mettre fin à la conception du mouvement communiste mondial monolithique [...]. Il faudrait briser une fois pour toutes la servilité idéologique envers le P.C.U.S. qui a caractérisé notre Parti » ; ensuite, « rejeter la conception étrangère de la démocratie avec laquelle

⁴⁶³ « Déclaration de Gui Caron », 19 octobre 1956, p. 2.

nous sommes associés aux yeux du peuple canadien », c'est-à-dire la « dictature du prolétariat » et propager plutôt l'idée « d'une démocratie socialiste fondée sur les traditions parlementaires canadiennes » ; enfin, il fallait, selon Caron, « réviser la conception du rôle d'un Parti marxiste » et « rejeter l'idée de vouloir à tout prix dépasser la C.C.F. ⁴⁶⁴ ».

Mais les débats stériles de 1956 le convinrent que le P.O.P. « ne peut pas être transformé en un parti socialiste véritablement démocratique et véritablement canadien ⁴⁶⁵ ». De plus, Caron constatait que le P.O.P. était lui-même aux prises avec « le problème du culte du chef national ⁴⁶⁶ ». Revenant sur la scission de 1947, il se disait convaincu que la direction, lui-même donc, avait agi de façon antidémocratique au congrès en déposant une proposition d'exclusion du groupe d'Henri Gagnon sans que cette question n'ait fait l'objet d'un débat préalable. Caron concluait sur « le fait incontestable que le prestige moral et politique de notre Parti au Canada ne cesse de diminuer » et que cela était dû « dans une très grande mesure à nos propres actions » et à « notre servilité conséquente, et parfois ridicule, à l'égard du P.C.U.S. ⁴⁶⁷ ». Enfin, il ne voyait pas comment le Parti, « presque complètement exclu des grands courants de la vie politique de notre pays ⁴⁶⁸ » pouvait avoir de l'avenir au Canada.

Effectivement, le Parti n'était plus que l'ombre de ce qu'il avait été au cours de la guerre et de l'immédiat après-guerre. Cette démission-surprise eut un effet incalculable sur le P.O.P. [358] québécois puisque cinq dirigeants suivirent Caron et signèrent la lettre, soit Norman Nerenberg, Ken Perry, Pierre Gélinas (éditeur du journal *Combat*), Harry Gulkin et Frank Arnold. Quatre de ces dirigeants québécois siégeaient au Comité national du Parti. Des centaines de membres allaient les imiter... Par ailleurs, Caron ne tomba pas dans l'anticommunisme et il ne convoqua aucune conférence de presse pour dénoncer le Parti. « Lorsque tu adhères par conviction et que tu quittes par conviction, tu te la fermes ! »

⁴⁶⁴ *Idem*, p. 3.

⁴⁶⁵ *Idem*, p. 5.

⁴⁶⁶ *Idem*, p. 6.

⁴⁶⁷ *Ibid.*

⁴⁶⁸ *Ibid.*

La lutte pour le pouvoir

La démission des six et l'intense agitation qui régnait dans les clubs du Parti forcèrent la direction à réunir le Comité national durant 12 jours consécutifs, du 28 octobre au 9 novembre 1956. Au début, le « leadership » de Buck fut ouvertement remis en question par un groupe de militants qui préconisaient la mise en place d'une direction collégiale et la démission de Buck comme chef national. Mais au cours de cette rencontre, les événements de Hongrie, l'intervention des chars soviétiques à Budapest, changèrent les données du problème dans le mouvement communiste international. La position rigide des Soviétiques en Europe de l'Est découragea les militants et confirma Buck dans son indéfectible attachement à l'Union soviétique. C'est finalement lui qui ressortit victorieux de cette épreuve de force entre orthodoxes staliniens et révisionnistes au sein du Comité national. L'exécutif au grand complet démissionna, provoquant l'élection des seuls partisans de Buck à la direction des affaires du Parti et le rejet de ceux que Buck appelait les « révisionnistes de droite ».

Par la suite, on se prépara pour le congrès national qui fut reporté de janvier à avril 1957. Norman Penner, Charlie Sims, J.B. Salsberg et Stewart Smith, tous militants de longue date dans le Parti, tentèrent bien de combattre le dogmatisme et le sectarisme du P.O.P. ; Salsberg appela même à la création d'un nouveau Parti de socialistes canadiens, indépendant du P.C.U.S., mais ce fut peine perdue.

[359]

La réplique vint de Buck, Morris et Ryerson : ce dernier s'en prit au groupe Smith-Salsberg qui, selon lui, rejetait l'internationalisme, professait rien de moins que l'antisoviétisme et défendait un nationalisme bourgeois (« *boss-class nationalism* ⁴⁶⁹ »). En tant que président du comité du programme au sein de la direction du Parti, Ryerson fut évidemment chargé de défendre l'orthodoxie marxiste-léniniste contre les affirmations d'un Penner, par exemple, qui réclamait « une nouvelle voie

⁴⁶⁹ *Canadian Tribune* (1-4-56).

pour le marxisme au Canada qui soit fortement canadienne et démocratique ⁴⁷⁰ ». Pour Penner, la position de Ryerson illustre bien l'intolérance, l'acceptation inconditionnelle de tout ce qui venait de l'U.R.S.S., l'opposition stérile à la C.C.F. et à l'action politique indépendante de la classe ouvrière canadienne ⁴⁷¹.

En avril, peu avant le congrès national, la revue *Clarté* publia l'analyse d'un club de Montréal qui constatait la profonde démoralisation des membres et le dépérissement de l'organisation du Parti à Montréal. Pour ces militants, le dogmatisme de la direction, la croyance aveugle en l'U.R.S.S. et l'absence d'analyse concrète de la situation canadienne avaient empêché le Parti de maintenir ses positions dans la période d'après-guerre. Le document expliquait ainsi la situation :

Il n'y a cependant pas de doute que notre développement a été freiné par notre tendance à idéaliser et à dogmatiser le marxisme au lieu de l'enrichir et de l'approfondir en y greffant nos propres observations et expériences actuelles dans la lutte pour le socialisme au Canada. Notre style ennuyeux et dépourvu d'imagination, tant dans nos écrits que dans nos discours, un style rempli du jargon de 1848 et de 1917, bourré du verbiage soviétique contemporain ; notre approche froide et « politique » des gens ; nos prophéties incessantes sur le désastre économique qui nous guette, prophéties que nous répétons presque avec une satisfaction méchante ; notre peur des idées nouvelles, des débats

⁴⁷⁰ Procès-verbal de la réunion du *National Committee* tenue à Toronto du 12 au 18 décembre 1956.

⁴⁷¹ *Canadian Tribune* (8-4-57).

[360]

Photo 25.

Activistes du Parti au travail pour la paix, à Montréal,
au cours des années cinquante. Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

[361]

ouverts et des points de vue non conformistes ; notre admiration et appui inconditionnels, sans aucun sens critique, de l'Union soviétique ; toutes ces pratiques non dialectiques, inhumaines et non canadiennes nous ont placés à part, nous ont éloignés de nos frères canadiens ⁴⁷².

Le 6e Congrès du P.O.P. eut finalement lieu à Toronto, en avril 1957. Il réaffirma les grands principes marxistes-léninistes et réélut Tim Buck secrétaire général du Parti et les dirigeants suivants à l'exécutif : Leslie Morris, William Kashtan (actuel

⁴⁷² « Statement to the National Committee from a Montreal Club of the L.P.P. », *Clarté* (avril 1957) : 9. Notre traduction.

chef du Parti communiste canadien), John Weir, Alf Dewhurt, Sam Walsh (actuel chef du Parti au Québec), Danièle Cuisinier-Dionne, Edna Ryerson, Joshua Gershman, N. Clarke et J. Boyd ⁴⁷³. Significativement, Stanley Ryerson ne se présenta pas à l'exécutif du Parti, pour des raisons de santé, mais il fut élu au Comité national, de même que Norman Penner qui s'y retrouva dans une position très inconfortable, pratiquement isolé. Il quittera le Parti quelque temps après, avec Salsberg, Harry Binder, Steve Endicott, Sam Lipshitz, A.A. MacLeod et Stewart Smith. Les principes étaient saufs, mais le Parti avait perdu pratiquement la moitié de ses membres et bon nombre de dirigeants expérimentés. Il n'allait pas se relever de ce coup fatal, au Canada comme au Québec.

L'éclatement du Parti au Québec

Dans un article publié dans *Clarté* en février 1957, Henri Gagnon dressait le bilan de la crise du Parti au Québec : « Dans Québec, les réactions au rapport Kruchev (sic) furent des plus violentes. Le Parti a littéralement fait explosion. La section la [362] plus importante de la direction provinciale résilia ses fonctions et plus de 200 membres quittèrent le Parti. ⁴⁷⁴ »

Pour Gagnon, qui faisait alors partie de la direction provinciale, il fallait combattre le sectarisme et le dogmatisme qui sévissaient dans le Parti. Il ne savait pas qu'il allait en être la prochaine victime dans un avenir rapproché. Car dans la section québécoise, la bataille idéologique faisait rage et divisait le Parti en deux clans irréductibles : le clan des fidèles « staliniens » orthodoxes et partisans de Tim Buck contre le clan des « révisionnistes ». Le premier comprenait Camille Dionne, membre du Comité national du Parti, Danièle Cuisinier-Dionne (qui sera élue membre de l'exécutif national du Parti en avril 1957) et Charles Lipton qui rédigea une *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec, 1927-1959* fort connue, sans compter Gérard Fortin qui finira toutefois par rejoindre l'autre groupe et se dissocier du Parti en 1958 ; l'autre clan ralliait Henri Gagnon, Bob Haddow, Mike Patterson et John Switzman

⁴⁷³ *Canadian Tribune* (6-5-57).

⁴⁷⁴ Henri Gagnon, « Les rapports nouveaux et leur signification », *Clarté* (février 1957) : 5.

(celui-là même dont la cause aboutira au jugement consacrant l'inconstitutionnalité de la « loi du Cadenas » en 1957).

Ce débat s'étendit à tous les clubs, à toutes les sections du Parti et il engloba toutes les questions, y compris la question du sort des Juifs en U.R.S.S. qui divisa les sections juive et slave du Parti au Québec. Toutefois, trois questions semblent ressortir entre toutes : les causes de l'isolement du Parti, la réadmission du groupe de Gagnon dans le Parti en 1956 et la bataille pour le pouvoir dans le P.O.P. québécois.

Sur la ligne du Parti, deux tendances s'affrontaient : pour le groupe Dionne-Lipton, la prospérité relative que l'on connaissait au pays, depuis les années cinquante, expliquait l'embourgeoisement de la classe ouvrière et son absence de conscience de classe. En mettant ainsi l'accent sur des facteurs extérieurs tels que les conditions objectives et la guerre froide pour expliquer l'isolement du Parti, cette tendance évitait de fait la remise en cause des orientations fondamentales du Parti, qui ne pouvaient alors qu'être justes.

[363]

À l'opposé, le groupe de Gagnon, qui constituait alors la majorité au sein de l'exécutif provincial, voyait dans le Parti même les causes de son isolement grandissant : « Notre ligne politique était imposée d'en haut et appliquée mécaniquement par une minorité de membres. (...) Nos relations avec le peuple étaient caractérisées par le dogmatisme et la fatuité ⁴⁷⁵. » Dans la même veine, Mike Patterson se lança dans un réquisitoire contre Danièle Cuisinier-Dionne qui incarnait à ses yeux le sectarisme dans le Parti : il écrivit dans *Clarté* un article incisif : « L'opportunisme doctrinaire : le désordre infantile du Québec ⁴⁷⁶ ». Pour John Switzman, la démission de Gui Caron et de ses cinq camarades constituait une « protestation devant la résistance au changement » dans le P.O.P. ⁴⁷⁷.

Le deuxième grand débat portait sur la réintégration du groupe de Gagnon au sein du Parti. En effet, au printemps 1956, les quarante militants de l'Université ouvrière avaient rejoint le Parti en signant une déclaration de principe reconnaissant

⁴⁷⁵ « Déclaration de l'exécutif du comité provincial », *Clarté* (février 1957) : 6-9.

⁴⁷⁶ Mike (Patterson), « L'opportunisme doctrinaire : le désordre infantile du Québec », *Clarté* (février 1957).

⁴⁷⁷ John Switzman, « Ce qui arriva dans Québec ? », *Clarté* (février 1957).

la justesse de la ligne politique du P.O.P. Mais cette reconnaissance s'accompagnait de certaines « réserves », notamment sur la possibilité d'un passage pacifique au socialisme au Canada. Le groupe Dionne-Lipton reprochera longtemps aux « bavards » de l'Université ouvrière d'avoir osé émettre des réserves sur la ligne politique du Parti. Ils reprochèrent également à Gui Caron d'avoir invité Gagnon, au printemps 1956, comme observateur aux réunions du comité provincial, à l'insu de la majorité des membres.

C'est dans un climat tendu que les militants se préparaient au congrès national d'avril 1957, qui devait décider de l'avenir du Parti. Pour donner une idée de l'ampleur de cette division, qu'il suffise de mentionner que lorsque la Cour suprême du Canada déclara « la loi du Cadenas » *ultra vires*, en mars 1957, les communistes québécois oublièrent les années de batailles acharnées qu'ils avaient menées contre cette loi maudite entre [364] toutes, et tinrent deux réunions parallèles pour fêter sa disparition !

La lutte pour le pouvoir était dès lors inévitable. Elle s'amorça en avril 1957, lorsqu'un congrès des délégués québécois fut ajourné, faute de consensus. Le comité provincial décida alors d'en convoquer un autre les 14-15-16 juin 1957. Mais le 12 juin, Henri Gagnon annula le congrès, jugeant que l'atmosphère était peu propice à la réconciliation. Le comité provincial ratifia cette décision par un vote de 11 contre 9, ce qui provoqua la colère du groupe Dionne-Lipton. Ce dernier, parrainé par des membres de la direction nationale, décida alors de tenir le congrès avec la moitié des membres, d'élire un exécutif parallèle et d'adopter l'orientation suivante : « Pour un Parti d'action, orienté principalement vers le travail syndical, la formation et la consolidation des clubs du Parti parmi les ouvriers industriels ⁴⁷⁸ ». Ce faisant, les dissidents étaient certains d'avoir « rétabli le Parti communiste au Québec » contre ceux qui voulaient faire du P.O.P. une « université de bavards ⁴⁷⁹ » !

Prise au dépourvu par la tournure des événements, la direction nationale décida d'arbitrer le différend. Car pendant que la bataille faisait rage dans les rangs des communistes québécois, leur travail pratique stagnait dangereusement : la librairie du Parti à Québec avait fait faillite, le journal *Combat* qui paraissait irrégulièrement cessa toute publication en août 1957, et le Parti était absent de toutes les luttes

⁴⁷⁸ « Lettre du Comité provincial du Parti Ouvrier canadien », 20 juin 1957.

⁴⁷⁹ « Lettre du Comité provincial », 21 octobre 1957.

ouvrières, en particulier de la célèbre grève de Murdochville. En fait, le Parti n'avait pu faire mieux que présenter un maigre trois candidats à l'élection fédérale de juin 1957, qui ne recueillirent que quelques centaines de voix.

Dans un rapport remis à la direction nationale du Parti, on faisait le point sans tenter de camoufler la réalité : « Personne ne niera la gravité de la situation après une année terrible de combats intenses et de démissions en cascades ⁴⁸⁰ ! » La direction imposa aux deux groupes la formation d'un comité mixte, le [365] recensement des militants et la tenue d'un congrès « d'unité » en décembre 1957. De 900 membres, la base militante du Parti était passée à trois ou quatre cents militants. Le congrès de décembre vit le triomphe de la tendance Dionne-Lipton et l'élimination du groupe Gagnon.

Ce dernier quitta de nouveau le Parti, au début de l'année 1958, et entreprit une nouvelle fois de regrouper les militants socialistes « non-alignés » dans une organisation ouverte, le *Forum socialiste*, qui réunira entre autres Mike Patterson, Gérard Fortin, Milton Achorn et Réginald Lauzier, anciens membres du P.O.P., et différents groupuscules de discussion concentrés à Montréal principalement. En travaillant avec des trotskystes et des sociaux-démocrates, ils donnèrent raison, en quelque sorte, aux purs de la tendance Dionne-Lipton qui demeurèrent dans le Parti, fidèles aux principes marxistes-léninistes... mais ils furent pratiquement les seuls à le savoir, car le Parti communiste sera quasi absent de tous les débats au sein de la gauche québécoise au cours des années soixante et soixante-dix, alors qu'il se fera doubler sur sa gauche par de nombreux groupes radicaux, maoïstes, trotskystes et felquistes qui lui contesteront avec succès le monopole du discours marxiste au Québec.

Le rêve d'une société plus humaine et plus juste, le rêve communiste, le rêve de Gui Caron et des autres s'est longtemps nourri du mythe d'une Union soviétique en transition vers le communisme. Tout comme le mythe d'une Chine purifiée de toute idéologie capitaliste a longtemps nourri l'imaginaire et la conscience révolutionnaire des jeunes maoïstes occidentaux des années soixante et soixante-dix. Mais les mythes se sont écroulés : ils n'ont pas survécu à la mort et surtout aux procès *post-mortem* que l'on a dressés à Staline et à Mao Tsé-toung. Les véhicules de ces mythes, les Partis communistes, en ont évidemment subi les contrecoups, particulièrement dans les sociétés où, comme au Canada et au Québec, ils se heurtaient de front

⁴⁸⁰ « The crisis within the Party », ronéo., 1957. Notre traduction.

à une culture libérale qui n'admettait ni le modèle ni le discours du parti de type léniniste et où ils n'avaient pas réussi à représenter les aspirations d'une fraction significative de la classe ouvrière et du peuple travailleur.

[367]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille

Section III

Les communistes et
le mouvement syndical

[Retour à la table des matières](#)

[369]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section III. Les communistes et le mouvement syndical

Texte 13

Une «avant-garde» rejetée

Robert COMEAU et Bernard DIONNE

[Retour à la table des matières](#)

Pour les communistes, les syndicats constituent la première forme organisationnelle de la conscience ouvrière. C'est la manifestation évidente de l'existence même des travailleurs comme classe sociale et non comme une masse d'individus isolés. Les syndicats ont été créés pour regrouper les travailleurs dans la défense de leurs intérêts immédiats face au capitalisme. Organismes défensifs, ce sont aussi des « écoles de la lutte des classes », comme l'avait indiqué Lénine : les travailleurs y apprennent les lois de la solidarité de classe et aussi les limites de la stricte action défensive contre les « empiètements du capital », (Engels). Investir les syndicats, en créer au besoin, en prendre la direction pour qu'ils reconnaissent le rôle dirigeant du Parti unique de la classe ouvrière, tel doit être le rôle des communistes à l'intérieur du mouvement ouvrier. Dans cette perspective, les syndicats sont autant de « courroies de transmission » (Lénine) des directives du Parti aux masses ouvrières. Pour les

communistes, et c'est ce qui les différencie des anarchistes notamment, la lutte économique-syndicale est nécessairement subordonnée à la lutte politique du prolétariat pour la prise du pouvoir d'État et l'abolition du mode de production capitaliste lui-même.

On connaît mieux aujourd'hui les difficultés propres à ce modèle théorique, en particulier la contradiction entre les intérêts immédiats des travailleurs et leurs intérêts à long terme. La révolte ouvrière de Cronstadt en 1921, la tentative de subordination des syndicats au Parti par Trotsky, l'abolition du droit de grève et l'interdiction des syndicats non communistes dans les pays du « socialisme réel », (dont Solidarnosc n'est que la [370] pointe de l'iceberg), mettent en lumière les problèmes d'application de la théorie et des principes marxistes-léninistes.

Au Canada et au Québec, le Parti communiste a compris très tôt qu'il lui fallait développer des bases solides dans le mouvement syndical s'il voulait étendre son influence dans la classe ouvrière. Mais, ici comme ailleurs, se posera le problème crucial du militantisme communiste dans les syndicats réformistes, affairistes, voire catholiques : comment militer dans ces syndicats, comment véhiculer l'idéologie communiste sans trop s'éloigner des préoccupations concrètes des ouvriers (des emplois, des salaires, des conditions de travail décentes) ? Là-dessus, le Parti modifiera à plusieurs reprises sa position au cours des années.

Au début des années vingt le Parti défend l'unité syndicale - ses membres travaillent à l'intérieur des syndicats, pour la plupart affiliés au Congrès des métiers et du travail du Canada (C.M.T.C.) - suivant en cela les décisions de l'I.C. Puis, vers 1927, le Parti préconise la création de syndicats parallèles et l'adhésion au Congrès pan-canadien du travail de A.R. Mosher. Exclue de cette nouvelle centrale canadienne, les communistes forment une centrale rivale, la Ligue d'unité ouvrière (L.U.O.) affiliée à l'Internationale syndicale rouge (I. S. R.). Mais ils changent totalement leur stratégie en 1935 : la L.U.O. est dissoute, ses membres doivent rejoindre le C.M.T.C. Pendant la guerre, ils appellent les ouvriers à saboter la production de 1939 à 1941, puis, après l'entrée en guerre de l'U.R.S.S., ils préconisent les « No-Strike-Pledge » afin de ne pas nuire à l'effort de production ! Après la guerre, ils reprennent le flambeau du militantisme et encouragent les grèves. Devant tant de revirements, il ne faut pas s'étonner de l'isolement des communistes lorsque les grandes purges de la « guerre froide » les mirent au rancart du mouvement syndical.

Revoyons donc les principales phases de l'activité communiste dans les syndicats en situant l'apport respectif des textes de Louis Fournier, Béatrice Richard, Andrée Lévesque, Richard Desrosiers, Denyse Baillargeon et Robert Comeau.

[371]

1. La Ligue d'éducation syndicale : 1922-1929

La Ligue d'éducation syndicale, active à partir de 1922, est créée par le Parti pour faire de la propagande en faveur de l'unité syndicale, particulièrement en préconisant la fusion de différents syndicats de métiers sur la base industrielle. La section canadienne de la Ligue était liée organiquement à la Ligue d'éducation syndicale des États-Unis. Jusqu'en 1924, elle représentait officiellement en Amérique l'Internationale syndicale rouge. Organisme d'éducation et de propagande, cette Ligue n'était pas une organisation syndicale, même si la plupart de ses membres appartenaient à des syndicats affiliés au C.M.T.C. Seuls les membres en règle de syndicats pouvaient occuper des postes et y prendre une part active. Le secrétaire de la Ligue, Tim Buck, un machiniste de Toronto, se présentera à la présidence du C.M.T.C. et y recueillera près du quart des voix en 1924.

La Ligue avait un programme en douze points :

- 1) Syndiquer les non organisés, augmenter les salaires et lutter pour la semaine de trente heures ;
- 2) Organiser un mouvement de gauche au sein du mouvement syndical ;
- 3) Démocratiser les syndicats en organisant des groupes à la base ;
- 4) Promouvoir l'action politique dans les syndicats, en soutenant le Parti ouvrier du Canada notamment ;
- 5) Défendre l'autonomie du mouvement syndical canadien ;
- 6) Travailler à affilier tous les syndicats au Congrès des métiers et du travail du Canada ;
- 7) Affilier tous les syndicats aux conseils syndicaux régionaux du C. M. T. C. ;
- 8) Assurer le développement d'une presse ouvrière ;
- 9) Promouvoir la nationalisation de l'industrie ;

- 10) Travailler à la fusion des syndicats de métiers ;
[372]
- 11) Promouvoir l'unité syndicale internationale,
- 12) Préconiser l'abolition du capitalisme.

Partisans au départ d'une seule grande centrale syndicale unitaire, les communistes s'opposent alors à un regroupement de syndicats canadiens dans une structure parallèle au C.M.T.C. qui regroupait alors majoritairement des locaux canadiens affiliés à des fédérations américaines. Ils luttent pour que les syndiqués canadiens jouissent de la plus grande autonomie possible à l'intérieur des unions internationales et ils favorisent l'organisation de type industriel. Ces objectifs ne seront pas partagés par les dirigeants du C. M.T.C. Au cours des années vingt, les propositions en provenance des syndiqués communistes en faveur de ces objectifs et pour réaliser l'unité syndicale sur la base de la lutte des classes seront continuellement repoussées par la tendance majoritaire, de plus en plus encline à adopter une attitude de conciliation avec le patronat. Même s'ils sont très actifs dans 13 des 60 conseils des métiers et du travail du Canada, incluant les villes les plus importantes, leur influence se fait sentir particulièrement dans les camps de bûcherons de l'Ouest canadien et chez les mineurs de la Nouvelle-Écosse et du nord de l'Ontario. À Montréal, ils sont actifs surtout au sein des travailleurs de la confection. Cette industrie traversait une crise de restructuration ; pour stabiliser l'industrie et enrayer le déclin de leurs effectifs, les dirigeants syndicaux de l'Amalgamated Clothing Workers Union mirent de l'avant une politique de participation aux efforts de rentabilisation du patronat, À l'opposé, les militants communistes dénonçaient cette concertation patronale-syndicale. Dès 1922, des dirigeants élus du syndicat sont expulsés, tel Sidney Sarkin, alors membre de l'exécutif des coupeurs. La Ligue d'éducation syndicale fut accusée de mener une action parallèle destructrice. Tout travailleur adhérent à la Ligue fut considéré comme membre d'une union rivale, donc passible d'expulsion. Le syndicat contrôlant le bureau d'emploi, cela signifiait la perte de son travail. Expulsés, les militants fondèrent en 1928 le Industrial Union of Needle Trades Workers of Canada qui sera particulièrement actif dans l'industrie de la robe à Montréal.

La rigidité du C.M.T.C. face aux unions industrielles et sa dépendance de l'A.F.L. amènera la création d'une centrale rivale, le Congrès pancanadien du travail, en 1927. Le Parti crut [373] trouver là un accueil plus favorable à ses idées et c'est pourquoi il abandonna sa stratégie précédente qui consistait à militer à l'intérieur du C.M.T.C., pour préconiser plutôt la formation de syndicats parallèles canadiens. Mais de 1927 à 1929, la plupart des communistes seront expulsés de la nouvelle centrale, tout comme ils avaient été expulsés plus tôt du Parti ouvrier canadien.

2. Les communistes et le Parti ouvrier du Canada

La section québécoise du P.O.C. a été la principale organisation politique ouvrière à Montréal au cours des trente premières années du XXe siècle. C'est là que militèrent les premiers syndicalistes communistes au début des années vingt, avant d'en être expulsés en 1925.

Le P.O.C. était une création du C.M.T.C. qui avait choisi d'en faire son bras politique contre le gouvernement conservateur de Borden en 1917, plutôt que de donner suite à la proposition de grève générale contre la conscription que les socialistes, alors alliés des nationalistes d'Henri Bourassa, présentaient comme le seul moyen d'éviter de participer à une guerre « impérialiste ».

À ce moment-là, les dirigeants du Parti au Québec étaient Joseph Ainey, de la Fraternité des charpentiers-menuisiers (président), Alcée Bastien, ancien organisateur de la Fraternité internationale des électriciens et Joseph Schubert, socialiste, dirigeant de l'Union des travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique.

Ce Parti, qui avait des bases non seulement à Montréal et à Québec, mais aussi à Hull, Trois-Rivières, Sorel, Chicoutimi, Valleyfield et Thetford, entendait consolider le vote ouvrier et coopérer avec les autres provinces en vue d'une unité d'action politique dans tout le Canada. Il ne parvint cependant pas à faire élire de député au Québec lors des élections fédérales de 1917. Il remporta quelques succès électoraux à Montréal en 1919 et 1921. Puis le Parti fut de plus en plus divisé par des luttes intestines opposant socialistes et travaillistes. Dès 1919, Gustave Francq, leader du Comité exécutif provincial du C.M.T.C. au Québec, chef de file du courant travailliste, publia [374] une brochure retentissante, *Bolchevisme ou syndicalisme ?*, où il prit

résolument parti contre les socialistes dans le mouvement syndical. Le changement ne peut venir que de réformes, non par la révolution, prétendait-il. Il usa de toute son influence pour marginaliser les éléments plus radicaux du P.O. L'euphorie qu'avaient suscitée dans la gauche la révolution bolchevique et la grève de Winnipeg s'éteignit, au fur et à mesure que se développèrent la peur du péril rouge et la lutte anticommuniste dans le mouvement syndical. Une publication du ministère du Travail nous apprend qu'au congrès de 1925 de la section québécoise du P.O., 42 organisations étaient représentées par 101 délégués répartis ainsi : 64 des syndicats ouvriers ; 9 des groupes communistes ; 12 du Workmen's Circle ; 8 des clubs ouvriers, 5 des fédérations locales d'employés de chemins de fer et 3 du Parti socialiste. Après une vive discussion, une proposition excluant les communistes fut adoptée par 38 voix contre 30. Parmi les exclus, on compte des dirigeants syndicaux comme Michael Buhay et Sydney Sarkin de l'Amalgamated Clothing Workers et Alex Gauld de la section 144 de l'Union internationale des plombiers.

À chacun des congrès suivants, des résolutions provenant soit de la section ontarienne du Parti, soit de l'union locale juive de Montréal du P.C.C. ou des représentants des sections locales de l'Amalgamated Clothing Workers de Montréal, exigèrent la réadmission des communistes aux congrès du P.O. En décembre 1927, après une longue discussion sur la question de la réadmission, un nouveau vote fut pris : 20 délégués se montrèrent favorables au retour des communistes alors que 56 votèrent pour maintenir leur exclusion.

À partir de ce moment, le P.O.C. ne put que vivoter : les communistes étaient exclus, des partis ouvriers indépendants s'étaient formés en Colombie britannique, au Manitoba et en Ontario. Au Québec, le Conseil des métiers et du travail de Montréal lui retira tout appui, le privant ainsi de ses fonds et de sa légitimité. Comme le souligne Andrée Lévesque dans *Virage à gauche interdit*, les anciens membres du P.O. formeront l'ossature de plusieurs clubs de la C.C.F. dans les années trente.

Pour les communistes, l'échec du P.O.C. était attribuable aux dirigeants « réformistes » et « collaborateurs », voire « fascistes », des syndicats du C.M.T.C. Conformément à l'orientation [375] du VI^e congrès de l'I.C. de 1928, il fallait maintenant se détacher des partis travaillistes jugés « bourgeois » et combattre les sociaux-démocrates étiquetés « social-fascistes » par Staline. L'adoption de cette nouvelle ligne sectaire entraînera d'ailleurs l'expulsion du secrétaire général du Parti, Jack MacDonald, et son remplacement par le président de la Ligue d'éducation

syndicale jusqu'à là, Tim Buck. Le P.C. se retira officiellement d'un P.O.C. moribond et il décida de créer sa propre centrale syndicale « rouge » : la Ligue d'unité ouvrière.

3. La Ligue d'unité ouvrière : 1929-1935

Le principal objectif de la Ligue d'unité ouvrière était la formation de syndicats démocratiques, de type industriel, c'est-à-dire sous le contrôle de la base. Avec la crise économique, les travailleurs syndiqués sur une base de métiers ne représentaient pas un poids de négociation suffisant au niveau des entreprises pour mettre un frein aux baisses de salaires et aux réductions de personnel.

Les dirigeants du C.M.T.C. s'alignaient sur les positions collaborationnistes de l'A.F.L. qui prétendait à l'impos-sibilité de la conclusion victorieuse d'une grève en temps de crise. La Ligue d'unité ouvrière, au contraire, a réussi à impulser de nombreuses grèves dans sa courte existence et à regrouper plusieurs milliers de membres au Canada. La L.U.O. connaîtra une expansion croissante : de 3 000 membres environ qui président à sa naissance en 1930, elle passe à plus de 24 000 membres en 1934. Elle s'illustra par l'organisation de grèves spectaculaires et souvent très dures à travers le Canada. Pour la seule année 1934, elle revendiqua l'initiative de 90% des conflits de travail déclenchés au pays. Pour effectuer cette percée, la L.U.O. bénéficia du vide laissé par les autres centrales syndicales dont l'attitude timorée n'offrait aucun espoir d'améliorer la situation des travailleurs. De plus, la tactique syndicale encouragée par les militants du P.C.C. visait en priorité la conscientisation des ouvriers à partir de leurs conditions de vie concrète, et non leur adhésion à la doctrine marxiste, le but premier n'étant pas leur intégration au Parti mais bien leur participation active au mouvement de masse.

[376]

D'ailleurs, la L.U.O. ne fut jamais officiellement affiliée au Parti communiste et n'a jamais réuni plus de 6% de militants inscrits au Parti parmi ses effectifs. Ce qui n'empêcha pas ceux-ci de détenir les postes clés de l'exécutif. Dans la plupart de ses combats, la L.U.O. put compter sur l'assistance de la Ligue de défense ouvrière (Canadian Labour Defence League) dont l'action se confondait souvent avec la sienne lorsqu'il s'agissait, par exemple, d'obtenir la libération de grévistes incarcérés, de

leur offrir une aide juridique ou de sensibiliser l'opinion publique à l'iniquité de la répression exercée sur le mouvement ouvrier.

La L.U.O. a été active principalement en Ontario. Au Québec, elle s'est surtout fait connaître par deux grandes luttes en 1934. À Montréal, elle dirige une grève de près de 4 000 ouvrières et ouvriers de l'industrie de la robe, membres du syndicat industriel de l'aiguille. En 1935, les communistes rejoindront l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames et participeront activement à la grève de 1937 dans l'industrie de la robe. À la suite de luttes internes, ils seront finalement exclus de l'Union internationale des ouvriers unis du vêtement pour dames.

Au Témiscamingue, la L.U.O. anime en 1934 la grève menée par les 1 000 travailleurs des mines de cuivre de la Noranda. Evelyn Dumas, dans un chapitre de son livre *Dans le sommeil de nos os*, nous parle de cette grève des « fros », (foreigners) appelée ainsi en raison du grand nombre de travailleurs immigrants impliqués ; la grève s'est terminée par l'emprisonnement d'une vingtaine de militants syndicaux d'origine européenne, Benoit Beaudry-Gourd, dans une étude intitulée *Mines et syndicats en Abitibi-Témiscamingue (1910-1950)*, a consacré un important chapitre aux premières tentatives de syndicalisation chez les mineurs de cette région de 1933 à 1943.

Le Mine Worker's Union of Canada s'implante à la mine Noranda au début de 1933. En 1931, il s'était joint à la Ligue. Il est présent dans les années trente dans les mines de Sudbury, Timmins, Kirkland Lake et Rouyn. À la dissolution de la L.U.O., il s'intégrera à l'International Union of Mine, Mill and Smelter Workers (« Mine-Mill »).

À Rouyn-Noranda, le Parti réussit dès le début des années trente à rallier un grand nombre de militants et de sympathisants. Avec la crise, c'est non seulement le développement [377] minier de la région qui s'arrête, mais aussi le secteur forestier dominé par la Canadian International Paper. Parallèlement à la grève des « fros », les ouvriers de la forêt déclencheront eux aussi une grève dans la région de Rouyn, imitant ainsi leurs camarades du nord ontarien. Cette grève qui débute en décembre 1933 est analysée ici par Béatrice Richard. Elle nous relate les tentatives d'implantation d'un syndicat industriel chez les bûcherons du Témiscamingue. Comme les mineurs de la Noranda, les bûcherons qui, eux, sont majoritairement Canadiens français, subiront un cuisant échec. Cette étude nous révèle l'ampleur de la répression dont furent l'objet les syndicalistes, particulièrement les organisateurs communis-

tes H. Racketti, J. Donohue et Jeanne Corbin ; cette dernière fut une militante active à la grève de tisserands de Cowansville de 1931, analysée par Andrée Lévesque.

Lorsque le conflit éclate chez les bûcherons, il n'y a qu'un seul syndicat de bûcherons affilié à la L.U.O. au Québec alors qu'il y a 32 sections de la Lumber Workers Industrial Union of Canada au pays, dont 30 en Ontario. En 1933-1934, près de 70% des grèves touchant les exploitations forestières au Canada se déroulent en Ontario ; on a vu dans ce conflit québécois un débordement d'une vaste offensive lancée par la L.W.I.U. d'Ontario contre la grande industrie papetière canadienne. Le déclenchement de la grève de Rouyn n'a probablement été rendu possible que grâce à la présence d'un leadership syndical canadien-français formé et organisé par des militants de la L.U.O. venus de l'Ontario. Malgré une participation modeste par rapport aux travailleurs forestiers de l'Ontario, les grévistes de Rouyn ont eu une influence disproportionnée sur l'opinion publique au Québec à cause de la contre-publicité dont la droite nationaliste a entouré les événements. Elle a pu ainsi discréditer à la fois le mouvement communiste et le gouvernement provincial pour son inertie dans le règlement de la question des bûcherons au Québec. Une commission d'enquête gouvernementale sera formée et les autorités ecclésiastiques feront pression sur l'Union des cultivateurs catholiques (U.C.C.) pour ne pas laisser le terrain libre aux communistes.

Au début des années cinquante, le Parti ouvrier-progressiste tentera à nouveau d'organiser les ouvriers forestiers, cette fois en Gaspésie. Des communistes regroupés autour de Gérard [378] Fortin ⁴⁸¹, dont plusieurs anciens militants de l'Union des marins canadiens, appuyés par l'Union des travailleurs des chantiers et scieries, fonderont à Québec l'Union des bûcherons, qui devint en 1951 le local 4 de l'Union canadienne des travailleurs du bois. Gérard Fortin sera arrêté. Jean Hamelin dans l'Histoire du catholicisme québécois raconte au sujet de cette dernière « offensive communiste » parmi les bûcherons :

L'évêque de Gaspé ordonne à ses curés de surveiller les agissements et les propos des étrangers de passage, de mettre leurs fidèles en garde contre les menées communistes et de multiplier les visites pastorales dans les camps

⁴⁸¹ Pour le récit de ces événements, il faut lire la récente biographie de Gérard Fortin : *Life of the Party* par Gérard Fortin et Boyce Richardson (Véhicule Press, Montréal, 1984, 256 p.)

forestiers. Le service forestier de l'U.C.C. (Union catholique des cultivateurs) qui bénéficie de la collaboration empressée de la police, envoie des circulaires aux curés et aux bûcherons et s'efforce d'amener les compagnies forestières à signer des conventions collectives. La compagnie Price, en 1951, accepte de négocier trois conventions. L'anticommunisme qui prévaut alors dans les organisations syndicales canadiennes expulse tous les communistes de l'Union des travailleurs des chantiers et des scieries, achève la déroute du Parti ouvrier-progressiste. (Tome 2, p. 145).

Il n'est pas aisé de dresser le bilan de la L.U.O. Pour Irving Abella (Nationalism, Communism and Canadian Labour), elle est à l'origine du syndicalisme industriel au Canada : ses militants formeront les grands syndicats du C.I.O. dans les industries telles que l'automobile, le caoutchouc, les salaisons, l'électricité, le textile et le vêtement, la forêt, le cuir, etc. Pour Ian Angus (Canadian Bolsheviks, Early Years of the Communist Party of Canada), un historien torontois, la création de la L.U.O. fut artificielle et le dogmatisme de ses militants n'amena que scissions et défaites syndicales que le Parti s'empressait de tourner en « victoires morales ». La dissolution de la L.U.O. en 1935 et le retour à la tactique de pénétration des syndicats du [379] C.M.T.C. semblent confirmer que cette expérience n'entraînait que l'isolement des communistes face aux grandes centrales syndicales.

4. 1935 : une nouvelle orientation : pour un front populaire

Le septième congrès de l'Internationale communiste, tenu en juillet 1935, qui sanctionne la tactique des fronts populaires, marque un tournant important dans le travail des militants communistes à l'intérieur des syndicats : le P.C. tente maintenant un rapprochement difficile avec les sociaux-démocrates de la C.C.F. qu'il dénonçait auparavant. On tente maintenant d'établir le plus large front commun des organisations ouvrières à partir des revendications autour de la défense des libertés démocratiques, de la lutte contre le danger d'une guerre impérialiste et de la lutte pour faire retomber les effets de la crise sur les capitalistes. Conformément aux directives de Dimitrov, secrétaire de l'I.C., la stratégie des communistes est maintenant de travailler à la création d'organismes de classe hors parti pour former un vaste front unique dans les entreprises, parmi les chômeurs, dans les quartiers ou-

vriers et parmi les petites gens des villes et villages. Le P.C.C., devant la nécessité de bloquer le processus de fascisation, révisé donc sa stratégie. La Ligue d'unité ouvrière est dissoute. Cette liquidation ne se fit pas sans difficulté. On invita les anciens membres de la L.U.O. à rejoindre les rangs des syndicats internationaux affiliés au C.M.T.C. ou, après 1936, à devenir organisateurs pour le comité canadien du C.I.O., lequel demeurera affilié au C.M.T.C. jusqu'en 1939. Au Canada, un grand nombre d'organisateurs du C.I.O. étaient communistes ou sociaux-démocrates ; plusieurs avaient acquis leur expérience du syndicalisme industriel à la L.U.O., car déjà en 1933 la Ligue comptait onze syndicats industriels canadiens.

Durant ces années, les militants communistes mènent un travail syndical important. Depuis 1935, le fait que le Parti communiste était redevenu légal grâce à l'abrogation de l'article 98 du Code criminel avait facilité les choses. En 1937, des communistes dirigent près du tiers des syndicats canadiens affiliés au C.I.O., soit plus de 150 000 travailleurs. C'est l'époque de la [380] fondation des grands syndicats industriels, comme le Comité d'organisation des métallos, ou l'Union des marins canadiens. Au Québec, la pénétration du syndicalisme industriel est limitée à quelques secteurs dont la métallurgie, le vêtement, les abattoirs, le cuir et la fourrure. Ces premiers syndicats industriels ont débuté lentement à partir de 1936 : c'est seulement avec la guerre qu'ils se développeront sur une grande échelle. Par exemple, le Comité d'organisation des métallos à Montréal, le « Steel Workers Organizing Committee », connaîtra deux échecs cuisants : d'abord chez Stelco et ensuite à la fabrique d'accessoires de plomberie Cuthbert où les travailleurs mènent une grève d'un mois, en 1938, pour obtenir la restauration de l'échelle des salaires en vigueur en 1929 et la reconnaissance de leur syndicat industriel. Il faudrait également parler de Lucien Dufour, organisateur syndical communiste, qui a joué un rôle important dans l'organisation des chômeurs à Montréal.

Durant cette période de « front uni », le P.C.C. favorisait l'affiliation du C.I.O. au C.M.T.C. Après l'expulsion des syndicats industriels C.I.O. du C.M.T.C. en 1939, les communistes vont jouer un rôle déterminant dans le « Comité canadien du C.I.O. » jusqu'en septembre 1940, date de la création d'une nouvelle centrale syndicale canadienne : le Congrès canadien du travail (1940-1956). En effet en 1940, les unions C.I.O. ont fusionné avec le Congrès pancanadien du Travail (1927-1940) pour former le Congrès canadien du travail, dirigé par des communistes et des sociaux-démocrates rivaux. Le C.C.T., contrairement au C.M.T.C., favorisera le syndicalisme

d'industrie et s'efforcera de garder un caractère plus canadien. Le C.C.T. accepte dans ses rangs, à cette époque, des syndicats internationaux dirigés par des militants communistes, comme les Ouvriers unis de l'électricité (« United Electrical »), les travailleurs des mines et fonderies (« Mine-Mill ») ou les ouvriers du cuir et de la fourrure.

5. *De la Deuxième Guerre mondiale à la « guerre froide »*

C'est vraiment pendant la guerre que les syndicats internationaux, affiliés tant à l'A.F.L. qu'au C.I.O., lancent leurs plus grandes campagnes d'organisation syndicale.

[381]

Louis Fournier décrit le travail syndical de Léa Roback au Québec, d'abord à l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames ⁴⁸², puis, en 1942, à l'implantation d'un syndicat industriel à la R.C.A. Victor. Elle n'est que l'une des nombreuses militantes communistes qui ont fait de l'organisation syndicale dans les usines de guerre.

Richard Desrosiers propose un portrait du dirigeant syndical Robert Haddow, de l'Association internationale des machinistes (A.F.L.). Il met en relief le rôle joué par les communistes dans la syndicalisation des usines de production de guerre. Il nous parle de son rôle dans la grande grève de l'avionnerie de l'été 1943 où plus de 20 000 travailleurs ont débrayé.

Dans l'immédiat après-guerre, on assiste à une vague d'adhésions aux syndicats et à une série de grèves victorieuses. En 1946, des grèves sont organisées dans le textile, le vêtement, la métallurgie, les mines de cuivre et d'or, et chez les marins. En 1947, dans les salaisons, le cuir, le caoutchouc. Dans plusieurs de ces grèves, les communistes joueront un rôle significatif. La grève victorieuse des marins de 1946 est analysée ici par Robert Comeau tandis que Denyse Baillargeon s'est intéressée à l'activité syndicale de Madeleine Parent et Kent Rowley à la Dominion Textile en

⁴⁸² On lira également avec intérêt son témoignage : Léa Roback, « Organising the Cockroach Shops : Montréal » dans I. Abella et D. Millar, *The Canadian Worker in the XXth Century*, Toronto, Oxford University Press, 1978, pp. 198-203.

particulier lors de la grève victorieuse de 1946 à Valleyfield. En 1947, Madeleine Parent et Azellus Beaucage seront traduits en justice pour « conspiration séditeuse », à la suite de leur intervention chez Ayers à Lachute en 1947. Nous n'avons pu analyser dans cet ouvrage le travail des militants communistes dans les salaisons de Montréal et les grèves dans ce secteur en 1947 et 1949, ni faire l'historique de l'un des syndicats les plus féroce­ment attaqués par le régime Duplessis, les Ouvriers unis de l'électricité, affilié au C.I.O., et qui se verra retirer son certificat d'accréditation par la célèbre Commission des relations ouvrières.

Chez les mineurs de l'Abitibi-Témiscamingue, les communistes seront à la direction de l'un des syndicats les plus militants du C.I.O., celui des mines et fonderies (les « Mine-Mill »). [382] Ce syndicat a pris la relève du Mine Workers Unions of Canada qui était affilié à la Ligue d'unité ouvrière. C'est dire que pendant plus de vingt ans, les ouvriers des mines de la Noranda, sans nécessairement partager l'idéologie de leurs dirigeants, se sont reconnus dans ces organisations syndicales qui prônaient un syndicalisme de classe et développaient une analyse critique des structures économiques et des valeurs dominantes de la société.

Le rôle des militants communistes s'est avéré déterminant dans les luttes des syndiqués des districts miniers du nord-est ontarien et du nord-ouest québécois. C'est un militantisme de tous les instants qui leur a permis d'occuper les principaux postes de direction des Mine-Mill. Selon l'historien Benoit Beaudry-Gourd, entre 1930 et 1950, ils étaient pratiquement les seuls à se préoccuper véritablement des conditions de travail et de vie des ouvriers des régions minières. Ces deux syndicats ont forcé les entreprises minières à reconnaître leur droit de s'unir et de négocier collectivement. Cependant la percée du syndicalisme dans les mines du nord-ouest québécois s'est produite au moment même où de profondes divisions secouaient le syndicalisme industriel canadien. Ces divisions vont empêcher les ouvriers des mines de l'Abitibi-Témiscamingue de consolider leurs gains.

Le Congrès canadien du travail, de plus en plus dominé par les grands syndicats du C.I.O. américain, cède avec la fin de la guerre à la crainte du péril communiste et évolue vers un syndicalisme de concertation, à mesure que se développe le climat de « guerre froide ». Il entreprend de combattre puis d'expulser de ses rangs les syndicats qui, comme les Mine-Mill, refusent cette rupture avec leur tradition radicale, qui caractérisait les débuts du syndicalisme industriel au Canada. Le C.C.T., dominé par les sociaux-démocrates de la C.C.F., reprochera à ces syndicats leur idéologie

bien plus que leur incapacité à défendre adéquatement les intérêts de leurs membres. La United Steelworkers of America prendra la direction de la lutte contre les Mine-Mill, au moment où ces derniers tentaient de consolider leur position face à l'offensive des compagnies minières et des pouvoirs politiques. Ces luttes de factions qui se dérouleront au niveau des hautes instances syndicales sans que les syndiqués ne soient véritablement consultés aboutiront à l'accréditation, en 1951, des United Steelworkers of America.

[383]

La grande combativité du mouvement syndical de l'après-guerre a provoqué une vive réaction de la part de la bourgeoisie à l'échelle nord-américaine. Dès l'élection des républicains en 1946, un climat anti-syndical de répression s'instaure aux États-Unis. Très vite, les syndicats canadiens et québécois s'alignent sur les centrales américaines. Entre 1947 et 1954, la répression est impitoyable : le patronat, les gouvernements et les directions des grandes centrales s'inspirent du vaste mouvement anticommuniste du sénateur McCarthy pour écarter des syndicats les militants les plus combattifs et assurer un climat de paix sociale.

Aux États-Unis, dès 1946, une résolution condamnant la présence des communistes dans le C.I.O. est votée dans le but de les déloger de la direction centrale. En 1949, des amendements à leur charte sont apportés afin d'interdire aux communistes d'occuper un poste élu de dirigeant et pour permettre à la centrale d'exclure les fédérations dirigées par des communistes. Ils sont alors évincés de la direction des marins, des transports en commun, de l'industrie électrochimique et d'autres syndicats. En 1946, ils dirigeaient 30% des effectifs du C.I.O. En 1949, ce pourcentage tombe à 20%. Dans les années cinquante, les expulsions seront massives jusqu'à leur élimination presque complète du C.I.O.

Sur le plan international, à la fin de 1949, le C.I.O. et l'A.F.L. participent ensemble à la création de la Confédération internationale des syndicats libres. Le C.I.O. se retire alors de la Fédération syndicale mondiale qui ne regroupera plus, après 1949, que des syndicats proches des partis communistes.

Au Canada, en 1949, le Congrès canadien du travail expulse, à la suite du C.I.O., les United Electrical, les Mine-Mill, et l'International Fur and Leather Workers Union. Dans le cas des U.E. et des Mine-Mill, le C.I.O. met sur pied des syndicats parallèles dont le but avoué est de marauder les syndicats désaffiliés.

Du côté du C.M.T.C., dans un premier temps, de 1946 à 1948, les syndicats canadiens expriment la volonté de se dégager de la tutelle des centrales américaines. En 1946, les fédérations américaines font des pressions sur les dirigeants du C.M.T.C. pour qu'ils expulsent l'Association internationale des machinistes. La F.A.T. avait procédé à l'expulsion de cette fédération : le C.M.T.C. a refusé d'emboîter le pas. En 1948, le même scénario se produit pour l'Union des marins canadiens. Cette fois, cette [384] velléité d'indépendance du C.M.T.C. sera de courte durée : dès 1949, le C.M.T.C. doit endosser la campagne anticomuniste de la F.A.T. Au congrès de 1949, tenu à Calgary, une proposition est votée selon laquelle « aucun communiste reconnu n'aurait désormais la faculté d'occuper un poste au sein du C.M.T.C., dans les fédérations provinciales et dans les conseils centraux ni ne serait admis à siéger dans l'un des comités du congrès ».

La purge commença avec l'expulsion de l'Union des marins canadiens engagée dans une grève impopulaire ; elle est décrite ici par Robert Comeau.

Au congrès du C.M.T.C. de 1950, plusieurs délégués syndicaux communistes se voient refuser le droit de siéger. Aucun membre du Parti ouvrier-progressiste ne peut représenter des syndiqués du C.M.T.C. On exclut alors les Ouvriers unis de l'électricité, qui veulent conserver leur direction communiste, ainsi que les syndicats de machinistes. C'est à ce moment que les métallos lancent de grandes campagnes d'organisation qui leur permettent, entre autres, de marauder les mineurs de l'Abitibi aux dépens des Mine-Mill. Au même moment les centrales américaines purgent les syndicats canadiens affiliés de leurs militants progressistes ; le cas de Madeleine Parent et Kent Rowley, exclus en 1952 de façon tout à fait antidémocratique, est étudié ici par Denyse Baillargeon. L'Union des travailleurs des chantiers et des scieries se voit confisquer ses fonds, ce qui met fin à la campagne de syndicalisation des bûcherons de la Gaspésie. L'Union internationale des travailleurs des industries chimiques voit ses responsables exclus du syndicat. La « United Fisherman and Allied Workers Union » est suspendue en raison de sa direction communiste.

Au Québec, les unions de métiers de la Fédération provinciale des travailleurs du Québec, dont Roger Provost est le président, sont le fer de lance de la campagne anticomuniste. Roger Provost devient directeur des Ouvriers unis du textile d'Amérique, en 1952, lors de l'expulsion des douze permanents syndicaux, dont M. Parent et K. Rowley.

Au début de 1954, la loi 19 du gouvernement Duplessis s'en prend directement aux syndicats combattifs. Elle consacre la politique discrétionnaire de la Commission des relations ouvrières en lui permettant de refuser ou de retirer une accréditation à [385] un syndicat qui comptait des « communistes » parmi ses dirigeants élus ou parmi ses permanents. C'est ainsi qu'un syndicat qui tolérait dans ses rangs des personnes soupçonnées d'être communistes ou même d'avoir des « idées communistes » ne pouvait être considéré de bonne foi !

Nous n'avons pas beaucoup parlé de la centrale québécoise catholique, la C.T.C.C. Depuis le début des années trente, elle mène campagne pour l'interdiction pure et simple du Parti ouvrier-progressiste, et contre toute forme de syndicalisme révolutionnaire. Avec pareille caution, on ne saurait s'étonner de la brutalité de l'action policière contre les syndicalistes communistes durant ces années de grande noirceur au Québec où ils n'avaient qu'un droit : celui de se taire. C'est ainsi qu'au cours des années 40 et 50, les membres et sympathisants du P.O.P. vont perdre toute l'influence qu'ils avaient pu gagner dans plusieurs syndicats internationaux. Le climat de « guerre froide », et la vague du maccarthysme qui renforcent la peur du « péril rouge » vont discréditer le Parti de plus en plus vulnérable à la répression exercée par le régime Duplessis. Les rivalités grandissantes dans le mouvement ouvrier entre sociaux-démocrates et communistes conduiront, entre autres, à l'exclusion des communistes de la plupart de leurs postes dans les syndicats au Québec. Ils ne seront alors plus en mesure de jouer un rôle significatif au moment du réveil syndical de la « Révolution tranquille » au début des années soixante.

[386]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section III. Les communistes et le mouvement syndical

Texte 14

Léa ROBACK : 30 ans de militantisme communiste

Louis FOURNIER

[Retour à la table des matières](#)

Léa Roback a 80 ans.

C'est une petite femme énergique, chaleureuse, l'œil vif, le ton clair, la parole drue. Vous pouvez parfois la rencontrer à l'occasion d'une manifestation ouvrière ou progressiste, où elle marche d'un bon pas. Elle est toujours active, militante des grandes causes comme la paix, le mouvement des femmes, les droits et libertés en général et, en particulier, les droits des travailleuses et des travailleurs qui ont été au centre de son combat, de sa vie.

Léa Roback a été, pendant près de 30 ans, militante du Parti communiste - qui s'est aussi appelé à l'époque le Parti ouvrier-progressiste. Elle a adhéré au Parti au

début de la Grande Crise, en 1929, et l'a quitté en 1958 peu après les révélations sur le stalinisme et les événements tragiques de Hongrie et de Pologne.

C'est son expérience de militante, et de militante communiste, qu'elle nous raconte ici pour la première fois, en espérant de tout son cœur - qui est grand - qu'elle puisse servir aux jeunes générations ⁴⁸³. Léa Roback est née, le 3 novembre 1903, dans un modeste logement de la rue Guilbault, près de Saint-Laurent, au cœur du quartier juif de Montréal.

[387]

Son père avait quitté la Pologne pour venir s'établir dans la métropole, vers 1895. Comme la plupart des travailleurs immigrants membres de la communauté juive, il se trouve du travail dans l'industrie de la confection pour hommes où il exerce le métier de tailleur. En 1900, il épouse une compatriote issue d'une famille de petits commerçants.

M. Roback est à sa façon un « intellectuel » qui aime beaucoup lire, notamment des ouvrages de philosophie, et discuter. Il n'est pas socialiste - bien que plusieurs de ses camarades de l'industrie du vêtement le soient à cette époque - mais c'est un esprit progressiste, ouvert, tolérant. Ainsi, juif pratiquant, il n'est absolument pas sioniste.

Deux ans après la naissance de Léa, la famille quitte Montréal pour aller s'établir, en 1905, en plein milieu canadien-français, dans le village de Beauport près de Québec. « Nous étions la seule famille juive dans un patelin catholique, raconte Léa Roback, mais nous avons été bien acceptés finalement. Les gens étaient pauvres comme nous. J'ai appris, toute jeune, qu'il ne doit pas y avoir de barrières ethniques ou religieuses entre les travailleurs. J'ai appris que les francophones formaient un peuple majoritaire au Québec et qu'ils avaient des droits. »

Pendant que son père continue d'exercer son métier de tailleur, sa mère ouvre à Beauport un petit commerce. On y pratique notamment le troc (vêtements, tissus, prélarats, etc.). En 1919, madame Roback tombe malade et la famille reprend le chemin de Montréal.

⁴⁸³ Ce texte est le fruit d'une longue entrevue réalisée en juillet 1983. Il s'inspire également d'une autre entrevue (inédite) menée par François Touchette, étudiant en histoire à l'Université du Québec à Montréal.

À 18 ans, Léa commence à travailler dans une boutique de nettoyage et de teinturerie, la British-American Dye Works. Une semaine de 6 jours et de 54 heures, un salaire de 8 \$, des conditions de travail pénibles. Elle fera ce métier pendant plus de trois ans. Cette première expérience de travail en milieu ouvrier la marque profondément. Elle y découvre l'exploitation, en particulier celle des travailleuses. En même temps, elle lit beaucoup, curieuse de tout, notamment de littérature française et de théâtre.

C'est ainsi qu'elle devient caissière dans un théâtre où elle se passionne pour les pièces du répertoire français. Elle discute avec des gens de théâtre et finit par se convaincre qu'elle doit aller en France. D'une nature très indépendante et aventureuse, Léa Roback quitte donc Montréal pour Paris en 1925, à l'âge de [388] 21 ans. Elle réussit à s'inscrire comme étudiante en littérature à l'Université de Grenoble où elle fait aussi du théâtre amateur. Pour gagner des sous, elle donne des leçons privées d'anglais.

Elle passe deux ans à Grenoble puis, toujours aventureuse, retransverse l'Atlantique pour aller vivre à New York, où elle travaille surtout comme vendeuse dans les magasins.

L'adhésion au Parti

En 1929, on la retrouve étudiante à l'Université de Berlin où son frère aîné, Henri, est inscrit en médecine. Elle suit des cours d'allemand et devient membre d'une association d'amitié franco-allemande. Elle assiste, inquiète, à la montée du fascisme et participe, avec ses camarades de l'université, à des manifestations des syndicats et de la gauche.

C'est alors qu'elle décide d'adhérer au Parti communiste. « C'était les débuts de la grande crise mondiale, raconte-t-elle, et le capitalisme semblait en pleine décomposition. C'est à ce moment-là que je me suis vraiment politisée, que j'ai eu ma première formation politique, grâce au marxisme. J'avais des camarades extraordinaires, étudiants et ouvriers. J'ai beaucoup appris auprès d'eux. »

La situation devenant de plus en plus dangereuse par suite de l'ascension du nazisme, Léa Roback doit quitter l'Allemagne à la fin de 1932, peu avant l'arrivée de

Hitler au pouvoir. En 1933, le P.C. allemand est mis hors la loi, des milliers de ses membres sont arrêtés. C'est le début de l'escalade de l'horreur qui jettera le monde entier dans la guerre.

À son retour à Montréal, Léa Roback travaillera durant deux ans pour la Young Women's Hebrew Association, qui œuvre auprès des jeunes filles de la communauté juive. En même temps, elle adhère au Parti communiste. Elle doit le faire clandestinement car le P.C. a été déclaré hors la loi au Canada, en août 1931. Ses principaux leaders sont en prison en vertu de l'« infâme article 98 » du Code criminel, qui rend passible d'emprisonnement quiconque appartient à une association soupçonnée de prôner le renversement, par la violence, de l'ordre établi. [389] Le Parti ne redeviendra « légal » qu'en 1935, à la suite de l'abrogation de l'article 98 par le nouveau gouvernement libéral de Mackenzie King, sous les pressions du mouvement ouvrier.

La clandestinité ne me faisait pas peur, dit Léa Roback. J'avais déjà connu la répression contre le Parti en Allemagne et je savais que je m'engageais dans une vie difficile, un travail de longue haleine, surtout au Québec où le socialisme apparaissait comme la fin du monde pour les pouvoirs en place !

Au début, elle travaille surtout auprès des femmes de la communauté juive et des travailleuses immigrantes. Elle donne des cours de formation politique, aide à la syndicalisation des travailleuses dans l'industrie du vêtement, rédige et distribue des tracts. À cause de sa connaissance du français, elle fait aussi des travaux de traduction : « L'anglais était la langue de travail et de communication dans le Parti. La plupart des documents nous arrivaient de Toronto. Entre nous, les militants juifs, dans nos cellules, on parlait le yiddish. On était nombreux dans le Parti, sans doute la majorité. Chaque communauté ethnique avait sa section pour se regrouper. Les Canadiens français, qui n'étaient pas encore nombreux, avaient aussi leur section, avec des leaders comme Évariste Dubé, Jean Bourget, Léo Lebrun. Le professeur Stanley Ryerson, qui avait étudié à Paris, s'est joint à eux vers 1934. Chez les militants d'origine juive, Fred Rose parlait bien français et il assurait la liaison avec les francophones. »

Les militants du P.C.

À cette époque, le Parti communiste ne compte encore que quelques centaines de membres au Québec, en quasi-totalité à Montréal.

Les femmes sont alors peu nombreuses au P.C., bien que certaines d'entre elles aient été parmi les pionnières, les fondatrices du Parti en 1921 : Bella Hall-Gauld, Annie Buller, Bebecca (« Beckie ») Buhay et d'autres militantes appartenant surtout à la [390] communauté juive. Ce n'est qu'en 1929 qu'une première Canadienne française, Bernadette Lebrun, une ouvrière de la chaussure, a adhéré au Parti. Au début des années trente, elle y est rejointe par d'autres camarades comme Berthe Caron, Yvonne Bourget, Blanche Gélinas.

Quand une femme s'inscrivait au Parti, se rappelle Léa Roback, en général son mari y était déjà. C'était comme ça dans tous les groupes ethniques. Il y avait peu d'exceptions et j'en étais une : je ne crois pas qu'il y avait de femme à la direction du Parti à Montréal dans ce temps-là. Mais c'était pareil partout, même dans le mouvement syndical. Les femmes elles-mêmes disaient qu'elles n'étaient pas assez instruites pour occuper des positions dirigeantes. Au fil des années, la situation a changé un peu.

En 1933, les Canadiennes françaises du P.C. se donnent une organisation, Solidarité féminine, présidée par Yvonne Bourget, qui fait du travail auprès des familles frappées par la crise. En 1934, plusieurs militantes juives du Parti sont très actives lors de la première grande grève déclenchée par près de 4 000 ouvrières et ouvriers de l'industrie du vêtement. La grève est dirigée par le Syndicat industriel des ouvriers de l'aiguille qui est affilié à la Ligue d'unité ouvrière, une organisation syndicale créée par le P.C. Lors d'une autre grève déclenchée en 1934 par la Ligue dans les mines de cuivre de Rouyn-Noranda, en Abitibi, on retrouve une autre militante du Parti comme organisatrice, Jeanne Corbin, 26 ans, une institutrice d'origine française. Elle est condamnée à trois ans de prison pour « sédition ». Pendant son incarcération, elle est atteinte de tuberculose et en mourra quelques années plus tard.

La Crise

Les militantes et les militants du P.C. ont été très actifs à Montréal pendant la crise, malgré la répression. Ils ont organisé un mouvement d'appui aux sans-travail, des clubs de chômeurs et une association pour les regrouper. Ils ont aussi mené des [391] actions de soutien aux familles ouvrières touchées par la crise. Léa Roback se souvient, entre autres, de l'appui donné aux locataires :

Pendant la dépression, des centaines de familles se faisaient chasser de leur logement parce qu'elles ne pouvaient plus payer leur loyer. L'huissier venait saisir les meubles et le ménage et les vendait à l'encan, sur place, pour payer le propriétaire. Nous, au Parti, quand on apprenait qu'il y avait un encan, on s'organisait pour être là. On contrôlait les enchères et on achetait pour presque rien. L'huissier était obligé de faire la vente et nous, on remettait les meubles aux locataires.

C'est à l'occasion d'une éviction qu'est survenu, en mars 1933, un événement tragique que Léa Roback n'est pas près d'oublier. Un militant d'origine polonaise, Nick Zynchuck, qui protestait contre une saisie par huissier, a été abattu à bout portant, dans le dos, par un policier de Montréal. Zynchuck a eu droit à des funérailles « rouges » qui ont rassemblé près de 15 000 personnes et qui se sont terminées par des affrontements violents avec la police.

Léa Roback se souvient également que les Canadiennes françaises de Solidarité féminine avaient pris le tramway sans payer pour aller occuper l'hôtel de ville de Montréal, afin de réclamer une aide accrue aux familles de chômeurs. Elles ont dit au contrôleur. « Le maire de Montréal paiera la note ! »

Une librairie « rouge »

En 1935, le Parti confie à Léa Roback une tâche importante : la responsabilité de gérer la première librairie ouverte par le Parti communiste à Montréal.

C'était la première librairie rouge, raconte-t-elle, mais elle se présentait comme une librairie ordinaire. Ça s'appelait le *Modern Bookshop* et elle était située rue Bleury, près de Dorchester, dans le quartier des ateliers de vêtement. On [392] vendait toutes sortes de livres, des romans, en anglais, en français et dans d'autres langues, mais aussi tous les classiques du marxisme, du socialisme, du communisme, des revues, des journaux. Chaque cellule du Parti venait y chercher des livres et de la documentation. On était très sérieux sur la question de la formation, du développement des connaissances politiques et sociales.

La librairie a aussi une clientèle d'étudiants et même de professeurs : « J'avais parfois la visite de l'abbé Lionel Groulx, qui achetait beaucoup. Il s'est sûrement constitué une très belle bibliothèque marxiste ! » Léa Roback a aussi, évidemment, la visite de la police, qui ne peut l'empêcher de tenir une librairie même si le Parti est considéré comme hors la loi.

D'ailleurs, c'est à la fin de 1935 que le Parti communiste redevient « légal », à la suite des élections qui portent au pouvoir le nouveau gouvernement libéral de King à Ottawa. Léa Roback se souvient bien de ces élections fédérales car elle a été l'une des organisatrices de la campagne de Fred Rose, un des dirigeants du Parti. Il se présentait comme candidat ouvrier dans le comté cosmopolite de Cartier, en plein centre de Montréal. Rose, qui était d'origine polonaise et électricien de son métier, recueille 3 378 voix, ce qui est énorme pour l'époque. C'est justement dans cette circonscription ouvrière de Cartier qu'il sera élu député en 1943, devenant ainsi le premier représentant du Parti communiste à siéger au parlement du Canada.

Léa Roback se rappelle : Nous avons reçu beaucoup d'aide et des dons de travailleurs et de travailleuses. Certains nous donnaient des paquets de cenes noires pour financer la campagne de Fred. Des Ukrainiens, des Polonais, des Russes, des Allemands, des Finlandais, des Tchécoslovaques, des Italiens antifascistes qui avaient quitté l'Italie de Mussolini, beaucoup de Juifs et des Canadiens français aussi, car Fred pouvait leur parler dans leur langue. Mais c'est sûr que nos plus gros appuis venaient de travailleurs qui avaient émigré ici, surtout ceux qui avaient connu la répression contre la gauche dans leur pays et qui savaient que les communistes étaient les plus ardents adversaires du fascisme.

[393]

Selon Léa Roback, cette campagne électorale a bien montré jusqu'où les vieux partis et la répression pouvaient aller :

J'ai vu comment ils volaient les élections, avec leurs passeurs de télégraphes et leur argent. J'étais responsable du secteur de la rue Prince-Arthur. C'était à vous dégoûter de la démocratie bourgeoise dans ce temps-là. J'ai aussi appris que la violence est permise quand on est du côté des plus forts. Notre local était situé au 254 est, de la rue Sainte-Catherine. Un commando d'étudiants de l'Université de Montréal, située tout près rue Saint-Denis, est venu briser toutes les vitres du local et l'a envahi pour le saccager. J'ai protesté auprès de leur recteur, Mgr Chartier, qui s'en est lavé les mains. La police aussi.

Les midinettes

C'est à cette époque, en 1935, que le P.C. décide, suivant en cela la stratégie de l'Internationale communiste, de mener une politique de « Front populaire » avec les autres éléments progressistes. Il tente alors un rapprochement difficile avec les sociaux-démocrates de la C.C.F. qu'il avait dénoncés auparavant à cause de leur « réformisme ». En même temps, le Parti dissout sa propre organisation syndicale, la Ligue d'unité ouvrière, et enjoint ses militants d'adhérer aux syndicats existants, en particulier ceux qui pratiquaient un syndicalisme de type industriel dans la mouvance du nouveau C.I.O. américain.

C'est ainsi qu'en 1936, on retrouve Léa Roback à l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames (U.I.O.V.D.), alors proche du C.I.O., qui tente d'implanter un syndicat durable parmi les midinettes de l'industrie du vêtement à Montréal, réparties dans des centaines de petits ateliers. Pour mener cette campagne d'organisation, l'Union a notamment envoyé de New York « une militante admirable », dit Léa Roback, une socialiste libertaire, Rose Pesotta.

C'est elle qui m'a embauchée pour l'aider car elle ne parlait pas français et la majorité des midinettes étaient des Canadiennes françaises. J'ai été engagée comme organisatrice, [394] avec la responsabilité particulière de bâtir un comité d'éducation. On a commencé par une bibliothèque et des cours où on donnait une formation syndicale de base. On faisait des réunions,

on rédigeait un journal et des tracts qu'on distribuait aux portes des ateliers tôt le matin. Il y avait un groupe de femmes décidées, une en particulier, Yvette Cadieux. Il fallait convaincre les ouvrières une par une, aller les voir chez elles.

Les communistes forment un noyau solide au sein de l'U.I.O.V.D. Ils viennent pour la plupart du Syndicat industriel des ouvriers de l'aiguille qui a mené une première grève dans le vêtement en 1934. Ils ont alors obtenu certains gains mais pas la reconnaissance syndicale.

Nous étions bien organisés, se souvient Léa Roback. On se levait le matin avant le Bon Dieu et on distribuait des tracts pour l'Union. On avait de l'aide des membres des Jeunesses communistes qui étaient infatigables à leur âge. D'autres militants du Parti nous donnaient un coup de main. On avait surtout le soutien des tailleurs juifs qui étaient déjà syndiqués et dont plusieurs étaient communistes. Ils participaient à nos réunions de formation et expliquaient aux couturières, dans leur « franglish », pourquoi elles devaient s'organiser.

Alors que les ouvriers de métiers syndiqués comme les tailleurs, les coupeurs, les presseurs, en majorité d'origine juive, avaient réussi à améliorer de beaucoup leurs conditions, les midinettes, en grande majorité francophones, travaillaient dans des conditions misérables. Par exemple, alors que les tailleurs avaient gagné en avril 1936, par la grève, la semaine de 44 heures et un salaire minimum de 30 \$, les ouvrières travaillaient à la pièce plus de 50 heures par semaine de 6 jours, pour un salaire minimum variant de 7 \$ à 12,50 \$. Plusieurs devaient travailler à domicile, le soir, pour joindre les deux bouts.

Le salaire n'était jamais pareil et jamais assuré. On venait le matin, avec son lunch sous le bras, pour se faire dire par le contremaître : pas de travail pour toi aujourd'hui ! Et quand on avait de l'ouvrage, c'était parfois parce qu'on se laissait tâter par le boss. Et tout ça dans des ateliers sales, [395] le Lenner Building, le Wilder, le Jacob sur la rue Bleury, des nids à « coquerelles » avec des toilettes affreuses. Il fallait travailler et manger là.

La grève de 1937

Malgré la peur, malgré l'intimidation des patrons, « l'union » fait des progrès dans sa campagne de syndicalisation. Elle se sent assez forte pour déclencher la grève. Le 15 avril 1937, en pleine saison de production, 5 000 ouvrières et ouvriers du vêtement quittent le travail et dressent des lignes de piquetage aux abords des ateliers. La grève durera 25 jours, au cours desquels le syndicat verse à ses membres des secours financiers de 5 à 8 \$ par semaine, presque autant que ce que les midinettes gagnaient en travaillant !

« C'est la solidarité qui nous a permis de gagner, dit Léa Roback. Pour l'époque, ce fut une victoire ». Les grévistes obtiendront la semaine de 44 heures et de cinq jours et demi et un salaire moyen de 16 \$ pour les midinettes, les heures supplémentaires payées à taux et demi, le droit de fixer les taux du travail à la pièce, une procédure de griefs et, surtout, la reconnaissance du syndicat. Malgré cette percée, le contrat signé n'est pas respecté partout par les patrons. L'U.I.O.V.D. devra mener une autre grève de ses 5 000 membres, en 1940, pour consolider ses acquis.

En réalité, pendant ces trois ans, le patronat a profité des divisions qui ont éclaté au sein de « l'union » et qui ont conduit à l'exclusion des militants et militantes communistes. Léa Roback raconte :

Il y avait dans l'union des communistes, des socialistes sionistes du Workmen's Circle, des sociaux-démocrates, des militants du Parti libéral comme Claude Jodoin (le futur président du Congrès du travail du Canada). Mais il y avait surtout des délégués syndicaux qui faisaient leur travail et d'autres qui collaboraient avec les patrons, qui se laissaient acheter. Quand on a commencé à dénoncer ça, Bernard Shane (le leader de l'union), Jodoin et d'autres se

[396]

Photo 26.

Léa Roback, au cours des années 1980. Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

[397]

sont mis à voir des communistes partout, même en dessous de leur lit ! La chasse a commencé...

Comme les patrons avaient concédé l'atelier syndical fermé et qu'il fallait être membre de « l'union » pour travailler, l'exclusion du syndicat signifiait que les dissidents, inscrits sur une liste noire, ne pouvaient plus obtenir d'emploi dans le secteur de la robe à Montréal.

Des dizaines de militants et de militantes ont perdu leur job, surtout des Juifs. Il y avait parmi eux de bons ouvriers, expérimentés, des tailleurs, des presseurs, des opératrices. J'ai pour mon dire que ces expulsions ont considérablement affaibli l'union. D'ailleurs, vous savez qu'après 1940, il n'y a pas eu de grève dans la robe à Montréal pendant 30 ans et que les conditions se sont détériorées terriblement.

Léa Roback, elle, a quitté l'U.I.O.V.D. en 1939.

Je suis partie avant de me faire expulser. De toute façon, on rejetait tout ce que je voulais faire au comité d'éducation. Ça m'a fait mal de quitter après tout le travail qu'on avait fait, mais je n'avais pas le choix, même si j'ai été critiquée dans le Parti. Je me suis fait reprocher mon geste, notamment par Sydney Sarkin, un des dirigeants du syndicat dans le vêtement pour hommes (les travailleurs unis du vêtement d'Amérique) et l'un des leaders du Parti depuis les années vingt. Mais vraiment, je n'avais pas le choix.

La « Loi du Cadenas »

La « chasse » aux militants communistes de l'U.I.O.V.D. a coïncidé avec la grande offensive anticommuniste menée par le régime Duplessis, par suite de la promulgation en 1937 de la « loi du Cadenas », de sinistre mémoire. Cette loi, qui interdit toute propagande communiste sous peine d'emprisonnement, permet de cadenasser les locaux où la police soupçonne que l'on tient des réunions « communistes » ou « bolcheviques » et où l'on peut [398] distribuer des documents de même nature. Or, le sens des mots « communiste » et « bolchevique » n'est défini nulle part dans cette

loi arbitraire qui permet au pouvoir de frapper toute opposition progressiste, ce qui sera le cas. La « loi du Cadenas » sera jugée inconstitutionnelle vingt ans plus tard, en 1957, par la Cour suprême du Canada.

À nouveau, la répression s'abat donc sur les membres du P.C. qui doivent travailler dans une sorte de semi-clandestinité. À l'automne 1937, l'escouade « antirouge » de la Police provinciale (la « P.P. » de Duplessis) entreprend une série de descentes dans des locaux et des résidences de militants du P.C. et d'autres organisations de gauche. C'est ainsi que la librairie autrefois gérée par Léa Roback, le Modern Bookshop, est cadénassée, en même temps que d'autres locaux du Parti. Léa Roback ne compte plus les perquisitions qu'elle a dû subir en vertu de la « loi du Cadenas » : « La police m'avait repérée quand je m'occupais de la librairie et le harcèlement a continué. Je regrette surtout les livres, de toutes sortes, qu'ils m'ont saisis et que je n'ai jamais retrouvés, entre autres les ouvrages de littérature ... »

La répression frappe aussi la campagne du Parti en faveur de l'appui aux républicains pendant la guerre civile en Espagne, campagne à laquelle Léa Roback participe activement, tant sa haine du fascisme est vive. « On n'arrivait pas à louer de salles pour tenir des assemblées, même quand le grand écrivain français Georges Bernanos est venu à Montréal pour parler en faveur des républicains. »

La Deuxième Guerre

La Deuxième Guerre mondiale éclate en septembre 1939 et peu après, le Parti communiste est à nouveau déclaré hors la loi en vertu de la Loi sur les mesures de guerre. Plusieurs de ses dirigeants sont arrêtés et les autres doivent entrer dans la clandestinité.

Le Parti est interdit parce qu'il s'oppose à l'effort de guerre, suivant en cela la stratégie de l'Internationale communiste. Staline a, en effet, signé avec Hitler un pacte de non-agression. [399] « On a eu du mal à comprendre ce pacte, dit Léa Roback, mais on nous a expliqué que c'était pour protéger l'Union soviétique contre les nazis, que c'était pour des raisons de haute stratégie, pour mieux permettre à l'U.R.S.S. de se préparer à lutter contre le fascisme. » Le pacte sera d'ailleurs dénoncé, en juin 1941, par l'attaque allemande contre l'U.R.S.S. Les communistes déci-

dent alors de soutenir à fond l'effort de guerre. Bien qu'encore officiellement interdit, le Parti soutient la politique de Mackenzie King et la « coalition des forces antifascistes ». La répression à son égard diminue et, en 1943, le P.C. reprend légalement ses activités sous le nom de Parti ouvrier-progressiste.

Depuis qu'elle a quitté le syndicat du vêtement pour dames en 1939, Léa Roback exerce divers emplois comme vendeuse dans des magasins. Elle continue de travailler au Parti dans la clandestinité, surtout auprès des femmes de la communauté juive avec Bella Gauld, et aussi avec les Canadiennes françaises.

RCA Victor

Au début de 1942, le Parti lui demande de reprendre son travail syndical, cette fois dans les industries de guerre qui sont en pleine expansion. Elle est embauchée comme ouvrière dans l'une des grandes usines converties à la production de matériel militaire, RCA Victor de Saint-Henri, propriété d'une multinationale américaine. L'usine emploie près de 4 000 personnes dont environ 40% sont des travailleuses.

La compagnie avait de gros contrats, très payants, du gouvernement fédéral. On fabriquait des appareils radio pour l'armée et d'autres produits d'« engineering » militaire. On continuait, aussi, de fabriquer de petites radios de maison et des disques. Je travaillais sur la « ligne », la chaîne d'assemblage. On mettait les entrailles dans les radios avec un fer à soudeuse et des pinces.

En entrant à RCA Victor, l'objectif de Léa Roback est évidemment d'implanter un syndicat industriel dans cette vaste [400] usine qui avait résisté, jusque-là, à toutes les tentatives de syndicalisation. Elle sera aidée notamment par une autre militante du Parti, Rae Ruttenberg, qui s'était fait engager un peu auparavant.

Léa Roback parle avec passion de cette période où les femmes étaient embauchées en grand nombre dans les industries de guerre, accédant souvent au marché du travail pour la première fois, dans des emplois autrefois réservés aux hommes - mais à des salaires qui restaient largement inférieurs.

À RCA Victor, on commençait sur la chaîne au salaire minimum de 25 cents l'heure pour les femmes et 35 cents pour les hommes. Le rythme de production était infernal. Tout était chronométré et on avait les « time-study men » aux fesses. Il fallait toujours aller plus vite à cause du « speed-up », de l'accélération des cadences. La chaleur était parfois insupportable. Les contremaîtres criaient des ordres en anglais. Toute la gérance était anglaise.

C'est dans ces conditions que Léa Roback commence son travail militant auprès de ses camarades :

On entendait souvent les ouvrières dire : je prends les nerfs ! Et l'infirmière de la compagnie leur distribuait des pilules... Moi je disais aux filles : vas prendre un verre d'eau. Elles s'en allaient aux toilettes en pleurnichant et je filais avec elles pour essayer de leur faire comprendre : il y a moyen de s'en sortir, pas en pleurnichant mais en se donnant une union, un syndicat.

Le syndicat

Peu à peu, un noyau de militants et de militantes se forme. On commence à tenir des réunions d'organisation et à distribuer des tracts, souvent préparés dans la nuit.

On a recruté de vrais unionistes. Je me rappelle de Charles Cormier, un bon machiniste. On le voulait comme président du syndicat mais il a fini par nous avouer qu'il ne [401] savait ni lire ni écrire. Eh bien, on lui a appris ! Finalement, le président a été Victor Walker, un coupeur de métal. Il avait commencé à travailler à l'âge de 14 ans comme mineur au Pays de Galles, puis au Cap-Breton. Il était secondé d'un autre homme extraordinaire, Albert Gauthier. On a formé un exécutif, avec autant de femmes que d'hommes. J'en étais membre.

Il a fallu un an de travail pour faire entrer le syndicat et signer un premier contrat en 1943. « Il n'y a pas eu de grève, dit Léa Roback, mais on a mis toute la pression à l'intérieur de l'usine. On arrêta le travail, on manifestait dans les départements et on se rendait au bureau du directeur du personnel qu'on occupait. C'est une tactique qu'on a souvent utilisée dans les années suivantes. »

Le syndicat implanté à RCA Victor est affilié à la Fraternité internationale des ouvriers en électricité (A.F.L.), la « I.B.E.W. ». La fraternité était l'un des syndicats membres du Conseil des métiers de la métallurgie (« Metal Trades Council »), un regroupement d'unions de l'A.F.L. mis sur pied pour syndiquer les travailleurs et travailleuses des industries de guerre. Le Conseil était dirigé par Robert Haddow, un des leaders du Syndicat international des machinistes qui lança de grandes campagnes d'organisation et parvint à syndiquer au-delà de 20 000 ouvriers et ouvrières, notamment à l'immense avionnerie Canadair. « Bob » Haddow est également un militant du Parti communiste, tout comme d'autres dirigeants du Conseil (Jean Paré, Alex Gauld, Irving Burman, Phil Cutler, etc.). En fait, le « Metal Trades Council » était contrôlé par des militants du P.C. Son principal concurrent dans les industries de guerre, le Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique (C.I.O.), était contrôlé par des militants du Parti social-démocrate (C.C.F.).

Les principaux leaders du Parti dans les syndicats sont également membres d'une commission syndicale du P.C. qui leur permet de coordonner leur travail. Selon Léa Roback, « c'est là qu'on a pris la décision d'aller syndiquer RCA Victor et d'autres grandes entreprises ».

Léa Roback n'est que l'une des nombreuses militantes du Parti qui ont implanté l'organisation syndicale dans les industries de guerre. On en retrouve d'autres dans les usines d'armements, les avionneries, les manufactures de chaussure, de [402] textile. C'est le cas notamment d'une jeune militante de moins de 20 ans, Danielle Cuisinier (Danielle Dionne), ouvrière à Defence Industries de Verdun, qui sera parmi les dirigeants d'une campagne de syndicalisation réussie chez les 2 000 ouvrières et ouvriers de cette fabrique de munitions. Elle deviendra représentante du Syndicat des machinistes (A.F.L.). Il y a aussi Charlotte Gauthier et Bernadette Lebrun, militantes à l'Union des travailleurs du cuir et de la fourrure (C.I.O.), un syndicat contrôlé par des membres du P.C. Et d'autres figures plus connues comme Madeleine Parent, qui animera avec Kent Rowley la campagne de syndicalisation des Ouvriers unis du textile d'Amérique (A.F.L.) dans les filatures de Dominion Textile à Montréal et à Valleyfield.

Le P.O.P.

Le Parti communiste est alors en pleine ascension, surtout dans les syndicats. Ses militants participent à plusieurs grèves combatives, notamment celle de plus de 20 000 ouvriers et ouvrières de l'avionnerie Canadair et d'autres entreprises du secteur de l'aéronautique, en 1943. Les communistes s'opposent cependant aux grèves spontanées qui pourraient nuire à l'effort de guerre.

En même temps, le P.C. reprend légalement ses activités sous le nom de Parti ouvrier-progressiste (P.O.P.), à l'été 1943. Léa Roback participe activement à la campagne électorale de Fred Rose, leader québécois du Parti, lors des élections partielles du 9 août 1943 dans Montréal-Cartier. Coup de théâtre : Rose réussit à se faire élire député à Ottawa, par une majorité d'environ 300 voix. Il recueille au total 5 784 suffrages. Fred Rose sera réélu lors des élections générales de 1945, par une forte majorité, avec 10 463 voix, soit près de deux fois plus qu'en 1943. Pour Léa Roback, « l'élection de Fred nous a montré que le travail patient et acharné finissait par donner des résultats ». Le premier candidat communiste qui s'était présenté dans Cartier en 1926, Michael Buhay, n'avait recueilli qu'un peu plus de 600 voix. Pendant la guerre, Buhay sera élu conseiller municipal dans le même secteur.

[403]

Le Parti ouvrier-progressiste défend une ligne politique « réformiste » et rassurante pour les électeurs. Tout en continuant de lutter pour l'établissement à long terme d'une société socialiste, le Parti insiste sur la nécessité de réformes plus immédiates qui répondent aux besoins et aux intérêts de la classe ouvrière. Il souhaite une union large de toutes les forces progressistes - y compris les libéraux - pour vaincre le fascisme et gagner la guerre. Selon Léa Roback, c'était là une ligne parfaitement justifiée dans les circonstances, et c'est la raison pour laquelle le Parti a fait des progrès, particulièrement en milieu canadien-français. Elle admet, toutefois, que le Parti n'a pas fait assez d'efforts pour bien comprendre la réalité du nationalisme canadien-français, la réalité du Québec comme société distincte, ce qui a conduit à une grave scission en 1947, avec le départ d'une partie importante des membres francophones.

Par ailleurs peu après la fin de la Deuxième Guerre, le Parti commence à subir les effets délétères de la « guerre froide » qui s'installe entre le bloc capitaliste, regroupé autour des États-Unis, et le bloc communiste, autour de l'Union soviétique. Le gouvernement fédéral, en vertu de la loi arbitraire des secrets officiels, met en accusation pour « espionnage au profit de l'U.R.S.S. » le seul député du P.C. à Ottawa, Fred Rose, et d'autres militants du Parti. Condamné en 1946 à six ans d'emprisonnement, Rose devra s'exiler par la suite dans sa Pologne natale.

Le coup qu'on a porté à Fred et au Parti m'a fait extrêmement mal, raconte Léa Roback. C'était l'un de nos meilleurs leaders. J'ai alors senti que la bataille serait encore plus longue que prévue et j'ai eu parfois des moments de découragement. La guerre froide, le maccarthysme aux États-Unis, la chasse aux sorcières contre les militants communistes jusque dans les syndicats...

Les Ouvriers unis de l'électricité

À cette époque, Léa Roback travaille toujours à RCA Victor où elle est devenue agent de griefs pour son syndicat. Malgré des gains appréciables pendant la guerre, les ouvriers et [404] les ouvrières ont de moins bonnes conditions de travail et de moins bons salaires que leurs camarades de la même compagnie en Ontario. Les travailleurs ontariens de RCA - ainsi que de General Electric et de Westinghouse - sont membres d'un syndicat combatif, les Ouvriers unis de l'électricité, de la radio et de la machinerie d'Amérique (C.I.O.), mieux connus sous les initiales anglaises de « U.E. » (United Electrical). C'est un syndicat dirigé par des militants du Parti communiste.

En 1946, les syndiqués de RCA Victor à Saint-Henri décident massivement d'adhérer aux Ouvriers unis de l'électricité. Léa Roback est évidemment à la tête de la campagne d'adhésion. Les négociations s'engagent peu après entre la compagnie et le nouveau syndicat qui obtiendra, dans les années suivantes, les mêmes conditions de travail qu'en Ontario. « Nous avons brisé le mur de l'inégalité entre l'Ontario et le Québec dans l'industrie de l'électricité. Ça n'était pas apprécié des patrons ni du gouvernement Duplessis qui disait aux investisseurs étrangers que les ouvriers québécois étaient du 'cheap labor' docile et que les coûts de production étaient moindres ici. »

Léa Roback rend hommage au directeur québécois des Ouvriers unis de l'électricité, Jean Paré, un militant du P.C., qui a participé aux négociations. Paré, devenu représentant des « U.E. » en 1945, avait fait ses premières armes syndicales avec les machinistes. Il est demeuré membre du Parti communiste jusqu'à sa mort, en 1977.

La présence d'un « syndicat communiste » à RCA Victor n'était pas sans mécontenter non seulement les patrons, mais le gouvernement Duplessis qui prendra tous les moyens pour l'éliminer, avec l'aide de certains dirigeants de syndicats rivaux. En 1950, les Ouvriers unis de l'électricité sont exclus du C.I.O. aux États-Unis, puis du Congrès canadien du travail. En 1951, Duplessis déclare : « Cette Union est sous la direction des communistes et je ne permettrai pas qu'elle existe au Québec ! » En 1952, par suite d'un maraudage de la nouvelle Union internationale des ouvriers de l'électricité, l'« I.U.E. », créée par le C.I.O., la commission des relations ouvrières du Québec - créature de Duplessis - enlève leur accréditation aux Ouvriers unis de l'électricité à RCA Victor, même s'ils restent majoritaires dans l'usine. La Cour supérieure ayant déclaré cette désaccréditation illégale, Duplessis riposte en 1954 en faisant voter la loi 19, une [405] des pires lois anticomunistes. Cette loi, d'autant plus odieuse qu'elle est rétroactive à... 1944, permet de refuser ou de retirer son accréditation à un syndicat qui compte parmi ses dirigeants des personnes présumées ou soupçonnées d'être « communistes » ou d'avoir des « idées communistes ». Comme dans la loi du Cadenas - toujours en vigueur - ces termes ne sont définis nulle part.

Après ce coup de massue, les Ouvriers unis de l'électricité perdent finalement la bataille à RCA Victor et dans d'autres usines où ils étaient implantés. Plusieurs de leurs militants sont congédiés dont, à Saint-Henri, le président du syndicat, Victor Walker. Quant à Léa Roback, elle est « partie avant d'être congédiée », comme au syndicat du vêtement en 1939. « Ils ont tout fait pour me décourager. Ils m'ont changée de départements : je les ai tous faits, y compris l'expédition où j'étais la seule femme ! »

Le départ du Parti

Léa Roback continue durant toutes ces années à militer au Parti communiste, malgré la répression qui s'intensifie en raison de la loi du Cadenas que Duplessis fait appliquer rigoureusement par sa police. « J'ai connu des camarades qui déménageaient tous les soirs », dit-elle. Elle soutient les luttes menées par d'autres syndicats, notamment les deux grandes grèves à la Dominion Textile à Saint-Henri en 1946 et 1952, alors que Madeleine Parent et son mari Kent Rowley affrontent la répression policière, patronale, gouvernementale et même syndicale. Peu à peu, les militants communistes perdront les positions qu'ils détenaient dans les syndicats.

En 1955, Léa Roback est engagée à la nouvelle mission commerciale de la Pologne, à Ottawa, où elle travaillera durant trois ans. C'est alors que surviennent les révélations du XXe Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. sur le stalinisme, ainsi que la répression qui marque les soulèvements populaires en Hongrie et en Pologne, en 1956.

Mais on n'abandonne pas facilement un parti au sein duquel on a milité pendant près de 30 ans. Ce n'est qu'en 1958, après y [406] avoir beaucoup réfléchi et à l'instar de plusieurs de ses camarades, que Léa Roback décide de quitter le Parti communiste. Décision douloureuse mais qui s'imposait, dit-elle : ce n'était pas le genre de socialisme pour lequel elle s'était battue pendant si longtemps. Toutefois, elle ne regrette absolument rien du temps où elle a milité au P.C. : « C'est grâce au Parti que j'ai réussi à faire les choses que je voulais faire. »

Et d'ajouter : « En quittant le Parti, je me suis dit : je vais rester militante. » Elle avait alors 55 ans.

Et c'est ainsi que depuis 25 ans, Léa Roback a continué de militer pour diverses causes qui, pour elle, se résument en un mot : le socialisme.

[407]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section III. Les communistes et le mouvement syndical

Texte 15

Le Québec et le monde communiste : Cowansville 1931 ⁴⁸⁴

Andrée LÉVESQUE

[Retour à la table des matières](#)

Au début de mars 1931, un « peddler » arrive à Montréal venant des Cantons-de-l'Est et prend contact avec le directeur de la Ligue de la défense ouvrière (L.D.O.) afin de l'informer qu'une grève venait de commencer chez les travailleurs de la soie à Cowansville. La grève a été déclenchée le 28 février quand la compagnie a avisé les tisserands d'une réduction de salaire de 25%. Quatre-vingt-dix-neuf travailleurs et travailleuses - 76 hommes et 23 femmes - débrayent ; mais les divisions de la teinture et de l'imprimerie, soit 148 employés, ne se mettront pas en grève, leur travail, qui dépend de celui des grévistes en sera néanmoins affecté. Henry Segal, organisa-

⁴⁸⁴ Cette étude a été publiée sous le même titre dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* 34, 2 (septembre 1980) : 171-182.

teur syndical et membre de la L.D.O., transmet la nouvelle au district communiste numéro deux ⁴⁸⁵, et le lendemain matin un jeune communiste originaire d'Angleterre, Tom Miller, prend le train pour Cowansville. Le soir même, c'est-à-dire le 3 mars, un membre de la Ligue des Jeunesses communistes, Fred Rose, va le [408] rejoindre. Quelques jours plus tard cinq organisateurs communistes : Fred Rose, Tom Miller, Don Chalmers, Jeanne Harvey (Corbin) et Emery Simard, seront envoyés à la Bruck Silk Mill, le plus important employeur du village de 1800 habitants.

Qui sont ces délégués communistes qui se donnent pour mission de noyauter la grève ? Fred Rose et Don Chalmers, âgés de 27 et 29 ans sont actifs dans la Ligue des Jeunesses communistes, ils s'intéressent particulièrement à l'industrie textile, dont la main-d'œuvre est très jeune (la Ligue estime en effet que 70 à 80% des travailleurs du textile sont des « jeunes ⁴⁸⁶ »). Rose, Chalmers et Miller attendent leur procès sous une accusation de sédition et d'incitation à l'émeute, à la suite d'arrestations effectuées le 19 janvier 1931, lors d'une réunion du Conseil des sans-travail à Montréal ⁴⁸⁷. La présence de Jeanne Corbin est tout aussi indiquée. Cette ex-institutrice, organisatrice infatigable et éditeur de *L'Ouvrier canadien*, est bon orateur et a l'avantage de pouvoir communiquer avec les grévistes dans leur langue. Simard, le cinquième délégué, est un forgeron qui s'était porté candidat aux élections fédérales de 1930 dans Maisonneuve et avait recueilli 317 voix ⁴⁸⁸.

Les cinq compagnons sont confrontés à un conflit de travail typique de la grande crise économique. Les grèves dans l'industrie textile ne sont pas rares durant les années trente, mais il est étonnant qu'elles surviennent dans l'industrie de la soie naturelle. En raison de la hausse du tarif et de l'effondrement des prix de la soie brute, la valeur et le volume de la production augmentent à partir de 1930. La réduction de salaire y est inférieure à celle que l'on pratiquait dans l'industrie manufactu-

⁴⁸⁵ Administrativement, le Parti Communiste du Canada était divisé en neuf régions géographiques ou districts. Le Québec tout entier formait le district numéro deux, par contre, l'Ontario comprenait quatre districts. Voir Ivan Avakumovic, *The Communist Party in Canada. A History*, Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1975, p. 32.

⁴⁸⁶ A.P.O. Att.- Gen. Files, boîte 11, env. 26, 11 C 2581.

⁴⁸⁷ Tous trois feront un séjour à la prison de Bordeaux, pour sédition, après quoi Chalmers sera déporté en Écosse.

⁴⁸⁸ *Le Devoir* (29 juillet 1930).

rière en général. Malgré cette situation privilégiée des usines de soie, les salaires y demeurent toutefois inférieurs à ceux de l'industrie du coton. Dans les établissements québécois qui, comme la Bruck Silk Mill, emploient de 100 à 200 ouvriers, les salaires [409] sont encore plus bas ⁴⁸⁹. À la Bruck ils varient de 13 cents l'heure pour les jeunes filles de moins de 18 ans, à 29 cents pour les hommes de plus de 21 ans ⁴⁹⁰. Sans syndicat, sans fonds de grève, les ouvriers sont dans une situation très difficile. Certains d'entre eux, des jeunes qui viennent de la campagne environnante, peuvent éviter le pire en retournant vivre chez leurs parents. Les hommes mariés qui habitent Cowansville dépendent du bon vouloir de la Compagnie.

Les causes de cette grève n'ont rien de bien particulier pour cette période de crise. Mais une chose la distingue et lui confère un intérêt propre : la présence d'organiseurs communistes. On ne saurait comprendre les activités communistes pendant l'ère stalinienne sans se référer à la Troisième Internationale communiste (I.C., *Komintern*) dont la ligne d'action est dominée par les impératifs de la politique soviétique. Les congrès de l'I.C. énoncent la stratégie qui devra être suivie sur les différentes scènes internationales, de Canton à Paris, en passant par les centres moins névralgiques comme Toronto.

En 1931, l'orientation idéologique et stratégique du Parti communiste du Canada (P.C.C.) est établie depuis le VI^e Congrès de l'I.C. de 1928. Plus particulièrement, elle sera appliquée au Canada dès le VI^e Congrès du P.C.C. de 1929. Le *Komintern* a pour priorité d'assurer le succès du socialisme en U.R.S.S. : la réalisation du Plan quinquennal ainsi que sa défense contre les attaques militaires, économiques et politiques des puissances capitalistes. Le programme de l'I.C., rédigé et approuvé par le VI^e Congrès, établit les devoirs de ses membres envers l'U.R.S.S. : au-delà de leurs aspirations nationales, les prolétaires du monde entier doivent donc garantir l'établissement de la citadelle socialiste soviétique et se soumettre à la discipline internationa-

⁴⁸⁹ *Procès-verbaux, Commission Royale d'Enquête sur les Écarts des prix*, n° 35, mardi, 18 décembre 1934, Ottawa, Imp. du Roi, 1934, 2721. - *Rapport de la Commission Royale d'Enquête sur les Ecarts des Prix*, Ottawa, Imp. du Roi, 1935, pp. 90 et 418.

⁴⁹⁰ *Procès-verbaux, Commission Royale d'Enquête sur les Écarts des Prix*, n° 35, mardi, 18 décembre 1934, Ottawa, Imp. du Roi, 1934, p. 2737.

le [410] communiste ⁴⁹¹. Sensibilisés par les conséquences de la rationalisation du travail pour les masses ouvrières, convaincus de l'imminence de la guerre impérialiste qui portera le coup de grâce au capitalisme, conscients du danger que représente la montée du fascisme, et surtout confrontés aux querelles intestines que se livrent trotskystes, boukharinistes et staliniens, les délégués réunis à Moscou, pendant l'été 1928, décident de donner un virage à gauche aux partis communistes : on refusera toute collaboration avec les sociaux-démocrates, considérés désormais comme sociaux-fascistes, et le mot d'ordre « classe contre classe » exprimera ce durcissement ⁴⁹². La « bolchevisation » des partis communistes se poursuivra.

Les directives du *Komintern* sont transmises à la section canadienne lors du VI^e Congrès du P.C.C. en juin 1929 ⁴⁹³. La classe ouvrière, l'implantation dans les usines, doivent former la base du Parti. Avant ce congrès une politique d'infiltration demandait aux militants d'adhérer aux syndicats internationaux et nationaux, en favorisant toutefois ceux du Congrès pancanadien du travail, et de les radicaliser.

La débâcle économique ne fit que confirmer les prédictions de certains dirigeants communistes. C'est trois semaines après le krash que fut créée la Ligue de l'unité ouvrière (ou Ligue unitaire ouvrière, L.U.O.), section canadienne de l'Internationale syndicale, ou Internationale rouge, *Profintern*. Celle-ci aura pour tâche spécifique l'organisation de la classe ouvrière ⁴⁹⁴. Tom Ewen (McEwen) en sera le secrétaire national à Toronto et chaque district aura sa section de la L.U.O. Dans son *Manifeste de l'exécutif national* de novembre 1929, la Ligue demande à ses [411] membres d'accorder priorité à la formation des syndicats industriels dans les industries non organisées et là où les syndicats sont les moins actifs, sans toutefois abandonner totalement ses efforts d'infiltration des syndicats en place ⁴⁹⁵.

⁴⁹¹ Institute of Marxism-Leninism, CC of CPSU, *Outline History of the Communist International, Moscou*, Progress Publishers, 1971, p. 275-280.

⁴⁹² Pour le sixième Congrès, voir Annie Kriegel, « La Troisième Internationale », dans J. Droz, *Histoire générale du Socialisme, III* : 92-100.

⁴⁹³ Voir I. Avakumovic, chap. 3 : 54-95.

⁴⁹⁴ « Profintern Resolution on the Canadian Situation and Tasks of the W.U.L. of Canada, 1930 », A.P.O., Att.-Gen. files, boîte 10, env. 19, 10 C 1909-1916 ; J. Gray, « The First W.U.L. Congress and its Tasks in Canada », *Inprecor* n° 32 : 134-135.

⁴⁹⁵ A.P.O., Att.-Gen. files, boîte 9, env. 8, 9 C 0832.

Au Canada, comme aux États-Unis ⁴⁹⁶, le Parti recrute ses membres essentiellement au sein des minorités nationales. Finlandais, Allemands, Hongrois et Slaves s'y retrouvent. Il arrive aussi que les réunions se passent en yiddish. En 1930, le Parti comptait plus de 2 900 membres au Canada. En 1931, un rapport du district n° 2 établit le total des membres au Québec à 238, dont la majorité sont en règle et dont une vingtaine seulement sont francophones ⁴⁹⁷. Le P.C.C. se propose de diriger ses efforts vers le recrutement des Canadiens, anglophones et francophones. Cette décision est d'autant plus pertinente que, si l'on considère le Canada comme un pays impérialiste, c'est au Québec que se concentrent les masses les plus exploitées par l'impérialisme canadien ⁴⁹⁸. Étant donné leur importance numérique et leur infériorité économique, les Québécois font l'objet du plus grand intérêt de la part du Parti : la L.U.O. se fixe donc comme principal objectif l'organisation de « 200 000 ouvriers francophones ⁴⁹⁹ ».

[412]

En 1930, le congrès du *Profintern* vote quelques résolutions sur la situation canadienne et sur la L.U.O. au Canada. On accuse de « gauchisme » certains militants canadiens responsables de grèves « perdues » qui découragent les ouvriers dit-on, et les laissent à la merci des « bureaucrates des unions réformistes et sociales-

⁴⁹⁶ Pour la situation aux États-Unis, voir N. Glazer, *The Social Basis of American Communism*, chap. 4, « Jews and Middle Class Groups, and the Party », N.Y., Harcourt, Brace & World Inc., 1961. J.B. Salsberg, militant communiste pendant cette période, commentera plus de trente ans plus tard : « Workers of Foreign birth, the Canadians of recent arrivals, they of course suffered the evils of unemployment and low wages perhaps more than the old established workers. It stands to reason that they should have been more militant and seek support for militant organizations. Also many brought with them a more mature understanding of socialism and perhaps of socialist membership in the countries for which they came ». Entrevue avec Paul Fox, 22 mai 196 [7] A.P.C., Paul Fox Papers, MG 31, K3.

⁴⁹⁷ Une campagne de juin à août 1931 portera le total à 280, dont 50 francophones. « Resolution of Organisation Conference District #2, C.P.C. » Att.-Gen. files, boîte 8, 8 C 0027-8.

⁴⁹⁸ « Lessons of the 6th Convention », *The Worker* (14 décembre 1929) ; *The Worker* (22 novembre 1930).

⁴⁹⁹ A.P.O., Att.-Gen. files, boîte 9, env. 8, 9 C 0835.

fascistes ⁵⁰⁰ ». On voit ici la position difficile des militants canadiens qui doivent danser sur une corde raide en évitant de tomber d'une part, dans l'opportunisme qui dilue le message révolutionnaire dans cette période de « classe contre classe » et, d'autre part, dans l'extrémisme de gauche qui décourage les travailleurs. En tant que section du *Profintern*, la L.U.O. lutte pour le renversement du capitalisme, mais la persistance de la crise économique la force à accorder une importance croissante aux revendications immédiates : le maintien des salaires, l'amélioration des conditions de travail et les mesures de sécurité sociale. On réclame donc des réformes tout en essayant de ne pas perdre de vue le renversement du capitalisme qu'on relègue à un futur moins immédiat.

Alors que les opérations nationales sont dirigées de Toronto, siège du Comité central du Parti et du secrétariat de la Ligue, les activités québécoises sont concentrées à Montréal, au bureau de la rue Sainte-Catherine, où se réunissent les principaux groupes d'action communiste : agitation-propagande, L.U.O., la section féminine et la presse. De là on distribue l'organe du Parti, *The Worker*, publié à Toronto. Grâce aux efforts de Jeanne Corbin, à partir de mai 1930 s'y ajoutera la publication de *L'Ouvrier Canadien* « pour l'établissement d'un gouvernement Ouvrier et Paysans (sic) au Canada ⁵⁰¹ ». La L.U.O., que dirige Tom Ewen à Toronto, a sa propre organisation à l'intérieur du Parti. Celle-ci a pour but spécifique l'application de la politique d'organisation industrielle : conscientiser et encadrer les travailleurs, francophones surtout, chez qui le taux de syndicalisation est relativement bas ⁵⁰². Elle se fixe pour objectif de [413] rejoindre les travailleurs à l'intérieur des usines et ateliers. Mais vu les effectifs limités des communistes et le chômage qui sévit, cette tactique n'est pas applicable à une grande échelle. Un autre plan d'action consiste à noyauter une grève en cours, soit en se mêlant aux lignes de piquetage, soit en mettant ses talents d'organisateur au service du mouvement ouvrier. La grève à Cowansville illustre ce type d'action.

⁵⁰⁰ *Ibid.*, boîte 10, env. 19, 10 C 1909-1916.

⁵⁰¹ *L'Ouvrier canadien* (15 mai 1930).

⁵⁰² Au Québec, en 1931, on compte 72 144 syndiqués sur 696 339 employés à gages. Jacques Rouillard, *Les Syndicats nationaux au Québec de 1900 à 1930*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1979, p. 234. *Annuaire Statistique Québec*, 1935, Québec, Imprimeur du Roi, 1935, p. 91.

À la Bruck Silk Mill, les organisateurs communistes tenteront d'agir à l'intérieur du comité de grève déjà mis sur pied avant leur arrivée, et d'orienter les revendications dans la ligne politique de la L.U.O. Lors de l'assemblée des grévistes, des élections auront lieu pour élargir le comité et les représentants communistes essaieront, mais sans succès, d'y inclure des représentantes des grévistes féminines. Rose se présentera à l'assemblée comme membre de la L.U.O. et tentera d'exposer les différences existant entre cette centrale et le Congrès pancanadien du travail, l'American Federation of Labor et la Confédération des Travailleurs catholiques du Canada. Ses attaques contre la centrale catholique ne passeront pas inaperçues et lui vaudront la désapprobation d'un groupe de grévistes. L'assemblée élaborera ensuite cinq revendications : 1) aucune réduction de salaire ; 2) aucune amende pour la soie endommagée ; 3) aucune discrimination contre les grévistes les plus actifs ; 4) le congédiement des briseurs de grève ; 5) la reconnaissance du syndicat ⁵⁰³.

Quand le surintendant de la compagnie refusera de rencontrer un comité composé de 20 membres, on dépêchera trois délégués et tous les grévistes se masseront devant l'usine. L'entrevue se soldera quand même par un échec et la compagnie annoncera la fermeture de ses portes la semaine suivante. Durant la fin de semaine, de retour à Montréal, les communistes tiendront une réunion et décideront de former un syndicat de l'Union industrielle des travailleurs du textile et d'émettre des cartes de membre du *Profintern*.

La question des cartes utilisées pose un problème. On y trouve la mention « Section of the R.I.L.U. », c'est-à-dire la reconnaissance de l'appartenance à la Red International of Labour Unions, au *Profintern*, suivi de :

⁵⁰³ Fred Rose, « Report of the Cowansville Strike », 2, A.P.O., Att.-Gen. files, boîte 2, env. 17, 2 A 0922-0924.

[414]

Photo 27.
Jeunes communistes à Montréal (1938-1939).
Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

[415]

The WUL (Workers Unity League, L.U.O.) shall include all wage workers and their labor organizations in industry and agriculture, regardless of age, race, color or sex, who subscribe to its program of class struggle ⁵⁰⁴.

Il est difficile de cacher son affiliation au mouvement communiste si l'on reconnaît être une section de l'Internationale rouge. Réalisant l'effet d'une telle admission auprès de travailleurs déjà prémunis contre le danger communiste, d'une telle révélation, Rose et Chalmers décident de biffer la mention du *Profintern* avant de distribuer les cartes de membres ⁵⁰⁵. À Cowansville, plus de 100 cartes seront émises et on publiera des feuillets que l'on distribuera dans les petites villes de textile environnantes pour solliciter leur appui ⁵⁰⁶.

Tout aussi important, on essaie de maintenir le moral des grévistes que la compagnie tente d'intimider. Ainsi, des rumeurs feront état d'une fermeture prolongée de la compagnie en raison d'importants stocks accumulés, et les grévistes verront imprimé au verso de leur chèque de paye :

I, the undersigned... hereby acknowledge to have received this day from the Bruck Silk Mills Limited, the sum of \$... in full payment and settlement of all claims for wages, salaries, bonuses or expenses due to me and in consideration hereof I do waive and renounce to any and all rights of action whatsoever which I may have against the said company ⁵⁰⁷.

Le lundi 9 mars, ce n'est plus la grève mais le lockout. Au lendemain d'une forte tempête de neige s'organise une impressionnante ligne de piquetage, que traverseront seulement neuf [416] briseurs de grève. À la réunion, on sent déjà faiblir la détermination de certains grévistes qui, dit-on, auraient reçu la visite du curé. Ceux-

⁵⁰⁴ « Statement of the National Fraction of the WUL on the Cowansville (P.Q.) Strike Based on the Report of Comrade F. Rose » 1er avril 1931, A.P.O., Att.-Gen. files, boîte 10, env. 20, 10 C 2058.

⁵⁰⁵ Rose, 2 A 0925.

⁵⁰⁶ *Police Report*, 23 mars 1931, n° 547, A.P.C., Min. du Travail, RG 27, vol. 347.

⁵⁰⁷ Fred Rose, 4, 2 A 0925.

ci suggèrent au comité de soumettre à la direction un compromis sur une réduction de 12 1/2%. Un discours de Rose va les en dissuader. Mais, le lendemain, le curé fera part aux grévistes de son entrevue avec leur employeur. Celui-ci maintient la proposition suivante : réduction de 25% pour le travail de jour et de 20% pour celui de nuit, sans prélèvement pour les dommages encourus, ni congédiement. Cette fois, malgré les efforts des membres de la L.U.O., les grévistes accepteront les conditions offertes par la Compagnie et reprendront le travail le lundi suivant ⁵⁰⁸.

Comment a-t-on appliqué les directives du VI^e Congrès à la Bruck Silk Mill ? L'organisation, en passant par l'élection des comités de grève et l'élaboration de revendications, est conforme aux directives de l'Internationale ⁵⁰⁹. Les attaques contre les syndicats internationaux et catholiques correspondent au front commun à la base. On s'en prend aux leaders et aux organisations ouvrières non communistes tout en établissant des contacts avec les travailleurs ⁵¹⁰. Quant à la résistance des communistes au compromis qui aurait fait accepter des coupures de 12 1/2%, elle est tout à fait dans la ligne de l'I.C. En effet, en 1930, le Présidium voyait dans les demandes « exagérées » un instrument de radicalisation : les travailleurs réalisaient ainsi les limites du capitalisme ⁵¹¹.

L'appartenance à une organisation révolutionnaire comme le *Profintern* pose toutefois des problèmes. Rose et Chalmers avaient décidé de biffer la mention de l'Internationale rouge sur les cartes de membres pour ne pas effrayer les grévistes. Alors que pendant toute cette période, qui s'étend du VI^e au VII^e Congrès de l'I.C. en 1935, le P.C.C. revendiquait la direction [417] des grèves, l'organisation de chômeurs et des manifestations publiques, sans chercher à minimiser son rôle ou à invoquer la spontanéité des participants. Le secrétaire de la L.U.O., Ewen, accusera Rose et Chalmers d'opportunisme pour avoir dissimulé aux travailleurs l'affiliation de la

⁵⁰⁸ *Ibid.*

⁵⁰⁹ « Extracts from the theses of the Xth ECCI Plenum on the Economic Struggle and the tasks of the communist parties, Sept. 1929 », J. Degras, ed., *The Communist International, 1919-1943, Documents*, 3 vols., Londres, Frank Cass & Co., 1971, III : 58.

⁵¹⁰ « Resolution of Enlarged ECCI Presidium on the Economic Crisis and Unemployment », *Inprecor* (7 mars 1930) dans Degras, III : 108.

⁵¹¹ « Meeting of Enlarged Presidium of ECCI », février 1930, Degras : 99.

Ligue au *Profintern*. Sous-estimer le potentiel révolutionnaire des masses n'est-il pas une déviation de droite ?

Dans une lettre à A. Rosenberg, organisateur de la L.U.O. à Montréal, Ewen ne se faisait pas d'illusions quant à la solution du conflit de Cowansville : mais le Parti n'ayant rien à perdre, il serait préférable, écrit-il, d'établir ses positions, de s'afficher en tant que communistes luttant pour le bien-être des travailleurs. Il aurait donc fallu, selon Ewen, profiter de la grève pour conscientiser les travailleurs, leur montrer les avantages d'une organisation de grève révolutionnaire, et énoncer la politique du Parti et de la L.U.O. Les communistes auraient dû prendre la direction de la grève et ce, sans subterfuge, car il était impératif de bien établir la différence entre l'organisation communiste et celle des autres syndicats ouvriers ⁵¹².

La discussion sur la tactique à adopter en de telles circonstances, s'afficher communiste et membre de l'Internationale rouge ou dissimuler son identité, se poursuivra dans le *Worker* ⁵¹³ et aux réunions de la L.U.O. à Toronto et à Montréal. Dans une lettre à Jeanne Corbin, Ewen est catégorique :

There are times in the Province of Quebec when for the sake of expediency, we will be compelled to hide the face of the Party to some extent, but we must never carry this into the Trade Union work and to score the R.I.L.U. off the cards or to hide the face of the revolutionary Trade Union movement, where the organized French workers are the victims of the most reactionary section of the Canadian Trade Union movement is absolutely impermissible... This is the rankest opportunism ⁵¹⁴.

[418]

La « fraction nationale » de la L.U.O. présente aussi son rapport le premier avril et, en prenant en considération le rapport de Rose sur la grève, tempère quelque peu la critique de Ewen.

⁵¹² T. Ewen à A. Rosenberg, 10 mars 1931, A.P.O., Att.-Gen. files, bolte 2, env. 17, 2 A 0903 ; 9 mars 1931, 2 A 0908.

⁵¹³ D. Chalmers, *The Worker* (4 avril 1931).

⁵¹⁴ T. Ewen à A. Rosenberg, 10 mars 1931, A.P.O., Att.-Gen. files, boîte 2, env. 17, 2 A 0903 ; 9 mars 1931, 2 A 0908.

The extreme ideological backwardness of the French-Canadian workers and the pernicious influence of the R.C. (Roman Catholic, N.D.L.R.) church, *which enters into every economic struggle* on the side of the bosses and the capitalist state, while appearing to seek favours for the workers, renders it very necessary for our Party in the present stage of development in Quebec, to work carefully, even to the extent in certain instances and conditions, to conceal our identity from the main body of the workers for strategic and tactical reasons! but never losing sight of the necessity (sic) of building up around us in these struggles, a firm nucleus of the best elements that support our position ⁵¹⁵.

Ces deux prises de position diffèrent sensiblement. Si la « fraction nationale » appuie Rose et sa décision de cacher l'identité du Parti, le secrétariat national n'accepte aucun compromis dans le travail d'organisation syndicale.

Cette grève illustre les difficultés auxquelles devaient faire face le militants de gauche pendant cette période de rigorisme idéologique. Les tensions qu'on décèle entre le bureau central de Toronto et le bureau de la Ligue à Montréal reflètent le conflit très sérieux qui déchire les P.C. américain et canadien au sujet de l'« American exceptionalism ». Selon cette thèse, la situation nord-américaine se distingue de celle prévalant en Europe et en Asie en ce que le capitalisme est si solidement ancré en Amérique du Nord que celle-ci se trouverait à l'abri des crises économiques cycliques prévues par l'orthodoxie marxiste. À l'encontre du *Komintern*, les partisans de l'« American exceptionalism » prétendent que la capacité de rebondissement du capitalisme américain rend inutiles les thèses révolutionnaires qui misent sur l'imminence d'une crise économique et une radicalisation [419] des masses prolétaires. Cette déviation de droite est donc fustigée au VI^e Congrès de l'I.C. et ses protagonistes expulsés des P.C. américain et canadien. La crise économique de 1929 tombe juste à point pour confirmer les positions du *Komintern* et sa vision apocalyptique du capitalisme ⁵¹⁶.

⁵¹⁵ « *Statement of the National Fraction* ».

⁵¹⁶ « *Meeting of Enlarged Plenary of ECCI* », 104.

Le P.C.C. demeure extrêmement sensible au danger de l'« exceptionalism » et l'attitude de Rose et Chalmers au Québec rappelle, sans doute, celle des dissidents américains et canadiens. Le souci de ne pas tomber dans cette erreur explique en partie l'intransigeance de Ewen au sujet du compromis des cartes de membres de l'Union industrielle.

L'acceptation de la discipline de fer est un élément essentiel de l'appartenance au *Komintern*. Selon le programme adopté par le VI^e Congrès, cette discipline implique « la subordination des intérêts partiels et locaux du mouvement aux intérêts généraux et permanents et la stricte application de toutes les décisions des organes dirigeants de l'Internationale communiste par tous les communistes ⁵¹⁷ ». En préservant les intérêts immédiats du Parti, en dissimulant son identité pour pouvoir s'attirer des membres, Rose et Chalmers ont transgressé cet article et méritent leur remontrance.

En période de dépression, avec une main-d'œuvre disponible chez les fils de cultivateurs, la Compagnie peut se permettre de demeurer inflexible sans provoquer l'indignation de l'opinion publique. Malgré le nombre de travailleurs impliqués, la presse locale tend à minimiser l'ampleur de la grève. Le *Sherbrooke Daily Record* fait mention « d'une petite grève » contre des coupures de salaire d'ordre mineur. Il rassure ses lecteurs, notant que si les grévistes ne retournent pas au travail, ils seront facilement remplacés ⁵¹⁸. Il s'agit là d'un des rares échos de la grève. Les journaux de Montréal, de la région de Sherbrooke et de Saint-Hyacinthe, en font à peine mention, si ce n'est lors du retour au travail. *La Patrie* souligne tout de même que les travailleurs ont perdu 18 000 \$ de salaires en deux semaines ⁵¹⁹.

[420]

Il convient de s'attarder ici sur les diverses pressions exercées sur les travailleurs. Il ne faudrait pas les considérer comme des pions passifs dans les jeux de la Compagnie, du clergé ou du Parti communiste. Les travailleurs ont pris l'initiative de priver la Compagnie de leur force de travail. Quelques tisserands, qui avaient déjà

⁵¹⁷ *Outline History of the Communist International*, 279-280.

⁵¹⁸ *Min. du Travail*, RG 2, vol. 347.

⁵¹⁹ *La Patrie* (16 mars 1931).

leur carte de membre de la United Textile Workers of America et qui avaient acquis une certaine expérience syndicale aux États-Unis, avaient réagi sans tarder en élisant un premier comité de grève de sept membres et en organisant des lignes de piquetage aux portes de l'usine et à la gare, et cela avant l'arrivée des organisateurs de Montréal.

Quels que furent leurs contacts avec la L.U.O., ils n'en sont pas pour autant sympathiques au communisme. Dès l'arrivée de Miller et Rose, ils s'informent du syndicat que ceux-ci représentent. À plusieurs reprises, ils dénoncent ce qu'ils appellent « l'esclavage des travailleurs en U.R.S.S. » et accueillent avec suspicion les dénonciations de l'A.F.L. et des syndicats catholiques. Dans une industrie employant une assez forte proportion de travailleuses, celles-ci jouèrent un rôle actif lors du piquetage. Elles s'opposèrent aux briseurs de grève. Les seules arrestations à signaler dans ce conflit seront celles de deux femmes qui en seraient venues aux mains avec les « scabs » ⁵²⁰.

L'action du curé de la paroisse semble avoir été décisive. Le rapport de la police soumis au ministère du Travail observe de façon laconique : « The priest got the strikers to return to work » ⁵²¹. Dans son sermon du 1er mars il prend position ouvertement contre la grève. Le 8 mars, le curé demande aux grévistes de ne pas créer d'incident et de laisser les briseurs de grèves aller à leur travail, « comme c'est leur droit » ⁵²². Médiateur entre l'employeur et ses employés, il convaincra le comité de grève d'accepter les réductions de salaires.

Les jeunes membres de la L.U.O. ont tout de même apporté à un groupe de jeunes travailleurs québécois (dont plusieurs étaient en transition entre l'agriculture et l'industrie et partageaient leur temps entre la ferme et l'usine), leurs talents [421] d'organisateur, leur expérience des négociations patronales-syndicales, leur encouragement et leur support moral. Ils n'ont cependant laissé que très peu de traces de leur passage : pas d'organisation, pas de leader pour prendre la relève, et surtout pas de gains matériels pour les travailleurs. Fidèles à l'orientation de l'heure, les militants auront, dans des circonstances fort peu propices, essayé d'organiser les travailleurs québécois et de les conscientiser. Et si leurs efforts pour poser les ba-

⁵²⁰ *La Tribune de Sherbrooke* (4 mars 1931).

⁵²¹ *Police Report*, 23 mars 1931, n° 457, RG 27, vol. 347.

⁵²² Rose, 3, 2 A 0924.

ses d'une organisation se sont soldés par un échec, le Parti n'y a pas entièrement perdu puisqu'il aura fait son autocritique et tiré les leçons qui s'imposaient. Le débat provoqué au sein du Parti Par leur intervention met en relief le dilemme suscité par l'application de la doctrine communiste, qui se veut internationale, dans un contexte particulier fort éloigné des centres de décision.

[422]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section III. Les communistes et le mouvement syndical

Texte 16

Péril communiste au Témiscamingue : 1933-1934

Béatrice RICHARD

[Retour à la table des matières](#)

Au début des années trente, le Parti communiste du Canada (P.C.C.) tente d'implanter en Abitibi-Témiscamingue des syndicats industriels affiliés à la Worker's Unity League (W.U.L.)⁵²³. Des militants s'attaquent à l'organisation des travailleurs du district de Rouyn-Noranda dans les secteurs forestier et minier. Dès 1933, ils parviennent à rallier un nombre croissant de mineurs à la Mine Worker's Union of Canada (M.W.U.C.) et de bûcherons à la Lumber Worker's Industrial Union (L

⁵²³ Centrale syndicale communiste affiliée à l'Internationale syndicale rouge, la *Workers Unity League* est fondée en 1929.

W.I.U.)⁵²⁴. Ce faisant, les organisations communistes combattent de front les intérêts des deux puissants monopoles qui dominent l'économie régionale : Canadian International Paper Corporation avec l'industrie des pâtes et papiers, et Noranda Mine Corporation avec l'industrie minière.

Bûcherons et mineurs qui connaissent des conditions de travail également précaires s'organisent donc, clandestinement puisque le patronat rejette systématiquement dans l'illégalité ces syndicats « rouges ». En outre, le chômage qui affecte l'Abitibi-Témiscamingue, très durement touchée par la crise, laisse à la [423] disposition de l'employeur une réserve de main-d'œuvre quasi inépuisable capable de briser la moindre velléité de rébellion. De cette façon, les deux grandes compagnies peuvent défendre pied-à-pied leurs positions rendues par ailleurs plus vulnérables avec la dépression. Les conditions sont alors remplies pour qu'éclate la violence sociale ; mais comme presque partout au Canada à cette époque, les travailleurs du nord-ouest québécois sortent vaincus de la lutte.

Loin de constituer un phénomène isolé, la percée des communistes au Témiscamingue constitue le prolongement d'une vaste campagne d'organisation des travailleurs en syndicats industriels, à travers le Canada, menée par des militants de la W.U.L. comme Harry Racketti, Jerry Donohue et Jeanne Corbin, que l'on retrouve par la suite directement associés à la grève des bûcherons de Rouyn en 1933. Partout les luttes s'inscrivent dans un scénario similaire : refus des employeurs d'accéder aux griefs des travailleurs et de reconnaître le syndicat ; déclenchement d'une grève plus ou moins longue, violemment réprimée à son tour par l'envoi d'équipes de briseurs de grève et intervention armée de la police, comme en 1931 lors de la grève des mineurs de Bienfait en Saskatchewan, à l'issue de laquelle trois d'entre eux sont tués par les forces de l'ordre⁵²⁵.

Mais malgré l'âpreté des luttes et de fréquents échecs, l'action des communistes aboutit dans certains cas à une victoire des travailleurs. Ainsi en novembre 1933 les ouvriers du meuble de Stratford en Ontario, en dépit de l'intervention de l'ar-

⁵²⁴ Quelques mois après la fondation de la W.U.L., la Lumber Workers Industrial Union se sépare de la One Big Union, et la Mine Workers Union of Canada quitte le All Canadian Congress of Labour pour s'affilier à la nouvelle centrale communiste.

⁵²⁵ Desmond Morton et Terry Copp, *Working People, An Illustrated History of Canadian Labour*, Ottawa, Deneau & Greenberg, 1980, pp. 143-144.

mée et forts du soutien de la population locale, finissent par obtenir gain de cause dans leurs revendications syndicales et salariales. La grève des bûcherons de Kapuskasing à la même époque représente également une réussite exemplaire de la tactique des syndicalistes communistes : les dirigeants de la Spruce Fall Power & Canadian Power and Paper Corporation accordent des améliorations salariales et la reconnaissance du syndicat aux travailleurs. Cependant l'épisode de Kapuskasing se distingue par un élément particulier sur lequel le P.C.C. s'appuie afin [424] de préparer le terrain au Témiscamingue : plus de 60% de Canadiens français auraient participé à cette action ⁵²⁶. La combativité des bûcherons des environs de Rouyn s'en trouve stimulée d'autant : ils ne manquent pas de manifester immédiatement leur solidarité au mouvement avec le déclenchement de la grève du Clérion dès la fin novembre de la même année.

Ceci devrait permettre de nuancer une certaine tradition entretenue dans l'historiographie du mouvement ouvrier canadien, selon laquelle les luttes sociales les plus radicales auraient toujours été le fait de Canadiens anglais ou d'immigrants européens, héritiers présumés d'une plus longue tradition ouvrière, plutôt que celui des Canadiens français présentés en général comme des travailleurs peu revendicatifs et surtout peu attirés par les organisations communistes. Par exemple, on insiste souvent sur la grève des mineurs de Noranda en 1934, ou grève des « fros » (du mot anglais *foreigners*), impliquant en totalité des travailleurs immigrants européens. Par contre, bien que d'importance comparable, on passe régulièrement sous silence la grève des bûcherons du Clérion qui la précède dans la région de Rouyn-Noranda. Or, on y retrouve une majorité de Canadiens français, dont des colons, conseillés par des militants communistes, ce qui n'enlève rien à l'âpreté de la lutte, bien au contraire.

En novembre 1933, des militants communistes de la L.W.I.U. déjà impliqués dans les grèves du nord-est de l'Ontario commencent à rallier les bûcherons du nord-ouest du Québec. Alexandre Saunders, Albert Huard et Harry Racketti en particulier exercent une influence grandissante parmi les travailleurs à l'œuvre sur les

⁵²⁶ Sur la grève de Stratford, consulter Desmond Morton, ((Aid to the civil power : the Stratford Strike of 1933 », pp. 79-88, dans Irving Abella, *On Strike ! Six Key Labour Struggles in Canada, 1919-1949*, Toronto, James Lewis & Samuel. Sur la grève de Kapuskasing, consulter *The Worker* (November 11th 1933), (november 25th 1933).

concessions de la C.I.P., situées dans le *Clérion*, au sud-est de Rouyn. Harry Racketti, un jeune militant de vingt-quatre ans d'origine finlandaise, joue quant à lui un rôle de premier plan dans l'implantation d'un premier syndicat sur ces chantiers de coupe. Bien que l'objet d'une surveillance policière constante, il parcourt les camps sans relâche avec ses [425] camarades. Partout ses discours passionnés et énergiques parviennent à vaincre la réticence de nombreux travailleurs, d'autant plus que par son entremise, la W.U.L. s'engage à soutenir moralement et financièrement leur éventuelle organisation ⁵²⁷.

De toute façon, l'instabilité de l'industrie des pâtes et papiers, depuis les années vingt, s'est traduite par une telle dégradation de leurs conditions de travail que les bûcherons se résignent de moins en moins facilement à en subir les conséquences. Les monopoles étatsuniens et canadiens qui se disputent le marché du papier américain se livrent en permanence à la coûteuse pratique du « dumping ». Ces procédés entraînent une compression maximale des coûts de production : fatalement le salaire et les conditions de travail des employés situés au dernier maillon de la chaîne en subissent les contrecoups les plus sévères ⁵²⁸.

Dans la région de Rouyn, l'existence d'un réseau complexe d'intermédiaires s'interposant entre la C.I.P. et les bûcherons aggrave notablement la situation : ce réseau absorbe, en effet, une large part des frais d'exploitation au détriment des travailleurs « de base ». Par exemple, en 1933, dans ce même district, trente-huit entrepreneurs travaillent pour le compte de la C.I.P. sur une base contractuelle ; mais à leur tour ils réservent l'exécution de ces contrats à des sous-traitants. En outre, les bûcherons doivent assumer des frais exorbitants au compte du « jobber » : achat obligatoire d'outils ou d'équipement de travail à des prix disproportionnés, acquittement abusif de frais de transport, etc. Ces pratiques grugent dramatiquement des salaires à la pièce qui dépassent rarement 15 \$ par mois. Aussi arrive-t-il parfois que les hommes s'épuisent au travail pour quitter le camp, endettés envers leur patron. Les conditions de travail vont de pair avec les salaires : journées de douze heures, travaux harassants et dangereux, d'où des accidents de tra-

⁵²⁷ Rapport de Maxime Morin, *Documents Parlementaires*, t. V, vol. 67, doc. #70, Québec, 1934.

⁵²⁸ Sur le contexte économique dans l'industrie des pâtes et papiers à cette époque, consulter Gilles Piédalue, *Le capital financier et l'industrie des pâtes et papiers au Québec, 1920-1930*, thèse de M.A. (Histoire), U.Q.A.M., 1973.

vail répétés, redoutés en l'absence d'assurances et de services médicaux d'urgence dans les camps ou à proximité ; de surcroît, la quasi-inexistence [426] d'équipements sanitaires sur les chantiers crée des conditions d'hygiène critiques et laisse les hommes à la merci de la maladie ⁵²⁹.

L'adhésion d'au moins la moitié des bûcherons du *Clérion* à l'appel des militants communistes d'Ontario répond donc à une situation immédiate désastreuse. Très vite, les bases d'une organisation syndicale sont jetées afin de réclamer des conditions de travail et des salaires décents : une Fédération des bûcherons de l'Abitibi et du Témiscamingue affiliée à la W.U.L. voit alors le jour. Cependant, si l'impulsion est donnée au mouvement par des militants venus de l'extérieur du Québec, les principaux membres de l'exécutif de la nouvelle union, Raoul Lalonde, le président, Louis Baillargeon, le vice-président, Antoine Lefebvre, le secrétaire et Steve Lemire sont des Canadiens français. Raoul Lalonde et A. Lefebvre dirigent également le comité de grève constitué au début du conflit. Ainsi encadrés, les hommes peuvent passer à l'action.

Entre le 22 et le 26 novembre 1933, le camp Turpin dans le *Clérion* est secoué par les premiers incidents. Face au refus inflexible des entrepreneurs et de la C.I.P. de négocier leurs revendications, les travailleurs refusent de reprendre le travail aux mêmes conditions et occupent les lieux. Comme le mot d'ordre s'étend à tout le *Clérion*, et menace de la déborder, la C.I.P. répond prestement par la fermeture et l'évacuation provisoire de tous les chantiers de ce secteur. Entre six cents et sept cents bûcherons quittent le travail. Néanmoins, seulement la moitié d'entre eux selon les autorités locales répond au mot d'ordre de grève ; les autres, des colons du Témiscamingue pour la plupart, abandonnent la lutte et se réfugient chez eux.

À cette défection succède une véritable guerre d'influence entre les forces de l'ordre et les leaders de la grève afin de rallier les bûcherons demeurés sur le terrain. Mais les militants de la nouvelle section de la L.W.I.U., soutenus par leurs camarades communistes, H. Racketti en tête, emploient toute leur énergie à combattre les tentatives de démoralisation de la police et sillonnent inlassablement les camps pour faire signer par les bûcherons une requête destinée au gouvernement provincial Taschereau, réclamant une enquête immédiate sur leurs conditions de travail.

⁵²⁹ Louis et Maxime Morin, op. cit.

[427]

Ils n'éprouvent guère de difficulté à galvaniser leurs troupes puisque dans les jours suivants, entre deux cents et trois cents bûcherons marchent sur Rouyn pourtant située à trente-cinq milles des camps. Une fois encore les entrepreneurs refusent de recevoir leurs griefs. Les grévistes occupent alors le Temple ukrainien du travail et la Salle finlandaise de Rouyn. Immédiatement H. Racketti et ses compagnons forment sur place un comité de secours aux grévistes. Une campagne de souscription menée par la Canadian Labor Defence League (C.L.D.L.) ⁵³⁰ en Ontario permet de recueillir des fonds de soutien pour les travailleurs du nord-ouest québécois.

Inquiète devant la détermination et la discipline des bûcherons regroupés autour de militants communistes, la police locale se hâte de réclamer de l'aide aux autorités provinciales qui envoient une dizaine d'hommes à Noranda. Elle craint surtout que le mouvement ne se propage aux camps du Clérincy situés au nord-ouest de Rouyn, dont les deux mille bûcherons commencent à s'agiter à leur tour, ce qui rendrait la situation incontrôlable.

De son côté, sans égards pour les revendications des travailleurs et tacitement approuvée par le gouvernement provincial, la C.I.P. rouvre les camps du *Clérion* et impose aux hommes le retour au travail sans leur avoir accordé la moindre concession, mais en vain. Exaspérés par la résistance inébranlable des grévistes, les sous-traitants dépêchent alors des équipes de « jaunes » sur les lieux du conflit. H. Racketti et l'exécutif de la Fédération des bûcherons contre-attaquent en organisant des lignes de piquetage à la sortie de la ville : une quinzaine de personnes bloquent en permanence les routes du sud-est de Rouyn qui donnent accès aux camps. Par ailleurs, les membres du [428] comité de grève continuent à organiser réunion sur ré-

⁵³⁰ Cet organisme dirigé par Albert Ed Smith, ancien ministre méthodiste, s'est particulièrement développé durant les années de dépression. La C.L.D.L. s'est surtout distinguée à cette époque par de multiples campagnes en faveur du P.C.C. La C.L.D.L. connaît une recrudescence de son activité après l'arrestation de Tim Buck et de sept autres dirigeants communistes en 1931, au nom de l'article 98 du Code civil. En identifiant le communisme à la défense des libertés civiles au Canada, la C.L.D.L. à travers de multiples manifestations parvient à sensibiliser l'opinion publique et à attirer de nombreux participants à l'organisation, d'où une influence certaine dans le dénouement de plusieurs procès politiques.

union pour tenir grévistes et sympathisants au courant du déroulement des événements et s'assurer leur constante mobilisation.

Lignes de piquetage et réunions ne manquent pas de créer des incidents entre forces de l'ordre et grévistes ⁵³¹. Au lendemain d'une assemblée mouvementée, le 9 décembre au matin, H. Racketti est arrêté pour avoir ouvertement dénoncé l'attitude provocatrice de la police depuis le début du conflit ; le sergent de la police locale, K. H. Turnbull, ne laisse aucune chance au leader communiste trop populaire : accusé de sédition, incarcéré, on lui refuse tout cautionnement. Le jour suivant, entouré d'une étroite surveillance, menotté et entravé comme un criminel, H. Racketti est transféré en avion à la prison d'Amos ⁵³². En l'isolant de la sorte, les autorités espèrent sans doute soustraire les grévistes à son influence jugée néfaste et calmer les esprits par une sanction exemplaire.

Cependant, le matin même de son arrestation, deux autres militants communistes, Jerry Donohue et Jeanne Corbin, arrivent à Rouyn. Ils viennent directement de l'Ontario où ils ont soutenu plusieurs grèves de bûcherons. Depuis le début de la crise, à l'instar de H. Racketti, ils se sont attaqués à l'organisation des mineurs et des bûcherons à travers le Canada ; Jeanne Corbin en particulier, malgré ses vingt-cinq ans, possède déjà une très grande expérience de l'action politique et syndicale. À partir de 1930, elle joue un rôle important comme propagandiste du P.C.C. en milieu francophone : elle occupe en 1931 le poste de rédactrice en chef de *l'Ouvrier Canadien*, pendant de langue française du *Worker* de Toronto, organe officiel du Parti ; elle assume également pendant une courte période la gérance de ce dernier. Parfaitement bilingue donc, elle ne rencontre aucune difficulté à se faire accepter par les bûcherons canadiens-français du Témiscamingue ⁵³³. S'étant illustrée lors [429] de précédentes luttes menées par la W.U.L. comme oratrice passionnée et convaincante, elle ne déroge pas à sa réputation de meneuse d'hommes au cours des événements de Rouyn.

⁵³¹ « Rapport du Sergent K.H. Turnbull au chef de la Police Provinciale » (6 janvier 1934), *Documents Parlementaires*, t. V, vol. 67, doc. #82, Québec, 1934.

⁵³² H. Racketti, « Under Sedition », *Labour Defender* (juin 1934).

⁵³³ Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit : les communistes et les socialistes et leurs ennemis de classe au Québec, 1929-1939*, Montréal, Boréal, 1984, pp. 82-83.

En apprenant la nouvelle de l'arrestation de H. Racketti, elle se précipite avec J. Donohue au poste de police de Noranda pour le faire libérer, mais en vain. Les deux camarades rencontrent le sergent de police K.H. Turnbull : celui-ci vient de battre en retraite avec ses hommes devant les piqueteurs déchaînés par le passage en force des « scabs ». Sous la pression du constable, J. Donohue accepte de donner l'ordre aux grévistes d'ouvrir le passage aux équipes de briseurs de grève ⁵³⁴. Mais, pour les leaders du mouvement, il s'agit aussi de gagner du temps afin de rallier le maximum de travailleurs à une action de masse. Le soir même, J. Donohue et J. Corbin prennent la parole au Temple ukrainien du travail où le comité a organisé une nouvelle réunion. L'arrestation de H. Racketti est vigoureusement dénoncée et J. Corbin, dans une vibrante allocution, lance un appel au rassemblement de tous les travailleurs pour la défense de leurs droits.

Le lendemain de nouveaux accrochages ont lieu entre la police et les grévistes sur les lignes de piquetage. Après un ultimatum du sergent Turnbull, J. Corbin, J. Donohue et les leaders syndicaux S. Lemire et L. Baillargeon réitèrent leurs promesses d'appel au calme, mais réclament un délai de cinq heures pour avoir le temps de prévenir tous leurs camarades de leur décision. En réalité, c'est pour eux la dernière occasion de réunir suffisamment de monde pour une manifestation d'ampleur : les militants espèrent ainsi donner du poids à la cause des bûcherons et alerter l'opinion publique. Ils veulent surtout briser l'indifférence feinte du gouvernement provincial aux revendications des travailleurs et le mettre au pied du mur.

Tout se joue dans la même nuit : au matin du 11 décembre la quinzaine de piquets des jours précédents a laissé place à près de deux cents grévistes et sympathisants non armés certes, mais décidés à tenir leurs positions jusqu'au bout, et ce malgré un froid intense. À peine la nouvelle est-elle connue qu'immédiatement le juge de paix de Rouyn et le chef de la police locale accourent sur les lieux escortés d'une douzaine de policiers. [430] Devant le refus de la foule d'obtempérer à son ordre de dispersion, le juge de paix menace alors les travailleurs de proclamer la loi des émeutes les rendant passibles d'une sentence d'emprisonnement à vie s'ils ne s'exécutent pas. Devant leur agitation, la police passe aux actes et charge l'attroupement qui continue à lui résister.

⁵³⁴ Sergent Turnbull, op. cit.

Finalement, les bombes lacrymogènes et le matraquage des récalcitrants par la police ont raison de leur résistance : dix manifestants sont arrêtés sur-le-champ et une soixantaine d'autres pourchassés dans les bois ; quelques-uns parviennent à s'échapper. Mis à part les deux militants communistes, tous les membres de l'exécutif de la F.B.A.T. sont pris. Au cours de la journée, la police procède à plusieurs arrestations à Rouyn et à Noranda. J. Donohue et J. Corbin sont finalement retracés et arrêtés la nuit suivante, ce qui porte le nombre de prisonniers à quatre-vingts. La moitié d'entre eux au moins sont canadiens-français : on en compte douze parmi les quinze principaux meneurs ; onze autres grévistes viennent du Témiscamingue, dix de l'Abitibi, alors que six seulement déclarent un domicile en Ontario. L'étude de leurs patronymes permet d'affirmer que la majorité des trente-sept travailleurs restants, sans domicile fixe sont d'origine canadienne-française ⁵³⁵.

Dès le lendemain de l'émeute, les prisonniers comparaissent devant le juge de paix et sont accusés d'avoir tenu une assemblée illégale. Convaincus, en outre, de sédition comme leur camarade H. Racketti, J. Corbin et J. Donohue tombent sous le coup de la section 92 du Code criminel. Le transfert de l'ensemble des prévenus jusqu'à la prison de Ville-Marie s'effectue en avion dans les vingt-quatre heures suivantes. Ils doivent y demeurer jusqu'à leur procès fixé au 19 décembre. Mais J. Corbin et J. Donohue sont maintenus dans un soigneux isolement. Toute libération sous caution est refusée à J. Donohue ; quant à J. Corbin, on lui réclame des sommes tellement exorbitantes qu'elle doit y renoncer dans l'immédiat :

On m'a appréhendée lundi soir et je suis tombée sous le coup de l'article 82 (assemblée illégale) pour « incitation ». [431] On a exigé de moi 1000 \$ comptant et hier la somme était prête, mais une autre charge avait été retenue contre moi avec l'article 92 concernant la lecture de la loi des émeutes, et ici encore j'ai été accusée d'« incitation ».

On m'a appris que ce chef d'accusation entraînait une sentence à vie. La caution pour cette charge est de 2 500 \$ comptant. Un total de 3 000 \$. Des tentatives ont été faites pour la transformer en caution sur la propriété sans résultat et on m'a dit que tels étaient les ordres du Procureur général de la province de Québec. Toute forme de visite m'a été refusée (traduction de l'auteure) ⁵³⁶.

⁵³⁵ *Idem.*

⁵³⁶ Propos rapportés dans *The Worker* (18 décembre 1933).

Entre-temps, l'arrestation massive des grévistes émeut la population locale parmi laquelle le P.C.C. peut compter sur l'appui de quelque huit cents militants ou sympathisants ⁵³⁷. Les mineurs de Noranda et leurs familles, très touchés eux aussi par la crise, se rassemblent en nombre grandissant autour de la M.W.U.C. et sympathisent ouvertement avec la cause des bûcherons. Les bûcherons du Cléricy pour leur part ne manquent pas de manifester leur solidarité envers leurs camarades du *Cléricy*: de nouveaux troubles éclatent dans les camps et plusieurs d'entre eux commencent à affluer vers Rouyn ⁵³⁸. Ces événements contribuent à accroître l'impopularité de la police locale qui, devant une situation aussi tendue, se hâte de réclamer l'aide du gouvernement provincial. Celui-ci se décide enfin à envoyer deux enquêteurs en mission spéciale, Louis et Maxime Morin, dans le but de « calmer les esprits ⁵³⁹ ». Afin de parfaire cette mesure, le sergent Turnbull prend des « arrangements » avec le Procureur de la couronne, Donat Goulet : les deux hommes conviennent que soit réclamée pour tous les manifestants, à

⁵³⁷ Benoît Beaudry-Gourd, *Mines et syndicats en Abitibi-Témiscamingue, 1910-1950*, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1981, Cahiers du département d'Histoire et de Géographie. Travaux de recherche #2, p. 73, note 60.

⁵³⁸ Sergent Turnbull, *op. cit.*

⁵³⁹ Maxime Morin, *op. cit.*

[432]

Photo 28.
Scène de la grève à Noranda, en 1934.
Archives publiques du Canada.

[Retour à la table des matières](#)

[433]

part les « meneurs », militants communistes compris, une sentence de six mois de prison avec sursis ⁵⁴⁰.

Ainsi, bien que la grève du Clérion soit apparemment liquidée, la police, le pouvoir provincial et surtout la C.I.P. qui a déposé plusieurs plaintes, continuent à se sentir menacés par la discipline et l'esprit d'organisation suscités chez les travailleurs canadiens-français par les communistes, comme le laisse entendre H. Racketti :

⁵⁴⁰ Sergent Turnbull, op. cit.

L'arrestation de Donohue, de moi-même et des autres grévistes fait partie de la tentative d'écrasement de l'organisation des bûcherons par les patrons. Elle vise en particulier les travailleurs canadiens-français qui commentent seulement à s'organiser. Les patrons se rendent compte que seule l'organisation militante de la classe ouvrière peut les empêcher de maintenir leur politique de crève-la-faim ⁵⁴¹.

En outre, le gouvernement provincial se trouve confronté à une situation embarrassante : la participation de nombreux Canadiens français à un mouvement d'inspiration communiste remet fondamentalement en question la réputation de main-d'œuvre docile et peu revendicatrice entretenue avec complaisance auprès des investisseurs étrangers au Québec ; ces événements risquent donc de créer un dangereux précédent qu'il convient d'effacer des mémoires au plus vite. Pour se tirer de ce mauvais pas le pouvoir ne peut que nier la légitimité de cette authentique lutte de classes : elle devient par conséquent une grève « anarchique » fomentée par des communistes nécessairement « étrangers, vulgaires et de la pire espèce ». Ces derniers sont accusés d'avoir exploité à leur avantage la misère des travailleurs canadiens-français, « adeptes faciles » et « sans réflexion », misère imputable selon la version officielle aux seuls « abus » de la sous-traitance, le tout à la décharge de la C.I. P. Ainsi, grâce à la complicité du pouvoir qui s'en fait l'ardent défenseur, l'honneur et les intérêts du puissant monopole sont saufs ⁵⁴².

[434]

Le procès des grévistes de Rouyn se déroule dans ce contexte idéologique déformé : la disparité des sentences démontre que l'on cherche à isoler les leaders de leur base puisque, faute de preuves ou en vertu d'« arrangements » entre la police et la justice, soixante-quatre accusés, soit la majorité des prévenus, sont relâchés sur-le-champ avec une peine de prison de six mois avec sursis. Au contraire, quelques accusés identifiés comme les principaux meneurs sont soumis à des condamnations exemplaires : Alexandre Saunders, Albert Huard, John Dauggas et Louis Baillargeon sont condamnés à douze mois de pénitencier pour avoir déclenché la grève ; Louis et Albert Beaulieu, Salomon Lavoie, Albert Paquet, Alfred Lavallée et Armand Lauzon à

⁵⁴¹ Harry Racketti, op. cit.

⁵⁴² Maxime Morin, op. cit.

six mois pour résistance à la police et encouragement au refus de dispersion après la lecture de l'acte des émeutes ; Ernest Pleau, Philémon Lefebvre, Armand Vigneau et Pierre Beaudry à quatre mois comme « fauteurs de troubles ».

Mais ce procès reste avant tout celui des communistes : en tant que tels, J. Donohue, H. Racketti et J. Corbin, les « cerveaux » de la grève, ont droit à un traitement spécial : tous trois sont reconnus formellement coupables de sédition. J. Donohue est condamné à deux ans de prison, J. Corbin et H. Racketti sont consignés en détention préventive jusqu'à leur procès reporté en décembre 1934, soit un an plus tard, à la session suivante des assises d'Amos ⁵⁴³.

Les trois militants communistes ne sont guère moins épargnés sur la scène politique comme en fait foi cette déclaration du Premier ministre L.A. Taschereau au parlement trois mois plus tard :

Au procès de Jeanne Corbin, il a été révélé que c'était un agent salarié des communistes qui a exercé ses activités à Toronto où elle a été emprisonnée pour vagabondage. C'est là un bel apôtre pour dire aux Canadiens comment se conduire. Et c'est elle que l'on a eu le courage de comparer à Jeanne Mance (...). Un autre des meneurs, Racketti (...), reconnu pour sa participation aux mouvements communistes lui aussi attend son procès pour sédition. Il n'y a pas [435] un centre communiste depuis Vancouver jusqu'au Cap-Breton qui ne m'ait envoyé de protestation et des plus énergiques au sujet de cette arrestation. Vous voyez qui sont les amis de mon honorable ami. Il y avait aussi un nommé Donohue, un autre personnage lié au mouvement communiste et intimement lié à Jeanne Corbin et à Racketti ⁵⁴⁴.

Cette hargne anticomuniste ne parvient pas à cacher que le gouvernement, sous la pression de l'opinion publique et devant l'aggravation du climat social au Témiscamingue, a dû se résoudre à reconnaître ouvertement les injustices subies par les bûcherons. Conséquemment, dès avril 1934, est adoptée, en Chambre, la loi 44 prévoyant la nomination d'une Commission des opérations forestières du Québec chargée d'enquêter sur les chantiers et de contrôler les contrats d'exploitation. Quelles

⁵⁴³ Maxime Morin, *op. cit.*, Sergent Turnbull, *op. cit.*, *Le Devoir* (23 décembre 1933).

⁵⁴⁴ Discours prononcé par L.A. Taschereau lors du débat sur le bill des bûcherons à l'Assemblée législative, cité par *Le Devoir* (8 mars 1934).

que soient les limites de cette loi, son adoption n'en représente pas moins une première étape pour la reconnaissance officielle du droit des bûcherons à des conditions de travail et des salaires décentes.

Mais cette demi-victoire a été trop chèrement payée par les instigateurs du mouvement, les militants communistes en particulier, pour que ceux-ci conservent le silence plus longtemps : à peine relâchée sous caution, J. Corbin entreprend, en février 1934, une campagne pour la libération des grévistes de Rouyn. Elle se bat toute l'année au nom de la C.L.D.L. derrière laquelle s'abrite le P.C.C., illégal depuis 1931 : la libération immédiate des prisonniers, l'abandon des charges de sédition contre H. Racketti, J. Donohue et elle-même, enfin la libération sous caution de H. Racketti font partie des principales revendications ⁵⁴⁵. Ce dernier, après maintes démarches juridiques de la C.L.D.L., finit par obtenir une libération provisoire pour des raisons de santé, en avril 1934. J. Donohue, bien qu'il ait fait appel suite à [436] son premier jugement, demeure quant à lui incarcéré jusqu'au second procès ⁵⁴⁶.

Entre-temps, à Rouyn-Noranda, la répression des bûcherons du Clérion et la propagande anticommuniste du pouvoir n'ont guère ralenti la progression clandestine des militants de la M.W.U.C. auprès des mineurs de la Noranda : implanté à la mine depuis plus d'un an, le syndicat regroupe maintenant le tiers des ouvriers. Si l'on considère qu'à cette époque la mine compte environ mille trois cents employés, la percée de l'organisation communiste dans ce secteur apparaît significative. Elle connaît un succès grandissant chez les immigrants européens, yougoslaves, ukrainiens et finlandais, qui représentent plus de la moitié des mineurs de fond ⁵⁴⁷. Leur régime de travail reste aussi pénible que celui des bûcherons : journées de douze heures payées sur la base de huit heures, rythme de production épuisant et dangereux, absence de protection contre les accidents et les maladies de travail, etc.

Aussi, malgré le congédiement de militants syndicaux, malgré les risques de déportation qui pèsent sur les travailleurs immigrants et malgré l'affluence de chô-

⁵⁴⁵ *Francis Reginald Scott Papers*, 8, press release, February 27th 1934, Timmins, Ontario.

⁵⁴⁶ Harry Racketti, op. cit.

⁵⁴⁷ Pour plus de précisions sur la grève des mineurs de *Noranda*, consulter Évelyne Dumas, *Dans le sommeil de nos os...*, Montréal, Leméac, 1971. Concernant la main-d'œuvre employée par la *Noranda* consulter Benoît Beaudry-Gourd, op. cit., p. 75, note 62.

meurs au bureau d'embauche, en juin 1934, le syndicat présente à la compagnie les revendications des travailleurs pour des conditions de travail et des salaires décentes. Se répète alors exactement le même scénario que six mois plus tôt avec les bûcherons : refus catégorique de la compagnie de reconnaître le syndicat et de négocier avec une organisation communiste, refus auquel répondent les syndiqués par le piquetage devant la mine et la paralysie totale des activités souterraines ; contre-attaque de la Noranda par l'envoi de briseurs de grève ; intervention policière brutale et arrestation de dix-neuf dirigeants et militants syndicalistes. Comme en décembre 1933, la grève est matée en dix jours et le syndicat communiste complètement démantelé.

[437]

Mais cette fois-ci les autorités provinciales ont beau jeu de miser sur la carte de la xénophobie afin d'effacer les mauvais souvenirs de l'année précédente : les prisonniers sont tous des immigrants d'Europe centrale ou de Scandinavie. Leur procès est fixé à la même date que celui de Jeanne Corbin, J. Donohue et H. Racketti, à l'ouverture de la nouvelle session des assises d'Amos, fin novembre 1934. L'imminence du procès pousse l'infatigable J. Corbin à entamer en octobre une tournée de conférences, à travers l'Ontario et le Québec, pour sensibiliser l'opinion publique au sort injuste des mineurs de Noranda. Accompagnée de L. Beaulieu, récemment relâché, elle met donc tout en œuvre afin de contrer la propagande officielle qui réduit la lutte légitime de travailleurs pour leurs droits à une méprisable révolte de « fros » ⁵⁴⁸.

En dépit de ces efforts, le procès des mineurs et des « séditions » se déroule dans une ambiance très différente de celle qui a entouré le jugement des bûcherons du Clérion l'année précédente : la justice n'offre, en effet, aucun espoir de clémence aux prévenus. La procédure est rendue d'autant plus inique que l'avocat et le procureur de la Couronne s'acharnent à exciter des réactions xénophobiques parmi le jury exclusivement canadien-français retenu par la cour : les accusés sont ouvertement traités de « Polacks », de « Russians », de « foreigners », « *people with barbarian names* » à mater au fusil ⁵⁴⁹. Les conséquences d'une telle attitude s'avèrent dramatiques pour les mineurs : tous sont condamnés à deux ans de prison, puis à la

⁵⁴⁸ Francis Reginald Scott Papers, op. cit., press release (September 26th 1934).

⁵⁴⁹ *The Worker* (December 12th 1934).

déportation. Pour la plupart d'entre eux, déjà réfugiés politiques, ce jugement équivaut à une condamnation à mort dans leur pays d'origine.

Reconnus définitivement coupables de sédition, J. Corbin, H. Racketti et J. Donohue sont condamnés à des sentences fermes : dix-huit mois de prison pour H. Racketti, six mois supplémentaires pour J. Donohue qui vient de purger un an, et trois mois pour J. Corbin qui, faute de preuves suffisantes et grâce à un habile plaidoyer, s'en tire moins mal que ses compagnons ⁵⁵⁰. [438] H. Racketti ne termine pas sa sentence : mortellement atteint de tuberculose, il est tiré de prison, exsangue, par la C.L.D.L. en juillet 1935 ⁵⁵¹. Également d'une santé très précaire, Jeanne Corbin semble avoir abandonné l'action politique directe à la suite de cette affaire : dix ans plus tard, à l'âge de trente-quatre ans, elle est emportée à son tour par la maladie ⁵⁵².

Les tentatives de syndicalisation des secteurs forestiers et miniers du Témiscamingue par des organisations communistes en 1933 et en 1934 se soldent par de cuisants échecs malgré la combativité des travailleurs tant canadiens-français et anglais qu'immigrants. En effet, la crise économique qui frappe durement cette région-ressource affaiblit leur position : le chômage et l'arrivée massive de nouveaux colons déshérités des villes avec le plan Gordon, en 1932, rend bûcherons et mineurs aisément remplaçables. Par ailleurs, une puissante solidarité unit le gouvernement provincial aux monopoles qui contrôlent la destinée économique de cette région nouvelle : au cours des grèves, il prend systématiquement la défense des grandes compagnies contre les travailleurs et déploie une campagne anticomuniste et xénophobe d'envergure. Il fait preuve d'assez d'habileté, cependant, pour dissocier dans ses attaques les militants communistes et les travailleurs immigrants, seuls vrais responsables du désordre selon lui, des grévistes canadiens-français, afin de démobiliser ces derniers. Les procès des bûcherons du *Clérion* et des mineurs de Noranda répondent à cette même logique : les accusés sont jugés avec deux poids et deux mesures selon leur appartenance ethnique ou politique. Au moins les apparences sont-elles sauves aux yeux du pouvoir : alors qu'ils ont mené exactement le même combat pour leurs droits à des conditions de vie décentes, la lutte des bûcherons canadiens-

⁵⁵⁰ *Idem*.

⁵⁵¹ *Labour Defender* (July 1935).

⁵⁵² Informations recueillies auprès de S.B. Ryerson.

français est limitée à un « moment d'égarement », et celle des mineurs étrangers élevée au rang de la subversion.

La coalition de la justice, du pouvoir politique et des monopoles, en divisant les travailleurs sur lesquels s'appuient les communistes, permet l'éradication définitive de leur mouvement au Témiscamingue. Celui-ci ne connaît certes pas de suite [439] significative, et, jusqu'à la guerre, ouvriers forestiers et mineurs subissent des conditions de travail similaires. Si les communistes sont parvenus à canaliser et à structurer brillamment des situations sociales conflictuelles dans cette région avec les grèves de Rouyn-Noranda, ils n'y marquent donc aucune progression durable sur le plan politique et social. Au contraire, le dénouement des conflits semble donner, à chaque fois, davantage de puissance à l'étau d'un pouvoir qui se resserre inéluctablement sur eux : le péril communiste a vécu au Témiscamingue.

[440]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section III. Les communistes et le mouvement syndical

Texte 17

Bob Haddow, militant syndical.

Richard DESROSIERS

Qui est Bob Haddow ?

[Retour à la table des matières](#)

Pour quelques-uns, comme le jésuite Jacques Cousineau, ce serait un « immigré » avec tout ce que cela implique de péjoratif, « propagandiste à gages et de tendances communistes ». Il aurait été l'instigateur d'une vaste campagne de maraudage en faveur des « unions » internationales durant la Deuxième Guerre mondiale au Québec, cherchant à détruire les syndicats catholiques, à « dénationaliser les Canadiens français » et mettant même en danger la liberté syndicale en prônant l'atelier fermé ⁵⁵³. Pour d'autres, il demeure avant tout un grand militant et un organisateur syndical énergique responsable, au début des années 40, du mouvement massif de syndicalisation dans les industries de guerre à Montréal, particulièrement dans les

⁵⁵³ Jacques Cousineau, *L'Église d'ici et le social 1940-1960*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1982, p. 21, 144.

usines de munitions et dans l'aéronautique ⁵⁵⁴. L'Association internationale des machinistes lui devrait entre autres, son implantation à Canadair.

Propagandiste communiste ? Maraudeur ? Militant syndical ? Qui est donc Bob Haddow ? Aucune étude historique ne lui [441] est directement consacrée. Seuls quelques livres sur l'histoire du mouvement ouvrier canadien en font mention ⁵⁵⁵, et une entrevue a été réalisée avec lui par l'historien Léo Roback ⁵⁵⁶. Ce qu'on connaît de lui laisse pourtant entrevoir un personnage captivant, ayant eu un passé de militant syndical et politique des plus riches.

Robert Haddow est né en Écosse, à Cotbridge, en 1901, d'un père machiniste et d'une mère ouvrière du vêtement. Âgé de seize ans, il fait son entrée sur le marché du travail comme machiniste. Rapidement, il adhère au syndicat, l'Amalgamated Engineering Union, dont il devient membre actif ; bientôt on le retrouve président de son unité syndicale locale. Politiquement, il milite dans une section du Marxist Independent Labor Party, puis il rejoint le Parti communiste peu après sa création. En 1931, nouvellement marié, il immigré au Canada et s'installe dans la région montréalaise alors en pleine crise économique.

C'est donc avec un passé de militant syndical et d'engagement politique que Bob Haddow arrive au Québec. Malgré la crise qui sévit, il obtient un emploi à la Dominion Engineering de Lachine. Cette usine, comme la majorité de ces usines au Québec, n'est pas encore syndiquée. De sa propre initiative, il prend contact avec l'Association internationale des machinistes (A.I.M.) : « Ce n'est pas eux qui sont venus me chercher. C'est moi qui y suis allé », confie-t-il. Il en devient membre à titre individuel et entreprend un patient travail syndical à Dominion Engineering.

Entre-temps, il cherche « tout naturellement » à contacter des membres du Parti communiste du Canada à Montréal. « J'ai eu de la difficulté à les trouver », avoue-t-il. Nous sommes aux débuts des années 30, et le P.C.C. n'est pas encore bien im-

⁵⁵⁴ Terry Copp, « The Rise of Industrial Unions in Montreal 1935-1945 » in *Relations Industrielles*, XXXVII, 4 (1982) ; et Merrily Weisbord, *The Strangest Dream, Canadian Communists, The Spy Trials and the Cold War*, Toronto, Lester and Orpen Dennys Ltd., 1983.

⁵⁵⁵ Voir en particulier Irving Abella, *Nationalism, Communism and Canadian Labour*, Toronto, University of Toronto Press, 1973 et Charles Lipton, *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec 1827-1959*, Montréal, Parti-Pris, 1976.

⁵⁵⁶ Faite à Montréal, le 10 juillet 1979.

planté dans la métropole. Finalement, par le biais d'une organisation de chômeurs, il établira un lien avec le Parti et en deviendra membre peu de temps après.

[442]

À Verdun, où il a élu domicile avec son épouse, il s'implique dans la lutte contre les expulsions de locataires et contre les méfaits de Montreal Light Heat and Power. Il milite également pour l'obtention de secours aux chômeurs. Très rapidement donc, cet « immigrant » s'impose comme organisateur syndical et comme militant politique.

Militant à l'A.I.M.

Au début de la guerre, en novembre 1939, il devient à la suite de son travail syndical à Dominion Engineering, organisateur permanent de l'A.I.M., responsable de la région de Montréal.

Le mouvement syndical canadien, durement frappé pendant les années de crise, va connaître à l'occasion de la Deuxième Guerre mondiale des progrès spectaculaires. L'effort de guerre entraîne une formidable expansion de la production et le plein emploi ⁵⁵⁷, et la rareté de la main-d'œuvre disponible accroît le rapport de forces en faveur des travailleurs et des syndicats. Les patrons et les gouvernements doivent faire des concessions. Les conditions de vie, de travail et de salaire des ouvriers vont s'améliorer grâce à une série de luttes menées par les syndicats. C'est ainsi que les syndicats internationaux affiliés à l'A.F.L. (et au C.M.T.C.) et au C.I.O. (et au C.C.T.) lancent de grandes campagnes de syndicalisation dans les industries de guerre et sont à la pointe du mouvement de grève ⁵⁵⁸.

À Montréal, au printemps 1940, Bob Haddow et l'Association internationale des machinistes entreprennent une vaste campagne d'implantation dans l'aéronautique - « the largest single employer of labour in the City » ⁵⁵⁹ et les usines de munitions. Ils s'attaqueront d'abord à la division de l'avionnerie de la [443] Canadian Vickers (future Canadair), importante industrie stratégique de Montréal, d'où naîtra la pre-

⁵⁵⁷ Charles Lipton, op. cit., p. 407.

⁵⁵⁸ *Histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1976)*, Montréal, coédition CSN-CEQ, 1979, p. 102-103.

⁵⁵⁹ Terry Copp, op. cit., p. 857.

mière section syndicale de l'A.I.M. (section locale 712). Puis au printemps 1941, deux autres grosses industries de guerre de la métropole, la Noorduyn Aviation (ancien aéroport de Cartierville) et la Fairchild Aircraft (future United Aircraft de Longueuil), passeront à l'A.I.M., suivies par d'autres usines le long du Saint-Laurent. Viendront ensuite les usines de munitions, comme la base militaire Bouchard, immense complexe employant plus de 10 000 personnes et situé à Sainte-Thérèse, la D.I.L. Munitions Plant (filiale de C.I.L.) à Verdun, et la Cherrier Munitions de Saint-Paul l'Ermitte. « The biggest winner » de cette campagne de syndicalisation « was the International Association of Machinists » confirme l'historien Desmond Morton ⁵⁶⁰.

Dans son travail d'organisation syndicale, Bob Haddow s'appuie sur les sections montréalaises du Parti communiste, il en consulte les listes de membres pour repérer les endroits où ces derniers travaillent. Il dirige le travail d'implantation en usine des jeunes militants du Parti. Puis s'amorce le long et patient travail de contact. On met sur pied des comités d'usines, on relève des noms, on effectue des visites au domicile des travailleurs, on cherche à recruter les ouvriers militants et actifs. Les jeunes militants communistes qui travaillent dans les usines sont particulièrement mis à contribution : « They handed out leaflets at 6.00 A.M. at factory gates, sat on committees, visited workers, learned communist-style organizing » raconte Merrily Weisbord dans son récent bouquin (suite à une série d'entrevues personnelles effectuées avec des militants de l'époque ⁵⁶¹).

Bob Haddow est un leader hors pair. Il possède, nous dit Léo Roback, une personnalité véritablement charismatique : il a beaucoup d'entregent, s'avère de contact facile et agréable, communique avec aisance malgré son accent écossais. Les militants l'estiment énormément.

Le problème de la langue est vite contourné. Des organisateurs canadiens-français tels Adrien Villeneuve et Albert [444] Brissette l'aident dans sa tâche ⁵⁶². Grâce à ce travail efficace d'organisation, et à l'adhésion d'une majorité d'ouvriers, des syndicats sont mis sur pied. Il s'agit alors de se faire reconnaître par le patronat et d'entamer des négociations qui conduiront à l'obtention d'un premier contrat.

⁵⁶⁰ Desmond Morton with Terry Copp, *Working People, An Illustrated History of Canadian Labour*, Ottawa, Deneau and Greenberg, 1980, p. 170.

⁵⁶¹ Merrily Weisbord, op. cit., p. 115.

⁵⁶² Terry Copp, op. cit., p. 873.

Quand un premier contrat est obtenu, il faut œuvrer à sa mise en application. Souvent, l'usine est syndiquée pour la première fois ; les problèmes et les affrontements avec les contremaîtres sont fréquents et nécessitent l'intervention des organisateurs syndicaux.

À l'époque, il n'existe pas de mécanisme de reconnaissance syndicale. Et comme en raison de la guerre le gouvernement fédéral a étendu son contrôle sur toutes les industries reliées à la production de guerre, il faut s'adresser directement au gouvernement fédéral, en particulier à C.D. Howe qui est le ministre en charge des Munitions et de l'Approvisionnement. L'objectif consiste à négocier un rattrapage salarial, par rapport aux années de crise, en échange d'un appui à l'effort de guerre. L'A.I.M. demande ainsi une substantielle augmentation de salaire, la semaine de 44 heures et la pleine reconnaissance syndicale, c'est-à-dire l'atelier fermé.

Dans l'industrie de l'aéronautique à Montréal, la tenue d'un vote de grève, le 26 juin 1941, fait débloquent les négociations et un premier contrat de travail est signé entre la loge 712 de l'A.I.M. et les compagnies Canadian Vickers, Fairchild et Noorduyn pour la période du 1er juillet 1941 au 30 juin 1942. Certes, il ne s'agit pas d'une victoire sur toute la ligne : la semaine de travail est établie à 48 heures, l'augmentation de salaire n'est que de 5 cents l'heure et l'atelier fermé est refusé. Mais les travailleurs obtiennent un premier contrat, une forme de reconnaissance syndicale et un boni supplémentaire pour le coût de la vie ⁵⁶³.

En 1942-1943, une vague de grèves sans précédent déferle sur le Québec. En 1942, le record est établi avec 133 arrêts de [445] travail. En 1943, les grèves sont un peu moins nombreuses (103), mais plus spectaculaires ⁵⁶⁴. Toutes les branches de l'industrie sont touchées, les mines de charbon, les aciéries, l'aéronautique et les fabriques de munitions ⁵⁶⁵. On lutte contre la hausse du coût de la vie et contre le gel des salaires qu'impose le gouvernement fédéral par décret ; on veut rattraper l'écart des salaires avec l'Ontario où commence à se fixer le modèle pour la négocia-

⁵⁶³ *Chronologie de la loge d'avionnerie 712 de Montréal de l'Association Internationale des Machinistes, 1939-1959*, préparée par Aldo Caluori, agent d'affaires (brochure syndicale, sans édition), p. 4-5.

⁵⁶⁴ Évelyne Dumas, *La Presse et les grèves*, mémoire de maîtrise (Histoire), UQAM, 1979, p. 9. Voir aussi co-édition CSN-CEQ, op. cit., p. 103.

⁵⁶⁵ Irving Abella, *Le mouvement ouvrier au Canada, 1902-1960*, Ottawa, Société Historique du Canada, Brochure Historique n° 28, 1981, p. 24.

tion des contrats de travail dans la grande industrie ; on se bat enfin pour la reconnaissance syndicale. L'appui à l'effort de guerre, le « No Strike Pledged », politique officielle du P.C.C., ne les empêche pas de faire la grève à l'occasion. C'est le cas dans l'avionnerie à Montréal.

La grève de l'avionnerie de 1943 représente « the largest single walkout since 1919 » ⁵⁶⁶. Pendant 13 jours, du 3 au 16 août, 21 131 travailleurs des usines Vickers, Noorduyn et Fairchild débraient, sous la direction de Bob Haddow, malgré les appels à la modération au nom de l'effort de guerre. Depuis janvier, à l'occasion d'un premier vote de grève, ils réclament une prime de réactualisation sur le coût de la vie, ainsi que la rétroactivité de cette prime au 1er juillet 1942 et une semaine de vacances payée ⁵⁶⁷. Mais les négociations traînent en longueur dû à l'implication du Conseil national du travail à l'effort de guerre. Suite à un deuxième vote de grève, pris fin juillet, le Conseil accorde la semaine de vacances et la prime mais refuse la rétroactivité. La grève est déclenchée ⁵⁶⁸. Une série d'interventions au plus haut niveau à Ottawa, dont celle du Premier ministre québécois Godbout auprès de son homologue fédéral

⁵⁶⁶ Stuart Marshall Jamieson, *Times of Trouble : Labour Unrest and Industrial Conflict in Canada, 1900-1966*, Ottawa, Task Force on Labour Relations, Study no. 22, October 1968, p. 287.

⁵⁶⁷ *Chronologie de la loge...*, p. 7. Voir aussi *Le Monde ouvrier* (31 juillet 1943) : 7.

⁵⁶⁸ *Le Monde ouvrier* (7 août 1943) : 1.

[446]

Photo 29.
Piquet de grève devant Canadian Vickers, en 1943.
Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

[447]

W.L. Mackenzie King ⁵⁶⁹, forceront le Conseil à reconsidérer la décision sur la rétroactivité. Les ouvriers rentrent au travail sur cette demi-victoire et sous les pressions du président du Conseil des métiers et du travail de Montréal, Paul Fournier ⁵⁷⁰.

Cette lutte a des effets d'entraînement majeurs. Bob Haddow et l'A.I.M. animent une autre grande grève aux usines Angus du Canadien Pacifique, dans l'est de Montréal. Puis ils dirigeront un débrayage de 12 jours à l'Alcan de Shawinigan, l'ar-

⁵⁶⁹ *Le Monde ouvrier* (14 août 1943) : 1.

⁵⁷⁰ *Le Monde ouvrier* (4 septembre 1943) : 11.

mée sera dépêchée sur les lieux et les organisateurs de la grève arrêtés ⁵⁷¹. D'autres syndicats emboîtent le pas dans les chantiers navals de Montréal, à Sorel, Lauzon et Lévis. L'ampleur de ce mouvement de lutte va forcer le gouvernement fédéral à apporter certains adoucissements à son gel des salaires.

Le succès de l'implantation de syndicats dans l'aéronautique amène Bob Haddow à organiser d'autres secteurs industriels non syndiqués. Avec Alex Gauld du syndicat des plombiers (membre fondateur et un des principaux dirigeants du P.C.C.), Onésime Renaud de l'Union internationale du métal en feuille et d'autres syndicalistes, Haddow forme en 1942 le Conseil des métiers de la métallurgie ⁵⁷². Leurs efforts porteront sur d'autres industries de guerre comme Dominion Engineering, Vickers Shipyard, Canadian Car and Foundry ⁵⁷³. Haddow aidera également les syndicats A.F.L., telle l'Union internationale des travailleurs du tabac à MacDonald Tobacco et à Imperial Tobacco ; un soutien concret est apporté à Kent Rowley et Madeleine Parent de l'Union internationale des travailleurs du vêtement. « We had the best shops in Montreal », d'affirmer Haddow ⁵⁷⁴.

Dans son travail d'organisation, Haddow et l'A.I.M. se heurtent parfois à d'autres associations syndicales rivales. À plusieurs reprises, l'A.I.M. doit se mesurer aux Métallos du [448] C.I.O., à Dominion Bridge et à Dominion Engineering par exemple ⁵⁷⁵. Mais c'est avec les syndicats catholiques que les affrontements sont les plus durs, particulièrement en province.

L'A.I.M. en 1941, ne réussira pas à rallier les travailleurs de l'aluminerie Alcan, à Arvida, qui restent fidèles à la C.T.C.C. De même qu'en 1943, après divers incidents, des grèves et des assemblées contradictoires, le syndicat catholique emporte un vote de représentation dans les chantiers navals de Sorel.

Par contre, dans son travail syndical, Bob Haddow collabore toujours « très étroitement avec le Parti ». « Everything I did started from the Party » confiait-il à Léo Roback.

⁵⁷¹ Coédition CSN-CEQ, op. cit., p. 104.

⁵⁷² Terry Copp, op. cit., p. 865.

⁵⁷³ *Idem*.

⁵⁷⁴ Entrevue avec Léa Roback.

⁵⁷⁵ Terry Copp, op. cit., p. 865.

À l'A.I.M. de la région de Montréal, Bob Haddow coordonne son travail avec d'autres militants du P.C.C., tels Jean Paré, Irving Burman, Marcel Gélinas, Roméo Duval. De 1942 à 1945, ces derniers occuperont différents postes de direction à la section locale 712. Ils lancent un comité d'action politique. « Le travail de ce comité sera d'instruire nos membres sur les différents événements politiques et aider à organiser le vote de nos membres afin qu'ils puissent servir l'intérêt de la majorité ⁵⁷⁶. » Le C.A.P. s'implique dans la campagne électorale de Fred Rose en 1943 et dans celle de Jean Paré, candidat aux élections provinciales d'août 1944.

Dans son travail politique, Haddow défend la ligne du Parti et sa position sur la guerre. En effet, à partir de juin 1941, c'est l'appui total à l'effort de guerre : on prône l'augmentation de la production par l'augmentation de la productivité ; on met de l'avant des comités conjoints patrons-ouvriers appelés comités de production ⁵⁷⁷. Haddow publie un pamphlet, tiré à 20 000 exemplaires, intitulé : *Encore des avions pour écraser le fascisme* ⁵⁷⁸. Il y suggère « une campagne contre les absences au travail, la compétition interdépartementale pour augmenter la production, des affiches et de la littérature de toutes sortes pour [449] élever le moral », ce qui ne l'empêche pas d'organiser des grèves quand cela s'avère nécessaire.

Sa relation connue avec le P.C.C. lui vaut bien des attaques. Aux lendemains de la grève de l'avionnerie de 1943, le président de la loge 712, F.A. Jacobsen, et deux autres officiers démissionnent de leurs fonctions, sous prétexte que « la grève était d'instigation communiste pour promouvoir l'élection d'un député fédéral ⁵⁷⁹ ». À la fin de la guerre, la « chasse aux sorcières » prend de l'ampleur dans l'A.F.L. et chez les machinistes. Haddow, en 1945, est suspendu de son poste permanent par la haute direction américaine pour avoir pris position en faveur de la réélection « d'un certain député ». À la fin novembre, les officiers de la loge 712 sont à leur tour suspendus parce qu'accusés de comploter l'affiliation du local à l'Union internationale des ouvriers de l'électricité (U.E.), ce qui est assez invraisemblable et a d'ailleurs été démenti par le directeur canadien des U.E., C.S. Jackson. Les officiers suspendus de concert avec Bob Haddow lancent une nouvelle organisation, la Montreal Aircraft

⁵⁷⁶ *Le Monde ouvrier* (19 mai 1945) : 4.

⁵⁷⁷ *La Victoire* (1er août 1942) : 4.

⁵⁷⁸ *Rapport de Jean Paré, agent d'affaires. Conférence des comités d'ateliers. Le 5 décembre 1943. Texte syndical, sans édition, p. 2.*

⁵⁷⁹ *Chronologie de la loge...*, p. 8.

Worker's Local Union (M.A.W.L.U.) et cherchent à faire passer les travailleurs de la loge 712 à l'Union internationale des travailleurs unis de l'automobile (T.U.A.). Certaines sections de la loge 712 adhèrent effectivement à la M.A.W.L.U. et votent le transfert des fonds ⁵⁸⁰, mais le maraudage est difficile ; il tourne même à l'affrontement, et des bagarres éclatent entre les représentants des machinistes et ceux de la M.A.W.L.U. Les patrons évidemment favorisent les premiers et la commission des relations ouvrières du Québec refuse d'accréditer la M.A.W.L.U. jugée non de « bonne foi ⁵⁸¹ ». Haddow, Paré (qui est déjà passé à l'Union internationale des ouvriers de l'électricité) et Burman sont à leur tour suspendus de l'A.I.M., le 7 décembre 1945 ⁵⁸², et expulsés définitivement le 26 janvier 1946 ⁵⁸³, à cause de leur [450] allégeance communiste. Et la loge 712 « épurée » réussit à reprendre le contrôle des travailleurs de « l'avionnerie ⁵⁸⁴ ».

Dans l'industrie du cuir

À la suite de ces événements, Bob Haddow passe à l'*Union internationale des travailleurs de la fourrure et du cuir*, affiliée au C.I.O. et au C.C.T. Il entreprend la *réorganisation des 7 000 membres canadiens* de ce syndicat dont il devient le représentant pour tout le Canada ⁵⁸⁵, le 16 octobre 1948. Son objectif au Québec consiste à implanter, à Montréal, des syndicats dans l'industrie du cuir, particulièrement de la chaussure, pour faire concurrence aux syndicats catholiques de la C.T.C.C. Il remporte des succès importants aux usines de pantoufles La Métropole ainsi qu'à l'usine de patins Daoust Lalonde en 1947-1948, après l'organisation d'une grève militante.

Malgré le maccarthysme qui déferle sur l'Amérique du Nord, Bob Haddow et la section canadienne de l'Union internationale des travailleurs de la fourrure et du

⁵⁸⁰ *Canadian Tribune* (22 décembre 1945) : 14 et *Le Monde ouvrier* (19 janvier 1946) : 4.

⁵⁸¹ *Chronologie de la loge*, p. 10-11.

⁵⁸² *Le Monde ouvrier* (19 janvier 1946) : 4.

⁵⁸³ Merrily Weisbord, op. cit., p. 189.

⁵⁸⁴ *Le Monde ouvrier* (août 1946) : 6.

⁵⁸⁵ Merrily Weisbord, op. cit., p. 189.

cuir *tiennent des* positions fort courageuses. Ils dénoncent la participation du gouvernement canadien à l'O.T.A.N. et le plan Marshall. « He called Nato a threat to world peace and suggested Canada develop its own policies toward industrial development, foreign trade and external affairs ⁵⁸⁶. »

Mais le maccarthysme gagne rapidement le C.I.O. et le C.C.T. En 1949, l'Union internationale des ouvriers de l'électricité et leur dirigeant canadien C.S. Jackson sont expulsés du C.C.T. Haddow s'y oppose farouchement et est mis en minorité ⁵⁸⁷. Puis en avril 1951, l'*Union internationale des travailleurs* [451] de la fourrure et du cuir et Bob Haddow sont frappés à leur tour. Prétextant que la section de *Winnipeg* avait osé critiquer la déclaration *conjointe* du C.M.T.C. et du C.C.T. en faveur de la guerre de Corée et osé accuser les dirigeants du C.C.T. de soutenir les projets gouvernementaux de gel des salaires, le C.C.T. prononce l'*expulsion* de son dernier syndicat « rouge » en vertu de la clause *anticommuniste* ⁵⁸⁸. La vigoureuse intervention *anticommuniste* du Procureur général Maurice Duplessis auprès de la Commission des relations ouvrières en 1952 créa un précédent juridique permettant d'éliminer ce qui restait de syndicats affiliés à l'*Union internationale* dans la chaussure à Montréal. Haddow concentre alors son action dans les usines de fourrure de la métropole. Vers 1955, il perd son poste de directeur canadien de « *l'union* ».

La « chasse aux sorcières » a eu raison de syndicalistes engagés tels Bob Haddow, mais pas de leur œuvre. Le mouvement massif de *syndicalisation* durant la guerre qu'ils ont contribué largement à bâtir a perduré. Les travailleurs canadiens sont sortis grandis et renforcés de la période de guerre. Et cela ils le doivent à des militants comme Bob Haddow.

⁵⁸⁶ *Idem.*, p. 190.

⁵⁸⁷ Irving Abella, *Nationalism, Communism and Canadian Labour*, p. 152, 159.

⁵⁸⁸ Irving Abella, op. cit., p. 162 et Charles Lipton, op. cit., p. 449-450.

[452]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section III. Les communistes et le mouvement syndical

Texte 18

L'anticommunisme dans les syndicats : le cas Parent-Rowley

Denyse BAILLARGEON

Ils ont choisi de nous attaquer parce que nous étions en train d'organiser des travailleurs... l'anticommunisme c'était pour recouvrir et tenter de donner une apparence différente aux attaques contre les ouvriers.

MADELEINE PARENT, 29-12-83

[Retour à la table des matières](#)

De 1939 à 1945, plus de 80 000 travailleurs québécois rejoignent les rangs des syndiqués. Une conjoncture économique favorable, conséquence de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi un intense travail d'organisation expliquent cet accroissement spectaculaire des effectifs syndicaux qui doublent en moins de six ans. Les militants communistes, qui avaient rejoint les rangs des fédérations internationales à la dissolution de la Ligue d'unité ouvrière en 1935, participent activement au recrutement de ces travailleurs, en particulier dans les usines de guerre.

À partir de 1947, cependant, le mouvement ouvrier nord-américain entreprend d'épurer ses rangs des éléments communistes qui avaient contribué à sa croissance. Invoquant la conjoncture internationale, les centrales américaines (F.A.T.C.O.I.), puis canadiennes (C.M.T.C.-C.C.T.) endossent la politique étrangère des États-Unis définie par la doctrine Truman et le plan Marshall et appuient la guerre froide et son corollaire : la lutte anticommuniste. La « chasse aux sorcières » au sein [453] du mouvement ouvrier se traduit par le congédiement de permanents procommunistes, la confiscation des fonds syndicaux, la suspension de chartes et la création de syndicats rivaux pour fins de maraudage. En 1952, après dix ans de militantisme syndical au Québec et en Ontario, Madeleine Parent et Kent Rowley se voient ainsi évincés de la direction canadienne des Ouvriers unis des textiles d'Amérique (O.U.T.A.). Selon leurs détracteurs, les luttes syndicales qu'ils avaient menées s'inspiraient d'une idéologie communiste, ce qui prouvait leur adhésion à cette doctrine.

Effectivement, pendant les dix années où l'équipe Parent-Rowley conservera la direction canadienne des O.U.T.A., pas moins de trois conflits majeurs retiendront l'attention du Québec tout entier : les grèves à la Dominion Textile à Montréal et Valleyfield en 1946 et 1952, et la grève à la compagnie Ayers à Lachute en 1947 ⁵⁸⁹. L'importance de ces conflits tient à la fois au nombre d'ouvriers impliqués (6 000 à Montréal et Valleyfield), à leur durée (cinq mois dans le cas de la Ayers) et à la violence des affrontements. Chacune de ces grèves entraîne l'intervention de la Police provinciale, l'arrestation des chefs ouvriers et des poursuites judiciaires qui se terminent généralement par des sentences d'emprisonnement pour les accusés. Elles fournissent également l'occasion au gouvernement Duplessis d'associer publiquement la direction canadienne des O.U.T.A. aux sympathisants communistes, accusations qui seront reprises par certains leaders ouvriers, pour aboutir à leur renvoi par le Bureau international au cours de la grève de 1952. Ces dénonciations reposent sur les positions politiques et syndicales qu'ils défendent au cours de leur mandat comme directeur canadien et secrétaire-trésorière des O.U.T.A.

⁵⁸⁹ Pour un historique complet des luttes menées par les O.U.T.A. au Québec, se référer au mémoire de maîtrise de l'auteure : *Histoire des Ouvriers unis des textiles d'Amérique, 1942-1952*, thèse de M.A. (histoire), Université de Montréal, 1981, 252 p., dont cet article s'inspire. Voir également Michèle Ouimet, *L'industrie textile et les grèves de 1946 et de 1952 à la Montreal Cottons Ltd. de Valleyfield*, thèse de M.A. (histoire), U.Q.A.M., 1980.

[454]

L'équipe Parent-Rowley

En mai 1942, le comité d'organisation des industries de guerre (War Labor Organizing Committee) du Conseil des métiers et du travail de Montréal (C.M.T.M.) confie à Kent Rowley le recrutement des travailleurs d'une importante usine de munitions près de Valleyfield (aujourd'hui Expro). Convaincu de la nécessité de syndiquer les industries « de paix » plus permanentes que le secteur de l'armement, il prend aussi contact avec les ouvriers de la Montreal Cotton, la plus grande filiale de la Dominion Textile. Au cours de l'été 1942, Rowley parvient à réunir un groupe de militants suffisant pour justifier l'implantation d'un premier syndicat.

Lorsqu'il arrive à Valleyfield, Rowley n'en est pas à ses premières armes en tant qu'organisateur syndical. Son expérience remonte à ses années de collège alors qu'il participe à la direction d'une grève d'étudiants qui protestent contre l'augmentation des frais de scolarité. Nous sommes alors en 1934 et Rowley n'a que 17 ans. Devenu employé de bureau, il fait du recrutement pour l'Union internationale des employés de bureau (F.A.T.), qui l'engage comme organisateur à la suite de son renvoi de la compagnie. Durant cette même période, celle de la grande dépression, il participe aux luttes menées par les chômeurs et les assistés sociaux et milite aux côtés des opposants à la montée du fascisme en Europe. Il siège au Comité pour l'organisation des métallurgistes (S.W.O.C.) et prend part au congrès de fondation de la Fédération provinciale des travailleurs du Québec (F.P.T.Q.) en 1937. Dès le début de la guerre et contrairement aux militants communistes, il décide de s'enrôler, « croyant qu'enfin la guerre contre le fascisme était déclarée ⁵⁹⁰ ». Réformé pour raison de santé, il est ensuite interné au camp de Pétawawa pour avoir dénoncé la loi de mobilisation pour la défense du Canada (1940), parce qu'il considérait qu'elle trahissait les promesses faites aux Canadiens français. C'est après sa [455] libération, deux ans

⁵⁹⁰ Salutin, Rick, *Kent Rowley, une vie pour le mouvement ouvrier*, Montréal, Éd. coop. Albert Saint-Martin, 1982, p. 43.

plus tard, qu'il entreprend de travailler à l'organisation des travailleurs de Valleyfield ⁵⁹¹.

Avant son internement, selon Rick Salutin, « Kent était probablement alors membre d'un mouvement de jeunesse lié au Parti ». Mais il n'a jamais appartenu au Parti comme tel ⁵⁹² Quoi qu'il en soit, Rowley se définit lui-même comme socialiste et en dépit de certaines divergences sérieuses avec le P.C., ses activités l'amènent à entretenir des liens étroits avec les militants communistes également impliqués dans les mouvements sociaux et le mouvement ouvrier.

À l'automne 1942, il rencontre Madeleine Parent avec qui il formera équipe jusqu'à son décès en 1978. C'est le début d'une véritable association fondée sur une vision syndicale et nationale commune. Issue d'un milieu aisé, celle-ci fréquente d'abord le couvent Villa-Maria, puis l'école protestante Trafalgar. Dès cette époque, elle perçoit les injustices sociales qui l'entourent et remet en question les privilèges des mieux nantis : « ... J'avais tellement vu d'injustices dans mon enfance, au couvent vis-à-vis des servantes, tous ces gens qui manquaient de travail durant les années de chômage ⁵⁹³ ... » À McGill, où elle poursuit ses études, elle milite au sein de la Canadian Student Assembly qui fait campagne pour obtenir des bourses d'études aux enfants des familles pauvres : « Mon approche n'était pas marxiste, explique-t-elle, j'abordais la question des bourses d'études en tant que militante catholique réformiste supportant la position des pères dominicains. Mais il y eut des répercussions de toute façon ⁵⁹⁴. » Effectivement, ses activités faillirent lui coûter son renvoi de l'université.

Ses années à McGill seront pourtant déterminantes dans le choix de ses orientations politiques et syndicales. Sans adhérer à aucun groupe communiste organisé, parce qu'elle ne pouvait [456] accepter la discipline que cela impliquait, elle en vient à partager l'analyse sociale des étudiants de la gauche avec qui elle milite : « C'était une période d'effervescence sur le campus à cause de la crise économique, de la

⁵⁹¹ Ces quelques notes biographiques sont tirées de Rick Salutin, op. cit.

⁵⁹² Salutin, op. cit., p. 37.

⁵⁹³ « Madeleine Parent et les syndicats du textile », Dossiers *Vie Ouvrière* (octobre 1978) : 453.

⁵⁹⁴ Paris, Erna, « The education of Madeleine Parent », dans Kostash, Myrna et al., *Her own Worden, Profiles of Ten Canadian Women*, Toronto, MacMillan of Canada, 1975, p. 97.

montée du fascisme et du nazisme en Europe... je m'étais bien rendu compte que les étudiants socialistes ou communistes étaient ceux qui continuaient la lutte malgré tout et j'avais lu ⁵⁹⁵... »

Alors qu'elle est encore étudiante, elle rencontre Léa Roback, militante communiste et organisatrice du syndicat du vêtement, lors d'une assemblée pour les libertés civiles. Elle s'intéresse alors de près à une grève de midinettes et décide de devenir militante syndicale ; Léa est une des rares personnes à l'avoir encouragée dans cette voie. Pour y parvenir, elle commence par travailler comme secrétaire au War Labor Organizing Committee. À l'automne 1942, à l'âge de 24 ans, elle fait la connaissance de Rowley qui lui offre d'entreprendre l'organisation des filatures de la Dominion Textile à Montréal.

C'était la première fois que je rencontrais quelqu'un qui comprenait les conditions des travailleurs du Québec et leur faisait confiance sachant que c'est à base de leur expérience, de leur histoire de luttes qu'on peut ensemble s'orienter pour savoir comment s'organiser et comment lutter contre ces compagnies-là... alors que beaucoup de ceux qui se disaient marxistes ou socialistes voyaient les travailleurs francophones comme ayant des tendances fascistes et ne leur faisaient pas suffisamment confiance... ⁵⁹⁶

Ils partagent également le même point de vue sur la question nationale : « Il y avait très peu de nationalistes anglophones dans le mouvement socialiste, alors que Kent était un nationaliste québécois... Je pouvais comprendre cette position... C'était une des raisons des problèmes que j'avais toujours eu avec le Parti comme tel... Notre vision syndicale et du Québec concordait ; on était deux à se battre contre les autres ⁵⁹⁷. »

[457]

À l'encontre de plusieurs militants syndicaux communistes, Madeleine et Kent ne croient pas non plus au syndicalisme international : « On n'était pas compris à Toronto, encore moins à Washington ou ailleurs aux États-Unis ⁵⁹⁸. » Lorsqu'il entre-

⁵⁹⁵ Entrevue avec Madeleine Parent, 28 décembre 1983.

⁵⁹⁶ *Ibid.*

⁵⁹⁷ *Ibid.*

⁵⁹⁸ *Ibid.*

prend l'organisation des travailleurs de Valleyfield, Rowley tente d'obtenir une charte directement du C.M.T.C. Mais en vertu d'une politique de non-concurrence en vigueur depuis 1902, aucun syndicat canadien ne pouvait être affilié directement au C.M.T.C. lorsqu'une fédération internationale oeuvrait dans le même secteur industriel. Renonçant à former un syndicat indépendant qui risquait de ne pas survivre, Rowley choisit de travailler sous l'égide de l'Internationale tout en essayant de conserver la plus grande autonomie possible.

Certaines affinités se développeront tout de même entre les O.U.T.A. d'une part, et les Ouvriers unis de la radio et de l'électricité (U.E.) et l'Union des marins canadiens d'autre part, tous deux sous direction communiste. Cette entraide mutuelle, en particulier lors des conflits, et la contribution de Madeleine au journal *Combat*⁵⁹⁹, viendront ancrer chez ses opposants la conviction que ses sympathies politiques et celles de Rowley leur font endosser le marxisme.

La Dominion Textile ne prendra pas la peine d'analyser la différence entre des sympathisants de la gauche et des membres du P.C. Dès le début de l'organisation des filatures, la compagnie s'oppose farouchement aux deux syndicalistes qui prétendent la faire asseoir à une table de négociations. Tous les moyens sont bons : elle rappelle aux ouvriers que Rowley avait été interné à Pétawawa et, de connivence avec le clergé, elle fait circuler la rumeur que Madeleine Parent est une Russe débarquée sur les côtes de la Gaspésie durant la guerre ! Cette dernière doit se munir de son baptistère pour démontrer l'hypocrisie de ces ragots. Selon Madeleine, la compagnie ne s'est pas servie de ses activités antérieures à McGill parce que ça n'aurait pas eu d'impact auprès des travailleurs. Ils ont préféré se servir du nom de

⁵⁹⁹ Madeleine Parent soutient qu'elle a contribué à ce journal au moment où il constituait un forum de la gauche syndicale québécoise. Quand il changea d'orientation pour devenir l'organe officiel du P.C., elle ne donna pas pour autant sa démission du comité de rédaction, même si elle n'y participait plus.

[458]

Photo 30.

Grève à Montréal Cottons Ltd. de Valleyfield, en 1946.

[Retour à la table des matières](#)

[459]

son mari, Valdimar Bjarnson, qui, une fois transformé en Vladimir, prenait une consonance russe tout à fait à propos !

Entre 1942 et 1944, alors que les lois fédérales du travail n'obligent pas les compagnies à reconnaître les syndicats, la Dominion Textile refuse systématiquement toute rencontre avec Parent et Rowley et rejette tous les rapports des différentes commissions d'enquête et de conciliation mises sur pied en vertu des décrets fédéraux sur les relations de travail en temps de guerre et généralement favorables aux syndiqués. En décembre 1945, dans une lettre-circulaire en réponse au rapport d'arbitrage Guérin, elle affirme que : « Ni le Conseil d'arbitrage, ni le ministère du Travail, ni encore qui que ce soit ne peut forcer la compagnie de signer avec la sorte

d'union concerné (sic) ⁶⁰⁰ ». Les dirigeants sont taxés d'intransigeance et on percevait nettement que la compagnie associe leur militantisme à une ligne politique précise. Selon Madeleine, c'était la même chose partout où on militait.

Cette attitude sera maintenue durant la grève de 1946, déclenchée dans les six filatures de la Dominion Textile à Montréal et Valleyfield. Lloyd Klenert, secrétaire général des O.U.T.A., et un comité de coordination de la F.P.T.Q. dirigé par Elphège Beaudoin, conduiront finalement les négociations à Montréal, et c'est la signature de Klenert qui apparaît sur cette première convention collective paraphée le 26 juillet 1946, trois ans après le début de la syndicalisation des filatures. À Valleyfield, la grève se poursuit jusqu'en septembre, mais cette fois, la compagnie doit se résoudre à signer un contrat de travail avec la direction canadienne. Les relations resteront pour le moins tendues jusqu'en 1952, alors que la compagnie profite d'une crise de l'industrie pour durcir ses positions et, grâce à leur congédiement par la direction internationale, se débarrasser de l'équipe Parent-Rowley. Entre-temps, ceux-ci devront faire face aux accusations portées par le gouvernement Duplessis et certains dirigeants syndicaux.

[460]

La lutte anticommuniste version Duplessis

La réputation du gouvernement Duplessis en matière de relations de travail n'est plus à faire. Idéologiquement conservateur, Duplessis reste convaincu que les relations patronales-ouvrières doivent s'établir selon un schéma paternaliste qui laisse peu de place aux revendications syndicales. Lors des grèves, la sympathie du gouvernement se tourne invariablement vers la partie patronale pour laquelle il entretient un « préjugé favorable » des plus évidents. « Il agissait comme le surintendant des grandes compagnies », affirme Madeleine. « C'est un cynique qui s'est servi de la question nationale et religieuse pour accéder au pouvoir... démagogue, autoritaire, il achetait ceux qu'il pouvait et n'admettait pas la riposte ⁶⁰¹. » Duplessis épouse

⁶⁰⁰ Archives publiques du Canada, Fonds Parents-Rowley (F.P.R.) MG 31-B 19, Vol. 8, 11.

⁶⁰¹ Entrevue avec *Madeleine Parent*, 28 décembre 1983.

donc pleinement la cause anticomuniste qui renforce ses convictions antisyndicales et lui fournit un prétexte supplémentaire pour exercer sa répression. Dans les années quarante, Madeleine Parent et Kent Rowley deviendront ses cibles privilégiées.

Outre le fait qu'il a le pouvoir de faire intervenir la Police provinciale dans n'importe quel conflit ouvrier, Duplessis exerce une grande influence sur la Commission des relations ouvrières (C.R.O.) et ne semble pas hésiter à manipuler la justice dans le sens de ses intérêts. L'équipe Parent-Rowley aura à faire face à toute la batterie de moyens dont il dispose.

Au cours des différents conflits menés par les O.U.T.A., Duplessis multiplie les déclarations diffamatoires en vue de discréditer la direction syndicale. Ainsi, le 5 juin 1946, au début de la grève de Valleyfield, il affirme :

La prétendue grève qui vient d'être déclarée est une manœuvre communiste déguisée que désapprouve l'immense majorité des employés de l'usine, 90% et peut-être même 95% des ouvriers veulent retourner à l'ouvrage et en sont empêchés par des gens dont la conduite est réprouvée par nos lois ⁶⁰².

[461]

Ce genre d'intervention a évidemment pour but de faire porter l'odieux de la grève par les chefs syndicaux qui sont alors perçus dans l'opinion publique comme des manipulateurs, voire des dictateurs, qui imposent l'arrêt de travail aux ouvriers sans leur consentement, à plus forte raison lorsque ces chefs sont dénoncés comme communistes, terme dont Duplessis usera et abusera.

Pendant que le Premier ministre dénonce les chefs ouvriers, son ministre du Travail, Antonio Barrette, transgresse impunément les lois ouvrières afin de les éliminer. Vers la fin du conflit de 1946, il consent à tenir un vote d'allégeance syndicale entre les O.U.T.A. et une association ouvrière visiblement formée à l'instigation de la compagnie, ce qui est pourtant défendu par la loi. En 1952, alors que les négociations sont rompues, Rowley sollicite la médiation du ministre Barrette qui répond par la voie des journaux de déléguer des représentants du C.M.T.C. ou de la F.P.T.Q. ; « Quant à Madeleine Parent et Kent Rowley, je ne les recevrai pas et ne discuterai

⁶⁰² *Le Devoir* (6 juin 1946).

pas avec eux ⁶⁰³. » En suggérant les interlocuteurs avec lesquels il entend traiter (en l'occurrence Roger Provost, président de la F.P.T.Q. et Claude Jodoin, vice président du C.M.T.C.), Barrette outrepassa son mandat de ministre du Travail et fit fi du droit des ouvriers à être représentés par les délégués de leur choix. Il maintiendra cette position jusqu'au congédiement des dirigeants canadiens et leur remplacement par Roger Provost et Sam Baron, choix qu'il approuve pleinement, de même que Duplessis, en dépit du fait que les ouvriers n'ont pas été consultés comme le prescrit la loi.

Les grèves de 1946 et 1947 à Lachute se soldent également par l'intervention de la Police provinciale pour « protéger » soi-disant les travailleurs qui veulent reprendre leurs postes, provoquant bagarres, arrestations et poursuites judiciaires.

Ainsi, au cours de la grève de 1946, Duplessis ordonne l'arrestation de Rowley et Beaucage au sujet d'une bagarre générale survenue le 13 août à l'usine de la Montréal Cotton :

Des mandats d'arrestation ont été émis [...] contre ces fauteurs de désordre public, contre ces ennemis des ouvriers [462] bien pensants, c'est-à-dire contre ces communistes. [...] J'ai demandé de plus aux avocats qui représentent le département du Procureur général à Montréal de voir à ce que tout cautionnement soit refusé à Rowley et Beaucage ⁶⁰⁴.

Tel que « demandé » par Duplessis, Rowley et Beaucage sont emprisonnés et ne seront libérés qu'après la grève, avec de forts cautionnements et avec interdiction de sortir de Montréal. Lors de son procès, Rowley écoperait d'une sentence de six mois d'emprisonnement qu'il purgera à partir de juin 1947, c'est-à-dire durant la grève de Lachute.

Ce deuxième conflit majeur dans le textile, en autant d'années, attise la répression du gouvernement Duplessis. Après trois semaines de grève sans incidents, la Police provinciale est dépêchée sur les lieux. Même si la loi de l'émeute n'a pas été déclarée, ils harcèlent les promeneurs, empêchant plus de deux personnes de circuler ensemble, visitent les grévistes à domicile et arrêtent les deux chefs syndicaux à

⁶⁰³ *La Presse* (14 avril 1952).

⁶⁰⁴ *La Presse* (23 août 1946).

plusieurs reprises pour obstruction et piquetage illégal ⁶⁰⁵. Après un mois de grève, Duplessis annonce qu'en tant que Procureur général il se charge personnellement du conflit afin de contrer les communistes qui tentent de prendre la direction de l'usine ⁶⁰⁶. Le 19 mai et à la suite d'une campagne de presse bien orchestrée ⁶⁰⁷, il ordonne l'arrestation de Rowley, Parent, Beaucage et de deux autres dirigeants locaux sous l'accusation de « conspiration séditeuse ». Signé par Duplessis, l'acte d'accusation transforme pratiquement le droit de grève en un acte criminel :

Dame Vladimir alias Valdimar Bjarnson née Madeleine Parent, Kent Rowley, Azellus Beaucage [...] tous trois ont comploté et conspiré ensemble [...] pour commettre un [463] acte criminel, à savoir : intimider certains ouvriers [...] dans l'intention qu'ils s'abstiennent [...] d'aller en toute liberté à leur travail ou encore afin d'obtenir qu'ils se joignent contre leur gré à des soi-disant grévistes alors qu'ils avaient le droit de s'en abstenir ⁶⁰⁸.

Duplessis avait pris soin de désigner Madeleine Parent comme étant « Dame Vladimir Bjarnson » : « alias Valdimar » fut rajouté par la suite, sous les pressions du procureur de Madeleine, maître Roger Ouimet, qui voulait faire corriger cette « erreur ».

Malgré l'importance de l'accusation, Madeleine Parent affirme qu'elle n'a pas été étonnée : « C'était la tempête sur le mouvement ouvrier au Canada... C'était une autre attaque de plus et on en avait senti l'escalade depuis 1942 ⁶⁰⁹. » Le procès, qui dure trois mois, débute en novembre 1947, alors que l'affaire Gouzenko entretient encore dans l'opinion publique une phobie de l'espionnage et une hostilité proche de l'hystérie pour tout ce qui se rapporte à la Russie soviétique ou aux communistes. Les médias lui font une large publicité, en raison de la nature des accusations,

⁶⁰⁵ Madeleine Parent fut arrêtée trois fois entre le 2 et le 12 mai, tandis que Rowley fut arrêté deux fois avant d'être emprisonné.

⁶⁰⁶ *The Montreal Star* (12 mai 1947).

⁶⁰⁷ Le 17 mai, le *Montreal Star* titrait : « Lachute Plant to stand firm against reds », pendant que le *Montreal Gazette* affirmait : « Reds aspects studied in Lachute ».

⁶⁰⁸ *F.P.R.*, vol. 1, 9, Canada, Province de Québec, District de Terrebonne. *Cour du Banc du Roi*, « Allocution de l'Honorable juge Philémon Cousineau au jury », Saint-Jérôme, le 6 février 1950, 4s.

⁶⁰⁹ Entrevue avec Madeleine Parent, 28 décembre 1983.

mais aussi parce qu'une femme se trouve au nombre des accusés : « Ils cherchaient à démontrer qu'il y avait quelque chose de pas naturel, d'étranger chez une femme qui se bat pour les travailleurs ⁶¹⁰. » Les témoins à charge sont presque tous des policiers provinciaux parmi lesquels Paul Benoit dont la présence se fait lourdement sentir durant tout le procès :

Ce ne sont pas les ouvriers qui ont fait la preuve contre moi. Il n'y a pas eu même de scabs qui sont venus témoigner... Les trois représentants syndicaux que Duplessis a pu trouver, Alfred Charpentier, ex-président de la C.T.C.C., René Dubord de l'Union internationale des machinistes et Shannon qui était le président de l'Union des [464] débardeurs, tous trois ont dit : « Dans les milieux où je travaille, on dit qu'elle est communiste. » Et lorsqu'on les soumettait en contre-interrogatoire : « À preuve, ils font la grève à Lachute, ils font la grève à Valleyfield. » Ça, c'était leur preuve, ils en avaient pas d'autres et ils en ont jamais eu d'autres ⁶¹¹.

À la fin du procès, le juge Philémon Cousineau se lance dans un réquisitoire incohérent et déclamatoire qui tiendra lieu d'adresse aux jurés. Il tente d'abord de les éclairer sur la définition de conspiration séditeuse en ces termes :

Il semble que l'on peut tirer une définition de ce qu'est une conspiration séditeuse. En un mot, vous savez tous qu'il n'est pas permis d'injurier personne (!) ⁶¹².

Il prend ensuite nettement position contre les accusés, et ce, sans apporter la moindre preuve de conspiration si ce n'est qu'il y a eu grève illégale et piquetage. Le caractère illégal de la grève devient donc le principal motif d'incrimination. La grève, déclenchée illégalement, comporte en elle-même les germes de la sédition et ceux qui l'ont organisée et conduite ont, de ce fait, conspiré pour semer la haine et la discorde. Le juge en donne pour preuve le piquetage à l'usine qu'il identifie à un siège. Rappelant que les chefs ouvriers sont payés par Washington, il ajoute au sujet de leurs effectifs : « Les 600 000, les 500 000, les 300 000 peut-être, il y en a beaucoup. Je

⁶¹⁰ *Ibid.*

⁶¹¹ *Ibid.*

⁶¹² Allocution du juge Philémon Cousineau, op. cit., p. 6 et ss.

me rappelle toujours une phrase de l'Écriture (...) 'Le nombre des imbéciles est illimité'. Remarquez bien je n'attaque pas ⁶¹³. » (!) Plus loin, il rappelle l'isolement des dirigeants des O.U.T.A. au sein du mouvement ouvrier et préconise clairement leur inculpation.

Les faits ayant été interprétés de manière non équivoque, les jurés reconnaissent la culpabilité de Madeleine Parent et d'Azellus Beaucage qui écopent d'une sentence de deux ans. D'après Madeleine Parent, au moins quatre des douze jurés [465] s'étaient vu menacer de perdre certains « privilèges » s'ils ne rendaient pas un verdict de culpabilité. Kent Rowley, pour sa part, avait demandé et obtenu un procès dans sa langue maternelle qui se déroulera en 1954, en même temps que le second procès de Parent et Beaucage. En effet, leur cause fut portée en appel : mais le greffier de la cour étant mort avant d'avoir retranscrit toutes les notes du procès de première instance, la Cour d'appel ordonna la tenue d'un second procès que Duplessis retardait d'année en année. Finalement, en 1954, le juge François Caron, adversaire politique de Duplessis, décida de procéder en dépit des intentions de Duplessis. Les trois accusés furent acquittés par un nouveau jury au terme d'un procès qui dura moins d'une demi-heure, le procureur du gouvernement n'ayant aucune preuve à présenter contre eux !

Par ce procès, Duplessis avait tenté sans succès d'interrompre ou du moins de restreindre les activités syndicales de Rowley et Parent ; la mort du greffier vint contrecarrer ses plans. Mais par-dessus tout, ce procès démontre à quel point la justice pouvait être manipulée par le « Chef » : « C'est une expérience qui vous marque, affirme Madeleine, on prend la mesure de la volonté du patronat d'empêcher les travailleurs de faire des progrès... On sait que le fascisme est possible ⁶¹⁴... » Pour Duplessis, les revendications ouvrières reviennent à mettre en question la société sur laquelle se fondent les inégalités sociales, donc à prôner le communisme. Une fraction du mouvement ouvrier viendra lui faire écho.

⁶¹³ *Ibid.*, 17s.

⁶¹⁴ Entrevue avec Madeleine Parent, 28 décembre 1983.

Hors du Congrès, point de salut !

À partir de 1947, sous le couvert de la lutte anticomuniste, la direction de certaines fédérations internationales et des centrales américaines et canadiennes éliminent de leurs rangs les militants communistes « reconnus ». Les nouvelles orientations politiques et syndicales adoptées par le Congrès s'éloignent de

[466]

Photo 31.

Madeleine Parent, entourée de Léo Roback (à g.) et de Percy Bengough, président du CMTC. Sour une photo de Kent Rowley, emprisonné suite à la grève de 1947. Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

[467]

plus en plus de celles que défendent les O.U.T.A., Madeleine Parent et Kent Rowley qui se trouvent bientôt au nombre des dirigeants syndicaux dénoncés par leurs pairs. Le virage à droite que prend le C.M.T.C. à partir de 1949 sous la pression de la Fédération américaine du travail (F.A.T.) détermine le point de rupture entre les deux organisations.

En 1948, au congrès de Victoria, Rowley est le seul vice-président international à prendre la défense du président du C.M.T.C., Percy Bengough, qui demandait aux délégués d'approuver la suspension du syndicat de Frank Hall. Ce dernier appuyait le Seafarer's International Union (S.I.U.) qui, avec la bénédiction de la F.A.T., tentait de supplanter l'Union des marins canadiens (U.M.C.) d'allégeance communiste ⁶¹⁵. L'année suivante toutefois, sous les pressions de la F.A.T., le C.M.T.C. se range du côté de ses opposants et lors d'une réunion des vice-présidents internationaux, qui devait décider de l'expulsion des marins, Rowley se trouve cette fois le seul avec Walter Murdock du syndicat des musiciens à s'opposer à cette mesure. Lors du congrès de 1949 à Calgary, les délégués endossent cette éviction : par contre, ils rejettent une résolution visant à libérer le C.M.T.C. de sa dépendance financière envers les fédérations internationales et se prononcent en faveur du plan Marshall et contre l'accession de communistes à des postes de direction au sein du Congrès et de ses organismes affiliés. En somme, les délégués entérinent la politique étrangère des États-Unis, la guerre froide et la lutte anticomuniste.

Contrairement au C.M.T.C., les O.U.T.A. au Canada continuent d'appuyer la lutte des marins contre l'hégémonie que tente d'exercer le S.I.U. qu'ils dénoncent comme un syndicat de gangsters et un agent de l'impérialisme américain. Lors de leur propre congrès annuel, les O.U.T.A. adoptent une résolution demandant la lutte pour l'unité ouvrière et les délégués rejettent la politique de maraudage et l'emploi de « l'épouvantail rouge » utilisés pour détruire le syndicat des marins. Réaffirmant sa croyance en un syndicalisme canadien autonome, Rowley reproche à Bengough dans une lettre ouverte « d'avoir manqué [468] une des plus grandes opportunités de l'histoire d'assurer les droits à l'autonomie complète des travailleurs canadiens ⁶¹⁶ ».

⁶¹⁵ Voir l'article de Robert Comeau sur l'Union des marins canadiens dans cet ouvrage.

⁶¹⁶ Salutin, op. cit., p. 107.

L'année 1950 annonce une décennie encore plus difficile pour les O.U.T.A. qui voient la « chasse aux sorcières » s'intensifier alors que la guerre de Corée cristallise la guerre froide. L'affaire des marins semble le point de départ d'une attaque concertée contre tous les opposants aux politiques américaines. Rowley et Parent qui défendent des positions autonomistes tant au plan syndical qu'en matière de politique étrangère pour le Canada s'opposent à toute une fraction du mouvement ouvrier nord-américain. Effectivement, en se prononçant ouvertement contre le plan Marshall et l'impérialisme américain et pour un rapide règlement en Corée, ils soutiennent une orientation qui rejoint davantage la ligne politique du Parti communiste que celle du C.M.T.C. Madeleine Parent constate le fait en ces termes :

Nos positions sont demeurées les mêmes : c'est le Congrès et les unions américaines au Canada qui ont changé leurs positions vis-à-vis les conflits de leurs membres... C'est le Congrès qui s'est éloigné de l'orientation de sa plénière de 1948 et des années antérieures.

Les unions internationales et les centrales C.M.T.C. et C.C.T. avaient épousé la position du gouvernement américain.

Toute position sur des questions internationales qui différerait de la position du gouvernement américain était qualifiée de communiste ⁶¹⁷.

Dans une telle ambiance, la droite syndicale aura beau jeu de les accuser d'être membres du Parti et d'appuyer sa doctrine.

En 1950, le comité exécutif du C.M.T.C. décide de filtrer les délégués au congrès en vue d'exclure les syndicalistes communistes. De plus, les délégués adoptent un amendement interdisant l'adhésion ou la représentation au congrès d'organisations [469] placées sous le contrôle des communistes ou du Parti ouvrier-progressiste (P.O.P.). De toute évidence, ces mesures visent entre autres Parent et Rowley qui ne se présentent pas au congrès. Bien que leur syndicat ne fut jamais expulsé officiellement, il est clair que ses deux dirigeants faisaient partie des indésirables. Lors de la grève de 1952, le C.M.T.C., par la voix de son vice-président Claude Jodoin, participe activement à la campagne de dénigrement qui précède leur renvoi. Bengough

⁶¹⁷ Entrevue avec Madeleine Parent, 28 décembre 1983.

fera alors ce commentaire : « Je suis heureux de voir le syndicat du textile faire maison nette ⁶¹⁸. »

Les relations qui s'établissent entre les O.U.T.A. et la F.P.T.Q. évoluent dans le même sens. Le congrès de 1949, qui adopte une résolution anticommuniste, est le dernier auquel assistent les deux chefs ouvriers. L'élection de Roger Provost à la présidence l'année suivante marque la fin de leurs rapports. À partir de cette date, les O.U.T.A. évitent de se mêler des activités des deux centrales qui les placent au ban du mouvement ouvrier organisé en tant que communistes « reconnus ».

L'affaire Baron-Beaucage et le Bureau international

Le virage à droite des centrales canadienne et québécoise coïncide avec la décision du Bureau international des O.U.T.A. d'instituer une enquête sur les activités politiques de ses dirigeants canadiens. Cette enquête fait suite à ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire Baron-Beaucage.

En janvier 1950, Azellus Beaucage est démis de ses fonctions syndicales par Kent Rowley pour détournement de fonds. Avec l'appui d'une partie de l'exécutif du local 102 (Montréal), Beaucage convoque alors une assemblée qui décide arbitrairement d'affilier le syndicat à l'Union des ouvriers unis du textile d'Amérique (O.U.T.A.), fédération affiliée au Congrès pour [470] l'organisation industrielle (C.O.I.) et dirigée par Sam Baron qui n'en est pas à son premier maraudage contre les O.U.T.A. Partisan actif de l'anticommunisme, Baron considère la lutte entre les deux organisations en termes politiques :

⁶¹⁸ Lipton, Charles, *Histoire du mouvement ouvrier au Canada et au Québec* (1827-1959), Montréal, Éd. Parti Pris, p. 445.

La dispute entre les syndicats concernés n'est pas simplement une question syndicale. C'est surtout une dispute politique entre un syndicat à tendance communiste et le plus anticommuniste des syndicats progressistes [...] La résistance de l'Union des ouvriers unis du textile d'Amérique et de son directeur canadien à la pénétration et à la domination du mouvement ouvrier par les agents du mouvement communiste est de notoriété publique ⁶¹⁹.

Effectivement, Baron peut se vanter d'une longue croisade contre le communisme puisque avant, de venir diriger les O.U.T.A. au Canada, il dénonçait les membres de l'American Socialist Party, auquel il avait lui-même appartenu, devant le comité sur les activités anti-américaines.

Quelques jours après l'assemblée, Beaucage, dans une déclaration assermentée envoyée aux journaux, révèle qu'il a été membre pendant cinq ans du Parti ouvrier-progressiste (P.O.P.), organe politique du P.C., sous l'influence de Madeleine Parent et Kent Rowley et relie son renvoi à des représailles politiques. Il admet avoir assisté à plus d'une centaine de réunions auxquelles étaient présents des communistes « reconnus » comme Fred Rose, Léa et Léo Roback, Jean Paré, Robert Haddow, Pat Sullivan et bien sûr, Madeleine Parent et Kent Rowley. Ces confessions sensationnelles auxquelles il se « résout » font suite, selon lui, à des conversations qu'il aurait eues avec Baron et qui lui auraient fait comprendre les dangers du communisme.

Rowley nie catégoriquement ces accusations. En revanche, il soupçonne Beaucage de ne pas être le véritable auteur de ces confessions puisqu'il était pratiquement illettré. Rowley l'accuse [471] même d'avoir été soudoyé par le ministre du Travail et le C.O.I. ⁶²⁰.

Les O.U.T.A. conserveront le local 102 lors d'un vote d'accréditation qui se déroule en septembre 1950. Mais cette affaire dépasse le simple cadre d'un maraudage intersyndical. Par la nature des accusations portées contre les dirigeants, elle s'inscrit dans la lutte anticommuniste menée par plusieurs syndicalistes vers 1950. Quelques années plus tard, Beaucage avouera que sa déclaration assermentée était entièrement fausse. Tout récemment, il confirmait cet aveu à Margot Trevelyan,

⁶¹⁹ A.P.C., Fonds des Congrès canadiens, MG 28-1-103, vol. 41, Sam Baron, « An answer to a smear campaign », Canadian office, T.W.U.A. (C.C.L.-C.I.O.), 8 septembre 1948, 3.

⁶²⁰ *La Presse* (28 mars 1950).

dans une entrevue qu'il lui accordait : « Il m'a dit que non seulement il ne l'avait pas écrite, mais il ne l'avait même pas lue. » Il nie également avoir été membre du P.C. ou du P.O.P. et révèle qu'il ignorait si Madeleine et Kent en étaient membres car, dit-il, « je n'étais pas assez proche d'eux pour savoir cela ». La collaboration qu'il a apportée à la publication de cette déclaration n'était qu'une façon de procurer un peu de publicité à Baron ⁶²¹ ! Mais lancée à une époque d'hystérie anti-rouge, elle venait justifier la mise en place d'une enquête du Bureau international sur les activités du district canadien.

En octobre 1950, malgré les protestations des syndiqués, le Bureau envoie trois enquêteurs devant lesquels l'exécutif canadien refuse de comparaître. Lors du congrès de novembre, les délégués canadiens maintiennent leur décision de sauvegarder leur indépendance et donnent mandat à leur exécutif de protéger cette autonomie en prenant les mesures nécessaires, « jusqu'à et y compris la désaffiliation ⁶²² ». Quelques mois plus tard, le président international informe les membres canadiens que suite au rapport des enquêteurs, aucune mesure ne serait prise contre la section canadienne.

Ce n'est que parti remise puisque le Bureau international revient à la charge avec plus de succès lors de la grève de 1952. Dans la septième semaine de grève, le quotidien *La Presse* annonce un rapprochement entre la compagnie et le Bureau international. Le lendemain, Lloyd Klenert arrive à Montréal avec [472] comme mandat de « mettre tout en œuvre pour trouver une solution à ce grave conflit qui menace de s'éterniser » ⁶²³. Le 26 mai, les journaux annoncent le renvoi de toute la direction canadienne des O.U.T.A. Roger Provost de la F.P.T.Q. et Sam Baron, mis à pied l'année précédente de la direction des U.O.T.A. (C.O.I.), sont nommés respectivement directeur provincial et canadien des O.U.T.A. Rowley raconte que Klenert était allé le voir avec un contrat manifestement rédigé par la compagnie et qui contenait toutes les clauses contre lesquelles le syndicat s'était mis en grève. Il refusa d'endosser un

⁶²¹ Trevelyan, Margot, « Undercutting the Textile Workers », *This Magazine*, vol. 16, n° 6 (Décembre 1982-janvier 1983) : 38.

⁶²² *L'Ouvrier du Textile* vol. 17, 5, (décembre 1950).

⁶²³ *La Presse* (20 mai 1952).

tel document et le lendemain il apprenait son congédiement par la voie des journaux ⁶²⁴.

Klenert justifie sa décision dans une longue déclaration à la presse où il réfère aux accusations portées contre la direction canadienne : « Depuis des années, des accusations et contre-accusations concernant la prétendue direction communiste des O.U.T.A. au Canada étaient devenues un des maux de tête de notre organisation ⁶²⁵. »

Endossé par l'ensemble du mouvement ouvrier nord-américain, le Bureau international parvient à accomplir ce que ni Duplessis, ni la Dominion Textile n'avaient pu faire : éliminer l'équipe Parent-Rowley de la direction canadienne des O.U.T.A. et du même coup, les bannir des rangs du monde ouvrier organisé.

Cette expulsion n'est qu'un exemple de la lutte anticomuniste qui se développe au sein des syndicats après 1947. Dans le contexte de l'après-guerre, caractérisé par la guerre froide et la lutte anticomuniste, le syndicalisme nord-américain progresse sur la base de la coopération avec l'État et le Capital. Mais en acceptant de participer à la « chasse aux sorcières », il se prive du même coup de ses militants les plus progressistes, au détriment des intérêts de la base syndicale. Les O.U.T.A., comme toute la gauche syndicale, témoignent des dissensions qui surgissent entre les deux factions du mouvement ouvrier et des luttes intestines qui en résultent. Insensible à la diversité des éléments progressistes qui oeuvrent au sein du monde syndical, la droite [473] entreprend de se départir de tous ceux, communistes ou non, qui pouvaient entacher sa réputation de syndicalisme d'affaires par un militantisme désormais associé à la contestation du système économique lui-même. Dans le cadre des structures syndicales canadiennes dominées par les fédérations internationales, elles-mêmes acquises aux objectifs du gouvernement américain, Rowley et Parent défendaient des positions inacceptables et, à ce titre, leur renvoi était sans doute inévitable.

⁶²⁴ Salutin, *op. cit.*, p. 111.

⁶²⁵ *Le Devoir* (26 mai 1952).

[474]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille
Section III. Les communistes et le mouvement syndical

Texte 19

Les grèves de 1946 et 1949 de l'Union des marins canadiens

Robert COMEAU

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'immédiat après-guerre, des grèves décisives furent menées au Canada, notamment chez Ford, à Windsor. À la suite de cette grève la « formule Rand » fut obtenue l'année suivante, chez Stelco à Hamilton et chez les marins des Grands Lacs à l'été 1946. Dans toutes ces grèves, les syndiqués communistes ont joué un rôle important. La présence de communistes notoires à la direction de certains syndicats, dont celui des marins, a fait reléguer au second plan le fait que ces grèves ont été l'expression d'un mécontentement populaire. Ces grandes victoires syndicales de 1946 ont été immédiatement suivies d'une vaste offensive anti-ouvrière sous le couvert d'une vigoureuse campagne anticomuniste. Les communistes durent faire face à une nette volonté patronale et gouvernementale d'enrayer leur influence dans les syndicats. C'est l'époque où la presse multiplie les attaques contre les dirigeants

ouvriers supposément, « déloyaux ». Par exemple, le *Financial Post* du 2 août 1947 demande au gouvernement de « faire le nettoyage » dans les syndicats suivants :

Les Ouvriers unis de l'électricité (C.C.T.-C.O.I.) ;
 Les Ouvriers unis de l'automobile (C.C.T.-C.O.I.) ;
 Les Ouvriers unis de la fourrure et du cuir (C.C.T.-C.O.I.) ; Les Ouvriers unis des mines et fonderies (C.C.T.-C.O.I.) ; La Fédération de la Colombie canadienne des ouvriers des chantiers maritimes (C.C.T.) ;
 Les Ouvriers unis du bois d'Amérique (C.C.T.-C.O.I.) ;

[475]

Les Ouvriers unis des bureaux (C.O.I.) ;
 L'Union des marins canadiens ;
 Les Ouvriers unis du textile d'Amérique (C.M.T.-F.A.T.) ; L'Union des pêcheurs canadiens (C.M.T.) ;
 Les Pêcheurs unis et unions affiliées (C.M.T.-F.A.T.).

À un patron qui s'inquiétait d'être forcé de négocier avec un syndicat communiste au moment même où le gouvernement et les milieux d'affaires s'entendaient pour dénoncer le danger du communisme et qui demandait à Lester B. Pearson, alors ministre canadien des Affaires étrangères de résoudre ce paradoxe, Pearson répondait :

You may be assured that my colleagues and I are concerned about this situation and that we are watching with care the development of the effort which is now being made within Canadian trade union circles to get rid of Communist domination and influence ⁶²⁶.

Toute la campagne de presse qui se déchaîna au cours de l'année 1946 ouvrit la voie aux purges anticomunistes dans les syndicats canadiens et québécois de 1947 à 1953 particulièrement. Il faut d'abord signaler que le Parti ouvrier-progressiste s'était résolument impliqué dans un grand nombre de grèves en 1946, comme celle

⁶²⁶ Lettre de L.B. Pearson à G.F. Benson jr., 10 août 1949, Ottawa, APC. ministère du Travail, RG-27, vol. 835. Cité par Claude Couture dans « La guerre froide et l'anticommunisme dans les syndicats internationaux au Canada : le cas des marins canadiens », texte dactylographié, juillet 1983, 26 pages, p. 7.

des bûcherons de Colombie britannique, et celle des travailleurs et travailleuses du textile à Valleyfield et à Montréal. C'est dans ce contexte que s'inscrit la grève des marins des Grands Lacs qui donna lieu à plusieurs affrontements violents de mai à septembre 1946 ⁶²⁷.

[476]

L'Union des marins canadiens (U.M.C.) fut une cible privilégiée : non seulement eut-elle à affronter l'alliance patronale-gouvernementale, mais également un establishment syndical très préoccupé par la présence sur son flanc gauche de rouges encombrants.

L'Union des marins canadiens ne s'était jamais bien entendue avec la Fédération américaine du travail. En 1937, lorsque les fondateurs communistes de l'Union des marins décidèrent de s'affilier au C.M.T.C. et à la F.A.T. en vue d'exercer leur influence au sein de la plus importante centrale syndicale, ils se trouvèrent au centre d'un conflit opposant deux syndicats de marins : le National Maritime Union (N.M.U.), un syndicat du Congrès des organisations industrielles et l'International Seamen's Union, organisation plutôt déclinante de la F.A.T.

Voulant profiter de la respectabilité de la F.A.T. et du C.M.T.C., ils se trouvèrent officiellement du côté de l'International Seamen's Union, mais ils établirent de fait des liens officieux mais très étroits avec le N.M.U. communiste. Lorsque les dirigeants de la F.A.T. remplacèrent l'inefficace I.S.U. par le Seafarer's International Union (S.I.U.) pour mieux lutter contre le N.M.U., l'U.M.C. refusa de livrer ce combat. Jusqu'en 1944, l'affiliation paradoxale de l'Union des marins canadiens à la F.A.T. l'obligea à rester neutre dans la guerre opposant aux États-Unis la F.A.T. au N.M.U. L'U.M.C. recevra beaucoup d'aide de la N.M.U. Après 1944, année où l'U.M.C. cessa de s'affilier à la F.A.T. (tout en restant affilié au C.M.T.C. jusqu'à son exclusion en 1949) le *Searchlight*, journal du syndicat des marins canadiens, prend ouvertement parti pour ce syndicat progressiste et contre la F.A.T. Devant le refus opiniâtre des dirigeants canadiens de l'U.M.C. de rompre ses liens avec le syndicat pro-

⁶²⁷ Pour une analyse plus détaillée, voir Robert Comeau, « La Canadian Seamen's Union (1936-1949) : un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier canadien » dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 29, 4 (mars 1976) : 503-538, ainsi que Robert Comeau et Jacques Samson, « Le *Searchlight*, journal exemplaire de l'Union des marins canadiens (1937-1949) », dans *Stratégie*, nos 13-14 (été 1976) : 7-47.

gressiste américain, les dirigeants américains de la F.A.T. et du S.I.U. décidèrent d'abattre le syndicat des marins canadiens.

L'année 1944 marque donc le début de l'offensive de la F.A.T. contre l'U.M.C. En septembre 1944, l'U.M.C. rompt son affiliation officielle avec le S.I.U. qui n'était pas encore implanté au Canada. Le S.I.U. se posa en concurrent direct de l'U.M.C. en sol canadien. Le S.I.U. avait voulu obliger l'U.M.C. à combattre tous les communistes au sein de l'Union et à combattre les partis communistes du continent. De plus, la F.A.T. fit pression [477] sur le C.M.T.C. pour que les affiliés au S.I.U. soient les seuls marins syndiqués reconnus au Canada, alors que les marins canadiens étaient massivement syndiqués à l'Union des marins canadiens.

Le président du C.M.T.C., Percy Bengough, s'éleva contre cette ingérence américaine ⁶²⁸. Au congrès du C.M.T.C. de 1946, tenu à Hamilton, tout l'exécutif demandera à la F.A.T. de faire cesser les agissements des dirigeants canadiens du S.I.U. Pendant la guerre, l'U.M.C. a réussi assez bien à maintenir le nouveau venu dans l'inactivité jusqu'à l'arrivée de Hall Banks au Canada, en 1946. Ce dernier se verra confier tous les pouvoirs et moyens financiers pour mettre sur pied la S.I.U. Les dirigeants corrompus de la S.I.U. collaboreront ouvertement avec les armateurs au nom de la « légitime chasse aux communistes ». Hal Banks, un escroc notoire, de collusion avec le Parti libéral canadien, réussira à éliminer le syndicat communiste canadien. L'histoire de cette relation fut plutôt embarrassante pour le Parti libéral ⁶²⁹.

À l'arrivée de Banks, les marins canadiens s'étaient déjà syndiqués à 100% au sein de l'U.M.C. sur la côte est et à 90% sur les Grands Lacs. De plus, le bureau de conciliation du ministère du Travail avait accordé à l'U.M.C., en avril 1940, la reconnaissance syndicale pour les marins des Grands Lacs. Il avait demandé aux diverses compagnies de reconnaître l'U.M.C. comme « seul agent de discussion collective ». En retour, jusqu'à la fin de la guerre, l'U.M.C. collabora entièrement avec le gouvernement dans son effort de guerre. « L'union » canadienne put ainsi élargir ses rangs en organisant en 1942 les marins des navires-citernes et, en 1943, en syndiquant les marins de tous les navires de haute mer et ceux de la côte ouest. L'U.M.C. réussit

⁶²⁸ John Stanton, *Life and Death of the Canadian Seamen's Union*, Toronto, SRP Publishing, 1978, pp. 28-29.

⁶²⁹ W. Ayre Burton, *Mr. Pearson and Canada's Revolution by Diplomacy*. Montréal, Wallace Press, 1966, pp. 86-89.

même la fusion avec d'autres syndicats de la Nouvelle-Écosse et de la côte du Pacifique. Le développement de la marine marchande canadienne permit d'accroître ses effectifs : de 3 400 membres en 1942, il passait à 9 400 en 1945 ⁶³⁰.

[478]

Photo 32.

Arrestation d'un gréviste (1949). Archives François Touchette.

[Retour à la table des matières](#)

[479]

Avec la fin de la guerre, les demandes de l'U.M.C. se font plus pressantes pour exiger du gouvernement canadien le maintien de la marine marchande. On s'inquiète de ce qui adviendra du transport maritime et du chômage qui s'annonce. Mackenzie King et C.D. Howe ne voyaient pas la nécessité d'une marine marchande canadienne, préférant laisser la place aux navires étrangers, principalement américains. Entre 1943 et 1949, les navires furent remis à l'entreprise privée, d'autres détruits. C'est

⁶³⁰ *Labor Organization*, Ottawa, ministère du Travail, 1949, p. 52.

ainsi que des 173 navires de haute mer que comptait la marine marchande canadienne en 1945, il n'en restait plus que 145 en 1949, et 77 en 1952. Non seulement cette demande d'une marine canadienne n'entrait pas dans les vues du gouvernement libéral mais les armateurs n'y trouvaient aucun intérêt : ils pouvaient obtenir plus facilement de la main-d'œuvre à bon marché pour des bateaux non canadiens et pouvaient échapper aux mesures de sécurité qui ne s'appliquaient qu'aux navires d'ici.

À son 6e congrès en mars 1946, l'U.M.C. exprime ses deux grands objectifs : la journée de huit heures et le salaire minimum de 50 cents l'heure. En mars et avril 1946, une grande campagne est faite pour populariser ces demandes : « Enterrons la semaine de 84 heures ! », « Non à la journée de 12 heures ! » Le 16 mai le *Searchlight* annonce les résultats d'un vote de grève pour obtenir la journée de 8 heures sur mer et sur les lacs. Cet objectif sera réduit par la suite à 48 heures sur mer et 40 heures amarré.

Devant le refus obstiné des compagnies maritimes, en particulier du « Big Three » (Canada Steamship Line, Sarnia Steamship Line et Colonial Steamship Line), et face aux tergiversations du ministre du Travail, Humphrey Mitchell, les marins déclenchent la grève le 24 mai 1946.

La grève de 1946

Dès le début, la violence fut présente. Les syndiqués durent affronter les policiers qui protégeaient les briseurs de grève en leur permettant de monter sur les navires. L'ampleur de la répression policière contribue à inscrire cette grève dans les annales syndicales canadiennes. Dès le début de la grève, 130 [480] marins de l'U.M.C. et 5 officiers sont emprisonnés. À la fin du mois d'août 1946, le nombre de marins emprisonnés était passé à 230. Ces arrestations avaient été effectuées lorsque les syndiqués tentaient de monter « illégalement » à bord des navires pour y déloger les briseurs de grève.

Après 28 jours de grève, certaines compagnies acceptaient d'accorder la journée de huit heures. Mais quelques semaines plus tard les trois plus importantes compagnies des Grands Lacs refusaient de respecter leur contrat. Le *Searchlight* exige qu'Ottawa surveille les armateurs et fasse respecter leur contrat. Le journal des

syndiqués fait largement écho aux incidents de Cornwall qui se sont produits pendant la grève et qui constituaient une véritable provocation à l'endroit de l'U.M.C. Alors qu'un navire était immobilisé dans le canal, dans la nuit du 31 mai, un groupe de « briseurs de grève » du capitaine McMasters, financé par la Canada Steamship Lines, pillèrent restaurants et magasins de Cornwall pour discréditer les marins. Ils s'ensuivit des émeutes au cours desquelles 300 policiers de la R.C.M.P. durent quitter les lieux sous la pression des citoyens qui avaient endossé les revendications des syndiqués. L'organisation de McMasters qui continua à fournir des « briseurs de grève » fut constamment la cible du journal durant tout l'été.

Finalement, le 3 septembre, les trois compagnies acceptaient d'accorder des augmentations considérables. Elles se virent forcées d'accorder des contrats que l'U.M.C. qualifia de « la plus grande victoire syndicale maritime ». De fait, ce contrat accordait 20% d'augmentation sur les salaires, une vraie journée de huit heures avec système de trois équipes, le temps supplémentaire à 75 cents l'heure pour tous les grades, la sécurité syndicale, dix jours de vacances payés par saison et le droit d'ancienneté et de promotion. Selon John Stanton, « nothing like this had been heard of before in the industry. Shipping on the Lakes was emerging into the twentieth century ⁶³¹ ».

Ces conquêtes acquises grâce à la solidarité et au militantisme de l'U.M.C. amèneront les armateurs à faire front commun avec le syndicat rival pour abattre le syndicat des marins canadiens.

[481]

Parallèlement à cette grève, une vaste campagne pour soutenir les marins et obtenir leur libération de prison se poursuivra durant l'été et l'automne. Parmi les accusés, on retrouve les dirigeants communistes : Harry Davis, président-intérimaire de l'U.M.C., Cyril Lenton, trésorier et Conrad Sauras, directeur de l'organisation à l'échelle pancanadienne. Ils furent accusés d'avoir transgressé le « Canada Shipping Act », loi caduque qui permettait d'emprisonner tous ceux qui s'introduisaient sur les bateaux sans la permission du capitaine. À Montréal, il y aura les procès de Dan Daniels, rédacteur au *Searchlight*, de J.P. Paradis et Robert Sénécal. En novembre 1946, Cyril Lenton sera condamné à 3 mois d'emprisonnement et Conrad Sauras à 6

⁶³¹ John Stanton, op. cit., p. 91.

mois. En même temps, Duplessis obtenait la condamnation à 6 mois d'emprisonnement de Kent Rowley, directeur de l'Organisation des travailleurs unis du textile d'Amérique pour sa participation à la grève des 100 jours à Valleyfield. En décembre, plusieurs procès de marins se terminèrent par des acquittements. Tous ces procès sont, selon le journal *Searchlight*, à situer dans le mouvement général de répression anti-ouvrière. Le journal met, de plus en plus, les marins en garde contre l'anticommunisme, qui permet de diviser la classe ouvrière. Ce journal informe davantage sur l'ensemble du mouvement ouvrier canadien et américain que sur ses seules activités locales.

L'offensive du printemps 1947

Le 14 mars 1947, Pat Sullivan, fondateur de l'Union des marins canadiens démissionne avec fracas de son poste de secrétaire-trésorier du C.M.T.C. et de président de l'U.M.C. qu'il accuse d'être noyauté par les communistes. Dans une conférence de presse, il déclare que l'U.M.C. est contrôlé par le Parti communiste canadien et que la National Maritime Union des États-Unis finance l'U.M.C. dans le seul but d'en prendre la direction. Ce geste d'un ancien communiste survient au beau milieu de la campagne électorale qui a cours dans le comté de Montréal-Cartier où l'on doit trouver un successeur à Fred Rose. La nouvelle de la démission de Pat Sullivan fut largement [482] répandue auprès du public qui eut droit à la reproduction intégrale de sa déclaration. Sullivan y résume l'histoire de sa vie et les circonstances de son adhésion au Parti et tente de justifier sa volte-face. Les propos de Sullivan ajoutent de l'eau au moulin pour discréditer le P.O.P. déjà attaqué par une presse déchaînée.

À la suite de ce texte, la Presse Canadienne mentionne qu'une campagne visant à l'expulsion des communistes des postes responsables des unions ouvrières canadiennes semble en voie de formation, à la suite des révélations de J.A. « Pat » Sullivan sur les influences communistes dans le mouvement ouvrier ⁶³².

Sullivan fonde un pseudo-syndicat rival, le Canadian Lake Seamen's Union (C.L.S.U.) qui ne sera pas reconnu *bona fide* par la Commission fédérale des relations ouvrières. En fait, Sullivan fournira des briseurs de grève aux compagnies qui lui en

⁶³² *Le Devoir* (15 mars 1947).

feront la demande. Sullivan travaille maintenant en étroite collaboration avec la Canada Steamship Lines et la R.C.M.P. Même le père Cousineau, jésuite et militant syndical catholique, avoue avoir sollicité des fonds auprès de Maurice Duplessis pour lutter contre les marins communistes en finançant des fiers-à-bras de Sullivan. La collusion entre le S.I.U. et Sullivan pour détruire l'U.M.C. sera démasquée par le nouveau président de l'U.M.C., Harry Davis à partir de septembre 1947.

Au printemps 1948, l'U.M.C. lance même un appel aux syndicats catholiques pour qu'ils cessent tout appui à Sullivan :

Dans l'intérêt du mouvement ouvrier et des syndicats eux-mêmes, les chefs de la Confédération générale des travailleurs catholiques doivent ordonner l'exclusion de la C.L.S.U. de Sullivan du conseil central des syndicats catholiques de Montréal. Autrement, ils pourront être accusés eux aussi d'appuyer des syndicats de compagnies ⁶³³.

⁶³³ *Searchlight* (8 avril 1948) : 2.

[483]

Photo 33.

Sur la camionnette des grévistes, slogans du C.S.U.
contre la mainmise des gangsters et des unions américaines.

[Retour à la table des matières](#)

[484]

L'offensive patronale de 1947-1948

Après la grève de 1946, les compagnies maritimes voulaient se débarrasser de l'U.M.C. Elles tentent de la discréditer en lançant contre elle une campagne anti-communiste. Depuis 1947, la tactique des compagnies est de refuser de négocier avec l'U.M.C. et ce, malgré le fait que la loi la reconnaît comme seule représentante accréditée pour signer une entente avec elles. Dès l'été 1947, la C.L.S.U. de Sullivan congédiait des équipages avec l'aide de la police pour remplacer les marins syndiqués

par des briseurs de grève ⁶³⁴. Les difficultés à obtenir des contrats de la part des compagnies des Grands Lacs, en particulier la Canada Steamship Lines et la Compagnie Misener, s'accroissent. En septembre 47, ces deux compagnies acceptent de signer un contrat mais quelques semaines plus tard, elles réengagent d'autres briseurs de grève, violant ainsi leur entente : de 1947 à 1949, les compagnies utilisent une panoplie de moyens afin de marginaliser l'U.M.C. dont le total des membres dépassait les 12 000 cotisants. Le rapport du médiateur Wilson sera officiellement rejeté par Henry Davis le 28 mars, comme c'était son droit de le faire, et le syndicat indique son désir de poursuivre les négociations en vue d'arriver à une entente. Entre-temps, en mars, la Sharned and Colonial Steamship Limited signe une entente avec le S.I.U. Harry Davis de l'U.M.C. annonce alors qu'il va devoir prendre des procédures légales contre la compagnie ⁶³⁵. Les membres de trois navires de la Colonial Steamship Limited, ancrés dans le port de Halifax, prennent un vote de grève pour protester contre les agissements similaires de leur compagnie. Le 31 mars, des représentants de l'U.M.C. négocient avec des représentants du ministère du Travail pour le renouvellement des contrats qui ont pris fin à l'automne précédent. Une entente est alors conclue pour que s'effectue le retour au travail des trois équipages en grève. Le représentant du ministère quitte alors la table de négociations pour aller aviser la compagnie de cette entente. À son retour, il annonce aux [485] représentants de l'U.M.C. que la compagnie a signé une entente avec le S.I.U. ⁶³⁶. Face aux agissements illégaux des compagnies qui tentent de l'éliminer et devant la passivité du gouvernement qui refuse d'obliger les compagnies à respecter la loi, l'U.M.C. n'avait d'autre choix que de déclencher la grève générale le 1er avril 1949.

⁶³⁴ *Le Devoir* (21 février 1949) :12.

⁶³⁵ *Le Devoir* (22 mars 1949) :2.

⁶³⁶ « L'Union des marins vs Frank Hall », *Trades and Labor Congress Journal*, (27 septembre 1948) : 63-64.

Division au sein du C.M.T.C.

En août 1948, le Congrès des métiers et du travail du Canada avait convoqué une conférence d'urgence pour soutenir la cause des marins. Frank Hall de la Brotherhood of Railway and Steamship's Clerks affilié à la F.A.T. prend la direction d'un mouvement de contestation pour dénoncer l'attitude trop conciliante du président Percy Bengough à l'endroit du communisme et de l'U.M.C.

Le C.M.T.C. maintient son appui à l'U.M.C. malgré l'opposition de Frank Hall ⁶³⁷. En septembre 1948, après plusieurs manœuvres douteuses, Hall et son syndicat furent suspendus par l'exécutif du C.M.T.C. La suspension fut approuvée par une très forte majorité au congrès du C.M.T.C. tenu à Victoria le mois suivant. La suspension de Hall des rangs du C.M.T.C. posa le problème de l'autonomie de cette centrale face à la F.A.T. La F.A.T. allait-elle endosser cette décision? La constitution du congrès avait été amendée de façon à ce qu'il conserve pleine autorité sur les syndicats canadiens et de façon à éviter qu'un syndicat affilié à la Fédération américaine puisse le court-circuiter. La F.A.T. dut s'incliner temporairement devant le geste d'autonomie du Congrès. Afin de préserver l'unité du congrès, Percy Bengough manœuvra de façon à ce que le syndicat de Hall puisse réintégrer les rangs du C.M.T.C., non sans avoir [486] été sévèrement blâmé. Les dirigeants de la F.A.T. n'apprécièrent pas du tout les résultats de la réunion de Victoria.

Dans une lettre du 8 février 1949, la F.A.T. s'en prend à l'exécutif du C.M.T.C. Elle brandit la menace ultime : si l'U.M.C. n'est pas expulsée du C.M.T.C., les 14 syndicats internationaux quitteront le C.M.T.C. Ses pressions se firent telles que Percy Bengough et ses collègues durent s'incliner ; la dernière carte que constituait le soutien du C.M.T.C. était en train d'être jouée. Bengough recommanda à l'Union des marins une extrême prudence. Aussi le déclenchement de la grève des navires de la côte Atlantique à la fin de mars 1949, et ce malgré le désaccord de l'exécutif du C.M.T.C., entraîna le retrait du soutien du Congrès des métiers et du travail du Canada.

⁶³⁷ « Où en est la grève des marins ? » dans *Trades and Labor Congress Journal*, 28 (1949) : 33. Article traduit par Gustave Francq.

La dernière grève de l'Union des marins canadiens

Tous les navires ancrés dans les ports canadiens de la côte est sont immobilisés dès le début de la grève, le 1er avril 1949. Elle implique 90 navires et 3 000 marins. Les compagnies obtiennent des injonctions pour obliger les équipages à abandonner leurs navires. La tactique des compagnies est alors de remplacer les grévistes expulsés des navires, sur décision des tribunaux, par des équipages du S.I.U., et de faire lever l'ancre pour les soustraire à l'action des piquets de grève. Les affrontements entre les membres de l'Union des marins canadiens d'une part et les gens du S.I.U. et la police d'autre part, seront violents durant tout le conflit qui s'étendit rapidement aux ports des Grands Lacs et de la côte du Pacifique.

Dans plusieurs cas, les marins travaillant à bord de navires ancrés dans des ports étrangers prennent un vote de grève et débraient sur le champ. Cela oblige les compagnies à envoyer par avion des briseurs de grève pour les remplacer. Or le coût de ce transport est élevé. Par conséquent, le 17 mai, le gouvernement fédéral annonce que le Navigation Act oblige les marins à ramener leur navire dans un port canadien avant de se mettre en grève. Dans certains cas, le gouvernement canadien fait même appel à des autorités étrangères pour chasser les grévistes [487] de leur navire et permettre aux briseurs de grève de ramener le navire au Canada.

Malgré leur solidarité, les marins ne peuvent résister victorieusement à l'action concertée des compagnies, des tribunaux, de la police, du gouvernement et du S.I.U. Vers le milieu de la saison, la plupart des navires étaient en opération, enlevant toute efficacité à cette grève. Les défections dans les rangs de l'U.M.C. furent peu nombreuses. La grande majorité des syndiqués poursuivront la grève jusqu'au bout, même après l'expulsion du syndicat des rangs du C.M.T.C.

Le 3 juin 1949, l'exécutif du C.M.T.C. annonçait l'expulsion de l'U.M.C. du C.M.T.C., décision qui fut entérinée au congrès tenu à Calgary en septembre 1949. L'exécutif reproche à l'Union des marins d'avoir déclenché la grève en mars malgré le désaccord de l'exécutif du C.M.T.C. On accuse les dirigeants de l'U.M.C. de mener une grève politique : d'avoir voulu causer du tort aux gouvernements travaillistes de Grande-Bretagne et d'Australie en paralysant leurs ports.

Il va encore plus loin :

La grève présentait une occasion des plus favorables d'importuner le gouvernement d'Angleterre, tout comme elle fournissait un médium effectif pour contrecarrer le plan Marshall et faire échec au Pacte de l'Atlantique (...) La Fédération mondiale des trade-unions, comprenant les organisations entièrement contrôlées ou opérées par les gouvernements communistes, a maintenant pris la direction de cette grève. Ce qui a commencé comme une dispute industrielle *bona fide* est rendue maintenant bien loin des buts et aspirations des syndicats libres et ce fait doit être reconnu tout comme on doit y faire face. C'est une vaste campagne mondiale pour promouvoir la cause du communisme en réduisant, autant que faire se peut, l'efficacité du plan Marshall ⁶³⁸.

La situation n'avait cessé de se dégrader. L'exécutif de l'U.M.C. avait refusé de mettre fin à la grève comme l'exigeait l'exécutif du C.M.T.C. Convaincue de la justesse de sa cause,

⁶³⁸ *La Presse* (11 avril 1949) : 3.

encore que le contrat des compagnies avec la S.I.U. est illégal puisque ce syndicat international n'a aucun droit de négocier selon le Code fédéral du travail. La grève, de plus, est légale puisque l'U.M.C. avant de déclarer la grève a passé par toutes les procédures exigées par la loi.

Même si le secrétaire-trésorier D. Joyce du Syndicat international des gens de mer (S.I.U.) déclare qu'il veut « remettre la marine marchande canadienne à des marins canadiens en l'arrachant aux griffes du Kremlin ⁶⁴⁰ » et même si Hall Banks se fait très rassurant en déclarant que son union « désire promouvoir des relations patronales-ouvrières constructives ⁶⁴¹ », l'exécutif du C.M.T.C. a encore certaines réticences à affilier le syndicat international au moment de l'exclusion de l'U.M.C. En attendant, Hall Banks obtient des contrats avec diverses compagnies maritimes. Les armateurs exigent des contrats comportant des baisses de salaires allant jusqu'à 30%.

Les armateurs, avec la complicité du gouvernement canadien, laissent le conflit pourrir. Finalement, le Seafarer's International Union obtient vers 1950 le contrôle quasi total de la vie syndicale maritime. Au début des années cinquante, le S.I.U. obtient son affiliation au C.M.T.C. Hall Banks peut se construire un empire personnel par le terrorisme et la corruption. La situation est telle qu'en 1960, le Congrès du travail du Canada [490] (C.T.C.) l'expulsera de ses rangs en raison d'agressions contre un autre syndicat. En 1965, le S.I.U. qui regroupait 14 000 membres exigeait encore la semaine de 40 heures !

L'attitude du gouvernement canadien

Depuis le début du conflit, la passivité du gouvernement canadien, face aux violations de la loi par les compagnies, laissait prévoir qu'il ne se porterait jamais à la défense du syndicat. Bien sûr, certaines commissions d'enquête furent instituées, mais jamais le gouvernement ne leur donna quelque suite. Pourtant toutes ces commissions établirent que les compagnies violaient l'arrêté-en-conseil (P.C. 1003) qui obligeait à négocier avec l'U.M.C. Par son silence, le gouvernement incitait les compa-

⁶⁴⁰ *Le Devoir* (21 avril 1949) : 3.

⁶⁴¹ *Le Devoir* (4 mai 1949) : 3.

gnies à poursuivre leurs agissements illégaux. L'incident du 31 mars, qui provoqua le déclenchement de la grève générale alors que les compagnies signaient une entente avec le S.I.U. pendant que les négociateurs de l'U.M.C. s'entendaient avec les représentants du ministère du Travail, constituait pourtant un défi à l'autorité gouvernementale, à moins qu'il ne s'agisse de complicité. Le gouvernement, par ses déclarations, prend de plus en plus ouvertement parti pour la cause patronale. Ainsi, le 20 avril 1949, le ministre du Travail H. Mitchell déclare qu'il « espère que les unions pourront s'entendre ⁶⁴² ». Il laisse croire que la nature du conflit réside dans une querelle entre deux syndicats. En fait, ce n'était pas une grève de juridiction, car tous les marins canadiens sont membres de l'U.M.C. Le Seafarer's International Union regroupait soit des marins étrangers soit des hommes qui n'avaient jamais mis les pieds sur un bateau. « Nous défions les armateurs de produire un seul certificat de marin qualifié pour n'importe quel 'scab' actuellement sur les bateaux », diront-ils.

Enfin, le 3 mai, après plus d'un mois de grève, les ministres Mitchell et Chevrier font une déclaration conjointe dans laquelle [491] ils affirment que la grève « déclenchée par les chefs de l'U.M.C. est illégale », sans préciser en quoi elle est illégale ⁶⁴³. Ils accréditent la rumeur voulant que cette grève soit le résultat d'un complot politique de la part des dirigeants communistes. Le ministre Mitchell apporte une aide concrète aux armateurs en déclarant, deux semaines plus tard, qu'il est interdit aux marins en vertu du *Navigation Act* de se mettre en grève dans les ports étrangers. La nécessité de s'appuyer sur le *Navigation Act* pour fonder l'illégalité de la grève prouve manifestement qu'il n'y avait pas de fondement juridique sérieux pour justifier cette accusation. La légalité de la grève au Canada ne pouvait être contestée devant les tribunaux.

L'Union des marins canadiens a pu être éliminée de la scène syndicale pour plusieurs raisons : la guerre froide avait placé les communistes canadiens dans une situation intenable ; malgré le peu de poids qu'ils pouvaient représenter sur le plan politique, leur travail syndical fut perçu comme un danger. Toutes les revendications émanant d'un syndicat rouge étaient perçues comme des actes de sabotage. L'appui

⁶⁴² *Le Devoir* (21 avril 1949) : 3.

⁶⁴³ *Le Devoir* (4 mai 1949) : 3.

qu'ils reçurent, en 1949, de la Fédération syndicale mondiale d'allégeance communiste accentua cette impression de « complot international ».

Par ailleurs, au moment où l'alliance entre les dirigeants canadiens et américains se développait, la classe politique canadienne n'avait pas la marge de jeu pour se permettre de tolérer la présence d'un syndicat communiste aussi combatif. L'Union des marins canadiens ne fut pas capable de contrer le monopole syndical et le syndicalisme d'affaires. Le cas de l'Union des marins canadiens posa avec acuité le problème de l'autonomie du C.M.T.C. par rapport à la F.A.T. Même si les dirigeants du C.M.T.C. partageaient sensiblement les mêmes positions idéologiques que leurs confrères américains, ils ne furent pas pris au sérieux par les dirigeants de la F.A.T. qui refusèrent de négocier avec le C.M.T.C. Dans ces circonstances, Percy Bengough, qui avait été solidaire de l'Union des marins depuis 1944, dut s'incliner au printemps 1949. Le C.M.T.C. était trop dépendant de la F.A.T. pour résister indéfiniment.

[492]

De plus, les armateurs n'avaient jamais accepté les concessions faites à la suite de la grève de 1946. Ils attendaient leur revanche. Le contexte politique et le fait que le syndicat communiste oeuvrait dans un secteur que le gouvernement prévoyait abandonner permirent au gouvernement King d'appuyer assez ouvertement l'offensive patronale S.I.U.

[493]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille

Annexes

[Retour à la table des matières](#)

[495]

Le droit de se taire.
 Histoire des communistes au Québec,
 de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille

Tableaux

TABLEAU 1
Évolution approximative des effectifs québécois
du Parti communiste de 1930 à 1960

[Retour à la table des matières](#)

Années	Canadiens français	Autres	Total
1930 ⁵	20	60	80
1931 ¹	50	150	200
1932 ¹	40	100	140
1936 ¹	100	400	500
1939 ¹	200	800	1 000
1947 ¹	500	2 000 ²	2 500
1956 ³	300	600	900
1960 ⁴	150	250	400

Sources

1. Données recueillies par Marcel Fournier dans *Communisme et anticommunisme au Québec* (1920-1950), Montréal, éd. Albert Saint-Martin, 1979 ; entrevues avec d'anciens militants.
2. Ce chiffre nous paraît gonflé ; des entrevues nous portent plutôt à limiter à 1 000 l'effectif de ce groupe.
3. Estimation d'Henri Gagnon, alors qu'il dirigeait le P.O.P. vers la fin de l'année 1956.
4. *Ibid.*
5. « Resolution of Organization Conference District #2, CPCP », Attorney-General files, boîte 8, 8C 0027-8.

[496]

TABLEAU 2
Effectifs du Parti communiste au Canada
de 1921 à 1960

[Retour à la table des matières](#)

Années	Effectifs
1921	650
1925	4 500
1927	3 000
1929 ¹	2 876
1931 ¹	1 385
1934	5 500
1935	9 000
1936	10 000
1937	15 000
1939	16 000
1946	19 000
1947 ²	23 000
1960 ³	3 000

Sources

1. Ivan Avakumovic, *The Communist Party in Canada, A History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p. 66 ; le P.C.C. déclarait à l'Internationale communiste qu'il avait une base de 4 000 membres, à ce moment-là.
2. Selon le *World News and Views* de Londres ; depuis 1946, le P.C.C. ne publie jamais de chiffres sur ses effectifs.
3. Avakumovic établit la base militante du P.C.C. à 1500 à 3 000 membres, au cours des années soixante (op. cit., p. 243).

[497]

TABLEAU 3
Congrès du Parti communiste du Canada
de 1921 à 1971

[Retour à la table des matières](#)

Les congrès	Années	Thème	Chef du Parti
1er	28 mai 1921	Fondation	Tom Burpee
2 ^e	fév. 1922	P.C.C. devient <i>Workers' Party of Canada</i>	W. Moriarty
3e	18 avril 1924	W.P.C. redevient P.C.C.	J. MacDonald
4e	sep. 1925	« Bolchevisation »	J. MacDonald
5e	1927	Appui du P.C.C. à Staline et à sa thèse de l'édification du socialisme en un seul pays	J. MacDonald
6e	juin 1929	Lutte contre le trotskysme	J. MacDonald
7e	23 juil. 1934	Lutte contre le social-fascisme	Tim Buck
8e	oct. 1937	Front uni antifasciste	Tim Buck
9e	fév. 1942	Front national pour la victoire contre l'Axe	Tim Buck
10e	août 1943	1er Congrès du P.O.P. (P.C.C. devient le Parti ouvrier-progressiste)	Tim Buck
11e	1946	2e Congrès du P.O.P. <i>For Peace, Progress, Socialism</i>	Tim Buck
12e	fév. 1949	3e Congrès du P.O.P.	Tim Buck
13e	jan. 1951	4e Congrès du P.O.P. : Demande le retrait du Canada de l'O.T.A.N.	Tim Buck
14e	mars 1954	5e Congrès du P.O.P. : Indépendance canadienne et démocratie populaire	Tim Buck
[498]			
15e	avril 1957	6e Congrès du P. O. P. : Lutte contre les révisionnistes	Tim Buck
16e	oct. 1959	7e Congrès du P.O.P. qui redevient le P.C. C.	Tim Buck
17e	19 jan. 1962	Tim Buck nommé président Lutte contre l'impérialisme américain	Leslie Morris
18e	1964	Dissolution de la Y.C.L	Leslie Morris

Les congrès	Années	Thème	Chef du Parti
19e	1966	Ratification de la création du P.C.Q.	W. Kashtan
20e	avril 1969	Une nouvelle constitution pour le Canada	W. Kashtan
21e	nov. 1971	50e anniversaire du P.C. C. <i>La Voie vers le Socialisme au Canada</i>	W. Kashtan

[499]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille

Chronologie du Parti communiste canadien 1921-1970

[Retour à la table des matières](#)

1) Contexte politique Canada-Québec

Sept. 1918	Par l'arrêté-en-conseil PC 2384 le gouvernement canadien interdit 13 organisations politiques au Canada dont les Industrial Workers of the World (I.W.W.), le Parti social démocrate du Canada, puis le Socialist Party of North America et le Finnish Social Democratic Party.
1919	600 militaires canadiens participent à la guerre civile russe aux côtés des Russes blancs contre l'Armée rouge de Trotsky dans le Nord de la Russie.
1930	Élection fédérale : victoire des conservateurs de R.B. Bennett. Les 10 candidats du P.C.C. recueillent 6 034 votes ; E. Simard en obtient 311 dans Maisonneuve.
1931	En vertu de la section 98 du Code criminel, le Procureur général de l'Ontario, W. H. Price, décrète que le Parti communiste est une association illégale.
Oct. 1935	Élection fédérale : victoire des libéraux de W. L. Mackenzie King. Les 13 candidats du P.C.C. obtiennent 2 100 votes ; Fred Rose a 3 378 voix dans Mtl-Cartier et C. A. Perry en a 1012 dans Mtl-

	Saint-Denis.
juin 1936	Le gouvernement King retire la section 98 du Code criminel qui faisait du P.C.C. une organisation illégale.
Mars 1937	Le gouvernement de Maurice Duplessis fait passer la Loi contre la propagande communiste dans la Province de Québec mieux connue sous le nom de loi du Cadenas.
Sept. 1939 [500]	Le Canada entre en guerre contre l'Allemagne.
Juin 1940	Le gouvernement canadien interdit 16 organisations politiques dont le Parti communiste, la Young Communist League, la Canadian Labor Defence League et différentes organisations ethniques. Plus de 250 communistes seront internés de 1940 à 1942.
Juil. 1940	Congrès de la jeunesse canadienne-française contre la conscription.
Août 1940	Camillien Houde lance un appel à la désobéissance civile ; arrêté le 5 août, il sera interné.
Nov. 1940	Fondation du Congrès canadien-français ; Gui Caron y participe.
Mars 1941	Publication du journal <i>La Voix du peuple</i> .
Avril 1942	Plébiscite sur la conscription : le Québec vote non à 71,2% alors que le reste du pays vote oui dans une proportion équivalente, ce qui donne un résultat de 63,7% en faveur du oui.
Sept. 1945	Igor Gouzenko, travaillant pour l'attaché militaire soviétique à l'ambassade d'U.R.S.S. à Ottawa, demande l'asile politique au Canada.
Fév. 1946	Le gouvernement fédéral crée la Commission Taschereau-Kellock pour enquêter sur l'existence d'un réseau d'espionnage soviétique au Canada, réseau dont l'existence aurait été révélée par Igor Gouzenko. La commission entendra 116 témoins et fera inculper 20 personnes, dont Fred Rose, député du P.O.P. pour la circonscription de Mtl-Cartier et Sam Carr, organisateur national du P.O.P. Condamnés à purger une peine de six ans de prison, Rose sera destitué de son poste de député et Carr déchu de l'exécutif du P. O. P. Signalons que neuf des accusés seront acquittés.
1953	Élection fédérale : victoire des libéraux de Louis Saint-Laurent. Les 100 candidats du P.O.P. recueillent 59 622 votes.
Mars 1957	La Cour suprême déclare la « loi du Cadenas » <i>ultra vires</i> .
Juin 1957	Election fédérale : victoire des conservateurs de John Diefenbaker. Le P. O. P. ne présente que 10 candidats.

Juin 1960	Élection provinciale : victoire des libéraux de Jean Lesage. « Révolution tranquille ».
Juin 1968	Élection fédérale : victoire des libéraux de Pierre Elliott-Trudeau.
Oct. 1970	Crise d'octobre : enlèvement du diplomate J.R. Cross et du ministre libéral Pierre Laporte par le F.L.Q.
[501]	

2) *L'U.R.S.S. et le mouvement communiste international*

Oct. 1917	Révolution russe. Le Parti bolchevique arrive au pouvoir.
Mars 1919	Lénine fonde la IIIe Internationale au cours d'un congrès réunissant à Moscou l'aile gauche des partis sociaux-démocrates. Le <i>Komintern</i> devient le centre de la révolution mondiale, sous la direction de Zinoviev.
Juil. 1920	IIe Congrès de l'Internationale communiste (I.C.) : il fixe les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale, dont le centralisme démocratique, la discipline bolchevique, etc.
Juin 1921	IIIe Congrès de l'I.C. : le « front unique ouvrier » est mis de l'avant comme méthode de travail pour les P.C.
Nov. 1922	IVe Congrès de l'I.C. : précision au sujet du front unique ouvrier : cela ne doit pas être une capitulation face aux partis de la IIe Internationale.
Juin 1924	Ve Congrès de l'I.C. : mot d'ordre de « bolchevisation » des P.C. Épuration des « réformistes » ou de l'aile droite des P.C.
Août 1927	Exécution des anarchistes Sacco et Vanzetti aux États-Unis.
Juil. 1928	VIe Congrès de l'I.C. : lutte contre le « social-fascisme », dans le cadre de la « troisième période » de la crise du capitalisme. Mot d'ordre : « Classe contre classe ». Période la plus sectaire de l'I.C. Le Canadien Maurice Spector est élu à l'exécutif de l'I.C. Ses sympathies pour Trotsky lui vaudront d'être expulsé du P.C.C. et de l'I.C. en 1929.
Juil. 1935	VIIe Congrès de l'I.C. : abandon du mot d'ordre « classe contre classe » et adoption de la tactique de front uni antifasciste ou « front populaire », telle que proposée par Georges Dimitrov.
Août 1939	Pacte germano-soviétique. Les P.C. dénonceront la « guerre impérialiste » qui commence le premier septembre 1939.

Juin 1941	L'Allemagne nazie envahit l'U.R.S.S. Les P.C. militent pour un effort de guerre total dans une « juste guerre antifasciste » et demandent l'ouverture d'un second front à l'Ouest pour alléger l'U.R.S.S.
Mai 1943	Dissolution de l'I.C. par Staline afin de favoriser une plus grande unité d'action avec les démocraties contre l'Axe.
[502]	
Sept. 1947	Réunion constitutive du Bureau d'information communiste (Kominform) à Szklarska Poreba, en Pologne. Les neuf P.C. suivants en font partie : U.R.S.S., Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie, Yougoslavie, Roumanie, France et Italie.
Juin 1948	Expulsion de la Yougoslavie de Tito par les autres membres du Kominform.
Oct. 1949	Mao Tsê-tung proclame la République populaire de Chine.
Août 1950	Arrestation de Ethel et Julius Rosenberg aux États-Unis pour cause d'espionnage. Ils seront exécutés en 1953.
Juin 1950	Début de la guerre de Corée.
Mars 1953	Mort de Staline.
Juil. 1953	Fin de la guerre de Corée.
Mai 1955	Signature du pacte de Varsovie.
Fév. 1956	(du 14 au 26) XXe Congrès du P.C.U.S. Le 24 au soir, N. Khrouchtchev lit son rapport sur le culte de la personnalité de Staline.
Avril 1956	Dernier numéro de la revue Pour une paix durable, pour une démocratie populaire qui annonce la fin du Kominform.
Juin 1956	Publication du rapport secret de Khrouchtchev par le Secréariat d'État américain (le 4 juin). Le lendemain, le <i>Montreal Star</i> le publie.
Juin 1956	Le 30, le P.C.U.S. publie le « testament de Lénine » très critique à l'endroit de Staline ; en même temps, le P.C.U.S. publie une résolution de son Comité central, « De l'élimination du culte de la personnalité et de ses conséquences », qui est censée mettre un point final aux critiques provenant des autres P.C. (dont le P.C. italien).
Nov. 1956	Intervention soviétique en Hongrie, après la proclamation de neutralité par Imre Nagy, le 1er novembre. Destitution du gouvernement Nagy ; Janos Kadar au pouvoir.
Nov. 1957	Conférence de 68 P.C. à Moscou.

Janv. 1959	Victoire de Fidel Castro à Cuba.
Nov. 1960	Conférence de 81 P.C. à Moscou.
Oct. 1961	XXIIe Congrès du P.C.U.S. Les divergences entre le P.C.U.S. d'une part, et les P.C. chinois et albanais d'autre part, éclatent au grand jour.
[503]	
Sept. 1962	Rapprochement soviéto-yougoslave.
Mars 1963	Violente polémique entre le P.C. chinois et le P.C. italien : les Chinois remettent en question la possibilité du passage pacifique au socialisme.
Oct. 1964	Chute de Khrouchtchev. Début de l'ère Brejnev.
Janv. 1966	Conférence tricontinentale réunie à la Havane.
Janv. 1968	Début du « printemps de Prague ».
Août 1968	Intervention du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie ; la majorité des P.C. d'Europe occidentale se prononcent contre cette intervention.
Nov. 1968	« Conférence hémisphérique pour mettre fin à la guerre du Viêt-nam » ; 1800 délégués à Montréal.
Juin 1969	Conférence de 75 P.C. à Moscou ; attaque contre le « maoïsme ».
Juin 1976	Conférence de Berlin : 29 P.C. européens y débattent de « l'eurocommunisme ».

3) Le Parti communiste au Canada

Janv. 1919	Transformation du Provisional Council of Workers and Soldiers Deputies of Canada en Communist Party of Canada. Trois groupes fusionnent alors : a) le Socialist Party of North America ; b) l'aile gauche du Social Democratic Party et c) un groupe de russes populistes-anarchistes de l'Ouest. Le Parti sera démantelé par la police.
Janv. 1920	Création du Ontario Labor College à Toronto, lié à la Plebs League ; Maurice Spector, Florance Custance, T. Bell et M. Armstrong en font partie. Le Montreal Labor College avec Michael Buhay, sa sœur Beckie Buhay, Annie Buller et Bella (Hall) Gauld est également fondé.
Janv. 1921	La Plebs League est affiliée au United Communist Party of America pendant que les groupes d'origine russe et finlandaise s'af-

	filient au Communist Party of America, rival du U.C.P.A. On y retrouve Tim Buck, John Boychuck et John MacDonald.
Mai 1921	(le 28) Congrès de fondation du Communist Party of Canada à Guelph en Ontario. 22 délégués, dont 15 du C.P.A., 5 du [504] U.C.P.A. et 2 du Socialist Party of Canada élisent Tom Burpee premier secrétaire général du P.C.C. Il sera remplacé dès décembre 1921 par William Moriarty. Jack MacDonald est élu président du Parti. Il en sera le secrétaire général de 1923 à 1929.
Déc. 1921	Conférence préliminaire de fondation de l'aile publique du P.C.C., soit le Workers' Party of Canada (W.P.C.). Les 51 délégués présents, représentant environ 3 000 membres, élisent William Moriarty secrétaire du nouveau parti (11 déc.). C'est également en décembre que l'Internationale communiste accepte le P.C.C. dans ses rangs.
Fév. 1922	Congrès de fondation du W.P.C., en présence du chef communiste américain Earl Browder. Maintien d'une section « Z » clandestine, dissoute en 1924, afin de répondre à une des 21 conditions d'adhésion à l'I.C.
Mars 1922	Premier numéro du journal communiste <i>The Worker</i> .
1922	Création de la Young Workers League nommée Young Communist League en 1924. Elle adhérera à la Young Communist International.
Avril 1922	Création de la Trade Union Education League qui regroupe les militants communistes dans les syndicats. Elle adhérera à la Red International Labor Union (R.I.L.U.).
Avril 1924	IIIe Congrès du W. P. C. qui devient le P. C. C.
1925	Création de la Canadian Labor Defence League (C.L.D.L.) dont le dirigeant est A.E. Smith.
1925	Tim Buck obtient 29 votes à la présidence du Congrès des métiers et du travail du Canada contre les 169 votes de Tom Moore. En 1924, Buck en avait obtenu 44 contre les 156 de Moore.
Sept. 1925	4e Congrès du P.C. C. Bolchevisation du parti.
Nov. 1928	Comité central du P.C.C. : expulsion de Maurice Spector, président du P.C.C., pour ses sympathies envers Trotsky.
1929	Fred Rose est secrétaire de la Ligue des jeunes communistes qui revendique 1500 membres.
Mai 1929	6e Congrès du P.C.C. Débat : Buck versus MacDonald qui demeure temporairement secrétaire du P.C. C.

Juil. 1929	Réunion du C.C. du P.C.C. : démission de MacDonald et élection de Tim Buck secrétaire général du Parti.
[505]	
Nov. 1929	Fondation de la Workers' Unity League (W.U.L.) ou Ligue d'unité ouvrière ; J.B. Salsberg en sera le premier dirigeant, suivi de Tom McEwen.
Nov. 1930	Jack MacDonald, Michael Buhay et Jack Margolese (leader du P.C.C. à Montréal) sont expulsés du Parti. Buhay reviendra quelques mois plus tard.
Août 1931	Le P.C.C. est déclaré hors-la-loi en vertu de la Section 98 du Code criminel. La Gendarmerie royale arrête T. Buck, J. Boychuck, M. Bruce, S. Carr, T. Hill, T. McEwen, M. Popovitch et T. Cacic qui seront condamnés à 5 ans de prison (sauf Cacic qui écoperà d'une sentence de 2 ans au procès du 13 novembre 1931). Ils seront relâchés en juin 1934. La C.L.D.L. assurera la relève d'un P.C.C. décapité.
Janv. 1932	Tim Buck élu conseiller aux élections municipales de Toronto, avec 6 000 votes, malgré son emprisonnement.
Nov. 1934	Libération de Tim Buck et des autres chefs du P.C.C. : 17 000 personnes au Maple Leafs Garden de Toronto.
Oct. 1935	Les 13 candidats à l'élection fédérale recueillent 31151 votes ; officieusement, le Parti est redevenu légal.
Nov. 1935	Dissolution de la W.U.L. Ses syndicats locaux sont invités à rallier le C.M.T.C., conformément aux appels de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale rouge favorisant l'unité syndicale organique.
Oct. 1936	(le 24) Le Dr. Norman Bethune part pour l'Espagne.
Juil. 1937	(le 1er) Fondation officielle du bataillon Mackenzie-Papineau en Espagne. Ce bataillon comprendra 1 239 volontaires dont plus du tiers mourront en Espagne ; de 1936 à juillet 1937, ces volontaires avaient été incorporés à la brigade Abraham Lincoln (É.U.). Ils seront de retour au pays en 1939.
1938	Le P.C.C. soumet un mémoire à la commission Rowell-Sirois pour que le gouvernement fédéral assume son rôle dans le domaine social (ass.-chômage, pensions de vieillesse, etc.), pour l'insertion d'une charte des droits dans la constitution et pour une reconnaissance officielle des droits du peuple canadien-français.
Nov. 1939	Les journaux communistes The Clarion et Clarté sont interdits en vertu du « Defence of Canada Regulations ».

Mars 1940	Mme Dorise W. Nielsen élue dans North Battleford au cours d'une élection fédérale partielle. Elle devient la première membre [506] du P.C.C. à siéger à la Chambre des communes ; elle fut élue sous la bannière d'une coalition populaire.
1941	(10 sept.) Lettre de Tim Buck à Mackenzie King : « Le P.C. appuie chaque mesure prise par votre gouvernement pour renforcer l'effort de guerre du Canada. »
Fév. 1942	Conférence nationale du P.C.C. (équivalent du 9e Congrès du P.C.C.) Le Parti se range derrière le gouvernement King pour un effort de guerre total et pour isoler les éléments pro-Axe au Québec.
1942	Mise en place des « Tim Buck Plebiscite Committees » qui doivent propager le point de vue du P.C.C. en faveur du oui au plébiscite d'avril 1942 sur la conscription.
Été 1942	Création du Dominion Communist-Labor Total War Committee qui sert de couverture légale aux activités du P.C.C. toujours illégal au Canada.
Sept. 1942	(le 25) Les dirigeants du P.C.C. qui étaient en clandestinité depuis le début de la guerre, dont Tim Buck et Stanley B. Ryerson, se rendent aux autorités policières. Ils seront relâchés après quelques jours de prison, le gouvernement ayant décidé de permettre la reprise des activités du Parti au Canada.
Août 1943	(les 21-22) Le P.C.C. devient le Parti ouvrier-progressiste (P.O.P.) au cours d'un congrès à Toronto en présence de 500 délégués. La constitution du Parti est sensiblement modifiée, la « cellule » étant remplacée par le « club » large comme organe de base du Parti. L'accent est mis sur l'effort de guerre et la tactique du « No Strike Pledge » ou de la renonciation à la grève pour favoriser la production de guerre.
Mai 1944	Le P.O.P. adopte la tactique d'une « Liberal-labor coalition » contre les conservateurs et contre la Cooperative Commonwealth Federation (C.C.F.).
Juin 1945	(le 11) Élection fédérale : les 70 candidats du P.O.P. recueillent 109 778 votes, soit le plus fort total de son histoire. Fred Rose est élu dans Mtl.-Cartier.
Août 1945	Réunion du National Committee du P.O.P. et expulsion de Fergus McKean, leader du P.O.P. en Colombie-Britannique, qui critiquait la « Jiberal-labor coalition » et le « révisionnisme » du P.O.P.
1946	IIe Congrès du P.O.P. Adoption du programme <i>For Peace, Progress, Socialism</i> .

- Janv. 1948** Plenum du C.C. du P.O.P. : adoption du programme nationaliste « *Keep Canada Independent* » qui préconise la formation [507] d'une large coalition des forces démocratiques et la lutte contre la domination américaine au Canada. Également en 1948, publication d'un important ouvrage de Tim Buck, *Canada, The Communist Viewpoint*, qui expose le point de vue du P.O.P. sur l'économie politique canadienne de façon très articulée.
- Janv. 1951** 4e Congrès du P.O.P. qui demande le retrait du Canada de l'O.T.A.N.
- Mars 1953** Une réunion du National Committee du P.O.P. entérine le programme « *Put Canada First* », accentuant le virage nationaliste du Parti.
- Fév. 1956** Tim Buck assiste au XXe Congrès du P.C.U.S.
- Mai 1956** Plenum du N.C. : le P.O.P. exprime sa confiance en l'U.R.S.S. J.B. Salsberg est réintégré au sein de l'exécutif du P.O.P. Il en avait été exclu en 1953 pour ses positions « sionistes ».
- Juin 1956** Campagne de lettres dans *Canadian Tribune* : les membres réclament davantage d'explications sur le culte de la personnalité de Staline. Le 18 juin, le journal publie le texte même du rapport secret de Khrouchtchev. (du 23 au 25) Réunion de l'exécutif du P.O.P. qui critique le P.C.U.S. et sa direction pour n'avoir pas publié le rapport secret de Khrouchtchev et surtout pour n'avoir pas fourni une « explication réellement marxiste » du culte de la personnalité.
- Août 1956** L'exécutif du P.O.P. approuve la résolution du P.C.U.S. du 30 juin qui mettait fin aux discussions sur le rapport de Khrouchtchev. Gui Caron et J. B. Salsberg enregistrent leur dissidence à ce moment. Également en août, le P.O.P. envoie une délégation composée de Tim Buck, Leslie Morris, W. Kardash et J.B. Salsberg à Moscou. Ils seront rejoints par William Kashtan, déjà à Moscou, et probablement par S.B. Ryerson qui séjournait en U.R.S.S. depuis plusieurs mois pour raison de santé. La délégation aura des entretiens avec Khrouchtchev, Souslov et Ponomarev.
- Oct. 1956** Réunion de l'exécutif le 12. Division sur les résultats des entretiens de Moscou. Le P.O.P. envoie Buck, Salsberg et Binder à Montréal pour calmer les militants. Le 14, Buck est conspué par les militants au cours d'une assemblée publique. Le 15, Gui Caron et cinq autres dirigeants du P.O.P. au Québec démissionnent. Le 28, commence une longue réunion du N.C. qui se terminera dans la confusion le 9 novembre. Buck est réélu à l'exécutif qui ne compte plus que neuf membres en raison des défections de Binder,

Penner, Salsberg et MacLeod.

[508]

- Nov. 1956** Le 13, réunion de l'exécutif du P.O.P. et du comité national. Le leadership du Buck est remis en question.
- Déc. 1956** Nouvelle réunion du N.C. du 12 au 18 ; violents débats sur la situation en Hongrie et en Pologne ; le groupe Penner, Smith, Salsberg et Binder est en minorité.
- Janv. 1957** Le N.E.C. (l'exécutif) approuve finalement la position soviétique en Hongrie. De janvier à avril, préparation du congrès du Parti : vives polémiques dans *Canadian Tribune* et dans *National Affairs Monthly*, entre Penner et Ryerson notamment, alors que ce dernier accuse Penner de vouloir liquider le Parti, etc.
- Avril 1957** VIe Congrès du P.O.P. Victoire de Buck sur la tendance « révisionniste » : Buck est réélu secrétaire général du Parti ; L. Morris, W. Kashtan, J. Weir, A. Dewhurst, S. Walsh et N. Clarke sont élus à l'exécutif.
- Mai 1957** Démission de J. B. Salsberg, S. Smith, H. Binder et S. Lipshitz.
- Mars 1958** De concert avec 11 autres P.C., le P.O.P. crée la revue théorique *World Marxist Review*.
- Oct. 1959** VIIe Congrès du P.O.P. qui redevient le Parti communiste du Canada.
- 1962** Élection fédérale : les 12 candidats du P.C.C. recueillent 6 307 votes.
- Avril 1963** Leslie Morris et William Kashtan à Pékin.
- 1965** Élection fédérale : le P.C.C. obtient 4 194 votes pour ses 12 candidats.
- Avril 1968** Le C.C. du P.C.C. adopte une résolution en faveur des changements en Tchécoslovaquie.
- Août 1968** Le P.C.C. demande le retrait des troupes russes de Tchécoslovaquie (21 août).
- Oct. 1968** S.B. Ryerson, J. Boyd, Murphy condamnent l'U.R.S.S. au cours d'une réunion de l'exécutif du P.C.C., mais la majorité de l'exécutif appuie l'U.R.S.S. et réproue la position adoptée le 21 août.

[509]

4) Le Parti communiste au Québec

- 1920** Fondation du Montreal Labor College par Annie Buller, Bella Hall Gauld, Michael et Beckie Buhay. Dissolution en 1924.
- 1923** Albert Saint-Martin tente de mettre sur pied une section canadienne-française de l'Internationale communiste ; cette dernière refuse sa demande, n'acceptant qu'un seul parti par pays.
- 1925** Bella Gordon et Jeanne Corbin dirigent les activités de la Canadian Labor League au Québec.
- 1927** Le P.C.C. fonde le Club éducationnel canadien-français dans le but de former des cadres francophones pour le Parti. Évariste Dubé, président de l'Université ouvrière, demande la dissolution de celle-ci et l'adhésion de ses membres au P.C.C. Saint-Martin refuse et Dubé fonde la première section communiste canadienne-française au sein du P.C.C. avec le « vieux » Paquette. Léo Lebrun, Charles Ouimet, E. Simard et M. M. Galarneau et Bélanger.
- 1928** Georges Dubois adhère au Parti et devient l'organisateur du groupe canadien-français (15 membres) ; Sidney Sarkin et Michael Buhay dirigent alors le Parti.
- 1929** Le P.C.C. fonde le journal francophone *L'Ouvrier Canadien* qui sera publié sporadiquement jusqu'en 1931.
- Juil. 1930** E. Simard, forgeron, se présente comme candidat communiste à l'élection fédérale dans Montréal-Maisonnette ; il n'obtient que 311 voix. Son organisateur, Georges Dubois, est arrêté par la police. Le Parti organise une manifestation contre cette arrestation : au Carré Viger, la police disperse brutalement la centaine d'ouvriers qui manifestent.
- 1932** Création d'une organisation s'adressant spécifiquement aux femmes, Solidarité féminine, dont la présidente est Madame Jean Bourget, du P.C.C. Élection fédérale partielle dans Maisonnette : Alex Gauld obtient 700 voix.
- 1933** Emery Samuel est envoyé à Moscou.
- 1934** Mort de Paul Delisle, leader de la section canadienne-française du Parti. Funérailles « rouges » à Montréal. Assemblée de la Ligue contre la guerre et le fascisme à Montréal ; 600 personnes y entendent Lilian Mendelssohn, J. S. Wallace, Fred Rose, Maurice Armstrong et Stanley Ryerson. (Novembre) Assemblée contre la section 98 du Code criminel : 3 000 à 4 000 personnes se rassemblent au marché Saint-Jacques[510] pour y entendre J. S. Wallace, John Boychuck, Beckie Buhay, A.G. Paul et Tom McEwen.
- 1935** Le Journal *Clarté* devient un, hebdomadaire ; il sera publié jus-

- qu'en 1939. Évariste Dubé se rend à Moscou. Norman Bethune adhère au Parti communiste à Montréal. Participation des communistes à la création des Clubs de sans-travail à Montréal. S. Sarkin, J. Bédard, C.A. Perry, L. Dufour et Mme Lebrun militent dans les divers clubs tels que : l'Assemblée des ouvriers Unis de Delorimier, la Ligue des Chômeurs de Saint-Henri, etc.
- Mars 1935** (le 1er) Assemblée de la C.L.D.L. au Prince-Arthur Hall : 300 personnes y entendent Harvey Murphy (W.U.L.), Robenstein (candidat C.C.F. dans Mtl-Saint-Louis), J. S. Wallace (P.C.C.) et Armstrong de la C.C.F. (le 18) : Assemblée de la C.L.D.L. au Prince-Arthur Hall pour commémorer la Commune de Paris. Évariste Dubé et J. S. Wallace s'adressent à 1 000 personnes, en majorité canadiennes-françaises.
- Oct. 1935** (le 14) Élection fédérale : Fred Rose obtient 3 378 voix dans Mtl-Cartier ; C.A. Perry en obtient 1 012 dans Saint-Denis.
- 1936** Stanley Bréhaut Ryerson est nommé secrétaire provincial du P.C.C. au Québec. Lucien Dufour, président du « Front populaire », signale que 56 organisations en font partie au Québec. Le thème central : organisation et luttes des sans-travail. Mise sur pied du premier comité exécutif de la section québécoise du P.C. : Évariste Dubé (président), S. B. Ryerson (secrétaire), Fred Rose, Émile Godin, Alec Rosenberg, Emery Samuel, Alex Gauld, Mme Léo Lebrun, Willie Fortin, Jean Bourget et Sydney Sarkin en font partie.
- Mars 1936** Exposition de matériel de propagande communiste à la Palestre nationale, organisée par l'École sociale populaire pour impressionner la population.
- Août 1936** (le 27) Élection provinciale : Fred Rose obtient 578 voix dans Saint-Louis, Évariste Dubé 185 voix dans Saint-Jacques et Émile Godin 288 voix dans Sainte-Marie.
- 1937** Publication de l'ouvrage *Le réveil du Canada français* par S. B. Ryerson, sous le pseudonyme de E. Roger (Montréal, éd. du Peuple). Jean Péron, rédacteur de *Clarté* et J. R. Buckley font partie de la délégation canadienne pour la fête du 1er mai à Moscou.
- Juin 1937** Manifestation de 300 à 400 femmes au Champ-de-Mars, organisée par Solidarité féminine ; 5 femmes sont arrêtées après la charge policière. (le 18) Norman Bethune revient à Montréal d'un [511] voyage de plusieurs mois en Espagne. Des milliers de personnes l'attendent à la vieille gare Bonaventure et organisent une parade dans les rues de Montréal en son honneur. (le 20) Plus de 15 000 personnes se massent à l'aréna Mont-Royal pour entendre Bethune raconter ce qu'il a vu en Espagne et déclarer : « L'Espa-

- gne peut être le tombeau du fascisme.» Bethune effectuera ensuite une tournée de sept mois au pays pour recueillir des fonds pour la République espagnole.
- Juil. 1937** Fracassante démission de Jean Péron du P.C.C., à son retour d'U.R.S.S.
- Août 1937** (le 15) Pique-nique antifasciste à Cartierville : 800 personnes répondent à l'appel de la section canadienne-française du Parti.
- Nov. 1937** *Clarté* est interdit par le gouvernement Duplessis.
- Mai 1938** (le 1er) Environ 4 000 personnes participent à une assemblée unitaire du Parti communiste canadien et de la Cooperative Commonwealth Federation à l'aréna Mont-Royal à Montréal : les principaux orateurs sont Eugene Forsey, de la C.C.F. et Stanley B. Ryerson pour le P.C.C.
- Juin 1938** Mort d'Abel Godin, fondateur de l'Association humanitaire de Montréal qui regroupait et aidait les sans-travail. Funérailles « rouges » à Montréal.
- Jan. 1939** (le 1er) Début d'une série d'articles de Jean Péron dans *La Patrie* (10 articles) dénonçant l'activité du P.C.
- Août 1941** Brochure de Fred Rose : *L'Armée rouge en action*.
- Juil. 1941** Assemblée à Montréal : Gui Caron, du P.C.C. et Jean-Charles Harvey, du Journal *Le Jour*, prennent la parole devant 6 000 personnes pour soutenir l'effort de guerre contre les fascistes.
- Avril 1942** Le P.C.C. appelle à voter oui au plébiscite du gouvernement King sur la conscription.
- 1943** Publication de l'ouvrage de Stanley B. Ryerson : *French Canada : A Study in Canadian Democracy*, (Toronto, Progress Books, ré-édité en 1944 et 1980). La traduction française paraîtra en 1945 sous le titre : *Le Canada français, sa tradition, son avenir* (Montréal, éd. La Victoire).
- Août 1943** (le 9) Fred Rose est élu député de Montréal-Cartier au cours d'une élection fédérale partielle. Il recueille 5 767 voix.
- Nov. 1943** Premier congrès du Parti ouvrier-progressiste (nouveau nom du P.C.C.) du Québec à Montréal ; 172 délégués, représentant 40 [512] clubs du Parti, adoptent un programme axé sur les thèmes de l'égalité nationale pour les Canadiens français, le relèvement des salaires de ceux-ci, la nationalisation des monopoles dans les services publics et la réforme de l'éducation.
- Janv. 1944** (le 26) Fred Rose fait son entrée à la Chambre des communes comme député de Montréal-Cartier.

Fév. 1944	Fred Rose est nommé membre du comité de la Chambre sur les relations ouvrières et internationales.
Mai 1944	Le P.O.P. donne son appui aux libéraux québécois contre l'Union nationale de Maurice Duplessis.
Août 1944	Élection provinciale : le candidat du P.O.P. dans Mtl-Saint-Louis, Michael Buhay obtient 6 512 votes.
Juin 1945	Élection fédérale : Fred Rose est réélu député de Montréal-Cartier.
Nov. 1945	Le Conseil des métiers et du travail de Montréal expulse 40 délégués communistes, dont Bob Haddow.
Mars 1946	(le 14) Arrestation de Fred Rose.
1946	Gui Caron est nommé chef provincial du P.O.P.
Avril 1946	Henri Gagnon et d'autres communistes fondent la Ligue des Vétérans sans logis ; Gagnon en est le président. La Ligue regroupe des « squatters » qui occupent des logements que les vétérans ne peuvent payer, ou des logements inoccupés, pour les leur remettre.
Oct. 1947	(le 20) Ve Congrès du P.O.P. du Québec. Gui Caron réélu à la tête du comité provincial. Il soumet une résolution-surprise condamnant une tendance « hostile au marxisme », soit le groupe Henri Gagnon (et Emery Samuel, G. Pellerin, Lapalme, etc.). Le groupe quitte le Parti en bloc, entraînant environ 300 membres avec lui.
1947	Élection fédérale partielle dans Montréal-Cartier pour remplacer Fred Rose : le candidat communiste Michael Buhay obtient tout de même près de 7 000 votes. Henri Gagnon et les dissidents du P.O.P. fondent la Ligue d'action ouvrière ; elle sera dissoute en 1948.
1948	La police effectue une saisie au local du journal du P.O.P., <i>Combat</i> (fondé en 1946), en vertu de la loi du Cadenas.
1949	Henri Gagnon fonde le Parti communiste du Canada français et la revue <i>Contribution</i> . Le P.C.C.F. sera dissout en 1950.
Fév. 1950	Lettre d'Henri Gagnon à Gui Caron pour organiser une [513] conférence sur l'unité des communistes québécois : refus du P.O.P. malgré une pétition signée par 124 militants ouvriers en faveur de cette conférence.
Avril 1951	Le syndicat International Fur and Leather Workers' Union de Bob Haddow est expulsé du Congrès des métiers et du travail du Canada.

Août 1951	IXe Congrès du P.O.P. québécois. Le thème central du congrès est la lutte pour la paix.
1951	Libération de Fred Rose après six années de prison.
1953	Fred Rose quitte le Canada pour la Tchécoslovaquie puis la Pologne.
Mars 1956	Le P.O.P. accepte dans ses rangs les membres de l'Université ouvrière d'Henri Gagnon, après de longues négociations. Henri Gagnon est invité à siéger au comité provincial du P.O.P. à titre d'observateur sans droit de vote.
Oct. 1956	(le 14) Assemblée publique à Montréal : Tim Buck et J.B. Salsberg, de retour d'U.R.S.S., rendent compte des résultats de leurs entretiens avec des dirigeants soviétiques. (le 15) Insatisfaits des explications fournies par Buck, Gui Caron démissionne du P.O.P. en compagnie de cinq autres membres du comité provincial : Ken Perry, Harry Gulkin, Norman Nerenberg, Frank Arnold et Pierre Gélinas.
Fév. 1957	Dans un article publié dans <i>Clarté</i> , Henri Gagnon estime que 200 membres ont quitté le Parti depuis les révélations de Khrouchtchev.
Mars 1957	La loi du Cadenas est déclarée <i>ultra vires</i> . La section québécoise du P.O.P. est tellement divisée qu'il y aura deux soirées distinctes organisées pour fêter l'événement.
Avril 1957	La direction québécoise convoque les délégués à une rencontre pré-congrès national pour élire ses représentants à ce congrès et nommer ses propres dirigeants. Profonde division et ajournement du congrès faute de consensus. Le prochain congrès est prévu pour les 14-15-16 juin 1957.
Juin 1957	(le 12) Henri Gagnon et la majorité du comité provincial décident d'annuler le congrès prévu pour le surlendemain. (le 14) Les dissidents du groupe Dionne-Lipton décident de tenir le congrès avec la moitié des membres. Le 16, ils s'élisent un comité provincial parallèle.
Août 1957	Le journal <i>Combat</i> cesse de paraître.
[514]	
Déc. 1957	Congrès « d'unité » du P.O.P. québécois. Triomphe de la tendance Dionne-Lipton et soutien de la direction nationale de Tim Buck.
1958	Henri Gagnon quitte le P.O.P. et fonde le <i>Forum Socialiste</i> , une revue qui permet à une dizaine de petits groupes socialistes non alignés du Québec d'échanger des points de vue.

- 1965** Création du Parti communiste du Québec, entité autonome au sein du Parti communiste du Canada. Sam Walsh en est le secrétaire général.
- 1968** Stanley Bréhaut Ryerson publie *Unequal Union : Confederation and the Roots of Conflicts in the Canada, 1815-1873* (Toronto, Progress Books, rééd. en 1973, 1975). C'est en 1972 que les éditions Parti-Pris publieront la traduction française d'André d'Allemagne, *Le capitalisme et la Confédération, aux sources du conflit Canada-Québec, 1760-1873*.
- 1971** Stanley B. Ryerson quitte officiellement le P.C.C.
- Mars 1983** Décès de Fred Rose en Pologne.

5) Le mouvement ouvrier au Québec et au Canada

- 1899** Formation du Parti ouvrier à Montréal.
- Déc. 1904** Formation du Parti socialiste du Canada.
- 1906** Les socialistes sont expulsés du Parti ouvrier à Montréal. Alphonse Verville élu premier député du Parti ouvrier à Ottawa pour le comté de Maisonneuve. Il sera député pendant 15 ans.
- 1910** Scission au sein du Parti ouvrier : formation de la Fédération des clubs ouvriers municipaux.
- 1911** Formation du Parti social-démocrate du Canada.
- 1912** Saint-Martin et les socialistes de Montréal adhèrent au Parti social-démocrate du Canada.
- 1914** Organisation de la section francophone du Parti socialiste du Canada, dirigée par Albert Saint-Martin.
- 1916** Le Conseil des métiers et du travail de Montréal lance un hebdomadaire, *Le Monde ouvrier*, qui sera aussi l'organe du Parti ouvrier.
- [515]**
- 1917** Lutte contre la conscription : alliance entre socialistes, nationalistes et la Fédération des clubs ouvriers municipaux au Québec. Formation de la section québécoise du Parti ouvrier canadien qui regroupe travaillistes et socialistes ; président : Jos. Ainey.
- Mars 1919** Fondation du One Big Union dans l'ouest du pays.
- Mai 1919** Grève générale de Winnipeg. 35 000 travailleurs, représentés par un conseil de grève, dirigent la ville pendant quelques semaines.

- nes. L'armée brise la grève.
- Oct. 1919** Gustave Francq, dirigeant des syndicats internationaux à Montréal, publie *Bolchevisme ou syndicalisme, lequel ?*
- 1920** Albert Saint-Martin répond à Francq en publiant la brochure *T'as menti !*, à la défense de l'U.R.S.S.
- 1921** Fondation de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.), ancêtre de la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.). Élection de Joseph Gauthier, leader de l'Union des typographes, candidat du Parti ouvrier dans Sainte-Marie.
- Mars 1924** (le 8) La Women's Labor League est la première organisation de femmes canadiennes à célébrer le 8 mars journée internationale des femmes.
- 1925** Les communistes sont expulsés du Parti ouvrier au Québec. Création de l'Université ouvrière à Montréal par Albert Saint-Martin.
- 1930** Les frères Godin fondent l'Association humanitaire à Montréal.
- Mars 1930** Manifestation de milliers de sans-emploi à Montréal.
- 1932** Fondation de la Cooperative Commonwealth Federation à Régina ; J.S. Woodsworth président.
- Juin 1934** Grève à la Noranda Mines : implication de la W.U.L.
- Août 1934** Grève de l'industrie du vêtement à Montréal : J. Gershman du P.C.C. y milite ; défaite syndicale.
- Oct. 1934** Fondation de la Canadian League Against War and Fascism ; 305 délégués, représentant 211 organisations et 377 000 membres, y participent en compagnie de 415 observateurs.
- Nov. 1934** Manifestation de chômeurs à Montréal ; 500 délégués du nouveau Conseil des sans-travail rencontrent Camillien Houde.
- Fév. 1935** Congrès national des sans-travail à Ottawa ; 162 délégués y représentent 230 000 membres. Léo Lebrun, C.A. Perry et J. Bédard viennent du Québec, entre autres.
- [516]**
- Juil. 1935** (le 1er) Marche sur Ottawa (On-to-Ottawa-Treck) des chômeurs, stoppée à Régina par la Gendarmerie royale : la répression fait un mort et de nombreux blessés.
- 1937** Grève de 5 000 ouvrières du vêtement à Montréal. Grève de 10 000 travailleurs et travailleuses à la Dominion Textile de Montréal et Valleyfield. Grève des 3 000 ouvriers des chantiers maritimes à Sorel.

1938	Fondation de la Fédération provinciale des travailleurs du Québec (F.P.T.Q.) affiliée au Congrès des métiers et du travail du Canada.
Janv. 1940	Le Comité canadien du C.I.O. fusionne avec le Congrès pancanadien du travail pour créer le Congrès canadien du travail (C.C.T.).
1943	Grève des 7 000 ouvriers de Canadair.
1943	Le C.C.T. donne son appui à la C.C.F. qu'il considère comme le bras politique du mouvement ouvrier.
Sept. 1943	La C.C.F. refuse la demande d'affiliation du Parti ouvrier-progressiste (P.O.P.).
1944	Le député David Côté est élu dans Rouyn-Noranda sous la bannière de la C.C.F.
Juin 1946	Grève des 6 000 travailleurs et travailleuses de la Dominion Textile à Valleyfield et Montréal ; arrestation de Madeleine Parent, Kent Rowley et Azellus Beaucage.
Mars 1947	J.A. (Pat) Sullivan quitte le P.O.P. et la Canadian Seamen's Union (C.S.U.) et fonde le syndicat rival, Canadian Lake Seamen's Union puis rejoint le Seafarers' International Union (S.I.U.) de l'A.F.L.
Août 1948	L'exécutif du C.C.T. suspend le syndicat communiste des Mine-Hill.
1949	Congrès du C.C.T. : expulsion des Mine-Mill, des U.E. et remplacement du C.S.U. Au Québec, Duplessis présente le bill 5, un projet de Code du travail interdisant la participation de communistes à la tête de syndicats accrédités.
1949	Grève de l'amiante du 13 février au 1er juillet. Grève de l'Union des marins canadiens (C.S.U.) du 1er avril au 25 octobre.
1950	Grève des 13 000 cheminots canadiens du C.N. et du C.P. ; ils obtiennent la semaine de 40 heures, malgré une loi spéciale qui casse la grève.
[517]	
1952	Fondation de la Fédération des unions industrielles (F.U.I.Q.) qui regroupe les syndicats affiliés au C.C.T. et au C.I.O. Expulsion de Madeleine Parent et Kent Rowley des O.U.T.A. pendant la grève à la Dominion Textile.
1955	Congrès de la F.U.I.Q. : « Manifeste au peuple du Québec » pour une social-démocratie ; rejetant la formation d'un parti ouvrier, le congrès fonde la Ligue d'action socialiste.
1956	La C.C.F. devient le Parti social-démocrate (P.S.D.) au Québec.

- Fusion du C.M.T.C. et du C.C.T. qui créent le Congrès du travail du Canada (C.T.C.).
- 1957** La F.U.I.Q. et la F.P.T.Q. deviennent la Fédération des travailleurs du Québec (F.T.Q.).
- 1961** Le C.T.C. et la C.C.F. fondent le Nouveau parti démocratique (N.P.D.) ; au Québec, la F. T. Q. appuie le N.P.D.
- 1963** Création du Parti socialiste du Québec (P.S.Q.).
- 1963** Création de la revue *Parti Pris* au Québec.
- 1964** Création des revues *Révolution québécoise* et *Socialisme québécois*.
- 1965** Création du Mouvement de libération populaire (M.L.P.).
- 1965** Élection fédérale : le N.P.D. obtient 12% des voix au Québec.
- 1968** Kent Rowley et Madeleine Parent fondent le Conseil des syndicats canadiens.

[493]

Le droit de se taire.
Histoire des communistes au Québec,
de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

Cette bibliographie regroupe les ouvrages essentiels publiés au Canada sur le Parti communiste du Canada /Parti ouvrier-progressiste. Nous nous sommes limités aux ouvrages généraux portant sur la politique d'ensemble du Parti, délaissant de ce fait les ouvrages sur les activités du Parti dans les provinces autres que le Québec. Nous avons également retenu un certain nombre de publications du Parti selon les deux critères suivants : leur généralité et leur disponibilité. C'est ainsi que nous donnons une liste très partielle des ouvrages de Tim Buck et de Stanley B. Ryerson, par exemple, dont les bibliographies exhaustives peuvent être consultées respectivement dans Peter Weinrich, *A Select Bibliography of Tim Buck* et Gregory S. Kealey, « Stanley Bréhaut Ryerson : Marxist Historian », *Studies in Political Economy*, 9 (Fall 1982) : 154-170. Nous avons cru bon donner un aperçu des principales sources et des dépôts d'archives concernant le Parti. Cette liste est cependant incomplète. Enfin, on trouvera une liste des périodiques publiés par le Parti au cours de son existence.

1 - Sources

Archives Publiques d'Ontario. Attorney General's Department, Province of Ontario, Record Group 4 (1931), « Communist Party of Canada » et la *MacDonald-Spector Collection*.

Archives du Parti Communiste du Canada. Déposées aux Archives Publiques du Canada.

Archives Publiques du Canada (Ottawa)

a) *RCMP files*. File n° 2447 : « Summary of Crime Reports - Bolshevism » (RG 18).

b) *Justice Records* (RG 13).

[519]

c) *Labour Records* (RG 27).

- *Lacelle Files* (volumes 65 à 274) sur les camps de travail, les centrales syndicales, la section 98 du Code criminel, etc.
- Les volumes 294 à 561, 2272 à 2343, 3092 à 3124 et 3587 à 3639 sur les conflits de travail, la C.L.D.L., la Deuxième Guerre mondiale, sur le P.C.C., les organisations ouvrières, l'assurance-chômage, etc.

d) *Secrétariat d'État*. Chief Press Censor (RG 6).

e) *Woodsworth Collection*.

f) *Canada House Files A-12*. Department of External Affairs to Dominion.

g) *Joseph L. Cohen Papers*.

Universités

a) University of Toronto : *Robert S. Kenny Collection, I. S. Woodsworth Collection, Earle Birney Papers.*

b) McMaster University (Hamilton, Ontario) : *Canadian Radical Archives.*

c) Université du Québec à Montréal : Centre de documentation, Pavillon Hubert-Aquin ; périodiques communistes, collection incomplète de documents sur le P.C.C./P.O.P.

2 - Bibliographies et guides

AUBIN, Paul. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada 1966-1975.* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1981, 2 tomes. 1430 p.

AUBIN, Paul. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada 1976-1980.* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1985, 2 tomes. 1316 p.

CHERWINSKI, W.J.C. « Bibliographical Notes : The Left in Canadian History, 1911-1969 ». *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, 4, 4 (novembre 1969) : 51-60.

CLEMENT, Wallace et Daniel DRACHE. *A Practical Guide to Canadian Political Economy.* Toronto, James Lorimer and Company, 1978.

DANSEREAU, Bernard. « Inventaire préliminaire des documents relatifs au mouvement communiste du Canada ». *Bulletin du regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs québécois*, 2, 3 (octobre-novembre 1975) : 26-34.

[520]

DANSEREAU, Bernard. « Documentation sur le Parti communiste du Canada ». *Bulletin du regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs québécois*, 3, 3 (octobre-novembre 1976) : 19-25.

HANN, Russell, Gregory S. KEALEY, Linda KEALEY et Peter WARRIAN. *Primary Sources in Canadian Working Class History, 1860-1930.* Kitchener, Dumont Press, 1973.

HEGGIE, Grace F. *Canadian Political Parties, 1867-1968 : A Historical Bibliography*. Toronto, 1977.

KEALEY, Gregory S. *Guide to Working Class History*. Toronto, New Hogtown Press, 1975.

KEALEY, Gregory S. et Peter WARRIAN, eds. *Essays in Canadian Working Class History*. Toronto, McClelland and Stewart, 1976. ((Bibliographical Essay », p. 185-194.

LEBLANC, André-E. et James Douglas THWAITES. *Le monde ouvrier au Québec. bibliographie rétrospective. Coll. « Histoire des travailleurs québécois »*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1973. 283 p.

VAISEY, Douglas. *The Labour Companion. A Bibliography of Canadian Labour History Based on Materials Printed from 1950-1975*. Halifax, Comité sur l'histoire ouvrière canadienne, 1979. 126 p.

WEINRICH, Peter. *A Select Bibliography of Tim Buck*. Toronto, Progress Books, 1974. 50 p.

WEINRICH, Peter. *Social Protest From the Left in Canada 1870-1970 : [a bibliography]*. Toronto, University of Toronto Press, 1982. 627 p.

WOODSWORTH, A. *The « alternative » Press in Canada. A checklist of Underground, Revolutionary, Radical, and Other Alternative Serials From 1960*. Toronto, University of Toronto Press, 1972. 94 p.

3 - Publications du P.C.C./P.O.P.

BEECHING, W. et P. CLARKE. *Yours in the Struggle, Reminiscences of Tim Buck*. Toronto, N.C. Press Ltd., 1977.

BETHUNE, Norman. « Medical Care and Modern Society » (1936). *Marxist Quarterly*, 12 (1965).

BUCK, Tim. *The People Versus Monopoly*. Toronto, New Era Publishers, 1937. 55 p.

BUCK, Tim. *Le Canada a besoin d'un Parti de Communistes*. Publié [521] par le Comité National d'initiative pour la convocation d'une constituante communiste en juin 1943. 32 p. (Avant-propos de S.B. Ryerson).

BUCK, Tim. *After the War - Depression or Prosperity ?* Toronto, 1944. 12 p.

BUCK, Tim. *We Fight For Canada*. Toronto, 1951. 20 p.

BUCK, Tim. *New Horizons for Young Canada*. Toronto, 1948.

BUCK, Tim. *Canada, The Communist Viewpoint*. Toronto, Progress Books, 1948. 290 p.

BUCK, Tim. *Keep Canada Independent*. Rapport au Comité National du P. O. P., Toronto, 1948. 20 p.

BUCK, Tim. *The Yankee Occupation of Canada*. Toronto, Progress Books, 1950. 16 p.

BUCK, Tim. *Thirty Years (1922-1952)*. Toronto, Progress Books, 1952. 224 p.

BUCK, Tim. 1917-1957. *Forty Years of Great Change*. Toronto, Progress Books, 1957.

BUCK, Tim. *Our fight for Canada. Selected writings (1923-1959)*. Toronto, Progress Books, 1959. 407 p.

CARON, Gui. *L'axe Saint-Laurent-Duplessis, ennemi avéré de la paix, de la sécurité et des droits du Canada français*, rapport au IXe Congrès du P.O.P. du Québec, 1951, mimeogr.

CARON, Gui. *Brisons la dictature des trusts américains ! Le Canada d'abord !*, programme du P.O.P. pour les élections fédérales de 1953, Montréal. 17 p.

CARON, Gui. *Déclaration*. Lettre de démission du P.O.P. de Gui Caron, mimeogr., 19 octobre 1956, 7 p.

CARR, Sarn. *Communists at Work*. Toronto, oct. 1937 ; discours au VIIIe Congrès du P.C.C. tenu à Toronto du 8 au 13 octobre 1937.

LE COMITÉ DES DROITS UNIONISTES. *Les ouvriers de Québec luttent pour le droit de s'organiser*. Montréal, s.é., 1953. 16 p.

LE COMITÉ DES DROITS UNIONISTES. *Unissons-nous contre les bill 19 et 20 !* Montréal, s.é., 1954. 12 p.

C.P.C. Democratic Front for Canada (A), Rapports, discours et résolutions de la rencontre du Comité Exécutif national du P.C. C. du 3 au 6 juin 1938, Toronto. 127 p.

C.P.C. « Projet de constitution et règlements du Parti communiste canadien ». *The Party Builder*, n° 7, mai 1939 : 7-10.

C.P.C. Resolutions of the National Party Conference. Résolutions [522] adoptées à la conférence nationale du Parti à Ottawa en février 1942. 18 p.

C.P.C. Labor Policy for Victory (A), mémoire présenté par Tim Buck au nom du Dominion Communist-Labor Total War Committee au National War Labor Board Inquiry Into Labor Relations, le 27 mai 1943. 90 p., plus un mémoire supplémentaire de Evariste Dubé sur le Québec (p. 57-64).

C.P.C. « The Mackenzie-Papineau Battalion in Spaim ». *The Marxist Quarterly*, 18 (été 1966) : 1-77 (n° spécial).

C.P.C. Toward a Canadian People's Front. Rapports, discours au 9e plenum du C.C. du P.C.C., dont un discours de Buck sur les élections fédérales de 1935, novembre 1935.

C. P.C. Workers Leaflet Manual. Toronto, 1939. 21 p.

C.P.C. Canada and the VIth World Congress of the Communist International. Étude des décisions du VIIe Congrès de l'I.C. et du 9e plenum du C.C. du P.C.C., Toronto, 1935. 75 p.

C.P.C. Documents of the 17th National Convention. Toronto, Progress Books, 1962. 36 p.

C.P.C. Questions for Today. Toronto, Progress Books, 1964. 155 p.

C.P.C. Canada's Party of Socialism. History of the Communist Party of Canada, 1921-1976. Toronto, Progress Books, 1982. 319 p.

C.P.C. « A New Constitution for Canada ». *Marxist Quarterly*, 15 (Automne 1965) : 78-86.

C.P.C. Submission to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism by the Communist Party of Canada. Toronto, 1964.

C.P.C. The Road to Socialism in Canada. Toronto, Progress Books, 1960.

C.P.C. The road to Socialism in Canada. Toronto, Progress Books, 1962.

C.P.C. For an Independent, Sovereign and United Trade Union Movement. Toronto, Progress Books, 1974.

DESAUTELS, Guy et al. *Pour l'autodétermination du Québec, Plaidoyer marxiste.* Montréal, Éditions Nouvelles Frontières, 1976, 108 p.

DEWHURST, Alfred. « Flashbacks - Communist Record in the Fight for Women's rights ». *Communist Viewpoint*, 7, 2 (mars-avril 1975) : 49-53.

DUBÉ, Evariste. *Pourquoi la loi du cadenas ?* s.e. (1937). 29 p.

DUBÉ, Evariste. *What's behind the Padlock Law ?* Toronto, New Era Publishers, janvier 1938. 19 p.

[523]

HARRIS, George. « Communists and the 'Hungry Thirties'. » *Communist Viewpoint*, 3, 2 (1971) : 28-32.

_____, « Historical Notes : Canadian Communists and the French Canadian Nation. » *Marxist Quarterly*, 15 (automne 1965) : 27-36.

KASHTAN, William. « The 20th Convention of Canadian Communists. » *Communist Viewpoint*, 1, 1 (1969) : 3-8.

KASHTAN, William. *Stop Union Raiding.* Toronto, Progress Books, 1962.

KASHTAN, William. *Automatism and Labor.* Toronto, Progress Books, 1964.

KASHTAN, William. *Toward Socialism : Selected Writings 1966-1976.* Toronto, Progress Books, 1976. 372 p.

KENNEY, Janet. « Women to Remember ». *Communist Viewpoint*, 7, 2 (mars-avril 1975) : 53-57. (sur Rebecca Buhay, Annie Buller et Margaret Fairley).

LARSEN, Anna. « La Ligue des jeunesses communistes : une perspective historique ». *Le Communiste*, 3, 4 (1983) : 55-64.

LONGPRÉ, Daniel. *Il grandira...* Montréal. P. O. P., s. d., 16 p.

L.P.P. *Program of the Labor-Progressive Party*, adopté au congrès de fondation du P.O.P., (21-22 août 1943), Toronto. 26 p.

L.P.P. *L.P.P. and Postwar Canada (The)*, Rapports et discours de T. Buck, S. Carr, L. Morris, W. Kashtan, S.B. Ryerson, F. Rose, G. Caron et autres, à la rencontre du Comité national du P.O.P. du 10 au 16 août 1945. 104 p.

L. P. P. *For Peace, Progress, Socialism*, Discours de Buck et principales résolutions du IIe Congrès du P.O.P., 1-5 juin 1946, Toronto. 104 p.

L.P.P. *A Better Canada - To Fight For - To Work For - To Vote For*. Toronto, 1945.

L.P.P. *Canadian Independence and People's Democracy*. Toronto, 1952.

L.P.P. *Canadian Independence and A People's Parliament*. Program adopted at the Fifth National Convention. Toronto, 1954. 31 p.

L.P.P. *Brief of the Labor-Progressive Party to the Royal Commission on Constitutional Problems*. Février 1954, mimeogr. 260 p.

L.P.P. *Canada's Future*. Submission to the Royal Commission on Canada's Economic Prospects. 1956.

MORRIS, Leslie. *A Handbook of Party Education*. Toronto, New Era Publishers, 1939.

MORRIS, Leslie. *The Story of Tim Buck's Party*. Toronto, New Era Publishers, 1939. 31 p.

[524]

MORRIS, Leslie. *Look on Canada Now. Selected Writings (1923-1964)*. Toronto. Progress Books, 1970.

P.C.C. « Le programme électoral. Un programme pour une meilleure vie ». Montréal, comité électoral communiste de Montréal, 1935. 20 p., reproduit dans Daniel LATOUCHE et Diane POLIQUIN-BOURASSA. *Le manifeste de la parole*, t. II, Montréal, Boréal Express, 1978. pp. 153-159.

P.C.C. *La voie vers, le socialisme au Canada. Le programme du Parti communiste canadien*. Toronto, Progress Books, 1972. 52 p.

P.C.C. *Power of the People. Le pouvoir du peuple. Fifty Years of Pictorial Highlights of the Communist Party of Canada. Cinquante années illustrées des points*

culminants du Parti communiste canadien, 1921-1971. Toronto, Progress Books, 1971. 40 p.

P.C.C. Manifeste. Montréal, s.é., 1967. 3 p.

P.C.Q. The Working People of Quebec Need Their Own Political Party. Montréal, s.é., 1968.

P.C.Q. Les prochains pas. Montréal, s.é., 1968.

PIERCE, G. *Socialism and the C.C.F.* Montréal, Contemporary Publishing Association, 1934. 218 p.

P.O.P. Constitution du Parti ouvrier-progressiste. Adoptée au congrès de fondation du P.O.P. les 21-22 août 1943. 16 p.

P.O.P. Pour le bien-être de notre peuple. Programme du Parti ouvrier-progressiste du Québec. Adopté à la Ire convention provinciale du P.O.P., Montréal, 27-28 novembre 1943. 12 p.

P.O.P. La leçon des élections provinciales. Déclaration du comité provincial du Parti ouvrier-progressiste, 1944. 4 p.

P.O.P. Constitution du Parti Ouvrier Canadien. Adoptée au IVe Congrès national du P.O.P., 25-28 janvier 1951, miméogr. 11 p.

P.O.P. Manifeste du Parti ouvrier-progressiste, publié par le P.O.P., à la suite de son congrès de fondation (21-22 août 1943). 4 p.

P.O.P. L'indépendance canadienne et un parlement populaire - la voie canadienne vers le socialisme. Programme du P.O.P. adopté au Ve Congrès, 1954. 36 p.

ROSE, Fred. *Fascism over Canada.* Toronto, New Era Publishers, 1938.

ROSE, Fred. *L'armée Rouge en action.* S.I., s.é., 1941. 15 p.

ROSE, Fred. *La cinquième colonne d'Hitler dans Québec.* Montréal, Progrès de Villeray, 1942. 48 p.

ROSE, Fred. *Le masque tombe.* Brochure du Comité provincial du P.O.P., Montréal, 1944. 13 p.

[525]

ROSE, Fred. *La menace du chaos. Le complot tory contre le Canada*. Montréal, publié par le Parti ouvrier-progressiste du Canada français, 1944. 14 p.

ROSE, Fred. *La lutte pour la paix, s.l.*, éd. du P.O.P., mars 1945. 11 p.

RYERSON, S.B. *Le réveil du Canada français*. Montréal, éd. du Peuple, 1937. 48 p. (pseudonyme E. Roger).

RYERSON, S.B. *La conscription, c'est l'esclavage*. Montréal, éd. du P.C. C., s. d.

RYERSON, S.B. *French Canada. A Study in Canadian Democracy*. Toronto, Progress Books, 1943. 254 p.

RYERSON, S.B. *Drew, Dorion, Duplessis contre le Canada français*. Montréal, Comité électoral du P.O.P. du Canada français, 1944. 12 p.

RYERSON, S.B. « La pensée de Marx au Canada ». *Cité Libre*, (avril 1965) : 17-23.

RYERSON, Stanley Bréhaut. « L'avenir économique et national du Québec est lié au socialisme. » *Socialisme* 67, 12-13 (avril-juin 1967) : 37-42.

SAMUEL, Emery. *On Guard Canadians, the Fascist Enemies Menace our Families, Homes and Country. S.I.*, s.é., mars 1942. 32 p.

SAMUEL, E., Tim BUCK. *Vers l'unité canadienne et la victoire en 1943*. Montréal, publié par le Comité Ouvrier pour un effort de guerre intégral, février 1943. 25 p.

SMITH, A.E. *All my life*. Toronto, Progress Books, 1949.

SMITH, Stewart, éd. *Submission of the Central Committee of the Communist Party of the Royal Commission on Dominion-Provincial Relations*. Toronto, New Era Publishers, 1938. 124 p.

SMITH, Stewart. *A Manual on Party Branch Work*. Toronto, (New Era Publishers ?), 1939.

WALLACE, J.S. *Justice de classe et Défense de masse*, publié par la Ligue canadienne de défense ouvrière, Montréal, (1934), 8 p.

WALSH, Sain. « L'évolution de la position nationale du Parti communiste ». *Le Communiste*, 1, 1 (janvier-mars 1979) : 17-32.

WALSH, Sam. « Some Aspects of the National Question in Canada : Two Paths to Self-Determination in Québec ». *Marxist Quarterly*, 22-23 (1967).

WALSH, Sam. *L'unité contre la répression*. Montréal, s.é., s.d., 20 p.

WALSH, Sam. « Communists and the French-Canadian Nation ». *Communist Viewpoint*, 3, 2 (mars-avril 1971) : 21-27.

WALSH, Sam. *Pour un Parti de masse fédéré des travailleurs*. Montréal, Éditions Nouvelles frontières, 1973.

[526]

4 - Études sur le P.C.C./P.O.P.

ABELLA, Irving. *The Struggle for Industrial Unionism in Canada : the C.I.O., the Communist Party of Canada and the Canadian Congress of Labour, 1936-1956*. Thèse de Ph.D., University of Toronto, 1969.

ABELLA, Irving. *On Strike. Six Key Labour Struggles in Canada, 1919-1949*. Toronto, James Lewis and Samuel, 1974.

ABELLA, Irving. *Nationalism, Communism and Canadian Labour : The C. I. O., The Communist Party of Canada and the Canadian Congress of Labour, 1935-1956*. Toronto, University of Toronto Press, 1973.

ABELLA, Irving. « The C.I.O., the Communist Party and the Formation of the Canadian Congress of Labour, 1936-1941 ». Canadian Historical Association. *Historical Papers*, (1969) : 112-128.

ABELLA, Irving. « Portrait of a Jewish professional Revolutionary : The Recollections of Joshua Gershman ». *Labour/Le travailleur*, II, (1977) : 185-213.

ABELLA, Irving. « American Unionism, Communism and the Canadian Labour Movement : Some Myths and Realities », in R.A. Preston, éd., *The influence of the United States on Canadian Development : Eleven Case Studies*. Durham, Duke University Press, 1972 : 205-225.

ABELLA, Irving. *The Canadian Labour Movement, 1902-1960*. Ottawa, Canadian Historical Association, 1975.

ABELLA, Irving et David MILLAR, éd. *The Canadian Worker in the Twentieth Century*. Toronto, Oxford University Press, 1978.

ADAMS, Ron. *The 1931 Arrest and Trial of the Leaders of the Communist Party of Canada*. Communication au congrès de 1977 de la Canadian Historical Association.

ADAMS, Ron. *The Communist Party of Canada Confronts Canadian Authorities, 1928-1932*. Thèse de Ph.D., University of British Columbia, 1977.

ALLAN, Ted. « The Making of a Martyr ». *Canadian Magazine*, 12 (juillet 1975) : 20-23 (sur Bethune).

ALLAN, Ted et Sydney GORDON. *Docteur Bethune*. Traduit par Jean Paré, Montréal, L'Étincelle, 1973.

AMALGAMATED CLOTHING WORKERS OF AMERICA. *De la servitude à la dignité, 1915-1955 : Quarantième anniversaire*. Montréal, éd. par le A.C.W.A. de Montréal, 1955.

ANGUS, Ian. *Canadian Bolsheviks : The Early Years of the Communist Party of Canada*. Montréal, Vanguard Publications, 1981. 404 p.

[527]

ANGUS, Ian. *Against the Stream : The Early Years of Canadian Trotskyism*. Toronto, Vanguard Press, 1978.

ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *La menace communiste au Canada*. Montréal, École sociale populaire, brochure n° 254-255, 1935.

AVAKUMOVIC, Ivan. « The Communist Party of Canada : The Interwar Years » in D.J. Bercuson, éd., *Western Perspectives, vol. 1*, Toronto, Holt, Rinehart and Winston, 1974.

AVAKUMOVIC, Ivan. « Le mouvement communiste au Canada, de la déstalinisation au XXIe Congrès (1956-1959) ». *Est et Ouest*, 11, 226 (1-15 décembre 1959) : 8-11.

AVAKUMOVIC, Ivan. « Le parti communiste du Canada et le différend sino-soviétique ». *Est et Ouest*, 16, 324 (1-15 juillet 1964) : 15-19.

AVAKUMOVIC, Ivan. « The Communist Party of Canada and the Sino-soviet Dispute. » *Pacific Affairs*, 37, 4 (hiver 1964-65) : 426-435.

AVAKUMOVIC, Ivan. *The Communist Party in Canada, A History*. Toronto, McClelland and Stewart, 1974. 309 p.

AVAKUMOVIC, Ivan. *Socialism in Canada : A Study of the CCF-NDP in Federal and Provincial Politics*. Toronto, McClelland and Stewart, 1978.

VERY, Donald. « Continental European Immigrant Workers in Canada, 1896-1919 : From 'Stalwart Peasants' to Radical Proletariat ». *Revue Canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 12, 1 (1975). 53-64.

VERY, Donald. « *Dangerous Foreigners* » : *European Immigrant Workers and Labour Radicalism in Canada, 1896-1932*. Toronto, McClelland and Stewart, 1979. 125 p.

BALAWYDER, Aloysius. *Canadian-Soviet Relations Between the World Wars*. Toronto, University of Toronto press, 1972. 248 p.

BALAWYDER, Aloysius. *Canadian-Soviet Relations, 1939-1980*. Oakville (Ontario), Mosaic Press, 1981. 222 p.

BAROOTES, E.W. « Dr. Norman Bethune : inspiration for a Modern China ». *Canadian Medical Association Journal*, 122 (1980) : 1176-1184.

BAUM, Gregory. *Catholics and Canadian Socialism : Political Thought in the Thirties and Forties*. Toronto, J. Lorimer, 1980.

BAXTER, Theresa Catherine. *Selected Aspects of Canadian Public Opinion on Russian Revolution and on Its Impact in Canada, 1917-1919*. Thèse de M.A., University of Western Ontario, 1972. 202 p.

BÉLANGER, André-J. *L'Apolitisme des idéologies québécoises : le grand tournant, 1934-1936*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1974.

[528]

BENNETT, Arnold. « Red-baiting Trade-Union Style : Cold War Factionalism in the Canadian Trade Union Movement ». *Our Generation*, 13, 2 (printemps 1979) : 31-49.

BENOÎT, Jacques. *L'extrême-gauche*. Montréal, La Presse, 1977. 139 p.

BERGER, Thomas R. *Liberté fragile. Droits de la personne et dissidence au Canada*. Montréal, Hurtubise HMH, 1985 : le chapitre V : « Le Parti communiste et les limites de la dissidence », pp. 135-167.

BETCHERMAN, Lita-Rose. *The Little Band : The Clashes Between the Communists and the Political and Legal Establishments in Canada, 1928-1932*. Ottawa, Deneau Publishers, 1982. 247p.

BLOCH, Harry. « Norman Bethune M.D. (1890-1939) Medical Humanist ». *New-York State Journal of Medecine*, 74 (1974) : 1856.

_____, « Blueprint for Treason ». *Time*, 56 (novembre 1959) : 31.

BOTHWELL, Robert et J.L. GRANATSTEIN. *The Gouzenko Transcripts : The Evidence Presented to the Kellock-Taschereau Royal Commission of 1946*. Ottawa, Deneau Publishers, 1982. 346 p.

BOTTING, Harney. « Dr. Norman Bethune, the Unknown Legend ». *Canada and the World*, 37 (février 1972) : 22.

BOWMAN, John. « You Need Not Sell Out : The Story of Kent Rowley ». *Canadian Dimension*, 13, 8 (juin 1979) : 13-14.

BOZZINI, Luciano G. *Formes et genèse de la conscience ouvrière chez les ouvriers de la sidérurgie*. Thèse de Ph.D., Université de Montréal, 1975.

BREEZE, S.M. *Editorial Response to Communism in the English Language Press in Canada During the 1930's*. Thèse de M.A. (études canadiennes), Carleton University, 1970. 122 p.

BROMKE, A. « Concept of people's democracy in the post-Stalinist period ». *Revue de l'Université d'Ottawa*, 29 (oct. déc. 1959) : 473-498.

BROWN, Lorne A. « Repression Is as Canadian as Imported Apple Pie : the Trek to Ottawa, 1935 - remembered ». *Canadian Dimension*, 8 (juin 1971) : 50-58.

BROWN, Lorne and Caroline. *An Unauthorized History of the RCMP*. Toronto, James Lewis and Samuel, 1973.

BROWN, Lorne A. « Breaking Down the Myths of Peace and Harmony in Canadian Labour History ». *Canadian Dimension*, 9, 5 (mai 1973) :11-35.

BUTLER, Eric D. *The Real Communist Menace : the Canadian Royal Commission's Report on Espionage and Other Communist Activities in Canada*. Flesherton, Canadian Intelligence Service, 1978.

[529]

CALDWELL, D.N. *United Electrical Radio and Machine Workers Union in Canada*. Thèse de M.A., Western University of Ontario.

_____, « Le Canada et le Communisme ». *Bulletin de l'Association d'Études et d'Informations politiques internationales*, 7, 139 (1-15 novembre 1955) :15-17.

Canadian Chamber of Commerce. Department of Economic Development. *The Communist Threat to Canada*. Montreal, Canadian Chamber of Commerce, Board of Trade Building, 1947. 40 p.

CARON, Max. « Le Communisme et la C.C.F. ». *L'Action nationale*, 21, 5 (1943).

CARRIGAN, D. Owen. *Canadian Party Platforms, 1867-1968*. Toronto, Copp Clark Pub. Co., 1968. 363 p.

CATTA, Jean-Michel. *La grève des bûcherons de Rouyn, 1933*. Cahiers du Département d'histoire et de géographie, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue travaux de recherche n° 12, Rouyn, novembre 1985. 75 p.

CHARTRAND, L. et C. MARCIL. « Les héros clandestins ». *Perspectives*, (23 septembre 1978) : 4.

CHARTRAND, Luc. « Au temps où les femmes prenaient les tramways d'assaut ». *Châtelaine*, 19, 10 (octobre 1978) : 56-57.

CHOKO, Marc-Henri. *Cent ans de crises du logement à Montréal*. Tome 1 : 1861 à 1939. Montréal, Centre de recherches et d'innovation urbaines, Université de Montréal, 1979.

CHOKO, Marc-Henri. « Le mouvement des squatters à Montréal, 1946-1947. » *Cahiers d'histoire*, 2, 2 (printemps 1982) : 27-39.

CHRISTIAN, W.E. et Colin CAMPBELL. *Political Parties and Ideologies in Canada : Liberals, Conservatives, Socialists, Nationalists*. Toronto, McGraw-Hill/Ryerson, 1974. 213 p.

CLARK, S.D., J.P. GRAYSON, Linds M. GRAYSON, dir. *Prophecy and Protest : Social Movements in Twentieth-Century Canada*. Toronto, Gage Educational Publishing, 1975, 437 p.

CLARK, Samuel Delbert. « Movements of Protest in Post-War Canadian Society ». *Royal Society of Canada. Transactions*, series IV, 8 (1970) : 223-237.

CLARKE, Phyllis Esphere. *Applications of Marxist Thought to Canada*. Thèse de Ph.D., University of Toronto, 1977.

Collaboration. *Norman Bethune, his times and his legacy; son message et son époque*. Édité par A.E. Shepard et Andrée Lévesque pour la fondation Bethune. L'Association canadienne d'hygiène publique, 1982, 253 p.

[530]

COMEAU, Robert. « Le Searchlight, journal exemplaire de l'Union des marins canadiens ». *Stratégie*, 13/14 (printemps-été 1976) : 7-49.

COMEAU, Robert. « Le Canadian Seamen's Union (1936-1949) : un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier canadien ». *R.H.A.F.*, 29, 4 (mars 1976) : 503-538.

COMEAU, Robert et Bernard DIONNE. [Les communistes au Québec, 1936-1956](#). Montréal, Les Presses de l'Unité, 1980. 104 p. (Traduit sous le titre *Communism in Québec, 1936-1956*, Montréal, Les Presses de l'Unité, 1981.)

COMEAU, Robert et Bernard Dionne. « [Le Parti communiste canadien au Québec pendant la Seconde Guerre mondiale, 1939-1945](#) », in F. DUMONT, J. HAMELIN et J.P. MONTMINY, dir. *Idéologies au Canada français, 1940-1976*. Tome III : *Les Partis politiques - L'Église*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981. p. 5-43.

COMEAU, Robert et Bernard DIONNE. « [Le Parti ouvrier-progressiste en crise, 1946-1956](#) », in F. DUMONT, J. HAMELIN et J.P. MONTMINY, dir. *Idéologies au Canada français, 1940-1976*. Tome III : *Les Partis politiques - L'Église*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981. p. 45-119.

CONWAY, John. « Populism in the United States, Russia and Canada : Explaining the Roots of Canada's Third Parties ». *Canadian Journal of Political Science*, 9, 1 (mars 1978) : 99-124.

COPP, Terry. *Le S.I.T.E. au Canada. Historique*. Elora (Ontario), Cumnock Press, 1980. 98 p.

C.S.N.-C.E.Q., éd. *150 ans de lutte. Histoire du mouvement ouvrier au Québec, 1825-1976*. Montréal, C.S.N.-C.E.Q., Ire éd., 1979. 235 p. Édition revue et augmentée, 1984. 328 p.

DAL MAGRO, René. *Anticommunism in French Canada, 1917-1950*, Thèse de Ph. D., Université McGill.

DAVIS, Ioan. « Fairy Tale IV ». *Canadian Forum*, (octobre 1975) : 30-31 (sur Bethune).

DION, Gérard. *Le Communisme dans la Province de Québec*. Québec, Presses de l'Université Laval, Services extérieurs d'éducation sociale, « Chrétienté d'aujourd'hui », n° 3, 1949. 22 p.

DION, Gérard. « Les Communistes et les unions ouvrières ». *Relations industrielles*, 2, 9 (mai 1947) : 1-2.

DIONNE, Bernard. *La politique du Parti communiste canadien au cours de la Seconde Guerre mondiale*. Thèse de M.A., (Histoire), UQAM, 1979. 297 p.

DIONNE, Bernard. « Historiographie du Parti communiste canadien, 1960-1982 ». *R.H.A.F.*, 37,2 (septembre 1983) : 309-319.

[531]

DIONNE, Bernard. *Les « unions internationales » et le Conseil des métiers et du travail de Montréal, 1938 à 1958*. Thèse de Ph.D. (Histoire), UQAM, 1988. 848 p.

DORÉ, Gérald. « L'idéologie de *Combat*, 1946-1948 », in F. DUMONT, J. HAMELIN et J.P. MONTMINY, dir. *Idéologies au Canada français, 1940-1976*. Tome 1 : *La presse, la littérature*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981. p. 179-212.

DOWSON, R. « Canadian Stalinism in Shambles ». *International Socialist Review*, 19, 1 (hiver 1958) : 16-17, 30.

DUMAS, Evelyn. *The Bitter Thirties in Quebec*. Montréal, Black Rose Books, 1975. 175 p.

DUMAS, Evelyn. *Dans le sommeil de nos os, 1934-1944*. Montréal, Leméac, 1971. 170 p.

EGGLESTON, W. « Report of the Royal Commission on Espionage ». *Queen's Quarterly*, 53, 3 (août 1946) : 369-378.

ELOESSER, Léo. « In Memoriam : Norman Bethune 1890-1939 » *Journal of Thoracic Surgery*, 9 (1940) : 460-461.

EN LUTTE ! « Les leçons de l'action des communistes et du Parti communiste canadien lors de la Seconde Guerre mondiale ». *Unité Proletarienne*, 2, 4 (avril-mai 1978) : 34-47.

ERVIN, Randy. *Men of the Mackenzie-Papineau Battalion : A Case Study of the Involvement of the International Communist Movement in the Spanish Civil War*. Thèse de M.A., Carleton University, 1972. 105 p.

FISH, F.H. « Norman Bethune 1890-1939 ». *Calgary Associate Clinic Historical Bulletin*, 19 (février 1946) : 151-159.

FORTIN, Gérard et Boyce RICHARDSON. *Life of the Party*. Vehicule Press, Montréal, 1984.

FOURNIER, Marcel. *Histoire et idéologie du groupe canadien-français du Parti communiste, 1925-1945*. Thèse de M.A. (Sociologie), Université de Montréal, 1969. 290 p.

FOURNIER, Marcel. [*Communisme et anti-communisme au Québec, 1920-1950*](#). Montréal, éd. Albert St-Martin, 1979. 167 p.

FOURNIER, Marcel. « Histoire et idéologie du groupe canadien-français du Parti Communiste (1925-1945) ». *Socialisme* 69, 16 (janvier-mars 1969) : 63-78.

FRANK, David Alexander. « Bethune ». *This Magazine*, 8, 1 (mars 1974) : 22-25.

FRANK, David Alexander. « N. Bethune : National Hero ». *Canadian Dimension*, 9 (mars 1973) : 7-8.

[532]

FRANK, Mark. « A Comment on Gregory Kealey's Stanley Bréhaut Ryerson : Canadian Revolutionary Intellectual ». *Studies in Political Economy A Socialist Review*, 12 (automne 1983) : 169-172.

FRASER, B. « Commies muscle in ». *Maclean's Magazine*, 60, (15 janvier 1947) : 40-42.

GAGNON, Henri. *Les militants socialistes du Québec*. Saint-Lambert, Les Éditions Héritage, 1986.

GAUVIN, Bernard. *Le parti communiste du Canada et la question canadienne-française, 1921-1938*. Thèse de M.A. (Science Politique), UQAM, 1978.

GAUVIN, Bernard. *Les communistes et la question nationale au Québec : sur le Parti communiste du Canada, de 1921 à 1938*. Montréal, Presses de l'Unité, 1981. 151 p.

GÉRIN-LAJOIE, Jean. *La lutte syndicale chez les métallos*. Montréal, Éditions du jour, 1973.

GLENDAY, Dan. « Thirties Years of Labour Relations in the Mining Industry in Rouyn-Noranda, Québec, 1934-1964 ». *De l'Abitibi Témiscamingue*, 5, (1979) : 77-120.

GOURD, Benoit-Beaudry. « Les travailleurs miniers et l'implantation du syndicalisme dans les mines de l'Abitibi-Témiscamingue, 1925-1950 » *De l'Abitibi-Témiscamingue*, 4, (1975) : 45-111.

GRAY, James H. *The Roar of the Twenties*. Toronto, MacMillan, 1975. 320 p.

GREEN, Jim. *Against the Tide. The Story of the Canadian Seamen's Union*. Toronto, Progress Books, 1986.

GREENWOOD, F. Murray. « L'insurrection appréhendée et l'administration de la justice au Canada : le point de vue d'un historien ». *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, 34, 1 (juin 1980) : 57-91.

GORDON, Sidney et Ted ALLAN. *Docteur Bethune*. Montréal, Éd. l'Étincelle, 1973.

GRIMSON, Colin. *The Communist Party of Canada 1922-1946*. Thèse de M.A., McGill, 1967.

HALARY, Charles. *Le mouvement ouvrier québécois. L'intégration syndicale par l'anticommunisme*. Montréal, Cahiers de recherche marxistes révolutionnaires, 1974.

HALARY, Charles. « Mais où sont donc les internationales d'antan ? » *Interventions critiques*, 5 (printemps-été 1980) : 155-177.

HARRIS, George. « Communists and the 'Hungry Thirties' ». *Communist Viewpoint*, 3, 2 (mars-avril 1971) : 28-32.

[533]

_____, « Historical Notes : Canadian Communists and the French Canadian Nation ». *The Marxist Quarterly*, 15 (Automne 1965) : 27-36.

HOAR, Victor. *The On to Ottawa Trek*. Toronto, The Copp Clark Publishing Co., 1970.

HOAR, Victor. « Canadians in the Spanish Civil War : The Way Over ». *Dalhousie Review*, 48, 1 (Printemps 1968) : 100-113.

HOROWITZ, Gad. *Canadian Labour in Politics*. Toronto, University of Toronto Press, 1968.

HOWARD, Victor. « The On to Ottawa Trek (First of two Parts) ». *Canada, an historical magazine*, 3, 3 (mars 1976) : 34-47.

HOWARD, Victor. « The On to Ottawa Trek (Second of two Parts) ». *Canada, an historical magazine*, 3, 4 (juin 1976) : 2-14.

_____, « The Hungry Thirties : 1930-1939 ». *Sound Heritage*, 7, 4 (1978) : 40-59.

ISACSSON, Magnus. *Les perspectives d'alliance du Parti communiste canadien au Québec, 1935-1939*. Communication au Congrès de l'I.H.A.F., octobre 1975, ronéo. 22 p.

JACKSON, Paul. *Norman Bethune 1890-1939 : Médecin du Peuple*. Montréal, Éd. Drapeau Rouge, 1979.

JONES, Roy. « La guerre des oubliés - 600 Canadiens firent aux côtés des forces alliées et des Russes blancs la campagne de 1919 contre l'Armée rouge de Trotsky dans le Nord de la Russie ». *Perspectives-Dimanche*, 6, 8 (24 février 1974) : 10-12, 14-15.

KAPLAN, William. *Everyting that Floats : Pat Sullivan, Hal Banks and the Seamen's Union of Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 1987.

KEALEY, Gregory S. « Stanley-Bréhaut Ryerson : Canadian Revolutionary Intellectual ». *Studies in Political Economy*, 8 (été 1982) : 7-36. Ce texte a été republié dans le n° 9 (automne 1982) : 103-131, à cause des erreurs contenues dans la première version.

KEALEY, Gregory S. « Stanley Bréhaut Ryerson : Marxist Historian ». *Studies in Political Economy*, 9 (automne 1982) : 133-170.

KIRKCONNELL, Watson. *Seven Pillars of Freedom*. Toronto, Burns and MacEchren, 1952.

KIRKCONNELL, W. « Our Communist Revolutionaries are not Russians ». *Saturday Night*, 58 (12 décembre 1942) : 7 ; 58 (2 janvier 1943) : 2 ; 58 (9 janvier 1943) : 8-9 ; 58 (23 janvier 1943) : 2.

KIRKCONNELL, W. « Canadian Communists and the Comintern ». *Royal Society of Canada, Transactions*, series 42, (sec. 2), 1948, p. 91-105.

[534]

KOLASKY, John. *The Shattered Illusion. The History of Ukrainian Pro-Communist Organizations in Canada*. Toronto, PMA Books, 1979.

KOULACK, Ester. « 'It could have been any one of us' : An Account of the Atom Spy Hunt and Its Effects in Canada and the USA ». *Canadian Dimension*, 2, 6 (1976).

LACELLE, Nicole. *Madeleine Parent - Léa Roback : Entretiens avec Nicole Lacelle*. Montréal, éditions du Remue-ménage, 1988.

LARIVIÈRE, Claude. « Albert Saint-Martin, un pionnier du socialisme ». *Possibles*, 1, 3/4 (Printemps 1977).

LARIVIÈRE, Claude. *Le 1er mai, fête internationale des travailleurs*. Montréal, Éd. A. St-Martin, 1975.

LARIVIÈRE, Claude. *Albert Saint-Martin. Militant d'avant-garde*. Montréal, Éd. A. St-Martin, 1979.

LAZARUS, Morden. *The Long Winding Road : Canadian Labour in Politics*. West Vancouver, Boag Foundation, 1978.

LÉVESQUE-OLSEEN, Andrée. *The Canadian Left in Quebec during the Great Depression : the Communist Party of Canada and the Cooperative Commonwealth Federation in Quebec, 1929-1939*. Thèse de Ph. D. (Histoire), Duke University, 1973. 259 p.

LÉVESQUE, Andrée. « Le Québec et le monde communiste : Cowansville, 1931 ». *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, 34, 2 (septembre 1980) : 171-182.

LÉVESQUE, Andrée. *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*. Montréal, Boréal Express, 1984.

LÉVESQUE, Georges-Henri. « Le communisme et les chrétiens ». *Relations industrielles*, 5 (avril 1950) : 177-180.

LINDSTROM-BEST, Varpu. *History of Organized Socialism and Communism among the Finnish-Canadians from 1905 to 1969*. B.A. Honours Research Papers, York University, 1974.

LIPTON, Charles. *Histoire du mouvement syndical au Canada et au Québec, 1827-1959*. Montréal, Parti-pris, 1976. 500 p.

LIVERSEDGE, Ronald et Victor HOAR. *Recollections of the On-to-Ottawa Trek*. Toronto, McClelland and Stewart, 1973.

LIVESAY, Dorothy. *Right Hand, Left Hand*. Erin, Porsepic Press, 1977.

LOISELLE, Pierre et Mario MARCHAND, dir. *La grève de la Montréal Cottons en 1946 : documents*. [Salaberry de] Valleyfield, Cégep de Valleyfield, 1971.

[535]

LUPUL, Manoly R., dir. *Un patrimoine en pleine mutation. Essais sur l'histoire des Canadiens ukrainiens*. Ottawa, Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, 1984, 359 p.

MACDERMOT, Anne. « Norman Bethune, médecin canadien. L'un des cinq héros de la Chine » *Magazine MacLean* (août 1962) : 20, 48-50. MACLEOD, Wendell, S. RYERSON et Libby PARK. *Bethune : The Montreal Years, An Informal Portrait*. Toronto, James Lorimer, 1978. MAGNUSON, Bruce. « The Impact of the October Revolution on the Canadian Labour Movement ». *Communist Viewpoint*, 9, 4 (juillet-août 1977) : 18-29.

_____, « Margaret Fairley : a Remembrance : the Cultural Worker's responsibility to the People ». *Horizons, The Marxist Quarterly*, 25 (1968) : 1-6.

MARTIN, Richard. « Le Congrès des métiers et du travail et la guerre civile espagnole ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33, 4 (mars 1980).

MATAIGNE, Bernard. *Le mouvement socialiste au Québec, 1965-1970*. Thèse de M.A., UQAM, 1980.

MCKENZIE, Ruth. *Eight Men Speak and Other Communist Plays of the 1930's*. Toronto, New Hogtown Press, 1976.

MCCORMACK, A. Ross. « Communists and Historians ». *Bulletin du Comité sur l'Histoire ouvrière canadienne*, 2 (automne 1976) : 32-34.

MCEWEN, Tom. *The Forge Glows Red. From Blacksmith to Revolutionary*. Toronto, Progress Books, 1974. 260 p.

MCKEAN, Fergus. *Communism Versus Opportunism*. Vancouver, The Organizing Committee, 1946. Ré-éd. en fac-similé aux Presses de l'Unité, Montréal, 1977. 377 p. et traduit en français par EN LUTTE ! et publié par les Presses de l'Unité, Montréal, 1980, 324 p.

MCLAREN, Angus. « What has this to Do With Working Class Women ? : Birth Control and the Canadian Left, 1900-1939 ». *Histoire sociale*, 28 (novembre 1981) : 435-454.

MIKO, Joanne H. *The Rise and Fall of the Canadian Seamen's Union, 1936-1951*. Thèse de M.A., University of Guelph, 1974. 180 p.

MILLS, Allen. « Review Article : The Canadian Left and Marxism ». *Canadian Journal of Political and Social Theory*, 2, 2 (printemps-été 1978) : 104-108.

MONRO, John N. « Le Canada et la guerre civile en Espagne. Rapatriement du bataillon Mackenzie-Papineau ». *Affaires extérieures*, 23, 2 (février 1971) : 57-64.

[536]

MONTERO, Gloria. *We Stood Together : First-Hand Accounts of Dramatic Events in Canada's Labour Past*. Toronto, J. Lorimer, 1979.

MORTON, Desmond. *Social Democracy in Canada*. Toronto, Samuel Stevens, 1977.

MORTON, Desmond et Terry COPP. *Working People : An Illustrated History of the Canadian Labour Movement*. Ottawa, Deneau & Greenberg, 1980. 349 p.

MOWATT, G. *History of the Canadian Peace Movement until 1969*. St. Catherines (Ont.), Grape Vine Press, 1969.

MULDON, Donald William. *Capitalism Unchallenged : A Sketch of Canadian Communism, 1939-1949*. Thèse de M.A., Simon Fraser University, 1977.

O'BRIEN, Gary. *Maurice Spector and the Origins of Canadian Trotskyism*. Thèse de M.A., Carleton University, 1974.

ORENSTEIN, Eugène. « Le mouvement ouvrier juif en Amérique du Nord, 1881-1919 : bref historique ». *Bulletin du R.C.H.T.Q.*, 2, 1 (février-mars 1975) : 18-25.

OUIMET, Michèle. *L'industrie textile et les grèves de 1946 et 1952 à la Montreal Cottons Limited, Valleyfield, Québec*, Thèse de M.A. (Histoire), UQAM, 1980.

PALMER, Bryan D. *Working-Class Experience. The Rise and Reconstitution of Canadian Labour, 1800-1980*. Toronto et Vancouver, Butterworth Company, 1983. 347 p.

PALMER, Bryan D. (dir.). *A Communist Life : Jack Scott and the Canadian Workers Movement, 1927-1985*. St. John's, Committee on Canadian Labour History, 1988. 276 p.

PARÉ, Jean. « Le Docteur rouge ». *Le Magazine MacLean*, (mars 1983) : 26-27 et 43-46.

PELLETIER, Michel et Yves VAILLANCOURT. *Les politiques sociales et les travailleurs*. Montréal, M. Pelletier éd., 1975. Cahier II. *Les années 1930*.

PELT, Melvyn Leonard. *The Communist Party in Canada 1919-1942*. Thèse de M.A., Toronto, 1964.

PENNER, Norman. *The Canadian Left : A Critical Analysis*. Scarborough, Prentice-Hall, 1977.

PENNER, Norman. *Canadian Communism. The Stalin Years and Beyond*. Toronto, Methuen, 1988. 319 p.

PENNER, Norman. *The Socialist Idea in Canadian Political Thought*. Thèse de Ph.D., University of Toronto, 1975.

[537]

_____, « Perspectives historiques sur le Parti Communiste du Canada ». *Mobilisation*, 4, 4 (1974) : 1-30.

PETRYSHYN, Jaroslav. « R.B. Bennet and the Communists, 1930-1935 ». *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, (novembre 1974).

PETRYSHYN, Jaroslav. « Class Conflict and Civil Liberties : the Origins and Activities of the Canadian Labour Defense League, 1925-1940 ». *Labour/Le Travailleur*, 10 (Automne 1982) : 39-63.

PETRYSHYN, Jaroslav. *A.E. Smith and the Canadian Labour Defense League*. Thèse de Ph.D., University of Western Ontario, 1977.

_____, « Portrait of Stewart Smith ». *Saturday Night*, 72, 11 (12 octobre 1957).

_____, « Portrait of Kent Rowley ». *Saturday Night*, 66, 34 (31 juillet 1951).

_____, « Portrait of Madeleine Parent ». *Saturday Night*, 66 (31 juillet 1951) : 54.

POWELL, G.H. *Relations Between the Communist Parties of Canada and the U.S.S.R. since 1953, as Reflected by the Communist Press in Canada*. Thèse de M.A., Carleton University, 1971.

REPKA, William et Kathleen. *Dangerous Patriots : Canada's Unknown Prisoners of War*. Vancouver, New Star Books, 1982. 249 p.

REPO, Satu. « Rosvall and Voutilainen : Two Union Men Who Never Die ». *Labour/Le Travailleur*, 8/9, (automne-printemps 1981-82) : 79-102.

RINGLE, W.F.P. *Political Repression in Canadian History*. Toronto, Hogtown Press, 1969. 24 p.

ROBIN, Martin. « Determinants of Radical Labour and Socialist Politic in English-Speaking Canada Between 1880 and 1930 ». *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, 2, 2 (mai 1967) : 27-39.

RODNEY, William. « Canadian Communism ». *Survey*, 74-75, (hiver 69-70) : 70-82.

RODNEY, William. *A History of the Communist Party of Canada, 1919-1929*. Thèse de Ph.D., University of London, 1961.

RODNEY, William. *Soldiers of the International : A History of the Communist Party of Canada, 1919-1929*. Toronto, University of Toronto Press, 1968.

ROUTHIER, Gilles. « L'ordre du monde. Capitalisme et communisme dans la doctrine de l'École sociale populaire, 1930-1936 ». *Recherches sociographiques*, 22, 1 (janvier-avril 1981) : 7-47.

ROWLAND, D. *Canadian Communism : the Post-Stalinist Phase*. Thèse de M.A., Université du Manitoba, 1964.

[538]

ROWLEY, Kent. « Nationalism, Communism and Canadian Labour ». *This Magazine*, 7, 4 (1974) : 27-30.

RYAN, Oscar. *Tim Buck. A Conscience for Canada*. Toronto, Progress Books, 1975. 302 p.

RYAN, Oscar. *Soon To be Born*. Vancouver, New Star, 1980.

SALUTIN, Rick. *Kent Rowley, the Organizer : a Canadian Union Life*. Toronto, Lorimer, 1980. (Traduction : *Kent Rowley. Une vie pour le mouvement ouvrier*, Montréal, Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1982, 203 p.)

SALUTIN, Rick. « Kent Rowley, 1917-1978 ». *This Magazine*, 12, 2 (1978) : 4-7.

SÉCUIN, François. *La tactique de front uni anti-fasciste et la politique du Parti communiste du Canada, 1939-1945*. Thèse de M.A. (science politique), UQAM, 1979.

SMART, John. « Populist and Socialist Movement in Canadian History ». In R.M. LAXER, *Canada Ltd.*, Toronto, McClelland and Stewart, 1973 : 197-212.

SOBRAL, Luis De Moura. « Peinture et luttes sociales : 'Talking Union' de Frederick B. Taylor ». *Journal of Canadian Art History*, 4, 2 (1977-1978).

STANTON, John. *The Life and Death of a Union : The Canadian Seamen's Union, 1936-1949*. Toronto, Steel Rail Educational Pub., 1978.

STAROBIN, J.R. « Origins of the Canadian Communist Party ». *Canadian Forum*, 48 (décembre 1968) : 201-203.

STEWART, Roderick. *Bethune*. Montréal, éditions du Jour, 1976. 221 p.

SULLIVAN, J.A. *Red Sails on the Great Lakes*. Toronto, Macmillan & Co., 1955. 189 p.

SWANKEY, Ben et Jean Evans SHIELS. « *Work and Wages!* » *A Semi-Documentary Account of the Life and Times of Arthur H. (Slim) Evans. 1890-1944*. Vancouver, Trade Union Research Bureau, 1977. 297 p.

TURGEON, Pierre. « La guerre civile espagnole fut pour nous une croisade contre l'athéisme ». *Perspectives-La Presse*, 13, 29 (17 juillet 1971) : 2-4.

TURK, James L. « Surviving the Cold War : A Study of the United Electrical Workers in Canada ». *Canadian Oral History Association Journal*, 4, 2 (1980) : 16-28.

VAILLANCOURT, Yves. « L'héritage des années trente ». *Relations industrielles*, 34, 398 (novembre 1974) : 310-318.

[539]

VALLET, André. *Marxisme, « Marxistes Québécois », et la question nationale*. Thèse de M.A., Université de Montréal, 1974.

VANCE, Catherine. *Not by Gods but by People : The Story of Bella Hall Gauld*. Toronto, Progress Books, 1968.

VIAU, Serge. « Il y a 50 ans : la crise ». *Perspectives*, 21, 42 (20 octobre 1979) : 4-6.

VIAU, Serge. « Frères ennemis dans une même lutte ». *Perspectives*, 21, 2 (13 janvier 1979) : 4-6.

VOIGT, F.A., « Royal Commission ». *Nineteenth Century and after*. Vol. 140, décembre 1946, p. 302-313.

WATSON, Louise. *She Never War Afraid. The Biography of Annie Buller*. Toronto, Progress Books, 1976. 129 p.

WEISBORD, Merrily. *The Strangest Dream : Canadian Communists, the Spy Trials and the Cold War*. Toronto, Lester et Orpen Dennys, 1983. Traduction française : *Le rêve d'une génération ; les procès d'espionnage, les communistes et la guerre froide*. Montréal, VLB Éditeur, 1988.

WRIGHT, R. et R. ENDRES, dir. « Eight Men Speak ». *Bulletin*, 6, (automne 1978) : 29-32.

YOUNG, Walter. *The Anatomy of a Party : The National C.C.F., 1932-1961*. Toronto, University of Toronto Press, 1969.

5 - Périodiques du P.C.C. /P.O.P.

Les sigles entre parenthèses indiquent le lieu où l'on peut trouver et consulter le périodique, lorsque ce lieu est connu.

Signification des sigles :

(BANQ) Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec (MTO) Ministère du Travail, Ottawa

(APOT) Archives publiques d'Ontario, Toronto

(UMM)	Université de Montréal, Montréal
(BNQ)	Bibliothèque nationale du Québec
(AQQ)	Archives du Québec, Québec
(INT)	Introuvable

a) Périodiques canadiens

Advance - Young Communist League (?)

[540]

Canadian Labour Defender - org. de la Canadian Labour Defence League, Toronto, 1930-1935 (MTO)

Canadian Tribune (The) - organe central du P.C.C./P.O.P. hebdo (quot. de mai à novembre 1947), Toronto, janvier 1940 à aujourd'hui (MTO)

Champion (jeunes communistes)

Clarion (The) - hebdo, Toronto, juillet-novembre 1939 (MTO)

Club Life - organe théorique, P.O.P., 1943- ?

Communist (The) - org. du Worker's Party, Toronto, 1921 (4 nos.) (INT)

Communist Bulletin - (1934)

Communist Review - org. théorique, Toronto, années 30.

Communist Viewpoint - org. théorique, Toronto, 1969 (MTO)

Daily Clarion - quotidien, Toronto, mai 1936-juil. 1939 (MTO)

Daily Tribune - quotidien, Toronto, 1947- ?

Horizons

Labour Defender - org. de la C.L.D.L., Toronto, 1934-1935 (MTO)

Left Wing (The) - org. de là Trade Union Educational League, Toronto, 1922-1926 (MTO)

Marxist Quarterly (The) - org. théorique, Toronto, 1962- ?

Marxist Review

Monthly Review (The) - org. théorique, 1940.

National Affairs Monthly - org. théorique, Toronto, mensuel, 1944-1957.

New Advance - org. de la Y.C.L. ?

Pacific Tribune - Vancouver

Party Builder - org. théorique, Toronto, années 30.

Party Organizer - org. théorique, Toronto, années 30.

People (The) - Vancouver, janvier 43-septembre 44 (OMT)

Scan (jeunes communistes)

Toronto Clarion (The) - Toronto, 1940-1941.

Vapaus

Woman Worker - org. de la Fédération des ligues féminines, Toronto, 1922-1929.

Worker (The) - hebdo, puis bi-hebdo, Toronto, mars 1922-avril 1936 (MTO)

[541]

Worker's Guard (The) - Toronto, 15 octobre 1921-11 février 1922 (APOT)

Worker's Unity - org. de la Workers Unity League, Vancouver, 1930-1932 (MTO)

Young Pioneers - org. de la Y. C. L., Toronto, 1929 (APOT)

Young Worker - org. de la Y.C.L., Toronto, juin 1924-mai 1936 (MTO) (APOT)

b) Périodiques publiés au Québec

Action - hebdo, 1947- ? (INT)

Clarté - hebdo, Montréal, 1935-1939 (UMM)

Clarté - org. théorique du Comité provincial du P.O.P., 1956(?) (INT) *Combat* - hebdo, Montréal, 1947-aujourd'hui (BNQ)

Communiste (Le) - org. théorique du P.C.Q., Montréal, 1979 (BNQ) *Guide (Le)* - 1946- ? (INT)

Jeune ouvrier (Le) - org. de la Ligue de la jeunesse communiste, Montréal, 1933 (BNQ)

Kampf - org. de la Revolutionary Jewish Workers, Montréal, 1923- ? (INT)

Ouvrier canadien (L) - Montréal, 1927(?)-1931 (AQQ)

Province (La) - Montréal, 16 mars au 10 septembre 1946, prédécesseur de *Combat* (BANQ)

Victoire (La) - bi-mensuel puis hebdo., Montréal, août 1941-décembre 1944

Vie ouvrière (La) - Montréal, 1933 (AQQ)

Voix du Peuple (La) - org. du Congrès des Canadiens français, Saint-Jérôme, 1940-1943 ?

c) Divers

Contribution - organe du Parti communiste du Canada français, Montréal, 1948-1950 (INT)

Débat - bulletin du groupe de H. Gagnon, miméogr., Montréal, 1957 (?)

Tribune populaire - organe de l'Université populaire de H. Gagnon, 1961

Vérité (La) - organe du Parti ouvrier révolutionnaire de J.M. Bédard (trotskyste), 1949-1950

[542]

d) Publications internationales du mouvement communiste comptant des collaborateurs canadiens

Communist International (New York)

Die Kommunistische International (Pétrograd, Paris, Berlin, Stock-holm, 1919-1941)

Die Welt (Stockholm, 1939-1943)

International Press Correspondence (Londres, 1922-1938)

International Molodezhi (Moscou)

Krasnyi Internatsional Profsoivzov (Moscou)

Pour une paix durable, pour une démocratie populaire ! (Belgrade,
Bucarest, 1947-1956)

Rundschau (Bâle, 1932-1939)

World Marxist Review (Toronto, 1958-)

World News and Views (Londres, 1938-1954)

Fin du texte